

W38

I f r é s i

**Institut Fédératif de Recherche sur les Économies
et les Sociétés Industrielles**



**BILAN 1998-2001 DE LA FR 1768
PROJET 2002-2005**

 Centre National de la Recherche Scientifique
Universités de Lille 1 , Lille 2 , Lille 3 , Fupl , Uvhc

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE PRESENTATION DE L'IFRESI

1 – Les unités constitutives de l'Ifrési	1
2 – Le programme de recherche de l'Ifrési	3
3 – Organisation et fonctionnement de l'Ifrési	4
4 – Le contexte de fonctionnement sur la période 1998-2001	9
Annexe 1 : statistique sur les participants à la Fédération, par unité et par catégorie	11
Annexe 2 : l'équipe ITA affectée au niveau fédéral	11
Annexe 3 : personnels universitaires et CNRS membres de l'Ifrési dans le projet 2002-2005 et affectés au niveau des unités composantes	13

DEUXIEME PARTIE BILAN DES ACTIVITES 1998-2001

A – PRESENTATION GÉNÉRALE	23
1. Mobilisation, animation, structuration d'un milieu de recherche	23
2. Accueil des jeunes chercheurs et formation doctorale	25
3. Insertion internationale des recherches et des personnels	26
4. Les liens avec les partenaires de la recherche	36
B – LES OPERATIONS DE RECHERCHE	39
1 -TRANSFORMATIONS DES ACTIVITES	41
1.1. Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadres d'analyse	41
<i>1.1.1. Entrées territoriales</i>	47
<i>1.1.2. Entrées thématiques</i>	53
<i>1.1.3. Entrées disciplinaires</i>	66
1.2. D'une société de services à la société de l'information	69
<i>1.2.1. Le développement des activités de service</i>	73
<i>1.2.2. Le développement de la société de l'information</i>	83
1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations	87
<i>1.3.1. Organisation du travail</i>	93
<i>1.3.2. Le développement des logiques de compétence</i>	99
<i>1.3.3. Les logiques partenariales</i>	109
<i>1.3.4. La création d'entreprise</i>	113
<i>1.3.5. Performance des entreprises</i>	116

1.4 – Formation, professionnalités	119
<i>1.4.1. Transformations des systèmes de formation</i>	123
<i>1.4.2. Développement des professionnalités</i>	135
2 – VILLE, TERRITOIRES, INSTITUTIONS	143
2.1. Les processus de territorialisation	143
<i>2.1.1. Histoire, mémoire, héritages</i>	149
<i>2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités</i>	158
2.2. Politiques publiques, changements politiques	185
<i>2.2.1. Politiques publiques : contenu, efficacité</i>	189
<i>2.2.2. Changements politiques</i>	198
2.3. Modes de vie et cadres de vie	205
<i>2.3.1. Déviances et tensions urbaines</i>	211
<i>2.3.2. Développement durable</i>	224

**TROISIEME PARTIE
PROJET 2002-2005**

A – le projet scientifique pour la période 2002-2005	237
B – Le développement de la coopération entre les unités constitutives de l'Ifrési	247
C – Le besoin de renforcement de l'équipe ITA affectée au niveau fédéral	249
A – L'Ifrési et le projet de création d'une MSH dans la région Nord- Pas-de Calais	250

**QUATRIEME PARTIE
PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS PRINCIPALES**

A – Bibliographie des principaux travaux	253
B – Communications des journées Ifrési	280

**CINQUIEME PARTIE
ELEMENTS FINANCIERS**

A – Ressources et dépenses fédérales pour la période 1998-2000	283
B – Moyens financiers souhaités pour la période 2002-2005	284

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DE L'IFRESI

L'Ifrési est une Fédération de recherche regroupant neuf laboratoires représentant une large variété de disciplines relevant des sciences de l'Homme et de la Société (économie, sociologie, gestion, géographie, droit public et sciences politiques, histoire moderne et contemporaine) et appartenant à cinq Universités (Lille 1, Lille 2, Lille 3, Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille, Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis),

Ses objectifs, sur le plan scientifique, sont essentiellement :

- de dynamiser le milieu régional de recherche en sciences de l'Homme et de la Société autour d'un programme de recherche commun
- de favoriser le développement de l'interdisciplinarité
- d'aider à l'insertion internationale des activités de recherche
- d'aider à la formation des jeunes chercheurs et à leur insertion professionnelle
- de développer le dialogue entre les chercheurs et les acteurs sociaux et professionnels.

Pour accompagner le développement des travaux de recherche dans ces différentes perspectives, l'Ifrési a également pour mission de prendre en charge un certain nombre de fonctions administratives et logistiques :

- gestion financière et comptable des contrats de recherche
- circulation de l'information entre les participants à la fédération
- gestion de moyens informatiques et aide aux utilisateurs
- édition des rapports de recherche et autres productions scientifiques
- instruction des dossiers et contrats internationaux.

1 – Les unités constitutives de l'IFRESI

Sur la période 1998-2001, les unités constitutives de l'Ifrési étaient les suivantes :

Laboratoires appartenant à l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1) :

- Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques (CLERSE), UPRESA 8019
- Centre Lillois d'Analyse et de Recherche sur l'Evolution des Entreprises (CLAREE), UPRESA 8020
- Mécanismes Economiques et Dynamiques des Espaces Européens (MEDEE), UPRES 1039
- Laboratoire de Géographie Humaine (LGH) UPRES 1036

Laboratoire appartenant à l'Université du Droit et de la Santé (Lille 2) :

- Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS), UPRESA 8026

Laboratoires appartenant à l'Université Charles de Gaulle (Lille 3) :

- Centre d'Etudes et de Recherche sur les Savoirs, les Arts, les Techniques, les Economies et les Sociétés (CERSATES), UMR 8529
- Centre de Recherche sur l'Histoire du Nord-Ouest. Identité, Mémoire, Société (IMESO), UPRES 2460

Laboratoire appartenant à la Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille :

- Laboratoire de Recherches Economiques et Sociales (LABORES), URA 362

Laboratoire appartenant à l'Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis :

- Centre de Recherche sur l'Allemagne Contemporaine (CRAC, composante du Centre Histoire, Civilisations et Cultures des pays du monde occidental), UPRES 2444

L'ensemble de ces laboratoires représente un effectif global d'environ 200 personnels, chercheurs et enseignants-chercheurs, participant aux activités de la Fédération. (les annexes 1 à 3

fournissent des statistiques et des listes nominatives des participants à la Fédération, par catégorie, universités et laboratoires de rattachement)

En cours de période, des collaborations ont été établies avec un dixième laboratoire appartenant à l'Université de Lille 3. Il s'agit du GREMARS (Groupe d'Etudes Modélisation Appliquée à la Recherche en Sciences Sociales, EA 2459), dont l'intégration à l'Ifrési a été approuvée par le comité de direction et le conseil de l'Ifrési. De ce fait, la liste des formations fédérées dans l'Ifrési pour la période 2002-2005 s'établirait ainsi :

Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1) :

- Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques (CLERSE), demande d'UMR
- Centre Lillois d'Analyse et de Recherche sur l'Evolution des Entreprises (CLAREE), demande d'UMR
- Mécanismes Economiques et Dynamiques des Espaces Européens (MEDEE), demande d'UPRES
- Hommes, Villes, Territoires (HVT) (nouvelle dénomination du Laboratoire de Géographie Humaine) demande d'UPRES

Université du Droit et de la Santé (Lille 2) :

- Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS), demande d'UMR

Université Charles de Gaulle (Lille 3) :

- Centre d'Etudes et de Recherche sur les Savoirs, les Arts, les Techniques, les Economies et les Sociétés (CERSATES), demande d'UMR
- Centre de Recherche sur l'Histoire du Nord-Ouest. Identité, Mémoire, Société (IMESO), demande d'UPRES
- Groupe d'Etudes Modélisation Appliquée à la Recherche en Sciences Sociales, (GREMARS), demande d'UMR

Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille :

- Laboratoire de Recherches Economiques et Sociales (LABORES), demande d'UMR

Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis :

- Centre de Recherche sur l'Allemagne Contemporaine (CRAC, composante du Centre Histoire, Civilisations et Cultures des pays du monde occidental), demande d'UPRES

De façon générale, le programme de recherche de la Fédération présente un caractère sécant par rapport aux programmes des unités constitutives. Si l'ensemble des activités de certaines équipes a vocation à relever du programme de la Fédération (cas du CLERSE, du CLAREE, du MEDEE, du LGH et du CRAPS), pour d'autres, le caractère sécant est davantage marqué (cas du CERSATES, de l'IMESO, du LABORES et du CRAC). Le tableau suivant précise les thématiques et opérations des différents laboratoires qui entrent dans le programme de la Fédération :

LABORATOIRES	THEMATIQUES et OPERATIONS
CLERSE (Université de Lille 1)	Services-industrie, innovation Economie et société : approches territoriales Politiques publiques, territoires, réseaux Pratiques urbaines Travail, éducation, emploi Technique, mobilisation, culture
CLAREE (Université de Lille 1)	Comportements stratégiques des entreprises Agencements organisationnels et systèmes de gestion Gestion des ressources humaines, marketing, finance
MEDEE (Université de Lille 1)	Ville et territoire Structuration de l'espace européen productif, monétaire et financier

LGH (Université de Lille 1)	Dynamiques urbaines et recompositions spatiales Dynamiques culturelles et identités territoriales Dynamiques démo-géographiques du monde contemporain
CRAPS (Université de Lille 2)	Transformation des cadres et des modalités de l'action publique en France et en Europe Les nouvelles formes de gouvernement des villes Politique et territoire
CERSATES (Université de Lille 3)	Histoire économique et sociale des mondes du travail Histoire des institutions de l'économie de marché Construction de l'identité régionale en Europe
IMESO (Université de Lille 3)	Espace urbain Entreprise et dynamiques urbaines
LABORES (Fupl)	Entreprise et développement des territoires Organisation urbaine, formes d'habitat
CRACT (Université de Valenciennes)	Emploi, formation Institutions et construction des territoires

Par rapport à cet inventaire, le GREMARS (Université de Lille 3) apportera ses compétences en matière de modélisation appliquée aux sciences économiques et de gestion, pour traiter l'ensemble des questions d'organisation et de gestion des activités économiques qui relèvent du programme de la Fédération.

2 – Le programme de recherche de l'IFRESI

Le programme de recherche de l'Ifrési traite de la dynamique et de la gouvernance des sociétés contemporaines. Il est composé de deux volets principaux :

- Le premier concerne la transformation des activités économiques, tant sur le plan de leur nature et de leur contenu que sur ceux, d'une part, de l'agencement et des formes de fonctionnement des organisations qui en constituent le vecteur, d'autre part, des compétences des acteurs que ces organisations sont amenées à mobiliser. Ceci conduit, notamment, à s'intéresser au développement des activités de services (privés et publics) avec des entrées à la fois économiques, sociologiques et juridiques, à celui d'une société de l'information, avec un regard spécifique sur la pénétration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les organisations et ses répercussions en termes de logiques stratégiques et organisationnelles, aux opérations porteuses de transformations comme ce qui touche à l'innovation et aux logiques d'entrepreneuriat et de création d'entreprise. Les questions relatives au fonctionnement du marché du travail, à l'organisation du travail, à la gestion de l'emploi, des compétences et de la formation, aux apprentissages qu'ont à réaliser les organisations et leurs personnels pour fonctionner efficacement dans un contexte de mutations technologiques, concurrentielles et sociales sont, bien entendu, également au cœur de ce premier volet de recherches.

- Le second volet porte sur la dynamique des territoires et sur l'étude des phénomènes urbains. Il s'agit de comprendre l'ensemble des processus de territorialisation, c'est-à-dire de voir dans quelle mesure et suivant quelles formes les différentes activités humaines ont structuré et structurent l'espace dans lequel elles s'insèrent, et ce dans une perspective à la fois heuristique et d'aide à la décision publique. Ceci conduit à traiter de la dynamique territoriale, de la localisation des activités, des modalités d'un développement durable soucieux des questions d'environnement. Les questions du devenir des villes de la région sont abordées en termes stratégiques et une place importante est faite à l'analyse de l'impact des grands projets de développement urbains sur l'économie et la société des villes métropolitaines, ce selon une approche comparative internationale. Le thème de la gouvernance, qu'il s'agisse des approches administratives, de celles des coalitions locales ou des dynamiques civiles et informelles, celui de la construction des identités territoriales via les politiques publiques et les transformations institutionnelles, sont aussi largement intégrés au programme de recherche. D'autre

part, un accent particulier est mis sur l'analyse des tensions urbaines, des pratiques déviantes, des différentes formes de précarité et, plus généralement de la citoyenneté et des conditions de vie.

De façon générale, à travers ce double programme, il s'agit d'étudier des transformations économiques, sociales, voire sociétales, d'en décrire la nature, d'en comprendre la genèse et la portée, d'en étudier la dynamique processuelle, sans oublier de replacer ces éléments dans la perspective du temps long, si précieuse pour comprendre les évolutions et relativiser les constats, et dans la perspective géographique d'une compréhension des espaces. L'ambition du programme de l'Ifrési est à la fois descriptive, analytique et explicative, avec la volonté de développer le travail de théorisation des phénomènes d'évolution dans un esprit pluridisciplinaire, et d'offrir aux acteurs de notre société des grilles d'interprétation et de compréhension propres à nourrir leurs décisions et leurs actions.

L'une des interrogations centrales du programme (question qui sera au cœur des prochaines journées Ifrési programmées en 2002) est celle de savoir si les transformations de toute nature auxquelles nous assistons (globalisation des firmes et des marchés, turbulences accrues de maints aspects de la vie sociale, rythme croissant de la production et de la diffusion de l'information et des connaissances, innovations technologiques majeures, particulièrement dans les industries de l'informatique et de la communication, montée des activités tertiaires, élévation des niveaux de formation des individus, crises de l'emploi, etc.) correspondent au passage d'un modèle industriel à une société que l'on qualifie tantôt de post-industrielle, tantôt de post-bureaucratique, tantôt encore de post-moderne : les formations sociales qui se recomposent sous nos yeux seraient en rupture avec ce qui faisait la spécificité ou l'originalité des sociétés modernes ou industrielles.

La réponse n'est pas évidente dès que l'on se distancie des généralisations hâtives et que l'on reconnaît le caractère multiforme et diversifié tant de ce que l'on appelle, par commodité, le monde moderne que le monde post-moderne. Quant à ce dernier, par exemple, et pour ne parler que de l'organisation des activités économiques, il apparaît bien que les pressions de changement qui nourrissent un phénomène de complexification des situations varient d'un type d'activité à un autre, voire d'une entreprise à une autre au sein d'un même secteur d'activité. Par exemple, il existe des secteurs ou des types d'activité davantage exposés simultanément à la complexité trouvant sa source dans la dynamique des marchés et la transformation des attentes et comportements des clients ou des consommateurs et à celle liée à l'évolution des compétences et connaissances détenues par les acteurs internes de l'entreprise, laquelle rejaillit sur les modes d'organisation souhaitables. Cette diversité explique les contrastes frappants que notre société donne à voir dans de multiples domaines (degrés de dynamisme des entreprises, niveaux de revenus, accès à l'emploi, modèles d'organisation, etc.).

La thématique de recherche de l'Ifrési et les questionnements sous-jacents n'ont sans doute jamais été autant d'actualité. Même si les concepts de turbulence, de mutation et de complexité peuvent faire sourire tant leur emploi est devenu systématique et sans nuance, il n'est guère possible de nier la réalité de multiples transformations de la nature et de l'organisation des activités économiques, des formes de vie sociale, des cadres institutionnels et réglementaires qui les orientent et les accompagnent, et celle des tensions sociales que ces transformations engendrent.

3 – Organisation et fonctionnement de l'IFRESI : principes, moyens d'action

3.1 – Les principes : interdisciplinarité, travail de terrain

La structuration du programme de l'Ifrési est le fruit d'un long processus d'émergence où l'interdisciplinarité, posée au départ comme principe de référence, s'est communée en une certaine « communauté de pratiques ». Ce processus a été favorisé par un ensemble de conditions permissives et soutenu par la construction collective d'une série de règles et de dispositifs organisationnels.

Plusieurs facteurs ont fourni un cadre propice au développement du travail interdisciplinaire. Les uns sont d'ordre matériel, à commencer bien évidemment par la disponibilité de locaux propres à la Fédération, situés hors des campus universitaires, permettant d'accueillir un nombre significatif de membres des différentes équipes de recherche et de favoriser les échanges informels dont on connaît l'importance dans la formation d'une communauté de pratiques. Outre le fait qu'un certain nombre d'équipes ayant adhéré à la Fédération étaient déjà elles-mêmes pluridisciplinaires, les autres facteurs

favorables tenaient notamment à l'énoncé d'une thématique de recherche suffisamment ouverte au départ pour accueillir des chercheurs d'horizons disciplinaires différents mais partageant une sensibilité commune aux questions de la vie sociale actuelle dans ses différentes dimensions. A l'évidence, la poursuite de l'objectif que s'était donné l'Ifrési était indissociable d'une confrontation de multiples regards disciplinaires et théoriques, ne serait-ce qu'en raison de la multiplicité et de l'imbrication des objets et des niveaux d'analyse, ou des lieux où naissent et se propagent les transformations sociétales. Le fait, par ailleurs, que les participants à l'Ifrési soient, de façon générale, ouverts à l'interaction avec des acteurs sociaux eux-mêmes confrontés à des objets, des questionnements, des enjeux décisionnels nécessitant d'être saisis sous plusieurs aspects à la fois, a favorisé l'intégration de l'exigence d'interdisciplinarité. Cette relation avec les acteurs sociaux a inspiré de nombreuses opérations de recherche sur une base d'interdisciplinarité, qu'il s'agisse, par exemple, des travaux menés dans le cadre des « Assises Régionales pour l'Emploi et le Travail » organisées par la Région Nord-Pas de Calais, de ceux relatifs aux activités d'intermédiation entre les entreprises et les divers centres de compétences, ou bien encore des recherches sur la relation entre activités humaines et environnement.

Ces conditions favorables n'auraient cependant pas suffi sans un certain nombre de dispositifs incitatifs à la pratique de l'interdisciplinarité. Tout d'abord un ensemble de conventions régissant les relations entre composantes de la Fédération et donnant une garantie minimale qu'une telle pratique ne les amenait pas à en quelque sorte à perdre leur âme. Ceci supposait, bien entendu, un principe de respect de l'identité de chaque équipe et de libre inscription de tout ou partie de son programme de recherche dans les thématiques de l'Ifrési. Mais également et surtout, un fonctionnement de la Fédération sur la base d'une ouverture permanente à l'entrée et la ré-entrée des enseignants-chercheurs et des chercheurs dans la contribution active aux thématiques collectives, et des efforts fédéraux de mobilisation des moyens matériels et humains d'aide au démarrage de nouveaux programmes. En second lieu, les participants à la Fédération ont affiné progressivement les règles d'un fonctionnement sur programmes dont le principe majeur réside dans l'attribution des ressources notifiées au niveau fédéral non en fonction de clefs fixes de répartition entre les unités, mais en fonction des opérations de recherche et d'échanges scientifiques menées avec exigence de produits tangibles et datés, régulièrement suivis. A chaque fois que cela était possible et prenait sens d'un point de vue scientifique, le critère de l'interdisciplinarité des projets a présidé aux décisions de répartition des ressources. Enfin, bien entendu, l'Ifrési fait large usage des formes classiques d'organisation des débats interdisciplinaires, comme les séminaires transversaux internes et la tenue régulière de journées de présentation et de discussions des travaux, ouvertes à l'ensemble des participants à la Fédération et aux partenaires socio-économiques régionaux.

3.2 - Les organes de direction

L'Ifrési est piloté par un directeur assisté d'un comité de direction et d'un conseil

3.2.1 Le Comité de direction

Le Comité de Direction a pour vocation de représenter les unités composantes de l'Ifrési. Il a aussi pour objet d'associer pleinement les directeurs des unités composantes à tous les moments importants de la vie de la Fédération.

Il est composé du directeur de l'Ifrési qui le préside et le réunit et des directeurs des unités (ou de leur représentant).

Le Comité de Direction veille à l'articulation des activités de l'Ifrési et des unités composantes. Il s'attache à favoriser la coordination et l'harmonisation des propositions issues d'unités, de disciplines, d'universités différentes, à favoriser la mise en place d'opérations coordonnées ou croisées. Il vise à créer des conditions favorables pour que chaque unité puisse participer au mieux à la vie de la Fédération et aux activités de celle-ci. Il contribue activement à la mise en œuvre des actions concertées au sein de la fédération.

Il est associé à la préparation des propositions présentées par le directeur de l'Ifrési à l'avis du Conseil de l'Ifrési, notamment en ce qui concerne les dispositions budgétaires. Il se réunit avant la

tenue du Conseil de l'Ifrési (au moins une fois dans le mois précédent les réunions de ce Conseil). Il se réunit donc au moins quatre fois par an.

3.2.2 *Le Conseil de l'IFRESI*

Le Conseil de l'Ifrési est le lieu principal et déterminant en dernier ressort pour exprimer l'avis des participants à la fédération sur les orientations et le fonctionnement de celle-ci. Il contribue de façon essentielle à élaborer et à mettre en oeuvre les initiatives relevant du niveau fédéral de l'Ifrési. Il émet un avis sur les appuis donnés aux opérations de recherche et d'échange scientifique des membres de la fédération, sur le budget annuel, sur l'affectation des locaux de la fédération.

Ce Conseil est représentatif des conseils de laboratoire des unités composantes, en tenant compte de la participation des unités à la fédération (participation pour tout ou partie de leurs activités). Il est composé de quarante membres répartis ainsi :

- a) Dix membres de droit à savoir le directeur de la structure fédérative (président) et les neuf directeurs des unités composantes
- b) Dix-huit membres élus par les conseils de laboratoires des unités composantes et désignés parmi les membres de ces conseils participant à l'Ifrési. La répartition de ces dix-huit sièges s'effectue entre les unités au prorata de leurs effectifs membres de l'Ifrési
- c) Deux élus par le personnel ITA affecté en propre à la fédération
- d) Dix autres membres nommés par le directeur de la structure fédérative parmi les membres de celle-ci.

À l'issue des élections et nominations, chaque formation compte, outre son directeur membre de droit, au moins un second représentant. Aucune unité ne peut disposer de plus de 40 % du total des sièges.

Le Conseil de la fédération est renouvelé tous les deux ans. Il est réuni par le directeur de l'IFRÉSI à l'initiative de ce dernier ou à la demande de la moitié des membres du Conseil ou à la demande de la moitié des directeurs des unités composantes de la fédération. Au moins quatre réunions se tiennent par an. Les réunions du Conseil sont préparées par le directeur de l'Ifrési et par des réunions préalables du Comité de Direction.

Les membres actuels du Conseil sont :

Michel AUTES, Michel BATTIAU, Francis CALCOEN, David CAPITANT, Lise DEMAILLY, Alain DESREUMAUX, Faridah DJELLAL, Régis DUMOULIN, Dominique DUPREZ, Bruno DURIEZ, Jean GADREY, Gérard GAYOT, Pierre GINET, Philippe GUIGNET, V. GUIRAUDON, Jean-Claude HOCQUET, Hans HORLING, Josèphe LANNOY, Annie LAURENT, Régine LEJAN, Frédéric LOBEZ, Christian MAHIEU, Marie-Claude MASSE, François MILLEQUANT, Frank MOULAERT, Jean-Claude RABIER, Philippe ROLLET, Frédéric SAWICKI, Fatima TALAHITE, Didier TERRIER, Pierre-Jean THUMERELLE, Nicolas VANECLOO, Bertrand ZUINDEAU.

3.2.3. *L'évaluation*

L'activité de la fédération d'unités est soumise à l'évaluation des instances compétentes du Comité National de la Recherche Scientifique. L'Ifrési est rattaché aux sections du Comité National dans lesquelles il comporte des unités demandant à être associées au CNRS :

- Section 33 Formation du monde moderne
- Section 36 Sociologie, normes et règles
- Section 37 Economie et société
- Section 40 Politique- pouvoir - organisation .

La fédération d'unités est soumise aussi à évaluation de la Mission Scientifique et Technique du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche :

- DS principale : 7 "Sciences de la société"
- DS secondaire : 6 "Sciences de l'homme et des humanités ».

3.3 – Les moyens collectifs : éléments d'infrastructure

3.3.1. *Les bâtiments*

Dès la création de l'IFRÉSI, l'hypothèse a été écartée d'un lieu "fédéral" qui aurait été limité aux rencontres entre chercheurs et au seul logement de l'équipe technique et administrative de la fédération. Il a été prévu que la fédération disposerait de locaux susceptibles de loger, avec l'équipe technique et administrative, une proportion très significative des chercheurs et enseignants-chercheurs mettant en oeuvre les opérations de recherche inscrites à son programme.

L'expérience a amplement démontré que ce choix constituait effectivement une condition sine qua non d'une fédération capable, sur longue période, de forte consistance intellectuelle, d'interactions quotidiennes efficaces entre équipe technique et administrative et chercheurs, d'initiatives "lourdes" par exemple en matière scientifique ou d'insertion internationale.

Ce constat n'enlève rien au fait que des chercheurs et enseignants-chercheurs participant pleinement et très activement à l'Ifrési sont logés en dehors des locaux propres et que des regroupements sur les sites des Universités sont bénéfiques à la fois pour l'encadrement des étudiants et des jeunes chercheurs et pour l'avancée des programmes de recherche. Mais les locaux communs jouent un rôle fédératif indispensable; il faut à cet égard souligner l'importance des contacts informels peu coûteux en temps qu'ils permettent de façon quotidienne.

Ainsi depuis la rentrée universitaire de septembre 1990, l'Ifrési dispose d'un bâtiment constitué par rénovation, extension et liaison de deux bâtiments classés (18ème siècle) cédés par l'Armée à la Ville de Lille, et par celle-ci à la Région Nord - Pas de Calais. Le bâtiment a été mis en état grâce à un investissement de 15 millions de francs (dont 3 pour l'équipement) cofinancé à 50-50 par le CNRS et le Conseil Régional Nord - Pas de Calais. Il est propriété du Conseil Régional et mis à disposition du CNRS pour l'Ifrési.

A ce bâtiment, s'ajoute une extension dont la réalisation avait été retenue par le Contrat de Plan État - Région 1994 - 1998 (article 1-9), en l'inscrivant dans le cadre d'une opération de réhabilitation d'un bâtiment dit "bâtiment principal Souham" situé à moins de 7 mètres du premier bâtiment de l'Ifrési dans le même îlot. Ce "bâtiment principal Souham", est occupé par la Délégation Régionale du CNRS, l'extension de l'Ifrési, la DRRT du Ministère chargé de la recherche (Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie), et d'autres usagers publics de la recherche et du "transfert de technologie" (Réseau Nord - Pas de Calais Technologie, MITI, etc...). Le financement de l'extension des locaux de l'IFRÉSI a été assuré par le Conseil Régional Nord - Pas de Calais, le FEDER, la Ville et la Communauté Urbaine de Lille.

Au total, les bâtiments de l'Ifrési représentent une surface de 2100 m² (1500 dans le bâtiment inauguré en 1990 et 600 dans l'extension). Hors dégagements, ils fournissent un peu plus de 1350 m² de bureaux et salles diverses (une salle de conférences, trois salles de réunion, un lieu de rencontre et de détente). Ils offrent, avec la mise en activité de l'extension des locaux, environ 100 postes de travail dotés d'un important équipement informatique.

Les locaux de l'Ifrési assurent à ceux qu'ils accueillent un environnement de qualité et contribuent à une bonne visibilité de la recherche en sciences de l'homme et de la société à Lille.

Sur un plan technique, l'Ifrési assure la gestion d'un parc informatique important (une centaine de postes de travail) et offre aux participants des moyens de reproduction et de photocopie et, plus généralement, les éléments matériels de base de la conduite des opérations de recherche.

3.3.2. Les procédures et les règles concernant les moyens collectifs

L'Ifrési fonctionne sur la base d'un ensemble de procédures et de règles d'affectation des moyens qui correspondent aux services rendus par l'équipe administrative et technique de la fédération, à l'accès aux bureaux et équipements des bâtiments, à la répartition interne des crédits collectifs de recherche affectés au "niveau fédéral".

A l'opposé d'une caisse de répartition de moyens avec des droits de tirage prédéterminés entre les équipes, les procédures internes à l'Ifrési d'attribution de moyens comportent la formulation d'objectifs précis et un suivi collectif des résultats avec à la fois rigueur et capacité d'adaptation face aux incertitudes du déroulement des programmes de recherche. Une grande importance est, en tout état de cause, attachée à la remise régulière de produits "tangibles et datés", avec le principe d'un archivage et d'une libre consultation de ces produits (sous réserve des dispositions concernant la confidentialité de données pour des cas très particuliers).

Des procédures annuelles sont effectuées systématiquement à propos des affectations de bureaux, avec une reconsideration générale de celles-ci sur la base à la fois de la participation au programme de la fédération et de l'usage effectif des bureaux.

La même démarche vaut pour la préparation collective des demandes au titre de l'application des Contrats de Plan État-Région qui ont comporté des soutiens conjoints du CNRS et du Conseil Régional aux opérations de recherche de l'Ifrési.

3.3.3. L'équipe ITA au niveau fédéral

L'équipe ITA d'administration et de soutien technique affectée en propre au niveau fédéral joue un rôle de première importance dans le fonctionnement de la fédération et dans l'obtention de "rendements d'échelle"

Depuis 1990, année de l'installation de l'Ifrési dans son bâtiment propre et avec le fort développement de ses activités et des services rendus aux unités de la fédération, un effort important du CNRS a permis que se constitue une équipe administrative et technique dont les effectifs ont progressivement augmenté pour atteindre 8 personnes (plus un ingénieur rattaché pour ordre car affecté dans une unité non associée, le Laboratoire de Géographie Humaine).

La situation s'était dégradée à partir de la fin mars 1996. Trois départs intervenus pour diverses raisons n'ont donné lieu qu'à un seul remplacement durable, ce qui a ramené le nombre d'ITA travaillant au niveau fédéral de 8 à 6 alors que des manques importants se manifestaient déjà..

Globalement, la situation ne s'est guère améliorée depuis. Certes, l'Ifrési a pu bénéficier de l'arrivée d'un nouvel ingénieur d'études, affecté au montage des dossiers européens et, de façon générale, aux questions internationales, ainsi que de l'intégration d'un technicien affecté au service informatique. Cela constitue des points tout à fait positifs, bien que la mutualisation de certaines fonctions, notamment dans le domaine informatique, trouve rapidement ses limites étant donné la dispersion géographique des laboratoires constitutifs de l'IFRESI, dont une partie seulement des membres sont implantés dans les locaux propres de la fédération. Mais fondamentalement, le départ du secrétaire général depuis septembre 2000 fragilise considérablement le fonctionnement actuel de la Fédération, notamment sur le plan de la gestion administrative, financière et comptable. Il est essentiel qu'une solution soit trouvée rapidement, la direction de l'Ifrési étant impossible à assumer sans l'appui d'un secrétaire général compétent et dynamique. C'est là un aspect du contexte particulier dans lequel s'est trouvé l'Ifrési depuis 1999.

4 – Le contexte particulier de fonctionnement sur la période 1998-2001

Aux difficultés liées à la taille restreinte de l'équipe ITA, qui ne permet pas de rendre tous les services que les participants à la Fédération sont en droit d'attendre, à celles provoquées par l'absence de secrétaire général depuis déjà trop longtemps, s'ajoutent plusieurs circonstances qui ont sérieusement handicapé le développement des activités de l'Ifrési depuis la fin de l'année 1998.

Tout d'abord, l'achèvement du contrat de Plan Etat-Région 1994-1998 a conduit à priver la Fédération, dès le début de l'année 1999, des soutiens de programmes qui avaient jusque-là joué un rôle essentiel dans la structuration et la dynamique des activités de l'Ifrési. Les délais d'élaboration du nouveau contrat destiné à couvrir la période 2000-2006, faisant au passage de l'année 1999 une année « blanche », n'ont pas permis de reconstituer ces soutiens dans des conditions qui auraient autorisé la mise en œuvre rapide de projets de recherche pourtant largement élaborés dès la fin de l'année 1998 (le nouveau contrat n'a, en effet, été signé qu'au cours du second semestre de l'année 2000). Ces soutiens, apportés conjointement par le CNRS et le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, n'ont pu être reconstitués en partie qu'à la fin de l'année 2000 et au début de l'année 2001.

En second lieu, l'Ifrési a vécu et vit encore les incertitudes qui entourent le projet de création d'une Maison des Sciences de l'Homme dans la région Nord Pas-de-Calais, projet annoncé en comité interministériel de la recherche du 1^{er} juin 1999. Si ce projet constitue une opportunité de structuration des recherches en SHS dans la région, son élaboration ne peut guère se concevoir en faisant abstraction des efforts de cet ordre qui ont été menés depuis de nombreuses années par l'Ifrési. Certes, ce dernier ne couvre pas l'ensemble des disciplines de SHS, n'épuise pas toutes les problématiques de recherche pertinentes, ni ne s'étend à l'ensemble des équipes présentes dans la région, et notamment celles qui appartiennent aux Universités nouvelles qui se sont développées après la création de l'Ifrési. Pour autant, la création de la Maison des Sciences de l'Homme suppose que soit réglée la question de son articulation avec l'Ifrési. Différentes solutions sont concevables et exposées dans la partie projet du présent rapport. Dans l'immédiat, les multiples débats qui se sont déroulés sur cette question depuis juin 1999 et qui n'ont pas encore débouché sur des solutions précises ont créé un climat d'attentisme, notamment chez les partenaires régionaux, qui rejaillit sur le fonctionnement de l'Ifrési et le développement de ses activités.

ANNEXE 1 : Statistique sur les personnels chercheurs et enseignants-chercheurs participant à l'Ifrési sur la période 1998-2001, par unité et catégorie

Unité	PR	MC	DR CNRS	CR CNRS	Total
Clerse	15	43	1	11	70
Claree	7	25	-	2	34
Medee	4	5	-	-	9
Lgh	5	17	-	-	22
Craps	12	18	-	5	35
Cersates	6	4	-	-	10
Imeso	2	3	-	-	5
Labores	1	-	2	4	7
Crac	2	2	-	-	4
Total	54	117	3	22	196

Remarque : l'intégration du GREMARS conduira à ajouter à cet ensemble, 5 PR et 11 MC

ANNEXE 2 : L'équipe ITA CNRS affectée directement au niveau fédéral au 31.3.2001

Nom, Prénom	Corps Grade	Organisme d'appartenance
BATAILLE Hubert	TCN	CNRS
COQUARD Marie-Pierre	IE2	CNRS
LANNOY Josèphe	TCN	CNRS
MALAQUIN Marie-Catherine	TCN	CNRS
MARECAILLE Fariza	TCN	CNRS
SALJOGHI Kourosch	IE2	CNRS
WELCHE Annie	TCN	CNRS

Agent rattaché pour ordre, car affecté à une unité non associée (le LGH) de la Fédération

HELOIR Colette	IE2	CNRS
----------------	-----	------

ANNEXE 3 : Personnels universitaires et CNRS membres de l'Ifrési dans le projet 2002-2005 et affectés au niveau des unités composantes

ABREVIATIONS . AI : Assistant-Ingénieur; AJT : Adjoint technique; AS : Assistant; CR : Chargé de recherche; DR : Directeur de recherche; IE : Ingénieur d'études; IR : Ingénieur de recherche; MC : Maître de conférences; PAST : Professeur associé à temps partiel; PRAG : Professeur agrégé du secondaire; SEC : Enseignant du Second degré; TC : Technicien.

Nota : Un espace est introduit entre les tableaux à chaque fois qu'il y a changement d'un des critères suivants : unité, corps, habilitation à diriger les recherches (HDR), Établissement d'affectation.

CLERSE

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS :

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
FERRAND Alexis	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
GADREY Jean	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
GOSSELIN Gabriel	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
GRÈVET Patrice	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
GUICHAOUA André	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
LAVAUD Jean-Pierre	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
LAZEGA Emmanuel	CLERSE	PR	19 - 36		USTL (Lille I)
MOULAERT Frank	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
POTTIER Richard	CLERSE	PR	20 - 38	X	USTL (Lille I)
RABIER Jean-Claude	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
RAUTENBERG Michel	CLERSE	PR	20 - 38		USTL (Lille I)
STANKIEWICZ François	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
SZPIRO Daniel	CLERSE	PR	5 - 37		USTL (Lille I)
VANEECLOO Nicolas	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
DEMAILLY Lise	CLERSE	PR	19 - 40	X	I.U.F.M.
PHILIPSON Henri	CLERSE	MC	5 - 37	X	USTL (Lille I)
VAN DE VELDE Franck	CLERSE	MC	5 - 37	X	USTL (Lille I)
ZAOUAL Hassan	CLERSE	MC	5 - 37	X	Université du Littoral
BAZENGUSSA Rémy	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
BONNETTE-LUCAT Claude	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
BRUGEILLES Carole	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
CALLENS Stéphane	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
CHARLON Elisabeth	CLERSE	MC	70 - 36		USTL (Lille I)
CORDONNIER Laurent	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
DELDREVE Valérie	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
DEMALS Thierry	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
DJELLAL Faridah	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
DUPREZ Jean-Marie	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
FEUTRIE Michel	CLERSE	MC	70 - 36		USTL (Lille I)
FILLIEULE Renaud	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
GADREY Nicole	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
GAILLARD Gérald	CLERSE	MC	20 - 38		USTL (Lille I)
GALLOUJ Camal	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)

GALLOUJ Faïz	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
GOEDEFROIT Sophie	CLERSE	MC	20 - 38		USTL (Lille I)
HAMDOUCH Abdellilah	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
HÉRAN Frédéric	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
JANY-CATRICE Florence	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
KOKOREFF Michel	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
LAMARCHE Colette	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
LESTAGÉ François	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
MAUNY Pascal	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
MAUROY Hervé	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
MEBARKI Malik	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
MONFROY Brigitte	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
PERNOD-LEMATTRE Martine	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
POSTEL Nicolas	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
ROQUET Pascal	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
TORRES Emmanuel	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
VAN DE VELDE Franck	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
VERMELLE Marie-Christine	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
WAGNON Claude	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
ZEROULOU Zaihia	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
MONFROY Brigitte	CLERSE	MC	19 - 36		I.U.F.M.
CRESSON Geneviève	CLERSE	MC	19 - 36		Université de Lille III
LAMARCHE Colette	CLERSE	MC	19 - 36		Université de Lille III
MAUROY Hervé	CLERSE	MC	5 - 37		UVHC (Valenciennes)
MAUNY Pascal	CLERSE	MC	19 - 36		Univ. de Châlon sur S.
DELMAS Bernard	CLERSE	Assistant	5 - 37		USTL (Lille I)
CONFLANT Bernard	CLERSE	PRCE	37		USTL (Lille I)
GUINCHARD Claude	CLERSE	PRCE	37		USTL (Lille I)
LAPORTE Jean-Pierre	CLERSE	PRAG	37		USTL (Lille I)
LEMIERE Jacques	CLERSE	PRAG	37		USTL (Lille I)
MANTE-DUNAT Marylène	CLERSE	PRAG	37		USTL (Lille I)
CUVELIER Pascal	CLERSE	PRCE	37		USTL (Lille I)
DEVILLERS Patrice	CLERSE	PRCE	37		Académie du Nord

TOTAL : | ____ | 6 | 6 |

dont H.D.R. : | 1 | 5 |

CHERCHEURS CNRS :

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Organisme d'appartenance
AUTES Michel	CLERSE	CR	36		CNRS
BAZIN Laurent	CLERSE	CR	38		CNRS
CONVERT Bernard	CLERSE	CR	36		CNRS
CUKROWICZ Hubert	CLERSE	CR	36		CNRS
DEMAZIERE Didier	CLERSE	CR	36		CNRS
DUPREZ Dominique	CLERSE	CR	36		CNRS
DURIEZ Bruno	CLERSE	DR	36		CNRS
GLEVAREC Hervé	CLERSE	CR	36		CNRS
HEILBRON Johan	CLERSE	CR	36		CNRS
LARDÈ Philippe	CLERSE	CR	37		CNRS

PINET Michel	CLERSE	CR	36		CNRS
RIBAULT Thierry	CLERSE	CR	37		CNRS

TOTAL : |__1__|__2__| dont H.D.R. : |__1__|__|

INGENIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS ET PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE
(IATOS/ITA) :

Nom, Prénom	Corps Grade	Quotité recherche	Organisme d'appartenance
BAICHÈRE Catherine	IE	1	CNRS
DELACROIX Roland	IE	1	CNRS
ENGRAND Sylvie	IE	1	CNRS
LEFEBVRE Bénédicte	IE	1	CNRS
LÖMPRET Sophie	TC	1	CNRS
SUEUR Michel	IE	1	CNRS
THIBAUT	IE	1	CNRS
CART Benoît	IE	1	MENESR
GRIVILLERS Eric	IE	1	MENESR
GUGENHEIM Francis	IR	1	MENESR
ROQUET Pascal	CE	1	USTL-CEREQ
TOUTIN-TRELCAZ Marie-Hélène	CE	1	USTL-CEREQ

TOTAL : |__1__|__2__| dont personnel de l'établissement : |__1__|__5__|

CLAREE

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS :

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
BENAVENT Christophe	CLAREE	PR	6-37	x	USTL (Lille I)
DESREUMAUX Alain	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
GILLET Roland	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
GUILBERT Francis	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
RAMAN Jean-Pierre	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
SALERNO Francis	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
VAN LOYE Guy	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
BAFCOP Joël	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
LADWEIN Richard	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
OPIGEZ Philippe	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
VANDAELE Michel	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
BESSON Dominique	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
BRODIN Oliviane	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
CALCIU Mihai	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
CAZAL Didier	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
CRIE Dominique	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
DE LA VILLARMOIS Olivier	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
DEMIL Benoît	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
DIETRICH Anne	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
DUMOULIN Régis	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
FRANCOIS-NOYER Valérie	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
GAMOT Grégory	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
GUILBERT Michèle	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)

HADDADJ Slimane	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
LEROY Daniel	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
MASSE Marie-Claude	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
PAILOT Philippe	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
PRINET Jean-Louis	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
SAUVAGE Frédéric	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
SCWAMBERGER Yannick	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
TONDEUR Hubert	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
VERSTRAETE Thierry	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
VAESKEN Philippe	CLAREE	MC Associé	6-37		USTL (Lille I)

TOTAL : | ____ | _3_ | _3_ |

dont H.D.R. : | _1_ | _5_ |

CHERCHEURS CNRS

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Organisme d'appartenance
BEREBBI-HOFFMAN Isabelle	CLAREE	CR	40		CNRS
MAHIEU Christian	CLAREE	CR	40		CNRS

TOTAL : | ____ | _2_ |

dont H.D.R. : | ____ | _ _ |

INGENIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS ET PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE (IATOS/ITA)

Nom, Prénom	Corps Grade	Quotité recherche	Organisme d'appartenance
ARCHANGE Didier	AI	1	USTL (Lille I)
CARLIER Catherine	ASU	1	USTL (Lille I)
DAMIEN Patrick	ASU	1	USTL (Lille I)

TOTAL : | ____ | _3_ |

dont personnel de l'établissement : | ____ | _3_ |

dont personnel des organismes : | ____ | _ _ |

LGH

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS :

Nom, Prénom Date de Naissance	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affection
BATTIAU Michel	LGH	PR	23	X	USTL (Lille I)
DAMIEN Marie-Madeleine	LGH	PR	23	X	USTL (Lille I)
PARIS Didier	LGH	PR	24	X	USTL (Lille I)
RENARD Jean-Pierre	LGH	PR	23	X	USTL (Lille I)
THUMERELLE Pierre-Jean	LGH	PR	23	X	USTL (Lille I)
BARRE Alain	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
BONDUE Jean-Pierre	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
COSAERT Patrice	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
CRETON Dominique	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
DUMONT Frédéric	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
GINET Pierre	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
GLON Eric	LGH	MC	23		USTL (Lille I)

GONIN Patrick	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
GREGORIS Marie-Thérèse	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
LEPOT Vincent	LGH	MC	24		USTL (Lille I)
PIEDANNA Vincent	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
SCOL Jean	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
SEYS François-Olivier	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
VAUDOIS Jean	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
CUNAT Fédérico	LGH	MC	24		Ecole Centrale de Lille
LEMARCHAND Nathalie	LGH	MC	23		UVHC (Valenciennes)
MONS-DILLY Dominique	LGH	MC	24		Ecole d'Archit. de Lille
HOUILLON Vincent	LGH	PRAG	23		USTL (Lille I)
LIEFFOGHE Christine	LGH	PRAG	23		USTL (Lille I)

TOTAL : |__2_|__4_|

dont H.D.R. : |__|__5_|

MEDEE

ENSEIGNANTS-CERCHEURS :

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
CORNUEL Didier	MEDEE	PR	5-37	X	USTL (Lille I)
DORMARD Serge	MEDEE	PR	5-37	X	USTL (Lille I)
JAYET Hubert	MEDEE	PR	5-37	X	USTL (Lille I)
ROLLET Philippe	MEDEE	PR	5-37	X	USTL (Lille I)
AKAGUL Denis	MEDEE	MC1	5-37		USTL (Lille I)
FARVAQUE Etienne	MEDEE	MC1	5-37		USTL (Lille I)
KRIFA Hadjila	MEDEE	MC1	5-37		USTL (Lille I)
PATY Sonia	MEDEE	MC1	5-37		USTL (Lille I)
ZUINDEAU Bertrand	MEDEE	MC1	5-37		USTL (Lille I)

TOTAL : |__|__9_|

dont H.D.R. : |__|__4_|

CRAPS

ENSEIGNANTS-CERCHEURS :

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
CAPITANT David	CRAPS	PR	2-36	X	Université de Lille II
COSTA Delphine	CRAPS	PR	2-36	X	Université de Lille II
DELAUNAY Bénédicte	CRAPS	PR	2-36	X	Université de Lille II
HARDY Jacques	CRAPS	PR	2-36	X	Université de Lille II
MATHIOT Pierre	CRAPS	PR	4-40	X	Université de Lille II
SAWICKI Frédéric	CRAPS	PR	4-40	X	Université de Lille II
WALLON-LEDUCQ C.M.	CRAPS	PR	4-40	X	Université de Lille II
HASTINGS Michel	CRAPS	PR	4-40	X	IEP de Lille
THIEBAULT Jean Louis	CRAPS	PR	4-40	X	IEP de Lille
BLANQUER Jean Michel	CRAPS	PR	2-36	X	Université de Paris III

LUCHAIRE Yves	CRAPS	PR	2-36	X	IEP Aix en Provence
---------------	-------	----	------	---	---------------------

MARCOU Gérard	CRAPS	PR	2-36	X	Université Paris I
---------------	-------	----	------	---	--------------------

BOUVET Laurent	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
BROUANT Jean-Philippe	CRAPS	MC	2-36		Université de Lille II
DERVILLE Grégory	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
GOIRAND Camille	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
GUERARD Stéphane	CRAPS	MC	2-36		Université de Lille II
GUILLOU Yves-René	CRAPS	MC	2-36		Université de Lille II
LAUNAY Stéphen	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
MOREL Laurence	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
NOURY Arnaud	CRAPS	MC	2-36		Université de Lille II
VILLALBA Bruno	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II

BACHELET Franck	CRAPS	MC	4-40		IEP de Lille
BRUDNY DE LAUNAY M.I.	CRAPS	MC	4-40		IEP de Lille
LETON André	CRAPS	MC	2-36		IEP de Lille
STRUDEL Sylvie	CRAPS	MC	4-40	X	IEP de Lille

DECRETON Sèverine	CRAPS	MC	2-36		UVHC (Valenciennes)
DOLEZ Bernard	CRAPS	MC	2-36	X	Université de Paris I
LÉRIQUE Laurence	CRAPS	MC	2-36		Université de Bordeaux IV
VOLMERANGE Xavier	CRAPS	MC	2-36		Université de Rennes I

TOTAL : |__3_|__0_|

dont H.D.R. : |__1_|__4_|

CHERCHEURS CNRS :

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Organisme d'appartenance
GUIRAUDON Virginie	CRAPS	CR	40		CNRS
HUNOUT Patrick	CRAPS	CR	40		CNRS
LAURENT Annie	CRAPS	CR	40	X	CNRS
LAUVAUX Philippe	CRAPS	CR	36	X	CNRS
OLLITRAULT Sylvie	CRAPS	CR	40		CNRS

TOTAL : |__|__5_|

dont H.D.R. : |__|__2_|

INGENIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS ET PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE (ITA / IATOS)

Nom Prénom	Corps Grade	Quotité recherche	Organisme d'appartenance
BREUILlard Michèle	IE 2	1	CNRS
DEMAN Marc	T	1	CNRS
HADDADI Younés	T	1	Université de Lille II
MARCOU Sophie	AI	1	CNRS

TOTAL : |__|__4_|

dont personnel de l'établissement : |__|__1_|

dont personnel des organismes : |__|__3_|

CERSATES

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS :

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
DEYON Pierre	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Lille III
GAYOT Gérard	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Lille III
HARDY Odette	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Lille III
HIRSCH Jean-Pierre	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Lille III

TERRIER DIDIER	CERSATES	PR	22-33	X	UVHC
VERLEY Patrick	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Genève

CHANET Jean-François	CERSATES	MC	22-33		Université de Lille III
De OLIVEIRA Matthieu	CERSATES	MC	22-33		Université de Lille III
MINARD Philippe	CERSATES	MC	22-33		Université de Lille III

MAITTE Corinne	CERSATES	MC	22-33		Université de Paris X
----------------	----------	----	-------	--	-----------------------

TOTAL : | ____ | 10 |

dont H.D.R. : | ____ | 6 |

IMESO

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
GUIGNET Philippe	IMESO	PR	22	X	Université de Lille III
MENAGER Bernard	IMESO	PR	22	X	Université de Lille III
BARRIERE Jean-Paul	IMESO	MC	22		Université de Lille III
DEREGNAUCOURT Jean-Pierre	IMESO	MC	21		Université de Lille III
LUSSIEN-MAISONNEUVE Marie-Josèphe	IMESO	MC	22		Université de Lille III

TOTAL : | ____ | 5 |

dont H.D.R. : | ____ | 2 |

GREMARS

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
BOUSSEMAR Jean-Philippe	GREMARS	PR	5	X	Un. de Lille 3
BROZE LAURENCE	GREMARS	PR	26	X	Un. de Lille 3
COURONNE Pierre	GREMARS	PR	6	X	Un. de Lille 3
JOUNEAU-SION Frédéric	GREMARS	PR	5	X	Un. de Lille 3
ZAKOÏAN Jean-Michel	GREMARS	PR	26	X	Un. de Lille 3

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
ANGO NZE Patrick	GREMARS	MC	26		Un. de Lille 3
CHAMPARNAUD Luc	GREMARS	MC	5		Un. de Lille 3
CHAUPAIN-GUILLOT Sabine	GREMARS	MC	5		Un. de Lille 3
DE WOLF Daniel	GREMARS	MC	6	X	Un. de Lille 3
FONCEL Jérôme	GREMARS	MC	5	X	Un. de Lille 3
GRILLO Isabelle	GREMARS	MC	6	X	Un. de Lille 3
LAMARCHE Thomas	GREMARS	MC	5		Un. de Lille 3
SAIDANE Dhafer	GREMARS	MC	5	X	Un. de Lille 3
SMILI Driss	GREMARS	MC	26		Un. de Lille 3
TORRES Olivier	GREMARS	MC	26		Un. de Lille 3
TROTTIER Catherine	GREMARS	MC	26		Un. de Lille 3

TOTAL : |__|__6_|

dont H.D.R. : |__|_9_|

LABORES

CHERCHEURS CNRS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Organisme d'appartenance
CALCOEN Francis	LABORES	DR	37	X	CNRS
CORNUEL Didier	LABORES	DR	37	X	CNRS
DERVAUX Benoît	LABORES	CR	37		CNRS
KERSTENS Kristiaan	LABORES	CR	37	X	CNRS
LELEU Hervé	LABORES	CR	37	X	CNRS
MILLEQUANT François	LABORES	CR	37	X	CNRS

TOTAL : |__|__6_|

dont H.D.R. : |__|_5_|

INGENIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS ET PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE (ITA / IATOS)

Nom Prénom	Unité	Corps Grade	Quotité recherche	Organisme d'appartenance
MASSON Pierre	LABORES	IE	1	CNRS

TOTAL : |__|__1_|

dont personnel de l'établissement : |__|__|

dont personnel des organismes : |__|_1_|

AUTRES CHERCHEURS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
AUBREE Loïc	LABORES	CR			FUPL - CRESGE
BARRY Hervé	LABORES	CR			FUPL - CRESGE

TOTAL : |__|__2_|

dont H.D.R. : |__|__|

CRAC

ENSEIGNANTS-CERCHEURS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
HORLING Hans	HCC	PR	12	X	UVHC (Valenciennes)
VAILLANT Jérôme	HCC	PR	12	X	UVHC (Valenciennes)
GERTH Klaus	HCC	MC	12		UVHC (Valenciennes)
GOUAZE Serge	HCC	MC	12		UVHC (Valenciennes)
GRAAF Michael	HCC	PAST			UVHC (Valenciennes)

TOTAL : |__|_5_|

dont H.D.R. : |__|_2_|

DEUXIEME PARTIE : BILAN DES ACTIVITES

A – PRESENTATION GENERALE

Sur la période considérée, l'Ifrési a largement joué son rôle de Fédération destinée à produire une valeur ajoutée par coordination scientifique et logistique d'un milieu de recherche riche de diversité disciplinaire et thématique. L'apport de cette Fédération se manifeste plus particulièrement sur quatre plans :

- mobilisation, animation et structuration d'un milieu de recherche
- accueil des jeunes chercheurs et formation doctorale
- insertion internationale des activités
- relations avec les partenaires sociaux

1. Mobilisation, animation, structuration d'un milieu de recherche

L'IFRESI constitue une opération structurante de la recherche en SHS dans la région Nord Pas de Calais. La structuration des activités de l'IFRESI en deux axes ou thématiques de recherche résulte du travail pluridisciplinaire qu'autorisent, dans la durée, les procédures d'animation et de décision propres à la Fédération et la rencontre qui s'y développe d'une large variété de représentants des différentes disciplines des sciences humaines et sociales liés par une sensibilité commune à des questions majeures posées par la vie sociale actuelle.

Ce rôle de structuration du milieu de la recherche en sciences humaines et sociales se manifeste de plusieurs façons étroitement liées.

Tout d'abord par le fait que l'Ifrési est un lieu de conception des projets de recherche avec rappel constant de l'exigence d'interdisciplinarité. Si la structuration du programme de l'Ifrési en deux axes principaux permettant de nombreux croisements disciplinaires est désormais stabilisée, la conception d'opérations constituant des applications particulières de ces axes reste toujours largement ouverte et relève d'un processus dynamique jamais pleinement achevé, processus dans lequel les contacts quotidiens et informels ont un rôle important. Au cours des derniers mois, de nombreux projets d'opérations nouvelles ont été ainsi formulés sur différents sujets concernant les questions d'organisation du travail, de gestion de l'emploi, des compétences et de la formation, l'organisation des activités économiques (recherches sur les activités de service, les nouvelles formes d'organisation d'entreprise, la société de l'information, les logiques entrepreneuriales et la création d'entreprise), les cadres institutionnels et l'action publique, la dynamique territoriale, la localisation des activités, l'environnement et le développement durable. De façon concrète, le souci d'interdisciplinarité se traduit par le lancement d'opérations impliquant au moins deux laboratoires représentant des logiques disciplinaires différentes. C'est le cas pour les opérations récemment engagées sur des questions de construction des compétences en entreprise, de dynamique de la ville, de nouvelles technologies de l'information et de la communication, d'entrepreneuriat, de développement durable.

En second lieu, l'Ifrési joue un rôle de structuration en aidant au rassemblement des moyens financiers, matériels et humains de conduite d'opérations de recherche s'intégrant dans un programme d'ensemble cohérent. A cet égard, le rôle d'interlocuteur et d'intermédiaire que joue l'Ifrési vis-à-vis des instances, notamment régionales, de financement des opérations de recherche s'avère essentiel.

Lieu de conception de projets, l'Ifrési est également un espace de discussion et d'échange scientifique entre ses participants.

Cette fonction se traduit tout d'abord par l'ouverture assez générale des séminaires tenus par les différentes unités constitutives, séminaires qui se tiennent tantôt sur les campus universitaires, tantôt dans les locaux de la Fédération. L'information à cet égard passe notamment par la diffusion du bulletin « Ifrési-Infos » assurée par le service communication de l'Ifrési.

Elle se traduit également par la tenue régulière de séminaires de travail liés aux opérations collectives de recherche. C'est ainsi que chacune des opérations récemment engagées dans le cadre du contrat de plan Etat-Région (Développement durable et territoires fragiles, Technologies informationnelles et dynamiques des sociétés contemporaines, Métropolisation et dynamique de la ville, Construction des compétences en entreprise) est accompagnée d'un séminaire spécifique, de périodicité mensuelle, regroupant l'ensemble des participants à l'opération et ouvert à l'interaction avec les partenaires extérieurs.

Cette dimension d'espace de discussion et d'échange scientifique s'entend également au-delà de la réalisation d'opérations particulières de recherche puisque l'Ifrési accueille naturellement des séminaires, notamment méthodologiques, créés à l'initiative de tel ou tel participant et mobilisant, le cas échéant, des intervenants n'appartenant pas à la Fédération. C'est le cas, notamment :

- du séminaire « Réseaux et régulation » (Clersé-Ifrési et Lasmas-Iresco), consacré à divers aspects de l'analyse de réseaux sociaux comme démarche d'analyse des mécanismes de l'action collective
- du séminaire « Méthodes quantitatives pour la recherche en sciences sociales », qui explore, dans une démarche pluridisciplinaire, les méthodes de traitement des données longitudinales et les problèmes que pose l'analyse multi-niveaux dans le domaine de l'étude des phénomènes sociaux

Par ailleurs, l'Ifrési tient tous les deux ans des journées ouvertes à l'ensemble des participants à la Fédération ainsi qu'aux partenaires socio-économiques de la Région. Devenues une tradition dans le fonctionnement de la Fédération, ces journées permettent l'information réciproque des chercheurs, la confrontation des logiques théoriques, des méthodologies et des résultats de recherche sur des objets communs du programme de la Fédération.

Les Sixièmes Journées de l'Ifrési, qui se sont tenues les 21 et 22 avril 1999, ont rassemblé 138 participants. Soixante communications y ont été présentées par 81 chercheurs membres des unités constitutives de l'Ifrési mais également, pour une dizaine d'entre eux, appartenant à des équipes de recherche des Universités nouvelles de la Région Nord Pas de Calais (Université du Littoral, Université d'Artois) et d'Universités d'autres régions françaises.

Les textes des communications ainsi que les rapports de synthèse ont été diffusés dès l'ouverture des Journées. Quatre volumes rassemblant les communications ont été édités. Ces communications ont été présentées et discutées en quatre ateliers :

- la conduite des activités économiques (15 communications)
- organisation du travail, gestion de l'emploi, des compétences et de la formation (13 communications)
- dynamiques territoriales, localisation des activités, environnement (16 communications)
- tensions sociales, cadres institutionnels, politiques publiques (14 communications).

Sur un plan thématique, le contenu des communications présentées aux Sixièmes Journées confirme bien l'investissement privilégié des chercheurs de la Fédération dans les deux grands axes de recherche évoqués précédemment. En même temps, certains aspects, constituant des composantes de ces axes, bénéficient d'une attention plus marquée par rapport aux éditions précédentes. C'est le cas, par exemple, des questions relatives aux logiques entrepreneuriales et à la création d'entreprise, des problèmes d'ordre écologique et du développement durable, de la mise en perspective des problématiques d'efficacité des modes d'organisation des activités en référence à des logiques sectorielles et de jeux d'acteurs. Les différentes communications combinent, de façon globalement équilibrée, présentation et appréciation critique de cadres théoriques, restitutions d'observations de terrain, exploration de voies de recherche conceptuelles et empiriques. La structuration des Journées a

facilité les débats pluridisciplinaires entre chercheurs de l'Ifrési représentant tout à la fois les approches économiques, sociologiques, gestionnaires, géographiques, historiques, juridiques et politiques.

Enfin, l'Ifrési est largement impliqué dans l'organisation de colloques et de journées d'étude, le plus souvent lancés à l'initiative de l'une des unités de la Fédération et qui, en s'inscrivant en même temps dans le programme de cette dernière, peuvent bénéficier de son appui sous diverses formes (production de documents et d'actes, utilisation des salles de l'Ifrési, etc.). Parmi les opérations de ce type qui se sont réalisées au cours de la dernière période, on mentionnera :

- Colloque « Les ouvriers qualifiés de l'industrie – XVI^e-XX^e siècle – Formation, emploi, migrations », organisé par Gérard GAYOT (CERSATES), Roubaix 20-22 novembre 1997. Ce colloque se plaçait dans le cadre de la préparation du XII^e congrès international d'histoire économique (Séville, 24-28 août 1998)
- Colloque « La métamorphose des réseaux urbains dans la France du Nord, de Louis XIV à nos jours », organisé par Philippe GUINET (CHRENO), Lille, 23 et 24 avril 1999
- Colloque international « Anthropologie du bassin minier : formes de mobilisation dans les régions d'activités minières », organisé par Jean-Claude RABIER (CLERSE), Béthune, 24-26 mai 2000
- « Les politiques publiques locales », Journée d'Etude du CLERSE du 26 mai 2000
- Colloque international « Economie et socio-économie des services : perspectives internationales », organisé par Jean GADREY (CLERSE), Lille, 22 et 23 juin 2000
- Colloque « Le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest de la fin du Moyen Age au XX^e siècle », organisé par Philippe GUINET (CHRENO), Lille 23-25 novembre 2000
- Colloque « Le parachutage en politique », organisé par Frédéric SAWICKI (CRAPS) avec l'Association française de Science Politique, Lille, 25 et 26 janvier 2001
- Conférence citoyenne « Démocratie et télésurveillance », organisée par Stéphane CALLENS (CLERSE), Villeneuve d'Ascq, 26 et 27 janvier 2001
- « L'organisation sociale de l'économie », Journée d'Etude du CLERSE du 8 juin 2001

Grâce aux échanges entre chercheurs, liés à la conception et à la conduite des opérations de recherche, ainsi qu'à la tenue régulière des Journées IFRESI, l'un des intérêts de la Fédération est d'avoir permis l'émergence d'approches communes des questions de recherche, se caractérisant notamment par les traits suivants :

- l'apprehension des activités en tant qu'organisations socio-économiques connaissant de profondes transformations dans leurs techniques, objets, structures, fonctionnement
- la considération des activités et des organisations à la fois du point de vue de leur insertion dans des logiques de coût et d'efficacité et du point de vue des identités et trajectoires professionnelles qu'elles contribuent à produire
- l'importance données aux dimensions organisationnelles, aux régulations des activités productives et des modes de vie urbains
- la place accordée aux dimensions spatiales des activités, à l'organisation territoriale des modes de vie et de production, aux changements institutionnels
- la part importante donnée aux dimensions comparatives dans les recherches sur les activités, l'emploi, la ville, etc ;
- la sensibilité à la longue durée.

2. Accueil des jeunes chercheurs et formation doctorale

L'Ifrési apporte une contribution significative à la formation doctorale et à l'insertion des jeunes chercheurs dans un milieu dense. Les locaux de l'Ifrési bénéficient largement aux doctorants

financés par des allocations de recherche ou des postes d'ATER. Ces doctorants (35 actuellement logés dans le bâtiment de l'Ifrési) disposent ainsi de bonnes conditions matérielles de travail et d'occasions d'échange et de discussion. Ils mettent en œuvre les approches et méthodes propres, à un moment donné, à leurs disciplines et, en même temps, travaillent sur des sujets de thèse qui s'inscrivent dans un programme scientifique commun. Leur réunion, dans un même lieu, au cours de cette période décisive de formation des chercheurs et enseignants-chercheurs, est un gage d'échanges pluridisciplinaires et de capacité d'intégration d'éléments venus d'autres disciplines.

Bien entendu, la Fédération coopère avec les formations doctorales liées à son programme scientifique, bien que sur ce point les logiques d'établissement qui président à l'organisation des écoles doctorales constituent un obstacle à une collaboration plus approfondie.

3. Insertion internationale des activités

La dimension internationale des activités de l'Ifrési s'exprime de plusieurs façons : par l'insertion dans les programmes européens, l'accueil d'un LEA (Laboratoire Européen Associé), la gestion de la revue « Déviance et société ».

3.1 - L'insertion dans les programmes européens

La dimension internationale des activités se traduit tout d'abord concrètement par la participation régulière et active aux différents programmes européens de recherche, participation qui conduit l'Ifrési à entretenir des relations avec de nombreux laboratoires de recherche de différents pays européens. Depuis le dernier bilan d'activités (juin 1997), six opérations importantes qui s'inscrivaient dans le cadre des activités soutenues par la commission de Bruxelles ont été menées à bien. Il s'agit des opérations suivantes :

"CULTURAL ASPECTS OF SOCIAL EXCLUSION FROM THE LABOUR MARKET ON THE BASIS OF LOW SKILLS AND QUALIFICATIONS"

Financé par la Commission des Communautés Européennes (DG XXII) dans le cadre du programme Leonardo da Vinci
Décembre 1996 - décembre 1998

LASTREE-CLERSE : Didier DEMAZIERE, Brigitte MONFROY	Coordinateur : Tavistock Institute, Londres (Carlos Frade), Autres membres : University of Antwerpen, Department of Sociology and Social Policy (Jan Vranken) ; Gabinet d'Estudis Socials, Barcelone (Jordi Estivill).
--	---

L'objectif était de mieux comprendre, de mettre en évidence et d'évaluer la façon dont les "cultures soutenues par les institutions" (celles qui sont mises en avant dans les politiques nationales ou les initiatives en faveur de la formation, et dans lesquelles interviennent les acteurs locaux et le secteur privé ; par exemple la culture d'autonomie, la culture d'entreprise, etc.) peuvent aider à réduire l'écart entre les "cultures de marginalisation" (vécues par ceux qui sont exclus du marché du travail en raison de leur faible niveau de qualifications) et les "cultures dominantes" (à l'œuvre sur le marché du travail) au moyen de dispositifs innovants destinés à dotés les exclus des qualifications qui leur permettent d'intégrer le marché du travail

"INNOVATION IN SERVICES AND SERVICES IN INNOVATION" (voir opération 1.2.1.C) programme TSER, DG XII

Mars 1996 - mars 1998

LAST-CLERSE : Faïz GALLOUJ, Camal GALLOUJ, Faridah DJELLAL,	STEP Group- Stiftelsen Studies in Technology, Innovation and economic Policy (Oslo, Norvège), J. Hauknes, Coordinateur du projet. CERES (Center of economic research and environmental strategy), (Athènes, Grèce), Helen Panagiotaki; CSS (Center for system analysis), (Turin, Italie), C. Antonelli; DIW-Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Berlin, Allemagne), B. Preissel et G. Erber; NUTEK (Swedish national Board for industrial and technical development), (Stockholm, Suède), L. Stenberg; PREST (Programme of Policy Research in Engineering, Science and technology), (Manchester, Grande Bretagne), I. Miles; ROSKILDE University (Roskilde, Danemark), J. Sundbo; STB-TNO (Centre for technology and Policy Studies), (Apeldoorn, Pays-Bas);
---	--

Ce programme s'intéressait à la fois aux dimensions macroéconomiques et microéconomiques de l'innovation dans et par les services, orientant les réflexions dans deux directions jusque là peu exploitées : la dimension de comparaison internationale et la question du rôle des services dans l'innovation de leur client. On a pu mettre en évidence un certain nombre de caractéristiques macro et microéconomiques de l'innovation dans plusieurs secteurs de service (le conseil, l'assurance, la grande distribution, l'hôtellerie-restauration, le nettoyage et le transport) et apprécier l'existence d'un profil ou d'un modèle français de l'innovation dans les services.

« AIT-IMPLANT » (voir opération 1.3.2.C)

Septembre 1997 - septembre 1999

Projet financé dans le cadre du programme ESPRIT IV de la DG III de la Commission des Communautés Européennes

CLERSE : Christian MAHIEU	Autres membres : l'équipe LIGL (R. Soenen) de l'Université de Valenciennes, l'équipe de recherche HUSAT de l'Université de Coughborough (Royaume-Uni) et les entreprises Renault, Fiat, Daimler Benz et Aerospatiale.
---------------------------	---

Ce projet a permis le développement d'une méthodologie de conduite du changement généré par l'implantation des techniques du travail collectif assisté par ordinateur et de la téléingénierie simultanée.

"KNOWLEDGE-INTENSIVE SERVICES AND INNOVATION" (voir opération 2.1.2.G)

Dans le domaine I.1, *Evaluations des options de politique scientifique et technologique en Europe*, thème : *Analyse de la situation de la RDT en Europe dans un contexte mondial*, Frank MOULAERT ainsi que Pavlos DELLADETSIMA (ancien post-doctorant "Capital Humain et Mobilité" à l'IFRÉSI) étaient parties prenantes dans un réseau intitulé "Knowledge-Intensive Services and Innovation"

Avril 1996 - octobre 1997

LAST-CLERSE : Frank MOULAERT, Hélène FARCY, Camal GALLOUJ	coordinateur : Peter Wood (Département de géographie, University College London). autres membres de ce réseau: le RIDER, M. Quévit (Belgique) ; le Département de géographie de l'Université de Stuttgart, Prof. W. Gaebe, Dr. Strambach (Allemagne) ; la Faculté de Géographie Humaine de l'Université de la Mer Egée, Dr. P. Delladetsima (Grèce) ; L'ITER, Naples, Prof. F. Martinelli (Italie) ; la Fondation SEO pour la Recherche économique de l'Université d'Amsterdam, Prof. J. Lambooy (Pays-Bas) ; le GEOIDEIA, Lisbonne, Dr. J. Ferrao (Portugal) ; et le QUASAR, Prof. J.R. Roura (Espagne)
---	---

L'objectif premier de ce réseau était de promouvoir les échanges d'informations sur le rôle des conseils à forte intensité de connaissance dans l'innovation technique et de management dans les différents Etats et régions de l'Union Européenne.

"EUROPEAN CITIES MULTIMEDIA ATLAS" (voir opération 2.1.1.B)

Programme financé par la DG XIII de la Commission des Communautés Européennes dans le cadre du programme INFO 2000

Janvier 1997 - juillet 1997, puis septembre 1997 - septembre 1999 (voir opération 2.1.2. F.)

LGH : Federico CUNAT	Coordinateur : le Centre de Cultura Contemporania de Barcelone (Espagne) Autres membres : l'Université Polytechnique de Catalogne (Espagne); le Centre d'Etudes de la Faculté d'Architecture de Porto (Portugal) et l'entreprise Ifigenia (Madrid)
----------------------	---

L'objectif de ce projet était d'offrir une plate-forme interactive on-line avec information actualisée sur l'héritage urbain, les processus et stratégies récentes, et sur les interventions sur l'espace public, capable de fournir les clés pour une compréhension de différentes villes analysées dans leur double dimension spatiale et temporelle.

« REDEVELOPPEMENT URBAIN ET POLARISATION SOCIALE DANS LA VILLE » (voir opération 2.3.1.F)

Projet financé par la DG XII de la Commission des Communautés Européennes dans le cadre du programme TSER.

CLERSE : Frank MOULAERT (coordinateur)	Autres membres : l'Université du Pays-Basque (Arantxa Rodriguez); le département de géographie de l'Université d'Oxford (Erik Swyngedouw) ; le département de géographie du Saint Patrick's College de Maynouth, Irlande (Brendan Bartley) ; l'Institut Humboldt de Berlin (Hartmut Häfnermann) ; l'Institute for Urban and Regional Studies de la University of Economics and Business Administration de Vienne (Franz Tödtling) ; l'Université Catholique de Louvain (Louis Albrecht) ; l'Université d'Aveiro, Portugal (Artur Rosa Pires) ; la Roskilde University (John Andersen) ; le département d'études politiques et sociales de l'Université de Pavie (Serena Vicari Haddock) ; le Centre of Social Policy Studies, Rotterdam (Gerard Oude-Engberink) ; l'Université de la Mer Egée (Pavlos Dellatesima) et la University of Central England, Birmingham (Alan Middleton).
---	--

Face aux changements socio-économiques fondamentaux qu'ont connus les environnements urbains ces dix dernières années, et au renforcement de la concurrence mondiale entre les villes, cette recherche avait pour objectif d'analyser les rapports entre les marchés du capital, du logement et du travail dans 13 grands projets de développement urbain mis en œuvre dans 12 Etats-membres de l'Union Européenne (Lille, Bilbao, Vienne, Dublin, Bruxelles, Birmingham, Athènes, Naples, Berlin, Copenhague, Rotterdam et Londres).

Depuis le début de l'année 1999, six autres projets ont été développés dans lesquels l'Ifrési est tantôt coordinateur, tantôt partenaire. Cinq de ces projets sont d'ores et déjà acceptés, le sixième devant faire l'objet d'une nouvelle présentation (il s'agit d'un projet s'inscrivant dans le cadre du programme "qualité de la vie et gestion des ressources du vivant" du 5^e PCRT et réunissant des équipes française - INRA -, espagnole - Université Carlos III de Madrid -, allemande - Université de Kiel - et belge - Université Catholique de Louvain ; l'objectif est notamment de mesurer l'efficience des exploitations agricoles, les impacts d'Agenda 2000 et de travailler sur l'internalisation des externalités négatives de l'agriculture).

Les nouveaux projets acceptés et dont la réalisation a débuté sont les suivants :

« CORRIDESIGN : DESIGN, SPATIAL POLICY, INFRASTRUCTURE POLITY AND PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIPS IN MULTIMODAL MEGACORRIDORS » (voir opération 2.1.2.I)

Dans le cadre du programme INTERREG II : l'Ifrési est partenaire d'un projet sur les politiques de l'infrastructure et les partenariats publics/privés dans des megacorridors multimodaux, portant sur la vitalité économique, la qualité écologique et la mobilité durable dans l'aire métropolitaine du Nord-Ouest. Ce projet est développé en partenariat avec 7 équipes européennes :

LGH : Federico CUNAT	Coordinateur : Université de DELFT, Institute for Housing, Urban and Mobility studies Autres membres : University College London, University of Central England et London School of Economics (Royaume-Uni), Université Catholique de Louvain (Belgique), Université de Essen (Allemagne)
----------------------	--

« VALICORES : VALORISATION DES LIENS ENTRE LES ACTIVITES DE CONSEIL PRIVEES ET LA RECHERCHE PUBLIQUE » (voir opération 2.2.1.F)

Projet financé dans le cadre de l'action-clé « amélioration de la base de connaissance socio-économique » du 5è PCRDT et relevant des mesures d'accompagnement. L'objectif est d'évaluer et de valoriser les résultats des recherches sur le rôle des services dans le domaine de la connaissance, les systèmes publics de recherche et le rôle des universités dans les transferts liés à l'innovation.

Cette opération est coordonnée par Frank Moulaert (CLERSE), l'Ifrési étant le contractant principal.

« REGULEDUCNETWORK : CHANGEMENTS DANS LES MODES DE REGULATION DES SYSTEMES SCOLAIRES EUROPENS » (voir opération 1.4.1.A)

Projet financé dans le cadre de l'action-clé « amélioration de la base de connaissance socio-économique » du 5è PCRDT (tâches 4 et 5 : pour une nouvelle cohésion sociale en Europe – nouvelles perspectives pour l'apprentissage). La recherche a pour but de comprendre et de comparer l'évolution des modes de régulation publics des systèmes éducatifs secondaires dans cinq pays européens (Angleterre, Belgique, France, Hongrie, Portugal) en se centrant particulièrement sur la manière dont ils affectent et recomposent les processus locaux de production des hiérarchies, inégalités et ségrégation scolaires.

CLERSE : Lise DEMAILLY	Coordinateur : GIRSEF, Université Catholique de Louvain (Belgique) Autres membres : CERISIS (Belgique), IEP/OSC (France), Kings College (Angleterre), Université de Lisbonne (Portugal), Hongrie
------------------------	---

« THE WOOL INDUSTRY » (voir opération 2.1.1.I)

Toujours dans le cadre du 5è PCRDT, l'Ifrési est également coordinateur principal d'un projet d'organisation de conférences scientifiques pluridisciplinaires (histoire, économie, gestion, etc) de haut niveau qui se tiendront en 2001 en Belgique et en Italie sur l'histoire de l'industrie de la laine et sur le marché des produits de la laine (les produits et les marchés du XIII au XX siècle). Ce projet se fait en partenariat avec le département d'histoire de l'Université de Padoue (opération « The wool industry »)

CERSATES : Gérard GAYOT (coordinateur)	Autre membre : Université de Padoue (département d'histoire)
---	--

« SINGOCOM : SOCIAL INNOVATION, GOVERNANCE AND COMMUNITY BUILDING » (voir opération 2.1.2.F)

Projet financé dans le cadre de l'action-clé « amélioration de la base de connaissance socio-économique » du 5è PCRDT (tâches 1,2,3,4,5,6). Il vise à développer la compréhension et la pratique de l'innovation sociale dans les stratégies de revitalisation des zones urbaines. Un réseau de huit instituts de recherche provenant de cinq pays évaluera de façon critique les pratiques existantes d'innovation territoriale et les initiatives en économie sociale dans neuf villes européennes. Le projet proposera un modèle alternatif d'innovation locale permettant d'évaluer une quinzaine d'initiatives d'économie sociale dans les villes étudiées. Ce travail servira de base pour élaborer des recommandations pour les politiques d'innovations sociales locales, nationales et de l'Union européenne.

CLERSE : Frank MOULAERT (coordinateur)	Autres membres : Flavia MARTINELLI (RC, Italy), Kevin MORGAN and Huw THOMAS (Dept of City and Regional Planning, University of Cardiff), Pasquale DE MURO, (Dipartimento di Economia, Università di Roma), Hartmut HÄUSSERMANN (Humboldt-Universitaet, Sozialwissenschaften), Patsy HEALEY and Ali MADANIPOUR (Centre for Research in European Urban Environments, School of Architecture Planning and Landscape, University of Newcastle), Serena VICARI (Department of Political Science, University of Pavia), Lucia CAVOLA (ITER, Napoli,), Vanessa REDAK and Andreas NOVY (Wirtschaftsuniversität Wien), Erik SWYNGEDOUW (School of Geography, Oxford)
---	---

3.2 - Le Laboratoire Européen Associé

Le caractère international des activités de l'Ifrési se traduit également par l'existence d'un Laboratoire Européen Associé, dénommé « Délinquances et politiques de sécurité et de prévention ; recherches comparatives franco-allemandes », constitué pour 4 ans à la date du 2/4/1998 par une convention entre le CNRS et le MPIS (Max-Planck-Institut für Ausländisches und Internationales Strafrecht), en vue d'organiser la coopération scientifique entre l'Ifrési (équipe Clercé), le CESDIP (Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales, Ministère de la Justice) et le MPIS. Dominique Duprez et Michel Kokoreff sont membres du comité directeur ; Dominique Duprez est le responsable scientifique pour l'Ifrési.

Le thème de ce LEA est décliné en trois volets : police, justice et immigration ; usage, trafic et économie des stupéfiants en régime de prohibition ; politiques de sécurité. C'est le second volet qui mobilise le plus grand nombre de chercheurs de l'Ifrési et du Clercé.

A - Carrières dans les drogues et politiques publiques

Chercheurs du laboratoire : CLERSE : Dominique DUPREZ (CR, responsable scientifique pour le CNRS), Michel KOKOREFF (MC), Stéphanie PRYEN (MC)

Chercheurs impliqués dans l'opération : Marie-Danièle BARRÉ (IE, Cesdip), Laurence SIMMAT-DURAND (MC, Paris V), Axel GROENEMEYER (Professeur de Sociologie à l'Université de Bielefeld, Allemagne), Hans-Jörg ALBRECHT (responsable scientifique pour le MPIS).

Ce groupe s'est régulièrement réuni depuis 1998, à Lille, Paris, ou Freibourg, autour de deux opérations :

- La première, la principale : la réalisation d'un ouvrage collectif. Il s'agit de faire le bilan comparatif des recherches sur la question des carrières dans les drogues. La dimension comparative France-Allemagne est déclinée à la fois sur le plan théorique et empirique. Il s'agit d'explorer comment le concept de *carrière* a pu être construit et mobilisé dans les traditions de recherches allemandes et françaises, de faire une analyse comparative des contextes nationaux macro-sociaux relatifs aux drogues et de proposer des enquêtes empiriques de chercheurs de ces deux pays sur la question spécifique des carrières dans les drogues. Le travail a consisté à définir les enjeux de l'ouvrage dans son ensemble, puis à travailler collectivement les productions individuelles des chercheurs impliqués. Cette opération est dans sa phase finale, les contributions ayant été largement discutées et retravaillées. Des sous-groupes de travail se réuniront au premier semestre 2001 (D. Duprez, M.D. Barré, et A. Groenemeyer autour du concept de carrière ; L. Simmat-Durand et H.J. Albrecht autour de la comparaison des contextes législatifs nationaux) pour préparer la dernière séance de travail collective. L'éditeur pressenti en France est Anthropos.

- La perspective d'un projet de recherche comparatif. Quelques explorations ont pu être faites autour d'un projet : "Les pratiques des étudiants et la ville. Faces cachées de la déviance et des usages de drogues". Cette perspective devrait être rediscutée dans le cadre du renouvellement du LEA, lorsque l'ouvrage collectif touchera à sa fin.

Certains chercheurs du CLERSÉ-IFRÉSI sont également présents sur le volet police et immigration.

B - Coopération policière transfrontalière (responsables : Hans-Jörg Albrecht, Dominique Duprez, René Lévy)

Au sein de l'Union, et notamment dans l'espace Schengen, la coopération policière ne se limite pas aux grands dispositifs de concertations. On observe de plus en plus l'établissement de formules très variables, selon les cas, de concertation, d'échange et de coopération locales entre services situés de part et d'autre d'une même frontière. Plutôt que d'en rester aux analyses des intentions et des dimensions formelles, la perspective est d'observer les pratiques sur le terrain d'organisations policières dont les structures, les méthodes et les traditions divergent, au départ, souvent fortement. En particulier, un grand intérêt s'attache à étudier comment entrent en contact des polices dont l'une est étatique alors que l'autre relève de la compétence des *Laender*.

Le terrain concernant le commissariat commun d'Offenburg est bien engagé par A. Maguer et N. Nogala. D. Duprez travaille sur ce projet avec Azilis Maguer qui fait une thèse en France mais qui est chercheuse au MPIS de Freiburg. Il a présenté une communication sur ce thème lié à ses travaux sur les douanes et la police de l'air et des frontières à Freiburg le 27 octobre 2000 dans le cadre d'un interlabo..

C - Police et minorités ethniques

Dominique Duprez dirige une comparaison entre l'Allemagne (avec la collaboration d'Azilis Maguer), la Grande-Bretagne (avec Damien Cassan, Clersé-Ifrési) et la France sur le thème du recrutement et de l'intégration des minorités ethniques dans la police. Ce volet international s'inscrit dans une recherche en cours sur les recrutements dans la police (ADS et gardiens de la paix) grâce au soutien de l'IHESI. Plusieurs publications sont en préparation.

Stéphane Callens a organisé une conférence citoyenne en janvier 2001 à l'issue d'une recherche d'un an sur le thème Démocratie et Télésurveillance. Markus Mayer (Max Planck de Freiburg) a présenté une recherche sur ce thème qu'il a réalisé à Francfort. On étudie actuellement la possibilité de suites comparatives qui pourraient s'intégrer dans le cadre du LEA.

A la fin 2001, il est envisagé d'organiser une conférence ouverte sur l'ensemble des axes de recherche du LEA qui servirait de bilan au premier quadriennat du LEA et qui permettrait aussi de jeter les bases d'un programme de renouvellement.

D'autre part, un séminaire européen de recherche sur les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance dans les années 1990 en Europe fonctionne sous la responsabilité scientifique de D. Duprez (Clercé-Ifresi) et P. Hebberecht (Universiteit Gent). Ce séminaire, qui a obtenu le soutien du GREN (Groupe Européen de Recherche sur les Normativités, GDRE CNRS 855), de la DIV et de la mission Droit et Justice, rassemble des spécialistes européens des politiques de prévention et de sécurité, de façon à analyser la réorientation observable de ces politiques dans les années quatre-vingt-dix . Il a permis de produire une série de rapports pour huit pays européens :

France : Dominique Duprez (CNRS-IFRESI) et Sophie Body-Gendrot (Université Paris IV-Sorbonne)

Belgique : Patrick Hebberecht (Universiteit Gent) et Yves Cartuyvels (Facultés Universitaires Saint-Louis)

Grande-Bretagne : Adam Crawford (University of Leeds)

Allemagne : Hartmut Aden (Universität Hanover)

Espagne : Amadeo Recasens i Brunet (Escola de Policia de Catalunya)

Portugal : Candido de Agra (Université de Porto)

Suisse : Patrice Villetaz (Université de Lausanne)

Grèce : Sophie Vidali (Université de Thrace)

Plusieurs séances de travail se sont déroulées à Paris (EHESS, 19-20 novembre 1999), à Barcelone, à Gand et ce séminaire s'est achevé en septembre 2000 à Lille lors de deux jours de travail à l'IFRESI. La réalisation d'un ouvrage collectif en français est quasiment achevée (début 2001), et une version anglaise est en préparation.

3.3 – *Gestion de la revue « Déviance et société »*

Déviance et Société est une revue trimestrielle internationale de langue française créée en 1977. La direction scientifique de la revue est confiée tous les quatre ans à une équipe nationale différente. Ainsi, depuis janvier 2000 et jusqu'au 31 décembre 2003, le siège de la revue est localisé à l'IFRESI.

Les partenaires de la revue :

- CESDIP : Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales, Ministère de la Justice
- GERN : Groupe Européen de Recherche sur les normativités (GDRE CNRS 855)
- LEA franco-allemand : Laboratoire Européen Associé franco-allemand (CNRS-Max Planck Gesellschaft)
- CNRS
- Conseil National du Livre
- Maison d'édition Médecine et Hygiène (Genève, Suisse)

La direction scientifique est composée de Dominique Duprez (CLERSE-IFRESI) et de Laurent Mucchielli (CESDIP), le secrétariat de rédaction de Marie-Pierre Coquard (IFRESI) et de Bessie Leconte (GERN).

L'équipe du CESDIP et du GERN s'occupe de la phase de la fabrication du numéro, celle de l'IFRÉSI à Lille où est domiciliée la revue, ayant en charge les relations avec les auteurs, les évaluateurs, la maison d'édition et les relations extérieures (notamment les échanges publicitaires avec d'autres revues).

Pour faciliter les échanges avec les acteurs variés, la revue dispose d'une adresse électronique propre (Deviance@ifresi.univ-lille1.fr) et d'un site internet (<http://www.devianceetsociete.com>) géré par la Maison d'édition Médecine et Hygiène sur les directives de la direction et du secrétariat de la revue.

La revue *Déviance et société* analyse, à travers les courants de recherche les plus récents, des phénomènes de société tels que l'insécurité, les drogues, les délinquances, la prostitution, la corruption, la criminalité organisée, les peines privatives de liberté, etc...

D'une manière générale, *Déviance et Société* propose, sur la base d'une culture de coopération scientifique internationale, des textes relatifs à l'analyse des normativités, des déviances, des politiques de prévention et du processus pénal.

La revue est destinée aux enseignants, aux chercheurs ainsi qu'aux magistrats, policiers, travailleurs sociaux, au corps médical et à tous ceux qui sont concernés par ces questions liées aux mutations de la société contemporaine. Elle est composée :

- *d'articles de fond* sur des thèmes tels que l'insécurité, la peur du crime, la police et les services de sécurité des centres commerciaux, la médiation pénale, la drogue et les jeunes, les théories criminologiques, le harcèlement sexuel, les troubles mentaux et l'intervention pénale, les surveillants de prisons, l'assurance et le risque, les théories contemporaines de sociologie du droit, les politiques publiques de prévention de la délinquance.
- *de débats* entre tenants de positions opposées sur un problème d'actualité : la pacification des mœurs et la violence, les fraudes à la réglementation de l'Union européenne et leur contrôle, risque, sécurité et démocratie.
- *d'actualités bibliographiques* sur des thèmes touchant aux normes et aux déviances sociales : bilan des recherches pénales dans les principaux pays de l'Union européenne, police et jeunes, relations entre les polices publiques et les services privés de sécurité, assurances et sécurité, la prostitution, la sociologie carcérale.

Le 4^e numéro de l'année de la revue se présente désormais sous la forme d'un numéro spécial édité en format livre et numéro. Le premier de la série coordonné par D. Duprez et L. Mucchielli était intitulé : « Les désordres urbains : regards sociologiques » (4/2000).

Les tâches incombant à l'Ifrési concernent :

La direction scientifique : La direction scientifique impulse une politique éditoriale, prend des initiatives vis-à-vis d'auteurs potentiels, prépare les numéros spéciaux, promeut des débats et prend des initiatives pour améliorer la diffusion de la revue.

Le secrétariat de rédaction en liaison avec la direction scientifique :

- gestion et suivi des articles soumis :

- réception des articles (AR aux auteurs)
- envoi des nouveaux articles pour évaluation aux lecteurs désignés par le comité éditorial
- réception des avis des lecteurs
- envoi des avis aux auteurs et notification de l'acceptation ou non de leur article dans la revue. Demande de modifications en accord avec les avis des lecteurs
- réception des articles révisés par les auteurs et transmission de ceux-ci pour vérification et mise en forme des articles aux normes de publications de la revue
- transmission aux auteurs des demandes de corrections
- transmission des corrections et des derniers éléments manquants
- gestion des échanges publicitaires :
- réception d'échanges publicitaires à insérer dans *Déviance et Société* et notification de publication dans la revue
- transmission des échanges publicitaires à La Maison d'édition Médecine et Hygiène
- gestion en relation avec la Maison d'édition de l'insertion des échanges publicitaire dans la revue.
- validation et réception du typon publicitaire de *Déviance et Société* envoyé par la maison d'édition

- transmission du typon aux revues avec lesquelles Déviance et Société a un accord d'échange.
- maintenance et alimentation de la base de données utile à la gestion des articles soumis
- contribution à l'organisation du site internet de la revue en liaison avec la maison d'édition
- préparation des dossiers à discuter au comité éditorial.

La structure unique de décision de la revue est le comité éditorial dont la composition est la suivante :

Cândido da Agra (Universidad do Porto, Portugal) ; Hans-Jorg Albrecht (Max-Planck Institut Friburg im Breisgau, Allemagne) ; Francis Baillieu (GRASS-IRESKO, France) ; Alessandro Baratta (Universität des Saarlands Saarbrücken, Allemagne) ; Sophie Body-Gendrot (Université Paris 4-Sorbonne, France) ; Yves Cartuyvels (Facultés universitaires Saint Louis, Bruxelles, Belgique) ; Amedeo Cottino (Università di Torino, Italie) ; Christian Debuyvest (Université de Louvain, Belgique) ; Françoise Digneffe (Université de Louvain, Belgique) ; Dominique Duprez (CNRS-IFREMI, Lille, France) ; Clive Emsley (The Open University Milton Keynes, Royaume-Uni) ; Patrick Hebberecht (Rijksuniversiteit Gent, Belgique) ; Louk Hulsman (Erasmus Universiteit Rotterdam, Pays-Bas) ; Dan Kaminski (Université de Louvain, Belgique) ; Georges Kellens (Université de Liège, Belgique) ; Michel Van de Kerchove (Facultés universitaires Saint Louis, Bruxelles, Belgique) ; André Kuhn (Université de Lausanne, Suisse) ; Danièle Laberge (Université du Québec à Montréal, Canada) ; Pierre Landreville (Université de Montréal, Canada) ; André Lemaître (Université de Liège, Belgique) ; Laurent Mucchielli (CNRS-CESDIP, France) ; Lode Van Outrave (Katholieke Universiteit te Leuven, Belgique) ; Jacques-Guy Petit (Université d'Angers, France) ; Alvaro P. Pirès (Université d'Ottawa, Canada) ; Nicolas Queloz (Université de Fribourg, Suisse) ; Amadeu Recasens i Brunet (Escola de Policia de Catalunya, Espagne) ; Christian-Nils Robert (Université de Genève, Suisse) ; Philippe Robert (CNRS-GERN, France) ; Robert Roth (Université de Genève, Suisse) ; Mario Sbriccoli (Universita di Macerata, Italie) ; Joanna Shapland (Sheffield University, Royaume-Uni) ; Sonja Snacken (Vrije universiteit, Bruxelles, Belgique) ; John Vervaeke (Rijksuniversiteit Utrecht, Pays-Bas) ; Hartwig Zander (Goethe Universität, Frankfurt, Allemagne) ; Renée Zauberman (CNRS-CESDIP, France).

Numéros parus depuis janvier 2000 :

V. 24/N°1-2000 :

articles

- Modes d'apprentissage et formes de savoirs. Une comparaison police-douanes en France – D. Duprez
- Comment les unités d'élite parlent-elles d'elles-mêmes : le cas du GIGN – C. Marchetti
- Fous, prodiges et faibles d'esprit : l'interdiction et le conseil judiciaire dans le tribunal de première instance d'Angers 1820-1835, 1880-1883 – T. Nootens

actualités bibliographiques

- Femmes et délinquance : la situation aux Etats-Unis – V. Lévy

débats

- Vérité procédurale ou vérité substantielle ? A. Baratta, R. Hohmann, M. van de Kerkove, K. Volk, S. Moccia

V.24/N°2-2000 :

articles

- Le Bon-Pasteur angevin et la législation sur le travail des enfants au XIXe siècle – P. Taron
- Usages et trafics de drogues en milieux populaires – D. Duprez et M. Kokoreff
- Les mineurs délinquants, entre répression, médiatisation, sanction, éducation et responsabilisation – P. Lacombe et C. Moulin

actualité bibliographique

- Comportements des conducteurs et modèles du risque – C. Pérez-Díaz

V.24/N°3-2000 :

articles

- Les territoires du contrôle social, quels changements ? – Ph. Robert
- Les heurts et les bonheurs de la coopération policière internationale en Europe, entre la myopie des bureaucraties et la sclérose culturelle policière. - M. Alain
- Emergence d'un modèle de *community policing* «à la belge» ? Analyse de pratiques de terrain à Bruxelles. - C. Tange
- L'abrogation de la peine de mort en France : une étude de sociologie législative (1976-1981). - J. Le Quang Sang

actualité bibliographique

- La sociologie carcérale : approches et débats théoriques en France. - G. Chantraine

V.24/N°4-2000 : N° spécial (format revue et livre)

Les désordres urbains sociologiques :

- Des discours sur la « violence » à l'analyse des désordres urbains - D. Duprez et L. Mucchielli
- Violences et incivilités : de la rhétorique experte à la réalité ordinaire des illégalismes - Ph. Milburn
- L'expertise policière de la violence « urbaine » - L. Mucchielli
- Le quartier ou l'école ? Déviance et sociabilité adolescente dans un collège de banlieue - A. van Zanten
- Faire du *business* dans les quartiers - M. Kokoreff
- La violence et ses avatars dans les quartiers sensibles - F. Khosrokhavar

V.25/N°1-2001 :

articles

- Vers une reconfiguration des pouvoirs ? Le niveau local et les perspectives de la gouvernance. - A. Crawford
- Pénalité et gestion des risques : vers une justice « actuarielle en Europe ». - Ph. Mary
- La diversité du placement à l'extérieur. Etude sur une mesure d'aménagement de la peine. - P. Castel
- Carrière, identité et sorte de la rue : le cas de l'enfant de la rue. - R. Lucchini

note de recherche

- La marge en cause dans le discours des toxicomanes. - H. Houdayer

index des volumes 23 et 24 (1999-2000)

V.25/N°2-2001 :

articles

- Les automutilations et les grèves de la faim en prison – N. Bourgoin
- Pourquoi cassent-ils ? Présentation des discours et motivations des casseurs. - G. Ricordeau
- Danger et régression du contrôle social : des valeurs au processus. - M. Lianos

actualité bibliographique

- Monoparentalité, divorce et délinquance juvénile : une liaison empiriquement contestable. - L. Mucchielli

débats

- La relation entre cures de substitution à la méthadone et prévention de la délinquance : une réponse critique à Niveau et Laureau. - M. Aebi

4. Les liens avec les partenaires de la recherche

Les opérations de recherche ne se caractérisent pas seulement par leurs thèmes. Elles sont aussi marquées par leurs modalités, méthodes, positionnement vis à vis des acteurs sociaux concernés. À ce dernier égard, les pratiques dans la fédération sont légitimement diverses, parce que les thèmes, les moments des recherches, se prêtent à des situations variées. De façon générale, cependant, l'Ifrési accorde une grande importance aux opérations comportant du « terrain » dans la conception et la conduite de ses activités de recherche,. De ce fait, au-delà de leur diversité théorique et méthodologique, tout à fait légitime, les opérations sont marquées par un foisonnement de confrontations avec les acteurs sociaux et professionnels.

Au cours de la dernière période, qu'il s'agisse d'opérations s'inscrivant ou non dans le contrat de plan Etat-Région, une cinquantaine de contrats de recherche ont été passés avec différents partenaires : municipalités (Dunkerque, Béthune, Lambersart), Ministères (Emploi et solidarité, Equipement et transport, Intérieur, Culture), Rectorat de Lille, MIRE, INSERM, ADEME, Conseil Régional Nord Pas de Calais, Euralille, SNCF, France Telecom, Gendarmerie Nationale, etc.

Parmi les opérations réalisées hors contrat de Plan Etat-Région, sont à mentionner les travaux suivants :

- Les outils de gestion des dépenses pour les compétences en entreprise
- Délinquances, politiques de sécurité et de prévention : comparaison franco-allemande
- Etude des nouveaux habitants du quartier de Canteleu à Lambersart
- De l'expérience de l'altérité à celle d'usager des politiques de la cité
- Etude des disparités socio-spatiales de morbidité en France
- Etude du monde des quartiers des gares à Lille
- Les politiques de sécurité et de prévention dans les années 90
- Précarité, santé mentale et système local de santé
- Evaluation du dispositif XXL
- Etude organisationnelle des tribunaux de commerce
- Citoyenneté et télésurveillance

- Etude sur les recrutements dans la police et les services de sécurité
- Evaluation économique des externalités environnementales dans le bassin minier
- Environnement et activités humaines : approches socio-économiques
- Les besoins en services des éco-industries
- Prospective sur la régulation de la pollution de l'air en Europe à l'horizon 2015

Pour les seules activités financées dans le cadre de la deuxième tranche du contrat de plan Etat-Région 1994-1998, l'IFRESI a réalisé 23 opérations de recherche relevant des deux axes de son programme (une quinzaine d'opérations avaient été réalisées dans la cadre de la première tranche d'application de ce contrat). Ces opérations se sont réparties de la façon suivante :

1°) thématique « transformation des activités » :

- les mutations des services publics : approches pluridisciplinaires
- niveaux et systèmes d'emploi dans le commerce de détail japonais : une comparaison avec la France
- l'industrie textile de la région Nord Pas de Calais et les professionnels de la création
- l'innovation dans les services
- les déterminants stratégiques des performances de la petite entreprise industrielle
- insertion organisationnelle et confirmation de recrutement : une approche en termes d'évaluation et de mise en forme des qualités
- la transmission des savoirs : contenu et méthodologie
- les ouvriers qualifiés de l'industrie (XVI^e-XX^e siècle), formation, emploi, migrations
- formes de citoyenneté et espaces périphériques : les processus d'exclusion et leurs effets
- expérience de l'incertitude et diversité culturelle
- le traitement institutionnel des activités illicites liées à l'usage des drogues
- la mondialisation contre l'emploi. Créations/destructions d'emplois et stratégies des firmes en France, Grande Bretagne et Italie

2°) thématique « territoires, villes, environnement » :

- économie et gestion urbaines
- économie, institutions et espace : une synthèse théorique
- transformations des réseaux urbains et étude diachronique des populations urbaines
- les espaces transfrontaliers
- les conditions d'un développement durable des modes de déplacement non motorisés
- histoire du risque
- les changements récents de l'enseignement secondaire long
- enjeux et difficultés de la professionnalisation des métiers de la petite enfance
- organisations productives et territorialisation
- conversion et reconversion des élites gouvernementales socialistes : une étude fondée sur les membres des cabinets ministériels de la période 1981-1993

L'ensemble de ces opérations a conduit à la production de 18 rapports de recherche, 8 articles, 6 ouvrages, 2 numéros spéciaux de revues, 2 séries d'actes de colloques. Elles ont par ailleurs largement nourri les journées de l'Ifrési qui se sont tenues en avril 1999.

L'achèvement du contrat de plan 1994-1998 et l'épuisement corrélatif des soutiens de programme qui lui étaient associés, les délais d'élaboration et de négociation du contrat 2000-2006 et les incertitudes propres au projet de constitution d'une MSH dans la région Nord Pas-de-Calais, ont retardé la mise en œuvre de nouvelles opérations pourtant inscrites au programme de recherche de la Fédération.

Cependant, six opérations d'envergure ont pu être lancées et bénéficient d'un soutien financier conjoint du Conseil Régional Nord Pas-de-Calais et du CNRS. Il s'agit des opérations suivantes :

- La construction des compétences en entreprise : enjeux stratégiques, organisationnels et individuels (fiche 1.3.2.F)
- Métropolisation et dynamiques de transformation de la ville (fiche 2.1.2.O)
- Les milieux populaires urbains, espaces, cultures et modes de vie de la fin du Moyen Age à nos jours
- Technologies informationnelles et dynamiques de la société contemporaines (fiche 1.2.2.A)
- Approche socio-cognitive du phénomène entrepreneurial : application dans le cadre de la loi sur l'innovation et dans le domaine des NTIC (fiche 1.3.4.C)
- Développement durable et territoires fragiles (fiche 2.3.2.E).

B – OPERATIONS DE RECHERCHE

Le compte rendu des opérations de recherche de la période 1998-2001, de leurs résultats et l'indication de certaines opérations nouvelles sont présentés selon le plan suivant :

1 TRANSFORMATIONS DES ACTIVITES ECONOMIQUES

1.1 TRANSFORMATION DES ACTIVITES : TENDANCES, ELEMENTS STRUCTURELS, CADRES D'ANALYSE

- 1.1.1 Entrées territoriales
- 1.1.2 Entrées thématiques
- 1.1.3 Entrées disciplinaires

1.2 D'UNE SOCIÉTÉ DE SERVICES A LA SOCIETE DE L'INFORMATION

- 1.2.1 Le développement des activités de service
- 1.2.2 Le développement de la société de l'information

1.3 CREATION, AGENCEMENT, FONCTIONNEMENT ET PERFORMANCE DES ORGANISATIONS

- 1.3.1 Organisation du travail
- 1.3.2 Le développement des logiques de compétences
- 1.3.3 Logiques partenariales
- 1.3.4 La création d'entreprise
- 1.3.5 Performance des entreprises

1.4 FORMATION, PROFESSIONNALITES

- 1.4.1 Transformation des systèmes de formation
- 1.4.2 Développement des professionnalités

2 VILLE, TERRITOIRES, INSTITUTIONS

2.1 LES PROCESSUS DE TERRITORIALISATION

- 2.1.1 Histoire, mémoire, héritages
- 2.1.2 Dynamiques territoriales et urbaines des activités

2.2 POLITIQUES PUBLIQUES, CHANGEMENTS POLITIQUES

- 2.2.1 Politiques publiques : contenus, efficacité
- 2.2.2 Changements politiques

2.3 MODES DE VIE ET CADRES DE VIE

- 2.3.1 Déviances et tensions urbaines
- 2.3.2 Développement durable

1 -TRANSFORMATIONS DES ACTIVITES

1.1. TRANSFORMATION DES ACTIVITES : TENDANCES, ELEMENTS STRUCTURELS, CADRES D'ANALYSE

LES OPERATIONS DE RECHERCHE CONCERNEES PAR LE THEME 1.1. :

1.1.1. Entrées territoriales

- 1.1.1.A - Les mutations économiques de la région Nord Pas-de-Calais
- 1.1.1.B - L'évolution des revenus dans la région Nord Pas-de-Calais depuis le premier choc pétrolier
- 1.1.1.C - Regards sur l'économie de la région flamande
- 1.1.1.D – Economie et société des pays néerlandophones
- 1.1.1.E – Processus d'unification des deux Etats allemands

1.1.2. Entrées thématiques

- 1.1.2.A – Globalisation des entreprises et évolution des emplois dans les pays développés
- 1.1.2.B – L'impact des stratégies des multinationales globales sur les régions de tradition industrielle : l'exemple de la région Nord/Pas-de-Calais
- 1.1.2.C – L'impact des investissements directs étrangers sur les pays en transition d'Europe centrale
- 1.1.2.D – Le marché du travail : analyse territoriale, analyse par groupe professionnel
- 1.1.2.E – Les ouvriers qualifiés de l'industrie
- 1.1.2.F – La situation des salariés en cas de transfert de l'entreprise dans le cadre d'une procédure collective
- 1.1.2.G – Histoire économique et sociale des mondes du travail
- 1.1.2.H – Les facteurs de localisation et de délocalisation des établissements industriels en Europe
- 1.1.2.I - Désindustrialisation et recomposition des rapports socio-économiques
- 1.1.2.J – Les mutations des services publics : approches pluridisciplinaires

1.1.3. Entrées disciplinaires

- 1.1.3.A – Sociologie économique
- 1.1.3.B – La sociologie anglophone

***PRESENTATION DES OPERATIONS PARTICIPANT AU THEME 1.1
(TRANSFORMATIONS DES ACTIVITES : TENDANCES, ELEMENTS STRUCTURELS,
CADRES D'ANALYSE)***

Cette première rubrique regroupe une série d'opérations de recherche achevées ou en cours, qui ont pour point commun de s'intéresser à des tendances lourdes de structuration des activités économiques et du lien que ces dernières entretiennent avec différents aspects ou dimensions de la vie sociale ;

Deux types d'entrée ou de logiques d'analyse ont été plus particulièrement mobilisées.

La première, de nature territoriale, consiste à analyser ce qui caractérise sur le plan économique, mais aussi sur les plan social et institutionnel, des régions ou des pays bien identifiés.

Dans cette perspective, compte tenu du lieu d'implantation de l'Ifrési, la région Nord Pas de Calais retient naturellement l'attention. Pour S. Dormard, cette région, qui a connu des transformations profondes de son appareil productif depuis une vingtaine d'années, présente encore, sur le long terme, de nombreuses caractéristiques socio-culturelles qui jouent en défaveur de son développement économique. D'autre part, les difficultés économiques qu'elle a connues depuis le premier choc pétrolier ont gravement affecté sa situation en matière de revenus (croissance des salaires plus lente que dans le reste du pays, faiblesse des revenus de l'entreprise et de la propriété, gonflement des prestations sociales, aggravation des situations de précarité et de pauvreté), ce qui constitue un handicap dans la course à la compétitivité des différents territoires.

On s'intéresse également à des régions limitrophes du Nord pas de Calais et à des pays qui connaissent des transformations profondes des données institutionnelles. F. Milléquant et H. El Asraoui portent un regard sur l'économie de la région flamande, composée de cinq provinces de la Belgique, Etat fédéral depuis 1993. Structurée par un réseau de villes puissantes, la Flandre donne l'image d'une région tournée vers l'extérieur, fortement exportatrice, faisant preuve d'un fort dynamisme entrepreneurial. Bien que les activités tertiaires y soient en expansion, le dynamisme industriel y reste très présent, ce qui contraste avec les idées largement répandues d'un déclin inévitable lié à la course à la productivité et aux délocalisations qui résultent de la mondialisation. Cela étant, cette image positive pourrait très bien pâtir, dans les années à venir, des effets du vieillissement de la population. Pour sa part, K. Gerth s'engage dans un travail sur l'économie et la société des pays néerlandophones destiné à en dresser un tableau historique s'appuyant sur des sources directes. A terme, il s'agit de renforcer un réseau de coopération en matière de production scientifique dans le champ d'une eurocérgion incluant la totalité du Bénélux. Enfin, s'il est un pays qui a connu et connaît de profondes transformations sur le plan institutionnel, c'est bien l'Allemagne dont J. Vaillant et son équipe analyse le processus de réunification dans ses aspects intérieurs et extérieurs. Les questions de mise à niveau de l'économie est-allemande, la réforme de la justice, des cadres constitutionnels, ouvrent de nombreuses perspectives de recherche dans la durée.

A côté des entrées territoriales, une seconde série d'opérations de recherche privilégie davantage les entrées thématiques en examinant ce qui structure l'emploi et le travail, ce qui détermine la localisation des activités , ou bien encore les transformations des services publics ou la recomposition des rapports socio-politiques.

En matière d'emploi et de localisation des activités, les phénomènes de mondialisation, au sens d'intégration croissante des économies nationales dans l'économie mondiale, et de globalisation des firmes retiennent évidemment l'attention. Avec la persistance d'un chômage élevé, ces phénomènes constituent des mutations structurelles qui ont marqué l'évolution de la plupart des pays industrialisés. Adoptant une démarche théorique se situant au croisement de l'économie industrielle internationale, de l'économie spatiale et des sciences de gestion, et s'appuyant sur des analyses sectorielles et des enquêtes auprès des entreprises, H. Krifa et E. Swyngedouw montrent en quoi les processus de création/destruction d'emploi dans les pays développés sont largement imputables aux structures sectorielles des marchés et aux stratégies de globalisation des firmes. Au sein d'un même secteur d'activité, ces stratégies sont cependant loin d'être uniformes. Ce sont ces mêmes stratégies qui sont examinées dans leur impact sur l'économie des régions de tradition industrielle (avec

l'exemple de la région Nord Pas de Calais) et sur celle des économies en transition d'Europe centrale. Pour H. Krifa et F. Héran, qui mobilisent les résultats d'une enquête réalisée auprès de 28 établissements de firmes étrangères présentes dans le Nord Pas de Calais, les régions de tradition industrielle sont prises en tenaille entre les espaces à pouvoir élevé d'innovation et les zones à bas coûts salariaux. Cela nourrit un risque de nomadisme des firmes et constitue un véritable défi en termes d'accélération de la reconversion de ces régions. Quant aux pays en transition d'Europe centrale (Krifa et Vermeire), ils ont comme stratégie affichée de favoriser leur intégration dans l'économie mondiale notamment par le biais de l'investissement international. L'attractivité relative de ces pays ne peut se comprendre que replacée dans le cadre des stratégies de production et de compétition mondiales des firmes multinationales, lesquelles sont engagées dans des stratégies de globalisation conduisant à considérer cette zone comme partie intégrante de la région Europe et à l'inclure dans leurs réseaux productifs internationaux. Il en résulte un modèle d'insertion territoriale, celui de l'enclave partielle, et un bilan mitigé de l'impact des investissements directs étrangers sur les économies en transition d'Europe centrale.

Pour leur part, F. Stankiewicz et son équipe examinent sous un angle pluridisciplinaire croisant économie et sociologie, le fonctionnement du marché du travail et de l'emploi sur la base d'une double analyse, territoriale et par groupe professionnel. Il s'agit plus précisément d'examiner la constitution de l'offre de travail sur la base d'une analyse précise de filières de formation, et l'offre d'emploi à partir d'un repérage des compétences mise en œuvre en situation d'emploi et/ou des compétences souhaitées par le système productif. Les travaux empiriques réalisés mettent notamment en évidence les phénomènes de concurrence verticale et horizontale entre filières de formation initiale et continue et l'effet des politiques d'entreprise et de branche.

H. Hörling et son équipe s'intéresse à la situation des salariés en cas de transfert de l'entreprise dans le cadre d'une procédure collective, circonstance qui se produit désormais fréquemment dans un contexte général de triplement des dépôts de bilan sur les quinze dernières années. Il étudie les effets des directives de l'Union Européenne de 1977 et 1984 sur la législation de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Enfin, pour ce qui est du thème du travail, G. Gayot et son équipe développent l'histoire économique et sociale des mondes du travail. S'appuyant sur les résultats d'un colloque international consacré aux ouvriers qualifiés de l'industrie (XVI-XX^e s.), ils projettent plusieurs opérations de recherche dont la réalisation d'un atlas historique régional, celle d'une histoire de la formation technique et professionnelle en Europe du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle.

Avec L. Bazin, ce sont les relations entre désindustrialisation et recomposition des rapports socio-politiques qui sont au cœur de la réflexion, par le biais d'une enquête ethnologique se déroulant dans l'ex-bassin minier du Nord de la France. Les objectifs du travail sont multiples : comprendre l'économie comme production sociale, saisir du point de vue des acteurs les conditions économiques d'existence et de différenciation sociale, les significations imaginaires et symboliques de l'économie et de ses transformations, analyser la transformation des rapports du politique et de l'économique, élucider les transformations des configurations politiques locales opérées depuis une trentaine d'années.

Une dernière entrée thématique concerne les mutations des services publics. Sur ce sujet, une opération pluridisciplinaire a cherché à identifier quelques unes des manifestations générales, mais concrètes, des mutations qui affectent les services publics en général. Quatre thèmes ont été retenus : le contrat, l'évaluation, les professionnalités et la légitimité dans les services publics (et parfois plus généralement dans les modes de l'action publique). Ces quatre thèmes convoquent des approches disciplinaires multiples. La confrontation des disciplines de sciences humaines montre qu'elles ne peuvent adopter des définitions communes pour des réalités qu'elles appréhendent au travers de problématiques différentes et qui leur sont propres, mais elle permet à chaque discipline de mieux percevoir les limites de son objet, par rapport à la réalité empirique.

Cette première rubrique de présentation de travaux réalisés s'achève sur deux opérations relatives à des cadres théoriques qui nourrissent à la fois débats et travaux empiriques au sein de l'Ifrési. La première (B. Convert et J. Heilbron) est consacrée à l'histoire et la sociologie de la sociologie économique contemporaine. Elle met notamment en évidence les principaux courants qui la constituent et débouche sur un certain nombre d'hypothèses concernant les raisons de la renaissance de ce champ. Cette branche de la sociologie, aujourd'hui très dynamique, est susceptible de renouveler

la compréhension des questions liées aux fonctionnements des marchés et à la mondialisation La seconde analyse les sources et les développements de la sociologie anglophone et vise à comprendre les racines de certains courants actuels de cette sociologie.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

1.1.1 Entrées territoriales (fiches des opérations)

1.1.1.A LES MUTATIONS ECONOMIQUES DE LA REGION NORD-PAS-DE-CALAIS (OPERATION EN COURS)

Chercheur

MÉDEE : Serge DORMARD (PR)

Objet, méthode, résultats

La région Nord-Pas-de-Calais est engagée, depuis plusieurs décennies, dans un processus de restructuration de son appareil productif qui s'est traduit par la disparition totale ou partielle de divers secteurs industriels et l'émergence de nouvelles activités, tertiaires pour l'essentiel. L'objectif est d'étudier, sur la longue période, l'impact de ces mutations sur le tissu économique régional.

L'approche retenue est, selon les cas, spatiale (l'ensemble de la région ou une zone particulière) ou sectorielle. La méthodologie utilisée se veut résolument quantitative : l

es variables retenues (emploi, chômage, exportations, valeurs ajoutées, etc.), évaluées à partir de données statistiques précises, font l'objet de divers traitements statistiques afin de mettre en évidence leurs caractéristiques et de dégager les éventuels liens de causalité. Différentes techniques sont privilégiées : méthode structurelle-résiduelle, indicateurs de diversification ou d'inégalité spatiale, tests économétriques.

Un premier travail a porté sur les mutations de l'industrie régionale de 1975 à nos jours. La méthode structurelle-résiduelle, appliquée aux diverses activités industrielles, a permis d'évaluer les effets de spécialisation et de dynamisme sectoriels sur l'emploi ou la valeur ajoutée régionale. Elle a montré la mauvaise spécialisation et le faible dynamisme industriel de la région, défauts qui cependant tendent à s'atténuer au cours des années les plus récentes.

Une autre étude a concerné les échanges extérieurs du Nord-Pas-de-Calais. Les résultats semblent montrer une absence de relation significative entre exportations et activité économique régionale.

Diverses autres questions ont été analysées. Par exemple, une analyse des disparités intra-régionales (au niveau des zones d'emploi) en matière d'emploi et de chômage a montré que celles-ci se sont accrues très sensiblement depuis une quinzaine d'années. De même, en ce qui concerne les revenus, le Nord-Pas-de-Calais est caractérisé par un faible niveau de revenu par ménage, qui s'accompagne cependant de fortes inégalités, notamment en matière de revenus du patrimoine.

Une des conclusions de cette recherche (inachevée) est que, malgré les transformations profondes qu'a connues le Nord-Pas-de-Calais depuis une vingtaine d'années, on observe une permanence sur le long terme (depuis la guerre) de nombreuses caractéristiques socio-culturelles souvent défavorables à son développement économique.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

DORMARD Serge, *Le Nord-Pas-de-Calais - Crise et restructuration d'une région d'ancienne industrialisation*, Presses Universitaires du Septentrion, Lille, à paraître en 2001.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

Contributions à des ouvrages collectifs

DORMARD Serge (1997), « Spécialisation et dynamisme de l'industrie de la région Nord-Pas-de-Calais », dans *Développement économique et reconversion industrielle* (sous dir. H. SACHTER et J.C. VERREZ), Cahiers scientifiques de l'Université d'Artois, Artois Presses Université, Arras, pp. 81-98.

DORMARD Serge (1997), « Les disparités spatiales dans le Nord-Pas-de-Calais en matière d'emploi et de chômage », dans *Nord-Pas-de-Calais : changement régional et dynamique des territoires*, FREVille - Pôle Universitaire Européen sur la Ville, Lille, pp. 155-169.

Articles de revue

DORMARD Serge (1997), « Nord-Pas-de-Calais, spécialisations sectorielles, performances à l'exportation et développement », *Note d'information économique* (Agence Régionale de Développement - Nord-Pas-de-Calais), n° 201, pp. 29-38.

DORMARD Serge, PARIS Didier, THUMERELLE Pierre-Jean (1998), « Disparités géographiques internes et rééquilibrage du développement : un enjeu d'aménagement pour la Métropole lilloise », *Hommes et Terres du Nord*, n° 4, pp. 195-199.

DORMARD Serge (1999), « L'évaluation de l'impact des politiques de développement régional : techniques et résultats », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 1, pp. 135-158.

Communications

DORMARD Serge (1997), « Spécialisations sectorielles, performances à l'exportation et développement de la région Nord-Pas-de-Calais », *Cinquièmes journées IFRESI*, Lille, 20-21 mars.

DORMARD Serge (1997), « L'évaluation de l'impact des politiques régionales : problèmes méthodologiques et application au cas des aides aux entreprises », *Congrès de l'A.S.R.D.L.F., « Renouveau régional, renouveau urbain »*, Lille, 1-3 septembre.

DORMARD Serge (1999), « L'évolution des revenus dans la région Nord-Pas-de-Calais depuis le premier choc pétrolier », *Sixièmes journées IFRESI*, 21-22 avril.

DORMARD Serge (1999), « Variations de l'emploi, gains de productivité et spécialisations régionales : développements et application de la méthode structurelle-résiduelle », *XXXV^e Colloque de l'A.S.R.D.L.F.*, Hyères, 1-3 septembre.

1.1.1.B. L'EVOLUTION DES REVENUS DANS LA REGION NORD PAS DE CALAIS DEPUIS LE PREMIER CHOC PETROLIER (OPERATION EN COURS)

Chercheur

MEDEE : Serge DORMARD (PR)

Objet , méthode, résultats

Les difficultés économiques de la région Nord-Pas-de-Calais depuis le premier choc pétrolier ont gravement affecté sa situation en matière de revenus : croissance des salaires plus lente que dans le reste du pays, faiblesse des revenus de l'entreprise et de la propriété, gonflement des prestations sociales, niveau de vie plus bas, aggravation des situations de précarité et de pauvreté. Le Nord-Pas-de-Calais fait partie, à l'heure actuelle, des régions ayant les revenus par habitant les plus faibles, ce qui n'exclut pas d'importantes disparités entre les catégories sociales et les zones de la région.

Les données relatives aux salaires perçus par les habitants du Nord-Pas-de-Calais montrent à la fois une dégradation de la situation régionale et le maintien d'un handicap dû à une structure sectorielle défavorable. Les différents résultats montrent que le handicap du Nord-Pas-de-Calais en matière de salaires a toujours été d'abord et avant tout d'ordre structurel.

L'estimation des revenus des ménages est, dans la plupart des cas, délicate. Une des meilleures sources est celle constituée par les déclarations des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu, bien que n'y figurent qu'une partie des revenus effectivement perçus. Ainsi, les revenus primaires des ménages apparaissent, à l'heure actuelle, largement inférieurs dans le Nord-Pas-de-Calais à ceux constatés en France. Depuis le milieu des années soixante-dix, la situation régionale s'est beaucoup dégradée. L'écart avec la moyenne nationale se révèle plus grand que pour les salaires, conséquence notamment de la faiblesse des revenus provenant de l'activité non salariée ou de la propriété.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

Les patrimoines des ménages sont très mal connus en France. Ils le sont encore moins bien au niveau des régions. Quelques données permettent cependant de vérifier que si les patrimoines moyens semblent plus faibles qu'ailleurs, le Nord-Pas-de-Calais fait cependant partie des régions où l'on trouve le plus grand nombre de grosses fortunes héritées de l'industrie et du commerce, ce qui contraste avec le faible niveau de revenu de la population régionale.

Les profondes mutations économiques et démographiques qui ont affecté la région depuis le début des années quatre-vingt semblent avoir accru les inégalités spatiales de revenus et de niveau de vie. Ceci n'est pas sans conséquence sur des questions aussi cruciales que, par exemple, la localisation des activités productives, les services notamment, ou l'équilibre des finances communales.

L'aggravation continue du retard de la région Nord-Pas-de-Calais en matière de revenus par rapport non seulement à la France entière mais aussi à l'ensemble des régions de province s'explique principalement par les difficultés économiques dans lesquelles vit la région depuis plusieurs décennies et dont elle n'arrive pas à sortir réellement. Les transferts massifs dont elle bénéficie depuis une vingtaine d'années ont permis d'atténuer les effets de la politique de reconversion sur une partie de la population, ils n'ont pu cependant empêcher le déclin régional. On peut craindre que les évolutions en cours, notamment en Europe, en exacerbant encore plus les exigences de compétitivité des différents territoires " coûtent " de plus en plus cher à une région fragile comme le Nord-Pas-de-Calais et accentuent encore davantage son retard en matière de revenus.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

DORMARD Serge, *Le Nord-Pas-de-Calais - Crise et restructuration d'une région d'ancienne industrialisation*, Presses Universitaires du Septentrion, Lille, à paraître en 2001.

1.1.1.C REGARD SUR L'ECONOMIE DE LA REGION FLAMANDE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

LABORES : François MILLEQUANT (CR), Hassan EL ASRAOUI (Cra)

Objet, méthode, résultats

La Flandre, dont la densité de population est particulièrement élevée, est structurée par un réseau de villes puissantes. Elle est desservie par des infrastructures de transport complémentaires : autoroutes, voies ferrées et canaux à grand gabarit. Elle bénéficie également de débouchés maritimes proches qui offrent une puissante logistique. La production industrielle, diversifiée, profite largement des implantations étrangères. Elle emploie une main-d'œuvre qualifiée et repose, outre les grands établissements des multinationales, sur un grand nombre de petites et moyennes entreprises performantes. Si l'industrie perd peu d'emplois, l'agriculture et, surtout, les services en créent suffisamment pour maintenir le chômage à un niveau plus faible que dans les régions limitrophes. Cette image de région dynamique, tournée vers l'extérieur, fortement exportatrice, pourrait être assombrie dans les années à venir par les effets du vieillissement de la population. Il est possible qu'une diminution du nombre d'habitants intervienne au début du prochain siècle.

Cette opération de recherche visait à décrire l'économie de la région flamande en la comparant, chaque fois, que cela a été possible, aux données disponibles concernant les deux autres régions belges, ainsi qu'avec la région du Nord-Pas-de-Calais à un échelon géographique plus détaillé.

En résultat, un développement homogène, une industrie restée très forte, une activité de la construction agressive, un tertiaire dynamique et des entreprises performantes, il y a beaucoup moins de chômeurs dans la région Flamande que dans la région Wallonne et dans le Nord-Pas-de-Calais (le cas de

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

Bruxelles-Capitale constitue une exception peut-être de même nature que le "paradoxe californien" . Simultanément, le niveau de vie y est plus confortable. Face aux "dragons" et aux autres "tigres" de l'Asie du Sud-Est, là où le soleil se lève ou dont les matins sont (ou étaient) calmes, il existe, près de chez nous, un "lion" flamand. C'est d'ailleurs précisément l'emblème de cette région.

Même si l'objet de cette analyse de l'économie de la région flamande n'était pas d'en donner une vue prospective mais plutôt de "constater", un certain nombre de remarques peuvent être formulées à cet effet, tout particulièrement en ce qui concerne sa capacité à poursuivre son expansion à un rythme aussi rapide dans les décennies qui viennent. Il faut en effet se poser la question, d'une part, de savoir si cette région disposera, à l'avenir, de suffisamment de ressources humaines pour assurer son développement économique compte tenu des taux de chômage actuels et des évolutions démographiques probables et, d'autre part, de réserves foncières suffisamment bon marché pour que les PME, notamment, puissent disposer d'avantages comparatifs pour leur développement. Quelles sont donc les alternatives possibles qui ne "casseraient" pas la dynamique entrepreneuriale que nous avons identifiée dans ce court tour d'horizon ? On peut examiner ici, parmi d'autres, deux hypothèses : importer de la main d'œuvre et délocaliser la production.

Publications issues de l'opération

Ouvrages

MILLEQUANT François et EL ASRAOUI Hassan, *Bilan et Perspectives de l'Économie Régionale 1997-1998*, Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Nord-Pas de Calais, mars 1998, 104 p.

MILLEQUANT François et EL ASRAOUI Hassan, *Bilan et Perspectives de l'Économie Régionale 1998-1999*, Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Nord-Pas de Calais, avril 1999, 108 p.

Articles de revue

MILLEQUANT François et EL ASRAOUI Hassan, « Portrait Économique de la Métropole Franco-Belge », *Cahiers de l'Atelier Transfrontalier - De cahiers van het grensoverschrijdend atelier*, GROOTSTAD, n°5, juillet 2000, 92 p.

Communications

MILLEQUANT François, « De la zone industrielle au parc d'entreprises : l'organisation "raisonnée" des territoires de développement économique à travers l'exemple du Nord-Pas de Calais », *Actes de la 3ème Conférence Internationale du Réseau PGV sur l'organisation du développement territorial dans les pays en transition*, Grenoble, IUT de Gestion, Juillet 1998, pp. 135-162

MILLEQUANT F. & EL ASRAOUI H. (1999), « Regards sur l'économie de la région flamande », *communication aux 6è Journées Ifrési*, 21 et 22 avril

1.1.1.D HISTOIRE, ECONOMIE ET SOCIETE DES PAYS NEERLANDOPHONES OPERATION EN COURS)

Chercheur

CRAC: Klaus GERTH (PR)

Objet, méthode, résultats

En attendant la constitution d'un premier pôle de recherche structuré en France, spécialisé dans l'approche scientifique des Pays-Bas et de la Belgique néerlandophone, le CRAC manifeste ici sa volonté de continuer à développer des opérations élargissant ses études sur l'Allemagne contemporaine aux autres pays de traditions et de langues germaniques. En l'espèce, il s'agit de fonder une recherche sur les Pays-Bas et la Belgique modernes à partir de données relevées *en néerlandais*, à partir de sources authentiques et non plus, comme à l'habitude, à partir d'éléments, analyses et synthèses fournis par les Néerlandais. Dans un premier temps, la recherche déjà engagée se propose de dresser *en français* un tableau historique de la société néerlandaise, puis elle abordera l'étude des représentations

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

et desdits malentendus culturels qui constituent un obstacle à la coopération et à la compréhension, en particulier dans le domaine du droit, de l'économie et des sciences humaines. Rappelons, au passage, qu'aucun ouvrage n'a été édité en France sur ces questions depuis près d'un demi siècle.

Cette opération a, bien entendu, des points de convergence avec l'opération "Vers une Eurorégion de l'éducation". Dans un second temps, les efforts se porteront ainsi sur les modalités disciplinaires susceptibles de renforcer un réseau de coopération en matière de production scientifique dans le champ d'une eurorégion incluant la totalité du Bénélux.

Publications issues de l'opération

Ouvrages

GERTH Klaus (2000), *La naissance des Pays-Bas modernes ou le rêve brisé (1780/1830)*, Septentrion ed, 300p, Lille (en préparation)

Contributions à des ouvrages collectifs

GERTH Klaus (2000), L'histoire à rebours, de 1933 à 1945: à propos de deux années significatives pour le sort des Juifs aux Pays-Bas, pp 13-33, in VAN DE LOUW Gilbert red., *Juifs des Flandres et de Hollande: 1945-1995*, Etudes inter-ethniques, Annales du CESERE, nouvelle série 2000, Université C. De Gaulle ed., Lille

1.1.1.E PROCESSUS D'UNIFICATION DES DEUX ETATS ALLEMANDS, L'ALLEMAGNE UNIFIEE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CRAC: VAILLANT Jérôme (PR) responsable. HÖRLING Hans (PR), GOUAZE Serge (MC), BAGINSKI Christophe (MC), HERBET Dominique (MC),

Doctorants: TRAVERT - PIETTE Christine, BAEHR Franck, CHEMLAL Abdelmalik, DANCKAERT François, FEKL Walter, MAILLIET Hélène, METIVIER Yves, THAISY Laurence, JANSEN Antje, LAGARDE Jean-Marc, MARCUS Mickael, BREUIL Anne-Cécile, DAVIET-VINCENT E.

Objet, méthode, résultats

En 1987, le Centre de recherche sur l'Allemagne contemporaine (Université de Valenciennes) et la revue Allemagne(s) d'aujourd'hui (Paris) ont, en raison de leurs liens personnels comme de leur intérêt commun pour l'étude des évolutions et transformations de la société allemande, passé un accord de coopération. Dans une première phase, ils se sont donné pour tâche d'étudier, à l'occasion du quarantième anniversaire de leur fondation, les problèmes que les deux États allemands, RFA et RDA, allaient avoir à maîtriser au seuil des années 90. Conçu à partir de 1988, ce programme a abouti à la publication d'un numéro spécial de la revue Allemagnes d'aujourd'hui, intitulé: "Quarantième anniversaire des deux États allemands (N° 109/110 juillet-décembre 1989, 344 p.).

Mais déjà transparaissait dans l'étude de la question nationale les bouleversements qui allaient conduire à l'unification de l'Allemagne. Dès lors a été institué au sein du CRAC un groupe de recherches chargé d'étudier le processus d'unification de l'Allemagne tant dans ses aspects extérieurs qu'intérieurs. Les premiers résultats des recherches entreprises ont été publiés dans un nouveau numéro spécial de la revue Allemagne d'aujourd'hui, (N° 114, oct-déc. 1990, 304 p.). "L'Allemagne unifiée: Aspects extérieurs et intérieurs de l'unification".

Le groupe de recherches sur l'unification allemande, conscient qu'après l'achèvement de l'unification étatique l'unification des sociétés et l'égalisation des conditions de vie restent à faire, étudiera prioritairement dans les années à venir les thèmes suivants: mise à niveau de l'économie est-

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

allemande, transformation de la société est-allemande, réforme de la justice, le débat constitutionnel induit par l'unification, les conditions des nouveaux Länder.

Méthodes : l'analyse de textes fondamentaux et de leur application, l'analyse des archives de l'ex-RDA, méthodes de "l'histoire orale", interviews des gouvernants (décideurs) et des gouvernés (victimes), l'analyse et nouvelle interprétation des enquêtes et sondages d'opinion sur l'évolution des mentalités de la population de l'Allemagne unifiée.

Colloque: Allemagne 1999, perspectives: an 2000. Valenciennes et Lille. 25 - 27 novembre 1999

L'année 1999 a servi de double référence, l'année 1949 étant celle qui a vu naître deux Etats allemands, RFA et RDA, l'année 1989 ayant été celle de la chute du Mur de Berlin, événement qui a permis ensuite, en peu de temps, l'unification de l'Allemagne. Ces deux dates imposent deux types de bilan: L'Allemagne cinquante ans après et l'Allemagne, dix ans après. Toutefois, le colloque ne s'est pas contenté de dresser des bilans, c'est ce qu'exprime, dans le titre, la perspective de l'an 2000. Sans faire de la prospective - la science-fiction étant de toute façon exclue! - il s'agit d'évaluer les forces et les faiblesses de l'Allemagne unifiée pour vérifier ce qui lui permet de relever les défis de l'an 2000. Il s'agit de faire le bilan de santé de l'Allemagne à la veille du nouveau millénaire. Ce colloque venait clore une série de conférences organisées en 1999 par l'Institut Goethe de Lille, en collaboration avec le CRHICC-CRAC et l'IEP de Lille.

Partenaires et financement

OFAJ, Observatoire de Berlin du CNRS, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, Groupe d'information et de recherche sur les transformations allemandes (ENS-PARIS).

Publications issues de l'opération

Ouvrages

- VAILLANT Jérôme (Ed) (1995), L'Allemagne unifiée cinq ans après, Paris-Valenciennes, AGES-PUV, 404 pp.
VAILLANT Jérôme (Ed) (1996), La "déstasification": problématique et dimension idéologique de la confrontation au passé en Allemagne de l'est. Paris, Allemagne d'aujourd'hui N° 136, 237 pp.
VAILLANT Jérôme (Ed) L'unification de l'Allemagne. Les années décisives: 1989/90. Spécial concours 1999. Allemagne d'aujourd'hui, N° 146, oct.-déc., 1998, 352 pp. (avant-propos d'A. Grosser).
VAILLANT Jérôme (Ed). Actes du colloque de Valenciennes. Allemagne 99, perspectives: an 2000. Allemagne d'aujourd'hui. N° 152, avril-juin 2000, 352 pp.

Articles de Revue

- GOUAZE Serge, Historique et bilan de l'économie planifiée, dans: L'unification de l'Allemagne: les années décisives: 1989/90, Allemagne d'aujourd'hui, N° 146, p. 79-102, oct.-déc., 1998. Mots-clés: RDA, économie planifiée, unité allemande, économie sociale de marché, transition.
GOUAZE Serge, Entre l'individualisation et la globalisation: quel avenir pour l'Etat social?, Allemagne d'aujourd'hui, N° 152, p. 65-91, avril-juin 2000.

Contribution à des ouvrages collectifs

- GOUAZE Serge, ROTH Wolfgang, Aspekt et Aktionsart, quelques considérations sur deux notions sujettes à controverse, pp. 147-167, 1998.
FIGGE Udo L., KLEIN Franz-Josef, MARTINEZ-MORENO Annette, Grammatische Strukturen und grammatischer Wandel im Französischen. Festschrift für Klaus Hunnius zum 65. Geburtstag. Romanistischer Verlag. Bonn.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

1.1.2 Entrées thématiques (fiches des opérations)

1.1.2.A GLOBALISATION DES ENTREPRISES ET EVOLUTION DES EMPLOIS DANS LES PAYS DEVELOPPES (OPERATION NOUVELLE)

Chercheur

MEDEE : Hadjila KRIFA (MC)

Chercheur d'autres équipes : Erik SWYNGEDOUW, Ecole de Géographie, Université d'Oxford, Grande Bretagne

Objet, méthode, résultats

L'opération est un projet de valorisation d'une recherche en cours ayant pour thème la relation entre la mondialisation des entreprises et l'évolution des emplois dans les pays développés. Le projet de publication a été accepté par Guilford Publications inc. (New York). Le titre (provisoire) du livre est "*globalisation versus employment? Creative Destruction of jobs and Corporate strategies*".

Le livre se focalise sur trois questions de recherche liées. En premier lieu, et bien que la "globalisation" cristallise une grande partie des angoisses de cette fin de siècle particulièrement pour ceux qui survivent dans le marasme du chômage et de l'exclusion sociale, peu de travaux se sont intéressés aux effets du processus de globalisation sur l'emploi. Les discours très contradictoires et la cacophonie des approches théoriques ont peu contribué à une meilleure compréhension de la dynamique et des conséquences du processus en œuvre. La thèse centrale de l'ouvrage est que le processus de globalisation, qui n'est au demeurant pas vraiment nouveau, ne détruit pas en lui-même les emplois dans les pays développés. A l'évidence des tendances à la délocalisation existent et devraient se poursuivre mais la délocalisation ne doit pas être confondue avec la "globalisation". Ce dernier phénomène est susceptible d'affecter les marchés du travail en raison de l'émergence d'une forme d'internationalisation davantage complexe : la firme multinationale globale ou firme-réseau.

En second lieu, alors même que la globalisation n'a jamais été aussi blâmée, les politiques d'incitation pour attirer et retenir les multinationales n'ont jamais été aussi importantes et coûteuses. Cette apparente contradiction qui renforce le point de vue du rôle toujours important des Etats et des gouvernements sera étudiée dans le détail.

En troisième lieu et en dépit des préoccupations politiques persistantes d'adapter les économies nationales à la compétition mondiale accrue, peu de travaux théoriques permettent véritablement d'analyser dans quelle mesure les nouvelles stratégies des firmes affectent les marchés de travail à la fois quantitativement et qualitativement dans différents pays. Nous voulons montrer dans cet ouvrage que le processus de restructuration des firmes dans un contexte où les conditions de la concurrence se sont modifiées en profondeur est le point de passage obligatoire pour mieux comprendre le processus de création/destruction des emplois.

Bien que le livre ait une perspective géographique large, des études de cas détaillées seront présentées pour la France, la Grande Bretagne et l'Italie. Plus particulièrement, les récents changements dans trois industries mondialisées (l'automobile, l'agroalimentaire et le textile/habillement) seront pris en compte pour illustrer la relation entre la dynamique des firmes et le processus de création/destruction d'emplois dans chacun des trois pays. On montrera que le processus de globalisation n'est pas homogène dans ces trois pays et secteurs.

Au total, l'ouvrage devrait montrer que les processus de création/destruction d'emploi dans les pays développés sont largement imputables aux stratégies de globalisation des firmes et aux structures sectorielles des marchés.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

Partenaires et financement

Contrat de plan Etat-Région

Ecole de Géographie, Université d'Oxford, Grande Bretagne

1.1.2.B L'IMPACT DES STRATEGIES DES MULTINATIONALES GLOBALES SUR LES REGIONS DE TRADITION INDUSTRIELLE : L'EXEMPLE DE LA REGION NORD PAS- DE-CALAIS (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

MEDEE : Hadjila KRIFA (MC)

CLERSE : Frédéric HERAN

Objet, méthode, résultats

Nous avons cherché à savoir dans quelle mesure une région de tradition industrielle peut être menacée par l'émergence de firmes multinationales globales. Référence incontournable dans l'environnement économique instable et compétitif des années 80 et 90, ce type d'organisation se caractérise par une gestion plus rationnelle et des capacités accrues de redéploiement des activités au niveau international. Mais parallèlement, on assiste aux efforts accrus de ces mêmes multinationales pour mieux insérer localement leurs unités. Ce paradoxe apparent s'explique dans la nouvelle donne compétitive mondiale par l'exploitation concomitante des économies d'échelle dues à la globalisation et des avantages de la différenciation géographique.

L'avènement des firmes multinationales globales laisse place à des stratégies locales, mais rien n'indique que les régions de tradition industrielle gagneront dans une compétition mondialisée pour attirer et sédentariser de telles firmes, réputées "nomades". La grille de lecture utilisée pour répondre à la question conjugue trois catégories de facteurs dans l'analyse de l'insertion locale des multinationales : 1/ l'existence de barrières à la mobilité, très liée au secteur ; 2/ le degré d'autonomie des filiales vis à vis de leur maison mère ; 3/ le rapport de la firme à son territoire. Les résultats de l'étude montrent que parce que le tissu industriel régional est encore concentré sur des secteurs traditionnels (textile, agroalimentaire, sidérurgie et travail des métaux) le Nord-Pas de Calais apparaît plus exposé au risque de délocalisation que d'autres régions. Plus fondamentalement, la banalisation de ses facteurs de localisation traditionnels et l'émergence de nouvelles exigences par les FMN globales fragilisent encore plus la région. En définitive, la montée des stratégies globales représente un véritable défi pour accélérer la reconversion de la région, créer de nouveaux avantages compétitifs et gagner dans une économie mondialisée.

Publications issues de l'opération

Article de revue

KRIFA H et HERAN F (1999). « Les logiques d'insertion locale des firmes multinationales globales dans le cas des régions de tradition industrielle » *Revue d'Economie Urbaine et Régionale*. n° 2. p. 241-266.

Communication

KRIFA H (1997), "Les logiques d'insertion locale des firmes multinationales globales dans le cas des régions de tradition industrielle". XXXIIIème Congrès international de l'Association de Sciences Régionales de Langue Française. Lille, 1-3 septembre.

1.1.2 .C L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS (IDE) SUR LES ECONOMIES EN TRANSITION D'EUROPE CENTRALE (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheur

Hadjila KRIFA (MC), Karine VERMEIRE (ATER)
MEDEE (ex. CEPE)

Objet, méthode, résultats

Depuis la fin des années 80, les pays d'Europe centrale (PEC) ont comme stratégie affichée de favoriser leur intégration dans l'économie mondiale, notamment par le biais de l'investissement international. Cette stratégie s'exprime à travers un objectif principal : celui d'accélérer leur mutation vers l'économie de marché (création d'un environnement concurrentiel, des droits de propriété, de la convertibilité effective ou quasi-effective de la monnaie, d'un code d'investissement, de lois sur la faillite des entreprises et la surveillance des marchés) et l'instauration d'un certain nombre de réformes nécessaires (libéralisation totale ou partielle des prix, privatisation des entreprises publiques et encouragement du secteur privé, restructuration du système financier, libéralisation des échanges de produits et de capitaux). Dans un contexte d'économie mondialisée et de concurrence exacerbée entre nations et face aux difficultés d'insertion par la voie traditionnelle des exportations (fin du CAEM, spécialisation dans des activités traditionnelles et confrontation aux politiques protectionnistes) ainsi qu'à leurs besoins immenses de financement, cet objectif est accompagné d'une politique d'ouverture à l'investissement direct international. Cette option présente l'avantage d'éviter le recours massif aux emprunts internationaux et semble la plus viable à court terme pour tous les pays désireux de s'intégrer rapidement dans l'économie mondiale comme en témoigne d'ailleurs l'assouplissement des codes d'investissement direct étranger, au cours de la même période, dans de nombreux pays en voie de développement et notamment dans les pays d'Asie (ASEAN, Chine, Vietnam).

L'ouverture des pays de l'Est aux mouvements de capitaux mondiaux pose deux séries de questions. La première a trait au risque qu'ils peuvent présenter en tant que zone nouvelle de délocalisation pour les firmes notamment européennes. La seconde question porte sur les conséquences des investissements réalisés sur la convergence des structures industrielles de ces pays avec celles des pays européens développés. La plupart des travaux relatifs à l'IDE dans les PEC se focalisent plus sur les facteurs explicatifs que sur l'impact économique des investissements directs étrangers dans les économies en transition. En outre, les approches utilisées restent essentiellement d'ordre macroéconomique. Notre travail se distingue sur ces deux aspects.

D'abord, notre hypothèse principale est que l'attractivité relative des pays d'Europe Centrale ne peut se comprendre que replacée dans le cadre des stratégies de production et de compétition mondiale des multinationales (FMN). Celles-ci sont engagées dans des stratégies globales conduisant à considérer cette zone comme une partie intégrante de la région Europe et à inclure ces pays dans leurs réseaux constitués de l'ensemble de leurs filiales productives à l'échelle du continent européen. Or ces stratégies globales empruntent autant à une logique de délocalisation, à une logique de conquête de marchés et à une logique de rationalisation sur des espaces géographiques élargis. Comme chaque type de stratégie affecte différemment les économies d'accueil, la variété des stratégies déployées devrait conduire à un bilan contrasté sur l'économie de ces pays.

Pour le montrer, notre démarche utilise les outils de l'économie industrielle internationale. Contrairement à la « théorie des étapes de la balance des paiements » qui raisonne sur des capitaux abstraits, se déplaçant en fonction des différences dans le taux de rentabilité, les flux de capitaux considérés sont ceux d'entreprises données, évoluant sur des marchés donnés et qui disposent de plusieurs emplois potentiels de leurs fonds. En conséquence, les comportements d'investissements internationaux étant des comportements stratégiques et des paris sur des structures futures, l'investissement dans les PEC suppose des conditions permissives et de fortes motivations au niveau

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

des firmes pour être réalisé. Nous le supposons aussi susceptible d'influencer la compétitivité future des économies du groupe de Visegrad, proportionnellement au degré d'implication des investisseurs dans ces économies.

Pour documenter empiriquement nos hypothèses, nous avons réalisé une enquête auprès de 52 entreprises étrangères localisées en Hongrie, Pologne et République tchèque. L'interprétation des résultats laisse penser que l'investissement direct étranger demeure la solution la plus "*praticable*" par les PEC dans leur phase actuelle de transition mais dans les formes qu'elle revêt, cette solution conduit à une relative déconnexion des unités contrôlées par les FMN et les territoires d'accueil. En résulte un modèle d'insertion territoriale des multinationales que nous avons qualifié d'"*enclave partielle*". Ce modèle auquel semble correspondre les PEC organise une plus grande connexion des filiales à l'espace monde des multinationales et en corollaire une relative déconnexion de ces filiales avec leur territoire d'implantation qui explique le bilan mitigé des IDE sur les trois économies étudiées.

Publications issues de l'opération

Article de revue

KRIFA H et VERMEIRE K. (1998), « L'intégration des pays d'Europe Centrale dans les réseaux de production des multinationales et ses conséquences ». *Revue Etudes Comparatives Est/Ouest*. Vol. 29, n° 4. pp 55-97.

Contribution à des ouvrages collectifs

KRIFA H. et VERMEIRE K. (1998), « Concurrence oligopolistique et interdépendance des choix de localisation : le cas de l'industrie automobile dans les pays d'Europe Centrale ». Actes du Gerpisa n°25 : *Division internationale du travail et relations constructeurs-fournisseurs*. Février. Gerpisa. Evry. p. 155-176.

Communications

KRIFA H. et VERMEIRE K. (1997), « Importance et Effects des investissements directs internationaux sur les pays d'Europe Centrale ». *International Conference in Constanta*. Roumanie. 14-17 juillet.

KRIFA H. et VERMEIRE K. (1998), « Concurrence oligopolistique et interdépendance des choix de localisation : le cas de l'industrie automobile dans les pays d'Europe Centrale ». XIème rencontres internationales du Gerpisa, *Les nouveaux espaces de l'industrie automobile mondiale : premiers résultats et questions de recherches*. Paris, 4-6 juin.

KRIFA H. (2000), « Interactions stratégiques et effets d'agglomération : le cas de l'industrie automobile dans les pays d'Europe centrale ». Université d'automne du GRECOS: *Mondialisation, globalisation et stratégies d'entreprises* . Colloque international. Girona Espagne, 30 et 31 octobre 2000. 25 pages.

1.1.2.D LE MARCHE DU TRAVAIL : ANALYSE TERRITORIALE, ANALYSE PAR GROUPE PROFESSIONNEL (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CÉREQ : Benoit CART (IE), Nicole GADREY (MC), François STANKIEWICZ (PR), Marie-Hélène TOUTIN (CE), Elise VERLEY (directeur de thèse : Jean Claude RABIER), Pascal ROQUET (MC), (jusqu'au 1^{er} Janvier 2000)

Collaborateurs : Sandrine HAMMANI (vacataire), Françoise KOGUT-KUBIAK (Céreq Marseille), Françoise DAUTY (LIHRE de Toulouse), Philippe LEMISTRE (LIHRE de Toulouse), Valérie GOSSEAUME (Céreq de Nantes), Christelle FOUCHER (Céreq de Nantes), Valérie HENGUELLE (Maître de conférence à l'université d'Artois), Elodie LEIGNIEL (Doctorante sous la direction de François STANKIEWITCZ), Yasushi IGUCHI (Université de Kwansei Gakuin), Patrick VENEAU (Céreq Marseille), Henri ECKERT (Céreq Marseille), Pierre HALLIER (Céreq Marseille), Charles TURGON (Doctorant sous la direction de François STANKIEWITCZ)

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

Objet, méthode, résultats

L'objectif de cette opération porte sur l'analyse du fonctionnement du marché du travail et de l'emploi en confrontant l'offre et la demande de travail, la dimension territoriale constituant un axe fort de cette approche. Plus précisément, il s'agit d'examiner sous un angle pluridisciplinaire (sociologie et économie) la constitution de l'offre de travail sur la base d'une analyse précise (en termes de flux et de contenu) de filières de formation. Il s'agit également d'examiner l'offre d'emploi à partir d'un repérage précis des compétences mises en œuvre en situation d'emploi et/ou des compétences souhaitées par le système productif. L'ensemble des études et recherches empiriques menées alimente une réflexion plus globale et théorique sur les concepts d'expérience professionnelle et d'adaptabilité.

L'analyse est centrée sur des filières de formation et d'emploi particulières : les formations Jeunesse et Sport, la filière Maintenance Industrielle, la filière Génie Electrique, la filière Pêche, les secteurs du BTP et de l'Hôtellerie. D'un point de vue méthodologique, le Céreq participe à une exploitation statistique économétrique d'une enquête originale ("Génération 92") sur les sortants du système éducatif tout diplôme et toute filière de formation de l'année 1992. L'analyse ici est double. D'une part, il s'agit de repérer l'insertion des sortants de famille de diplômés particuliers. Dans un second temps, en renversant la matrice, on examine la provenance par diplôme au niveau de groupes professionnels spécifiques. L'analyse des emplois en entreprise repose sur des monographies et permet à terme l'établissement d'emploi-type (méthode ETED), permettant de cerner des noyaux et des extensions de compétences. Plus largement, l'appréhension du contexte et de la dynamique d'évolution des formations et des métiers est réalisée à partir de rencontre avec les acteurs "incontournables" des filières de formation et de branches professionnelles.

La plupart de ces études doivent se terminer à la fin du premier semestre 2001, cependant, en termes de résultats, on peut à l'heure actuelle discerner un certain nombre de points :

- mise en exergue de phénomènes de concurrence verticale et horizontale entre filières de formation initiale et continue,
- mise en avant de filière d'alimentation de groupes professionnels,
- appréhension des effets-formation et des effets politique d'entreprise politique de branche, dans l'"adéquation" relation formation / emploi,
- appréhension de phénomènes conjoncturels et structurels au regard de la confrontation entre offre et demande de travail,
- précision et interprétation quant aux phénomènes de pénurie de main d'œuvre.

Partenaires et financement

- Analyse des difficultés de recrutement et pénurie de main d'œuvre, étude pour la DARES
- Analyse de la relation Formation / Emploi dans la filière de formation professionnelle
- Maintenance Industrielle, étude pour la DESCO et l'AFPA
- Contrat d'étude prospective de la filière pêche, étude pour la FAF Pêche
- Analyse de la relation Formation / Emploi dans la filière du Génie Electrique, étude pour la DESCO
- Analyse du marché du travail - comparaison France/Japon, étude pour l'Université de Kwansei Gakuin
- Exploitation de l'enquête Génération 92, étude réalisée pour le compte du Céreq Marseille

Publications issues de l'opération

Ouvrage

STANKIEWITCZ François (sous la direction de), 1998, *Travail compétences et adaptabilité*, éditions l'Harmattan (collection Sciences humaines et sociales), 233 pages.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

Rapports

CART Benoit, TOUTIN Marie-Hélène (sous la direction de), *Les formations et emplois de la maintenance industrielle*, Rapport de fin d'étude remis au 1^{er} semestre 2001, DESCOP, AFPA.

CEREQ, *Les difficultés de recrutement au niveau régional : paradoxe et contradiction*, rapport de fin d'étude remis en Juin 2001, DARES.

CART Benoit, IGUCHI Yasushi STANKIEWITCZ François, TOUTIN Marie-Hélène, *Analyse comparée des marchés du travail en France et au Japon*, Rapport de fin d'étude remis au 1^{er} semestre 2001, Université de Kwansei Gakuin.

1.1.2.E LES OUVRIERS QUALIFIES DE L'INDUSTRIE (XVI^e-XX^e SIECLE). FORMATION-EMPLOI-MIGRATIONS (COLLOQUE INTERNATIONAL) (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CERSATES : Gérard GAYOT (PR)

Objet, méthode, résultats

Ce colloque, dont la problématique est résumée ci-après, s'est tenu au Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix, du 20 au 22 novembre 1997, grâce au soutien de l'Université de Valenciennes, de l'Ifrési et du Contrat de Plan Etat-Région. De ce colloque est issu un projet de recherche sur les politiques de l'emploi dans les territoires de l'industrie textile du XVIII^e siècle à nos jours.

Dans la longue histoire des rapports entre salariés et salariant, pour parler comme Turgot, les ouvriers qualifiés ont tenu une place à part. Longtemps, ils furent regardés par eux-mêmes, par leurs employeurs, par les intellectuels du mouvement ouvrier, par les tondeurs de draps au XVIII^e siècle comme "les plus nécessaires à l'industrie". Aujourd'hui, où certains regrettent la disparition des métiers et de la belle ouvrage, et où d'autres guettent avec espoir les signes d'une requalification du travail industriel, le colloque a réuni tous ceux qui retrouvent ou qui ont gardé le goût pour la science des affinités et des attractions (Lavoisier) interdisciplinaires, les sociologues, les économistes, les juristes, les historiens, tous ceux auxquels sont familières les notions de culture ouvrière et de formation professionnelle, de salaire d'efficience et d'information, de contrat de travail et de coutume, de culture et de transferts techniques

Du XVI^e au XX^e siècle, de la protoindustrie à la société industrielle, des "cohortes artisanes" et manufacturières à la nouvelle classe ouvrière, avant et après la révolution mécanicienne, avant et après l'automatisation, de la main nue à la main outillée et au travail presque abstrait (D. Woronoff), les tendances longues et les moments forts du processus de qualification-déqualification-requalification du travail industriel ont formé la toile de fond.

Dans des territoires industriels identifiés par leurs institutions (les entreprises en font partie) et leur champ d'action, où les origines géographiques et socio-professionnelles de la main d'œuvre sont connues, où les caractéristiques professionnelles des ouvriers qualifiés, les mots désignant leur beau métier, et les chiffres mesurant le prix de leur peine auront été repérés.

Sachant que dans la longue durée, les âges industriels s'emboîtent plus qu'ils ne se succèdent, il s'est agi de comparer les cas, les branches et les pays, les sources et les méthodes d'analyse. Dans cette perspective, aucun sexe, aucun cas, aucune branche à caractère industriel, aucun pays industrialisé n'a été disqualifié.

Trois axes ont été choisis pour ce colloque et pour les recherches à venir :

1 - La formation des ouvriers qualifiés

Avec cette question centrale de la reproduction organisée et efficace de la qualification (A. Dewerpe) mieux réussie dans tel pays (l'Allemagne), région, branche, entreprise , que dans tel autre (la France, l'Angleterre). Dans certains conditions et à certaines époques, les institutions de formation

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

de nature différente ont fait système et acquis réputation locale, régionale, nationale ou internationale. Quand et comment sont nés et ont disparu ces systèmes et ces réputations ? La formation à un emploi industriel qualifié exige information pour l'acquéreur et l'employeur. Dans le temps long des siècles, dans certains lieux ou branches, dans les pays "suiveurs" ou neufs, comment a circulé l'information ou la rumeur sur la formation professionnelle nécessaire ?

2 - L'emploi des ouvriers qualifiés

La question de l'emploi et du chômage hante nos sociétés en cette fin de siècle parce qu'elle semble ne pas trouver de réponse. Raison de plus pour nous interroger sur les réponses données au XVI^e, à l'époque de la révolution industrielle, à la sortie des crises de la fin du XVII^e, de la fin du XIX^e et de la fin du XX^e, aux problèmes de "l'occupation" et de l'"inoccupation" des travailleurs de l'industrie.

Dans la longue durée, ou dans le temps de l'urgence, qui furent les créateurs d'emplois qualifiés de type industriel ? L'Etat, interventionniste ou laissant-faire, en tout cas gros dépensier et grand distributeur de salaires et d'emplois ? En France plus qu'ailleurs ? Les branches et les entrepreneurs d'industrie plus ou moins dynamiques, plus ou moins prudents, en tout cas importants donneurs de belle ouvrage ? Les particuliers ont-ils toujours eu à se plaindre du manque d'hommes de métier ?

La qualification est par essence un pouvoir que l'ouvrier exerce dans et sur son travail. Et la maîtrise du métier et de la transmission du savoir s'accompagnera longtemps de la maîtrise de l'emploi. Dans ces conditions anciennes, mais aussi hier et aujourd'hui, nous réexaminerons les manières d'entrer dans le métier et d'en sortir, les modes d'embauche, de congé et de licenciement propres à cette main-d'œuvre-là, les tentatives pour réglementer ce marché du travail stratégique. Qui en prit l'initiative, quand et à quelle échelle ?

Il fallait aussi être attentif aux façons de consentir à l'emploi offert et de le quitter, aux formes coutumières de l'engagement et de la "désertion", aux usages suivis par les ouvriers pour s'"occuper" et se "désoccuper d'industrie". Où, quand et dans quelle branche, les ouvriers qualifiés cessèrent-ils de considérer le "travail à durée continue" (l'emploi, à durée indéterminée) comme un asservissement personnel, et commencèrent-ils à revendiquer la sécurité de l'emploi, à l'obtenir, avant de la perdre ?

3 - Les migrations d'ouvriers qualifiés

Individuelles ou collectives, volontaires ou forcées, organisées ou désordonnées, on sait qu'elles eurent lieu et qu'elles continuent là où les "salarisants" d'une même branche persistent à "séduire" et à "se disputer" les meilleurs ouvriers. Tradition ou volonté gyrovaque (G. Noiriel) des ouvriers qualifiés, compétition pour l'honneur et pour l'argent entre les entrepreneurs et entre les Etats, il conviendra de faire le point.

Mais hors des schémas convenus ou de l'étanchéité des marchés régionaux du travail, de l'intransférabilité de la main d'œuvre entre branches, et de l'homogénéité des univers paternalistes propre aux bassins industriels, on s'est intéressé plus particulièrement aux migrations des "spécialistes" à moyenne et longue distance au sein d'une même branche, entre branches, au-delà des frontières nationales, au temps de ces migrations, à leurs raisons, à leurs conséquences.

Partenaires et financement

Conseil régional, dans le cadre de la deuxième tranche du contrat de plan Etat-Région 1994-1998

Publications issues de l'opération

actes du colloque

Revue du Nord, hors série, collection Histoire, n° 15 2001, 335 p.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

1.1.2.F LA SITUATION DES SALARIES EN CAS DE TRANSFERT DE L'ENTREPRISE DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE COLLECTIVE EN FRANCE, ANGLETERRE ET EN ALLEMAGNE (OPERATION TERMINEE).

Chercheur

CRAC: Michaël GRAAFF (Past), Klaus GERTH (PR), François DUMONT (MC).

Autres chercheurs: Christophe DUPONT (PR) (ESC de Lille) , Oliver BEYER (Diplômé en sciences sociales de l'Université d'Hanovre (RFA)

Direction scientifique: Hans HÖRLING (PR)

Objet, méthode, résultats

On assiste actuellement dans la plupart des pays européens et aux États-Unis à une prise en compte accrue de la phase critique par laquelle de plus en plus d'entreprises passent soit pour cesser, soit pour relancer leurs activités: redressement et liquidation, absorption, redémarrage. S'il se porte sur l'aspect juridique (cf; par exemple, la loi 94475 du 10 juin 1994 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises) et économique de ce phénomène, l'intérêt a tendance désormais à se tourner vers la sauvegarde de l'entreprise et le maintien de l'emploi. La logique financière, notamment l'apurement éventuel du passif, passe alors au second plan.

L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) va même jusqu'à proposer de nouveaux modes de calcul qui permettraient de distinguer productivité et rentabilité. En d'autres termes, les bases mêmes de la logique financière stricto sensu sont soumises à examen. Francis Ginsbourger, chargé de mission à l'Anact dit ainsi: "Aujourd'hui les entreprises utilisent encore une comptabilité héritée de l'organisation taylorienne où la valeur est la somme des produits et le coût, la quantité de travail fournie. Cette méthode méconnaît les effets de coordination, de mémoire et d'apprentissage collectif ainsi que ceux liés au développement des compétences. Le travail est présenté comme une charge fixe qu'il convient de réduire pour redresser l'entreprise. Il conviendrait de s'interroger sur la situation actuelle, aux Pays-Bas et en Allemagne voire ailleurs, selon Lodewijk de Waal responsable de la confédération syndicale FNV néerlandaise, qui fait du travail "une marchandise disponible au gré des besoins et dont le coût devrait être réduit au minimum."

On comprend cette tendance. De 20 000 dépôts de bilan en 1985, on passe à plus de 64 994 en 1996, le nombre d'emplois détruits atteignant cette même année le chiffre de 300 000. Pour la France, la perte nette liée au passif représente 100 milliards de francs pour l'économie nationale. Les études faites par le patronat débouchent sur le constat que l'espérance de vie moyenne d'une entreprise a été réduite à dix ans. Dans les autres pays européens, il en va de même. En ex-RDA, cette "espérance" ne dépasse pas même les trois années...

Cette évolution n'est cependant pas un phénomène naturel. Il est possible d'envisager par des procédures adaptées, la mise en œuvre d'initiatives d'ordre fiscal, bancaire et financier et des mesures de requalification, de trouver des solutions appropriées pour toutes les parties concernées.

Il s'agit en d'autres termes, de voir dans cette phase critique l'occasion d'une sorte de "renaissance" de l'entreprise sur des bases assainies et économiquement viables et, surtout, de considérer le personnel non plus essentiellement comme une source de coûts, de charges, mais comme une richesse, comme un véritable "capital humain". Rappelons au passage, afin de mesurer la nature des enjeux humains en cause, que le travail demeure dans toute l'Europe, le facteur essentiel d'identité personnelle et d'insertion sociale.

Dans le cadre de cette opération, les chercheurs du CRAC, se sont proposés d'étudier les effets des directives de l'Union Européenne de 1977 et de 1994 sur la législation des différents pays pris en considération, sachant que la directive de 1994 n'a pas encore été intégrée dans toutes les législations

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

nationales faisant l'objet de ce projet de recherche, même si à la date d'aujourd'hui, aucun "manquement" n'a été enregistré à ce sujet auprès de la Cour de Justice Européenne à Luxembourg.

L'analyse globale des réponses apportées à notre enquête démontrent que les questions et leurs réponses ont gagné en actualité. La directive de l'Union européenne prête à l'adoption dès 1994 n'a pas été promulguée en raison des résistances des différents Etats-membres. D'importants amendements furent nécessaires, ces amendements ont été inclus dans la directive de l'Union européenne 98/50 du 29 juin 1998. Du fait du retard connu par le projet de recherche - à cause du retour hésitant des questionnaires et donc du retard apporté à leur analyse - cette directive de l'Union européenne a pu pour le moins être prise en considération dans l'évaluation globale, comme d'ailleurs également la nouvelle réglementation édictée en Allemagne en matière d'insolvabilité qui a pris effet au 01 janvier 1999. Ces nouveaux développements du droit européen en matière d'insolvabilité ont encore montré que certaines questions et problèmes soulevés n'ont pas pu être résolus jusqu'alors. L'évaluation globale de la situation juridique des salariés est déjà l'objet d'une analyse différente selon le point de vue de la personne concernée appelée à apprécier la situation juridique. C'est ainsi que les administrateurs de cas d'insolvabilité voient généralement des difficultés dans l'utilisation des biens et le démantèlement de biens d'économie nationale qui en résulte, ceci ayant également pour conséquence des pertes d'emplois. Les représentants des salariés - en particulier lorsqu'ils détiennent des fonctions au sein de syndicats - ressentent la directive de l'Union européenne et les lois en résultant comme un risque pour les emplois. Pourtant ils peuvent également considérer la possibilité de maintenir les droits des salariés. Que les entrepreneurs ou dirigeants aient sur ce point une position critique résulte déjà du simple fait de leurs soucis de produire à moindres frais en tenant compte des contraintes résultant du coût du travail. L'analyse différente faite par les participants des divers pays est également empreinte de la spécificité des règles de procédure applicables dans leur pays, en particulier en Angleterre, en cas de procédure organisée de manière contractuelle (receveirship). On peut donc constater en conclusion que les points de vue différents exposés par les participants des différents pays se rejoignent dans le souhait d'aller vers une unification des règles de procédure et de la fonction des participants. En considérant les problématiques globales des différents domaines juridiques, ceci représente également l'expression du souhait d'une unification générale du droit commercial et du droit fiscal de même que du droit procédural, c'est une perspective qui va très loin dans le futur.

Partenaires et financement

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

Publications issues de l'opération

Rapport

GERTH Klaus, GRAAFF Michaël, HÖRLING Hans, La Régulation de l'emploi dans les entreprises en difficulté, les faillites et les reprises d'activité en France, en Allemagne et en Angleterre. Rapport de recherche réalisé à la demande de la DARES du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. (Convention d'étude du 31/10/1996. Avenant 1997)

Communication

GERTH Klaus, GRAAFF Michaël, HÖRLING Hans (1997) La situation des salariés en cas de transfert de l'entreprise dans le cadre d'une procédure collective en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique et aux Pays-Bas, Vèmes Journées de l'IFRESI, 20 et 21 mars, Lille, T.I., p. 115-128

1.1.2.G LES FACTEURS DE LOCALISATION ET DE DELOCALISATION DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN EUROPE (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CERSATES : Gérard GAYOT (PR), Pierre DEYON (PR)

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

Objet, méthode, résultats

A l'initiative de P. Deyon, un projet de recherche international sera mis en œuvre à partir de 2001 sur les facteurs de localisation et de délocalisation des établissements industriels en Europe, de la crise du XVII^e siècle à la crise pétrolière.

Une attention particulière sera portée, au cours de cette recherche collective, aux réponses données, de Colbert aux théoriciens de la « nouvelle économie », à la question suivante : à quoi reconnaît-on une région qui gagne ou qui perd ?

Partenaires et financement

Contrat de plan Etat-Région

Commission européenne, conférences scientifiques de haut niveau

1.1.2.H DESINDUSTRIALISATION ET RECOMPOSITIONS DES RAPPORTS SOCIO-POLITIQUES (EX-BASSIN MINIER DU NORD PAS-DE-CALAIS) (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Laurent BAZIN (CR)

Collaboration extérieure (uniquement sur l'aspect théorique et comparatif du programme) : Monique Selim (CR — IRD, UR « Travail et mondialisation »).

Objet, méthode, résultats

Cette opération de recherche s'insère dans le programme « Anthropologie du bassin minier » et dans l'équipe de recherche « Travail, mobilisation, culture » du CLERSE. Engagée en octobre 1998 elle a pour objet d'analyser, d'un point de vue anthropologique, les dynamiques de changement social dans l'ex-bassin minier du Pas de Calais en les articulant aux évolutions des rapports liant le politique à l'économie. On cherche ainsi à faire apparaître les ressorts et les implications d'une série de transformations générales repérables depuis vingt à trente ans et à analyser les liens entre ces différents phénomènes se produisant dans des sphères sociales distinctes et à des échelles variées : d'une part, processus de désindustrialisation, mutations du capitalisme, libéralisation et extension des logiques de marchandisation, modification des modalités du travail, de l'emploi et de la formation des revenus ; d'autre part, décentralisation, affaissement des partis politiques et des syndicats, émergence de nouvelles formes de médiation du politique (associations, ONG, affirmations identitaires et processus d'ethnicisation, etc.), transformation des modes de légitimation de l'autorité, affaiblissement de la souveraineté de l'État.

La recherche en cours s'inscrit en prolongement des travaux antérieurs réalisés sur la Côte-d'Ivoire (1991-1997). Elle adopte une démarche comparative prenant pour objet d'observation et d'analyse les modalités d'inscription des transformations économiques, politiques et idéologiques d'échelle nationale ou mondiale dans les relations interpersonnelles, au niveau d'espace microsociaux localisés : l'entreprise, la parenté (terrain d'enquête antérieur en Côte-d'Ivoire) ; la ville, ses institutions, ses associations et ses moments collectifs (terrain d'enquête actuel, zone anciennement minière du Nord de la France).

Dans cette perspective, et du point de vue de la méthode, l'opération menée actuellement s'appuie principalement sur une enquête ethnologique prenant place dans une petite ville de l'agglomération de Lens (Pas-de-Calais), mais elle allie également la réutilisation des matériaux d'enquête réunis sur la Côte-d'Ivoire et une recherche théorique portant sur les outils conceptuels et méthodologiques de l'anthropologie industrielle et urbaine.

Région précocement touchée par les restructurations industrielles et les mutations de l'emploi, l'ex-bassin minier du Nord de la France apparaît comme l'une des régions les plus révélatrices des

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

transformations économiques et politiques actuelles. Une petite ville (environ 15 000 habitants) y a été choisie comme terrain d'enquête en raison d'une particularité qui en fait un cas d'étude significatif : la municipalité, dominée par une majorité communiste stable, dispose d'une zone industrielle active, dont la mise en place a été amorcée dès la fin des années 1960 dans le but d'assurer du travail à ses habitants par-delà la fermeture programmée des houillères. Trente ans plus tard, si cet objectif n'a pas été atteint (le taux de chômage, environ 20% de la population active, est semblable à celui de l'ensemble de l'agglomération lensoise), le niveau élevé des taxes professionnelles fait de cette commune l'une des plus prospères de l'agglomération : ses capacités d'intervention (au niveau financier) sont d'autant plus importantes que ses ressources propres lui ouvrent des possibilités de contractualisation avec les institutions de l'Etat (de la région, du département, de l'Europe). Dans ce contexte local, la recherche tente de comprendre les logiques d'implication des acteurs dans la vie collective, associative et politique ; les relations qu'ils instaurent entre eux, les liens entre les différentes sphères d'intervention : en premier lieu, stratégies et dispositifs des politiques municipales (dans les domaines économiques, de l'assistance, de l'aménagement urbain, de la scolarisation et de l'enfance, etc.) mais aussi formes de militantisme (parti communiste), activités associatives, culturelles et sportives, engagements religieux, animations de quartier, organisation caritatives, jumelages, etc. On vise de la sorte :

- à faire apparaître l'évolution dans le temps des lignes de clivage (politique, religieux, socio-professionnels) entre les divers quartiers (notamment les cités minières et le bourg préexistant à l'activité charbonnière), entre les communautés ethnoculturelles liées aux vagues de migration successives (polonais, algériens et marocains, etc).
- à appréhender les implications réciproques des transformations du rapport à l'économique et du rapport au politique : une continuité politique apparente (la stabilité du parti communiste dont l'implantation est historiquement liée à l'activité syndicale minière masque une quasi-disparition des formes d'action et d'organisation qui lui étaient liées) contraste ici avec un changement radical des conditions d'emploi, opéré en l'espace d'une génération ; cette double transformation est à mettre en relation avec la désaffection des obédiences catholiques (locale et polonaise) qui contraste avec une pratique musulmane plus affirmée.
- à comprendre comment les transformations économiques et politiques d'échelle nationale et internationale font sens dans cette configuration locale des rapport sociaux et contribuent à en façonner les dynamiques internes.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

BAZIN L. & SELIM M. : *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, L'Harmattan, coll. Anthropologie critique (à paraître en fév. 2001).

Articles dans des revues avec Comité de lecture

BAZIN L. : « Actualité ethnologique des phénomènes industriels. Une perspective programmatique », *L'Homme et la société*, 138, 3, oct.-déc. 2000 : 105-122.

BAZIN L., MENDES-LEITE R. & QUIMINAL C. : « Déclinaisons anthropologiques des sexualités », *Journal des anthropologues*, 82-83, 2000 : 9-24.

BAZIN L. & SELIM M. : « Quelques occurrences économiques en anthropologie », *Socio-anthropologie*, 7, 2000 : 5-31.

BAZIN L., BOURDARIAS F. & SELIM M. : « Hégémonie du marché et extension capitaliste. Occultation ou problématisation », *Journal des anthropologues*, 77-78, 1999 : 9-17.

BAZIN L. & SELIM M. : « Mimes et pantomimes du marché », *Histoire et anthropologie*, 21, à paraître en avril 2001.

BAZIN L. : « De l'entreprise au marché en anthropologie : parcours et questions », *Histoire et anthropologie*, 21, à paraître en avril 2001.

Communications

BAZIN L. , « Mondialisation et articulations du politique dans l'entreprise. Réflexions à partir de la Côte-d'Ivoire », Communication au colloque international « Une société monde ? », AISLF, Québec, 3-7 juillet 2000.

BAZIN L. , « Une brève histoire de l'anthropologie de l'entreprise », Communication au colloque « Anthropologie du XXI^e siècle : projets et perspectives », 21^e congrès du GALF (Groupement des anthropologistes de langue française), Sinaia, Roumanie, 4-7 nov. 1999.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

BAZIN L. , « L'anthropologie sociale face à la globalisation : Considérations générales et exemple la Côte-d'Ivoire ». Communication au colloque « Anthropologie du XXIe siècle : projets et perspectives », 21e congrès du GALF (Groupement des anthropologues de langue française), Sinaia, Roumanie, 4-7 nov. 1999.

1.1.2.I LES MUTATIONS DES SERVICES PUBLICS : APPROCHES PLURIDISCIPLINAIRES (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheurs

CLERSE : Lise DEMAILLY (PR)

CRAPS : Gérard MARCOU (PR)

Objet, méthode, résultats

Les services publics sont aujourd’hui au centre des débats et des discours. Le service public est une valeur de référence associée à la constitution de l’Etat républicain, au début de la IIIème République, et il est aussi devenu une notion essentielle du droit public français. L’évolution des missions de l’Etat et de ses modes d’organisation et d’action est pour cette raison abordée au travers de ses répercussions sur les services publics, soit pour y voir une remise en cause, soit, moins souvent, comme l’occasion d’une évolution nécessaire. Malgré l’invocation des références académiques, le débat prend ainsi un tour souvent idéologique.

Le séminaire qui a travaillé au sein de l’IFRESI à l’initiative du CLERSE et du CRAPS a voulu aborder ces questions importantes en écartant à la fois les approches essentialistes et les approches monographiques. On a cherché à identifier quelquesunes des manifestations générales mais concrètes des mutations qui affectent les services publics en général. Quatre thèmes ont ainsi été retenus : le contrat, l’évaluation, les professionnalités et la légitimité dans les services publics, et parfois plus généralement dans les modes de l’action publique. Ces quatre thèmes convoquent des approches disciplinaires multiples.

Alors que le contrat est une notion juridique par excellence, il est de plus en plus invoqué comme l’issue nécessaire d’une négociation, comme une manifestation de l’échange social ou politique. En fait, même du point de vue du droit civil, le contrat est une notion bien moins claire qu’il n’y paraît, des conceptions opposées s’affrontent : le droit doit-il privilégier la recherche de l’équilibre contractuel ou s’adapter à la multiplication des situations de dépendance ? Alors que les conceptions classiques du droit des contrats étaient fondées sur la pratique de contrats instantanés, la pratique des relations d’affaires donne de plus en plus d’importance à l’exécution du contrat et à l’évolution des relations contractuelles ; les obligations perdent de leur netteté, l’échange et la négociation se renouvellent de manière incessante.

Dans le domaine du droit administratif, qui sert de référence à l’hypothèse d’un droit des rapports de dépendance en droit privé, le contrat obéit à une conception inégalitaire qui trouve sa justification dans l’intérêt général dont l’administration est la gardienne. Le service public est le critère fondamental du contrat administratif. Aujourd’hui, cependant, ce qui fait l’attrait du contrat dans l’évolution des modes d’action et de fonctionnement de l’administration et des services publics, c’est en fait la représentation mythique du contrat, celle qui invoque l’accord de volontés, la formalisation de l’accord et sa sanctification. Dans les domaines classiques de l’application du droit des contrats administratifs, c’est ce qui en faisait la spécificité qui pourrait bientôt être menacé par les implications de l’internationalisation des rapports économiques (internationalisation des contrats et recours à l’arbitrage).

Dans les domaines nouveaux où l’on a recours au contrat la production de l’accord est plus importante que les obligations qui en résultent. Le contrat ne vaut que par la négociation qui y conduit et qui a pour objet de construire un consensus, de produire de l’adhésion, et d’en formaliser les termes. C’est ce que l’on observe en particulier dans les contrats internes qui accompagnent ou

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

instrumentalisent de nouveaux modes de gestion, et dont la portée juridique est incertaine, mais également sans doute secondaire. On le voit dans bien dans la politique de contractualisation poursuivie par le ministère de l'Education nationale.

L'évaluation n'est pas sans rapport avec le contrat. Elle s'oppose au contrôle, attaché à la figure de la hiérarchie dans la mesure où il comporte un mécanisme de sanction. Dans l'Education nationale, on voit bien que l'évaluation s'oppose au contrôle dans la mesure où l'on avait mis en avant la volonté de permettre aux établissements de s'autoévaluer, afin d'améliorer leur « performance ». C'est donc une démarche fondée sur une mobilisation, la participation des intéressés et la construction, là encore, d'un accord. L'évaluation a été en fait le sous-produit d'une opération d'audit impulsée par la hiérarchie, mais la limite, qui révèle le primat de la recherche de l'accord, c'est l'absence de définition du produit évalué, ce qui renvoie à la finalité de l'évaluation. Est-ce de changer les choses, comme le veut l'approche normative de l'évaluation ? Si l'évaluation n'est possible que sur la base d'un consensus, peut-elle avoir un produit qui remette en cause ce consensus ? Cette question résume toute la difficulté pour le droit de saisir l'évaluation. Elle porte à la fois sur la norme de référence et sur les suites de l'évaluation. En même temps, la pratique et la fonction des juridictions financières permettent de penser que ce problème n'est pas nouveau, mais l'évaluation ne comporte pas nécessairement le statut et l'autorité qui s'attachent aux observations des juridictions financières ; le propre de l'évaluation est de recevoir l'adhésion de ceux qui sont évalués.

Les mutations des services publics se retrouvent aussi dans les professionnalités qui se sont construites au sein des services publics et sur la base des principes qui les fondent. La confrontation des travailleurs des services sociaux avec de nouvelles contraintes de gestion pose le problème de la prise en compte de certaines dimensions de leur activité qui ne se laissent pas aisément décrire par des chiffres et des coûts, que les intéressés doivent cependant justifier. En même temps, l'identité professionnelle que révèle le fonctionnement de ces services paraît assez indifférente à l'hétérogénéité des statuts ; bien plus importante paraît la nature de la formation initiale.

Enfin, l'évolution des modes de gestion des services publics, l'introduction des formes contractuelles d'organisation des tâches et l'évaluation remettent en cause des modes traditionnels de légitimité. La légitimité tend à devenir concrète ; il ne suffit plus de se référer au service public, même si la valeur mobilisatrice du thème demeure dans une certaine mesure. Elle doit se construire sur la capacité des institutions et des professions à reconstruire sans cesse la légitimité de leur action au service du bien public. La contrainte économique et le déclin de l'emprise de l'Etat nation sur la représentation collective l'imposent. Il se peut que cette adaptation permette de réduire les manifestations de clientélisme qui s'introduisent dans les interstices de l'Etat démocratique et qui en contredisent les principes.

La confrontation des disciplines de sciences humaines montre qu'elles ne peuvent adopter des définitions communes pour des réalités qu'elles appréhendent au travers de problématiques différentes et qui leur sont propres, même lorsque ces réalités sont identiques. Mais elle permet à chaque discipline de mieux percevoir les limites de son objet, par rapport à la réalité empirique.

Partenaires et financement

Conseil régional, dans le cadre de la deuxième tranche du contrat de plan Etat-Région 1994-1998

Publications issues de l'opération

rapport de recherche IFRESI, septembre 1998, 144 p. (à partir du séminaire CLERSE-CRAPS, 1997-1998)

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

1.1.3 Entrées disciplinaires (fiches des opérations)

1.1.3.A SOCIOLOGIE ECONOMIQUE (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Bernard CONVERT (CR), Johan HEILBRON (CR)

Objet, méthode, résultats

L'opération de recherche comporte deux volets, l'un consacré à l'histoire et la sociologie de la sociologie économique contemporaine, l'autre à des études empiriques entamées sur ce thème.

Sur le premier volet, il s'agissait de compléter les recensions (en particulier celles de Richard Swedberg et de Philippe Steiner), par une analyse historique et sociologique de ce nouveau sous-champ disciplinaire. L'étude repose principalement sur l'analyse de la biographie intellectuelle d'une trentaine d'auteurs constituant les "key-people" de cette renaissance : curriculum vitae, liste des publications, interviews, questionnaires par e-mail, auxquels s'ajoute une analyse des inter-citations (par les logiciels d'analyse de réseaux) à partir du *Social Science Citation Index*.

Elle met en évidence trois courants :

1) Le courant d'analyse de réseaux, composé à son tour de deux grandes filiations :

- l'école Harvard-Stony Brook : elle traduit l'influence de Harrison White au travers du travail de Mark Granovetter et Michael Schwartz, qui ont développé à l'Université de Stony Brook, chacun à leur manière, l'application de l'analyse des réseaux sociaux à la sociologie économique ;

- l'école de Chicago, représentée par Ronald Burt, élève de E. Laumann, propose une approche beaucoup plus formelle des réseaux et de leurs effets sur le rendement de différents types de capitaux.

2) Le courant théorie des organisations. S'il est moins centré sur une université particulière, on y relève tout de même le rôle de Wisconsin, avec les travaux pionniers du sociologue marxiste M. Zeitlin sur la controverse owners-managers et des auteurs comme R. Friedland, N. Fligstein, E. Olin Wright, ainsi que celle de l'école wébérienne de Californie (N. Biggart, G. Hamilton...). Ces travaux ont en commun une mise en perspective critique des modèles dominants de la firme et de son évolution inspirées de l'économie néo-institutionnaliste (Williamson) ou de la "business history" (Chandler). Cette mise en perspective se traduit soit par la description de formes organisationnelles différentes du modèle de la firme intégrée multidivisionnelle (A. Stinchcombe, C. Perrow, N. Biggart, G. Hamilton, M. Lazerson...), soit par la construction de modèles d'explications alternatifs au modèle économique : Charles Perrow, Neil Fligstein, et le courant "néo-institutionnaliste" en théorie des organisations (J. Meyer, W. Powell, P. DiMaggio...)

3) Le courant historique et culturel. Ce courant est composé d'auteurs relativement indépendants les uns des autres (V. Zelizer, P. DiMaggio, C. Smith, M. Abolafia...), qui militent pour associer à la sociologie économique renaissante, les résultats de travaux sur la "culture de marché", issus de l'anthropologie ou de l'histoire sociale.

L'étude débouche sur un certain nombre d'hypothèses concernant les raisons de cette renaissance et les difficultés relatives de son institutionnalisation. La réemergence de ce champ aux Etats-Unis apparaît comme une réponse des sociologues issus des principales Universités américaines à un double défi, celui des mouvements intellectuels critiques des années 70 (marxisme, féminisme, tiers-mondisme...) et celui de l'invasion des modèles économiques dans les autres sciences sociales. Quant aux retards de son institutionnalisation, elle tient selon nous, à un effet de "brain-drain" de la sociologie vers des carrières de managing et de consultants.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

Le second volet concerne des études empiriques sur le thème de la sociologie économique, certaines à peine entamées, d'autres plus avancées

Bernard Convert a commencé une recherche sur *la garde des enfants et ses marchés* dans une démarche inspirée de Viviana Zelizer (*Pricing the Priceless Child*), consistant à travailler sur un objet aux marges de l'affectif et de l'économique. Plusieurs pistes ont été explorées : une approche socio-historique de l'évolution de l'offre de garde dans le département du Nord depuis le début du siècle dernier : gardeuses, nourrices, salles d'asile, crèches, chambres d'allaitement, assistantes maternelles ; une approche sociologique du métier d'assistante maternelle ; une analyse des acteurs de la garde (PMI, CAF, municipalités, institutions de garde...), de leur politique, ainsi que du financement collectif et individuel de la garde. Bernard Convert a également commencé un travail sur la sociologie du secteur de la grande distribution. Un accent particulier est mis sur la sociologie du patronat ainsi que sur les formes des liens intra-organisationnels ("solidarité familiale" (Mulliez), forme collégiale (Intermarché), etc...) et inter-organisationnels (relation aux fournisseurs).

Retenant des travaux plus anciens, Johan Heilbron a continué des travaux sur le marché des spectacles sportifs et sur le marché mondial des traductions. Sur les spectacles sportifs, il a étudié plus particulièrement l'émergence et la diffusion d'un nouveau type de combat, presque sans règles, les *ultimate fighting championships*. Sur le deuxième thème, il a analysé les échanges internationaux en terme de traductions d'ouvrages. Il propose un modèle explicatif faisant intervenir deux dimensions : le degré de centralité des pays dans le système mondial et la taille du marché national.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

HEILBRON Johan, (1997), "Traductions et échanges culturels transnationaux: notes sur le système mondial de traduction", in Donald Broady, Natalia Chmatko et Monique de Saint Martin (éd.), *Formation des élites et culture transnationale*, Paris : Maison des Sciences de l'homme/Uppsala : SEC, pp. 337-349.

HEILBRON Johan (2000), "Traductions et communications européennes", in F. Durand-Bogaert et Y. Hersant (éd), *L'homme européen* (sous presse).

Articles de revue

CONVERT Bernard, (2001) "Le renouveau de la sociologie économique", *Journal des Anthropologues*, n°84.

CONVERT Bernard, (2000), Compte-rendu du livre de P. Bourdieu, "Les Structures Sociales de l'Economie", *Economic Sociology European Electronic Newsletter*, Volume 2, Number 1, pp 14-16.

HEILBRON Johan et van BOTTENBURG Maarten, (1998), "Wat je ziet ben je zelf", *Amsterdams sociologisch tijdschrift*, 25 (1), pp. 23-24.

HEILBRON Johan et van BOTTENBURG Maarten (1997), "Kooivechten: over ontsporting en commercialisering van het wedstrijdvechten", *Amsterdams sociologisch tijdschrift*, 24 (3/4), pp. 375-398.

HEILBRON Johan (1999), "Towards a Sociology of Translation: Book Translations as a Cultural World-System", *European Journal of Social Theory*, 2 (4), pp. 429-444.

Communications

CONVERT Bernard, HEILBRON Johan (1999), *Reinventing Economic Sociology*, Communication à la 4th European Conference of Sociology, Amsterdam, August.

CONVERT Bernard (2000), *Les grands courants de la sociologie économique actuelle*, Communication à la Journée de L'Association Française des Anthropologues, "Anthropologie et économie", Paris, Juin.

CONVERT Bernard, HEILBRON Johan (1999), *La "nouvelle sociologie économique" : construction d'un champ de recherche*, Communication aux Journées de l'IFRESI, Lille, Avril.

CONVERT Bernard, (2000) *Economic Dispositions and Firm Policies*, Communication à la Conference «Economic Sociology at the Edge of 3d Millennium», Moscow, Russia, 14-15 January 2000.

CONVERT Bernard, (2000) *Dispositions économiques et stratégies d'entreprises : le cas des Mulliez*, Séminaire de Sociologie Economique, EHESS, Paris, 31 Octobre.

HEILBRON Johan (2000), *Economic Sociology in France*, Communication au colloque de Sociologie Economique de Stockholm, Département de sociologie, Université de Stockholm, 2-3 Juin.

HEILBRON, Johan (2000), *La nouvelle sociologie économique aux Etats-Unis*, Centre de sociologie européenne, Paris, 15 Mai.

1. Transformations des activités économiques

1.1 Transformation des activités : tendances, éléments structurels, cadre d'analyse

HEILBRON Johan (1997), "Le réseau mondial de traduction: un aspect de la société transnationale", Collège de France, Paris, le 26 novembre.

HEILBRON Johan (1997), "The brutalization of fighting contests", l'Académie royale des sciences, Amsterdam, 20 décembre.

HEILBRON Johan (1998), "La crise de l'autonomie artistique et de l'avant-garde", Colloque sur l'enseignement professionnel des arts, Amsterdam, janvier.

HEILBRON Johan, (1998) "The Vernacular Millenium", Colloque international, SCASSS, Uppsala, Suède, 13-16 juin.

HEILBRON Johan (1998), "Translations as a cultural world system", Congrès de l'Association internationale pour l'étude empirique de la littérature, 26-29 août.

HEILBRON Johan (1998), "Echanges économiques et relations personnelles", Paris, Ecole normale supérieure, 29 janvier.

HEILBRON Johan (2000), "La commercialisation des combats libres", Ecole normale supérieure, Paris, 27 mars.

1.1.3.B LA SOCIOLOGIE ANGLOPHONE : SOURCES ET DEVELOPPEMENTS (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSÉ : Sylvie ENGRAND (IE)

Équipe extérieure : Michèle LECLERC-OLIVE (responsable scientifique, CR, CEMS), Cécile SOUDAN (IE, GRH), Michèle LHOMME (professeur agrégé d'allemand)

Objet, méthode, résultats

À l'issue d'une première expérience de traduction de textes scientifiques américains (deux chapitres du livre de E. C. Hughes, *Men and their Work*, publiés en 1996 dans un ouvrage collectif sous la direction de J. C. Chapoulie), un nouveau groupe de travail s'est constitué, en 1997, autour de deux projets.

Le premier, en voie d'achèvement (deux publications sont en cours), a pour objet la traduction de deux articles de M. Lynch (professeur de sociologie à l'université Cornell d'Itacha, USA) sur la manière dont les tenants de deux courants de la sociologie anglophone - l'ethnométhodologie et la sociologie de la connaissance scientifique - lisent, s'approprient et se disputent la pensée de Wittgenstein dans leurs analyses de la pratique scientifique.

Le second s'est focalisé sur les travaux de G. H. Mead sur le temps. La traduction d'une sélection de ses écrits sur ce thème s'accompagne de celle d'un chapitre de l'ouvrage que H. Joas (professeur de sociologie à l'Université Libre de Berlin) a rédigé sur la pensée de Mead : « Temporalité et intersubjectivité chez Mead ».

Outre l'approfondissement de la compréhension des racines de certains courants actuels de la sociologie anglophone, ces deux chantiers ont été l'occasion de nouer des contacts scientifiques avec un chercheur américain et un chercheur allemand.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SOUDAN Cécile, traduction de Michael Lynch, « Après Wittgenstein : le tournant de l'épistémologie à la sociologie des sciences », dans M. de Fornal, A. Ogien, L. Quéré (dir.), *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, à paraître en janvier 2001.

Article de revue

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SOUDAN Cécile, traduction de Michael Lynch, « Wittgenstein, règles et épistémologie », Revue du Collège International de Philosophie, *Rue Descartes*, à paraître en février 2001.

1.2. D'UNE SOCIETE DE SERVICES A LA SOCIETE DE L'INFORMATION

LES OPERATIONS DE RECHERCHE CONCERNEES PAR LE THEME 1.2

1.2.1. – Le développement des activités de service

- 1.2.1.A – Les performances économiques et sociales dans et par les services, la conceptualisation des services et de leurs produits
- 1.2.1.B – Les « mondes » des services : logiques sectorielles de structuration et de régulation des services et des marchés des services
- 1.2.1.C – L'innovation dans et par les services et la « nouvelle économie »
- 1.2.1.D – L'emploi dans les services : approches nationales et internationales

1.2.2. – Le développement de la société de l'information

- 1.2.2.A – Technologies informationnelles et dynamiques des sociétés contemporaines

PRESENTATION DES OPERATIONS PARTICIPANT AU THEME 1.2 (D'UNE SOCIETE DE SERVICES A UNE SOCIETE DE L'INFORMATION)

On considère souvent que l'un des indicateurs de la transformation des sociétés industrielles réside dans le changement de la nature des activités et de la part relative des différents secteurs dans l'ensemble des activités productives. En ce sens, le développement des activités de service a été annoncé, depuis déjà plusieurs décennies, comme particulièrement révélateur d'une profonde mutation du système économique.

Fort logiquement, l'analyse de ce type d'activités, combinant réflexion théorique et investigations empiriques, constitue l'une des dominantes des opérations de recherche de l'Ifrési. Les travaux menés sur ce sujet le sont cependant avec la volonté de procéder à des analyses suffisamment fines pour contribuer utilement au débat sur l'interprétation qu'il convient de donner au développement de ces activités, en termes post industriels ou néo-industriels. Cette interprétation ne va, en effet, pas de soi dès lors que l'on ne cède pas d'emblée aux discours généraux et englobants qui tendent à méconnaître le caractère hétérogène de la catégorie « activités de service » et le fait que leur conception, leur gestion ou les logiques organisationnelles qui les sous-tendent et les animent peuvent tout autant emprunter au mode industriel qu'à d'autres.

Au cours de la dernière période, cette tradition de recherche de l'Ifrési sur les activités de service s'est maintenue. Sur la base du prolongement d'opérations antérieures et du développement d'opérations nouvelles, plusieurs questions fondamentales relatives à ces activités bénéficient ainsi d'approfondissements significatifs.

Tout d'abord, la question de la conceptualisation des services et de leurs produits, dont J. Gadrey, F. Gallouj, E. Ghillaert et T. Ribault montrent, en s'appuyant sur une démarche inductive de longue durée, la diversité des conceptions possibles et débouchent sur une nouvelle définition générale des services compatibles avec l'existence de plusieurs logiques de recours. La variété des logiques sectorielles de structuration et de régulation des services et des marchés de services est ensuite explorée par P. Cuvelier, C. Delfini, J. Gadrey et F. Horn, lesquels procèdent à l'analyse de trois secteurs originaux (tourisme, logiciels, agences pour l'emploi). Cette analyse fournit une vision enrichie de la théorie des « mondes de production », des modes de « régulation » et des « conventions » qui caractérisent le travail et les échanges dans des activités très éloignées de l'industrie, base sectorielle traditionnelle d'élaboration de ces corpus théoriques.

Avec les travaux de F. Djellal, J. Gadrey, C. Gallouj, F. Gallouj, A. Hamdouch, C. Merlin et E. Torrès, c'est la question de l'innovation dans et par les services qui est explorée. Cette question est le plus souvent absente des débats, l'idée générale étant que les services n'innovent pas ou qu'ils se contentent d'adopter des innovations technologiques produites dans l'industrie. Une telle méconnaissance de l'innovation dans les services n'est pas étrangère au système de représentation théorique mais aussi profane, encore dominant, qui produit l'image d'une structure économique centrée sur l'industrie et la production matérielle et qui relègue les services et les fonctions des services à la périphérie. Dans une économie dominée par les services, cette méconnaissance est pourtant paradoxale. Les travaux réalisés à l'Ifrési sur cette question jettent les bases d'une théorie de l'innovation dans les services, prenant en compte leur spécificité, et en donnent des illustrations empiriques.

Le thème de l'emploi dans les services a également retenu l'attention, notamment dans une perspective de comparaisons internationales mobilisant les cas de la France, des Etats-Unis et du Japon. Les travaux correspondants, qui ont exigé de lourds investissements de terrain, s'appuient sur des méthodes de nature socio-économique qui permettent d'aller plus loin dans l'interprétation des différences entre pays en situant les variables économiques et les catégories de la segmentation du travail dans leur contexte « sociétal » respectif.

Enfin, les liens entre le développement des activités tertiaires supérieures et les dynamiques spatiales et économiques des métropoles régionales françaises sont explorés par H. Farcy. Ce travail, qui permet au passage d'examiner le nouveau comportement des entreprises face au territoire et d'étudier l'apparition de « villes globales » et des réseaux de villes, propose une théorisation du rôle

du tertiaire dans la structure du système urbain et examine le rôle des services aux entreprises dans l'économie urbaine.

Si la recherche sur les activités de service constitue ainsi une sorte de passage obligé dans l'analyse des transformations des sociétés, il en est de même pour tout ce qui touche au développement d'une société de l'information, laquelle n'est évidemment pas sans lien avec la question des services. Comme pour l'interprétation du développement de ces derniers, la question d'une transition vers une société de l'information mérite que soit engagé un programme de recherche de nature pluridisciplinaire affirmant un point de vue de sciences sociales, propre à faire la part des choses entre le caractère mythique et la part de vérité des discours qui sont tenus à son propos (comme pour la thématique de la « nouvelle économie » abordée dans le cadre des recherches sur l'innovation dans et par les services). Le questionnement général abordé dans ce programme est sous-tendu par l'élément moteur ou porteur de potentialités multiples que constituent les nouvelles technologies de l'information et de la communication. En tout état de cause, le développement de ces nouvelles technologies est porteur de changements de maints aspects de la vie sociale et sollicité par ceux-ci. Changements dans l'organisation des activités économiques (qu'elles soient de nature manufacturière ou de service) puisque les technologies de l'information modifient les données et les frontières des jeux concurrentiels entre firmes en donnant naissance à des marchés spatialement élargis et temporellement proches, contribuent à reconfigurer des secteurs ou des filières d'activité, transforment l'environnement de travail et les compétences attendues des personnels des entreprises, modifient les données du problème de la structuration des organisations de façon générale. Changements également de multiples dimensions de la société, qui ressortissent à ses fondements institutionnels, qu'il s'agisse du domaine de l'éducation, de la conception et de la délivrance de nombreux services sociaux comme ceux qui sont relatifs à la santé, des loisirs, de la qualité de la vie en général. Le rythme croissant de la production et de l'utilisation de l'information et des connaissances interagit avec le développement de ces technologies. Il constitue l'un des aspects essentiels de la transformation en cours des sociétés industrielles ; la question se pose d'ailleurs dans le débat scientifique de savoir s'il s'agit d'une nouvelle révolution industrielle ou de l'avènement d'une ère de l'information intégrant l'héritage des modèles industriels en les dépassant. Pour traiter ces questions, un programme de recherche mobilisant économistes, gestionnaires, spécialistes de sciences de l'information et de la communication, juristes, a été conçu et lancé dans les derniers mois de l'année 2000. Composé d'un ensemble d'opérations bien déterminées, il se déploiera sur les deux années à venir.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

1.2.1. Le développement des activités de services (fiches des opérations)

1.2.1.A LES PERFORMANCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DANS ET PAR LES SERVICES, LA CONCEPTUALISATION DES SERVICES ET DE LEURS PRODUITS (OPERATION EN CPURS)

Chercheur

CLERSE : GADREY Jean (PR), GALLOUJ Faïz (MC) , GHILLEBAERT Edwige, RIBAULT Thierry (MC).

Objet, méthode, résultats

La majorité des recherches menées sous cet intitulé prolongent plusieurs années de travaux sur la thématique de la pluralité des registres de performances, largement liée à la diversité des conceptions possibles du "produit" de nombreux services. Depuis 1997, les chercheurs concernés se sont intéressés plus particulièrement aux performances des services publics, en allant jusqu'à tenter de caractériser en termes "réels", et de mesurer en termes monétaires, les coûts de production de la "valeur ajoutée d'intérêt général" produite par ces services. Le principal terrain d'observation et de mesure a été La Poste, dans le cadre d'un partenariat de longue durée (4 ans) avec cette entreprise. Cette approche en partie inductive s'est ensuite insérée dans une réévaluation plus théorique des notions de service public et de "service universel".

Parallèlement, un travail statistique de longue période, relevant de l'histoire économique, était mené (1998-2000) sur l'histoire de la productivité à La Poste depuis 1970, faisant apparaître une forte inflexion à la hausse des indicateurs retenus à partir de 1983. Une analyse technique et politique de ce tournant a révélé les déterminants principaux.

Enfin, sur un double plan théorique et méthodologique, deux grands débats ont été abordés. En premier lieu, un réexamen des définitions respectives des biens et des services, qui font, depuis plus de deux siècles, l'objet de débats parmi les économistes, a été entrepris. L'article correspondant, publié par la *Review of Income and Wealth*, contient une réflexion critique sur les solutions actuellement adoptées, et propose une nouvelle définition générale des services, compatible avec l'existence de plusieurs logiques de recours. En second lieu, la question des incertitudes de l'indice des prix à la consommation, relancée avec éclat aux Etats-Unis par la "Commission Boskin", a été interprétée non pas principalement comme une question méthodologique, qui pourrait trouver des solutions dans les cadres existants de la comptabilité nationale, mais comme une "question de paradigme", que peuvent éclairer les travaux sur les limites des notions usuelles de produit, de croissance, et de productivité dans les services.

Publications issues de l'opération

Articles

GADREY Jean, 1997, Service universel, service d'intérêt général, service public : un éclairage à partir du cas des télécommunications et du secteur postal, *Politiques et Management public*, juin, p. 43-72.

GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, 1997, Analyser les prestations de cohésion sociale "hors cadre" des services publics et leur coût, *Politiques et management public*, , vol. 15, n°4, décembre, p. 119-144.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, 1998, The Provider-Customer Interface in Business and Professional Services, *The Service Industries Journal*, Avril, p. 1-15.

GADREY Jean, 1998, Produit et productivité : la remise en cause des indicateurs traditionnels, *Cahiers français*, n° 286, La Documentation Française, p. 29-34.

GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, 1998, Formes et coûts de la production de cohésion sociale dans les relations de service public, *Lien social et politiques*, n° 40, hiver.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

- GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz., 1998, Les relations de guichet à La Poste, *Collection de la Mission de la Recherche de La Poste*, p. 4-18.
- GADREY Jean, 1999, Les incertitudes de l'indice des prix à la consommation : question de méthode ou question de paradigme ? *Economie Appliquée*, tome LII, 1999, n° 1, p. 151-175.
- GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, 1999, Formes et coûts de la production de cohésion sociale dans les relations de service public : le cas des guichets à La Poste, *Liens social et politiques-Revue internationale d'action communautaire*, 40, automne, p. 75-87.
- GADREY Jean, 2000, Compter ce qui compte : les exemples de la distribution et de l'hôpital en France et aux Etats-Unis, in : D. Kaisergruber et J. Landrieu (éds), *Tout n'est pas économique*, L'Aube Editions, p. 67-85.
- GADREY Jean, 2000, The characterization of goods and services: an alternative approach, *Review of Income and Wealth*, Series 46, N° 3, September.
- GALLOUJ Camal, 1997, Asymmetry of information and the service relationship : selection and evaluation of the service provider, *International Journal of Service Industry Management*, vol 8, N°1
- GALLOUJ Faïz, 1999, Qu'est-ce qu'un CRSF (centre régional de services financiers) performant ? *Collection de la Mission de la Recherche de La Poste*, p.7-18.
- GALLOUJ Faïz, GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, 1999, La construction sociale du produit financier postal, *Annales de l'économie publique sociale et coopérative*, vol. 70, n° 3, septembre.

Rapports de recherche

- GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, DEVETTER Xavier, DUPLAA Delphine, 1997, *Valeur ajoutée et coût des " prestations sociales " de La Poste*, rapport pour la direction de la stratégie (Mission recherche) de La Poste.
- GADREY Jean, 2000, La productivité du travail à La Poste, 1970-1998, Rapport pour la Mission de la Recherche de La Poste, 110 p.
- GALLOUJ Faïz, GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, 1997, *La construction sociale du produit financier postal*, Communication aux cinquièmes journées de l'IFRESI, 20-21 mars.
- GALLOUJ Faïz, 1998, *Qu'est-ce qu'un CRSF performant ?* Séminaire sur la thématique de la performance, " Les mercredis de La Poste ", 29 octobre, Paris.
- GALLOUJ Faïz, 1999, *Evaluer et comparer les performances des établissements postaux : la méthode de l'arbre de performance en question*, Clercé, Université de Lille I, Rapport de recherche pour la mission de la recherche de La Poste, novembre.
- RIBAULT Thierry, 1998, La poste au Japon, Etude pour la Mission Recherche de La Poste, 101 p., novembre.
- RIBAULT Thierry, 1999, Les bureaux de poste au Japon : deux études de cas, Etude pour la Mission Recherche de La Poste, 70p, décembre.

1.2.1.B LES "MONDES" DES SERVICES : LOGIQUES SECTORIELLES DE STRUCTURATION ET DE REGULATION DES SERVICES ET DES MARCHES DES SERVICES (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

CLERSE : CUVELIER Pascal (PRAG), DELFINI Corrado,, GADREY Jean (PR), HORN François (PRCE).

Objet, méthode, résultats

Dans trois secteurs originaux, des recherches ont été engagées qui ont pour point commun d'analyser des transactions, des marchés et des modes de production de services dont les règles sont floues, multiples et concurrentes. Il s'agit des "mondes de production du tourisme", des "mondes du logiciel" et des "économies de la grandeur" des agences pour l'emploi. Ces travaux fournissent une vision enrichie de la théorie des "mondes de production", des modes de "régulation" et des "conventions" qui caractérisent le travail et les échanges dans des activités très éloignées de l'industrie, base sectorielle traditionnelle d'élaboration de ces corpus théoriques.

Pascal Cuvelier a pour sa part soutenu en décembre 1997 une thèse portant sur " les mondes du tourisme ", sur la base d'un effort de théorisation socio-économique dans un champ jusqu'ici peu habitué à cette exigence. Ce travail a été valorisé sous diverses formes, et en particulier par la publication d'un ouvrage de synthèse. Il se poursuit actuellement par l'analyse de certaines formes touristiques comme le tourisme urbain (objet d'un ouvrage à paraître), et le tourisme industriel.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

François Horn a soutenu en décembre 2000, une thèse sur "l'économie du logiciel", faisant suite à plusieurs publications sur le sujet. Ce secteur se caractérise par une diversification croissante - dont une des manifestations est la place prise par les logiciels libres développés dans une optique non marchande - et par l'existence de trois questions critiques (manque de fiabilité des logiciels produits, relative inadaptation aux besoins des utilisateurs, et évolution jugée insuffisante de la productivité dans la production des logiciels). L'explication proposée est que l'économie du logiciel est constituée de quatre mondes de production différents, ce qui permet également d'analyser les évolutions de cette économie.

Corrado Delfini a mené des recherches portant sur l'évaluation des services produits par l'ANPE. Ces recherches se sont orientées dans trois directions : d'abord, un examen sur la période récente de l'évolution de la productivité du travail, permettant de tester la pertinence de cet indicateur pour repérer les stratégies de rationalisation de l'activité, mais aussi ses limites dans la prise en compte de l'intensité et de la qualité du service fourni. Ensuite, une recherche plus approfondie sur les services délivrés aux demandeurs d'emploi. Des prestations spécifiques délivrées aux chômeurs les plus éloignés de l'emploi ont été mises en lumière. Cette dimension "civique" des produits enrichit l'évaluation des performances de l'ANPE. Enfin, une évaluation des relations avec les entreprises. L'analyse du traitement de l'offre d'emploi à l'ANPE (qui a donné lieu à une publication dans *Travail et Emploi*) a permis d'éclairer des logiques différencierées d'intermédiation entre les offres et les demandes d'emploi, non prises en compte dans les critères de performances habituels de l'Agence.

Publications issues de l'opération

Ouvrages

- CUVELIER Pascal, 1998, *Anciennes et nouvelles formes de tourisme, une approche socio-économique*, Paris, L'Harmattan, Collection Tourismes et Sociétés.
CUVELIER Pascal, 2000, *La ville, renaissance et invention d'un objet touristique*, Freville.
GADREY Jean, MARTINELLI Flavia, 2000, *L'economia dei servizi*, Bologna, Il Mulino.
GADREY Jean, DELAUNAY Jean-Claude, *Les services dans la pensée économique*, traduction et adaptation en japonais par Masao Watanabe, Tokyo, 2000, 230 pages.

Contributions à des ouvrages collectifs

- CUVELIER Pascal, 1998, "L'émergence de nouveaux modèles de développements touristiques, le cas espagnol", *Socio-économie des territoires, expériences et théories*, sous la direction de Kerdjémil Boukhalfa et Hassan Zaoual, Paris, L'Harmattan.
CUVELIER Pascal, 2000, à paraître, "Le tourisme industriel, tentative de clarification conceptuelle" et "La visite d'entreprises : un éclairage Économique" in GIREST, *Le tourisme industriel, un objet en devenir*, Paris, L'Harmattan, Collection Tourismes et Sociétés.
GADREY Jean, 1998, La galaxie des services, in : J. Kergoat et alii (éds), *Le monde du travail*, La Découverte, Paris, p. 83-92.
HORN François, 1998, "Processus de standardisation et diversité de l'information fournie à l'aide de moyens informatiques", in A. Allain, G. Essama (éds.), *Libre échange et identité culturelle*, Presses Universitaires du Septentrion, Lille, pp. 135-150.

Articles

- DELFINI Corrado, DEMAZIERE Didier, 2000, Le traitement de l'offre d'emploi à l'ANPE : diversité des logiques d'intermédiation, *Travail et Emploi* n°81, Janvier.
GADREY Jean, 2000, Le tiers secteur comme objet d'étude : quel objet, quelles études ? *Sociologie du travail*, novembre.
GADREY Jean, 2001, Nouvel esprit du capitalisme et idéologie néo-libérale, *Sociologie du travail*, à paraître.
HORN François, 1999, "L'importance du logiciel libre dans l'amélioration de l'efficience des logiciels", *Terminal, Technologie de l'Information, Culture et Société*, n° 80-81 (spécial Logiciel Libre), Automne-Hiver, pp. 119-148.
HORN François, 2000, "La production des logiciels libres : un exemple d'alternative à la production marchande ?", *Alice, Revue de critique du temps* n° 3, pp. 63-78.
HORN François, 1999, "Diversité des informations traitées par des moyens informatiques, standardisation optimale et acteurs du processus de standardisation", *Communications et stratégies* n°33, pp. 85-117. (article repris dans la revue SOLARIS n°6, décembre 1999-janvier 2000, <http://www.info.unicaen.fr/bnum/jelec/Solaris/d06/>)

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

Communications

CUVELIER Pascal, 1997, *Le tourisme, une pratique ancienne mais une dimension caractéristique de la modernité*, Vème journée IFRESI, 20 et 21 mars.

CUVELIER Pascal, 1999, *Une socio-économie des pratiques touristiques*, Vème journée IFRESI, 21 et 22 avril.

HORN François, 1997, "Pluralité et dynamique des mondes de production : l'exemple de la production de logiciels", Vèmes journées IFRESI, volume 2, pp. 243-260.

HORN François, 1999, "L'importance des logiciels libres dans l'amélioration de l'efficience des logiciels et de leur processus de production", communication au colloque "Autour du Libre" organisé par l'ENST Bretagne, 25-27 janvier, 23 p.

HORN François, 1999, "L'analyse de l'évolution de l'informatique : la constitution successive de réseaux technico-économiques structurés par des standards", VIèmes journées IFRESI, volume 1, pp. 35-48.

HORN François, 2000, "La diversité de l'économie du logiciel : pluralité et dynamique de quatre mondes de production", Conférence internationale "Economie et socio-économie des services", Lille, Juin, 20 p.

Thèses

CUVELIER Pascal, 1997, *L'économie des pratiques touristiques*, Thèse de doctorat, Université de Lille I, 370 p.

HORN François, 2000, *L'économie du logiciel. Tome 1 : De l'économie de l'informatique à l'économie du logiciel. Tome 2 : De l'économie du logiciel à la socio-économie des "mondes de production" des logiciels*, Thèse de doctorat d'Economie Industrielle, Université de Lille I, 570 p.

1.2.1.C L'INNOVATION DANS ET PAR LES SERVICES ET LA "NOUVELLE ECONOMIE" (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Faridah DJELLAL (MC), Jean GADREY (PR), Camal GALLOUJ (MC), Faïz GALLOUJ (MC), Abdel HAMDOUCH (MC), Céline MERLIN (Doctorante), Emmanuel TORRES (MC)

Equipes extérieures :

- étrangères : TNO (Pays-Bas), PREST (Grande-Bretagne), STEP (Norvège), DIW (Allemagne), CSS (Italie),

CERES (Grèce), NUTEK (Suède), RUC (Danemark), CENTRIM (Grande-Bretagne).

- françaises : Michel Callon (CSI, Ecole des Mines de Paris), Olivier Weinstein (CREI, Université de Paris-Nord).

Objet, méthode, résultats

Cette opération de recherche réunit six membres du laboratoire et bénéficie d'un certain nombre de collaborations internationales. Elle prend appui sur plusieurs contrats de recherche financés par des institutions nationales et internationales (en particulier, la Commission européenne, Le Commissariat général du plan, le Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie).

La thématique des services dans leur rapport à l'innovation n'est pas nouvelle dans les travaux du laboratoire. Elle trouve sa justification dans le paradoxe suivant : les activités de services représentent désormais l'essentiel de nos richesses et de nos emplois, elles continuent pourtant d'être perçues négativement. En effet, après avoir été décrites comme des activités résiduelles, de faible productivité, de faible intensité capitaliste et de faible niveau de qualification, elles ont également été considérées comme peu innovantes. Dans nos travaux antérieurs, nous avons examiné ces mythes et leurs origines. L'innovation dans les services existe pourvu qu'on accepte l'idée qu'elle puisse éventuellement prendre des formes différentes (en particulier immatérielles) et s'organiser différemment. La conclusion n'est pas pour autant celle d'une opposition entre biens et services en matière d'innovation, mais celle de possibles enrichissements mutuels, dans un contexte de convergence caractérisé par des tendances inverses à la tertiarisation de l'industrie et à l'industrialisation des services.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

Cette réflexion initiale centrée sur la démonstration théorique et l'illustration empirique de l'existence de l'innovation dans les services et l'analyse de ses modes d'organisation s'est poursuivie dans cinq directions :

1) La synthèse des travaux du groupe et la proposition de pistes pour l'élaboration d'une théorie de l'innovation dans les services. Cette tentative amorcée dans le cadre d'un rapport effectué pour le Commissariat Général du Plan est poursuivie à travers la publication d'un ouvrage intitulé "Innovation in the Service Economy". La grille théorique proposée (qui permet de rendre compte de la diversité des formes de l'innovation dans les services et de leur dynamique) s'appuie sur l'usage d'une représentation lancastérienne du produit (adaptée aux services) associée à une grille conventionnaliste en termes de mondes de production.

2) L'exploitation de nouveaux terrains d'investigation et l'approfondissement de certaines thématiques. Ainsi, nos investigations empiriques se sont progressivement déplacées d'activités de service "purs" (en particulier le conseil) vers des activités de services intermédiaires (banque, assurance) puis des services dont une des principales fonctions est le traitement de la matière (La Poste dans sa composante courrier, le transport, le commerce et l'hôtellerie). Une place particulière est accordée à une réflexion théorique sur l'innovation dans les services publics, mais aussi à la production des laboratoires de recherche universitaires en particulier dans le domaine des activités écologiques et environnementales. Cet approfondissement sectoriel est accompagné d'un approfondissement thématique. Ainsi, par exemple, la question de la R-D dans les services est envisagée sous l'angle de la place qu'y occupent les sciences humaines et sociales.

3) La thématique du rôle des services dans l'innovation de leur client et plus généralement celle du traitement de l'information et de la connaissance dans les firmes de services intensives en connaissances (SIC). Les SIC peuvent être envisagés comme des organismes dont l'information et la connaissance sont à la fois l'input et l'output principal, et il est important sur le plan théorique de distinguer ce qui relève de l'activité routinière de traitement de la connaissance et ce qui relève de l'innovation. Cette réflexion, qui met en évidence les différents mécanismes élémentaires de traitement de la connaissance au sein des firmes de SIC (qu'il s'agisse de modifier les caractéristiques spatiales, la forme, l'étendue ou l'architecture des connaissances), conforte une conception de la firme comme "processeur de connaissances".

4) Des travaux méthodologiques. Ces travaux peuvent être divisés en deux groupes. Le premier groupe comporte un certain nombre de réflexions qui portent sur une critique des indicateurs officiels d'évaluation de l'innovation (Manuel d'Oslo l'OCDE) et de la R-D (manuel de Frascati de l'OCDE). Une partie considérable de l'innovation et de la R-D des firmes de service échappe en effet à ces indicateurs, pour lesquels nous suggérons un certain nombre d'amendements. Le second groupe se situe en aval des réflexions précédentes puisqu'il s'agit de mettre en pratique ces nouveaux indicateurs, autrement dit de réaliser des enquêtes postales sur l'innovation ou la R-D dans les services. Nous avons d'ores et déjà effectué un tel travail à titre exploratoire dans le cadre d'une recherche effectuée pour la Commission européenne. En étroite collaboration avec l'INSEE d'une part et le Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie d'autre part, notre groupe participe à l'heure actuelle à la conception de deux enquêtes de plus grande envergure : l'une consacrée à l'innovation l'autre à la R-D dans les services.

5) La thématique de la "nouvelle économie". Depuis la fin de l'année 1999 en France, et depuis 1997 aux Etats-Unis, un discours médiatique, largement repris dans la sphère politique, tend à accréditer l'idée du début d'une nouvelle révolution technique et économique, fondée sur les potentialités du réseau Internet, et dont l'impact sur la productivité et la croissance (en particulier dans les services) pourrait se comparer à celui des "grandes" révolutions industrielles du passé. Nous avons tenté, dans un ouvrage de synthèse, de faire la part des choses, en montrant le caractère largement mythique d'un tel discours, mais en identifiant aussi sa part de vérité et le besoin d'innovations conceptuelles pour représenter la croissance et la productivité dans une économie dominée par la production et l'échange d'informations et de connaissances.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

Partenaires et financement

Principaux commanditaires : Commissariat Général du Plan, Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Commission européenne, Mission Recherche de La Poste, Conseil régional du Nord-Pas de Calais.

Publications issues de l'opération

Ouvrages

GADREY Jean, 2000, *Nouvelle économie, nouveau mythe ?* Flammarion.

GALLOUJ Faïz, 2001, *Innovation in the service economy*, Edward Elgar.

Contributions à des ouvrages collectifs

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, *L'innovation dans les services, les premiers résultats d'une enquête postale exploratoire*, in ANRT, *L'innovation dans les services : une invitation à l'insurrection intellectuelle*, Editions Economica.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, *Les enquêtes sur l'innovation dans les services : un bilan*, in Commissariat Général du Plan, *Recherche et innovation : la France dans la Compétition mondiale*, La documentation française, p. 319-331.

GADREY Jean, 1999, Critique du paradigme industrialiste, in : ANRT, *L'innovation dans les services*, Economica.

GADREY Jean, HORN François, 2001, L'innovation, le marché et la "nouvelle économie", in MUSTAR P. et PENAN H. (éds.) : *Encyclopédie de l'innovation*, Economica, à paraître.

GALLOUJ Faïz, GALLOUJ Camal, 2000, *Neo-Schumpeterian perspectives for Innovation in Services*, in BODEN M., MILES I. (eds), *Innovation in the knowledge based economy*, Pinter Publishers.

GALLOUJ Faïz, 2000, *Beyond technological innovation : trajectories and varieties of service innovations*, in BODEN M., MILES I. (eds), *Innovation in the knowledge based economy*, Pinter Publishers.

GALLOUJ Faïz, 2001, *Les services et l'innovation*, in MUSTAR P., PENAN H. (eds), *Encyclopédie de l'innovation*, Economica (à paraître).

GALLOUJ Faïz, 2001, Interactional innovation : a neoschumpeterian model, in SUNDBO J. et FUGLSANG L (eds).

SUNDBO Jon, GALLOUJ Faïz, 1999, *Innovation in services as a loosely-coupled system*, in METCALFE S. MILES I. (ed), *Services and Systems*, Kluwer Academic Publishers.

Articles

DJELLAL Faridah, 2000, Technologies de l'information et "services non informationnels", *Economie et Sociétés*, série EGS, N°2, juin.

DJELLAL Faridah, 2000, The rise of information technologies in non informational services, *The Quarterly Journal of Economic Research*, Special issue, novembre-décembre.

DJELLAL Faridah, 2001, Innovation Trajectories and employment in the cleaning industry, *New technology work and employment*, 2^{ème} trimestre.

DJELLAL Faridah, 2001, Les trajectoires d'innovation dans les entreprises de transport routier de marchandises ", *Revue Française de Gestion*, à paraître.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, Services and the search for relevant innovation indicators : a review of national and international surveys, *Science and Public Policy*, Vol 26, Août, p. 218-232.

DJELLAL Faïz, GALLOUJ Faïz, 2000, "Le casse-tête" de la mesure de l'innovation dans les services : enquête sur les enquêtes, *Revue d'économie industrielle* (à paraître).

DJELLAL Faïz, GALLOUJ Faïz, 2000, L'organisation du processus d'innovation dans les services : les résultats d'une enquête postale, *Education et Formations* (à paraître)

DJELLAL Faïz, GALLOUJ Faïz, 2000, What is innovation in services ? the results of a postal survey, *European Journal of innovation management* (à paraître)

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 2000, Patterns of innovation organisation in service firms : postal survey results and theoretical models, *Science and Public Policy*, février.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 2001, A propos de la nature de l'innovation dans les services : les enseignements d'une enquête postale, *Economie et statistique* (à paraître).

GADREY Jean GALLOUJ Faïz, 1998, The provider-customer interface in business and professional services, *The Service Industries Journal*, Vol. 18, n°2, April, p. 1-15.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, 2000, L'interface dans les services de conseil : moment de vérité, espace d'innovation, zone d'efficacité, *Revue Française du Marketing*.

GALLOUJ Camal, GALLOUJ Faïz, 1997, L'innovation dans les services et le modèle du "cycle du produit inversé", *Revue Française de Gestion*, n°113, mars-avril-mai, p. 82-97.

GALLOUJ Faïz, WEINSTEIN Olivier, 1997, Innovation in Services, *Research Policy*, 26, p. 537-556.

GALLOUJ Faïz, 1997, Towards a neo-Schumpeterian theory of innovation in services ?, *Science and Public Policy*, vol. 24,

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

n°6, décembre, p. 405-420.

GALLOUJ Faïz, 1998, L'innovation dans les services et ses mythes, *Education permanente*, n°134, p. 67-77.

GALLOUJ Faïz, 1998, Innovating in reverse : services and the reverse product cycle, *European Journal of Innovation Management*, Vol. 1, n°3, p. 123-138.

GALLOUJ Faïz, 1999, Les trajectoires de l'innovation dans les services : vers un enrichissement des taxonomies évolutionnistes, *Economies et Sociétés* , n°1, 5, p. 143-169.

GALLOUJ Faïz, 2000, Innovation in services and the attendant myths, *Journal of socio-economics* (à paraître).

SUNDBO Jon, GALLOUJ Faïz, 1999, Innovation as a loosely coupled system in services, *International Journal of Services Technology and Management* , Vol. 1, n°1, p.15-36 .

Rapports de recherche

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, GALLOUJ Camal, 1998, *Innovation trajectories in french service industries*, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, Programme TSER, projet SI4S, juillet, 96 p.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1998, Innovation in service industries in France : the results of a postal survey, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, Programme TSER, projet SI4S, juillet, 67 p.

GALLOUJ Faïz, 1997, *Vers une théorie de l'innovation dans les services*, recherche pour le Commissariat général du Plan, juillet, 149 p.

GALLOUJ Faïz, 1998, *Innovation in services : theoretical issues*, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, Programme TSER, projet SI4S, juillet, 110 p.

GALLOUJ Camal, 1999, Innovation in the information society sectors : implication for women's work, expertise and opportunities in european workplace : french litterature survey report, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, SERVEMPLOI, 104 p.

GALLOUJ Camal, 2000, Innovation in the information society sectors and opportunities for women : case studies in retailing and financial services, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, SERVEMPLOI, 55 p.

GALLOUJ Faïz, 2001, *Les sciences humaines et sociales dans la R-D des entreprises de service* : Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, mars.

SUNDBO Jon, GALLOUJ Faïz, 1998, *Innovation in services in seven european countries*, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, Programme TSER, projet SI4S, juillet, 40 p.

Communications

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 2000, *Innovation surveys for service industries : a survey*, Conference on *innovation and entreprise creation : statistics and indicators*, European Commision, Eurostat, Sophia Antipolis, 23-24 novembre.

DJELLAL Faridah, 1998, *L'inefficience du contrat de travail en matière de coopération horizontale*, Colloque de sociologie du travail, Blankenbergue, novembre.

DJELLAL Faridah, 1999, *Innovation et professionnalisation : l'ascension socio-économique des services de nettoyage*, IXème Conférence annuelle du RESER, Alcala de Henares, Madrid, Octobre 1999.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, *L'innovation dans les services : les premiers résultats d'une enquête postale exploratoire*, Colloque L'innovation dans les services, Association Nationale de la recherche scientifique, 27 janvier, Paris.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, *L'innovation dans les services par l'enquête postale : problèmes méthodologiques et premiers résultats*, Séminaire OST *Les indicateurs de l'innovation dans les services*, 11 février, Paris.

GALLOUJ Faïz, SUNDBO Jon, 1998, *Innovation in services as a loosely-coupled system*, Communication au CRIC workshop "Systems and services ", 17-18 mars, UMIST, Manchester.

GALLOUJ Faïz, 1998, *Les trajectoires de l'innovation dans les services : vers un enrichissement des taxonomies évolutionnistes*, Colloque de l'IRIS, Université de Paris-Dauphine, *Changement institutionnel et dynamique de l'innovation*, 2-3-4 décembre 1998.

GALLOUJ Faïz, 1999, *L'innovation interactionnelle : un modèle néoschumpeterien*, Colloque proximité, Toulouse.

GALLOUJ Faïz, 1999, *Interactional innovation: a neo-Schumpeterian model*, International Seminar : "Managing innovation and the external context", Roskilde University, Denmark, November 26-27.

GALLOUJ Faïz, 1999, *Innovation trajectories in services: towards an extension of evolutionary taxonomies*, PhD Seminar (ESST programme), Roskilde University, Denmark, November 25.

GALLOUJ Faïz, 2000, *Knowledge intensive business services : processing knowledge and producing innovation*, Colloque international " *Economics and Socioeconomics of Services : international perspectives* ", Lille-Roubaix, 22-23 juin.

Thèses

GALLOUJ Faïz, 1999, *Vers une théorie de l'innovation dans les services*, habilitation à diriger des recherches, Université de Lille 1, juin.

PERNOD-LEMATTRE Martine, 1997, " Les systèmes d'emploi des entreprises en régime d'innovation permanente : le cas des industries informationnelles", Thèse de doctorat en économie industrielle, Université des Sciences et Technologies de Lille, Mai.

1. Transformations des activités économiques
1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

1.2.1.D L'EMPLOI DANS LES SERVICES : APPROCHES NATIONALES ET INTERNATIONALES (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheur

CLERSE : Faridah DJELLAL (MC), Jean GADREY (PR) , Camal GALLOUJ (MC), Florence JANY-CATRICE (MC), Thierry RIBAULT (MC)

Chercheurs extérieurs : Christophe BARET (Lyon II)

Objet, méthode, résultats

Les recherches portant sur le travail et sur l'emploi dans les services ont longtemps été négligées, au bénéfice des analyses de l'industrie. Les choses ont commencé à changer, en France, dans les années quatre-vingt-dix, mais un retard persiste. Le groupe "services" du CLERSE a poursuivi au cours de la période 1997-2001 des investigations engagées sur ce thème dès le début des années 90, en les orientant, dans la majorité des cas, vers des comparaisons internationales. Certaines de ces comparaisons ont porté spécifiquement sur l'organisation du temps de travail. Les autres ont concerné les modèles de segmentation et de dualisme des structures d'emploi, et les interprétations de la capacité plus ou moins grande de certains pays à créer des emplois en grand nombre dans des activités "de main-d'œuvre" comme le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration. Les pays "cibles" (en vue de comparaisons avec la France) ont été, bien évidemment, les Etats-Unis, mais aussi le Japon.

Dans tous les cas, l'originalité principale de ces travaux est le recours à des méthodes proprement "socio-économiques" visant, dans un premier temps, à évaluer l'impact de variables économiques (telles que la productivité, le niveau de la demande, la durée du travail, le coût du travail) sur les volumes comparés d'emploi dans les secteurs étudiés, puis, dans un second temps, à "contextualiser" cette analyse en faisant appel à des facteurs sociaux et institutionnels : normes familiales, droit et conventions salariales, normes de consommation et modes de vie, etc. Cette partie de l'analyse a exigé de lourds investissements de terrain dans les trois pays. L'ouvrage collectif publié aux PUF fournit une synthèse de ces travaux en ce qui concerne le commerce de détail en France, aux Etats-Unis et au Japon. Le rapport remis en octobre 2000 au Secrétariat au Tourisme en est un peu l'équivalent pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Un ouvrage est en cours de préparation, sur la base de ce rapport.

Parallèlement à ces travaux comparatifs, l'économie japonaise, et en particulier sa composante tertiaire, aussi négligée par les économistes qu'elle est importante en pratique, a fait l'objet d'investigations sur plusieurs points (en général sous la forme d'approches sectorielles de la régulation japonaise), à l'occasion de séjours de longue durée de Thierry Ribault au Japon: les transformation des modes de gestion depuis le début des années 90, la question d'un éventuel retard du secteur informationnel, le secteur des jeux de hasard, le secteur postal, et celui des services destinés aux personnes âgées et du système d'assurance correspondant.

Enfin, un bilan prospectif de l'emploi et des qualifications dans les services en France a été établi pour le compte du Secrétariat d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat.

Partenaires et financement

Commissariat Général du Plan, Direction du Tourisme, Secrétariat d'Etat aux PME.

Publications issues de l'opération

Ouvrages et contributions à des ouvrages collectifs

GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, RIBAULT Thierry, 1999, *France-Japon-Etats-Unis : l'emploi en détail*, Paris, Presses Universitaires de France.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

- GADREY Jean (éd.), 2000, *Emploi et travail : regards croisés*, Paris, L'Harmattan.
- GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah, 2000, *Les services et l'emploi*, L'Harmattan.
- RIBAULT Thierry, DIRKS Daniel, HUCHET Jean-François, 1999, (co-éditeurs et auteurs), *Japanese Management in the Low Growth Era - Between External Shocks and Internal Evolution* -, Springer Verlag, Berlin, 438 p.
- RIBAULT Thierry, 2000, "Working Time and Flexibility in Japanese Food Retailing" in Leigh SPARKS, Christophe BARET, Steffen LEHNDORFF (eds), *Flexible Working in Food Retailing : A comparison between France, Germany, United Kingdom and Japan*, Routledge, London-New York, 270 p.

Articles

- JANY-CATRICE Florence, BARET Christophe, SEGHIN Sébastien, 1999, Grandes surfaces alimentaires : vers le modèle américain en matière des services ?, *Insee Première*, 6 décembre.
- JANY-CATRICE Florence, 2000, Niveau et qualité des emplois dans l'hôtellerie et la restauration américaines. Comparaison avec la France, *Formation Emploi*, n°71.
- JANY-CATRICE Florence, BARET Christophe, 2000, L'emploi et les services du commerce de détail en France et aux Etats-Unis, *Travail et Emploi*.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, RIBAULT Thierry, 1998, L'emploi dans le commerce de détail japonais : une comparaison avec la France, *Formation-Emploi*, n° 61, p. 3-33. (article repris dans Maurice Marc et Nohara Hiroatsu, *Les mutations du "modèle" japonais de l'entreprise*, Problèmes politiques et sociaux n°820, pp. 23-25, La Documentation Française, Paris, 23 avril 1999 ; et dans *Problèmes Economiques* n° 2610, pp. 12-18, La Documentation Française, Paris, 1999).
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, 1998, L'emploi commercial aux Etats-Unis et en France et les difficultés des comparaisons internationales, *Revue de l'IRES*, n° 25, p. 23-49.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, 1998, Emploi et marchés du travail d'un secteur : quelles comparaisons internationales ? *Economie et statistique*, n° 318-8, p. 101-122.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, 2000, The retail sector: why so many jobs in America and so few in France ? *Service Industries Journal*, à paraître.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, RIBAULT Thierry, 2001, Levels and systems of employment in the Japanese retail trade: a comparison with France, *Cambridge Journal of Economics*, à paraître.
- RIBAULT Thierry, 1997, Y-a-t-il un retard de l'industrie japonaise de l'information, (en Japonais) *Bulletin de recherche de la Société Franco-Japonaise des Techniques Industrielles*, avril 1997, Tokyo, pp. 3-10.
- RIBAULT Thierry, 1998, L'emploi juste-à-temps dans la distribution au Japon : le cas des convenience stores, revue *Formation- Emploi*, n°61, pp. 19-33.
- RIBAULT Thierry, 1998, Japon : le marché du hasard, *Futuribles*, p 37-59, n°231, mai. (article repris dans *Problèmes Economiques*, n° 2589, novembre 1998, La Documentation Française).
- RIBAULT Thierry, 1999, Care Services for the Japanese Elderly : Between Family Arrangements and Market Mechanisms, Discussion Paper n°116, 51 p., November, School of Economics, University of Nagoya.
- RIBAULT Thierry, 2000, Toyotisme et Daiéisme : deux pôles complémentaires du rapport salarial au Japon, *Economies et Sociétés*, n° 11/1/2000, p.71-100.
- RIBAULT Thierry, 2000, Les structures commerciales au Japon : vers quelle modernisation ?, *Revue Française de Gestion*, n°130, sept.-oct., pp.16-30.
- RIBAULT Thierry, 1998, Japon : la folie du pachinko, *Le Monde Diplomatique*, août.
- RIBAULT Thierry, 1999, Le système d'assurance pour les soins aux personnes âgées : entre famille et marché le Japon balance, *France-Japon Eco*, Revue de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Japon, n°80, septembre, Tokyo.

Rapports de recherche

- GADREY Jean, 2000, La TVA à 14% ou 5,5% dans la restauration ? Quel impact sur l'emploi et sur le mode de développement du secteur ? Université de Lille 1, février, 44 p.
- GADREY Jean, DJELLAL Faridah, GALLOUJ Camal, JANY-CATRICE Florence, MERIOT Sylvie-Anne, RIBAULT Thierry, 2000, Hôtellerie-restauration: héberger et restaurer l'emploi, rapport pour le Secrétariat d'Etat au Tourisme, octobre, 400 p.
- GALLOUJ Camal, 1997, Employment development and creation in the European commerce sector : the French case. Eurocommerce et Eurofiet, Bruxelles, 57 p.
- GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah, 1999, Emploi et gestion de l'emploi dans les services aux entreprises, Secrétariat d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, DECAS, février, 107 p.
- GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah, 2000, Emploi, qualification et compétences dans les services : une approche prospective, Secrétariat d'Etat aux PME, au commerce et à L'artisanat, DECAS, décembre, 200 p.
- JANY-CATRICE Florence, BARET Christophe, 1999, Etude monographique sur la grande distribution alimentaire en France et aux Etats-Unis, rapport pour l'INSEE, 65 p.

Communications

- JANY-CATRICE Florence, 2000, L'hôtellerie et la restauration américaines : les écarts en emploi avec la France et leur interprétation, Conférence Internationale Economie et Socio-Economie des services, juin, Roubaix-Lille.
- JANY-CATRICE Florence, 2000, Job level and job quality in the American Food and Accommodation Sector: a comparison with France, 22nd International Working Party on Labour Market Segmentation, Manchester, 12th-15th July.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

RIBAULT Thierry, 1997, La société de l'information au Japon : analyse de la notion de retard, conférence à l'Université de Keio (Tokyo), Département des politiques publiques de communication et d'information, 20 octobre.

RIBAULT Thierry, 1997, Flexible employment in Japanese retailing : toward a just-in-time employment model, communication présentée au colloque nippo-européen " Between External Schocks and Internal Evolution : Towards a New Phase in Japanese Management Practices, Maison Franco-japonaise, Tokyo, 30 oct./1^{er} nov.

RIBAULT Thierry, 1999, Séminaire à la Faculté de Commerce de l'Université de Waseda (Tokyo) sur " l'emploi dans le commerce en France et au Japon ", mai.

RIBAULT Thierry, 1999, Séminaire à la Faculté d'économie de l'Université de Nagoya sur " l'emploi dans le commerce en France et au Japon ", mai.

RIBAULT Thierry, 1999, Séminaire à l'école Nouvelle d'Ingénieurs en Communication (Université de Lille I, France Télécom), " La gestion des ressources humaines au Japon ", janvier.

RIBAULT Thierry, 2000, Séminaire à la Faculté de Commerce de l'Université de Waseda (Tokyo) : " Toyotisme et daiéisme ", mars.

RIBAULT Thierry, 2000, " Toyotism and Daieism " The Economics and Socio-Economics of services : International Perspectives, Lille-Roubaix 22nd and 23rd of June.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

1.2.2. Le développement de la société de l'information (fiches des opérations)

1.2.2.A TECHNOLOGIES INFORMATIONNELLES ET DYNAMIQUES DES SOCIETE CONTEMPORAINES (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : Lise DEMAILLY (PR), Patrice GREVET (PR), Faïj. GALLOUJ (MC), François. HORN (doctorant)

CLAREE : Christophe BENAVENT (PR), Michel CALCIU (MC), Alain DESREUMAUX (PR), Christian MAHIEU (CR), Olivier de la VILLARMOIS (MC)

LGH : Michel BATTIAU (PR),

CRAPS : Bruno VILLALBA (MCF),

GERICO : BARNA (doctorante Lille 3), Olivier. CHANTRAYNE (PR), J. DECEUNINK (MC), Elisabeth FICHEZ (PR)

Objet, méthode, résultats

Le rythme croissant de la production et de l'utilisation de l'information et des connaissances interagit avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il constitue l'un des aspects essentiels de la transformation en cours des sociétés industrielles ; la question se pose d'ailleurs dans le débat scientifique de savoir s'il s'agit d'une nouvelle révolution industrielle ou de l'avènement d'une ère de l'information intégrant l'héritage des modèles industriels en les dépassant.

En tout état de cause, le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication est porteur de changements de maints aspects de la vie sociale et sollicité par ceux-ci. Changements dans l'organisation des activités économiques (qu'elles soient de nature manufacturière ou de service) puisque les technologies de l'information modifient les données et les frontières des jeux concurrentiels entre firmes en donnant naissance à des marchés spatialement élargis et temporellement proches, contribuent à reconfigurer des secteurs ou des filières d'activité, transforment l'environnement de travail et les compétences attendues des personnels des entreprises, modifient les données du problème de la structuration des organisations de façon générale. Changements également de multiples dimensions de la société, qui ressortissent à ses fondements institutionnels, qu'il s'agisse du domaine de l'éducation, de la conception et de la délivrance de nombreux services sociaux comme ceux qui sont relatifs à la santé, des loisirs, de la qualité de la vie en général.

Le contenu de ces changements, le rythme de leur diffusion, les effets positifs et négatifs qu'ils auront en termes de vie sociale et de fonctionnement des organisations présentent encore de nombreuses incertitudes. Les technologies de l'information peuvent tout à la fois contribuer à développer de nouvelles activités économiques, en détruire d'autres, modifier la structure et le niveau des emplois, accroître la maîtrise de la gestion des organisations ou à l'inverse la rendre encore plus complexe, chaotique et imprévisible, poser des problèmes de sécurité, de protection de la vie privée, etc.

Le questionnement général dans lequel s'insère l'étude de ces changements est celui de la transition vers une « société de l'information ». Ce questionnement s'inscrit dans un discours ambiant de plus en plus répandu, sous cette appellation ou par mobilisation d'autres expressions (comme la « nouvelle économie » par exemple).

Bien entendu, de telles expressions posent problème puisqu'elles véhiculent implicitement l'idée d'une sorte d'idéal-type (dont les traits resteraient largement à caractériser) que l'on ne peut accepter sans analyse critique ni observation et interprétation des faits observables, et sans examen ou mise au clair d'une variété de concepts dont l'interprétation est délicate (information, connaissance, etc.). Le

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

détour critique et empirique est d'autant plus important que ce type de représentation est effectivement de nature à influencer les acteurs de la société, les débats et les politiques publiques.

L'ampleur et la variété des domaines d'application des technologies de l'information, celles des interrogations qu'elles suscitent sur la dynamique de nos sociétés appellent un travail de recherche d'esprit pluridisciplinaire en sciences sociales. De nombreux points d'entrée sont possibles : développement de la communication professionnelle via l'Internet et lien avec le fonctionnement des groupes professionnels, analyse des activités à fort contenu informationnel, étude de la pénétration des NTIC dans les entreprises et effets sur leurs modes d'agencement interne, développement du commerce électronique, cas spécifique des activités de service, etc. D'où une déclinaison de cette opération de recherche en une série de projets concernant différentes sphères de vie sociale (activité économique, sphère du politique, sphère éducative et culturelle) et se situant à différents niveaux d'analyse (l'organisation, le secteur d'activité ou la catégorie d'activités, le groupe de référence ou le groupe d'acteurs, voire l'individu).

Globalement, il s'agit d'observer les diverses TIC pour identifier des variétés d'organisation économique et sociale que ces technologies permettent ou non, pour analyser avec précision ces variétés réalisées ou émergentes. Sans préjuger ici du sens exact et du poids relatif des diverses déterminations, on s'intéresse aux rapports complexes entre offres et demandes de technologies; par exemple, on peut considérer qu'il y a construction de demandes sociales de technologies même s'il peut en résulter ensuite des offres tout à fait imprévues, y compris par déplacement d'un secteur d'application à un autre. Il s'agit, selon le point de vue choisi ici, de prendre en compte les modifications introduites par l'évolution des TIC dans la donne des jeux sociaux, mais pour noter en même temps qu'il y a des usages sociaux des technologies potentiellement variés et que les demandes de technologies comptent aussi pour comprendre les usages. Pour n'en donner qu'un exemple parmi d'autres, on peut chercher à comprendre dans quelle mesure les nouvelles technologies sont jusqu'à présent orientées et utilisées soit par des duplications standardisées de produits d'information et culturels, soit par des combinaisons sur mesure de modules standardisés, soit comme outils d'échanges interpersonnels, etc. De même, qu'en est-il des utilisations des TIC dans les déplacements en cours des frontières entre marché et hors marché, dans les modifications des formes et lieux d'appropriation de la richesse, dans l'évolution des pouvoirs ?

Si on prend au sérieux la nécessité d'observer avec soin les "nouvelles technologies de l'information et de la communication", pour autant la place exacte à donner à ces nouvelles technologies sera considérée elle-même comme une question, comme un objet de recherche et de débat. Ainsi, les parts relatives occupées dans la dynamique contemporaine des activités par les innovations technologiques et les innovations sociales ou organisationnelles posent question; il en va de même pour leurs modes de combinaison.

L'hypothèse d'un renouvellement du caractère composite des systèmes techniques dans le traitement de l'information serait aussi prise en compte. On s'intéresserait ainsi aux mixages actuels et à venir entre le face à face, le numérique, les techniques matérielles plus anciennes. On s'attacherait aux rationalisations affectant ces éléments dans un double mouvement : d'une part rationalisations portant sur le face à face lui-même et l'interaction sociale, d'autre part rationalisations cherchées par la mise en œuvre de technologies matérielles puissantes de traitement de l'information. Beaucoup d'importance peut être attaché à cela dans l'analyse des organisations et des pouvoirs, de l'emploi, des compétences, des apprentissages, des systèmes de formation, etc.

Autre exemple, l'identification très fréquente à l'heure actuelle entre "société de l'information" et "NTIC" mérite d'être mise en débat. D'abord, il peut y avoir non pas une mais des sociétés de l'information, avec par exemple des modalités différentes de combinaison entre formes marchandes et non marchandes d'organisation des activités. Ensuite les systèmes techniques de ces sociétés pourraient être, comme suggéré ci-dessus, des composites. Par ailleurs, il y aurait à établir un bilan du débat "société de l'information" versus "société du savoir" ou "société fondée sur la connaissance", etc.

1. Transformations des activités économiques

1.2. Analyse du développement spécifique de certaines activités

Les méthodologies de recherche seront nécessairement variées étant donné la diversité des opérations, en termes d'objets et de niveaux d'analyse, qui trouveront place dans cette thématique générale des technologies informationnelles et de leur rôle dans la dynamique des sociétés contemporaines. Le séminaire de travail qui a démarré en octobre 2000 contribue à définir précisément les méthodologies qui seront mises en œuvre. De façon générale, au-delà de la diversité des méthodes utilisables, deux préceptes fondamentaux seront respectés :

- l'importance donnée simultanément à l'élaboration théorique et aux observations empiriques avec travail de terrain, par différence avec le prophétisme technologique qui fleurit souvent ou avec ses formes dégradées traitant trop globalement les phénomènes

- un point de vue nettement affirmé de sciences sociales, y compris dans l'observation fine des TIC.

Bien entendu la confrontation avec des sciences autres que sociales sera nécessaire, à la fois pour les connaissances propres relevant de celles-ci et pour les questions socio-économiques que leurs chercheurs ont pu rencontrer. Mais il faut souligner que dans la prise en compte même des TIC, il y a beaucoup à faire grâce aux confrontations entre diverses sciences sociales, par exemple à propos des rapports entre structure des coûts, pouvoirs, identités, pratiques et politiques d'usage des techniques et des produits, politiques publiques, etc.

Partenaires et financement

Conseil Régional, dans le cadre du contrat de Plan Etat-Région

1.3. CREATION, AGENCEMENT, FONCTIONNEMENT ET PERFORMANCE DES ORGANISATIONS

LES OPERATIONS DE RECHERCHE CONCERNEES PAR LE THEME 1.3

1.3.1. Organisation du travail

- 1.3.1.A – Temps de travail, flexibilité et ARTT dans les services
- 1.3.1.B – Flexibilité et professionnalisation du travail dans les services : des stratégies et des modèles distincts
- 1.3.1.C – Fonctions cadres et ARTT
- 1.3.1.D – La RTT des cadres : problématique et enjeux

1.3.2. Le développement des logiques de compétence

- 1.3.2.A – Evolution du rôle des cadres : établissement d'une typologie basée sur le contenu de l'activité
- 1.3.2.B – Compétence et gestion des ressources humaines
- 1.3.2.C – Action stratégique et conduite du changement organisationnel
- 1.3.2.D – La production de compétences dans un marché concurrentiel de firmes hétérogènes
- 1.3.2.E – Insertion organisationnelle et confirmation de recrutement
- 1.3.2.F – La construction des compétences : enjeux stratégiques, organisationnels, individuels

1.3.3. Les logiques partenariales

- 1.3.3.A – Les métiers du design et les relations interentreprises dans la filière textile de la région Nord Pas-de-Calais
- 1.3.3.B – L'innovation interactionnelle : un modèle néo-schumpétérien
- 1.3.3.C – Réseaux et organisations

1.3.4. La création d'entreprise

- 1.3.4.A – Eléments d'ancre territorial chez les créateurs d'entreprise
- 1.3.4.B – Recherche des déterminants locaux de la création d'entreprise. L'exemple des zones d'emploi françaises
- 1.3.4.C – Approche socio-cognitive du phénomène entrepreneurial

1.3.5. Performance des entreprises

- 1.3.5.A – Les performances de la petite entreprise industrielle : quels déterminants stratégiques ?

PRESENTATION DES OPERATIONS PARTICIPANT AU THEME 1.3 (CREATION, AGENCEMENT, FONCTIONNEMENT ET PERFORMANCE DES ORGANISATIONS)

Les organisations, et notamment les entreprises, constituent un objet d'analyse central pour bon nombre de participants à l'Ifrési. Les questionnements qui s'y rapportent, abordés selon des points de vue disciplinaires variés et complémentaires, sont ceux que pose traditionnellement cet objet d'analyse : problèmes de délimitation des frontières et d'agencement interne, questions des données sociétales de toute nature qui contraignent les organisations et qu'elles tentent en même temps de maîtriser, explications de la performance, compréhension des phénomènes de changement et d'évolution des agencements organisationnels et des comportements stratégiques, etc. Ces différentes questions, qui bénéficient d'une combinaison des éclairages que peuvent fournir l'économie des organisations, les sciences de gestion, la sociologie, mais aussi les disciplines juridiques et historiques, sont traitées en tant que telles mais également et surtout par rapport aux circonstances et tendances constitutives de l'environnement actuel des entreprises et à ce que ces éléments peuvent induire comme remise en cause des réponses « traditionnelles ».

Quatre séries d'opérations sont regroupées ici autour de cette thématique générale.

La première porte sur différents aspects de l'organisation du travail dans les entreprises, à commencer par les incidences des dispositifs réglementaires comme ceux qui sont relatifs au temps de travail. En la matière, ce sont les dispositifs d'ARTT qui mobilisent naturellement plusieurs chercheurs et équipes de l'Ifrési, avec des opérations ciblées sur des contextes spécifiques plutôt que prétendant dresser un bilan général. Dans cet esprit, une première opération, de portée internationale, concerne le temps de travail, la flexibilité et l'ARTT dans les services. F-X. Devetter, C. Gallouj, F. Jany-Catrice, M. Pernod-Lemaitre et T. Ribault, associés à des chercheurs de huit pays européens (Allemagne, Belgique, Grande Bretagne, Suède, Danemark, Finlande, Italie et Pays Bas), mettent en évidence les différences de temps de travail des salariés appartenant au secteur des services dans différents pays européens et trouvent des explications à ce constat, d'une part dans la variation des normes de division familiale du travail et des rôles, d'autre part dans les normes institutionnelles, fiscales et légales. Ces mêmes chercheurs examinent également l'articulation des logiques d'individualisation de la gestion des temps de travail dans la grande distribution avec les mesures collectives de réduction. J. Gadrey propose une réflexion générale sur la flexibilité et la professionnalisation du travail dans les services. Il montre que face aux exigences de flexibilité de plus en plus marquées, les réponses des entreprises peuvent être classées selon deux modèles correspondant à des comportements bien distincts : un modèle néo-taylorien de flexibilité quantitative et un modèle d'adaptabilité organisationnelle fondé sur la concertation, l'implication maximale de la main d'œuvre et sa fidélisation. L'opération conduite par A. Dietrich et N. Vanecloo, étudie la faisabilité de la RTT pour la population des cadres. Ce travail, s'appuyant sur la littérature relative aux cadres (en histoire, sociologie, gestion), l'analyse des textes de lois et une série d'observations monographiques, met en évidence à la fois la nécessité d'inclure les cadres dans un accord de RTT pour des raisons économiques, sociales et organisationnelles et celle d'une gestion différenciée des cadres en raison de l'hétérogénéité de cette population. A. Dietrich met en ordre cette hétérogénéité en proposant une typologie des cadres croisant un axe management/expertise qui oppose, aux deux extrêmes, fonctions managériales et/ou d'encadrement et compétences spécialisées ou expertise, avec un axe contrainte/autonomie. Elle montre également comment la réduction du temps de travail des cadres met un point d'orgue à l'érosion du statut cadre, constituant en cela un analyseur de la position sociale des cadres.

Cette typologie peut être rapprochée de celle proposée par N. Glorieux qui distingue les cadres généralistes et les cadres spécialistes, et relève les lacunes de la théorie économique dans la manière dont elle traite cette catégorie d'acteurs. En mobilisant des données empiriques, il montre comment les trajectoires des cadres des deux catégories se construisent dans la durée et se différencient. Il met par ailleurs en évidence le rôle joué par les firmes, en particulier au travers des politiques de mobilité interne qu'elles adoptent. Ce travail peut se rattacher à la deuxième série d'opérations de ce thème 1.3,

celle qui est consacrée au développement des logiques de compétences, de plus en plus considérées comme des bases d'avantage concurrentiel des entreprises. A. Dietrich contribue à l'approche critique et opérationnelle de la gestion des compétences en proposant une définition du concept de compétence et en mettant en évidence les conditions de sa structuration dans l'action. C. Mahieu et P. Besson s'intéressent à l'enjeu que représente désormais pour nombre d'entreprises la sollicitation de l'initiative stratégique locale et à ses aspects paradoxaux pour les acteurs sollicités : les salariés sont invités à mobiliser leur intelligence stratégique dans les mutations en cours alors que l'avenir est incertain et les fragilise totalement. Cette sollicitation offre cependant autant de potentialités d'évolution des rapports sociaux au sein des entreprises. Ce travail s'inscrit plus largement dans un ensemble de recherches sur l'action stratégique et la conduite du changement organisationnel dans les entreprises. Pour sa part, A. Léné mène une analyse de la production de compétences dans un marché concurrentiel de firmes hétérogènes. Sur la base d'une approche lancastérienne, il montre que dans ce type de situation, une entreprise « dominée » devra non seulement être capable de financer la formation de ses propres salariés mais également la main d'œuvre destinée aux entreprises qui la dominent, situation qui n'est pas toujours socialement optimale. C'est encore la notion de compétence qui est au cœur du travail conduit par F. Sauvage et P. Louart sur l'insertion professionnelle des jeunes. Ces deux chercheurs montrent comment, dans un contexte de précarisation accrue des emplois, le recrutement se déplace de plus en plus vers l'aval des opérations de sélection : la confirmation d'embauche est différée au terme d'une période probatoire favorisant une mise sous contrôle accrue de l'accès des jeunes au marché interne du travail. Cette période probatoire traduit, en matière de recrutement, la polarisation sur la notion de compétence et les exigences nouvelles qui lui sont associées en termes de ressources relationnelles, cognitives et affectives. Enfin, une opération pluridisciplinaire dont le démarrage est prévu en mars 2001, aborde de façon générale la question encore peu traitée des processus de construction des compétences en relation avec ce qui caractérise les nouvelles formes d'organisation des entreprises. L'objet est d'observer concrètement la façon dont se construisent les compétences individuelles et collectives, les difficultés auxquelles se heurte cette construction et la dynamique qui s'instaure à cette occasion au sein de l'entreprise sur les plans stratégique et organisationnel.

Plusieurs travaux relèvent quant à eux de l'observation des logiques partenariales qui caractérisent depuis plusieurs années les stratégies d'entreprise. B. Lefebvre et M. Vervaeke s'intéressent aux relations inter-entreprises de la filière textile dans la région Nord Pas-de-Calais. Leur recherche étudie le développement de la création textile à l'échelon régional, en considérant que ce développement permet de saisir certaines des mutations contemporaines de l'industrie textile. Le processus de production connaît de profonds changements et celui de la création s'est spécialisé et professionnalisé. Les phases amont de la création tendent à se déplacer des fabricants aux distributeurs, ce qui n'est pas sans incidence sur la nature des relations qu'entretiennent les différents acteurs de la filière. Sur un autre sujet, celui de l'innovation, F. Gallouj analyse également des pratiques partenariales. Le modèle d'innovation interactionnelle qu'il propose permet de comprendre le rôle de certains prestataires de service dans l'innovation de leurs clients. Ce modèle, qui se situe dans le prolongement des modèles schumpétériens, illustre l'émergence d'un nouveau lieu d'expression de l'esprit schumpétérien d'entreprise : l'interface client-prestataire de services. Pour sa part, E. Lazega mobilise l'analyse de réseaux sociaux et économiques pour examiner les mécanismes sous-jacents à l'action collective. En appliquant cette démarche à différents objets, correspondant à des réseaux intra et inter-organisationnels, E. Lazega nourrit une approche quantitative en sociologie des organisations et en sociologie économique.

Enfin, un quatrième ensemble d'opérations aborde la question cruciale de la création d'entreprise. F. Cunat et Y. Giry s'interrogent sur la pertinence des politiques locales de soutien à la création d'entreprise, en recherchant les éléments d'ancre territorial chez les créateurs d'entreprise. Les déterminants socio-économiques de la création d'entreprise et de sa réussite cernent un créateur bien inscrit dans un réseau de relations professionnelles sectorielles. Une analyse spatiale confirme la conservation en structure sectorielle des entreprises nouvellement créées par rapport à celles existantes dans chaque bassin d'emploi. Le détail des formes de socialisation des différents types de créateur indique la variété de ces contextes de socialisation. Elles semblent toutefois bien prises en compte par les réseaux d'acteurs publics et privés. Ce résultat invite à replacer le cadre régional dans une perspective comparative avec l'ensemble des bassins d'emploi français, ce que réalise G. Duchesne

dans un travail sur les déterminants locaux de la création d'entreprise. Plusieurs approches sont utilisées : une exploration économétrique des variables socio-économiques, une analyse de la répartition spatiale des créations d'entreprise en France. La première exploration confirme des liens entre la création d'entreprise et des données démographiques générales, à savoir, la croissance de la population locale, celle de sa densité, celle de l'existence d'un contexte de réseaux de services. La répartition spatiale dans les bassins d'emploi indique le rôle des centres urbains grands et moyens ainsi qu'un phénomène d'héliotropisme. Pour sa part, T. Verstraete propose une modélisation fondamentale du phénomène de création d'entreprise combinant trois logiques ou dimensions : une dimension cognitive (la pensée), une dimension praxéologique (l'action) et une dimension structurale (la structure). La combinaison de ces dimensions correspond à la vision entrepreneuriale que se donne le créateur, concrétisée par une série d'actions destinées à insérer ou encastre son organisation dans un contexte socio-économique. Cette modélisation générale et les hypothèses qui lui sont associées seront appliquées à l'étude de la création d'entreprise dans le cadre particulier de la valorisation sous couvert du dispositif législatif de juillet 1999, de façon à la fois à approfondir la connaissance du phénomène de création d'entreprise et à produire des instrumentations à finalité pédagogique à destination des créateurs potentiels et de ceux qui cherchent à les aider. D'un point de vue méthodologique, l'opération passe par le suivi d'une cinquantaine de cas de création par recours aux démarches classiques d'entretien mais également par mobilisation de la cartographie cognitive.

1.3.1. Organisation du travail (fiches des opérations)

**1.3.1.A TEMPS DE TRAVAIL, FLEXIBILITE ET ARTT DANS LES SERVICES
(OPERATION EN COURS)**

Chercheur

François-Xavier DEVETTER (Doctorant), Camal GALLOUJ (MC), Florence JANY-CATRICE (MC), Martine PERNOD-LEMATTRE (MC) , Thierry RIBAULT (MC)

Chercheurs et équipes extérieurs : Christophe BARET (Lyon III, IAE), Steffen LEHNDORFF (IAT, Allemagne), Robert PLASMAN (ULB, Belgique), Jill RUBERY (Umist, Grande Bretagne), Dominique ANXO (Celms, Suède, Agi CSONKA (SFI, Danemark), Jouko NATTI (JYV, Finlande), Paola VILLA (Trento, Italie), Janneke PLANTEGA (Utrecht, Pays Bas).

Objet, méthode, résultats

Cette recherche traite de trois questions liées. *Première question* : l'organisation des ressources humaines et plus particulièrement du temps de travail de salariés du secteur des services est-elle très différente dans les pays européens ? La réponse est positive , en dépit de tendances communes (en particulier la croissance du recours au temps partiel, mais à partir de niveaux très dissemblables) qu'il s'agisse de la grande distribution alimentaire en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne ou du secteur bancaire en France, Allemagne et Belgique. *Seconde question* : comment expliquer ou interpréter les différences ou les similitudes constatées, à partir de quels facteurs et de quels schémas de causalité ? Les facteurs explicatifs qui sont apparus comme déterminants sont d'une part les normes de division familiale du travail et des rôles, et d'autre part les normes institutionnelles, fiscales et légales relatives au temps de travail. Quant aux schéma de causalité, ils relèvent d'une interprétation " structurale " et " sociétale " de la place de l'organisation du temps de travail dans quatre " espaces " socio-économiques dont les caractéristiques diffèrent sensiblement dans chaque contexte national. *Troisième question* : En France, et depuis les années 80, dans certains secteurs d'activité, notamment le commerce de détail, les formes d'organisations du temps de travail se multiplient (notamment, mais pas uniquement, par la généralisation du temps partiel). La mise en place de l'ARTT (Loi de Robien-Chamard, puis Lois Aubry) dans ce secteur d'activité bouscule-t-elle les modes individualisés de gestion des temps de travail ? Compte tenu de la spécificité de l'activité des entreprises de services et de leurs salariés (notamment leur forte féminisation), les firmes de ce secteur ont déjà construit des formes inédites d'organisation du travail et du temps de travail, le plus souvent fondées sur des logiques de contractualisation individuelles. A partir de plusieurs enquêtes de terrain, on a évalué dans quelle mesure le recours massif à des contrats s'apparentant aux temps partiel dans les services, et notamment dans le secteur de la grande distribution, pouvait ou non être concurrencé par des mesures plus collectives d'aménagement et de réduction du temps de travail. On montre que des logiques assez contradictoires se dégagent en ce sens que réduction individuelle et réduction collective (" passage aux 35 heures ") se mêlent pour former un système.

D'une manière plus transversale, François Xavier Devetter prépare une thèse, qui devrait être achevée fin 2001, dont l'objet est d'appréhender d'un point de vue socio-économique les dynamiques des temps de travail. Pour dépasser la simple notion de durée il a recours à celle, plus vaste, de disponibilité temporelle au travail (DTT). La DTT est une caractéristique pluridimensionnelle qui vise à intégrer à la fois la durée, la localisation et la prévisibilité des temps de travail. Ce cadre est utilisé, d'une part, pour mettre en évidence une norme de disponibilité temporelle dominante, considérée comme "allant de soi" par la majorité des acteurs, et, d'autre part, pour analyser les contournements actuels de cette norme "fordiste".

Partenaires et financement

Commission Européenne, DG XII (Science, Recherche et Développement), Conseil Régional du Nord-Pas de Calais.

Publications issues de l'opération

Ouvrages et contributions à des ouvrages collectifs

GALLOUJ Camal, 2000, Das Aubry gesetz und die folgen : arbeitszeitverkürzung in Frankreich, dans BECKER U. (ed), weniger arbeit- arbeit für alle ? Hans Böckler stiftung, édition sigma.

Articles

- GADREY Jean, 1997, Mécanismes de création d'emplois : deux logiques à réconcilier, *Echange et projets*, juin, p. 48-51.
GADREY Jean, BARET Christophe, GALLOUJ Camal, 1998, France-Allemagne-Grande-Bretagne : Le temps de travail dans la grande distribution alimentaire en France, Allemagne, Grande-Bretagne, *Travail et Emploi*, n° 74, p. 21-35.
GADREY Jean, BARET Christophe, GALLOUJ Camal, 1998, Flexibilité à court terme et flexibilité durable, *Personnel*, juillet, p. 43-48.
GADREY Jean, 1999, Flexibilité et professionnalisation du travail dans les services : des stratégies et des modèles distincts, *Economies et Sociétés*, Série Economie et Gestion des Services, n°1, 5/1999, p. 117-141.
GADREY Jean, BARET Christophe, GALLOUJ Camal, 1999, France-Germany-Great-Britain : the Organization of Working Time in Large Retail Food Stores, *European Journal of Industrial Relations*, n°1, March, p. 27-48.

Rapports de recherche

- GADREY Jean, BARET Christophe, GALLOUJ Camal, 1997, France-Allemagne-Grande Bretagne : la grande distribution du temps de travail, rapport de recherche pour la DARES, juin.
JANY-CATRICE Florence, PERNOD-LEMATTRE Martine, RIBAULT Thierry, 1999, Aménagement réduction du temps de travail ou temps partiel : le cas de la grande distribution française, rapport pour la Mission, Assises régionales pour l'emploi et le travail“, du Conseil Régional du Nord Pas de Calais, Pôle de compétences régional, 80 pages.
JANY-CATRICE Florence, PERNOD-LEMATTRE Martine, RIBAULT Thierry, 1999, Aménagement réduction du temps de travail ou temps partiel : le cas de la grande distribution française, rapport de synthèse pour la Mission, Assises régionales pour l'emploi et le travail“, du Conseil Régional du Nord Pas de Calais, Pôle de compétences régional, 16 pages.

Communications

- GALLOUJ Camal, 1999, The French politics of reduction in working hours : some developments in the last 20 years, internationale konferenz im rahmen des deutschen EU-presidentschaft, “ Frauen in der informationsgesellschaft ”, Dusseldorf, april 17 th
PERNOD-LEMATTRE Martine, 2000, Aménagement-réduction du temps de travail ou temps partiel : le cas de la grande distribution alimentaire, Conférence Internationale Economie et Socio-Economie des services, juin, Roubaix-Lille.

1.3.1.B FLEXIBILITE ET PROFESSIONNALISATION DU TRAVAIL DANS LES SERVICES : DES STRATEGIES ET DES MODELES DISTINCTS (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

CLERSE : Jean GADREY (PR)

Objet, méthode, résultats

Ce travail est organisé autour de deux grandes questions et de leur articulation. La première est celle de la flexibilité du travail dans les services et de ses modèles alternatifs. La seconde question est celle de la professionnalisation du travail : que faut-il entendre par ce terme ? Comment la professionnalisation est-elle liée à la rationalisation du travail et que peut signifier une rationalisation professionnelle du travail dans les services ?

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

Ces deux questions doivent être articulées pour penser à la fois des modèles d'organisations efficaces et des modèles de statuts professionnels valorisants. C'est pourquoi, il est proposé une lecture de la diversité des solutions possibles à partir de plusieurs modèles d'organisation du travail et des carrières professionnelles dans les services.

Deux modèles de gestion peuvent être observés en fonction de stratégies de gestion des ressources humaines visant l'une et l'autre la flexibilité de l'organisation, mais par des voies différentes. Ces deux réponses organisationnelles possibles aux exigences de flexibilité sont le modèle néo-taylorien de flexibilité quantitative et le modèle d'adaptabilité organisationnelle. Dans le premier modèle, les contraintes et les aléas de la production sont répercutés sur les salariés sur le mode de l'individualisation et de l'exigence de disponibilité temporelle maximale. L'horizon de la gestion est le court terme. Dans le second modèle, les contraintes sont gérées de façon plus concertée. L'horizon de la gestion des ressources humaines est le moyen et long terme.

L'articulation des approches plutôt économiques des modèles de flexibilité, avec les approches plutôt sociologiques de la rationalisation du travail et de la professionnalisation permet d'aboutir à quatre modèles de gestion des ressources humaines dans les grandes organisations de services, ayant des implications différentes en matière de professionnalisation et de formation : modèles taylorien-bureaucratique, néotaylorien flexible, corporatiste et professionnel flexible.

D'autres modèles de GRH caractérisent les petites structures et l'exercice individuel dont l'organisation en général est peu formalisée : le modèle de la petite structure non professionnelle, le modèle de la petite structure professionnelle, le modèle de l'emploi de service de gré à gré, le modèle du professionnel indépendant ou « libéral ».

En conclusion sont évoquées quelques implications possibles de cette analyse, en prenant position en faveur d'un modèle flexible et professionnel de gestion des ressources humaines dans les services. C'est sur cette base qu'est envisagé le cas de la professionnalisation des nouveaux services de proximité, tel que le soutien à domicile aux personnes âgées ou la garde des jeunes enfants.

Publications issues de l'opération

Article de revue

GADREY Jean,(1999), "Flexibilité et professionnalisation du travail dans les services : des stratégies et des modèles distincts", *Economies et Sociétés*, Série Economie et Gestion des Services, n°1, 5/1999, p. 117-141

1.3.1.C FONCTIONS CADRES ET ARTT (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

GRAPHE-CLAREE : Anne DIETRICH (MC) sous la direction scientifique de Nicolas VANEECLOO (PR)

Objet, méthode, résultats

Objet :

En amont de la loi Aubry II, en vue de répondre aux attentes et besoins des consultants et des entreprises : étudier la faisabilité de la réduction du temps de travail des cadres, instrumenter la RTT des cadres,

Dans un premier temps, la recherche s'attache à clarifier la problématique cadre par une approche à la fois historique et descriptive du groupe cadre et à évaluer la spécificité de la RTT des cadres en analysant les contraintes qui pèsent sur les cadres et leurs temps de travail. Faut-il ou non les intégrer dans un accord de RTT ? Si oui à quelles conditions, selon quelles modalités ?

Dans un second temps, elle identifie les stratégies mises en oeuvre par les entreprises, analyse leurs enjeux, interroge leurs avantages, leurs limites et leurs inconvénients. Elle met en évidence l'importance des représentations culturelles et sociales et l'impact des modalités de gestion dans la perception et le traitement de la question des cadres. Elle montre que la complexité de la question cadre vient en grande partie de l'hétérogénéité de cette catégorie sociale et que les solutions aux problèmes des cadres sont organisationnelles.

Méthodes :

- revue de la littérature sur les cadres (histoire, sociologie, gestion), synthèse d'enquêtes (INSEE, APEC, CFDT, etc) sur les cadres en termes d'emplois, d'effectifs, de durées de travail, de modalités et de conditions de travail, revue de presse sur une durée de deux ans.
 - revue de la littérature sur le temps de travail
 - analyse des textes de lois (de Robien, Aubry I et II) et de leurs commentaires (scientifiques et journalistiques)
 - analyse d'une soixantaine d'accords de Robien (offensifs et défensifs) conclus dans des entreprises du Nord-Pas de Calais, de taille, de secteur, d'activités différents
 - entretiens exploratoires avec des consultants du réseau régional en vue d'identifier leurs besoins en termes de connaissances de la question cadre et d'instrumentation de la RTT des cadres. Objectifs des entretiens : identifier les problèmes qu'ils rencontrent au cours de leurs interventions en entreprise (diagnostic, aide à la mise en œuvre de l'ARTT), analyser leurs perceptions et représentations des problèmes.
 - réalisation de 10 monographies d'entreprises, à partir d'entretiens semi-directifs avec les dirigeants, directeurs des ressources humaines et cadres d'entreprises.
- Objectifs : identifier les modalités d'inscription des cadres dans un accord de RTT ainsi que les modalités de RTT mise en œuvre pour les cadres, ou les raisons de la non-inscription des cadres dans un accord de RTT ; identifier les contraintes et les difficultés rencontrées, les enjeux sous-jacents et leurs conséquences en termes d'organisation du travail ; analyser les bilans tirés par les entreprises elles-mêmes et par les salariés
- vérification auprès des acteurs de terrain (directions d'entreprise, consultants) de l'opérationnalité de la typologie proposée

Résultats :

- clarification de la problématique cadre
- mise en évidence de la nécessité d'inclure les cadres dans un accord de RTT pour des raisons économiques, sociales et organisationnelles
- mise en évidence de la nécessité d'une gestion différenciée des populations cadres, en raison de leur hétérogénéité
- construction d'une typologie opérationnelle des cadres, permettant cette gestion différenciée des cadres, en fonction de leur position dans l'entreprise, de leurs rôles et de leurs contraintes
- instrumentation de la RTT des cadres : rédaction d'un guide pratique sous forme de fiches thématiques, chaque fiche répondant à une question d'ordre juridique, gestionnaire, théorique, pratique, ou préconisant des solutions en termes de démarches ou de méthodes.
- une phase ultérieure remodelle et actualise ce document en y introduisant les catégories et règles définies par la loi Aubry II. Elle met en évidence les paradoxes ou prises de position qui marquent le passage de la 1^{ère} loi Aubry à la seconde.

Partenaires et financement

Recherche conventionnée par le Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

DIETRICH Anne (2000) *Guide à l'usage de la réduction du temps de travail des cadres. Les 35 heures en 35 questions*
Région Nord-Pas de Calais, à paraître

Contributions à des ouvrages collectifs

CAZAL Didier, DIETRICH Anne (2000) "Droit du travail et gestion des ressources humaines : le cas du travail" in Amann B. (dir.) *Gestion et Droit. IAE, XVèmes Journées nationale*, Paris, Editions Dalloz, pp. 37-54.

DIETRICH Anne "Vers une autonomie contrôlée ?" in BOUFFARTIGUE P. (dir.) *Les cadres. La grande rupture*. Paris, La Découverte. ch. 8. A paraître fin 2000 – début 2001.

Articles de revue

DIETRICH Anne (2000) "Typologie des cadres à l'usage de la réduction de leur temps de travail" *Gestion 2000*, n° 4, juillet-août, pp. 119-135

DIETRICH Anne (1999) La réduction du temps de travail des cadres : points de vue et enjeux, Région Nord-Pas de Calais, n° 18 Mai

Rapports

DIETRICH Anne (2000) "Guide à l'usage de la RTT des cadres : les 35 h en 35 questions", *Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 59 p., février.

DIETRICH Anne (1999) "Guide à l'usage de la RTT des cadres : les 35 h en 35 questions", *Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 51 p., juin.

DIETRICH Anne (1999) "La RTT des cadres : Monographies d'entreprises. Rapport d'enquête", *Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 80 p., mars.

DIETRICH Anne (1999) "La réduction du temps de travail. Synthèse", *Rapport d'études, Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 25 p., janvier.

DIETRICH Anne (1998) "Cadres et temps de travail : quelles problématiques ?" *Rapport d'études, Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 100 p., novembre.

Communications

DIETRICH Anne (2000) "ARTT et dynamiques organisationnelles dans les PME du Nord-Pas de Calais" *Vème Congrès International Francophone sur la PME*, Lille, octobre.

DIETRICH Anne (1999) "La réduction du temps de travail des cadres : vers une autonomie contrôlée", *Journées d'Etudes Scientifiques Pluridisciplinaires sur les Cadres*, LEST-CNRS, Aix-en-Provence, décembre.

DIETRICH Anne (1999) "Incidences de l'Aménagement-Réduction du Temps de Travail sur les modes de contrôle en GRH : les leçons d'une enquête en PME du Nord-Pas de Calais" *10ème Congrès de l'Association Francophone de Gestion des Ressources Humaines*, Lyon, septembre, pp. 447-460.

DIETRICH Anne (1999) "La réduction du temps de travail : problématiques et enjeux" *Sixièmes Journées de l'IFRESI CNRS*, volume 2, Lille, avril, pp. 181-200.

1.3.1.D LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL DES CADRES : PROBLEMATIQUES ET ENJEUX (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheur

CLAREE : Anne DIETRICH (MC)

Objet, méthode, résultats

Le temps de travail des cadres, entre des durées et charges excessives et l'aspiration à les réduire, fait depuis peu l'objet d'une médiatisation importante. Il aura néanmoins fallu les menaces et sanctions répétées de l'inspection du travail pour contraindre les entreprises à prendre des mesures, voire signer des accords limitant le temps de travail des cadres.

La volonté politique de réduire le temps de travail, dans la perspective des 35 heures, fait du décompte horaire du temps de travail des cadres un enjeu politique et symbolique très fort.

On note ces derniers temps, une rapide évolution du débat public : la situation particulière des cadres, en termes de temps de travail, de fonction, de productivité est aujourd'hui perçue comme un catalyseur des implications organisationnelles de la RTT.

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

La réduction du temps de travail des cadres constitue ainsi une problématique complexe. S'y imbriquent de multiples enjeux. C'est de cette complexité que nous souhaitons rendre compte en montrant comment problématiques catégorielles et sociologique s'articulent. A cette fin, partant d'une revue de littérature sur les cadres et d'enquêtes sur leurs temps de travail, nous montrons comment aspects juridiques et gestionnaires, symboliques et organisationnels interagissent.

Ce travail s'appuie sur un rapport de recherche consistant à faire le point des connaissances sur les cadres et leur temps de travail, première phase d'un travail en cours pour le Conseil Régional du Nord Pas de Calais.

Nous nous attachons aux aspects juridiques de la réglementation du temps de travail des cadres, à leurs déterminants en termes d'emploi et à leurs effets en termes de gestion, puis, nous montrons que la question de la RTT des cadres met un point d'orgue à l'érosion du statut cadre et à la remise en cause dont il fait l'objet, enfin nous évoquons les enjeux stratégiques et organisationnels de la RTT des cadres et proposons des éléments opératoires.

La réduction du temps de travail des cadres constitue un enjeu important à la fois pour les instances politiques et pour les entreprises. Le report à une seconde loi des points délicats (montant des heures supplémentaires et modalités de la réglementation du travail des cadres) en est un signe indéniable. Pour les premières, cet enjeu est lié à l'importance des effectifs cadres et à la situation particulière et emblématique de cette catégorie sociale en France, en termes de volumes horaires et d'avantages salariaux. Pour les secondes, il s'agit de maintenir l'implication des cadres -et des aspirants cadres- car ceux-ci restent fortement attachés aux signes distinctifs du statut cadre et de les "enrôler" dans un processus de réorganisation du travail dont ils sont les acteurs principaux, en tant qu'encadrants ou en tant que force productive.

Une revue de littérature sur la question cadre permet de comprendre et d'expliquer en quoi la problématique catégorielle (décalage entre les pratiques et le droit, dispositifs, règles et outils de gestion) pose une question de sociologie plus fondamentale. L'analyse de la "forme" prise par le groupe, ses déterminants historiques, ses évolutions sociales, les comparaisons internationales mettent en évidence la contingence et l'érosion du statut cadre ainsi que l'importance culturelle et symbolique d'une RTT des cadres. Nous avons ainsi montré en quoi elle mettait un point d'orgue à la remise en cause du statut cadre. Ils permettent enfin de clarifier le débat et d'anticiper certaines évolutions de gestion.

La finalité opérationnelle de ce travail, assortie d'une analyse d'accords conclus régionalement ou nationalement, nous a conduit à identifier un certain nombre de principes de réglementation et de gestion d'une RTT des cadres, visant à la rendre acceptable et à proposer une catégorisation des cadres, favorisant une gestion différenciée des temps de travail des cadres afin de prendre en compte leurs contraintes spécifiques.

Publications issues de l'opération

Article de revue

DIETRICH Anne, (2000) " Typologie des cadres à l'usage de la réduction de leur temps de travail " *Gestion 2000*, n° 4, juillet-août, p. 119-135

Contributions à des ouvrages collectifs

DIETRICH Anne, « Vers une autonomie contrôlée » ? in Bouffartigue P. (dir.) *Les cadres. La grande rupture*, Paris, La Découverte. ch. 8, à paraître, 2001

Communication

DIETRICH Anne, (1999) « La réduction du temps de travail des cadres : vers une autonomie contrôlée », *journées d'études scientifiques pluridisciplinaires sur les cadres*, LEST-CNRS, Aix-en-Provence, décembre

1.3.2. Le développement des logiques de compétences (fiches des opérations)

1.3.2.A EVOLUTION DU ROLE DES CADRES : ETABLISSEMENT D'UNE TYPOLOGIE BASEE SUR LE CONTENU DE L'ACTIVITE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

MEDEE : Nicolas GLORIEUX (doctorant)

Objet, méthode, résultats

La place occupée par les cadres dans l'organisation est centrale. Cet travail analyse la manière dont les cadres sont affectés dans les différents emplois à l'intérieur des zones de mobilité, en nous concentrant sur un aspect du problème : celui de la relation entre les choix de structuration du travail et les choix d'évolution professionnelle. Les changements d'affectation sont modulés en fonction des rôles tenus par les cadres dans la firme.

Le rôle des cadres peut être séparé en deux catégories, dont une seule est traitée par l'analyse économique. La première catégorie, dite des cadres " généralistes ", est chargée de coordonner les activités d'un ensemble d'individus et de définir des stratégies d'actions dont l'ampleur est plus ou moins importante selon la situation de l'emploi dans l'organisation. La seconde catégorie, dite des cadres " spécialistes ", s'occupe de résoudre des problèmes précis en relation directe avec l'activité de l'entreprise. Cette classification établit l'existence de deux catégories de cadres, mais elle ne renseigne pas sur la genèse de ces catégories ni sur l'évolution des cadres appartenant à ces catégories. L'intégration du cadre dans l'une de ces catégories s'effectue dans la durée, à travers la succession des mouvements internes dans les différentes fonctions contribuant à élaborer sa trajectoire professionnelle. Ce n'est pas tant l'allocation dans une fonction de type spécialiste ou généraliste qui définit l'appartenance à cette catégorie, que la succession des mouvements dans les différentes fonctions.

Après l'étude de l'évolution de l'activité des cadres dans l'entreprise, nous examinons la façon dont la théorie économique traite cette catégorie. Ce détour permet de mettre en avant les faits stylisés décrivant le rôle des cadres, et par là même, les lacunes de leur représentation par rapport à l'évolution de cette catégorie. Enfin, à partir d'éléments empiriques la manière dont les trajectoires des cadres appartenant à ces catégories se construisent et se différencient est précisée.

Nous avons montré que la " production " des cadres spécialistes s'enracine dans la durée. L'incertitude allocative due à la présence d'une structure d'emplois différenciés explique un parcours professionnel centré sur l'augmentation d'un niveau d'expertise. Il en résulte une trajectoire dans laquelle le succès des occupations antérieures garantit la qualité de l'individu. Cependant, un certain nombre d'interrogations subsiste. Le même raisonnement peut-il s'appliquer à la formation d'un cadre généraliste ? La mobilité interne est la rencontre entre l'évolution des capacités individuelles et l'application de règles organisationnelles de mobilité. Peut-on alors observer des procédures décisionnelles qui permettraient de construire une trajectoire de spécialiste ou de généraliste ?

L'analyse de la réalisation des mouvements internes comporte une insuffisance sur l'attitude de la firme envers la mobilité interne. Certes, on dispose d'informations sur les secteurs d'activité qui utilisent la mobilité. Mais on peut se demander si d'autres variables, comme le nombre de cadres, déterminent un niveau d'implication des firmes, ou si la politique de mobilité interne est identique dans tous les secteurs d'activité. Les études n'indiquent pas de manière détaillée les procédures utilisées pour construire la trajectoire des cadres. Enfin, la prise en compte d'une structure d'emplois différenciés nous a amené à émettre l'hypothèse que les fonctions occupées délimitent une capacité de réorientation dans la structure. La matérialisation de ce phénomène implique la mise en évidence d'une influence de la structuration du travail sur les choix de mobilité interne.

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

Publications issues de l'opération

Communication

GLORIEUX N. (1999), « Evolution du rôle des cadres : établissement d'une typologie basée sur le contenu de l'activité », communication aux 6è Journées Ifrési, 21 et 22 avril

1.3.2.B COMPETENCE ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES : CONTRIBUTION A UNE APPROCHE CRITIQUE ET OPERATIONNELLE DE LA GESTION DES COMPETENCES EN ORGANISATION (OPERATION EN COURS)

Chercheur

GRAPHE-CLAREE : Anne DIETRICH (MC)

Objet, méthode, résultats

- Identifier les déterminants de l'émergence et de l'utilisation de la notion de compétence en organisation ; analyser leurs enjeux
- Montrer en quoi la compétence est un instrument de régulation de l'action organisée
- Définir les conditions d'une approche opérationnelle de la gestion des compétences

méthodes

Approche compréhensive des compétences et de leur gestion

- Revue de littérature
- Etudes de cas : monographies d'entreprises, entretiens, observations sur postes
- Approche comparative

résultats

- Analyse et définition du concept de compétence, mise en évidence des conditions de sa structuration dans l'action ; mise en évidence du rôle des règles organisationnelles sur la structuration des compétences
- Analyse de la gestion des compétences en termes de technique managériale
- formalisation des pratiques de gestion de trois entreprises verrières d'un même groupe
- formalisation des savoirs de l'exécution et mise en évidence de l'importance de la gestion des règles pour une meilleure gestion des savoirs

Publications issues de l'opération

Articles de revue

DIETRICH Anne (1999) "Compétence et performance : entre concepts et pratiques de gestion" *Education permanente*, "La logique de la compétence", n°140/1999-3, pp. 19-34.

DIETRICH Anne (1999) "La dynamique des compétences, point aveugle des techniques managériales" *Formation et Emploi*, numéro spécial "Activités de travail et dynamique des compétences" n° 67 juillet-septembre, pp. 9-23.

DIETRICH Anne (1997) "La compétence comme instrument de régulation de l'action organisée" *Gérer et Comprendre-Annales des Mines*, n° 49 septembre, pp. 71-82.

1. Transformations des activités économiques

1.3. Création, agencement, fonctionnement et performance des organisations

1.3.2.C ACTION STRATEGIQUE ET CONDUITE DU CHANGEMENT ORGANISATIONNEL DANS L'ENTREPRISE (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLARÉE : Christian MAHIEU (CR), Alain DESREUMAUX (PR)

CLERSE : Patrice GREVET (PR)

Chercheurs d'autres équipes :

P. BESSON (Ecole Supérieure de Commerce de Paris et Université Paris Dauphine)

R. SOENEN (LAMIH, Université de Valenciennes)

Objet, méthode, résultats

Cette recherche s'inscrit dans la continuité des travaux précédents sur les mutations des formes organisationnelles, sur les processus de transformation en entreprise et sur les métiers et les modèles professionnels en émergence.

Au cours de la dernière période (de 1997 à 2000) elle s'est articulée en trois thématiques menées de front :

- le renouvellement du processus stratégique dans la conduite du changement dans l'entreprise
- les contraintes et potentialités de l'organisation du travail, en lien avec la relation de service
- l'innovation technologique dans la conduite du changement

Ces thématiques ont été approfondies à l'occasion de projets, de contrats ou de construction de problématiques spécifiques.

L'orientation majeure donnée à cet ensemble articulé d'opérations de recherche est de relier systématiquement dans une perspective actionnaliste, évolutioniste et constructiviste, les enjeux et contenus des transformations avec l'analyse fine des dynamiques d'actions ainsi que les démarches et les dispositifs de mise en scène de l'action.

- *De la sollicitation de l'initiative stratégique à la conduite de programmes de changement basés sur une décentralisation du processus stratégique*

Soliciter l'initiative stratégique locale devient une nécessité pour nombre d'entreprises. Ces entreprises sont désormais confrontées aux enjeux d'une concurrence accrue et d'une grande turbulence dans l'évolution des marchés, des demandes et des potentialités d'offres liées à l'évolution des modes d'usage des produits et services. Elles ne peuvent s'y adapter qu'en multipliant les capteurs, seuls à même de saisir tous les signaux faibles que leur envoie l'environnement. La recherche porte sur l'enjeu que représente pour les entreprises la sollicitation de cette initiative stratégique, et sur ce qu'implique la construction d'une nouvelle démarche stratégique. L'objectif est de montrer les difficultés, les contraintes et les potentialités de ce processus de construction.

La réflexion se situe dans la perspective ouverte dans le champ de la pensée stratégique par le modèle des ressources et des compétences ; c'est pourquoi on insiste sur le processus de construction des ressources et des compétences. La perspective constructiviste dessinée ici met l'accent simultanément sur la complexité des dimensions de la compétence stratégique et la complexité du processus de construction de cette compétence. Un des enjeux de cette recherche est de se démarquer des pseudo-démarches d'ingénierie stratégique qui privilégient les traditionnelles questions du choix, de l'allocation et de la structuration des compétences critiques.

Cette perspective ne peut donc se dissocier d'une analyse des conditions de l'implication, voire de l'engagement des acteurs dans la démarche stratégique de leur entreprise. Ce qui nous

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

confronte à un paradoxe majeur : les salariés sont invités à mobiliser leur intelligence stratégique dans les mutations en cours, alors que, dans de nombreuses entreprises, l'avenir est incertain et les fragilise totalement. Ils sont de plus en plus souvent sommés collectivement et individuellement à se solidariser de l'entreprise (dans son sens le plus étymologique, à savoir contribuer à la définition et à l'atteinte de finalités économiques collectives), alors que, par bien des aspects, ils apparaissent largement exclus des décisions stratégiques qui engagent leur avenir.

Cependant, contradictoirement à ces risques d'exclusion, cette sollicitation offre cependant autant de potentialités d'évolution des rapports sociaux au sein des entreprises. D'un côté, elle traduit un risque de fragilisation de collectifs et de groupes professionnels antérieurs. D'un autre côté, elle ouvre des possibilités de nouveaux investissements stratégiques pour des groupes sociaux et des collectifs, certes en recomposition, mais sur la base de rapports transformés à l'entreprise et selon de nouvelles formes d'individuation.

Cette réflexion sur la recomposition du processus stratégique permet de déboucher sur une nouvelle approche du changement en entreprise.

La prise de conscience de la complexité des processus de changement dans les entreprises a débouché sur un foisonnement de problématiques. On parle désormais de management stratégique. Les modèles d'analyse contingente se sont enrichis. Peu de travaux cependant se penchent sur les processus concrets de changement : les contenus, les étapes, les porteurs, ...

La complexité des processus de changement, la nécessité d'une mise en œuvre rapide et d'une forte capacité d'adaptation aux contextes (externes, en particulier) jointe à l'implication forte des acteurs locaux qu'il s'agit désormais de responsabiliser, tout cela valorise des approches décentralisées, basées sur la mobilisation des acteurs de terrain. Le changement fonctionnant à l'institutionnalisation de l'émergent, le terrain doit s'en faire l'opérateur principal, ce qui, pour beaucoup, justifierait l'importance donnée aux démarches de changement basées sur la mobilisation décentralisée des acteurs locaux. C'est ce qui expliquerait, selon certains, que des projets de changement, parce que portés en central, ne produiraient que peu de transformation.

L'action programmée de changement est cependant l'objet d'un malentendu important. Beaucoup de chercheurs et d'analystes de l'action en entreprise continuent de développer une approche critique des grands programmes de transformation. De fait, il faut constater l'échec de nombreux projets, ou, tout au moins, le caractère extrêmement relatif de leurs succès, eu égard aux moyens déployés. Cela a conduit, et conduit encore, nombre d'entre eux à insister sur une dynamique du changement fortement ancrée dans les contextes locaux, et qui s'appuie sur le rôle créateur des acteurs de terrain dans des dispositifs de mise en action, sur des enjeux et à des niveaux locaux.

De leur côté, quand bien même les projets globaux fortement outillés faisaient, et font, l'objet de critiques étayées par des faits patents, les entreprises n'ont pas cessé de promouvoir des actions à vocation globale ; et c'est par programme que les entreprises continuent d'envisager le changement.

Les derniers résultats sur cet axe de recherche, développés autour de la notion de programme de changement seront présentés dans plusieurs congrès en 2001.

b) Le renouvellement des formes organisationnelles

Contrairement à certaines recherches en gestion et en continuité avec une tradition chez certains économistes et sociologues, le travail réalisé place l'analyse fine des rapports au travail au cœur de l'approche du changement organisationnel. C'est dans cet esprit que, dans la lignée de travaux antérieurs, ont été analysés des projets d'organisation dans leur conception et leur développement (cf. la recherche menée en lien avec l'entreprise Péchiney de Dunkerque : Aluminium Dunkerque). Aujourd'hui la problématique de l'organisation du travail est en profond renouvellement.

La relation de service joue un rôle de plus en plus central dans les transformations professionnelles des entreprises. Ce que les entreprises appellent désormais l'« orientation client » tend à devenir le paradigme central de l'allocation et de la mobilisation des ressources humaines.

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

La recherche engagée porte sur l'analyse de cette liaison. Elle vise à en souligner les contraintes nouvelles, mais aussi les potentialités contradictoires.

Dans l'exercice de la relation de service, les salariés sont confrontés à de nouvelles modalités de travail en contact direct ou indirect avec le client. Ces modalités s'accompagnent d'exigences concernant les fonctionnements individuels et collectifs, les horaires de travail, l'apprentissage de nouvelles compétences...

Ces nouvelles situations de travail sont tout à la fois porteuses de contraintes, de possibles ségrégations entre les catégories de salariés, voire d'exclusion pour celles qui apparaissent inaptes à ces situations. Mais elles présentent également des potentialités de nouveaux développements professionnels individuels et collectifs.

Il est désormais courant de décrire de façon juxtaposée ces contraintes, liées au contact client, à la flexibilité recherchée des horaires de travail et les nouvelles modalités de travail faites de responsabilité et de compétences plus ou moins reconnues. Ces modalités sont alors souvent présentées comme devant faire l'objet d'aménagements (et parmi celles-ci la réduction du temps de travail n'est pas l'un des moindres) au titre des compensations nécessaires à la faisabilité sociale d'évolutions perçues comme imposées par le marché.

Que cette relation au client puisse générer des rapports nouveaux entre les différents contributeurs à la relation de service est une thématique moins souvent envisagée. Elle est au cœur de la recherche.

Dans quelle mesure la relation de service est-elle au centre des évolutions professionnelles des entités opérationnelles des entreprises ? Dans quelle mesure cette relation de service est-elle perçue comme une interaction forte avec des clients repérés et connus ? Dans quelle mesure ce rapport au client est-il perçu comme source de connaissances nouvelles à partager ? Dans quelle mesure ces connaissances reposent-elles sur une compréhension des clients, de leurs modes de vie et de travail, ce qui suppose une analyse des rapports économiques et sociaux, voire anthropologiques qui structurent les clients (les réseaux, les communautés d'usages et d'intérêts, ...) ? Dans quelle mesure la mise en commun de ces connaissances est-elle refondatrice de nouveaux, rapports sociaux tant avec l'environnement qu'au sein même de l'entreprise ?

Pour qu'il en soit ainsi, et donc que les contradictions soulignées précédemment puissent jouer positivement, il faut que des conditions objectives et subjectives soient réunies : des conditions liées aux modes de fonctionnement et de management, à la reconnaissance des efforts faits, aux perspectives ouvertes tant sur le plan collectif de l'entreprise que sur celui des groupes identitaires auxquels s'identifient les salariés et que celui des individus eux-mêmes.

À partir de ces nouveaux axes de problématique, on développe une analyse des activités et des acteurs mobilisés dans des dispositifs organisationnels centrés sur la relation de service et la gestion de la relation-client médiatisée par les technologies de télécommunication et des Centres d'Appels, de leurs supports informatiques (Internet, Base de données, ...).

Des éléments ont été présentés en 1999 (congrès AGRH Lyon), d'autres seront synthétisés courant 2000.

c) La dimension technologique du changement en entreprise

Le souci de se confronter aux enjeux que représente cette dimension est une nécessité. C'est bien d'une confrontation dont il s'agit dans la mesure où les problématiques des sciences sociales doivent trouver leur place dans des dispositifs de recherche pluridisciplinaire si l'on veut véritablement entrer dans le cœur du sujet à propos des mutations technologiques.

Plusieurs opérations antérieures ont traduit le développement de ce type d'approche, notamment en ce qui concerne les processus d'informatisation. Plus récemment, en partenariat avec des chercheurs en Sciences Physiques pour l'Ingénieur, plusieurs opérations financées par plusieurs programmes de recherche ont été menées :

- Le programme interdisciplinaire du CNRS sur les systèmes de production qui a réuni les départements CNRS « Sciences Physiques pour l'Ingénieur », et « Sciences de l'Homme et de la Société »: il a permis de développer un projet intitulé « ingénierie de la conception simultanée des

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

systèmes ». Ce projet a suscité de nombreux contacts en entreprise et des travaux collectifs menés en séminaires avec l'ensemble des laboratoires de recherche concernés en France et relevant de ces deux départements.

- L'autre opération s'est dessinée au cours de la première et a pour cadre le programme ESPRIT au sein du « European R et D program de l'Union Européenne ». Ces deux projets ont été engagés en partenariat avec l'équipe de René Soenen, au sein du LAMIH (URA CNRS SPI et Université de Valenciennes). Ce projet s'est achevé en 1999. Il a donné lieu à plusieurs rapports de recherche, notamment, AIT – IMPLANT, « *Implanting CSCW And Innovation into the User Entreprise : Generic Enterprise Change Management Methodology* », 1998, final report en 1999.

Une opportunité nouvelle nous est donnée de continuer cette réflexion/confrontation sur les nouveaux enjeux que représentent les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Une action de recherche spécifique sur les projets e-business sera développée. L'objectif est ici d'aborder conjointement les enjeux technologiques, organisationnels et ceux portant sur les modalités de conduite stratégique du changement en entreprise.

Cette recherche s'appuie sur des liens étroits noués avec plusieurs grandes entreprises, soit directement, soit dans le cadre de participation à des réseaux au sein desquels elles confrontent leurs évolutions.

C'est dans le double souci de construire une problématique originale et de mettre en commun les terrains expérimentaux qu'un partenariat s'est noué avec Patrick Besson de l'ESCP.

Avec une grande entreprise de réseau qui vit une mutation rapide et profonde de ses métiers une relation durable a pu être nouée.

Cette relation permet une observation participante continue, enrichie de nombreux entretiens individuels et collectifs, de restitutions de synthèse, de mise en discussion de rapports intermédiaires, etc.

On ne peut mettre au centre de l'analyse les dispositifs d'action sans nouer des relations étroites et durables avec ces mêmes acteurs et leurs organisations d'appartenance.

Se positionner par rapport aux acteurs ; c'est se positionner par rapport à l'action collective et à leurs systèmes de relation ; c'est aussi poser la question de son propre rôle au sein des transformations observées.

Ce rôle est celui de l'analyste critique, mais ce peut être aussi un rôle de révélateur, de catalyseur.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

MAHIEU Christian, du ROY Olivier (1998a), *L'organisation qui n'existe pas, le cas d'Aluminium-Dunkerque*, Paris, Editions d'Organisation.

Articles de revue

MAHIEU Christian (1997), « L'intelligence stratégique locale au cœur d'un modèle professionnel en émergence dans les entreprises de réseau », *CLES*, n° 29, 1^{er} semestre, pp.71-89.

MAHIEU Christian, BIZAC Michel (1998b), « La difficile émergence d'une conduite socio-politique du changement dans une entreprise de réseau », *Gestion 2000*, n°3, mai-juin, pp.77-92.

MAHIEU Christian (1998c), « Transport routier : NETS réussit le "permis" qualité », mensuel *de l'ANACT Travail et Changement*, n°238, juin-juillet.

MAHIEU Christian, BIZAC Michel (1999), « Une entreprise de réseau face à la conduite politique du changement : cohérence "logique" et cohésion sociologique des démarches de changement ». *Economies et Sociétés, Sciences de Gestion*, n°26.

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

Communications

MAHIEU Christian (1997a), *Enjeux stratégiques et action collective dans l'entreprise*, colloque de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française « Le dedans et le dehors : formes d'entreprises et formes d'activités », Evry, 4-5 avril.

MAHIEU Christian (1997b), *L'intelligence stratégique, contribution à une sociologie de l'action stratégique*, communication à la 6^e conférence mondiale de l'Association Internationale pour le Management Stratégique, Montréal, Canada, 26-28 juin.

MAHIEU Christian (1997c), *Conduire le changement dans l'entreprise : gestion des projets d'organisation et action collective organisée*, communication à la 9^e conférence Internationale de la Society for the Advancement of Socio-economics, Montréal, Canada, 5-7 juillet.

MAHIEU Christian, BESSON Patrick (1999), *Construire une compétence stratégique locale : enjeux, contraintes et potentialités*, communication à la 8^e conférence de l'Association Internationale pour le Management Stratégique, Paris, 26-27-28 mai.

MAHIEU Christian (1999), « *Mobiliser les ressources humaines sur la relation de service dans une entreprise de réseau en mutations : contraintes et potentialités contradictoires* », communication au 10^{me} Congrès AGRH, Lyon, 9-10 septembre.

MAHIEU Christian (2000), *La gestion des compétences, un défi pour les organisations : bilan d'une expérimentation de la fin des années 1980*, communication au colloque « La gestion des compétences entre concepts et applications », organisé par l'Ecole Supérieure des Affaires de Grenoble, le Centre d'Etudes et de Recherches Appliquées à la Gestion (Université de Grenoble II) et par l'AGRH (Association Francophone de Gestion des Ressources Humaines), Grenoble, 8 juin.

1.3.2.D LA PRODUCTION DE COMPETENCES DANS UN MARCHE CONCURRENTIEL DE FIRMES HETEROGENES (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

CLERSE : Alexandre LENE

Objet, méthode, résultats

Le système scolaire ne peut pas fournir une main-d'œuvre parfaitement adaptée à l'ensemble des firmes du marché du travail. Les compétences requises par les entreprises ne sont pas toutes acquises à l'école ; une partie des compétences professionnelles nécessaires à la tenue d'un emploi sont produites par les entreprises. Les entreprises forment, au moins en partie, les individus qu'elles recrutent pour les adapter aux postes qu'elles ont à pourvoir. L'objet de ce travail est d'analyser cette *production de compétences* sur le marché du travail. Ce qui structure l'offre de formation des firmes individuelles sur le marché du travail est précisé en déterminant quels sont les mécanismes qui régissent la production d'utilisation de compétences ainsi que la circulation de la main-d'œuvre dans un marché *concurrentiel* composé de firmes *hétérogènes*.

Les contraintes qui s'imposent à la firme ne sont pas les mêmes selon que l'on considère la firme hors de tout contexte concurrentiel ou qu'on la considère intégrée dans un réseau de relations d'interdépendance. Dans le premier cas, il suffit que la firme soit capable de financer la formation de sa propre main-d'œuvre. Dans le deuxième cas, il est nécessaire de prendre en compte les flux de main-d'œuvre entre les firmes. On montre que si la firme considérée est « dominée », elle devra non seulement être capable de financer la formation de ses propres salariés mais également la main-d'œuvre destinée aux firmes qui la dominent. Cette situation n'est pas toujours socialement optimale. Un tel marché peut faire l'objet de pénuries locales de main-d'œuvre qualifiée. Cela peut justifier l'intervention des pouvoirs publics et notamment l'introduction de subventions permettant de solvabiliser l'offre de formation. Néanmoins, on montre qu'il est difficile d'échapper à un phénomène de sursolabilisation dans certaines firmes et que cela peut contribuer à l'institutionnalisation d'un marché secondaire si la qualité de la formation dispensée n'est pas contrôlée.

Pour rendre compte de l'hétérogénéité du marché du travail, on utilise une approche lancasterienne des compétences et des emplois. On adopte une logique adéquationniste d'ajustement des compétences des individus aux postes ; c'est le contenu (pratique, technologique et social) de l'emploi qui

1. Transformations des activités économiques

1.3. Création, agencement, fonctionnement et performance des organisations

détermine la nature des compétences des individus. Les « compétences requises » doivent donc être comprises comme des données produites par les évolutions structurelles des organisations.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

LÉNÉ Alexandre (1998), « La production d'adaptabilité : stratégies d'entreprise et compétences transversales », in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan

Communication

LÉNÉ Alexandre (1999), « La production de compétences dans un marché concurrentiel de firmes hétérogènes », communication aux 6^e Journées Ifrési, 21 et 22 avril

1.3.2.E INSERTION ORGANISATIONNELLE ET CONFIRMATION DE RECRUTEMENT : UNE APPROCHE EN TERMES D'EVALUATION ET DE MISE EN FORME DES QUALITES, PERSPECTIVES THEORIQUES (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheur

CLAREE : Pierre LOUART (PR), Frédéric SAUVAGE (MC)

Objet, méthode, résultats

Fortement secouée par la crise, la population juvénile s'avère particulièrement touchée par le développement de situations intermédiaires qui brouillent les frontières entre formation et emploi (cas des formations en alternance) et entre emploi et chômage (cas des petits boulot et de certains stages subventionnés qui relèvent parfois davantage d'un chômage "préservé" plutôt que d'un emploi "pleinement occupé"). De façon générale, les jeunes éprouvent de vives difficultés à s'inscrire rapidement sur le marché du travail et à se stabiliser professionnellement. En période de pénurie des emplois, les conditions et les modalités de l'insertion professionnelle des jeunes, tout comme le volume des emplois proposés à ces derniers, apparaissent étroitement liées aux pratiques de recrutement, d'intégration et de gestion de l'emploi des jeunes développées par les entreprises.

La recherche réalisée aborde explicitement cette question de l'insertion professionnelle des jeunes et met en évidence la nécessité d'élaborer un nouvel appareillage conceptuel et méthodologique pour la traiter. L'idée centrale qui sous-tend ce renouvellement est de considérer que le recrutement se déplace de plus en plus vers l'aval des opérations de sélection, sous la forme d'un processus de confirmation. Il s'agit de dépasser l'approche habituellement technique, contractuelle et statutaire des trajets professionnels des jeunes en phase d'insertion organisationnelle, pour considérer les processus qui les conduisent à être confirmés au sein d'une entreprise.

L'opération de recherche a d'abord consisté à établir le bilan des études empiriques relatives à l'insertion professionnelle des jeunes, mettant en évidence un mouvement de complexification de ce processus, sur fond de crise économique et de vulnérabilité extrême des jeunes au chômage. Après avoir résitué l'insertion professionnelle des jeunes dans une perspective historique, l'analyse des travaux empiriques sur cette question permet de souligner plusieurs caractéristiques d'un phénomène de complexification dont deux sont essentielles :

- la diversification des formes contractuelles d'accès à l'emploi et à l'entreprise, notamment sous l'effet des politiques conduites par les Pouvoirs Publics depuis une vingtaine d'années et destinées à faciliter l'insertion des jeunes. Cette politique a institutionnalisé un espace nouveau entre la formation initiale et l'activité professionnelle, avec l'intervention d'une pluralité d'acteurs (mission locale, collectivités locales, branches professionnelles) et a surtout favorisé l'éclatement des modes d'entrée dans la vie active ;

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

- la polarisation en matière de recrutement sur la notion de compétence, laquelle traduit notamment les exigences nouvelles des entreprises en termes de ressources relationnelles, cognitives et affectives que les salariés doivent déployer dans le cours de l'action. Ces dimensions vont au-delà du seul diplôme, insuffisant pour définir la compétence puisqu'il ne garantit pas la capacité à assumer des responsabilités, à prendre des initiatives, à faire preuve d'autonomie ou encore à s'inscrire efficacement dans des dynamiques collectives, autant de qualités communément mises en avant par les entreprises notamment pour leur emploi d'exécution.

Ce mouvement de complexification de l'insertion professionnelle est porteur d'un appariement de plus en plus tâtonnant entre les entreprises et les jeunes lors des phases d'entrée organisationnelle, notamment parce que les qualités attendues d'engagement personnel, les capacités relationnelles et d'adaptation, sont des qualités peu formalisées sur lesquelles pèse une incertitude majeure au moment de l'embauche. De ce fait, les entreprises modifient leurs pratiques de recrutement, intensifient leurs efforts pour maîtriser un processus d'insertion organisationnelle de plus en plus envisagé comme une période probatoire permettant de limiter les risques d'erreur à l'embauche, s'appuient sur ce processus pour construire elles-mêmes les qualités dont elles ont besoin.

Ces différents constats ont conduit dans un deuxième temps à s'intéresser à la confirmation dans l'emploi en tant que processus et point d'aboutissement de l'insertion organisationnelle, l'idée étant de repérer quels sont les processus et mécanismes qui conduisent un jeune à devenir membre à part entière de l'entreprise et à être "confirmé" dans un emploi. Après avoir dressé le bilan des modèles qui abordent de manière frontale la question de l'expérimentation ou de l'évaluation des qualités des nouveaux venus au cours de l'insertion organisationnelle, le travail a consisté à conceptualiser le phénomène de confirmation de recrutement. Les qualités d'un jeune se donnant à voir dans le cours de l'insertion organisationnelle, tout le propos est de montrer qu'elles sont saisies ou "mises à jour" par des formes de jugement sous-tendues par des conventions de compétence. L'insertion organisationnelle se définit alors comme un processus d'apprentissage au cours duquel le nouvel arrivant dans une organisation va comprendre, assimiler le rôle qui lui est assigné et parvenir à cette prévisibilité des comportements indispensable à la coordination organisationnelle. C'est un processus de mise en forme des qualités, mise en forme à référer aux spécificités des contextes au sein desquels les qualités du jeune vont être produites tout en étant mobilisées et mises à l'épreuve.

La grille d'analyse qui résulte du travail conceptuel réalisé est actuellement doublement à l'épreuve :

- en la considérant à partir d'un mode d'entrée et d'insertion organisationnelle particulier, celui des contrats de formation en alternance ;
- en la considérant dans deux secteurs d'activité dont le poids est particulièrement important dans la région Nord/Pas-de-Calais : la grande distribution et le secteur automobile. Ces deux secteurs présentent l'intérêt d'être relativement contrastés : le premier a longtemps souffert d'un problème de captation et de fixation de sa main d'œuvre juvénile et a fortement rationalisé ses processus de recrutement et de mobilisation des jeunes ; le second est confronté à des impératifs de réduction des coûts et à la nécessité de renouveler sa pyramide des âges.

Partenaires et financement

Conseil régional, dans le cadre de la deuxième tranche du contrat de plan Etat-Région 1994-1998

Publications issues de l'opération

Rapport de recherche IFRESI, 1998

1. Transformations des activités économiques

1.3. Création, agencement, fonctionnement et performance des organisations

1.3.2.F LA CONSTRUCTION DES COMPETENCES : ENJEUX STRATEGIQUES, ORGANISATIONNELS ET INDIVIDUELS (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLAREE : Alain DESREUMAUX (PR), Didier CAZAL (MC), Anne DIETRICH (MC), Olivier de la Villarmois (MCF USTL, CLAREE), Régis DUMOULIN (MC), Valérie FRANÇOIS-NOYER (MC), Marie-Claude MASSE (MC), Christian MAHIEU (CR), M.P. Coquard (IE CNRS, IFRESI)
CLERSE : Patrice GREVET (PR),

Objet, méthode, résultats

Cette opération de recherche concerne la question de la construction des compétences en entreprise et ses enjeux stratégiques, organisationnels et individuels. C'est une question qui entretient d'étroits rapports avec celle de la transformation du travail dans les entreprises, voire avec celle de la conception même de l'entreprise, de son essence, de la nature de ses actifs stratégiques.

La construction des compétences individuelles et collectives en entreprise, que l'on tend à considérer comme une base essentielle de l'obtention d'un avantage concurrentiel, sous-tend à bien des égards les transformations de la nature du travail et des agencements organisationnels des firmes. L'organisation transversale, considérée comme un ensemble plus ou moins structuré de compétences, le développement du travail collectif, l'interfonctionnalité, l'appel à la polyvalence, sont parmi les exemples de transformations les plus fréquemment évoqués.

La connaissance que l'on possède des processus de construction de ces compétences, le fonctionnement réel des nouvelles formes d'organisation qui leur sont associées, de leurs relations avec les trajectoires professionnelles des individus et la reconfiguration des contenus de tâches, reste cependant extrêmement fragmentaire.

L'objet de la recherche est de faire progresser cette connaissance en observant concrètement la façon dont se constituent les compétences individuelles et collectives, les difficultés auxquelles se heurte cette construction et la dynamique qui s'instaure à cette occasion au sein de l'entreprise, sur les plans stratégiques et organisationnels. Deux volets principaux structureront les réflexions et les investigations de terrain :

- l'analyse générale de la problématique « compétence »
- les liens entre construction des compétences et outils de gestion dans les entreprises

La variété des situations et des pratiques de gestion des entreprises impose d'aborder la question de la construction des compétences sur la base d'une contextualisation précise de la problématique. Cette contextualisation fait l'objet d'une double définition :

- en termes de type d'entreprises : on retiendra celles dont les activités sont à forte composante informationnelle, de façon générale des activités de service ;
- en termes de nature de compétences : on se focalise sur les activités qui font l'objet d'un pilotage stratégique de la relation client.

Une telle contextualisation se justifie par le fait que les activités précitées sont des activités où se manifestent de façon évidente certains traits des transformations actuelles des agencements organisationnels et des modes de travail, notamment ceux qui traduisent la volonté de rapprocher l'ensemble des acteurs de l'entreprise du marché, de favoriser l'initiative de ceux qui sont proches de la clientèle, de déployer le besoin du client dans toute l'organisation.

L'approche proposée est pluridisciplinaire. À travers plusieurs équipes membres de l'IFRESI, elle mobilisera différentes sciences de gestion (stratégie et organisation, gestion des ressources humaines, contrôle organisationnel, marketing) et sciences sociales (économie des services et de l'innovation, sociologie du travail et des organisations).

Le travail combinera deux séries d'éléments :

- la consolidation des travaux empiriques déjà diffusés par la littérature et ceux actuellement menés par les membres des équipes de l'IFRESI, soit dans le cadre de recherche-action ou d'interventions en

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

entreprise, soit à l'occasion du suivi de stages ou de travaux d'étudiants et portant sur le secteur des télécommunications ainsi que certaines activités de distribution (VPC notamment)

- des études empiriques spécifiques au projet de recherche : d'une part par enquête directe (selon les démarches d'observation participante, la réalisation d'entretiens individuels et collectifs et l'animation de réunions de travail internes aux entreprises enquêtées), d'autre part par enquête à distance destinée à apprécier de façon générale, pour les entreprises des secteurs d'activité considérés la cohérence entre les orientations et comportements stratégiques de l'entreprise et les types de systèmes gestion (systèmes de contrôle de gestion et dispositifs de gestion des ressources humaines), les politiques d'acquisition des compétences individuelles et les formes d'emploi privilégiées par l'entreprise.

Feront plus particulièrement l'objet des investigations de terrain :

- les entreprises de services à fort contenu informationnel (banque, crédit, assurances, informatique et télécommunications) : développement de structures en réseaux, structuration du marché de la sous-traitance.
- les télé-services et leurs organisations professionnelles : émergence de nouvelles compétences et de nouvelles formes de coordination, relation d'emploi,
- la grande distribution et la vente par correspondance : analyse des enjeux des call-centers et évolution des métiers de chefs de rayon (grande distribution) et d'acheteurs (VPC),

Partenaires et financement

Conseil Régional, dans le cadre du contrat de plan Etat-Région

1.3.3. Logiques partenariales (fiches des opérations)

1.3.3.A LES METIERS DU DESIGN ET LES RELATIONS INTER-ENTREPRISES DE LA FILIERE TEXTILE DANS LA REGION NORD-PAS-DE-CALAIS (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CLERSE : Bénédicte LEFEBVRE (IE)

Chercheur d'une autre équipe : Monique VERVAEKE (CR)

Objet, méthode, résultats

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, la création textile est un métier ancien attaché à une tradition. Cette région reste la première région française pour le nombre d'emplois textiles. Elle précède la région Rhône-Alpes et la région parisienne. Il paraît donc intéressant d'étudier le développement de la création textile à cet échelon régional. Notre problématique considère que la création textile permet de saisir certaines des mutations contemporaines de l'industrie textile. Le processus de production connaît de profonds changements, celui de la création s'est spécialisé et professionnalisé. Pour faire face à la concurrence internationale, de nouvelles stratégies sont développées par les entreprises, intégrant l'innovation technique et la création. Cette recherche étudie les mutations de l'industrie textile en examinant plus particulièrement la place qu'occupent les professionnels de la création (designers textiles, stylistes, dessinateurs textiles, etc.) dans les stratégies d'entreprises et la transformation des relations de pouvoir internes à la filière textile entre fabricants et distributeurs.

Partenaire et financement

Financement Contrat de Plan Etat-Région, 1994-1998, deuxième tranche

Publications issues de l'opération

1. Transformations des activités économiques

1.3. Création, agencement, fonctionnement et performance des organisations

Rapport

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1998) *L'industrie textile et les professionnels de la création, rapport de recherche CLERSE-LASMAS-IFRESI.*

Communication

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1999) La création textile comme révélateur des nouvelles relations entre fabricants et distributeurs, *Sixièmes Journées de l'Ifresi*, Lille, avril

Article de revue

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (en cours de publication) The design trades and relationships between firms of the textile sector in the Nord-Pas de Calais region, *Regional Studies*.

1.3.3.B L'INNOVATION ORGANISATIONNELLE : UN MODELE NEOSCHUMPETERIEN (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

CLERSE :Faïz GALLOUJ (MC)

Objet, méthode, résultats

Dans le prolongement des modèles d'innovation entrepreneuriale et monopolistique formalisés par J. Schumpeter, ce travail propose un nouveau modèle d'innovation d'esprit schumpeterien intitulé : le modèle d'innovation interactionnelle.

Ce modèle microéconomique qui renvoie, au niveau macroéconomique, aux rôles de certains services dans les systèmes nationaux d'innovation articule les quatre éléments suivants :

- les différentes composantes (étapes ou activités) du processus d'innovation sur lesquelles le prestataire peut être amené à intervenir
- les fonctions de l'entreprise cliente qui font l'objet de l'activité d'innovation
- le degré d'implication du prestataire (et du client) dans l'innovation, c'est-à-dire le degré de coproduction de l'innovation
- les formes cognitives de l'intervention du prestataire dans le traitement et la production de connaissances.

Il permet ainsi de mettre en évidence un certain nombre de configurations du modèle parmi lesquelles la configuration standard (définie comme absence d'interaction et le caractère mécaniste du transfert de technologie) n'est qu'un cas limite.

C'est moins à l'innovation dans les services qu'est consacré ce travail qu'à l'innovation par les services, bien qu'en réalité ces deux activités soient indissociables, ce qui soulève de redoutables difficultés d'appropriation de l'innovation. Ce chevauchement des activités d'innovation dans et par les services s'accompagne d'une autre difficulté : celle de la distinction entre la participation routinière du prestataire de service et sa contribution effective à l'innovation.

Le modèle d'innovation interactionnelle constitue un nouveau lieu d'expression de l'esprit schumpeterien. Les trois composantes de ce modèle sont l'innovation, et les deux acteurs qui s'appliquent à la produire ou à l'introduire : le « consultant » et le client. Il s'applique au secteur de l'économie tertiaire dans le contexte de l'avènement d'une économie fondée sur la connaissance. Ce modèle englobe tous les services aux entreprises intensifs en connaissances, mais aussi les prestations des laboratoires R-D, des universités, des agences publiques d'intermédiation, des entreprises financières et d'assurance, et, enfin, la coopération inter firmes en matière d'innovation...

1. Transformations des activités économiques

1.3. Création, agencement, fonctionnement et performance des organisations

Ce modèle, dans lequel un ou des consultants assistent leur client dans une innovation bien identifiée ou émergente, peut prendre des configurations multiples selon la ou les fonctions de l'entreprise qui constituent le support de l'innovation, la ou les étapes du processus d'innovation qui sont en cause, les méthodes de traitement ou de production de la connaissance qui sont envisagées.

Ce modèle s'appuie sur une configuration plus large de l'innovation qui rend compte de toute l'hétérogénéité de ce qu'on renferme souvent derrière les termes d'innovation ou de changement organisationnel, mais aussi de la diversité sémantique des notions d'innovation de produit.

Publications issues de l'opération

Article de revue

GALLOUJ Faïz, (1997) "Towards a neo-Schumpeterian theory of innovation in services ? ", *Science and Public Policy*, vol. 24, n°6, décembre, p. 405-420

Contributions à des ouvrages collectifs

GALLOUJ Faïz, GALLOUJ Camal, (2000) "Neo-Schumpeterian perspectives for Innovation in Services", in Boden M., Miles I. (eds), *Innovation in the knowledge based economy*, Pinter Publishers

GALLOUJ Faïz, (2001) "Interactional innovation, a neoschumpeterian model", in Sundbo J. et Fuglsang L (eds),

Communication

GALLOUJ Faïz (1999), " L'innovation organisationnelle : un modèle neoschumpeterien », Communication aux 6è Journées Ifrési, 21 et 22 avril

1.3.3.C RESEAUX ET ORGANISATIONS (OPERATION NOUVELLE)

Chercheur

Emmanuel LAZEGA (PR) Catherine COMET, Rafaël STOFER, Marta VARANDA, Olivier WATTEBLEED.

Objet, méthode, résultats

Développement d'une approche organisationnelle et structurale de l'activité économique.
Etudes de l'articulation entre bureaucratie et collégialité dans différents types d'organisation.
Développement de l'analyse secondaire de fichiers entreprises et promotion d'une approche quantitative en sociologie des organisations et en sociologie économique.

Thèmes de recherches empiriques :

- Bureaucratie et collégialité dans un cabinet américain d'avocats d'affaires (E.Lazega)
- Réseaux de relations sociales et professionnelles au sein de l'élite des chercheurs sur le cancer en France (Rafaël Stofer, bourse ARC)
- Bureaucratie et collégialité dans le Diocèse de Versailles, Olivier Wattebled (Bourse BDI-Cnrs)
- Les coopératives de petites entreprises du bâtiment, Catherine Comet (Cifre CAPEB)
- Réseaux et mobilisation de PME dans le cadre d'un réaménagement urbain, Marta Varanda (ISEG, Lisbonne)
- Bureaucratie et collégialité dans les tribunaux de commerce en France, E.Lazega et Lise Mounier (Contrat Mission Droit & Justice).

La méthode et la problématique communes à tous ces travaux en cours consistent à utiliser l'analyse de réseaux sociaux et économiques pour examiner les mécanismes sous-jacents à l'action collective.

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

Publications issues de l'opération

Ouvrages

LAZEGA, Emmanuel, *The Collegial Phenomenon : Generic Social Processes in Knowledge-Intensive Organizations*, manuscrit 1999, à paraître 2001, Oxford University Press,

FAVEREAU Olivier et LAZEGA, Emmanuel, *Conventions and Structures in Economic Organization: Markets, Networks, and Organizations*, Ouvrage collectif préparé avec Olivier Favereau, à paraître 2001, Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishers

Contributions à des ouvrages collectifs

LAZEGA, Emmanuel et FAVEREAU Olivier (eds), 2001, "Introduction", dans *Conventions and Structures in Economic Organization: Markets, Networks, and Organizations*, Edward Elgar Publishers.

LAZEGA, Emmanuel et MOUNIER, Lise, 2001, "Structural economic sociology for a society of organizations", 2001, à paraître dans Olivier Favereau et Emmanuel Lazega (eds), *Conventions and Structures in Economic Organization: Markets, Networks, and Organizations*, Edward Elgar Publishers, avec Lise Mounier.

LAZEGA, Emmanuel, 2001, "Réseaux et capacité collective d'innovation : l'exemple du *brainstorming* et de sa discipline sociale", chapitre à paraître dans un ouvrage collectif sur l'innovation, dirigé par Norbert Alter

LAZEGA, Emmanuel, 2001, "Social Mechanisms as a Form of Corporate Social Capital : Status Auctions Among Peers", avec Philippa Pattison, Chapitre à paraître dans un ouvrage collectif dirigé par Nan Lin, Karen Cook, Ronald Burt et Robert Putnam, *Social Capital : Theory and Research*, New York, Aldine de Gruyter

LAZEGA, Emmanuel, 1999, "Generalized Exchange and Economic Performance", dans *Corporate Social Capital and Liabilities*, Roger Leenders and Shaul Gabbay (eds), Boston, Kluwer

Articles de revue

LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Structure and Culture in the Constitutional Process: Multi-Status Oligarchs and the Negotiation of Precarious Values", soumis à revue à comité de lecture

LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Networks, distributed knowledge and economic performance : Evidence from corporate legal services", soumis à comité de lecture

LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Who Guards the Guardians? A Lateral Control Mechanism As a Form of Corporate Social Capital". Chapitre à paraître dans Roger Leenders et Shaul Gabbay (eds) dans un numéro spécial de *Research in the Sociology of Organizations* consacré au capital social dans l'organisation, 2001

LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Teaming Up and Out ? Cooperation and Solidarity in a Collegial Organization", *European Sociological Review*, vol. 16, n°3

LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Enforcing rules among peers : A lateral control regime", *Organization Studies*, 21:1-21

LAZEGA, Emmanuel et David KRACKHARDT, 1999, "Spreading and Shifting Costs of Lateral Control in a Law Partnership : A Structural Analysis at the Individual Level", *Quality and Quantity*, 34:153-175

LAZEGA, Emmanuel, 1999, "Le Phénomène collégial : Une théorie structurale de l'action collective entre pairs", *Revue Française de Sociologie*, 40:639-70

LAZEGA, Emmanuel et PATTISON, Philippa E., 1999, "Multiplexity, Generalized Exchange and Cooperation in Organizations", *Social Networks*, 21:67-90

Communications

LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Structure and Culture in the Constitutional Process: Multi-Status Oligarchs and the Negotiation of Precarious Values", Paper presented at the Amercian Sociological Association Annual Meeting, Social Networks session, Washington D.C., August

LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Networks, distributed knowledge and economic performance : Evidence from corporate legal services", Conférence *The economics and socio-economics of services: international perspectives*, Lille-Roubaix, 22-23 juin

LAZEGA, Emmanuel et Lise MOUNIER, 2000 "L'analyse multiniveaux des réseaux de la recherche sur le cancer en France", avec Lise Mounier, Article présenté à la conférence Sunbelt XX - International Sunbelt Social Network, Vancouver, Canada, Avril

LAZEGA, Emmanuel, 1999, "Réseaux sociaux et théorie de l'action collective", *Journées de l'Ecole Doctorale*, Université de Toulouse le Mirail, Toulouse, 5 mai

1.3.4. La création d'entreprise (fiches des opérations)

1.3.4.A ELEMENTS D'ANCRAGE TERRITORIAL CHEZ LES CREATEURS D'ENTREPRISE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

LGH : Federico CUNAT (MC), Yannick GIRY (doctorant)

Objet, méthode, résultats

D'ordinaire, la création d'entreprises est abordée à partir de caractéristiques intrinsèques au créateur lui-même considérées au rang de facteurs de création (PAPIN, 1997). Sans entrer dans la discussion concernant la pertinence de ces facteurs vis-à-vis des analyses, notre démarche considère la nature des liens qui sont tissés par l'ensemble des agents, acteurs, institutions, à propos des créations d'entreprise.

Il nous est apparu que le détour par l'examen de telles relations pourrait présenter quelque intérêt sur les manières de considérer les évaluations des politiques mises en œuvre à cette occasion, sans que l'évaluation elle-même ne fasse l'objet de cette présentation. En effet, la région Nord-Pas-de-Calais est le théâtre de nombreuses politiques publiques et privées qui se donnent comme objectif de favoriser la création d'entreprises. Ces politiques ont des formes très diverses : si certaines ont une vocation nationale, comme l'ACCRE (Aide aux Chômeurs Créeateurs ou Repreneurs d'Entreprise) ou l'ANVAR, d'autres ont des vocations régionales comme la PRCE (Prime Régionale à la Création d'Entreprises), destinées à des entreprises industrielles ou de services aux entreprises. Des politiques sont également menées à l'échelle intercommunale : les Plates-Formes d'Initiatives Locales basent leur intervention sur des prêts d'honneur (sans intérêt ni caution), les fonds étant mis à disposition par des structures intercommunales ou des organismes consulaires. Enfin, certaines structures sont à vocation communale, comme les Comités Locaux d'Aide aux Projets, présents à Lille, Roubaix, Tourcoing, etc., qui accompagnent des candidats à la création de moins de 26 ans dans la mise en place de leur entreprise. Cette multitude de politiques peut laisser entendre qu'un lien fort existe entre la dynamique du milieu local (institutionnel et entrepreneurial) et la création d'entreprise.

Malgré cela, par rapport à son poids démographique, la région Nord-Pas-de-Calais se caractérise par un taux de création d'entreprises parmi les plus faibles des régions. En s'intéressant plus particulièrement aux relations entre les différents acteurs de la création d'entreprises la question conduit à s'interroger sur le contenu et sur l'efficience de ces relations.

En conclusion, l'action des politiques n'est pas en mesure de compenser, en quantité, les nombreuses suppressions opérées depuis plus de vingt ans. Cependant elles jouent un rôle déterminant pour contextualiser les créations dans des logiques historiques et locales. Ce dernier aspect tend à lier qualitativement la naissance d'entreprises et des dynamiques du milieu socio-économique régional qui cherche à intégrer certaines de ces créations. Ainsi, "les acteurs économiques sont, en fait, toujours inscrits dans des réseaux de relations proprement sociales, d'alliance ou de confiance", comme le rappelle Granovetter.

Si le développement d'une nouvelle entreprise représente la possibilité d'une plus-value financière, cela peut aussi représenter, pour une entreprise existante, une future concurrence ou un futur partenaire, et pour une collectivité locale, la promesse de création d'emploi.

Publications issues de l'opération

Communications

CUÑAT F. en coll. avec GIRY Y (1999), « Eléments d'ancrage territorial chez les créateurs d'entreprise », communication aux 6^e Journées Ifrési, 21 et 22 avril

CUÑAT F. en coll. avec GIRY Y., (1999) « Pour lire l'ancrage territorial des créateurs d'entreprise », *communication présentée au 1^{er} Congrès de l' Académie de l'Entrepreneuriat*, Lille, 15-16 novembre

1.3.4.B RECHERCHE DES DETERMINANTS LOCAUX DE LA CREATION D'ENTREPRISES EXEMPLE DES ZONES D'EMPLOI FRANÇAISES (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheur

MEDEE : Guillaume DUSCHESNE (doct.)

Objet, méthode, résultats

La création d'entreprises est un indicateur économique pertinent à plusieurs titres. Elle a tout d'abord des répercussions considérables sur l'emploi. La création contribue aussi en partie aux repositionnements sectoriels du système productif, en particulier au travers d'une participation au développement des nouvelles activités technologiques. Enfin, l'étude du processus de naissance des entreprises permet de cerner les glissements spatiaux des dynamiques économiques. Les flux de création d'entreprises ont un impact important sur l'évolution de la répartition géographique des unités de production et donc des activités. Dans cette dernière perspective, il nous semble important d'identifier les facteurs économiques qui sont à l'origine des différences géographiques de niveau de création d'entreprises.

Le travail met l'accent sur le rôle joué par les caractéristiques locales du contexte dans lequel les nouvelles entreprises émergent. Selon nous, l'environnement économique local conditionne fortement le processus de naissance des entreprises. Beaucoup d'entreprises (nouvelles ou plus anciennes) évoluent encore aujourd'hui dans un espace réduit. Certaines activités sont en effet fortement contraintes par des coûts de transport élevés ce qui contribue à leur maintenir un caractère local. L'intransportabilité de ces biens et services entraîne l'impossibilité d'une substituabilité entre les produits de différentes localités. D'autres activités (comme les services) obligent les entreprises à privilégier des relations de proximité avec leurs clients. Il faut aussi noter que les nouvelles entreprises, de par leur taille modeste, sont souvent dans l'obligation de se positionner sur des marchés régionaux ou locaux. Enfin, on constate que la plupart des créateurs établissent leur nouvelle entreprise à proximité de leur lieu de résidence. Il en découle que les particularités de la population locale entrent également en jeu dans la détermination du niveau de création.

Les quelques résultats obtenus pour les 348 zones d'emploi nous éclairent sur les déterminants des différences géographiques de la création d'entreprises. Plusieurs types de facteurs interviennent vraisemblablement :

- le taux d'urbanisation.
- le taux de croissance de la population.
- la spécialisation sectorielle.
- la qualification et la formation des agents économiques.

Ces liens entre création et variables économiques restent très généraux et doivent être précisés. On peut en effet se demander si le niveau local de création d'entreprises relève des mêmes déterminants dans les zones urbaines (du type de celles de Lyon, Marseille ou Paris) et dans les zones rurales (centre du territoire notamment). Dès lors quel est l'impact des variables retenues sur ces

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

différents types de territoire ? Pour répondre à cette question, il s'agira notamment de réaliser une typologie des bassins d'emploi et de tester chacun des groupes ainsi constitués.

Publications issues de l'opération

Communication

DUCHESNE G. , (1999), « Recherche des déterminants locaux de la création d'entreprises. Exemple des zones d'emploi françaises », communication aux 6è Journées Ifrési, 21 et 22 avril

1.3.4.C APPROCHE SOCIO-COGNITIVE DU PHENOMENE ENTREPRENEURIAL : APPLICATION DANS LE CADRE DE LA LOI SUR L'INNOVATION ET DANS LE DOMAINE DES NTIC (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLAREE : Pascale FABER (doct.), Valérie FRANÇOIS-NOYER (MC), Philippe PAILOT (MC), Pascal PHILIPPART (Prag), Frédéric SAUVAGE (MC), , Philippe VAESKEN (MCF associé) Thierry VERSTRAETE (MC).

Chercheurs d'autres équipes : Olivier TORRES (MC Montpellier 3, ERFI), Mathilde DIVAY (MC Un Caen, CNME)

Objet, méthode, résultats

Parmi les différentes manifestations du phénomène entrepreneurial, la création d'entreprise est celle qui retient le plus l'attention. Présentée dans les années 1980 comme une des solutions au chômage, elle a inspiré de multiples actions et incitations de la part de l'acteur public. On peut certes leur associer certains résultats, mais la création d'entreprise reste un phénomène complexe que l'on ne peut expliquer par un seul facteur. Une modélisation fondamentale de ce phénomène suppose de combiner trois logiques ou dimensions : une dimension cognitive (la pensée), une dimension praxéologique (l'action) et une dimension structurale (la structure). La combinaison de ces dimensions correspond à la vision entrepreneuriale que se donne le créateur, concrétisée par une série d'actions destinées à insérer ou encastre son organisation dans un contexte socio-économique. De façon plus analytique, cette modélisation conduit à inventorier six pôles auxquels le créateur doit être sensible s'il veut réussir :

- le pôle positionnement : celui des produits ou services sur le marché, mais aussi positionnement vis-à-vis de diverses parties prenantes (famille, actionnaires, banquiers, clients, fournisseurs, salariés, acteurs publics, etc.)
- le pôle performance et critères d'évaluation : la jeune entreprise doit fournir les résultats conformes aux attentes des différentes parties prenantes
- les caractéristiques intrinsèques du créateur : motivation, ténacité, capacité à convaincre, etc.
- la politique relationnelle, qui doit s'étendre à tous les acteurs influant ou susceptibles d'influer sur la trajectoire de l'entreprise nouvellement créée

l'apprentissage

-la configuration organisationnelle à mettre en place.

Le créateur d'entreprise n'est pas seul à se forger une représentation de son projet et de l'organisation qu'il prévoit de créer. En fait, de façon explicite ou non, complète ou partielle, toutes les parties prenantes tendent à développer ce type de représentation. On peut faire l'hypothèse que les divergences des représentations de l'acte d'entreprendre et du résultat attendu sont de nature à nuire au développement du phénomène entrepreneurial et qu'à l'inverse la congruence des représentations est un élément facilitant la réussite des projets de création.

Cette modélisation générale et les hypothèses qui lui sont associés seront appliquées à l'étude de la création d'entreprise dans le cadre particulier de la valorisation sous couvert du dispositif législatif de juillet 1999, de façon à la fois à approfondir la connaissance fondamentale du phénomène de création d'entreprise et à produire des instrumentations à finalité pédagogique à destination des créateurs

1. Transformations des activités économiques

1.3. Crédit, agencement, fonctionnement et performance des organisations

potentiels et de ceux qui cherchent à les aider. D'un point de vue méthodologique, l'opération passe par le suivi d'une cinquantaine de cas de création par recours aux démarches classiques d'entretien mais également par mobilisation de la cartographie cognitive. L'accès aux terrains est déjà assuré auprès de la ruche technologique du Nord, de l'incubateur de l'USTL et d'un fournisseur d'accès à Internet.

Partenaires et financement

Opération financée dans le cadre d'une APN CNRS

1.3.5. Performance des entreprises (fiche de l'opération)

1.3.5.A LES PERFORMANCES DE LA PETITE ENTREPRISE INDUSTRIELLE : QUELS DETERMINANTS STRATEGIQUES ? (OPERATION ACHEVEE).

Chercheurs

LABORES : Bénédicte Delneste (Enseignant-chercheur, Iéseg), Gaëtan Mourmant (AS, Iéseg), Benoît Dervaux (CR, CNRS)

Objet, méthode, résultats

Les déterminants de la performance des entreprises constituent l'un des domaines de prédilection des sciences de gestion. De nombreux articles y font référence, mais les questions posées restent complexes et difficiles à appréhender. Cette recherche s'inscrit dans le prolongement d'un premier travail traitant de l'élaboration de profils et de l'évaluation de performances des Petites Entreprises Industrielles. Ses résultats peu concluants quant à d'éventuels déterminants de la performance nous ont donc conduit à poursuivre la réflexion sur d'autres méthodologies et de nouvelles approches.

Notre recherche porte donc sur l'examen des interactions et des combinatoires entre les variables des quatre sous-thèmes de nos précédents travaux (perception de son positionnement concurrentiel par l'entreprise, appréhension de la sphère industrielle, dynamique technologique et profil entrepreneurial) afin de repérer dans quelle mesure ces dernières agissent comme déterminants stratégiques de la performance. Ce travail se veut donc l'écho des différents éclairages possibles, que l'on peut utiliser pour tenter d'appréhender la complexité des déterminants de la performance des PME.

Premièrement, en fonction de l'observateur (dirigeant, actionnaire, salariés...), nous pouvons distinguer différents types de performances ; économique, sociale, organisationnelle, client ou environnementale. De plus, la performance est un concept difficile à analyser, car elle dépend de données temporelles, géographiques, culturelles, nationales voire internationales.

L'analyse de ces performances conduit à s'interroger sur leurs déterminants. Ceux-ci sont nombreux et complexes. Pour tenter de les appréhender dans leur globalité, nous proposons un schéma récapitulatif reprenant ces différents déterminants et leurs agencements possibles. Ainsi, chacun de ces déterminants doit être individuellement performant, mais il doit aussi être cohérent avec l'ensemble de l'entreprise. Par exemple, la politique d'innovation technologique doit être en accord avec les désirs des clients, tout en respectant des normes écologiques et en permettant à l'entreprise de survivre.

On perçoit donc bien la complexité de cette démarche. Alors que certains auteurs considèrent que la performance de l'entreprise est principalement déterminée par des facteurs uniques, propres à l'entreprise et par essence inimitables, d'autres utilisent des outils statistiques sophistiqués pour

1. Transformations des activités économiques

1.3. Création, agencement, fonctionnement et performance des organisations

appréhender cette performance (analyse des données, méthode du « thémoscope », outils de seconde génération...).

C'est dans cette dernière optique que se situe l'objet de ce travail. Disposant d'une base de données sur des petites entreprises industrielles, et au vu des différents concepts théoriques présentés, nous proposons une approche globale des déterminants de la performance, basée sur l'analyse des structures de matrices de variance-covariances, permettant ainsi, de confirmer, d'infirmer ou d'améliorer un modèle théorique. De plus, nous introduisons des variables agencées, permettant de prendre en compte une certaine cohérence entre les variables de mesure initiales.

L'apport de Lisrel est particulièrement important. Il permet ainsi de considérer des relations de causalité récursives ou non-récuratives entre des variables latentes (concepts multidimensionnels mesurables par plusieurs variables de mesure), particulièrement bien adapté à des concepts tels que la performance ou le style de direction. Les derniers développements de Lisrel permettent en outre de considérer également des variables ordinaires.

Cette approche effectuée a permis de dégager les points suivants parmi d'autres :

La performance de marché influe beaucoup sur la performance sociale (mesurée par l'amélioration des compétences), la réciproque n'étant pas confirmée par le modèle.

La dynamique technologique semble avoir un impact négatif sur la performance économique, probablement en raison d'un effet retard qui n'est pas pris en compte dans notre analyse.

Par contre, le modèle n'a pas pu aboutir à des résultats concernant le style de direction.

De nombreuses autres pistes d'analyse s'ouvrent à l'issue de ces premiers résultats. Ainsi, l'utilisation possible de contraintes dans LISREL pourrait permettre de modéliser la prise en compte de l'équilibre ou de la cohérence entre les données. Ceci semble toutefois assez difficile à mettre en œuvre. Une autre approche plus spécifique pourrait être menée sur le positionnement concurrentiel, notamment au travers de l'étude d'une relation de causalité entre l'intensité concurrentielle et la gamme de produit d'une part et l'agressivité concurrentielle d'autre part. Enfin, on pourrait refaire l'analyse en séparant la base en deux échantillons discriminés par un facteur précis. Par exemple, on analyserait les relations de causalité pour un style de leadership participatif ou autoritaire. La comparaison des modèles serait certainement très riche d'enseignements.

Partenaire et financement

Financement Contrat de Plan Etat-Région, 1994-1998, deuxième tranche

Publications issues de l'opération

Rapport de recherche

DELNESTE Bénédicte, MOURMANT Gaëtan, DERVAUX Benoît (1998) *Les performances de la Petite Entreprise Industrielle : quels déterminants stratégiques ?* Rapport de recherche pour l'IFRESI, 48 pages.

Communications

DELNESTE Bénédicte (1997) Profils technologiques des Petites Entreprises Industrielles françaises et évaluation des performances, communication at the 9th Conference of the Society for the Advancement of Socio-Economics, HEC, Montréal, Canada.

DELNESTE Bénédicte (1997) Profils concurrentiels des Petites Entreprises Industrielles françaises et choix technologiques : de l'usage de l'analyse statistique des données, communication à la 6^e conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique, HEC, Montréal, Canada.

1.4 – FORMATION, PROFESSIONNALITES

LES OPERATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THEME 1.4

1.4.1. Transformations des systèmes de formation

- 1.4.1.A – Changements dans les modes de régulation des systèmes scolaires européens et recomposition des inégalités scolaires : une comparaison internationale
- 1.4.1.B – Vers une eurégion de l'éducation
- 1.4.1.C – Informationnalisme et systèmes de formation post-18 ans
- 1.4.1.D – Travail, adaptabilité et efficacité de la formation
- 1.4.1.E – Evaluation des politiques publiques d'insertion et de formation
- 1.4.1.F – Acteurs et activités de la formation professionnelle continue dans le Nord Pas-de-Calais
- 1.4.1.G – Hiérarchie des diplômes et choix des études
- 1.4.1.H – Cursus dans l'enseignement supérieur et insertion professionnelle

1.4.2. Développement des professionnalités

- 1.4.2.A – Travaux théoriques en sociologie des groupes professionnels
- 1.4.2.B – Les transformations des métiers de l'éducation et de la formation
- 1.4.2.C – Transformations des métiers et des organisations
- 1.4.2.D – Les nouvelles formations d'ingénieurs : une approche sociologique
- 1.4.2.E – Enjeux et difficultés de la professionnalisation des métiers de la petite enfance

PRESENTATION DES OPERATIONS PARTICIPANT AU THEME 1.4 (FORMATION, PROFESSIONNALITES)

L'analyse des transformations des activités économiques et celle de l'agencement et du fonctionnement des organisations appellent naturellement la réflexion sur la formation des acteurs qui participent à ces activités et mobilisent leurs compétences au service des organisations qui les emploient. De multiples questions se posent, relativement à cette relation : quelles sont les implications des transformations des activités en termes d'exigences de formation et de développement des compétences des personnes, quelles sont les incidences sur les professionnalités et l'appartenance à des groupes professionnels, quelles sont les attitudes des personnes en matière de conduite de leur investissement en formation, quel est le rôle des acteurs institutionnels et l'efficacité de leurs politiques, etc ? Les travaux regroupés dans ce thème 1.4 constituent des essais de réponse à ce type de questions.

Une première série de travaux s'inscrit dans l'étude des transformations des systèmes de formation, selon différentes perspectives.

Certaines opérations abordent la régulation d'ensemble du système de formation. Ainsi, L. Demainly et B. Monfroy projettent d'analyser l'évolution des modes de régulation publics des systèmes éducatifs secondaires dans cinq pays européens (Angleterre, Belgique, France, Hongrie, Portugal) et d'examiner plus particulièrement la manière dont ils affectent et recomposent les processus locaux de production des hiérarchies, inégalités et ségrégations scolaires. Ce travail passera à la fois par l'analyse des tendances globales et des transformations des modes de régulation, et celle des modes de régulation au niveau d'espaces locaux pertinents. Il constitue l'un des projets récemment acceptés dans le cadre des procédures du cinquième PCRTD européen. Dans une démarche plus orientée vers l'action, G. Gerth et son équipe travaillent au développement de la dimension internationale dans l'organisation et les contenus disciplinaires de formation initiale, en associant la recherche en sciences de l'éducation et la mise en œuvre des projets éducatifs internationaux. Ils s'intéressent notamment aux initiatives d'acteurs locaux dans l'édification d'une eurégion de l'éducation. Pour sa part, P. Grevet s'attache aux rapports entre développement informationnel et formation post-18 ans. Sa recherche est partie de l'idée que des dispositifs visant à la sécurité des trajectoires des personnes devraient comporter des outils de gestion en prise sur la constitution des compétences. Prenant le cas d'un opérateur de télécommunications, il a conclu à la faisabilité d'une grille d'analyse des « dépenses élargies de formation continue », grille adaptée au contenu informationnel du travail. Sa recherche en cours porte sur les formes d'introduction du multimédia dans la formation pots-18 ans ; elle teste une hypothèse explicative liant ces formes à des modes de gestion des coûts fixes de l'informationnel.

D'autres travaux traitent de différentes façons la question de l'évaluation des systèmes et politiques de formation. Dans le contexte d'une économie de changement caractérisée par une accélération du rythme de modification des produits, des procédés, des marchés et des organisations, le travail devient « indescriptible » au sens où l'entreprise ne peut en connaître par avance le contenu. F. Stankiewicz et son équipe analyse les conséquences de cette situation sur l'organisation du travail, d'une part, et sur les modes les plus appropriés de formation d'autre part, et met en évidence à cet égard les ajustements nécessaires du système éducatif et des politiques d'aide au retour à l'emploi. S'agissant du système éducatif, il apparaît notamment que les formes traditionnelles d'alternance se révèlent de moins en moins efficaces et que de nouveaux types de coopération avec les entreprises sont nécessaires pour favoriser l'acquisition de compétences transversales. B. Cart, N. Gadrey, F. Stankiewicz, M-H. Toutin, E. Verley et P. Roquet, ont de leur côté mené un ensemble d'études et de recherches relevant de l'évaluation des politiques publiques d'insertion et de formation. Les résultats ont à la fois une visée pratique d'aide à la programmation de systèmes de formations professionnelle et une finalité de compréhension des modalités de construction et de mise en œuvre des politiques publiques.

Dans le cadre des Assises Régionales pour l'Emploi lancées par le Conseil régional du Nord Pas-de-Calais, C. Mahieu dresse un bilan économique des activités de la formation professionnelle continue et montre l'urgence qu'il y a à aborder l'ensemble des acteurs et activités de cette formation comme un secteur économique à l'échelle de la région, dans la mesure où tous ces acteurs sont confrontés aux mêmes enjeux de compétitivité, à l'émergence de la logique compétence et à des tentatives d'élaboration d'une nouvelle régulation collective.

Enfin, plusieurs opérations mettent en évidence les changements qui se sont produits dans l'enseignement scolaire et supérieur français au cours des dernières années. B. Convert les inventorie en mettant l'accent sur l'analyse du choix des études et des trajectoires scolaires. Elle fait apparaître un espace scolaire hiérarchisé peu affecté par les réformes. Les principales causes de changement résident dans les transformations géographiques affectant l'offre scolaire (secondaire et surtout supérieure). La création d'Universités nouvelles a modifié sensiblement l'investissement scolaire des populations les plus fragiles, exerçant un fort effet de proximité. A partir d'études menées dans la cadre de l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle de l'Université de Lille 1 et de l'Observatoire Régional des Etudes Supérieures, E. Grivillers et F. Gugenheim font apparaître quelques déterminants forts en matière de cursus et d'insertion professionnelle : l'influence de l'offre de formation sur les inscriptions des bacheliers dans l'enseignement supérieur, la permanence des facteurs scolaires et socio-démographiques de la réussite scolaire, l'émergence de nouveaux critères pour l'accès aux emplois les plus qualifiés et le handicap qui frappe les diplômés de niveau Bac plus 2 quand l'offre d'emplois se réduit.

La seconde série d'opérations relevant du thème 1.4 concerne la transformation des professionnalités à propos de laquelle L. Demainly, P. Vandenbergue et O. Dembinski développent un ensemble de travaux théoriques en sociologie des groupes professionnels comportant plusieurs volets. Tout d'abord un examen du cadre d'interprétation de la restructuration des rapports de travail dans un certain nombre de métiers que l'on peut définir comme relationnels et de classe moyenne. Ce cadre interprétatif, qui structure les débats par une opposition entre référence professionnelle et référence organisationnelle dans les identités au travail et, conjointement par une dévalorisation de la référence professionnelle, méconnaît la complexité des cultures professionnelles qui ne peut être saisie qu'en analysant les liaisons entre profession, organisation, rapport salarial et politique. En deuxième lieu, il s'est agi d'examiner le développement d'une rationalisation explicite de l'interaction sociale et de la production de codifications qui semble bien traduire une évolution majeure de l'action organisée au vingtième siècle. Enfin, une réflexion sur la catégorie d'usagers dans le champ des services publics montre que la distinction entre bons et mauvais usagers traverse l'ensemble des métiers relationnels de service public.

De façon plus circonscrite, le travail sur les professionnalités a donné lieu à l'observation de métiers ou de professions spécifiques. C'est le cas des métiers de l'éducation et de la formation, dont les transformations sont analysées par L. Demainly, J. Verdière et N. Gadrey. Ces chercheurs ont travaillé sur le thème du changement à l'école en analysant le rôle de la formation continue, des réseaux coopératifs, des partenariats, des conditions de travail, dans la modification des pratiques professionnelles enseignantes et la professionnalisation des cadres. Sur ce type de métiers, un ouvrage dirigé en collaboration a permis de réunir la plupart des sociologues du travail et de l'éducation de langue française. C'est le cas également de la profession d'infirmière hospitalière dont O. Dembinski analyse les transformations : la réorganisation managériale des établissements hospitaliers a ouvert des espaces de négociation, de décision, où se définissent de nouveaux rapports de pourvoir et émergent de nouvelles professionnalités autour de l'instrumentation des soins. Avec la thèse de P. Roquet, ce sont les mécanismes de reproduction et les modalités de transformation des modèles scolaires et professionnels de l'ingénieur en France qui sont examinés. Enfin, G. Cresson s'est intéressée aux enjeux et aux difficultés de la professionnalisation des métiers de la petite enfance. Elle constate que la dimension collective de la professionnalisation reste embryonnaire et que si différents aspects des contenus du travail plaident en faveur d'une professionnalisation des métiers, le positionnement des personnels en contact direct avec de jeunes enfants ne penche pas vraiment vers la professionnalisation.

1.4.1 - Transformation des systèmes de formation (fiches des opérations)

1.4.1.A CHANGEMENTS DANS LES MODES DE REGULATION DES SYSTEMES SCOLAIRES EUROPEENS ET RECOMPOSITION DES INEGALITES SCOLAIRES : UNE COMPARAISON INTERNATIONALE (OPERATION NOUVELLE)

Chercheur

Lise DEMAILLY (PR), Brigitte MONTFROY (MC)

Partenaires : UCL GIRSEF (Coordinateur) et CERISIS (Belgique), IEP (France) , Portugal, UK, Hongrie

Objet, méthode, résultats

La recherche a pour visée de comprendre et de comparer l'évolution des modes de régulation publics des systèmes éducatifs secondaires dans cinq pays européens (Angleterre, Belgique (CFB), France, Hongrie, Portugal) en se centrant particulièrement sur la manière dont ils affectent et recomposent (dans des sens divers, positivement et/ou négativement) les processus locaux de production des hiérarchies, inégalités et ségrégation scolaires. Le travail de recherche s'effectuera parallèlement sur deux plans principaux

1 Analyse des tendances *globales* et transformations des modes de régulation.

En partant d'une typologie des modes de régulation, il s'agit de mettre en évidence à la fois le processus de globalisation, qui favorise une certaine homogénéisation des modes de régulation, et le rôle des spécificités nationales, qui contribue au maintien d'une relative diversité. Un premier objectif de la recherche est donc l'analyse des évolutions effectives des modes de régulation prégnants dans les différents contextes nationaux et d'évaluer l'hypothèse d'une convergence au niveau européen.

2- Analyse concrète de ces modes de régulation au niveau *d'espaces locaux pertinents*.

Les espaces scolaires locaux peuvent être compris d'une part comme des *espaces de concurrence et de coopération entre des établissements proches* en interaction objective et en relation les uns avec les autres, d'autre part comme des *niveaux divers de responsabilités éducative locale*. Ces deux types d'espaces locaux varient fortement selon les pays. Ils sont une dimension importante des nouveaux modes de régulation et un enjeu pour les acteurs.

Au-delà des spécificités nationales, nous faisons l'hypothèse d'une importance accrue de ces espaces scolaires locaux dans les modes de régulation des systèmes éducatifs : 1) les établissements et/ou de nouvelles entités publiques de responsabilité voient leur rôle amplifié au sein des systèmes éducatifs ; 2), de nouveaux modes de régulation post-bureaucratiques des unités d'enseignement locales sont mis en place (notamment par la mise en concurrence des établissements et /ou le pilotage par les résultats à atteindre). L'objectif clé de la recherche est de comprendre comment ces nouveaux modes de régulation contribuent à redéfinir la manière dont des acteurs locaux problématisent, construisent, et gèrent la question des inégalités. La recherche contribuera de ce fait à un diagnostic sur les effets de ces nouveaux modes de régulation et de pilotage en termes de hiérarchisation/ségrégation/inégalité. Ces processus sont étudiés empiriquement en se centrant sur deux volets

- étude *d'espaces scolaires locaux de concurrence et/ou de coopération entre établissements comparables*, à partir de plusieurs aspects: positionnement et logiques d'action externes des établissements ; évolutions des ethos professionnels et pratiques de leurs personnels éducatifs, logiques dirigeantes internes en ce qui concerne des enjeux d'équité au sein des établissements scolaires ;

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

- étude d'instances de régulation intermédiaires (autorités publiques territoriales ou organes de concertation situés entre les établissements et les autorités centrales), ou d'acteurs d'interface dont le rôle est de contribuer à réguler les dynamiques locales, (notamment en matière d'offre et de demande éducative).

Partenaires et financement

financement de la communauté européenne.

1.4.1.B VERS UNE EUROREGION DE L'EDUCATION (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CRAC: Klaus GERTH (PR)

Chercheurs associés/ Coopérations

PROFEOR, EA 2261 (Lille 3) ; Danielle ZAY (PR) ; M. De Swaen (Lille 3) ; G. Van de Louw (PR) ; SELOEN (Lille 3) ; P. HILIGSMANN (MC)

Objet, méthode, résultats

Commencée en 1983, cette recherche veut contribuer au développement de la dimension internationale (surtout eurorégionale et européenne) dans l'organisation et les contenus disciplinaires de la formation initiale. Après une phase d'expérimentation couronnée de succès dans des établissements scolaires en France (en particulier, dans l'Académie de Lille) et ailleurs en Europe, après une période d'exploitation des résultats (préconisation de modèles, mise en place de formations,...), commence une nouvelle phase associant la recherche en sciences de l'éducation et la mise en oeuvre de projets éducatifs internationaux.

Selon l'orientation des différents volets de cette opération (recherche, formation, conception et insertion des projets dans leur contexte local, régional et international), les acteurs et les coopérations scientifiques varient:

1.1- Danielle ZAY: Culture, éducation et formation (en partenariat eurorégional et interrégional dans le Nord- Pas-de-Calais).

Coopération de doctorants, MC et PR: DELGRANGE M.(Lille3), DESBROSSES E. (Lille 1), LOISON M., ASDIH C.(Lille3), DESCHODT M.(Lille3), MASSON P., (Lille 3), BECKERS J. (Univ. de Liège), LAWES S. (Canterbury Christ church University College).

Dans ce travail soutenu par le programme Interreg, il est pris appui sur les écrits publiés dans le cadre de cette opération pour tirer des enseignements et établir une synthèse relative à la dernière période de coopération avec les acteurs régionaux (1992-1997): analyse des concepts essentiels, évolution des discours en liaison avec le changement des rapports de force, évaluation des projets de partenariat avec les instances éducatives françaises et étrangères.

1.2. GERTH Klaus, VAN DE LOUW Gilbert, HILIGSMANN Philippe.:Bases scientifiques et didactiques d'une coopération franco-néerlandaise(B. et NL) en langues et sciences humaines

Ce nouveau volet de l'opération concerne le développement des études néerlandaises en France ainsi que la coopération scientifique et didactique avec les centres belges et néerlandais homologues: création des contenus de concours nationaux pour l'Education nationale (CAPES, Agrégation de Néerlandais), détermination des bases de coopération possibles en vue du lancement d'une université franco-néerlandaise avec le Pôle univ. Européen de Lille, conception de nouveaux diplômes bilatéraux dans le cadre européen (type DEA, DESS, Mastaire européen)

Publications issues de l'opération

Rapport

ZAY Danielle (2000), *Culture, éducation et formation en partenariat eurorégional et interrégional dans le Nord- Pas-de-Calais*, rapport pour le groupe de recherche PROFOR (Lille 3) et les instances éducatives régionales (Conseil régional et Rectorat de l'académie), 231p.

Article de revue

GERTH Klaus (1999), La société française face au bilinguisme: la réglementation de l'Education nationale en tant que reflet des interrogations d'une culture singulière et plurielle, *Allemagne d'aujourd'hui*, n°150, octobre-décembre 1999, Paris, 17p.

Séminaire (école doctorale)

ZAY Danielle et GERTH Klaus(2000-2001), Politiques éducatives, initiatives institutionnelles, initiatives d'acteurs locaux dans l'édition d'une Eurorégion de l'éducation (actes prévus en 2001)

1.4.1.C INFORMATIONNALISME ET SYSTEMES DE FORMATION POST-18 ANS (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : GREVET Patrice (PR)

Collaborations avec Pierre MOEGLIN et Yolande COMBES (Université de Paris 13), Gaëtan TREMBLAY (Université du Québec à Montréal), Elisabeth FICHEZ et Thomas LAMARCHE (Université de Lille 3).

Objet, méthode, résultats

Cette opération traite de liens entre les évolutions en cours dans les activités informationnelles et les systèmes de formation post-18 ans (formation initiale et tout au long de la vie).

A) Quels outils de gestion pour les dépenses élargies de formation continue ? (achevé)

Avec une étude de cas (une firme de télécommunications), la recherche est partie d'interrogations sur la sécurité des trajectoires individuelles dans l'innovation permanente. Les résultats comportent un cadre d'analyse : des dispositifs visant à la sécurité des trajectoires des personnes devraient être en prise sur les processus de constitution de leurs compétences ; la situation actuelle est marquée par des contradictions entre l'importance du maillon "entreprise" comme lieu de formation professionnelle articulée avec le travail courant et les facteurs incitant la firme à externaliser les coûts de constitution des compétences ; une contre-pression dans le sens de l'internalisation a besoin d'outils de gestion appropriés aux dépenses effectuées pour la constitution des compétences individuelles dans les firmes sans se limiter aux éléments entrant dans les déclarations fiscales 2483.

La recherche a testé une grille d'analyse des "dépenses élargies de formation continue" adaptée à la montée du contenu informationnel du travail. En repérant des données déjà disponibles dans la gestion de la firme, elle a conclu à la faisabilité d'un système d'indicateurs recouvrant les dépenses inscriptibles dans les déclarations 2483, les rémunérations pour temps de travail individuel entrant dans des opérations de formation "hors moments de regroupement", et les dépenses correspondant aux "autres actions de formation" (soutiens à la compétence dans le travail courant, etc.).

B) Multimédia et changements socio-économiques de la formation post-18 ans (en cours)

La recherche porte sur le multimédia dans la formation post-18 ans. Elle se centre sur les rapports entre structure des coûts, institutions et règles hors et dans le marché, stratégies des acteurs.

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

Une hypothèse est avancée : le multimédia – quand il touche le cœur des systèmes de formation – comporte des coûts fixes élevés et aussi le maintien de coûts variables relativement importants ; son développement pour des formations de qualité suppose des dispositifs de partage des coûts fixes cohérents avec une utilisation à la carte et un assemblage sur mesure. Les obstacles en la matière, ainsi que ceux qui tiennent à la recomposition des institutions et des identités professionnelles, génèrent des inégalités d'amorce du multimédia selon les types de formation et les fonctions participant à ceux-ci ; ils peuvent conduire à différentes logiques socio-économiques. La recherche s'appuie sur des comparaisons internationales.

Partenaires et financement

Principaux commanditaires : sur le point A, contrat avec France Télécom (DRH État Major) achevé en juin 1999. Sur le point B, participation en 2000 – 2001 à un contrat Paris 13 / France Télécom (R-D) + proposition en examen dans le cadre du Contrat de Plan État – Région.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

GREVET Patrice, 2000, *Structure des coûts et développement du multimédia dans la formation*, dans FICHEZ Elisabeth et DECEUNINCK Julien (éd.) *Industries éducatives, situation, approches, perspectives*, Édition de l'Université Lille 3.

Rapport de recherche

GREVET Patrice, 1999, *Quels outils de gestion pour les dépenses élargies de formation ?*, Rapport pour France Télécom, juin, 57 p.

Communication

GREVET Patrice, 1999, *À propos de l'économie informationnelle : le cas du multimédia dans la formation post-18 ans*, Actes des 6e Journées Ifrési, 21 et 22 avril 1999, volume 2, pp 83 à 96 (disponible sur <http://www.ifresi.univ-lille1.fr>).

1.4.1.D TRAVAIL, ADAPTABILITE ET EFFICACITE DE LA FORMATION (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : STANKIEWICZ François (P), BOTTE Sophie, LEGRAND Sophie, LEIGNEL Elodie, LENE Alexandre : thèses soutenues (sous la direction de F. STANKIEWICZ), ENGELSPACH Géraldine (AL), TURGON Charles (AL) : thèses en cours (sous la direction de F. STANKIEWICZ)

Objet, méthode, résultats

L'environnement auquel se réfèrent les travaux est celui d'une économie de changement caractérisée par une modification de plus en plus rapide des produits, des procédés, des marchés et des organisations. Le travail peut y être qualifié d'« indescriptible » puisque l'entreprise ne peut pas en connaître par avance le contenu. Un tel contexte d'incertitude radicale induit un ensemble de conséquences : celles concernant l'évaluation et l'organisation du travail d'une part et celles portant sur les modes les plus appropriés de formation d'autre part, ont plus particulièrement été analysées.

1) Le travail s'analyse dans un nombre croissant d'environnements comme activité d'adaptation ou affrontement de situations-problèmes. Ceci amène à définir de nouveaux critères pour mesurer l'efficacité du travail tel que le coût d'adaptation ou la « valorité », c'est-à-dire la capacité du salarié à créer de la valeur (F. Stankiewicz).

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation,专业性

Les principes de structuration des organisations s'en trouvent également modifiés : l'incertitude sur le contenu du travail et la compétitivité hors-prix font apparaître comme rationnelles certaines formes de « non-division du travail » (S. Botte).

Le besoin d'organisations réactives et proactives a aussi des conséquences sur la relation d'emploi. Le problème du vieillissement de la main-d'œuvre (S. Legrand) et celui de la responsabilité de l'entreprise face aux licenciements (G. Engelsbach) sont plus particulièrement analysés.

2) En second lieu, les transformations de la nature du travail ont également d'importantes conséquences sur la formation en cours d'emploi mais aussi sur les ajustements nécessaires du système éducatif ou des politiques d'aide au retour à l'emploi.

S'agissant du système éducatif, il apparaît que les formes traditionnelles d'alternance apparaissent de moins en moins efficaces. De nouveaux types de coopération avec les entreprises sont nécessaires pour favoriser l'acquisition de compétences transversales (A. Léné). Par ailleurs, est également analysée l'«adaptabilité» du système éducatif face à la pénurie d'informaticiens (C. Turgon).

Enfin, la formation en cours d'emploi a été analysée à partir d'une typologie des systèmes nationaux de formation, le cas français présentant de fortes spécificités (E. Leignel). En partant également d'une analyse typologique des modes d'accumulation du capital humain, le risque de sur-solvabilisation a été mis en évidence, qui peut expliquer la faible efficacité de certains dispositifs de la politique de l'emploi (F. Stankiewicz).

Publications issues de l'opération

Ouvrage

STANKIEWICZ François, 1999, *Économie des ressources humaines*, La Découverte.

Contributions à des ouvrages collectifs

BOTTE Sophie, 1998, Les rationalités de la non-division du travail in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.

LEGRAND Sophie, 1998, Vieillissement des salariés et adaptation des entreprises in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.

LEIGNEL Elodie, 1998, La production d'adaptabilité : l'importance du système national de formation in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.

LEIGNEL Elodie, 1999, « Les rigidités institutionnelles : source de chômage ? » (avec V. Henguelle et J. Renard) ; « Une gestion du chômage plus sociale qu'économique » (avec V. Henguelle) et « La formation professionnelle continue : un mode de régulation factice du chômage », in *Le chômage en France – Fatalité ou choix collectif ?*, coord. J.-C. Vérez, Ellipses, Paris.

LÉNÉ Alexandre, 1998, La production d'adaptabilité : stratégies d'entreprise et compétences transversales, in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.

LÉNÉ Alexandre, 1999, Dispositif d'insertion professionnelle par alternance et régime d'intégration sélective, Contribution aux XIX^e journées de l'Association d'Économie Sociale, L'Harmattan.

STANKIEWICZ François, 1998, De la productivité marginale au coût d'adaptation in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.

Articles

LÉNÉ Alexandre, 2000, Le fragile équilibre de la formation en alternance. Un point de vue économique, *Formation-Emploi*, n° 72, Octobre-Décembre.

LÉNÉ Alexandre, 2000, Formation en alternance et compétences transversales, *Économie publique, Études et Recherches*, n° 5, mai, Institut d'Économie Publique, IDEP, Marseille.

LÉNÉ Alexandre, 2000, La formation en alternance : un principe légitime et une mise en œuvre incertaine, *Actualité de la formation permanente*, Septembre-Octobre, n° 168.

STANKIEWICZ François, 1999, L'efficacité de la formation délivrée aux chômeurs : l'État et la solvabilisation de la formation, *Revue Économique*, n° 2, mars, 273-299.

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

Rapports

BOTTE Sophie, 1998, La déspecialisation du travail dans les structures modulaires du CRSF de Lille, Rapport pour la Mission de la recherche, Direction de la Stratégie et de la Planification, La Poste.
STANKIEWICZ François, 1998, Training and Employment. The French Case, World Employment Report, BIT.

Communications

BOTTE Sophie ,1999, Productivité, flexibilité : la polyvalence comme stock de compétences, VI^e journées IFRESI, 21-22 avril.

LEIGNEL Elodie, 1999, « Typologie des systèmes nationaux de formation », VI^e journées IFRESI, Lille, 21-22 avril.
LEIGNEL Elodie, 1999, « Les conditions d'efficacité globale de l'éducation tout au long de la vie : l'intérêt d'une articulation formation initiale-formation continue », Communication au colloque GREQAM : Éléments d'analyse de l'efficacité des systèmes éducatifs et de formation, Marseille, 21 et 22 juin, co-auteur : M.-D. Savina.

LÉNÉ Alexandre, 2000, Politique éducative et formation en alternance : un jeu de dupes ? XX^e journées de l'Association d'Économie Sociale, 7 et 8 septembre, Toulouse.

LÉNÉ Alexandre, 1999, Alternance et production de compétences transversales, Colloque Éléments d'analyse de l'efficacité des systèmes éducatifs et de formation organisé par le CERÉQ, le GREQAM et l'Institut d'Économie Publique, 21 et 22 juin, Marseille.

LÉNÉ Alexandre, 1999, La production de compétences dans un marché concurrentiel de firmes hétérogènes, VI^e journées IFRESI, Atelier 2 : Organisation du travail, Gestion de l'emploi, des compétences et de la formation, 21-22 avril, Lille, 19-46.

LÉNÉ Alexandre, 1997, Adaptabilité de la main-d'œuvre et politiques de formation dans l'entreprise, V^e journées IFRESI, 20 et 21 mars, 173-199.

STANKIEWICZ François, 2000, Future prospects of graduates, Colloque international Educational Expansion, Employment and Labour markets, LIHRE, Toulouse, Novembre.

Thèses

BOTTE Sophie, 2000, Les rationalités de la non-division du travail. Analyses théoriques et empiriques, Thèse, Université de Lille 1, Décembre.

LEGRAND Sophie, 1998, Entreprises et vieillissement de main-d'œuvre. L'importance des coûts de rupture, Thèse, Université de Lille 1, Janvier.

LEIGNEL Elodie, 2000, Système national de formation professionnelle continue et régulation étatique : le cas français, Thèse, Université de Lille 1.

LÉNÉ Alexandre, 1999, La formation en alternance. Production de compétences et stratégies d'entreprise, Thèse, Université de Lille 1, Octobre.

1.4.1.E EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES D'INSERTION ET DE FORMATION (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CERÉQ : Benoit CART (IE), Nicole GADREY (MC), François STANKIEWICZ (PR), Marie-Hélène TOUTIN (CE), Elise VERLEY (directeur de thèse : Jean Claude RABIER), Pascal ROQUET (MC) (jusqu'au 1^e Janvier 2000).

Collaborateurs : Nathalie JACOB (étudiante DESS Ingénierie de l'enquête) ; Didier DEMAZIERE (Laboratoire Printemps), Agnès PELAGE (Laboratoire Printemps), Elodie LEIGNIEL (doctorante sous la direction de François STANKIEWITCZ), Françoise DAUTY (LIRHE)

Objet, méthode, résultats

Est regroupé sous cet intitulé l'ensemble des études et recherches ayant trait :

- D'une part, à l'évaluation de type diagnostic, audit, visant à fournir une aide à la programmation et à l'évaluation de système de formation professionnelle dans leur globalité ou encore de l'insertion professionnelle de diplômés de filières particulières ;
- Et d'autre part, celles ayant pour finalités de rendre compte des modalités de construction et de mise en œuvre de politiques publiques.

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

Dans le premier cas, les modalités d'investigation prennent la forme d'un recensement exhaustif d'outils, d'enquêtes afin de rendre compte de l'état actuel de la structure ou des systèmes de mesure et d'évaluation existants et ce dans des perspectives de changement et d'optimisation.

Dans le second cas, il s'agit d'effectuer un suivi longitudinal d'une cohorte d'individus ou de suivre les différentes étapes de mise en œuvre d'une politique d'insertion, de création d'activité, de formation, afin d'en avoir une lecture globale. La prise en compte des dimensions temporelles et collective de cette construction, a constitué un axe central d'analyse.

La présentation des résultats se doit de reprendre cette distinction. Dans le premier cas, les résultats ont des visées pratiques. Après avoir cerné les lacunes d'un système, d'une organisation ou encore d'outils spécifiques, des propositions d'amélioration et/ou de changement permettent l'aide à la planification et à l'évaluation.

Dans le second cas, les différents niveaux d'analyse et de recherche favorisent une réflexion sur les dispositifs publics d'aide à l'insertion professionnelle, sur les modalités de transition professionnelle et sur les transformations des rapports à l'activité. En confrontant les objectifs des politiques publiques ou des formations à la réalité de leur mise en œuvre, le Cereq mène un travail théorique sur l'évaluation de ces différents dispositifs, les modalités d'insertion et la construction des identités professionnelles des sortants de formation.

Partenaires et financement

- Évaluation du dispositif de suivi des formations de la DRDJS. Étude pour la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports du Nord-Pas-de-Calais
- Évaluation du dispositif de emplois- jeunes. Étude pour la DARES
- Analyse de la formation professionnelle initiale et continue en Europe. Étude pour le Groupe Elf Aquitaine
- Mission d'expertise en Aquitaine sur les enquêtes de suivi et de mesure de l'insertion des sortants de dispositif de formation et l'utilisation de leurs résultats dans la planification, pour le Conseil Régional de la région Aquitaine
- Un Doctorat de sociologie sur les nouvelles formations d'ingénieurs et les identités professionnelles, soutenu en Janvier 1999
- Un doctorat de sociologie en cours portant sur les modes de socialisation professionnelle et la construction des identités des jeunes en Contrat Emploi-Jeune

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

CART Benoît, LEIGNEL Élodie, TOUTIN Marie-Hélène, 1999, Formation Professionnelle initiale et continue en Europe : le cas de la Belgique in AVNETURE François et MÖBUS Martine (sous la direction de), *Formation Professionnelle initiale et continue et en Europe*, VUIBERT.

Rapports

CART Benoit, JACOB Nathalie, TOUTIN Marie-Hélène, VERLEY Elise, 2000, LE suivi des stagiaires des formations de l'animation et du sport : propositions méthodologiques, Rapport d'audit pour la DRDJS du Nord-Pas-de-Calais, 55 pages plus annexes

CART Benoit, DAUTY François, 2001, Mission d'expertise en Aquitaine, Rapport pour le Conseil Régional remis au 1^{er} semestre 2001

DEMAZIERE Didier, GADREY Nicole, NEYRAT Frédéric, PELAGE Agnès, ROQUET Pascal, VERLEY Elise, 2001, Les emplois-jeunes de la médiation : une construction sociale et temporelle, Rapport de fin d'étude remis au 1^{er} semestre 2001, DARES

Thèse

ROQUET Pascal, 1999, *Les nouvelles formations d'ingénieurs : une approche sociologique*, Thèse sous la direction de Claude DUBAR, 450 pages.

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

1.4.1.F ACTEURS ET ACTIVITES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE DANS LE NORD-PAS DE CALAIS (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

CLAREE : Christian MAHIEU (CR)

Chercheurs d'autres équipes : Ch. Du TERTRE (Université Paris-Dauphine)

Objet, méthode, résultats

Cette opération s'est achevée en 1998. Elle venait conclure un partenariat de recherche établi avec le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, et plus particulièrement avec une mission à son initiative, intitulée Assises Régionales pour l'Emploi et le Travail.

Elle s'inscrivait dans une double démarche de recherche, initiée précédemment, s'intéressant :

- aux acteurs et activités et politiques d'intermédiation dans le Nord-Pas de Calais ;
- aux actions collectives sectorielles concernant les emplois, les métiers et la formation dans plusieurs secteurs des services.

Inadaptation des dispositifs à la prise en charge d'une « logique compétence » qui se développe et incapacité à prendre en charge les demandes de formation émergentes, c'est bien ce double enjeu qui oblige à réexaminer les activités de la Formation Professionnelle Continue.

C'est par rapport à ce double enjeu qu'un « secteur économique » spécifique doit trouver les bases régionales d'une nouvelle fondation. C'est l'hypothèse centrale développée dans cette recherche.

La recherche formule l'hypothèse selon laquelle il y a une urgence à aborder l'ensemble des acteurs et des activités de la Formation Professionnelle Continue comme formant un secteur économique à l'échelle de la région. En effet, un ensemble d'acteurs économiques voient leurs activités spécifiques confrontées aux mêmes enjeux de compétitivité, à l'émergence de la « logique compétence » et à des tentatives d'élaboration d'une nouvelle régulation collective. Tous sont désormais confrontés aux problèmes liés à la formation de nouvelles compétences pour laquelle les financements et les dispositifs apparaissent souvent inadaptés.

Par ailleurs, nous proposons, comme hypothèse complémentaire, l'affirmation selon laquelle les mutations d'un tel secteur sont surtout appréhendables de façon pertinente au niveau régional. Pourquoi et comment ? Mais alors quels en seraient alors les modes spécifiques de régulation ?

Les activités de formation seront en effet, de plus en plus amenées à jouer un rôle central, non seulement dans la transformation de la main-d'œuvre aux exigences de nouvelles compétences, dans l'insertion professionnelle des catégories sociales fragilisées, mais aussi dans le réaménagement des temps de travail et de non travail.

Ainsi les organismes de formation sont au cœur du développement des activités de service tant les services internes à l'industrie que l'ensemble des entreprises de service elles mêmes. Ces activités de service jouent désormais un rôle structurant pour la localisation des autres activités économiques. Elles sont une garantie pour un développement économique et social durable, c'est une des hypothèses fortes issues des travaux des Assises Régionales pour l'Emploi et le Travail, initiative lancée par le Conseil Régional en 1996.

La recherche dresse tout d'abord un bilan économique des activités de la Formation Professionnelle Continue dans le Nord-Pas de Calais. Elle propose ensuite une analyse des difficultés et potentialités de développement du secteur régional de la Formation Professionnelle Continue.

Elle a permis d'envisager des pistes de préconisation :

- la première recommandation globale est bien de repositionner en première place cette interrogation sur la place de la Formation Professionnelle comme secteur économique.

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation,专业性

Seule la prise en considération de l'ensemble des dispositifs de formation des compétences permettra de sortir du dilemme de la valorisation économique des activités du secteur : que ce soit les dispositifs publics, privés ou mixtes ; en formation initiale, comme en formation continue. Il s'agit moins de rentabiliser des produits de formation dans une conception traditionnelle de la qualification que d'organiser de nouveaux dispositifs sociaux de financement de la création de compétences.

- les activités du secteur doivent être envisagées selon une double dimension.

Il faut les envisager d'une part, sous l'angle des besoins de formation et de la recomposition des « utilités » de la formation : utilité publique prise en charge par l'Etat, utilités individuelles prises en charge par les personnes, utilités collectives prises en charge par les entreprises, mais aussi de nouvelles utilités collectives territorialisées correspondant aux nouveaux rapports des individus, des entreprises et des institutions aux territoires.

- il faut aussi les envisager d'autre part, sous l'angle des relations qui s'établissent entre les activités de formation et l'ensemble des activités immatérielles de conseil et de service.

- la réflexion collective ne peut vraisemblablement pas se passer d'une analyse en profondeur des dispositifs de financement des demandes.

Publications issues de l'opération

Rapport

MAHIEU Christian, « *Acteurs et activités de la formation professionnelle continue dans le Nord-Pas de Calais : éléments de bilan et perspective* », rapport pour les Assises Régionales pour l'Emploi et le Travail du Conseil Régional Nord-Pas de Calais, janvier 1998.

1.4.1.G HIERARCHIE DES DISCIPLINES ET CHOIX DES ETUDES (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Bernard CONVERT (CR)

Objet, méthode, résultats

La recherche a pour thème les changements dont l'enseignement secondaire et supérieur français ont fait l'objet depuis une douzaine d'années. L'accent est mis sur l'analyse du choix des études et des trajectoires dans un espace scolaire hiérarchisé.

Trois changements majeurs ont affecté le paysage scolaire pendant cette dernière période : un accroissement du nombre des lycéens d'une ampleur sans précédent ; une évolution rapide de la géographie de l'enseignement supérieur, avec la création ex nihilo d'universités implantées dans des villes moyennes sans traditions universitaires ; une réforme des lycées et du baccalauréat qui se donnait entre autres comme objectif de mettre un terme à la suprématie des mathématiques comme instrument de sélection, au profit d'une définition pluraliste de l'excellence scolaire.

La recherche repose sur deux méthodes :

- 1) une exploitation statistique du fichier des élèves de terminales de l'ensemble de l'Académie de Lille et de leurs choix d'orientation pris à différentes dates, 1987 (début de l'expansion), 1994 (fin de l'expansion, dernière année des anciennes séries), et 1996 (deuxième année de fonctionnement du bac actuel).
- 2) des entretiens menés auprès d'élèves de terminale (plus de 200), au moment où ils établissaient leurs listes de choix pour les études supérieures. L'entretien portait sur leurs trajectoires scolaires antérieures, leurs choix d'orientation et leurs "projets"...

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

Les résultats font apparaître un effet de *sous-sélection* des élèves d'origine modeste (par opposition à l'effet de *sur-sélection* dont parlait Bourdieu dans les années 60), qui va se traduire par une répartition très différente des élèves dans les différentes filières selon leur origine sociale. Malgré les souhaits du réformateur, la réforme n'a que peu modifié la hiérarchie des filières et la signification scolaire et sociale des différentes disciplines. On observe malgré tout quelques changements discrets mais significatifs dans l'enseignement secondaire : rôle nouveau de la spécialité "physique-chimie", progression en qualité des filières économiques et sociales, au détriment des filières littéraires.

Il existe une homologie entre la structure des séries de bac et les filières d'enseignement supérieur, qui rend compte des choix d'orientation des lycéens. Mais quant à l'enseignement supérieur, le grand fait nouveau est la modification de sa géographie. Si elle a produit un déplacement quantitatif des investissements scolaires vers l'université (par opposition aux filières courtes) ce n'est peut-être pas toujours pour de bonnes raisons. La nouvelle distribution géographique de l'offre engendre souvent une demande, notamment sur les plus vulnérables des lycéens, par le seul fait qu'elle est plus proche.

Au-delà de ces résultats, cette recherche a pour ambition de revenir sur la difficile question des mécanismes du *choix des études*. La confrontation entre analyse statistique et entretiens permet de mesurer la validité des modèles classiquement mis en avant. Elle nous conduit à retenir une version "revisée" du modèle dispositionnel.

Partenaires et financement

Cette recherche a bénéficié d'un financement dans le cadre du contrat de Plan Etat-Region.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

CONVERT Bernard, 1999, "Une quelconque hiérarchie des formations...", *Documents pour l'enseignement économique et social*, n°115, pp 69-91.

Article de revue

CONVERT Bernard, 1998, "La certification : construction et usages" : Présentation", *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*", n°31, pp 7-9.

Rapport

CONVERT, Bernard, 1998, *Les changements récents de l'enseignement secondaire long*, Rapport de recherche CLERSE-IFRESI.

Communications

CONVERT Bernard, 1997, *L'orientation en fin de terminale*, Communication à la Journée d'Etudes de l'Association des Psychologues-Orienteurs, Lille, Octobre

CONVERT Bernard, 2000, *La carrière étudiante*, Communication à l'Université d'Artois, Arras, 6 Mars.

CONVERT Bernard, 2000. *Hiérarchie des disciplines et choix des études*, Communication au Centre de Sociologie Européenne, Paris, Décembre.

1.4.1.H CURSUS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET INSERTION PROFESSIONNELLE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CLERSE : Éric GRIVILLERS (IE), Francis GUGENHEIM (IR)

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

Chercheurs d'autres équipes : Damien CASTELAIN (USTL), Alain FRICKEY (SOLIIS, Université de Nice)

Objet, méthode, résultats

Les études menées par Éric GRIVILLERS et Francis GUGENHEIM, dans le cadre de l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle (OFIP) de l'Université de Lille 1 et de l'Observatoire Régional des Etudes Supérieures (ORES), cherchent à appréhender :

1) le fonctionnement des cursus de l'enseignement supérieur dans l'espace géographique régional (indicateurs croisant les niveaux atteints, les filières et les lieux d'études par les caractéristiques socio-démographiques) ;

2) la relation emploi-formation pour les sortants de l'enseignement supérieur : incidence du niveau et de la filière mais aussi de différentes autres variables scolaires (notamment le type de cursus) et socio-démographique sur l'insertion ; incidence de la certification professionnelle (celle fournie par le diplôme, celle qui nécessite la réussite à un concours).

Les méthodes utilisées sont :

1) l'analyse des fichiers des inscrits notamment de ceux constitués par l'ORES au niveau de l'ensemble de l'enseignement supérieur régional ;

2) les enquêtes par questionnaire ou par voie téléphonique auprès de diplômés, notamment de ceux sortis de l'USTL, parallèlement à des enquêtes similaires menées au niveau national ;

3) les enquêtes par entretien auprès de populations plus spécifiques.

Les résultats scientifiques sont très liés aux progrès en matière :

1) de méthodologie d'enquêtes (l'amélioration des taux de réponse liée aux enquêtes téléphoniques a permis de mieux appréhender les caractéristiques des non répondants dans les enquêtes postales) ;

2) d'analyse des données (l'utilisation plus importante de l'analyse multivariée tant au niveau des données statistiques que des données textuelles a donné plus de cohérence à nos résultats) ;

3) d'extension des champs d'enquêtes, extension qui s'est réalisée à la fois dans la durée (renouvellement fréquent permettant des études d'évolution) et dans les objets d'études eux-mêmes (les études qualitatives concernant les diplômés de Lettres et Sciences humaines permettent de dépasser certaines corrélations un peu réductrices entre niveau filière et emploi).

Les études menées font apparaître quelques déterminants forts en matière de cursus et d'insertion professionnelle :

- l'influence de l'offre de formation sur les inscriptions des bacheliers dans l'enseignement dans le contexte d'une offre désormais décentralisée ;
- la permanence des facteurs scolaires et sociaux démographiques de la réussite scolaire (rôle de la série du bac, de l'âge, du sexe, de l'origine sociale) ;
- la permanence de la bonne adaptation du système universitaire aux besoins de la société (croissance du nombre de diplômés parallèle à la croissance des besoins en personnels qualifiés) ;
- l'émergence de nouveaux critères pour l'accès aux emplois les plus qualifiés (la nécessité de l'accès au niveau Bac+5 et celle de plus en plus forte d'une articulation diplôme et certification professionnelle) ;
- l'handicap qui frappe les diplômés Bac+2 (DUT et DEUST) quand l'offre d'emplois se réduit (ces derniers sont alors en concurrence avec un nombre désormais plus important de diplômés de niveau Bac+3 et Bac+4) ;
- la modification en cours des débouchés (moins d'emploi dans l'enseignement, plus d'emploi dans les entreprises y compris pour les titulaires d'un doctorat).

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

Publications issues de l'opération

Ouvrages

Contributions à des ouvrages collectifs

GRIVILLERS Éric, GUGENHEIM Francis (1998), *Parcours de formation et insertion professionnelle des étudiants. Sources et méthodes*, Groupe de travail sur l'enseignement supérieur, Éditeurs Françoise Stoeffler-Kern et Daniel Martinelli, CERÉQ, Série documents n°134, Avril, pages 13 à 43.

Articles de revue

FRICKEY Alain, GUGENHEIM Francis (1998), *L'insertion professionnelle des diplômés de niveau Bac+5 des universités*, Cahier lillois d'économie et de sociologie n°31, L'Harmattan, Paris, Octobre, pages 135 à 150.

Rapports

CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1998), *Les étudiants du Nord/Pas-de-Calais en 1996-97*, Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, Mai, 85 pages.

CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1999), *Les étudiants du Nord/Pas-de-Calais en 1997-98*, Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, Juin, 14 pages.

CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1999), *Les étudiants du Nord/Pas-de-Calais en 1998-99*, Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, Novembre, 18 pages.

CASTELAIN Damien, GRIVILLERS Éric, GUGENHEIM Francis (1998), *Situation en janvier 1998 des inscrits en maîtrise en 1996-97*, OFIP - USTL, Juin, 137 pages.

GRIVILLERS Éric, GUGENHEIM Francis (1999), *Le devenir en mars 1998 des diplômés de deuxième et troisième cycles de Sciences sortis des universités de l'académie de Lille en 1995*, rapport pour Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, Septembre, 74 pages.

CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1999), *Le devenir en mars 1998 des diplômés sortis de l'enseignement supérieur régionale en 1995, huit indicateurs*, synthèse d'enquête pour Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, avril, 16 pages.

GUGENHEIM Francis, VALDENAIRE Philippe (2000), *Insertion en entreprise des diplômés de Lettres et Sciences Humaines*, rapport pour Union Européenne, OFIP-USTL et LEA-UVHC, Juin, 97 pages.

GRIVILLERS Éric (2000), *Les diplômés Bac+3 à Bac+8 sortis en 1994 et 1995 de l'USTL. Situation trente mois après leur sortie*, OFIP - USTL, Novembre, 131 pages.

CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1999), *Devenir des diplômés 1994 et 1995 de l'IUT de l'USTL. Situation trente mois après la sortie*, OFIP - USTL, Mai, 26 pages.

CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (2000), *Devenir en octobre 1999 des étudiants ayant obtenu en 1997 un DEA à l'USTL*, OFIP - USTL, Juin, 28 pages.

CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (2000), *Devenir en octobre 1999 des étudiants ayant obtenu en 1997 un DESS à l'USTL*, OFIP - USTL, Juin, 33 pages.

GRIVILLERS Éric (1998), *Les docteurs de l'USTL en 1992, 1993 et 1994*, OFIP-USTL, Avril, 88 pages.

GRIVILLERS Éric (2000), *Les moniteurs sortis en 1996 et 1997 du CIES Nord/Pas-de-Calais Picardie*, rapport pour le CIES, OFIP-USTL, Mars, 50 pages.

GRIVILLERS Éric (2000), *Le vécu des CIFRE, Paroles de partenaires*, rapport pour l'ANRT, OFIP-USTL, Juillet, 131 pages.

Communications

GUGENHEIM Francis, ROSSELLE Dominique (1999), *L'arrêt de la croissance du nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur et ses conséquences. Le cas des effectifs d'inscrits dans les universités du Nord/Pas-de-Calais*, 6èmes journées IFRESI, 21 et 22 Avril, pages 49 à 56 du tome 2.

GUGENHEIM Francis, ROSSELLE Dominique (1999), *L'Observatoire Régional des Etudes Supérieures du Nord/Pas-de-Calais : un essai d'observation permanente des inscrits et des sortants de l'ensemble des formations post-baccauléat d'une région*, colloque OURIP, Dix ans d'observation de l'enseignement supérieur, acquis et perspectives, Lyon, Octobre, pages 131 à 139.

1.4.2 - Développement des professionnalités (fiches des opérations)

**1.4.2.A TRAVAUX THEORIQUES EN SOCIOLOGIE DES GROUPES PROFESSIONNELS
OPERATION EN COURS)**

Chercheur

CLERSE : Lise DEMAILLY (PR), VANDENBERGUE (doctorant), Olivier DEMBINSKY (doctorant, thèse soutenue)

Objet, méthode, résultats

1) L'objet est la *restructuration des rapports de travail dans un certain nombre de métiers que l'on pourrait définir à la fois comme relationnels et de classe moyenne* : métiers de la santé, du travail social, de l'éducation et de la formation, de l'administration publique, caractérisés par leur statut *intermédiaire dans la société et leur lien aux politiques publiques*. Un cadre interprétatif tend à s'installer - ou, plus exactement, ses promoteurs cherchent à lui conférer une position symbolique dominante -, qui structure les débats et les conflits par une opposition entre *référence professionnelle et référence organisationnelle* dans les identités au travail et, conjointement, par une dévalorisation de la référence professionnelle.

On a cherché à montrer, d'une part, que ce cadre interprétatif méconnaît la complexité des cultures professionnelles, d'autre part, qu'il mérite lui-même analyse. L'interprétation proposée met en jeu les *orientations politiques* des acteurs, qu'il agisse des professionnels ou de leurs employeurs. Ce texte constitue donc de ce point de vue un plaidoyer pour une plus grande articulation de la sociologie du travail et de la sociologie politique. On aboutit à une analyse des liaisons entre *profession, organisation, rapport salarial et politique*. Pour penser les enjeux sociaux actuels concernant les transformations des professionnalités, il faut considérer que les conflits n'apparaissent pas entre ces quatre niveaux d'analyse, mais les traversent.

Cela amène à revisiter aussi la notion de relation de service, notamment dans la mesure où celle-ci prétend s'appliquer aux métiers relationnels de service public. On analyse la théorie sous-jacente à cette notion et en décrit les dimensions scientifiques et épistémologiques. Subsumer de nombreuses activités sous la catégorie de relation de service introduit une rupture épistémologique par rapport aux rhétoriques professionnelles, mais aussi censure d'un certain nombre de dimensions qui sont spécifiques aux métiers relationnels, notamment leur composante éthico-politique. On analyse d'autre part le rôle de cette notion sur le plan social et politique : développement de l'esprit gestionnaire chez les producteurs de services, appuyé sur les nouvelles technologies du social et les nouveaux modes de gestion des employés, amplification du consumérisme chez leurs usagers.

2) L'action organisée paraît être au vingtième siècle le lieu d'une évolution majeure: *le développement d'une rationalisation explicite de l'interaction sociale* et de la production de codifications. Ce travail explore la nature des "techniques du social", gérer, évaluer, transmettre, communiquer, manager etc., ensembles d'outils et de savoirs pour l'action, construits en partie par des producteurs spécifiques, mais aussi par les praticiens eux-mêmes et par des sciences sociales spécialisées. On montre les doubles faces de ces techniques, entre standardisation et innovation, aliénation et émancipation, connaissance et croyance, et dégage l'intérêt qu'il y a aujourd'hui à en étudier l'impact propre sur le fonctionnement des entreprises et de l'administration publique, car ces techniques deviennent des médiations essentielles pour la construction de la coopération et des compromis sociaux

3) Il s'est agi la catégorie d'usagers dans le champ des services publics. Le travail montre que *la distinction pratique entre bons et mauvais usagers traverse l'ensemble des métiers relationnels de service public*. Cette réflexion s'appuie plus précisément sur l'exemple du système de soins en santé mentale et met en évidence un certain nombre de contradictions qui se nouent autour de l'émergence de l'usager.

1. Transformations des activités économiques
1.4. Formation, professionnalités

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

DEMAILLY L., DESMONS P , ROELANDT J.L. 2000: « Usagers et mesusagers en santé mentale » FX Schweyer , G. Cresson coord ENSP ,Rennes,)

Articles de revue

DEMAILLY L. 1998, "La restructuration des rapports de travail dans les métiers relationnels" *Travail et emploi*, Paris, La Documentation Française, 3/ n°76, p 3-14

DEMAILLY L. 1999, "Les métiers relationnels de service public: approche gestionnaire/ approche politique" *Lien social et politiques*, avril, n°40

DEMAILLY L , 2000, « Le mode d'existence des techniques du social » *Cahiers internationaux de sociologie* , juillet

1.4.2.B LES TRANSFORMATIONS DES METIERS DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

CLERSE : Lise DEMAILLY (PR), Juliette VERDIERE (doctorante), Nicole GADREY (MC)

Objet, méthode, résultats

Un ensemble de publications concerne le thème du changement à l'école: rôle de la formation continue, des réseaux coopératifs, des partenariats, des conditions de travail , de la recherche-développement , dans la modification des pratiques professionnelles enseignantes et la professionnalisation des cadres.

1. A quoi sert la formation continue des enseignants de l'enseignement secondaire qui a maintenant derrière elle quinze années de fonctionnement ? à quelles conditions est-elle efficace ? et qu'est-ce qu'être "efficace" en formation ? Peut-on repérer des types d'actions, de dispositifs, de méthodes de formation produisant mieux, plus simplement, plus sûrement, les effets qu'on attend de la formation continue ? Nous pouvons formuler trois résultats, qui portent sur trois grands facteurs de changement des pratiques et d'efficacité des formations : 1) l'existence d'un effet de l'établissement sur les pratiques de son corps enseignant, et tout particulièrement le rôle de la direction ; 2) l'impact plus grand des formations de type interactif-réflexif, caractérisées par la proximité des solutions et des problèmes ; 3) le rôle des dynamiques personnelles (réorganisation des plaisirs et des défenses professionnelles).

Contrat IUFM Nord Pas de Calais

2. L'enquête tente une approche sociologique de la "recherche développement en éducation", c'est à dire de la production de connaissances orientées vers la maîtrise de l'action dans le domaine de l'éducation scolaire. Une étude documentaire permet d'appréhender ses principales évolutions institutionnelles, ses lieux de production, ses configurations dominantes, caractérisées par une conception linéaire de l'innovation. Une étude empirique sur les politiques de recherche dans les Instituts universitaires de formation des maîtres (1991-1995) affine les résultats : elle permet de construire une typologie des formes organisationnelles développées dans ce secteur, de formuler des conclusions sur l'éventuelle émergence de nouveaux types de réseaux et de proposer des hypothèses quant à l'origine de la conflictualité élevée qui caractérise ce champ.

Contrat DRED

3) Les modalités spécifiques de la mesure du temps de travail dans l'Education

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation,专业性

L'étude montre que le temps est un élément central de l'échange social autour du travail. Ceci à un double titre. D'une part, c'est un des éléments du calcul social de la *contribution* du salarié. D'autre part, les modalités plus ou moins agréables, plus ou moins contraignantes, plus ou moins autonomes, plus ou moins distinctives, de son usage peuvent être appréciées par le salarié comme faisant partie du *système de rétribution*. Le temps de travail devient ainsi un moyen et un enjeu de la gestion des compétences et du pilotage du changement dans l'Éducation Nationale, d'autant plus que la mesure de ce temps repose sur la juxtaposition de plusieurs modes de calcul.

4) La coopération et les partenariats

La réalité des partenariats développés dans les zones d'éducation prioritaire reste globalement faible.

Contrat : Conseil Economique et social de la Région Nord pas de Calais

5) Enfin un colloque et un ouvrage dirigé en collaboration ont permis de réunir la plupart des sociologues du travail et de l'éducation de langue française qui étudient les diverses professions de l'éducation et de la formation.

Partenaires et financement

Soutien ; AISLF, CNRS, Universités lilloises

Publications issues de l'opération

Ouvrages

BOURDONCLE (R) DEMAILLY L., 1998, Dir. *Les professions de l'éducation et de la formation*, Lille, Les Presses du Septentrion, 483 p.

DEMAILLY L., CAUTERMAN (MM) et alii *La formation continue des enseignants est-elle utile?* Paris, PUF, 1999

Contributions à des ouvrages collectifs

DEMAILLY L. "Construire des réseaux coopératifs" in VAN ZANTEN A., coord., *La scolarisation dans les milieux "difficiles"*, INRP, 1998

DEMAILLY L. "Les professions de l'éducation en transformation : le rôle des réseaux", in *École et changements sociaux*, Dir. HARDY M, Montréal, 1998

Articles de revue

DEMAILLY L , 1999, "Conflits autour de l'usage du temps dans les métiers à double régulation temporelle : le cas des enseignants", *Sociologica del Lavoro*, Bologne, Italie ,décembre

DEMAILLY L, ZAY (D) 1997, " Politiques et organisations dans la recherche-développement : le cas des instituts universitaires des maîtres " *Revue Française de pédagogie*, oct. déc. •

DEMAILLY L, "Au delà du slogan "gérer les compétences, la question du pilotage politique de l'Éducation nationale", *Recherche et formation*, Paris, juin

Rapport

DEMAILLY L. VERDIERE (J) *Analyse du partenariat dans dix zones d'éducation prioritaires de l'académie de Lille*, Conseil économique et social du Nord Pas de Calais/IFRESI-CNRS, octobre 1998, 65P

DEMAILLY L. VERDIERE (J) *Analyse du partenariat dans dix zones d'éducation prioritaires de l'académie de Lille*, Conseil économique et social du Nord Pas de Calais/IFRESI-CNRS, octobre 1998, 65P

DEMAILLY L; VERDIERE J 2000 *La politique de l'Académie de Lille en matière de pilotage de l'éducation prioritaire* Rectorat/ IFRESI-CNRS, mai ,multig. 56 P

1.4.2.C TRANSFORMATIONS DES METIERS ET DES ORGANISATIONS (OPERATION ACHEVÉE).

Chercheur

CLERSE: Olivier DEMBINSKI (MC, Université de Technologie de Belfort-Montbeliard)

Objet, méthode, résultats

Ce travail porte sur la caractérisation des transformations des institutions au travers de l'analyse conjointe des métiers, des organisations et des politiques publiques. Ces recherches amènent, avec bien d'autres, à ce constat : ces transformations ne se limitent pas à placer les agents dans de nouvelles configurations (technologiques, organisationnelles et gestionnaires) mais travaillent le mode d'investissement personnel dans les différentes dimensions individuelles et collectives de leur activité.

Dans le cadre d'un travail doctoral, c'est essentiellement à travers les pratiques de soins des infirmières qu'ont été abordées les transformations de l'institution hospitalière. Il s'agissait de produire de la visibilité sociale à partir d'éléments macro-sociologiques tels que la production sociale des pratiques de soins, les modèles professionnels, les processus de rationalisation, d'évolution technologique qui constituent le soubassement de l'activité soignante, et d'éléments micro-sociologiques liés aux situations de travail, à la relation de soins, aux pratiques, aux interactions quotidiennes, aux savoirs mobilisés dans l'action de soins. C'est à la fois par l'observation de la vie des services de soins et l'étude des changements qui ont affecté l'exercice des infirmières de CHU qu'on a pu appréhender :

- les dimensions des pratiques de soins dans leur hétérogénéité, leur contradictions et face à la multitude de ses formes d'interprétations produite par les soignants.
- les changements qui ont dessiné les contours du métier d'infirmière et plus précisément ceux qui ont affecté l'activité des hospitalières.

L'analyse des pratiques et du vécu du travail a nécessité une approche peu académique, construite dans l'expérience du chercheur qui renouvelle ses hypothèses par vérification des schèmes apparus dans l'observation (18 mois comme faisant fonction d'aide-soignant complétée par des biographies et des entretiens semi-directifs réalisé de façon systématique avec les soignantes observées). Les principes d'analyse qui se sont dessinés au fil de cette observation sont : les conditions d'insertion des soignants dans l'unité de soin, les différentes formes d'appropriation de l'espace par les usagers (personnels et patients), la division du travail, la maîtrise du rythme et les principes de coopération qui permettent aux soignants d'effectuer le travail qui leur est demandé. Enfin, les aspects les moins visibles du travail infirmier tels que les savoirs nécessaire pour faire face aux patients, le travail de mise à distance inhérent au métier de soignant, les différentes perceptions qu'elles ont de la relation de soins.

Mais la description des comportements au travail soulève aussi des questions et reste aveugle en ce qui concerne le rapport entre l'interaction et la relation objective au monde extérieur. C'est à la fois pour repousser les limites d'une approche descriptive de l'exercice infirmier et pour répondre aux questions soulevées par l'observation qu'on a tenté de mieux cerner la position de l'hospitalière par rapport aux transformations du champ sanitaire. La démarche est là aussi inductive. Le choix qui a été fait est celui d'une analyse secondaire qui mêle les données recueillies sur le site et celles d'autres chercheurs. Cette approche montre que la production sociale des pratiques de soins et les modèles professionnels obéissent mal au décret et semblent plutôt s'inscrire dans une dynamique propre à travers laquelle on entrevoit les enjeux et les rapports de force qui se jouent dans l'imposition de la définition légitime de la fonction d'infirmière.

Ainsi la réorganisation managériale des établissements hospitaliers a ouvert des espaces de négociations, de décisions où se définissent de nouveaux rapports de pouvoirs et émergent de nouvelles professionnalités autour de l'instrumentalisation des soins (avec les techniques, l'informatique, les outils infirmiers, la management participatif). Le sens de ces évolutions est ambigu, les imaginaires du changement sont divers, et les conflits autour des définitions légitimes de la

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

pratique soignante et de la compétence professionnelle restent aigus, faisant apparaître des points aveugle de cette restructuration des établissements hospitaliers.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

DEMBINSKI Olivier (2000a), "L'innovation à l'hôpital est-elle possible ? Le cas des démarches participatives de l'encadrement soignant", dans *Professions et institutions de santé face à l'organisation du travail. Aspects sociologiques*. Sous la direction de G.Cresson et F.X.Schweyer, Rennes, éd. ENSP, pp. 47- 57.

DEMBINSKI Olivier (2000b), "Espaces vécu et territoire investi par les usagers ou comment s'organise la vie des patients à l'hôpital", dans *Les usagers du système de soins*. Sous la direction de G.Cresson et F.X.schweyer, Rennes, éd. ENSP, pp.109-123.

Articles de revue

DEMAILLY Lise, DEMBINSKI Olivier (1999), "La réorganisation managériale à l'école et à l'hôpital", à paraître dans *Education et Société*.

DEMBINSKI Olivier (1997), "Pratiques de soins alternatives d'une équipe soignante : le cas d'une unité de soins palliatifs", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n° 29, 1er semestre 1997, pp. 39-54

Rapports

Communications

DEMBINSKI Olivier (1997), *Incertitudes dans la production des soins infirmiers ou quand les rémunérations symboliques participent à la reconnaissance professionnelle*, 6èmes Journées de sociologie du travail (division du travail et du social), Blankenberge les 5-7 novembre 1997.

DEMBINSKI Olivier (1997), *Approche ethnographique des savoirs professionnels infirmiers*, Journées de la Société Française de Sociologie (Connaissance sociale et connaissance sociologique), Paris, 20-21 novembre 1997.

DEMBINSKI Olivier, (1998), *L'innovation à l'hôpital est-elle possible ? Le cas des démarches participatives de l'encadrement soignant*, Journées d'études LAPSS-AISLF (les professions et les institutions de santé face à l'organisation du travail), Rennes, 10-11 décembre 1998.

DEMBINSKI Olivier (1999), *Espace vécu et territoire investi par les usagers ou comment s'organise la vie des patients à l'hôpital*, Journées d'étude CLERSE-AISLF (les usagers du système de soins), Lille, les 18-19 novembre 1999.

Thèses

DEMBINSKI Olivier (1999), *L'organisation du travail hospitalier. Le point de vue de ceux qui vivent l'hôpital : le cas des infirmières de CHU*, Thèse de sociologie, Lille, Université des Sciences et Techniques.

1.4.2.D LES NOUVELLES FORMATIONS D'INGENIEURS : UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Pascal ROQUET (doct.)

Objet, méthode, résultats

Ce travail doctoral sur les Nouvelles Formations d'Ingénieurs (NFI) explicite à la fois les mécanismes de reproduction et les modalités de transformation des modèles scolaires et professionnels de l'ingénieur en France. Problématiser cette tension se traduit par une plongée dans l'histoire du système de formation des ingénieurs en France, et par la réalisation d'une étude de cas sur l'Ecole Nouvelle des Ingénieurs en Communication (ENIC). École pionnière des NFI, ce dispositif original présente l'intérêt d'articuler formation initiale et formation continue des ingénieurs. Le travail empirique repose essentiellement sur l'analyse du recrutement des élèves ingénieurs et de l'insertion professionnelle des ingénieurs issus de la filière promotionnelle. Nous avons multiplié différentes formes de techniques d'enquêtes : recueil de données statistiques sur les caractéristiques des candidatures (études sur des fichiers regroupant 1016 individus se présentant en sélection en formation

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

promotionnelle et 694 en formation initiale), observations par la participation aux jurys de sélection des candidats, entretiens auprès d'entrants en formation promotionnelle avant et après la formation, enquêtes par questionnaires auprès de 203 diplômés en formation promotionnelle sur leur situation professionnelle avant et immédiatement après l'acquisition de leur diplôme d'ingénieur.

Les procédures de recrutement, tant en formation promotionnelle qu'en formation continue, ne débouchent pas sur un renouvellement de la sélection des élèves ingénieurs. En formation initiale, la sélection s'opère dans un vivier scolaire traditionnel, tandis qu'en formation promotionnelle, c'est un segment très spécifique de techniciens supérieurs d'entreprises qui est visé. Le passage cadre repéré à l'ENIC, qui passe par l'acquisition du diplôme d'ingénieur, se différencie de la voie du cadre promu ou de l'ingénieur maison. L'étude du passage technicien ingénieur prend une signification sociale précise que lorsqu'on étudie les visions et conceptions de la promotion produites par les individus eux-mêmes. L'utilisation de la « méthode des tas » a permis de construire une typologie définie par trois logiques de promotion professionnelle. La différenciation de ces logiques produit trois formes identitaires autour d'une articulation entre les sens des trajectoires subjectives, des univers de croyances de la promotion sociale et professionnelle (devenir ingénieur, avoir la reconnaissance professionnelle, évoluer dans l'entreprise), et une élucidation des différents types de savoirs mobilisés (savoirs d'expérience, savoirs organisationnels, savoirs théoriques) autour d'un savoir dominant, qui organise le mode d'appropriation de l'ensemble des savoirs.

Publications issues de l'opération

Articles de revue

ROQUET Pascal, (1997) « Devenir ingénieur : la sélection comme compromis social », *Education Permanente*, n°132., pp.109-118.

ROQUET Pascal, GADEA Charles, (1998), « Cas d'école. Les NFI et la promotion des techniciens », *revue CLES*, n°31, L'Harmattan, pp. 117-134.

Communications

ROQUET Pascal, (1998), « L'étude d'une nouvelle formation d'ingénieur : le recrutement comme participation à la segmentation du groupe professionnel des ingénieurs en France », *Association internationale de sociologie, XIV^e congrès mondial de sociologie*, Montréal, Canada.

Thèse

ROQUET Pascal, (1999), *Les nouvelles formations d'ingénieurs : une approche sociologique*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

ROQUET Pascal, (2000), *Les nouvelles formations d'ingénieurs : une approche sociologique*, collection Thèse à la carte, Septentrion.

1.4.2.E ENJEUX ET DIFFICULTES DE LA PROFESSIONNALISATION DES METIERS DE LA PETITE ENFANCE. OBSERVATIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE LOCALE DE LA PETITE ENFANCE A LILLE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

CLERSE : Geneviève CRESSON (MC)

Objet, méthode, résultats

A l'issue de travaux précédents sur les politiques familiales dans le domaine de la petite enfance menées au niveau local, trois pistes importantes de travail renvoyant à trois interrogations avaient été définies :

- quelles sont les évolutions visibles dans la politique locale de petite enfance ?
- quelles normes valeurs et pratiques de la division du travail entre hommes et femmes traversent ce champ ?

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

- quelles compétences, quelle professionnalisation pour les personnels en contact direct avec les petits enfants?

La présente opération de recherche se proposait notamment d'approfondir le repérage fin du contenu du travail de prise en charge des enfants selon qu'il est réalisé à titre privé (relation parentale) ou professionnel. De même pour les compétences requises, les formations jugées nécessaires, les savoir-être et savoir-faire. Pour ce faire, il était nécessaire de différencier les domaines privé et public, et de tester la continuité et les ruptures observables entre eux.

Cette opération a permis de repérer les discours que les acteurs tiennent sur les compétences, qualifications ou formations professionnelles, telles qu'elles existent ou telles qu'elles leur semblent nécessaires pour prendre en charge les jeunes enfants dans les crèches et garderies, que ce soit au domicile de l'assistante maternelle ou à celui des parents. Il s'agit uniquement de discours sur ces compétences (il n'y a pas eu d'observation proprement dite de leur mise en œuvre) ; de plus ces discours sont recueillis auprès de personnes qui sont elles-mêmes davantage qualifiées que celles qui sont au contact direct avec les jeunes enfants.

Seize entretiens formels (enregistrés, transcrits) ont été réalisés auprès de 18 personnes différentes (et deux entretiens non enregistrés). Les entretiens de recherche, qui ont duré entre une demi-heure et une heure trente, ont été réalisés auprès :

- de décideurs de la politique de la petite enfance ou de la formation des personnels en contact direct avec de jeunes enfants (9 entretiens avec 11 personnes différentes) ; il s'agit de personnes responsables dans les institutions suivantes : CAF, PMI, Ville de Lille, CIRM, ainsi que dans un centre social lillois, dans une association assurant le suivi et la promotion des structures associatives et municipales dans la région Nord-Pas de Calais (COLLINE) et dans deux centres de formation concernés par les différents métiers de la petite enfance (CNPTF et Le Centre Régional de formation de la petite enfance).

- des personnes en contact direct avec de jeunes enfants elles-mêmes. (7 entretiens avec 7 personnes différentes) qui sont EJE (1), assistantes maternelles (2) ATSEM (2) ou en contrat CES (2) dans une halte-garderie.

Deux autres entretiens moins formalisés (ni enregistrés ni transcrits) doivent être mentionnés :

-auprès du responsable d'une caisse de retraite spécialisée pour les emplois familiaux et de services aux personnes (cet organisme dispose de données capitales et prépare des enquêtes qui permettront à terme d'identifier le public des assistantes maternelles de la région) ;

- auprès d'une responsable de l'ACEP

Les entretiens avaient clairement une vocation exploratoire; il s'agissait de repérer, l'évolution des collaborations mises en place dans le contrat petite-enfance dans la ville de Lille, la division du travail et des rôles entre hommes et femmes, la question de la professionnalisation.

Le terme de professionnalisation est un terme plutôt ambigu sur lequel il convient de faire rapidement le point pour éviter la multiplication des malentendus. Parler de professionnalisation peut être entendu de deux façons différentes, selon qu'on met davantage l'accent sur l'organisation collective propre à la profession ou sur les contenus de travail et de formation.

Les résultats de la recherche conduisent à poser deux constats relativement à cette question de la professionnalisation :

- quant à la dimension collective, elle reste encore embryonnaire. Les associations d'assistantes maternelles sont plutôt récentes, et semblent fonctionner davantage comme des amicales que comme des instances ordinaires. Il n'apparaît pas que les choses soient très différentes dans les autres métiers, mais ceci reste à explorer dans la suite du travail. Aucun élément permettant de penser que nous assistions « à la naissance et à la structuration de groupes organisés, autonomes, contrôlant l'accès à la profession et à son exercice. » (Ferréol G, Cauche P, Duprez J-M Gadry N et Simon M (1991) Dictionnaire de sociologie, Armand Colin coll Cursus (p. 205)) qui serait la marque d'une professionnalisation de ces métiers, n'a été rencontré ; ils restent essentiellement dépendants, dans leurs contenus, leurs formations et leur organisation, d'autres métiers hiérarchiquement supérieurs.

- quant aux contenus de travail différents aspects peuvent plaider en faveur d'une professionnalisation des métiers (une formation spécialisée, l'application de règles internes à la

1. Transformations des activités économiques

1.4. Formation, professionnalités

profession et notamment le développement et le respect de secrets professionnels, la possibilité de négocier certains aspects du travail, une formation permanente, un suivi et l'inscription dans un réseau de professionnels compétents, des rencontres entre pairs, une reconnaissance statutaire par les différents partenaires et par la société en général, une rétribution correcte). Au vu des lectures et entretiens réalisés, sur la plupart de ces critères, le positionnement des personnels en contact direct avec de jeunes enfants ne penche pas vraiment vers la professionnalisation

Partenaires et financement

Conseil régional, dans le cadre de la deuxième tranche du contrat de plan Etat-Région 1994-1998

Publications issues de l'opération

rapport de recherche IFRESI, 35 p.

2 – VILLE, TERRITOIRES, INSTITUTIONS

2.1. LES PROCESSUS DE TERRITORIALISATION

LES OPERATIONS DE RECHERCHE CONCERNEES PAR LE THEME 2.1

2.1.1 – histoire, mémoire, héritages

- 2.1.1.A - Transformation des réseaux urbains et étude diachronique des populations
- 2.1.1.B - Territoires de la ville, système urbain et lien social
- 2.1.1.C - Recomposition des territoires : le pays minier centre-ouest du Nord Pas de Calais
- 2.1.1.D - La mémoire d'une commune minière
- 2.1.1.E - Un musée virtuel
- 2.1.1.F - La transmission des savoirs : contenu et méthodologie
- 2.1.1.G - Du cerchar à l'ineris : l'évolution des métiers, de la recherche et des logiques de sécurité
- 2.1.1.H - Etude sociologique sur les associations locales du patrimoine dans trois départements
- 2.1.1.I – Opération « The wool industry »

2.1.2 – dynamiques territoriales et urbaines des activités

mécanismes économiques

- 2.1.2.A - Economie et gestion urbaine
- 2.1.2.B - Economie spatiale
- 2.1.2.C - Economie, institution et espace : une synthèse théorique
- 2.1.2.D - Cycles immobiliers

déterminants des activités

- 2.1.2.E - Développement local et innovation socio-culturelle en Europe
- 2.1.2.F – Opération « Singocom »
- 2.1.2.G - Services aux entreprises et développement régional
- 2.1.2.H - Les usines à traiter de l'information
- 2.1.2.I – Opération « Corridesign »
- 2.1.2.J - Organisations productives et territorialisation

métropolisation

- 2.1.2.K - Dynamiques urbaines et évolution de la métropole lilloise
- 2.1.2.L - Prospective territoriale
- 2.1.2.M - Stratégies de développement urbain dans la métropole lilloise : le cas Euralille
- 2.1.2.N - Les espaces transfrontaliers
- 2.1.2.O – Métropolisation et dynamiques de transformation de la ville

PRESENTATION DES OPERATIONS PARTICIPANT AU THEME 2.1 (LES PROCESSUS DE TERRITORIALISATION)

Dans ce premier volet de travaux consacrés à la thématique générale de la ville, des territoires et des institutions, laquelle constitue la seconde composante du programme de recherche de l'Ifréti, sont rassemblées des opérations qui traitent, à des titres divers, des processus de territorialisation des activités humaines, notamment les activités économiques.

L'analyse de ces processus est d'abord nourrie de perspectives historiques prenant en compte les dynamiques de longue durée et des héritages laissés par certaines dominantes des activités économiques de la région Nord Pas de Calais.

La perspective historique, particulièrement développée par l'équipe « espaces et cultures de la ville » du CHRENO sous la direction de P. Guignet, s'est déployée selon trois directions : les transformations des réseaux urbains et la dynamique des relations villes-campagnes, l'étude diachronique de la population des villes, les espaces de la ville, l'habitat et les liens sociaux. Les travaux correspondants ont été marqués par plusieurs temps forts, notamment celui des journées d'étude sur les métamorphoses des réseaux urbains de la France du Nord de Louis XIV à nos jours, réunissant historiens et géographes, ou bien encore celui des journées organisées au Centre des Archives du Monde du Travail de Roubaix sur le néo-gothique en France septentrionale. Ceci a permis de produire plusieurs numéros spéciaux de la Revue du Nord (avril-septembre 1997, avril-septembre 2000, octobre-décembre 2000), proposant à la fois des données volumétriques du phénomène urbain, des éclairages sur les problématiques liées de l'espace socio-démographique des villes et du rôle assumé par les agglomérations urbaines dans les espaces migratoires, et, de façon générale, des éléments d'analyse des temps forts de l'urbanisation. L'équipe du CHRENO poursuit aujourd'hui ses investigations sur la base de plusieurs colloques consacrés aux milieux populaires urbains de la fin du Moyen Age à nos jours.

L'étude des phénomènes de territorialisation intègre évidemment les effets de certaines dominantes qui ont caractérisé la structure des activités économiques régionales à certaines époques. Dans cette perspective, le programme « anthropologie du bassin minier » vise à comprendre les évolutions d'un territoire profondément marqué par des activités charbonnières. Ce programme, mené avec le soutien de la région Nord pas de Calais, la mission du patrimoine ethnologique du Ministère de la Culture et la Direction Régionale des Affaires Culturelles, éclaire la façon dont se décomposent et se recomposent, par émergence de pôles urbains, diversification du tissu industriel et tertiarisation de l'économie, les territoires fortement marqués par l'activité minière. La question des modalités de transmission de la mémoire minière et des savoirs, qui a par ailleurs suscité une étude sociologique sur les associations locales du patrimoine, est également au cœur de ce programme. Elle a conduit à la tenue de deux séries de journées d'études (mai 1998, juin 1999) et d'un colloque international consacré aux formes de mobilisation dans les régions d'activité minière (mai 2000).

L'industrie de la laine est une autre activité qui a longtemps marqué le territoire et la structure industrielle de la région Nord-Pas de Calais, voire son identité, comme ceux d'autres régions d'Europe. Elle suscite une forte demande d'histoire et de culture qui justifie un projet d'organisation de deux euro-conférences, projet accepté dans le cadre du programme « accroître le potentiel humain de recherche et la base de connaissances socio-économiques » du cinquième PCRDT européen. Cette opération permettra notamment d'ouvrir le débat entre jeunes chercheurs et managers de l'industrie lainière sur les stratégies industrielles et commerciales d'hier et d'aujourd'hui.

Dans une perspective plus contemporaine, une deuxième série d'opérations s'attachent à la compréhension des dynamiques territoriales et urbaines des activités en cherchant à mettre à jour certains mécanismes économiques, à analyser des déterminants de la localisation des activités et à traiter, de façon générale, les phénomènes de métropolisation.

H. Jayet et son équipe ont réalisé plusieurs opérations relevant de l'économie et de la gestion urbaines. Un premier volet correspond au développement d'une méthodologie d'analyse de la ville et de ses structures à partir de ses marchés fonciers et immobiliers. Ce travail contribue à la mise au point de méthodes d'évaluation des biens publics locaux. Il peut être rapproché de la recherche conduite par

D. Cornuel et F. Calcoen sur les cycles immobiliers, montrant que le cycle des années 85-95 est dû à un mécanisme classique d'arbitrage de la part des investisseurs entre actifs immobiliers et actifs financiers et non à l'hypothèse de bulle qui a été fréquemment avancée. Le deuxième volet s'intéresse aux comportements de fourniture des biens publics et de taxation par les collectivités locales. Il permet de mieux analyser les conséquences de la fiscalité portant sur des agents mobiles et, plus généralement, les phénomènes de compétition territoriale en présence de plusieurs acteurs locaux. Enfin, un troisième volet est centré sur les questions de mobilité des habitants et de ses conséquences sur le marché de l'emploi, avec des développements en cours pour une modélisation tenant mieux compte que les modèles concurrentiels usuels des particularités de fonctionnement des marchés du travail. H. Jayet s'engage désormais dans un approfondissement de l'analyse spatiale des phénomènes économiques dans le cadre d'un projet de GDR auquel l'Ifrési prévoit d'apporter son soutien. Le programme de travail correspondant, destiné à combler le manque de travaux appliqués dans le domaine de l'analyse spatiale des phénomènes économiques, est structuré en trois grands domaines : les entreprises et leur environnement économique et territorial, les marchés locaux de l'emploi et les migrations, l'espace analysé à partir des marchés fonciers et immobiliers.

Pour sa part, en s'appuyant sur un ensemble d'études de cas constituant des expériences de développement local intégré, F. Moulaert montre comment les développements récents de l'économie et de la sociologie institutionnelles s'appliquent à la définition et l'analyse des stratégies de développement local et propose un cadre d'analyse du développement local prenant en compte les dimensions non économiques de la dynamique sociale. Ces travaux sont complétés par l'étude de certains déterminants potentiels de la localisation et du développement des activités économiques, notamment en ce qui concerne le rôle de la culture et des institutions en matière de développement local, celui des infrastructures culturelles, ou encore celui des services aux entreprises et des infrastructures de transport. Un accent particulier est mis sur la théorisation économique de l'innovation technologique et organisationnelle à l'échelle locale et régionale, alimentée dans les années récentes par différentes théories (districts industriels, nouveaux espaces industriels, systèmes régionaux d'innovation, learning region, etc.). Ces modèles, que l'on peut qualifier de Modèles d'Innovation Territoriale, présentent un certain nombre de limites que l'on peut dépasser en adoptant une conception holiste de la dynamique régionale, à partir d'une perspective multidisciplinaire. La question de l'innovation sociale dans les stratégies de revitalisation des zones urbaines fait l'objet d'un projet ambitieux accepté dans le cadre du cinquième PCRTD, visant à formuler un modèle alternatif de développement local innovateur, à le confronter aux pratiques de neuf villes de six pays d'Europe, et à en tirer des implications et des recommandations de politiques prêtant une attention particulière au rôle de la dynamique de gouvernance formelle et informelle à différents niveaux politico-institutionnels.

D'autres opérations traitent encore des questions de localisation des activités. Ainsi, dans la continuité d'une problématique consistant à se demander comment les industries manufacturières se territorialisent, M. Battiau projette de s'intéresser aux « usines à traiter de l'information », lesquelles correspondent à des activités tertiaires dont le mode d'organisation et d'insertion spatiale présente des caractéristiques qui les rapprochent des activités manufacturières. F. Cunat et B. Thomas s'interrogent sur la réciprocité des logiques de la production et de la territorialisation, dans un contexte où les organisations productives sont amenées à intégrer de plus en plus leurs compétences particulières dans des ensembles organisationnels plus vastes. D'autre part, la question des principaux axes d'infrastructure reliant les vastes régions urbaines dans l'ouest de l'Europe et constituante des lieux attractifs pour les activités économiques et les ménages fait l'objet d'un autre programme européen de recherche dans le cadre d'Interreg IIC. Il s'agit d'appréhender le développement des corridors en liaison étroite avec le développement des villes et des régions urbaines. Le concept de méga corridor comme outil potentiel de développement urbain met en particulier l'accent sur les corrélations entre les infrastructures de communication, le développement économique et l'urbanisation.

Enfin, plusieurs opérations réalisées et en projet se concentrent sur le phénomène de métropolisation, avec un regard spécifique sur le cas de la métropole lilloise. D. Paris et J.F. Stevens ont appliqué le concept de bifurcation pour mettre en évidence le rôle des acteurs et l'effet positif du changement des comportements et des organisations institutionnelles dans le développement économique et la mutation politique de la communauté urbaine de Lille. Ce travail, plus largement, s'intéresse à une métropole transfrontalière, réalité à propos de laquelle J.P. Renard et G. Marcou

dressent un bilan montrant selon quelles logiques, différentes et complémentaires, se recomposent des territoires transfrontaliers. Dans un exercice en cours de prospective territoriale, J.F. Stevens identifie des questions qui peuvent interpeller les acteurs régionaux dans le cadre des mutations contemporaines de l'environnement global, de l'évolution de l'espace européen et des évolutions régionales des comportements individuels et sociaux. E. Salin et F. Moulaert analysent l'opération Euralille, exemplaire des opérations de renouvellement urbain, en tant que tentative de reproduire la politique du secteur des services menée par la métropole. Enfin, un important projet de recherche pluridisciplinaire sur la métropolisation et la dynamique de transformation de la ville a été lancé en mars 2001. Il analysera à la fois les nouveaux enjeux de la régénération urbaine dans les métropoles, selon une méthodologie de comparaison internationale, et les acteurs et les formes de la gouvernance urbaine.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

2.1.1 – histoire, mémoire, héritages (fiches des opérations)

2.1.1.A TRANSFORMATIONS DES RESEAUX URBAINS ET ETUDE DIACHRONIQUE DES POPULATIONS URBAINES (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CRHENO : Philippe GUINET (PR)

Objet, méthode, résultats

Le programme de cette équipe qui regroupe des historiens, des historiens de l'art et un géographe est articulé selon trois directions :

- le premier axe thématique est relatif aux transformations des réseaux urbains et à la dynamique des relations villes- campagnes
- le deuxième champ d'investigations traité de l'étude diachronique de la population des villes
- le troisième grand domaine de recherche porte sur les espaces de la ville, l'habitat et les liens sociaux

Il est clair que dans la pratique quotidienne, ces trois directions entrent souvent en forte convergence. Le gros numéro spécial de la *Revue du Nord* (no 320-321, avril-septembre 1997, p. 279-748) qui rassemble la majeure partie des activités scientifiques communes de l'équipe de recherche le montre à l'évidence. L'équipe lilloise d'histoire des villes, en dépit de la relative modestie de ses moyens financiers, pense avoir honoré son contrat en développant la recherche collective tout en soutenant les travaux de ses membres.

L'*Atlas historique des villes européennes* fut un domaine d'exploration scientifique de plusieurs membres de l'équipe (F. Cunat, P. Guignet, M.J. Lussien-Maisonneuve, P. Marchand). Le groupe avait en effet été chargé par Jean-Luc Pinol, alors professeur à Strasbourg II, du chapitre consacré à Lille. Le livre est sorti à l'automne 1996.

Le numéro spécial de la *Revue du Nord* consacré à la « démographie urbaine, à l'urbanisation et à l'urbanisme dans la région du Nord et en Belgique du XVe siècle à nos jours » constitue la pierre angulaire du rapport d'activité de l'équipe. Il a bénéficié du soutien financier significatif de la Région. L'introduction synthétique de P. Guignet rassemble les principaux acquis de cette recherche démographique, sociale et urbanistique au long cours. Rappelons en succinctement les principaux traits.

Un premier ensemble d'articles oriente le projecteur vers les dimensions volumétriques du phénomène urbain. Les enquêtes fiscales de la Flandre wallonne de 1449 à 1469 permettent de situer le taux d'urbanisation entre 41 et 47%. C'est dire que la région est déjà proche de la saturation urbaine à la fin du Moyen Age puisque la population ne peut se développer au-delà du seuil déterminé par la consommation des surplus dégagés par l'activité agricole. Plus largement encore, cette fois non dans la seule châtellenie de Lille-Douai et Orchies, mais dans l'espace belge, le taux d'urbanisation baisse dans le second XVIe siècle et au XVIIe siècle (27,06% en 1600, 26,9% en 1700). Il accuse derechef une baisse au XVIIIe siècle pour tomber à 26,06% à l'époque consulaire. Au siècle des Lumières, l'urbanisation du territoire s'est propagée davantage que l'urbanisation de la population. Autrement dit, avec l'émergence d'une vaillante cohorte de petites villes, les unités urbaines se sont davantage multipliées que les citadins.

C'est seulement au XIXe siècle que le mouvement de bascule se manifeste au profit des villes. Rien n'égale l'explosion démographique d'une nouvelle lignée de villes, celles que propulsent les transformations de l'industrie textile et du travail du fer comme l'épopée naissante des charbonnages. Le triangle dessiné par la conurbation de Lille-Roubaix-Tourcoing se développe avec une force tellurique. L'explosion démographique de Roubaix qui passe de 8091 hab. en 1801 à 124 661 en 1896 aurait été impossible sans de puissantes vagues d'immigrants venus en particulier de la voisine Belgique.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Les problématiques entrelacées de l'espace socio-démographique des villes et du rôle assumé par les agglomérations urbaines dans les espaces migratoires nourrissent un deuxième ensemble de contributions. Les auteurs n'échappent pas à un double et inévitable questionnement: d'où viennent les immigrants? Qui sont-ils ? Jusqu'au XIXe siècle, sauf exception, le taux d'immigration dans les villes garde des proportions assez modestes. Comme l'immigration lointaine est quasiment inexiste, les apports proviennent de migrations de proximité. La route voit ainsi confluer des figures bien caractéristiques de la société d'Ancien Régime, puisqu'à la cohorte des marchands de toutes étoffes, se mêlent le soldat et le saltimbanque, le pèlerin et l'ouvrier en quête d'emploi.

Au siècle de la première révolution industrielle, l'exemple de Roubaix et de Seraing le montre bien, l'usine a besoin de puiser une bonne part de sa main-d'œuvre bien au delà du cercle habituel des 20 km. Près des trois-quarts des 2600 communes belges ont fourni au moins un immigrant à Seraing. Les contributeurs s'efforcent d'évaluer au trébuchet le poids du facteur « pull » (l'attraction exercée par les activités sises en ville) et celui du facteur « push » (la misère incitant les campagnards au départ). Force est de constater que lors de la dépression des années 1873-1892, la perte d'intensité du facteur « pull » dépasse la montée en puissance du facteur « push ». Si l'évaluation de l'immigration est une urgente nécessité pour l'historien-démographe, il est tout aussi déterminant de s'interroger sur la propension à émigrer. L'étude d'Armentières et d'Halluin fait apparaître à ce propos d'incessants va-et-vient aboutissant au début des années 1860 au départ en cinq ans de plus de la moitié du contingent initialement observé.

Demeure la grande question de la mixité sociale des quartiers. Pour l'Ancien Régime, une analyse rigoureuse se doit de tenir les deux bouts de la chaîne : les culs-de-sac et les cours sont les réceptacles de la misère, mais il ne faut pas exagérer la ségrégation sociale affectant l'habitat ; il n'est guère de rue qui ne compte d'indigents. A Bruxelles en 1784, 6% seulement des artères ne recèlent en leur sein aucun logement ouvrier, en revanche, seules cinq sections sur quarante témoignent d'un brassage effectif des catégories socio-professionnelles.

Un dernier groupe de contributions éclaire les temps forts de l'urbanisation concertée et les temps longs où l'on répare beaucoup et où l'on construit peu. Les XVIe, XVIIe, XIXe et XXe siècles furent plus fertiles en extensions et innovations urbanistiques que le XVIIIe siècle. L'embellissement des villes fut certes une préoccupation du XVIIIe siècle. Il demeure qu'on ne peut guère parler pour la région du Nord que d'« un urbanisme frôleur » qui ne taille pas dans le tissu urbain, mais le ravaude, le consolide ou l'ourle, à rebours de l'urbanisme des percées auquel le baron Haussmann a attaché son nom sous le Second Empire. Il ne faut cependant pas exagérer les effets du processus d'haussmannisation dans une ville comme Lille, qui est cependant un cas exemplaire de croissance continue d'une métropole. Au temps de l'ultramontanisme triomphant, le rêve néo-gothique nourri par un XIIIe siècle idéalisé s'exprime bien dans le quartier Vauban de Lille.

La pensée sur la ville au XXe siècle s'enracine dans un projet social volontiers intégrateur visant à introduire un ordre dans une société industrielle troublée. Un article donne un panorama d'ensemble des expériences de cités-jardins tentés au nord de Paris. Lorsque l'on observe la cité Lebret de Denain, on ne peut pas ne pas constater avec équité qu'au regard des grands ensembles des années 1950 et 1960, ses promoteurs n'ont pas particulièrement à en rougir.

Les reconstructions consécutives à la seconde guerre mondiale sont aujourd'hui un terrain de recherches actives. Il est heureux que ce numéro ait fait place à ce thème à travers l'expérience urbanistique de Valenciennes qui alimente, il est vrai, des appréciations contrastées. Si Maubeuge a su tirer profit du rôle catalyseur d'A. Lurçat, les Valenciennois n'ont pas vraiment à se féliciter de la mise en œuvre des avatars successifs du plan dressé par Albert Laprade, un urbaniste dont on ne peut pourtant contester l'intelligence et la culture. En lisant cet article, on comprend à la suite de quelles bifurcations successives, on est parvenu aux collages architecturaux du centre ville d'aujourd'hui.

Partenaires et financement

Conseil régional, dans le cadre de la deuxième tranche du contrat de plan Etat-Région 1994-1998

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Publications issues de l'opération

Ouvrage

GUIGNET Philippe, *Vivre en ville sous l'Ancien Régime*, Paris, Perrin, 1999, 471 p.

Articles de revue

GUIGNET Philippe ed., *Démographie urbaine, urbanisation et urbanisme dans la France du Nord et en Belgique (XVe-XXe siècles)*, numéro spécial de la *Revue du Nord*, avril-septembre 1997, p.279-748.

GUIGNET Philippe ed., *Les élites dans la France du Nord (XVe-XXe siècles). Composition, pouvoirs et éthique sociale*, numéro spécial de la *Revue du Nord*, octobre-décembre 1999, p.667-892.

GUIGNET Philippe et BONDUE ed., *Les métamorphoses des réseaux urbains de la France du Nord de Louis XIV à nos jours*, numéro spécial de la *Revue du Nord*, avril-septembre 2000, p.249-566.

2.1.1.B TERRITOIRES DE LA VILLE, SYSTEME URBAIN ET LIEN SOCIAL (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CRHENO : Philippe GUINET (PR), coordinateur

Objet, méthode, résultats

Le troisième champ de recherche (espaces de la ville, habitat et liens sociaux)s'est révélé une fois de plus particulièrement porteur. L'inscription spatiale des fonctions et des activités dans les travaux en cours sur les corporations (thèse de Frédéric Caron sur l' organisation du travail, métiers et corporations dans deux bonnes villes moyennes du Nord de la France: Douai et Valenciennes de Louis XIV à la Révolution) et sur la société urbaine encore si mal connue du XVIe siècle pour des raisons de sources et d'accessibilité paléographique (thèse d'Yves Junot sur la société à Valenciennes de Charles Quint aux Archiducs)

Les journées d'étude des 2 et 3 octobre 1998 au Centre des Archives du Monde du Travail de Roubaix sur le « néo-gothique en France septentrionale, l'influence de l'Ecole de Saint-Luc » fut une réussite. Organisées par Madame Lussien-Maisonneuve (histoire de l'art) en collaboration avec une archiviste paléographe de Roubaix, Madame Alice Thomine, ces journées permirent d'établir une collaboration avec le KADOC de la Katholieke Universiteit Leuven ; les actes devraient sortir des presses l'an prochain.

Une enquête au long cours est engagée dans le cadre du séminaire d'histoire urbaine animé par P. Guignet sur le cadre de la vie quotidienne dans les villes de la France du Nord au siècle des Lumières. P; Guignet a procédé à une mise au point dans *Vivre à Lille sous l'Ancien Régime* (Paris, Perrin, 1999).Jean-Paul Barrière continue à prospecter méthodiquement le champ de l'activité notariale du XIXe siècle.

Il y a près de deux ans, le programme scientifique d'un vaste colloque international sur « le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest de la fin du Moyen Age à 1945 » a été lancé par l'équipe. L'ampleur des échos recueillis a été tel (plus de soixante communications proposées) que le CRHENO a décidé de dédoubler ce colloque. Les 23,24 et 25 novembre 2000, seront abordés deux grands thèmes : le peuple des villes, définition, composition professionnelle et hiérarchies internes ; les modes de vie populaires. Les 22, 23 et 24 novembre 2001, seront traités deux autres facettes du programme proposé : solidarités populaires, communautés, conflictualité ; représentations, vie religieuse et pratiques culturelles.

L'équipe nourrit le projet de publier des atlas des villes de la France du Nord sous forme de cahiers par ville. Il s'agirait moins d'une cartographie de création que d'une recension des plans anciens et de l'édition critique et commentée des plus caractéristiques d'entre eux. Le premier atlas sous réserve de financements complémentaires devrait sortir dans dix-huit mois sur Douai avec le

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

concours de Mademoiselle Mestayer, archiviste paléographe et de Vincent Doom, directeur des archives de Douai, qui participent régulièrement aux séances de travail de l'équipe de recherche.

Enfin, le groupe lors de sa réunion plénière de rentrée a décidé d'accorder son total soutien au projet scientifique coordonné par Odile Parsis-Barubé, membre du groupe et spécialiste d'histoire culturelle contemporaine qui devrait déboucher sur un colloque en novembre 2002 sur « l'invention du Nord ».

Partenaires et financement

Contrat de Plan Etat-Région

Publications issues de l'opération

Ouvrages

BARRIERE Jean-Paul et FERRIERE LE VAYER Marc ed., *Industrialisation et société en Europe occidentale (1880-1970)*, Paris, Ellipses, 1998, 192 p.

Articles de revue

BARRIERE Jean Paul, « Le notaire au XIXe siècle: médiateur ou notable », Journée d'étude de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine, Lille, 1997, *Bulletin de la SHMC*, 1998, 3 à 4, p.51-63.

BARRIERE Jean-Paul, « Les réseaux notariaux au XIXe siècle dans le département du Nord : une exceptionnelle permanence », *Revue du Nord*, avril-septembre 2000, p.321-340.

GUIGNET Philippe, « De Philippe le Bon à Rem Kolhaas: de quelques jalons et pierres d'attente dans la longue histoire des élites de la France du Nord », *Revue du Nord*, 1999, p.671-678.

GUIGNET Philippe, « Dénivellations de la géographie postale et polarisations urbaines. L'exemple du Nord de la France et de la Picardie de Louis XV à Napoléon Ier », *Revue du Nord*, avril-septembre 2000, p.353-366;

Communications

GUIGNET Philippe, « Cultures municipales et vagues d'urbanisation: le lent façonnement de la civilisation urbaine des Pays-Bas méridionaux de l'Antiquité à nos jours », *Actes à paraître du 125e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques sur l'Europe*, Lille, 3 avril 2000, 33p

GUIGNET Philippe, « Des cours à sac aux courées de Lille, vue cavalière sur un stigmate identitaire de la population ouvrière de Lille de Charles Quint à Gustave Delory », *Colloque sur le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest*, Lille, 23-25 novembre 2000.

GUIGNET Philippe, « Logiques financières, contraintes étatiques externes et fluctuations conjoncturelles: l'inégale originalité du modèle financier dans les grandes villes de la France du Nord au XVIIIe siècle », *Actes du colloque du Ministère des Finances sur les finances en province sous l'Ancien Régime*, à paraître fin 2000.

BARRIERE Jean-Paul, « Solidarités professionnelles et continuités familiales en question: le notariat haut-garonnais (1780-1914) », communication au colloque *Pouvoirs des Familles, familles de pouvoir*, Université de Toulouse, 5-7 octobre 2000, à paraître en 2001.

2.1.1.C RECOMPOSITION DES TERRITOIRES : LE PAYS MINIER CENTRE-OUEST DU NORD PAS DE CALAIS (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

LGH : Anne-Sophie FORBRAS (doct.)

Objet, méthode, résultats

À travers l'exemple du Pays Minier Nord-Pas-de-Calais, nous voulons montrer le passage d'une organisation territoriale à une autre, à savoir la substitution du système spatial minier au système spatial rural. Nous appellerons ce processus de décomposition-recomposition des territoires, un cycle territorial.

Nous appliquons aux territoires la définition du « cycle biologique » ou « cycle de reproduction », c'est-à-dire l'ensemble des étapes par lesquelles passe un être vivant, du moment où il est fécondé, où il devient capable de se reproduire de vivre, jusqu'à celui où il meurt. Cette définition correspond à

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

l'idée que nous voulons transmettre : l'idée selon laquelle les territoires se renouvellent constamment, sans retourner à leur état initial. Chaque cycle territorial est divisé en séquences.

La première séquence du cycle correspond à la mise en place d'un système territorial par une société et son appropriation. La deuxième séquence est déclenchée par des mutations économiques, sociales ou politiques. La troisième séquence correspond à l'apparition de nouveaux acteurs qui trouvent de nouveaux usages aux territoires. Ils les recomposent, en leur attribuant un nouveau contenu et, éventuellement un nouveau périmètre.

Le Pays Minier du Nord-Pas-de-Calais s'inscrit parfaitement dans cette logique car l'homme y a inscrit durablement un système territorial, qui s'est déstructuré avec les mutations du XXe siècle.

À la lumière de l'analyse des deux premières séquences du cycle territorial du Pays Minier, sa composition et sa décomposition, deux conclusions s'imposent. L'une concerne la dynamique territoriale du Pays Minier, l'autre les acteurs de cette dynamique.

Concernant la décomposition-recomposition des territoires ruraux en territoires miniers, les deux séquences se sont enchaînées sans qu'il y ait de coupure dans le temps. Par contre la décomposition des territoires miniers n'est pas le fait d'une substitution d'activité mais d'un arrêt définitif de l'activité motrice, laissant le champ libre à une série de séquelles non immédiatement résorbées. Les premières séquelles, issues de l'activité économique, concernent la fermeture des fosses et la multiplication de friches industrielles, non réutilisées dans l'immédiat. Un second type de séquelles concernent l'habitat qui au fil des années, par manque d'entretien, s'est progressivement détérioré et ne répond plus aux normes d'habitabilité. Enfin, les dysfonctionnements urbains liés à l'éclatement des grains élémentaires, autrement dit la dissociation du couple habitat-travail constituent un troisième type de séquelles.

Pour élargir la réflexion sur le thème des recompositions territoriales de l'ex-Pays Minier, nous voulons insister sur l'idée de simultanéité et d'interrelations entre le changement de nature des territoires et la distorsion des échelles ainsi que sur le jeu des rapports de forces qui contribuent à freiner ou accélérer la recomposition des territoires miniers. En effet, pour un territoire donné, il existe des inerties telles que, ce territoire peut être pratiqué plus ou moins longtemps et que, sur ce même territoire, il existe déjà des processus qui sont en train de le décomposer-recomposer. Donc, simultanément un double changement s'opère : les territoires anciennement miniers se décomposent et se recomposent par leur nature et l'élargissement de leur échelle.

Publications issues de l'opération

Communication

FORBRAS A-S., (1999), «La composition / décomposition territoriale du pays minier – Le cas de Liévin et Libercourt», communication aux 6è Journées Ifrési, 21 et 22 avril

2.1.1.D LA MEMOIRE D'UNE COMMUNE MINIERE (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Hubert CUKROWICZ (CR), Catherine BAICHERE (IE)

Objet , méthode, résultat

Dans le cadre de l'étude anthropologique du Bassin Minier (financée par la Région, la Mission du Patrimoine Ethnologique du Ministère de la Culture et la Direction Régionale des Affaires Culturelles) nous nous sommes plus particulièrement préoccupés de l'état et de la transmission de la mémoire minière dans une commune de 10 000 habitants : Oignies. L'étude comporte pour l'instant quatre volets Un premier travail a consisté à faire le point sur la mémoire de la communauté minière qui a entrepris de préserver les sites de production (les fosses 2 et 9) présents sur le territoire de la ville. La défense de ces espaces permet de conserver des lieux de mémoire et d'analyse du passé tout en élaborant des projets susceptibles de développer les valeurs essentielles du collectif minier. Dans un

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

second travail est décrit le site du 9 de Oignies. L'intention est de mettre en correspondance l'intériorité des témoignages de mineurs avec l'extériorité d'un ensemble technique propre à une époque et à un stade de l'évolution économique et sociale. Une troisième étude porte sur la transmission de la mémoire minière à l'ensemble des Oigninois. La question est de savoir ce qui demeure de l'ensemble des éléments culturels qui spécifiaient la communauté minière et les modalités de transmission des éléments sauvegardés. Une quatrième approche de la mémoire minière à Oignies se focalise sur l'usage, en situation, des souvenirs. En cherchant à rendre compte de l'expérience du temps et de la mémoire vivante des Oigninois, nous tentons toujours de déchiffrer les mécanismes de constitution et d'intervention d'une mémoire collective.

Au terme de ces quatre démarches, l'expérience du travail et l'intériorisation des lieux de la ville apparaissent comme des dimensions essentielles de la mémoire mise à contribution dans les conditions présentes. Cette mémoire s'actualise au travers des choix d'informations pertinentes, de l'élaboration des projets, de l'adoption de comportements adaptés ou non à la situation. Le travail à la fosse, la commune minière et les gens de la mine sont encore au cœur de la manière d'investir le monde social présent.

Partenaires et financement

Conseil Régional, Mission du Patrimoine Ethnologique du Ministère de la Culture et la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Publications issues de l'opération

Rapports

CUKROWICZ Hubert (dir.), 1999, Un puits de science, Témoignages de mineurs du 9 de Oignies, "Etudes" n°1, CLERSE-IFRESI, 58 p.

CUKROWICZ Hubert (dir.), 1999, La visite du jour, Présentation de la fosse 9 de Oignies, "Etudes" n°4, CLERSE-IFRESI, 68 p.

CUKROWICZ Hubert (dir.), 1999, L'histoire suivante, Comment sont évoqués, à Oignies, les mines et les mineurs, "Etudes" n°10, CLERSE-IFRESI, 61 p.

CUKROWICZ Hubert (dir.), 2000, Le passé quotidien, Comment est vécu le passé à Oignies, "Etudes" n°17, CLERSE-IFRESI, 120 p.

2.1.1.E UN MUSEE MINIER VIRTUEL (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE-IFRESI : Hubert CUKROWICZ (CR), Catherine BAICHERE (IE), Hubert BATAILLE (T)

Objet, méthode, résultats

Des membres du CLERSE (H. Cukrowicz, C. Baichère) et de l'IFRESI (H. Bataille) présentent au public un site Internet actuellement en construction. L'intention de ce site (intitulé "Une ville musée : Crombez-les-Mines", hébergé par un serveur de l'IFRESI) est de proposer à la consultation une documentation la plus large possible portant, dans un premier temps, sur le bassin minier du Nord - Pas de Calais.

Le musée virtuel comprend plusieurs sections, le visiteur étant libre de les parcourir en fonction de ses besoins en informations ou de sa curiosité :

- tel un musée traditionnel, Crombez donne à voir un certain nombre de machines, de maquettes, d'objets techniques ou culturels liés à l'extraction du charbon. L'intérêt est que ces objets ne sont pas sortis de leur contexte mais rattachés à des sites d'exploitation réels (le 2 et le 9 de Oignies).

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

- à partir de cette première collection, il sera possible à terme de consulter des documents portant sur des problèmes économiques et sociaux qui se posent depuis la libération et actuellement dans le bassin minier (migrations, conversion, friche, industrialisation, pollution...)

- Crombez figure une commune minière. Elle peut être découverte comme telle sur le site, avec ses monuments, ses institutions, ses cités, des lieux caractéristiques et des itinéraires particuliers.

- Ce décor matériel n'est pas vide. Le site incite à aller à la découverte des habitants de Crombez. Des personnes sont présentées dans leurs lieux d'habitation ou de travail. Le cadre habituel de vie et les représentations de soi et des autres sont examinés.

Le musée virtuel est destiné à s'enrichir progressivement tant dans sa présentation des techniques de la mine que dans sa description sociologique de la population actuelle du bassin. La collaboration de tous les chercheurs intéressés par le bassin minier et des acteurs concernés est sollicitée pour faire de Crombez un musée vivant.

Adresse du site : <http://www.ifresi.univ-lille1.fr/pagesHTML/ABM/index.HTML>

2.1.1.F LA TRANSMISSION DES SAVOIRS : CONTENU ET METHODOLOGIE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CLERSE : Olivier KOURCHID (DR), Jean-Claude RABIER (PR), Pierre OUTTERYCK

Objet, méthodes, résultats

L'objectif de cette opération était d'étudier de façon comparative (entre plusieurs branches industrielles : mines, chemins de fer, textile) deux domaines clés de la structuration et de la transformation sociale:

- la création, la transformation et la transmission des savoir-faire et des techniques dans des groupes professionnels bien identifiés,
- l'évolution de l'identité professionnelle ainsi définie, au regard des grands changements techniques auxquels ces groupes sont soumis, mais qu'ils cherchent aussi à adapter et à façonner; et de la culture militante, en tension permanente entre la structuration historique et revendicative du groupe, et sa confrontation aux changements socio-techniques engagés.

Le rapport final comprend : Les entretiens socio-politiques réalisés en 1997 auprès de retraités de la SNCF (chapitre 1) ; Questions méthodologiques et théoriques générales posées à l'égard de ce corpus: comparaisons possibles des mondes de la mine et du chemin de fer (chapitre 2) ; Un exemple historique de conservation du patrimoine dans les houillères: le site 9-9bis d'Oignies (chapitre 3) ; Résumé de l'ouvrage résultant du colloque organisé en juin 1996 à Oignies (*Contrôle, Régulation, Freinage: des sciences et techniques aux sciences sociales*) (chapitre 4) ; Projet de recherche sur la transmission des savoirs (Mission du Patrimoine ethnologique du Ministère de la Culture, chapitre 5)

Partenaires et financement

Ministère de la Culture, mission du patrimoine ethnologique, et Contrat de plan Etat-région

Publications issues de l'opération

Rapport

KOURCHID Olivier, OUTTERYCK Pierre, RABIER Jean-Claude, *La transmission des savoirs: contenus et méthodologie*, (mines, chemins de fer, textiles), Université Lille 1, rapport de recherche 198 pages, IFRESI-CNRS, CLERSE, juin-juillet 1997

2.1.1.G DU CERCHAR à l'INERIS : L'EVOLUTION DES METIERS, DE LA RECHERCHE, ET DES LOGIQUES DE SECURITE. (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Olivier KOURCHID (DR)

Objet, méthodes, résultats

Ce projet en fin de réalisation répond à une interrogation fondamentale sur les origines, consolidations, et développements d'un grand organisme de recherche d'abord inséré dans un établissement public (le CERCHAR à Charbonnages de France, 1997-1990), puis ayant acquis en 1990 une autonomie juridique associée à une diversification croissante de ses objets de recherche. L'interrogation du projet porte sur le constat du rôle déterminant de l'accident fondateur ; sur la transmission de savoirs, doctrines et théories de la période minière à la période postérieure ; sur les relations théoriques et pratiques entre recherche fondamentale et recherche appliquée (ou dérivée) ; sur les méthodes et les métiers (théorisation, modélisation, simulation, expérimentation) de la recherche industrielle et de la recherche environnementale; et sur les transformations de repères professionnels, d'une industrie stratégique vers l'environnement et la société.

La recherche a commencé par une étude historique en profondeur (PV de conseils, rapports d'activité scientifique) sur les organismes de sécurité minière depuis 1907 jusque 1947, puis de 1947 (fondation du CERCHAR) jusque 1990 (fondation de l'INERIS) jusqu'à présent. Elle a été prolongée par une série d'entretiens approfondis auprès des responsables institutionnels "historiques", et s'est terminée par une autre série d'entretiens avec des chercheurs et techniciens de la recherche en activité à l'INERIS. La recherche entre en débat avec les travaux sur l'histoire des sciences (découvertes de laboratoires), et sur la sociologie de l'innovation (recherche et vies de laboratoires)

Publications issues de la recherche

Communication

KOURCHID, Olivier, "Science and Industry : The Research Center of The French National Coal Board, 1947-1997", *5Th International Mining History Congress IMHC*, Tuesday-Friday 12-15 September 2000, Milos Island Greece, Milos Conference Center, 30 pages, à paraître

Rapport

KOURCHID, Olivier, "Le CERCHAR : des origines à la reconversion d'un centre de recherche industriel", *Document de synthèse sur le Centre d'Etudes et de Recherches des Charbonnages de France*", 8 pages, CNRS-SHS-Paris 1, CNRS-IFRESI et INERIS, octobre 2000

2.1.1.H ETUDE SOCIOLOGIQUE SUR LES ASSOCIATIONS LOCALES DU PATRIMOINE DANS TROIS DEPARTEMENTS (HAUT-RHIN, FINISTERE, RHONE). (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheur

CLERSE : Hervé GLEVAREC (CR)

Chercheur d'autres équipe : Guy SAEZ (CERAT-GRENOBLE)

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Objet, méthode, résultats

L'opération a porté sur les associations locales de ville constituées autour de la promotion ou de la défense du patrimoine local. On s'est penché sur les formes d'investissement des membres dans l'association et en direction du patrimoine, les activités de l'association, le système d'action patrimoniale, c'est-à-dire les relations de l'association avec les partenaires publics, privés, associatifs et le public.

La méthodologie a consisté en un recensement exhaustif par recoupement de sources, un questionnaire adressé à l'ensemble des associations recensées dans le champ sur les trois départements (plusieurs centaines) et une série d'entretiens semi-directifs avec les responsables d'associations, ainsi que des visites de sites.

Les résultats ont débouché sur : 1. une typologie sociologique des associations (en termes d'activités prévalentes autour du petit patrimoine, de profils socio-démographiques et de configurations organisationnelles (à travers notamment une typologie *historique* opposant les associations d'étude et les associations de développement local et une typologie *territoriale*) ; 2. une analyse du sens de l'engagement autour du patrimoine (défini par ce que nous avons appelé un investissement subjectif plutôt qu'un engagement, une différenciation des scènes sociales d'appartenance territoriale, une position générationnelle propre à une classe d'âge de retraités, un enjeu mémoriel décisif, notamment autour du travail) ; 3. une analyse des relations entre les associations et les partenaires (caractérisées par un faible fédéralisme national, des relations fortes et centrales à la municipalité, un lien diversifié au public des habitants). Cet ensemble de conclusions est complété par une analyse des mises en forme du patrimoine (sous la forme de muséographies attentives à montrer la continuité davantage qu'à objectiver scientifiquement et historiquement les objets du passé).

Partenaires et financement

Recherche menée dans le cadre d'un contrat avec le ministère de la Culture

Publications issues de l'opération

Rapports

GLEVAREC Hervé, SAEZ Guy (2000), *L'Investissement patrimonial, Portraits sociologiques des associations du patrimoine dans trois départements : le Rhône, le Haut-Rhin et le Finistère*, Rapport d'étude, Département des études et de la prospective, ministère de la Culture, avril, 312p.

GLEVAREC Hervé, "Qu'est-ce que le patrimoine pour les associations ?", *Histoire des politiques du Patrimoine*, Comité d'histoire du ministère de la Culture, Paris, janvier 2000.

GLEVAREC Hervé, "Dette Mémoire et Association", *Mémoires et mémoire*, Fête de la science, Préfecture, octobre 2000.

2.1.1.I THE WOOL INDUSTRY : PAST AND PRESENT (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CERSATES : Gérard GAYOT (PR), coordinateur du projet

Chercheurs d'autres équipes : membres du département d'histoire de l'Université de Padoue (Italie)

Objet, méthode, résultats

Depuis plusieurs siècles, des territoires, des villes et des villages se sont entièrement consacrés à l'industrie de la laine. Aujourd'hui, à l'exception de l'Italie, une page de cette histoire paraît définitivement tournée. La fermeture récente de "La lainière" de Roubaix, en France, une des plus grandes filatures de laine du monde, en témoigne.

Ce projet part de la forte demande d'histoire et de culture, en un mot d'identité, exprimée par les populations des régions désertées par une industrie lainière qui se redéploie dans le cadre de la mondialisation. Cette demande, particulièrement sensible dans les villes mono-industrielles

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

d'Allemagne (Crimmitschau), de France (Roubaix, Fourmies), de Belgique (Verviers, Eupen), du Royaume-Uni (Winchester, Huddersfield), se traduit par des initiatives muséographiques nombreuses. Des managers ou des syndicats de l'industrie textile s'organisent pour écrire leur propre histoire. A cette demande nouvelle des musées et des populations, la communauté scientifique européenne se doit de répondre en offrant sa contribution propre à la construction d'une mémoire de l'industrie de la laine.

Deux euroconférences sont prévues : la première du 5 au 7 avril 2001 à Verviers (Belgique), la seconde du 25 au 28 octobre 2001 à Schio-Valdagno (Italie). Elles ont pour objectif de rassembler les travaux des chercheurs confirmés et de jeunes chercheurs, de les constituer en base de données (atlas, publications, site internet) à la disposition des musées et des écomusées textiles, et d'ouvrir un débat entre jeunes chercheurs et managers de l'industrie lainière (M. Peltzer à Verviers; M. Marzotto et M. Dejaegher à Valdagno) sur les stratégies industrielles et commerciales d'hier et d'aujourd'hui, et de vérifier que l'évolution industrielle dans la laine, comme dans les autres branches, n'aboutit pas toujours à la grande entreprise et ne passe pas toujours par elle.

Partenaires et financement

projet européen financé dans le cadre du 5ème PCRDT « Accroître le potentiel humain de recherche et la base des connaissances socio-économiques » (type de projet : conférences scientifiques de haut niveau)

2.1.2 – dynamiques territoriales et urbaines des activités (fiches des opérations)

mécanismes économiques

2.1.2A ECONOMIE ET GESTION URBAINES (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

MEDEE : Hubert JAYET (PR), Sonia Paty (MC), Sabine KASZMIERCZAK, Eric FLINOIS (AL), Carine DRAPIER (ATER), Matthieu BUISINE (AL)

Objet, méthode, résultats

Cette opération comporte elle-même plusieurs chapitres, tous liés à des problèmes d'économie et de gestion urbaine :

1. L'analyse des valeurs foncières et immobilières et de la capitalisation de la valeur attachée aux équipements publics.

L'opportunité de disposer de données précises sur les transactions foncières et immobilières dans l'agglomération brestoise a permis des avancées importantes dans ce domaine. Conduit avec le soutien financier du Service Economique et Statistique du Ministère de l'Equipement, du Logement et des transports, le travail a abouti aux résultats suivants :

- L'approfondissement des méthodes économétriques d'estimation de fonctions d'enchères foncières et immobilières et une première série d'essais sur les modèles les plus simples. Les essais se poursuivent actuellement avec des modèles plus simples.
- Une première série de résultats sur la capitalisation dans les prix fonciers et immobiliers de la valeur qu'attachent les habitants à un certain nombre d'aménités, d'équipements et d'infrastructures publiques : environnement social, équipements, zones commerciales.

Les travaux en cours visent, toujours en travaillant sur les données de l'agglomération brestoise,

- A améliorer la représentation du cadre géographique dans lequel opèrent les agents et à intégrer cette représentation améliorée dans les modèles économétriques et les processus d'estimation.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

- A utiliser les modèles mis au point comme outils de compréhension de phénomènes d'évolution urbaine, en particulier la périurbanisation et comme outils d'aide à la décision.

Cette opération devrait faire l'objet de plusieurs prolongements, pour la plupart dans le cadre d'un futur GDR, en particulier :

- L'extension des méthodes d'analyse à d'autres agglomérations et la confrontation des résultats obtenus.

2. Fiscalité, biens publics locaux et concurrence territoriale.

Cette recherche, qui fait l'objet d'une thèse soutenue en janvier 2000, a permis d'aboutir à une première série de résultats. En particulier,

- L'élaboration d'un modèle microéconomique de référence a permis de mettre en évidence les restrictions implicites dans les modèles habituels, en particulier les conséquences d'une fiscalité incomplète.
- Nous avons également étudié avec ce modèle les conséquences d'un transfert de pouvoir fiscal à l'échelon supérieur, comme c'est concrètement le cas avec les taxes professionnelles d'agglomération. Nous avons montré que ce transfert pouvait s'avérer insuffisant.
- Nous avons étudié les conséquences de l'indivisibilité des investissements et de la nécessité pour les aménageurs locaux d'investir préalablement pour participer au marché de l'attraction d'entreprises. Nous avons montré qu'on aboutissait alors à des conclusions très différentes de celles des modèles usuels de concurrence fiscale, avec un surinvestissement.
- Nous avons utilisé des données sur les taxes professionnelles dans le Nord Pas de Calais pour estimer un modèle économétrique avec autorégression spatiale permettant de tester l'existence de la concurrence fiscale. Nous avons trouvé un effet significatif, d'une ampleur analogue à celui qu'ont estimé des études étrangères.

La recherche se poursuit. En particulier, nous cherchons à étendre les données disponibles pour développer les travaux empiriques sur les comportements fiscaux des collectivités territoriales et le rôle qu'y joue la concurrence pour l'attraction de bases fiscales mobiles, entreprises et ménages. De plus, dans la mesure où la concurrence fiscale se développe de plus en plus à l'échelle internationale et où l'approfondissement de l'Union Européenne devrait se traduire par une mobilité accrue des hommes et des entreprises, nous souhaitons développer nos recherches dans une direction plus internationale.

3. Migrations et mobilités.

Dans ce domaine, plusieurs travaux visent à mieux comprendre le rôle et les conséquences des migrations sur les marchés de l'emploi. En particulier,

- Un travail est en voie d'achèvement en collaboration avec l'INRA sur la migration des jeunes entrants sur le marché du travail, pendant leur phase d'insertion professionnelle. Il repose sur l'estimation de modèles économétriques en utilisant les enquêtes insertion du CEREQ. Les premiers résultats mettent en évidence l'importance des phénomènes de sélection et leur variabilité d'un niveau de qualification à l'autre.
- Avec le soutien financier de la DARES (ministère du Travail), une recherche est en voie d'achèvement sur l'impact de l'immigration sur les salaires et les taux de chômage. Les premiers résultats confirment les résultats d'études étrangères sur le même thème, à savoir un impact faible. Des développements sont en cours pour une modélisation tenant mieux compte que les modèles concurrentiels usuels des particularités de fonctionnement des marchés du travail.

Partenaires et financement

Soutiens du SES (Ministère de l'Equipement) et de la DARES (Ministère du Travail).

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

JAYET Hubert, PATY Sonia (2001) « Décentralisation fiscale et attraction de capital » à paraître dans : *La localisation des entreprises industrielles et commerciales*, sous la direction de G. Cliquet et J.-M. Josselin.

JAYET Hubert, DETANG-DESENDRE C. (2000) « Migrations, équilibre et déséquilibre spatial », dans *La Nouvelle économie géographique : approches théoriques et empiriques* Economica, Bibliothèque de Science Régionale.

JAYET Hubert (2000) « Rural vs urban location : The spatial division of labour », dans *The Economics of Cities*, sous la direction de Jacques Thisse et Jean-Marie Huriot, Cambridge University Press.

Articles de revue

JAYET Hubert (1997) « Migrations et délocalisations », *Régions et Développement*, 6, 83-102.

PATY Sonia, JAYET Hubert (1999) « Taxation et internalisation des externalités liées au capital », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°5.

JAYET Hubert, PATY Sonia (2000) « Y a-t-il des interactions fiscales entre collectivités locales ? » en cours de révision pour *Economie et Prévision*.

Rapports

JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) « Attraction du capital et mobilité résidentielle », Document de travail du SIUTE.

Communications

JAYET Hubert, PATY Sonia (2000) *Des zones industrielles vides sont-elles le signe d'un excès d'offre de zones industrielles ?* Conférence IDEP sur les aspects financiers et fiscaux de l'économie publique locale, Marseille, 14-15 janvier 2000

JAYET Hubert, PATY Sonia (2000) *Concurrence fiscale et indivisibilité du capital* Faculté Jean Monnet, colloque sur l'Union Européenne et les politiques publiques, Sceaux, 13-14 janvier 2000

JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) *Are empty enterprise zones evidence of excess supply ?* North American Regional Science Association, colloque annuel, Montreal, 11-13 novembre 1999

JAYET Hubert, DRAPIER Carine (1999) *The migration of unskilled youth : is there any wage gain ?* North American Regional Science Association, colloque annuel, Montreal, 11-13 novembre 1999

JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) *Concurrence fiscale et attraction de capital : un test empirique sur la région Nord-Pas de Calais* Colloque annuel SESAME, Saint-Etienne, 8-9 septembre 1999

JAYET Hubert, DRAPIER Carine (1999) *Les parcours d'insertion à la vie active : le rôle de la mobilité géographique*, Colloque annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Hyères, 1-3 septembre 1999

JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) Concurrence fiscale et indivisibilité du capital Colloque annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Hyères, 1-3 septembre 1999

JAYET Hubert, DRAPIER Carine (1999) *The migration of unskilled youth : is there any wage gain ?* European Regional Science Association, colloque annuel, Dublin, 23-26 août 1999

JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) *Décentralisation fiscale et attraction de capital*, Colloque CREREG (Université Rennes 1) sur la localisation des entreprises industrielles et commerciales, 3-4 juin 1999

JAYET Hubert, PATY Sonia (1998) *Capital attraction and residential mobility*, North American Regional Science Association, colloque annuel, SantaFe, 12-14 Novembre 1998

JAYET Hubert, PATY Sonia (1998) *Capital attraction and residential mobility*, Colloque annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Puebla, 3-5 septembre 1998

Thèses

KAZMIECZAK-COUSIN Sabine (1999) *L'évaluation des fonctions d'enchères des ménages : les agglomérations lilloise et brestoise*, Thèse de Sciences Economiques, Lille, Université des Sciences et Technologies de Lille.

PATY Sonia (2000) *Essais sur la concurrence fiscale*, Thèse de Sciences Economiques, Lille, Université des Sciences et Technologies de Lille.

2.1.2.B ECONOMIE SPATIALE (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

MEDEE : Hubert JAYET (PR)

Objet, méthodes, résultats

Depuis quelques années, l'analyse spatiale des phénomènes économiques a connu des progrès importants, avec à la fois un approfondissement des champs traditionnels de l'économie spatiale et une liaison plus forte avec les développements récents des autres domaines de l'analyse économique. On peut citer en particulier :

- les développements et approfondissements de la nouvelle économie urbaine qui ont permis de mieux connaître les mécanismes de structuration urbaine, de préciser la nature des forces de polarisation, d'analyser les conditions d'apparition de la polycentricité et le développement de la périurbanisation.
- les développements récents de l'économie industrielle qui ont renouvelé les analyses de localisation et d'organisation industrielle : choix stratégiques de localisation, interactions de proximité, structures locales et choix de technologie, organisation en réseaux.
- la montée de l'économie géographique, combinant l'économie spatiale et l'économie internationale pour analyser les effets polarisants de la diminution des coûts de transaction grâce aux outils de la théorie du commerce international en concurrence imparfaite.
- la liaison avec les développements récents de la théorie de la croissance, en particulier les modèles de croissance endogène et le nouveau regard auquel ces développements conduisent sur les disparités régionales et la responsabilité des politiques publiques.
- le développement de l'économie publique locale, avec une meilleure compréhension des comportements de taxation, des choix d'équipements publics, des mécanismes de concurrence fiscale.
- les travaux à la charnière entre économie spatiale et économie du travail : mobilité professionnelle, flux sur les marchés de l'emploi et mécanismes d'appariement, les migrations et leurs effets induits

Toutefois, ces progrès, pour l'essentiel dans les domaines théoriques, ne sont pas accompagnés d'un développement suffisant des travaux appliqués. En France comme dans la plupart des pays européens, ceux-ci restent trop peu nombreux et leur liaison avec les modèles théoriques trop lâche (ils sont sensiblement plus développés sur le continent nord-américain). De ce fait, nous manquons de « faits stylisés » aidant à poser les questions pertinentes, à se mettre d'accord sur les hypothèses admissibles à introduire dans les modèles théoriques, à se prononcer sur la pertinence de ces modèles. Ces derniers ne sont pas suffisamment validés *a posteriori*, rendant difficile le choix entre explications concurrentes. Enfin, en l'absence d'une mesure satisfaisante des effets, il est difficile de tirer les conséquences opérationnelles des analyses que nous développons, en particulier dans le domaine des politiques publiques.

La présente opération prévoit un développement collectif de recherches dans le cadre d'un projet de GDR rassemblant différents partenaires : GREQAM, (UMR CNRS 6579), GATE (UMR CNRS 5824), IREIMAR (FR CNRS), INRA, ENPC, CEMAGREF, CORE (Louvain la Neuve), Départements de Géographie de Louvain la Neuve et de la London School of Economics, et l'IFRESI (FR CNRS 1768), et rejoints par des collaborateurs individuels. Il s'agit de créer une dynamique de recherche commune associant économistes, gestionnaires et géographes pour développer des travaux de recherche appliquée visant à améliorer notre compréhension des aspects spatiaux des phénomènes économiques. Il s'agira clairement d'une recherche appliquée étroitement liée au développement de la théorie, soit en amont par la fourniture de faits stylisés, soit en aval, le choix des protocoles empiriques étant la conséquence de modèles théoriques.

Le champ d'application étant très vaste, il est prévu de sélectionner trois grands domaines :

1. Les entreprises, leur environnement économique et territorial

Notre objectif sera ici d'étudier l'influence de l'environnement économique et territorial des entreprises sur leurs performances économiques et leur évolution ainsi que la manière dont elles réagissent, en particulier par leur choix de localisation, à la variabilité de cet environnement. Nous nous intéresserons en particulier :

- à la connaissance et à la mesure des différents types d'externalités, d'urbanisation et de localisation, que génèrent les entreprises et dont elles bénéficient.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

- aux effets de l'existence de réseaux et de la position qu'y occupent les entreprises.
- à l'évaluation de la pertinence des déterminants des spécialisations locales proposés par les modèles de la nouvelle économie géographique.
- aux aspects stratégiques des comportements de localisation.
- aux conséquences sur les performances et le développement des entreprises de la production de biens publics et de ses contreparties fiscales.

2. Les marchés locaux de l'emploi et les migrations

On organisera la recherche sur les marché locaux de l'emploi et les migrations autour des points suivants :

- l'analyse des liens entre le développement d'un marché local de l'emploi et le degré de la division locale du travail.
- l'étude du niveau et des formes de segmentation, spatiales et non spatiales, sur les marchés locaux de l'emploi et de leurs conséquences.
- l'étude du niveau et des modes de structuration de la mobilité professionnelle sur les marchés locaux ainsi que des ses conséquences sur le fonctionnement de ces marchés.
- l'analyse des déterminants et du rôle des migrations internes, en insistant sur leurs liens avec la mobilité professionnelle.

3. L'espace analysé à partir des marchés fonciers et immobiliers

Nous proposons ici de mener des recherches sur les marchés fonciers et immobiliers en liaison avec les dynamiques propres et croisées des espaces urbains et ruraux, en donnant un rôle central aux mécanismes de capitalisation foncière. Trois domaines seront privilégiés :

- les transports et l'accessibilité des lieux qui jouent un rôle décisif dans la morphologie et la physiologie des villes. La mesure de la valeur des infrastructures et l'évaluation des projets d'équipements font partie des résultats attendus dans ce domaine.
- les aménités de l'urbain et du rural qui influencent la localisation des consommateurs et des firmes et donc la dynamique des espaces urbains, périurbains et ruraux.
- la ségrégation des lieux et leur marquage social, le rôle qu'y joue la concurrence pour l'occupation de l'espace et sa traduction dans les mécanismes de formation des prix.

2.1.2.C ECONOMIE, INSTITUTION ET ESPACE : UNE SYNTHESE THEORIQUE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CLERSE : Frank MOULAERT (PR)

Objet, méthode, résultats

L'opération de recherche a produit un ouvrage expliquant comment les développements récents dans l'économie et la sociologie institutionnelles s'appliquent à l'analyse et la définition de stratégies de développement local. Cet ouvrage comporte 7 chapitres.

Le premier analyse comment la polarisation et l'exclusion sociales se sont accentuées depuis la crise économique des années 1970 et pourquoi le contexte institutionnel dans lequel le développement local se génère a tellement changé.

Dans le deuxième chapitre, le rapport entre la globalisation économique et la polarisation sociale est examiné en détail. Il s'avère que ce rapport est exagéré et que les grains de la croissance inégale des villes et des quartiers urbains se retrouvent plutôt dans la structure socio-économique issue du régime d'accumulation fordiste. De cette façon, l'absence d'un bon cadre d'action au niveau local est plutôt la conséquence de la disparition et le non remplacement de certaines dispositions

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

institutionnelles fordistes, que de la contrainte de la globalisation, qui laisse beaucoup plus de liberté effective d'agir que le discours du marché libre global fait croire. Seulement, il faut proposer des stratégies qui s'opposent à l'économisme aveugle.

C'est dans ce sens que le troisième chapitre propose un cadre d'analyse du développement local qui prend en compte les dimensions non économiques de la dynamique sociale. Il en fait une lecture historique. A cette fin, il utilise le cadre de l'économie de la régulation, une des synthèses contemporaines de l'économie institutionnelle. Suite aux travaux de Lipietz, Swyngedouw, Storper et Walker, Peck et Tiwell, Moulaert et Lambooy, le cadre de l'économie régulationniste est devenu tout à fait susceptible de l'analyse du local et de la préparation des stratégies de développement local.

Le chapitre quatre présente le modèle de développement local intégré local (Integrated Area Development). Partant des besoins basiques de communautés urbaines, formulés dans les traces du discours sur le développement alternatif, et en promouvant l'innovation sociale par le bas, des expériences concrètes ont montré qu'un développement socio-économique des quartiers urbains en péril est tout à fait efficace.

Le chapitre cinq élaboré sur 7 études de cas où l'expérience du développement local intégré est vécue : Anvers, Charleroi, Valenciennes, Girona, Bilbao, Hambourg et Rostock. Pour chacune de ces localités, la trajectoire de développement vécue, les stratégies de développement entamées et les réussites d'approches alternatives sont mis en vigueur.

Particulièrement importante pour la réussite du développement local intégré est l'innovation des rapports sociaux du développement. Les transitions en pensée et en pratique de l'administration gouvernementale (gestion par les administrations locales) vers la gouvernance locale, conception de régulation qui reconnaît le rôle des mouvements sociaux, des coalitions ad hoc, des interactions informelles, de la démocratie par la base, etc., pour la réussite de la "renaissance locale", sont examinées dans le chapitre six. Les expériences de gouvernance sont analysées dans les 7 localités étudiées.

Le livre se termine par un avertissement contre soit un défaitisme, soit un optimisme localiste. Dans ce chapitre de conclusion, les rapports entre la gouvernance locale et la dynamique globale sont évalués de manière critique. Inspirées par les débats contemporains sur le commerce international ("fair trade"), le contrôle des flux de capitaux, ecological justice, etc., des propositions pour une gouvernance plus globale qui permettrait l'assainissement du capital sont faites.

Partenaires et financement

Conseil régional, dans le cadre du Contrat de Plan 1994-1998

Publications issues de l'opération

Ouvrage

MOULAERT FRANK & SCOTT A. (eds) (1997), *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21st Century*, London, Pinter

MOULAERT Frank et al (2000)., *Globalization and Integrated Area Development in European Cities*. Oxford, Oxford University Press

Contributions à des ouvrages collectifs

MOULAERT F. avec F. Martinelli, « Urban Development : the Role of Producer services », in E. Wever (ed.), *Cities in perspective I. Economy, planning and the environment*. Van Gorcum : Assen, 1999, pp. 49-60

MOULAERT F. et A. SCOTT, « Globalization, economic restructuring and urban society », in Moulaert et Scott (eds), *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21st Century*, London, Pinter, 1997, pp. 3-17

2.1.2.D CYCLES IMMOBILIERS (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

MEDEE : Didier CORNUEL (DR)

LABORES : Francis CALCOEN (DR)

Objet, méthode, résultats

Le secteur de l'immobilier a connu dans les dernières décennies des fluctuations d'une ampleur qu'on n'avait sans doute pas connue depuis la dernière guerre. Ce phénomène n'est pas spécifique à la France. Il n'est pas non plus spécifique à l'immobilier. Ces mouvements expliquent le renouveau d'intérêt que leur porte les économistes.

En particulier, le cycle des années 85-95 s'est manifesté par un doublement des prix réels suivi de leur chute et une fluctuation de même ampleur des volumes échangés. Le gonflement des crédits immobiliers suivi de la contraction du marché a conduit à une explosion des créances irrécouvrables, ce qui a mis en difficulté certains organismes financiers qui ont dû faire l'objet de mesures de redressement ou de reprise.

Il est intéressant de comprendre les raisons des cycles et notamment de celui de 85-95, non seulement pour des raisons heuristiques, mais aussi pour identifier les mesures qui auraient pu ou qui pourraient à l'avenir être prises pour limiter les aspects négatifs de ces fluctuations.

Un premier travail a consisté à examiner l'hypothèse de bulle fréquemment avancée pour expliquer le dernier cycle. Une bulle sur un actif est la manifestation d'un écart entre le prix de marché et la valeur fondamentale, c'est-à-dire la somme actualisée des recettes futures déterminées sur la base d'anticipations rationnelles. Les données de prix et de loyer disponibles pour Paris montrent que les loyers futurs expliquent correctement les prix. Il n'y a donc pas eu de bulle.

Le cycle des loyers est dû au choc de la chute des taux d'intérêt et de l'inflation. Ce choc a incité les bailleurs à désinvestir de l'immobilier pour se tourner vers des placements financiers. Ce désinvestissement est observable statistiquement, non seulement à Paris mais aussi dans d'autres agglomérations qui ont connu le même phénomène. C'est le cas en particulier de Montréal où il a pris la manifestation des "conversions" de logements locatifs en logement en copropriété. En revanche, les occupants des biens immobiliers, soumis à une contrainte de liquidité, sont sensibles au montant nominal des annuités comparé à leur revenu, ce qui les a conduit à acheter. On explique ainsi le double mouvement de désinvestissement des bailleurs et d'investissement des acheteurs pour compte propre.

D'autres analyses ont été menées qui montrent notamment que si les loyers sont cycliques et correctement anticipés, les prix sont également cycliques mais l'amplitude et la période du cycle ne sont pas égaux nécessairement à ceux des loyers. Ce raisonnement ne vaut que si existent des facteurs limitant les possibilités d'arbitrage comme les coûts de transaction.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

CORNUEL Didier, « Dix considérations sur le dernier cycle », à paraître dans un ouvrage collectif du Réseau Socio-Economie de l'Habitat, 2001.

Article de revue

CORNUEL Didier (1999) "L'hypothèse de bulle immobilière", Observations et diagnostics économiques, Revue de l'OFCE, juillet.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Communications

CORNUEL Didier, CALCOEN Francis, (1997), "Le dernier cycle immobilier : bulle ou choc?", communication au Colloque de l'Association d'Econométrie Appliquée sur l'Economie et l'Econométrie de la Construction, à Neuchâtel, Suisse, 20-21 février 1997,

CORNUEL Didier, (1998) "Boucle prix-quantité, deux modèles explicatifs", communication à la séance du 6 mars 1998 du séminaire Marchés du logement organisé par GDR Socio-Economie de l'Habitat

CORNUEL Didier, (1998) "Il n'y a pas eu de bulle immobilière", communication à la séance du 6 mars 1998 du séminaire Marchés du logement organisé par GDR Socio-Economie de l'Habitat.

déterminants des activités

2.1.2.E DEVELOPPEMENT LOCAL ET INNOVATION SOCIO-CULTURELLE EN EUROPE (OPERATIONS EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Frank MOULAERT (PR), Jacques NUSSBAUMER (Alloc.)

Chercheurs d'autres équipes : Farid Sekia, PAVLOS DELLADETSIMA (Université de la Mer Egénne), Thomas WERQUIN (CIFRE Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole)

Objet, méthode, résultats

Depuis certaines années le rôle de l'innovation technologique dans le développement local est mis en cause. Plusieurs auteurs ont souligné l'importance de la culture et de l'innovation sociale pour les stratégies de développement. Quatre sous-opérations sont en cours:

- a) Le rôle de la culture dans le développement local (Jacques Nussbaumer, Thomas Werquin, Frank Moulaert)

Recherche doctorale : Le rôle de la culture et des institutions dans les débats sur le développement local : la contribution de l'Ecole Historique Allemande (Jacques Nussbaumer)

Nos travaux sur l'histoire de l'économie spatiale vont dans trois directions. La première consiste à démontrer que l'on trouve dans les textes de l'Ecole Historique Allemande une approche locale de l'économie, bien qu'elle soit secondaire et incomplète. Certains éléments portant sur la dynamique locale du développement, notamment l'importance des rapports sociaux construits historiquement et institutionnalisés, montrent l'importance de la culture et des institutions dans l'économie locale. Ensuite, la constitution de ce qui est devenu la théorie de la localisation standard ne s'est pas isolément des débats méthodologiques de l'époque. Les travaux empiriques d'une part, et la critique historiste d'autre part montrent la possibilité et la nécessité d'une approche plurielle de l'espace et plaident pour une plus grande considération d'éléments historiques et culturels et institutionnels. Enfin, ces débats ont un écho contemporain dans la mesure où la prise en compte de ces dimensions fait l'objet de débats entre différents courants de l'économie spatiale. La problématique du développement local est un champ privilégié pour évaluer les possibilités d'une approche multidimensionnelle de l'espace.

Recherche doctorale: Le Rôle des infrastructures culturelles dans le développement urbain de la Métropole Lilloise(Thomas WERQUIN)

Les infrastructures culturelles sont utilisées de manière croissante dans les politiques de développement urbain avec des objectifs très divers allant de la régénération urbaine, la promotion de

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

la ville ou encore son développement économique et social. Mais au-delà des certitudes, se pose la question de la mesurabilité et par conséquent de la vérification du discours.

C'est pour répondre à cette question que la thèse envisage de mettre en œuvre une méthodologie capable de mesurer de la manière la plus scientifique l'impact des infrastructures culturelles dans le développement urbain. Les champs de l'économie de la culture et de l'économie urbaine, des études d'impact déjà réalisées, ainsi que des études empiriques réalisées sur quelques infrastructures culturelles aideront à mener à bien ce travail. Une fois mise en œuvre, la méthodologie sera appliquée aux infrastructures culturelles de la métropole lilloise transfrontalière et éventuellement à quelques autres situées dans d'autres villes en Europe. Les résultats du travail devraient permettre dans un premier temps de vérifier l'applicabilité de la thèse, et dans un deuxième temps, de connaître effectivement le rôle des infrastructures culturelles dans le développement de la métropole lilloise. Finalement, étant capable de mieux appréhender l'impact des infrastructures existantes, la thèse entamera une réflexion sur le rôle potentiel des infrastructures culturelles dans les projets de développement urbain.

b) Le rôle de l'innovation dans le développement régional et local (Farid Sekia, Jean-Bernard Boyabé, Frank Moulaert)

Depuis les années 1980, les chercheurs en économie régionale se sont efforcés de construire un modèle de développement régional qui offre une alternative aux modèles d'après guerre de planification et de politique régionale de type " top-down ". Reprenant des outils de l'économie évolutionniste, de la théorie de la croissance et du développement endogène, de la théorie des coûts de transaction et de l'analyse des réseaux, plusieurs modèles et théories de l'innovation régionale sont apparus : les Districts Industriels (dans les années 1970), les Milieux Innovateurs (milieu des années 80), les Nouveaux Espaces Industriels, (à la fin des années 1980), les Systèmes régionaux d'Innovation (années 90), la " Learning Region " (années 1990), les grappes spatiales d'innovation (années 1990).

Bien que les racines théoriques de ces modèles soient très diverses, ils partagent plusieurs modes d'explication qui conduisent à une théorisation économique de l'innovation technologique et organisationnelle à l'échelle locale et régionale. Ceci justifie le regroupement de ces modèles dans une catégorie appelée " Modèles d'Innovation Territoriale " (MIT).

La critique des Modèles d'Innovation Territoriale (MIT) rassemble une vaste littérature et reprend principalement les points suivants :

- le " localisme ", ou l'oubli des échelles spatiales supérieures, du rôle des grandes firmes et de leurs réseaux ;
- l'oubli du contexte et des politiques macro-économiques ;
- l'élévation de certains modèles au statut de " religion locale " ou d'idéologie ;
- une diversité d'interprétation des concepts autour de métaphores communes, conduisant à la confusion analytique et à des impasses théoriques.

Mais par-dessus tout, les MIT – même les versions qui prennent le plus en compte les données et les déterminants sociologiques – ne semblent pas capables de prendre en compte les préoccupations liées au développement territorial que les élus locaux et ceux qui élaborent les politiques considèrent comme problématiques pour l'avenir d'une région ou d'une localité : intégration culturelle de groupes ayant des arrières plans socioculturels divers, valorisation de l'héritage culturel et historique, redistribution de la richesse vers différentes fonctions territoriales, renforcement du tissu social dans les zones urbaines défavorisées ou dans les zones rurales,...

Pour surmonter cette impasse dans la théorisation de l'innovation régionale, il est nécessaire d'adopter une conception holiste de la dynamique régionale, à partir d'une perspective multidisciplinaire.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Le travail est construit en trois parties. La première présente les différents MIT et les compare en fonction d'un certain nombre d'éléments-clés, à savoir leur conception de l'innovation, les institutions, le développement régional, la culture, le fonctionnement résiliaire interne et externe.

La deuxième partie discute l'utilisation d'éléments théoriques empruntés aux diverses théories économiques, aux théories spatiales, et les confronte pour les différents MIT : économies d'agglomération, développement endogène, évolution et apprentissage, dynamique des réseaux et gouvernance.

La troisième partie argumente en faveur d'une interprétation institutionnelle plus cohérente de ces éléments théoriques et de leurs théories générales. Selon les principes de l'économie sociale, des mouvements spontanés ("grassroots movements"), de la littérature sur le développement des communautés, etc., l'innovation au niveau régional devrait être en premier lieu une innovation sociale orientée vers la satisfaction des besoins premiers et l'élargissement de l'autonomie décisionnelle des populations locales. Pour construire une théorie pouvant intégrer plusieurs conceptions de l'innovation dans un modèle de développement régional, les éléments suivants sont utilisés :

- une définition plus large du capital comme partie de la richesse collective ;
 - une dynamique culturelle interactive ;
 - des structures résiliaires qui prennent en compte les vocations multiples des organisations et les arrières plans multiculturels.
- c) Le développement des économies insulaires. Le cas de la mer égéenne (Pavlos Delladetsima, Frank Moulaert)

Comparées à d'autres régions, les économies insulaires présentent beaucoup de traits particuliers. Elles sont physiquement isolées et souvent de petite taille. C'est pourquoi elles restent à l'écart des grands mouvements de transformation économique ou occupent une place spécifique dans la division du travail de la région ou de l'archipel auquel elles appartiennent. Dans les îles, l'histoire ancienne peut survivre bien longtemps.

Les cas du Nord de la mer Egée, de Lesbos et Chios qui nous préoccupent ici confirment cette idée. Leur petite taille, leur isolation géographique et la survie d'anciennes trajectoires de développement ont déterminé la dynamique sociale et économique de ces îles jusqu'à ce jour.

Cette recherche explore la contribution de quelques théories d'obédience institutionnelle pour l'analyse de ces îles. L'histoire, économique, les étapes de développement, la dépendance de sentier, les petits systèmes de production endogènes, la dynamique de croissance exogène sont importants dans l'analyse des économies insulaires. Les éléments à prendre en compte sont :

- les symboles et les représentations du développement aujourd'hui nous ramènent à la pré-antiquité et à la Grèce classique quand les villes de Lesbos jouaient un rôle clé dans la vie politique.;
- les activités économiques de bases actuelles comme la production d'olives et d'huile d'olive (Lesbos, Chios) nous ramènent à un passé très ancien ;
- il existe une tension évidente entre les économies d'échelles présentes dans les technologies de transport actuelles et la petite taille des ports et marchés insulaires ;
- l'idéologie et la pratique du développement durable rendent ces îles isolées et préservées attractives pour l'agriculture biologique et les activités de construction écologiques, pour la biologie marine ou encore l'éco-tourisme.

- d) Croissance endogène régionale (Farid Sekia)

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Recherche doctorale : Le Développement Régional à la Lumière de la Nouvelle Théorie de la Croissance (Farid Sekia)

Dans le champ disciplinaire de l'économie régionale, la thèse propose de faire l'étude théorique de la dynamique spatiale. Apparue à la suite de la théorie macroéconomique de la croissance, la dynamique spatiale a connu un développement important des années cinquante aux années soixante-dix, investie par toutes les écoles de pensée, en particulier l'école néo-classique. La thèse soutient que la nouvelle théorie de la croissance et la nouvelle économie géographique constituent les conditions nécessaires et suffisantes d'une relecture de l'approche néo-classique de la croissance régionale. Celle-ci s'est manifestée récemment à la lumière de la concurrence monopolistique, une fois ses conditions arrivées à maturité.

Publications issues de l'opération

Ouvrages

MOULAERT F. et al. (2000) Globalization and Integrated Area Development in European Cities. Oxford, Oxford University Press.

MOULAERT F. and A. SCOTT eds. (1997) Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21st Century. London, Pinter.

Articles de revue

SEKIA Farid, (1999) "De la théorie de la polarisation aux technopoles. Actualité de François Perroux et critique de la théorie de la localisation", *Economie Appliquée*, n°1, pp. 31-62.

Rapports

DELLADETSIMA P. and F. MOULAERT (1999) Island Economies in the Northern Aegean. Research progress report (en vue de la publication d'un livre; 100 p. disponibles)

Communications

NUSSBAUMER Jacques, Présentation d'un projet de communication à l'université d'été d'histoire de la pensée économique, Ecully, 4-9 septembre 2000. ("Les différentes conceptions de l'espace de Thünen à Lösch")

NUSSBAUMER Jacques, Communication au colloque de l'EAEPE (2-5 novembre 2000) à Berlin. ("The different conceptions of space from Thünen to Lösch")

NUSSBAUMER Jacques, Communication en cours de rédaction pour le colloque de ESHET (23-25 février 2001) à Darmstadt "The heritage of historical tradition in early German spatial economics".

MOULAERT F, SEKIA Farid et J.B. BOYABE, Innovative region, social region ? An evaluation of the territorial innovation literature. Lille, IFRESI, mars 1999.

DELLADETSIMA P. and F. MOULAERT (2000) Island Economies: an Institutionalist Perspective. Paper presented at the EAEPE conference, Berlin 3-5 novembre 2000.

SEKIA Farid, (1999) "Quoi de neuf en économie régionale et urbaine depuis la conception de l'espace-territoire?", Communication aux 6 èmes Journées de l'IFRESI, 21 et 22 Avril

SEKIA Farid, (1999) , "La relation innovation-développement régional à travers François Perroux et Philippe Aydalot", Communication au XXXV ème Colloque de l'ASRDLF, 1-3 Septembre Hyères.

SEKIA Farid, (2000) "Le développement régional à la lumière de la nouvelle théorie de la croissance", Participation au Séminaire Européen des Doctorants en Economie Régionale (SEDER 2000), 26-28 Juin (Université Bordeaux IV).

2.1.2.F SINGOCOM (2001-2003) (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : Frank MOULAERT, (PR, coordinateur), Bénédicte LEFEBVRE (IE), Jacques NUSSBAUMER (doctorant),

Chercheurs d'autres équipes : Flavia MARTINELLI (RC, Italy), Kevin MORGAN and Huw THOMAS(Dept of City and Regional Planning, University of Cardiff), Pasquale DE MURO, (Dipartimento di Economia, Università di Roma), Hartmut HÄUSSERMANN (Humboldt-

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Universitaet Sozialwissenschaften), Patsy HEALEY and Ali MADANIPOUR (Centre for Research in European Urban Environments, School of Architecture Planning and Landscape, University of Newcastle), Serena VICARI (Department of Political Science, University of Pavia), Lucia CAVOLA (ITER, Napoli,), Vanessa REDAK and Andreas NOVY (Wirtschaftsuniversität Wien), Erik SWYNGEDOUW (School of Geography, Oxford)

Objet, méthode, résultats

La recherche tente de contribuer à développer notre compréhension théorique et à continuer la pratique de l'innovation sociale dans les stratégies de re-vitalisation des zones urbaines. Un réseau de huit instituts de recherches partenaires provenant de cinq pays évaluera de façon critique les pratiques existantes d'innovation territoriale et la littérature qui s'y rapporte, les aires de développement intégré, et les initiatives en économie sociale dans neuf villes européennes. Le projet proposera un Modèle Alternatif d'Innovation Locale (ALMOLIN, Alternative Model of Local Innovation) qui sert de matrice pour l'évaluation détaillée de 15 initiatives d'économie sociale dans les villes étudiées. Pour chacune, la dynamique de gouvernance, les structures organisationnelles, et les trajectoires futures de développement seront évaluées pour identifier les meilleurs exemples de pratique. Ces derniers formeront en retour la base de l'élaboration de recommandations pour les politiques d'innovations sociales locales, nationales et de l'Union Européenne. Il y a un besoin pressant d'une politique d'innovation sociale pour compléter les politiques existantes d'innovation technologique.

Objectifs :

1. Une revue de la littérature sur les modèles d'innovation territoriale et les pratiques correspondantes, en vue de mettre en lumière les points communs et les différences. De plus, les fondements théoriques de ces modèles seront analysés.
2. La formulation d'un modèle alternatif de développement local innovateur (ALMOLIN). Ce modèle insistera particulièrement sur la dynamique de gouvernance et sera basé sur une conception multi-dimensionnelle de l'innovation sociale. Des contributions issues de différentes disciplines des sciences sociales seront intégrées avec leur interprétation de la dynamique de gouvernance.
3. La confrontation du modèle alternatif d'innovation locale et régionale avec les pratiques et les initiatives de l'économie sociale de neuf villes dans six pays de l'Union Européenne.
4. Les implications et recommandations politiques seront étudiées. Une attention particulière sera prêtée au rôle de la dynamique de gouvernance formelle et informelle à différents niveaux politico-institutionnels de même qu'à son impact sur les initiatives d'innovation sociale au niveau local.

La méthodologie de ce projet de recherche est basée sur des revues structurées de la littérature, sur la construction de petites bases de données et sur des entrevues détaillées avec des agents rencontrés dans le cadre des études de cas, interlocuteurs privilégiés et groupes d'usagers. Les groupes d'usagers sont principalement les autorités locales, les agences de développement des quartiers et ceux qui élaborent les politiques urbaines.

L'évaluation de modèles de développement local existants et de modèles d'innovation sera faite en se référant au modèle heuristique ALMOLIN. Le modèle donnera des critères pour analyser les initiatives dans les études de cas. Il est basé sur l'interaction dynamique entre l'innovation dans la dynamique de gouvernance et la satisfaction des besoins humains au niveau des quartiers et des villes. Ce modèle part d'une conception de l'innovation sociale dans le développement local qui insiste sur (i) l'innovation dans les relations sociales , et (ii) l'innovation dans la satisfaction des besoins humains.

Avec la synthèse de la littérature sur les modèles de développement socialement innovateurs, ce fondement est la source principale de donnée pour le modèle ALMOLIN et élargi la palette des variables qui constituent la base de donnée des initiatives de développement urbain socialement innovatrices.

ALMOLIN procure ainsi la structure du questionnaire pour l'analyse détaillée de 15 études de cas. Ces études de cas sont sélectionnées sur la base de critères ayant trait à leur contenu en termes d'innovation sociale, particulièrement en rapport avec la dynamique locale de gouvernance, avec leur

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

orientation vers le redéveloppement et la renaissance des quartiers, et le rôle du cadre d'action politique de l'Union Européenne.

La dernière partie de cette recherche est centrée sur une dimension très particulière du modèle ALMOLIN, à savoir la dynamique de gouvernance dans les projets innovateurs urbains. Ceci fera le lien entre les propositions politiques d'un côté et les groupes d'usagers de l'autre. Ces propositions politiques se concentreront particulièrement sur l'amélioration des relations entre la société civile, les secteurs publics et privés dans les quartiers, la rationalisation des organisations de procédure, l'amélioration des mécanismes de contrôle démocratique et la synthèse de la vision "de bas en haut" (bottom-up) des politiques locales d'innovation sociale.

Partenaires et financement

5^e PCRDT de l'Union Européenne

2.1.2.G SERVICES AUX ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT REGIONAL (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Frank MOULAERT (PR), Hélène FARCY-POLNECQ (doctorante)

Objet, méthode, résultats

Cette opération comporte deux volets.

Le premier concerne les liens entre tertiaire supérieur et dynamiques métropolitaines, en prenant le cas des métropoles régionales françaises (thèse de Hélène Farcy-Polnecq)

Les liens entre le développement des activités tertiaires supérieures et les dynamiques spatiales et économiques des métropoles sont ici analysés. Dans un premier temps, trois phénomènes sont mis en perspective. Deux aspects des transformations de l'organisation du système économique sont questionnés : la globalisation de l'économie et le nouveau comportement des firmes face au territoire. Pendant géographiques à ces processus, les transformations de l'organisation du système urbain sont étudiées : d'une part, l'apparition de " villes globales " et d'autre part, les réseaux urbains et les réseaux de villes. C'est l'objet du premier chapitre. Enfin, la première partie du deuxième chapitre est consacrée à un aperçu historique des liens entre développement urbain et la tertiarisation. Dans un second temps, la théorisation du rôle du tertiaire dans la structure du système urbain est analysée. Ensuite les approches traditionnelles et plus récentes des effets de la présence du tertiaire supérieur dans les systèmes urbains sont étudiées. Enfin, viennent les analyses récentes du rôle des services aux entreprises dans l'économie urbaine. Ceci fait l'objet de la seconde partie du chapitre 2 et du chapitre 3. Dans un troisième temps, les résultats empiriques de la thèse sont avancés. Après un aperçu du tertiaire supérieur dans l'économie française et le système régional français, le chapitre 4 porte sur les services de conseil et de formation à Lille et dans les autres métropoles régionales françaises. Enfin, le chapitre 5 analyse le rôle du tertiaire supérieur dans les stratégies d'innovations régionales et les politiques publiques.

Le second volet porte sur les méthodes et processus des évaluations des grandes infrastructures de transport et s'intéresse au rôle des organisations et des institutions dans l'articulation entre théories et pratiques (Michel Noléo)

Les investissements réalisés pour doter une région d'infrastructures de transport sont importants et susceptibles de l'affecter profondément et durablement. Certains travaux mettent profondément en question l'idée d'impact ou d'effet des infrastructures de transport sur le développement régional, notamment dans les pays développés, au profit des notions d'interaction, d'accroissement du potentiel de développement régional ou même de congruence. Les études empiriques confirment la relation pressentie entre infrastructures de transports et développement régional mais ne permettent pas

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

d'évaluer dans quelle proportion ces infrastructures peuvent influer sur ce dernier, ni même quel est le sens de la causalité.

Pourtant, on constate qu'un impact positif des infrastructures de transport sur le développement régional est implicitement présupposé, puis évalué, ceci autant dans les modèles déterministes que dans les enquêtes réalisées par la plupart des observatoires. La conséquence directe de cette hypothèse est qu'elle exclut tout effet négatif de ces infrastructures.

L'évaluation socio-économique des grandes infrastructures de transport est avant tout la résultante d'un ensemble de choix. Ces derniers concernent notamment la nature de l'objet à évaluer (projet, programme, politique), l'objectif et le rôle de l'évaluation elle-même, le modèle de compréhension du processus de mise en place de l'action publique- ici les liens entre grandes infrastructures de transport et territoire- et le choix des procédures et outils de l'évaluation. L'évolution des méthodes d'évaluation, assimilable à la notion d'apprentissage, dépend de ces choix, de leur renforcement ou de leur renouvellement. Cette thèse consistera à analyser les mécanismes qui président à ces choix afin de comprendre quels en sont les mécanismes de confirmation et/ou de renforcement (*lock-in*).

L'analyse s'appuiera essentiellement sur les modèles d'apprentissage de la théorie évolutionniste ainsi que sur les approches des premiers institutionnalistes américains.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

F. MOULAERT , F. MARTINELLI, Urban Development : the Role of Producer services, in : E. Wever ed. Cities in perspective I. Economy, planning and the environment. Van Gorcum : Assen, 1999, pp. 49-60

FARCY Hélène, Frank MOULAERT, Services de haut niveau et hiérarchie urbaine (Allen Scott)

H. FARCY, F. MOULAERT et C. GALLOUJ, Territorial innovative dynamics of knowledge-intensive services in France, dans : P. Wood ed. " Knowledge Intensive Services and Innovation " London, UCL Press, 2000.

2.1.2.H LES USINES A TRAITER DE L'INFORMATION (OPERATION NOUVELLE)

Chercheur

LGH : Michel BATTIAU (PR)

Objet, méthode, résultats

I Le concept d'usine à traiter l'information

Pour entrer dans le champ du concept proposé, il faut que l'établissement ou le service étudié présente les trois grandes caractéristiques suivantes:

-il n'est pas indispensable qu'il y ait un contact physique, un "face à face", entre le fournisseur de l'information, le personnel qui la traite et le destinataire du résultat du traitement.

-les informations sont traitées en grande série, ce qui implique l'utilisation de matériels sophistiqués et l'existence d'une certaine division du travail au sein du personnel.

-les traitements sont réalisés pour un marché final non-local. De ce fait l' "usine" est susceptible de s'agrandir au fil du temps. Plusieurs établissements similaires peuvent se trouver en un même endroit, puisqu'à partir de celui-ci un nombre de marchés non limités a priori peuvent être desservis. La concurrence entre "usines" localisées en des lieux différents peut entraîner le déclin de cette activité dans certains d'entre eux. Tout cela fait de la présence de ces "usines" un enjeu de développement régional.

On comprend immédiatement que le terme d'usine se justifie par le fait que les grands traits qui viennent d'être présentés sont aussi ceux que l'on retrouve dans le cas d'une usine élaborant des produits manufacturés, qu'il s'agisse d'un tissage moderne ou d'une fabrique de micro-processeurs. Cette diffusion des caractéristiques du mode de production industriel dans des activités

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

traditionnellement considérées comme relevant du tertiaire est l'un des aspects de ce qui a été appelé, selon les époques et les auteurs, la société "hyperindustrielle", "post-industrielle" ou les "nouvelles technologies".

L'usine à traiter l'information telle qu'elle vient d'être définie n'est pas une nouveauté. Le service de traitement des commandes d'une entreprise de vente par correspondance répond pleinement aux trois critères énoncés ci-dessus. Ce type d'établissement existe depuis plus d'un siècle. La possibilité actuelle de faire circuler l'information à moindre coût facilite évidemment beaucoup le développement de ce genre d'établissements. La tarification du courrier était déjà traditionnellement largement déconnectée des questions de distances. Il n'est plus coûteux pour l'usager d'expédier une lettre d'un quartier de Paris à un autre que de Lille à Athènes. La tendance observée actuellement qui consiste à tarifer de plus en plus fréquemment les télécommunications en fonction du temps de connexion et non plus de la distance séparant les interlocuteurs permet à une "usine" de traiter des informations pour le compte d'un client très éloigné, de la même façon que l'on peut fabriquer à l'autre bout du monde la chaussure ou le micro-ordinateur vendu à Londres.

II Esquisse de classification des "usines à traiter l'information"

Comme toute branche importante cette activité se présente selon des modalités variées. On peut schématiquement distinguer deux grandes façons de réaliser les "traitements" :

-dans un premier cas, le traitement ne peut être effectué sans l'intervention directe d'un opérateur: dans un centre d'appel, par exemple, pour traiter la demande de renseignements présentée par la personne qui interroge à distance, il faut qu'un opérateur intervienne selon des procédures et des normes bien définies, on pourrait y voir une forme de "taylorisme flexible".

-dans d'autre cas, celui de la gestion d'un système de réservation, comme celui de la SNCF à Lille, le personnel employé sur le site est là pour assurer le fonctionnement d'une installation qui procède de manière automatique aux opérations de réservation suscitées par les demandes émanant des agents commerciaux en poste dans les gares...

Ces situations ne sont pas figées, dans ces usines, comme dans les établissements manufacturiers "classiques", les évolutions technologiques sont permanentes. Des réponses fournies par serveur vocal automatisé peuvent, par exemple, progressivement suppléer à certaines interventions humaines directes. La saisie des données par des opérateurs est remplacée par la lecture optique, etc...

Les "usines à traiter l'information", quel que soit le mode utilisé pour effectuer leurs opérations, sont insérées de manière différente au sein du tissu économique. Elles peuvent se présenter comme de véritables établissements, c'est à dire des installations spatialement distinctes, aisément identifiables dans les répertoires statistiques, voire même constituer des entreprises à part entière. Souvent il s'agit encore seulement de "services" en cours d'individualisation au sein d'un ensemble plus vaste. C'est, par exemple, le département "gestion des comptes-clients" implanté au siège national d'une banque.

L'évolution actuelle semble être pourtant à l'apparition d'établissements distincts, soit parce que la tendance à "l'externalisation" fait que l'on confie la gestion de la paye ou de la prospection commerciale à une firme distincte qui peut disposer de matériels, de programmes et de personnels plus performants en raison de leur spécialisation en ces domaines, soit parce que les logiques de localisation ne sont pas les mêmes pour les différents services initialement regroupés en un seul site. Le siège social, la direction commerciale restent en centre-ville parce qu'ils doivent se prêter aisément aux "face à face" avec les clients ou partenaires tandis que les services qui traitent industriellement les informations peuvent se trouver ailleurs dans des locaux moins centraux et de ce fait soumis à une moindre pression foncière ou (et) plus fonctionnels.

III Le programme d'étude

L'une des grandes questions est de savoir quels sont les services ou les "fragments" de services qui peuvent être élaborés dans ces "usines". La collaboration avec les collègues des autres disciplines est tout à fait essentielle en ce domaine.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Les localisations ne sont pas imposées a priori mais l'exemple des industries manufacturières classiques montre que ces dernières ne se répartissent pas uniformément, il y a toujours des territoires qui rassemblent plus d'unités relevant d'une branche précise que ne le font d'autres espaces.

Qui sont les agents qui suscitent l'apparition de ces activités en un lieu donné? Il est intéressant de voir s'il s'agit de processus endogène, issus éventuellement d'activités antérieures ou si l'on est en présence d'implantations exogènes.

Il convient de mener en parallèle des enquêtes sur le terrain et une réflexion plus théorique pour saisir les analogies et les différences qui existent entre les logiques spatiales à l'œuvre dans ces nouvelles activités et dans les industries manufacturières "classiques".

2.1.2.I CORRIDESIGN : DESIGN, SPATIAL POLICY, INFRASTRUCTURE POLICY AND PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIPS IN MULTIMODAL MEGACORRIDORS (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

LGH : Federico CUNAT (MC)

Chercheurs d'autres équipes : Prof. Hugo Priemus (Coordinateur du projet, OTB Research Institute for housing, Urban and Mobility studies, Delft University of technology- Netherland)

Autres partenaires du projet : University College London, University of Central england (Birmingham), London School of Economics, Catholic University of Leuven (Architecture, Urban Design and Spatial Planning : ASRO), Université de Essen

Objet, méthode, résultats

L'Aire Métropolitaine du Nord - Ouest (NWMA : North Western Metropolitan Area) est une des zones d'Europe où la Commission Européenne encourage la coopération transnationale par les outils du programme INTERREG II C. L'AMNO est une zone fortement urbanisée, dominée à la fois par des métropoles comme Londres et Paris et par des régions urbaines polynucléaires telles que Randstad, région Rhin-Ruhr, Diamant Flamand, régions du Centre-Ouest. Les principaux axes d'infrastructures reliant les vastes régions urbaines de l'ouest de l'Europe sont des lieux attractifs pour les affaires et les ménages. Cependant il est possible que le développement de corridors puisse s'avérer négatif pour les villes par l'absorption des activités économiques et des populations. Le développement des corridors devrait donc être appréhendé en liaison étroite avec le développement des villes et des régions urbaines.

Le concept de mégacorridor comme outil potentiel du développement urbain met en particulier l'accent sur les corrélations entre les infrastructures de communication, le développement économique et l'urbanisation. Il pose aussi la question en termes de gouvernance du corridor et en termes de qualité de vie, en particulier lorsque le mégacorridor coupe des espaces denses en population.

CORRIDESIGN traite de ces problèmes en se focalisant sur la politique spatiale, la conception/planification, la politique d'infrastructures et les partenariats publics-privés dans les mégacorridors multimodaux.

Partenaires et financement

programme européen : NWMA North Western Metropolitan Area, INTERREG II C

2.1.2.J ORGANISATIONS PRODUCTIVES ET TERRITORIALISATION (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheurs

LGH : Federico CUNAT (MC)

CRAPS : Bernadette THOMAS (PRCE)

Objet, méthode, résultats

Les coordinations entre firmes orientées par la succession des opérations techniques de transformation de la matière, si elles continuent de fonctionner pendant la crise, ne semblent plus être la référence principale qui guide l'organisation générale de la production. De ce point de vue, on peut dire que la notion de filière ne conserve toute sa valeur analytique que si sont pris en compte les repositionnements de ses segments. Ce qui a été appelé la sollicitation par l'aval se généralise, à ceci près qu'elle s'articule avec des changements qualitatifs concernant, à la fois, les aspects technologiques et marchands, mais aussi ceux qui ont à voir avec les produits et/ou le rapport salarial. C'est donc désormais cette vision globale qui l'emporte au détriment des logiques linéaires de coordination. Pour autant, à l'échelle micro, les organisations, prises individuellement, ne peuvent embrasser à elles seules tous ces aspects fortement solidarisés.

Dans une telle situation, se développent les aspects d'incertitude concernant la marche des organisations productives, ce qui conduit ces dernières à adopter des stratégies d'évitement. Pour ce faire, elles sont amenées à intégrer de plus en plus leur compétence particulière dans des ensembles organisationnels plus vastes. Un glissement se produit donc dans la manière d'envisager les coordinations avec des références qui traversent les frontières des firmes, bien au-delà des successions séquentielles orientées par la seule transformation technique de la matière, prises comme guide d'une lecture des valeurs ajoutées. Ce sont ces changements qui font l'objet des observations et réflexions conduites sur le terrain régional¹, dans la dernière période, et assemblées dans cette note de recherche. Elles interrogent :

- la place d'une économie-territoire, entre des organisations familiales et le circuit court, à propos de la filière Textile-Habillement-Distribution, dans le nord de la France ;
- la manière dont les firmes pratiquent à la fois le recours externe aux services et leur réorganisation fonctionnelle ;
- le rôle de l'urbain à travers l'aspect flexible des relations de service entre firmes ;
- la réarticulation des savoirs dans le contexte de recomposition de la chaîne graphique recentrée autour des annonceurs.

Les réalités ainsi engendrées ne seraient-elles qu'une simple projection sur des lieux d'accueil, considérés comme extérieurs, par définition, à l'organisation des logiques productives, ou est-on en présence de formes d'intégration fondées sur une réciprocité des logiques de la production et de la territorialisation ? Dans ce dernier cas, on peut avancer l'hypothèse de formes actualisées d'une même production sociale. Comme on le voit, à travers ces essais, affleure la construction d'un champ de recherches qui sollicite l'entrée par les organisations, comme objet d'observation, dans la mesure où elles portent le sous-champ du politique, lequel permet de tisser des liens d'investigation entre organisations, qui dans ce cas relèvent, d'une part de la production matérielle-services, et d'autre part de la territorialisation. Ces approches s'inspirent des débats avancés par l'économie industrielle ces dernières années (contrats, conventions, institutions,...) ainsi que de certains travaux qui tentent d'établir des lectures de ces situations en termes de géographie de l'invisible.

¹ outre le soutien régional, ces travaux s'intègrent dans les programmes mis en œuvre par le Ministère de la Recherche et la Datar (Prospectives et Territoires), le Plan Urbain (Ville et Emploi) et ont fait l'objet de communications et de publications à travers l'Union Géographique Internationale, le RESER, l'ASRDLF, l'Ile GDR-Réseaux du CNRS.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Partenaires et financement

Conseil régional, dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 1994-1998

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

CUNAT Federico, « L'économie-territoire, complémentaire de l'internationalisation? », in A. Fischer et J. Malezieux (dir.) "Industrie et territoire", Paris, Éd. de L'Harmattan, 1999

Article de revue

CUÑAT Fédérico en coll. avec THOMAS Bernadette, "Forms of Spatial organization in business services :some empirical findings", *Journal of Economic and Social Geography*, Amsterdam, vol. 85, n°4, 1997, p. 333-342

Communications

CUÑAT Fédérico, « Lectures territoriales des coordinations par les conventions dans les PME », *communication présentée au colloque de l'UGI*, Commission de l'Organisation de l'espace industriel, Séville, août 1998

CUÑAT Fédérico, « Territoire et conventions dans la globalisation », *communication présentée aux jornadas de Geografia industrial. Asociación de Geógrafos Españoles*, Alacant (Espagne), 27-29 octobre 1999

Rapport

CUNAT Federico , Organisations productives et territorialisation, rapport de recherche IFRESI, mai 1998,

métropolisation

2.1.2.K DYNAMIQUE URBAINE ET EVOLUTION DE LA METROPOLE LILLOISE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

LGH : Didier PARIS (PR)

CRAPS : Jean-François STEVENS (MC)

Objet, méthodes, résultats

Application du concept de bifurcation pour la mise en évidence du rôle des acteurs et de l'effet positif du changement des comportements et des organisations institutionnelles dans le développement économique et la mutation politique de la Communauté urbaine de Lille et plus largement de la métropole transfrontalière.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

PARIS Didier, STEVENS Jean-François (2000), *Lille et sa Région urbaine – la bifurcation métropolitaine*, Paris, L'Harmattan.

Articles de revue

STEVENS Jean-François (1997), "Dialectique en ville : enjeux urbains et antagonismes économiques de l'exclusion" *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1997, n°5, pp. 723-736.

STEVENS Jean-François (1998), "La pertinence de l'espace euro régional comme aire de développement pour le Nord-Pas de Calais", *Hommes et Terres du Nord*, 1998, n° 3, pp.129-134.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

STEVENS Jean-François (2000), "Quand Lille retrouve Rijsel, une métropole pour le XXI^e siècle", *Annales des Pays-Bas Français*, 2000, N° spécial 25^e anniversaire, pp.270-299.

2.1.2.L PROSPECTIVE TERRITORIALE (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CRAPS et IRIED : Jean-François STEVENS (MC)

Autres chercheurs : G.FIEVET (AL), I. BUTTE (AL), N.GLORIEUX (AL), S.BLOCQUEL (3^e cycle), A.S. FORBRAS (AL).

Objet, méthodes, résultats

Identification des questions qui peuvent interroger les acteurs régionaux dans le cadre des mutations contemporaines de l'environnement global, de l'évolution de l'espace européen et des évolutions régionales des comportements individuels et sociaux, de l'économie, des ressources et des territoires.

Réflexions partenariales avec ces acteurs régionaux.

Participation aux réseaux nationaux et européens de prospective

Partenaires et financement

convention d'étude avec le Conseil Economique et Social Régional, financé par le Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

Fonction de Directeur de la Mission prospective du Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

STEVENS Jean-François (2000), *Petit Guide de Prospective – Nord-Pas de Calais 2020*, Paris, L'Aube-Nord.

Rapport

STEVENS Jean-François (1997), "Les enjeux régionaux à l'échéance 2020" Rapport d'enquête pour le Conseil Economique et Social de la Région Nord-Pas de Calais, IFRESI, Octobre 1997, 150 pages

Communication

STEVENS Jean-François (2000), "Prospective, pilotage stratégique et développement régional", Communication aux Journées d'études de l'Institut Jules DESTREE, Charleroi, le 31 Mars 2000.

2.1.2.M STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT URBAIN DANS LA METROPOLE LILLOISE : LE CAS EURALILLE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CLERSE : Elodie SALIN (doct.) et Frank MOULAERT (PR)

Objet, méthode, résultats

Depuis la fin des années 60, la région du Nord-Pas-de-Calais a été touchée par la crise structurelle des industries traditionnelles manufacturières : mines de charbon, sidérurgie, transformation des métaux, textile. Etant donné sa spécialisation sectorielle, Lille-Roubaix-Tourcoing a perdu des dizaines de milliers d'emplois dans les industries du textile et les zones industrielles. Plus de la moitié de ces

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

pertes d'emploi ont été compensées par la création d'emplois dans les services. Mais le non-emploi a continué d'augmenter et les sites manufacturiers à l'abandon sont devenus la tâche sombre grandissante de la scène du redéveloppement urbain.

Les défis du renouvellement urbain – qui est interprété ici sous multiples dimensions incluant des domaines politiques différents – sont nombreux : création d'emplois, éducation et formation, (re)développement des espaces urbains pour de nouvelles activités et fonctions, attraction d'entreprises, revitalisation des quartiers et amélioration de la sécurité.

Confrontées à ces défis, les autorités locales ont des compétences limitées. Si pendant longtemps, quelque pouvoir sur les politiques économiques a été détenu par les municipalités, les fonds financiers provenaient d'abord de l'état central, et ensuite par la décentralisation en région, de l'état central et des régions. Des outils spécifiques pour améliorer l'efficacité de l'action locale dans la Métropole lilloise ont été développés : l'APIM (Agence pour la Promotion Industrielle de la Métropole) pour coordonner les politiques d'investissement (crée par la Communauté Urbaine de Lille, Les chambres de Commerce et le Syndicat des Employés de la Métropole de Lille) ; le Contrat d'Agglomération, etc. Le développement de nouveaux outils et de réseaux institutionnels s'accompagne d'une modification des visions du développement. A Lille-Roubaix-Tourcoing, on pouvait caractériser ces développements comme la transformation d'une politique tous azimuts de « friches industrielles » vers une politique plus intégrée de « logique tertiaire ». Ce développement s'accompagne d'un déplacement difficile de pouvoir de décision depuis les municipalités vers l'APIM réorganisée et la Communauté Urbaine. Mais des frictions avec d'autres institutions comme la SOREX (Société Régionale d'Expansion Métropole Nord) et la « SEM (Société d'Economie Mixte) du Versant Nord-Est » persistent. De plus, le pouvoir politique final dépend des municipalités constituant la « Métropole du Nord ». Compte tenu de leur grand nombre, les différents points de vue sur les priorités socio-économiques et les différences des partis politiques, il y avait de gros problèmes pour des actions concertées. Si quelques progrès ont été réalisés par l'intégration des agendas économiques et par les logiques de planification urbaine, on reste à l'écart des logiques d'intégration des politiques économiques et sociales. A la lumière de l'augmentation de la pauvreté et des inégalités sociales, cela peut devenir le défi majeur des années à venir.

Dans un tel contexte, la création d'un important projet de renouvellement urbain au cœur de Lille est une tentative de reproduire la politique du secteur des services menée par la Métropole et d'inciter des initiatives communes par les acteurs locaux, la Métropole et aussi la Région. Il est intéressant d'analyser la façon dont Eurallile est présenté comme facteur important de politique économique et sociale de la Métropole. De plus, la création de ce centre de commerces et de services peut avoir un impact significatif sur les dynamiques économiques et de l'emploi. Mais il est aussi important d'analyser les conséquences politiques, sociales et économiques sur la communauté urbaine et sur les mécanismes d'exclusion/intégration sociale, économique et politique générés par ce projet.

Publications issues de l'opération

Communication

SALIN E., MOULAERT F. (1999), « Eurallile projet de développement urbain » communication aux 6^e Journées Ifrési, 21 et 22 avril

2.1.2.N LES ESPACES TRANSFRONTALIERS (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CRAPS : Gérard MARCOU (PR)

LGH : Jean-Pierre RENARD (PR)

Objet, méthode, résultats

C'est au cours des années 70 que la géographie des frontières est réapparue après cinq décennies d'un étrange oubli. Le renouveau scientifique du thème des frontières, déjà étudié antérieurement à cette recherche, (colloque sur l'école et les discontinuités territoriales, 1996, J.P.Renard, IFRESI, IUFM, USL) est encore confirmé 25 ans après la soutenance des thèses de Charles Ricq sur les travailleurs frontaliers en Europe (1970) et de Firmin Lentacker sur la frontière franco-belge (1973). Cependant les problématiques ont été diversifiées et fortement ancrées dans la dimension spatiale et sociale des territoires, notamment européens.

Au cours des années 90, les problématiques frontalieres les plus fréquemment approfondies concernent les notions de coopération, d'intégration et de développement transfrontaliers. (Hommes et Terres du Nord, 1994, 2/3). Il est admis que la construction européenne ainsi que la mondialisation des flux sont à l'origine de ces réflexions territoriales ; au sein de l'Union Européenne, la réforme des fonds structurels, la politique de développement par objectifs, les initiatives européennes comme Interreg, la naissance des Eurorégions, puis plus récemment encore la réforme du programme Socrates, avec la création de l'initiative Comenius, constituent autant de facteurs sans doute décisifs en matière de coopération et d'intégration transfrontalières.

Le colloque (Mars 1997, IFRESI) et les publications assurées en 1998, avec le soutien du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais et de l'IFRESI, ont permis non seulement de vérifier et d'approfondir les réflexions dans ce domaine, mais ont surtout souligné l'importance de quelques idées et faits qui pourront constituer les fils directeurs de notre recherche sur les frontières au cours des prochaines années.

Un constat, deux logiques.

Ainsi il apparaît clairement au travers des différentes études réalisées et présentées au colloque de Mars 1997, analyses prenant appui sur des exemples régionaux et locaux diversifiés, (France du Nord, de l'Est, frontière pyrénéenne, frontières littorales et maritimes), que la recomposition des territoires transfrontaliers européens se produit selon deux logiques différentes et complémentaires :

- une logique de proximité et de continuité (coopération interreg, flux de travail, de commerce, de loisirs, achats de résidences, scolarité transfrontalière dans la région de Lille-Mouscron-Tournai, stratégie d'agglomération transfrontalière au contact de la Lorraine du Nord, du Luxembourg et de la Sarre...) qui fait naître des « territoires - ponts » entre différents Etats européens mitoyens. Cette logique de recomposition territoriale se concrétise à grande échelle et promeut le développement durable par la complémentarité des fonctions, la différenciation des structures socio-spatiales.
- une logique de réseau et de partenariat qui relie des lieux géographiques non mitoyens, dont l'objectif est de multiplier les relations thématiques, de mettre en contact des acteurs diversifiés autour de projets communs, afin d'accélérer le processus d'intégration transnationale et de promouvoir une identité européenne. C'est sans aucun doute ce qui se met en place dans le quart Nord-Est de la France au contact du Luxembourg et de l'Allemagne mosellane et rhénane. De même l'initiative Comenius, récemment lancée en 1995, est à l'origine de multiples réseaux scolaires reliant des établissements du premier et du second degré des académies françaises à leurs partenaires multilatéraux européens.

Une nécessité : investir le champ des dynamiques culturelles.

Après avoir mis l'accent pendant quelques années sur les dimensions institutionnelles, politiques et économiques des mouvements de coopération et d'intégration transfrontalières, les chercheurs sont désormais convaincus de la nécessité d'investir le champ des dynamiques culturelles, afin de mieux comprendre les évolutions en cours à la fois dans les réussites observées comme dans les nombreux obstacles et freins qui subsistent. Certes les différences institutionnelles et structurelles qui différencient les Etats voisins contribuent à expliquer certains échecs et réticences en matière de coopération et d'intégration ; toutefois bien des difficultés relèvent des représentations, des mentalités

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

héritées, en un mot de situations culturelles souvent solidement établies. Le domaine culturel qui doit être désormais étudié en profondeur, concerne par exemple,

- le bilinguisme scolaire (Alsace et Lorraine) et le renouveau des langues vivantes parlées de l'autre côté de la frontière, (le néerlandais dans le Nord),
- le rôle attribué à la culture (au sens large du terme) dans les stratégies de développement local, mises en place dans les villes proches des frontières,
- le partenariat scolaire européen et les modifications de représentations spatiales et d'apprentissages géographiques qu'il peut engendrer chez les élèves encore jeunes.

Autant de passerelles culturelles que l'on jette actuellement par dessus les frontières étatiques pour travailler sur le long terme dans le sens d'un rapprochement des citoyens , politique animée par la volonté de se connaître mutuellement tout en respectant l'identité culturelle de l'Autre .

Un progrès dans la modélisation des dynamiques transfrontalières.

De toutes ces études, notamment celles publiées dans Hommes et terres du Nord, 1998/1 et dans le cahier de laboratoire du LGH n°15, Mai 1998, émergent quelques idées fortes pouvant expliquer le développement de relations transfrontalières et le processus d'intégration transnationale .

A la base des processus observés, se situent sans doute d'importantes différences fiscales dont la connaissance est indispensable pour comprendre les flux de travailleurs, les achats de terrains et de résidences, les déplacements pour achats divers...Indéniablement les différences fiscales suscitent l'intérêt du voisin et engendrent de nombreux flux animant les territoires frontaliers.

A cela s'ajoutent les disponibilités de terrains, de logements, de filières de formation scolaire et professionnelle, de places d'accueil dans les maisons de retraites médicalisées, d'emplois, autant d'états des lieux souvent très différents de part et d'autre des frontières étatiques. Celles-ci peuvent être exploitées par des stratégies d'expansion ou d'intégration, individuelles (entreprises, familles) ou collectives (agglomération urbaine à la recherche d'espaces « vides » ou d'arrière-pays pour conforter son rayonnement).

Toutefois, sur le long terme, les potentialités d'animation et de développement transfrontaliers ne deviennent réalité qu'à condition d'être valorisées par une volonté politique d'aménagement et de planification (sinon elles risquent de dériver vers de pures spéculations territoriales). En cela, les initiatives Interreg qui ont parfois activé le regard transfrontalier des élus, ou encore la multiplication des cadres institutionnels de coopération comme les Eurorégions, constituent une étape indispensable vers de nouvelles conceptions et pratiques concertées des territoires transfrontaliers.

Enfin il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur une proximité ou une passerelle culturelle de fait ou en cours de réalisation. Celle-ci passe inévitablement par le développement du bilinguisme et du partenariat scolaire (Comenius, notamment), mais aussi des scolarités transfrontalières qui, dans certaines régions comme celle de la Métropole lilloise et des arrondissements belges de Mouscron et de Tournai, ont déjà atteint un niveau d'intensité remarquable. On peut effectivement penser que le déroulement d'une scolarité (de plusieurs années, si ce n'est la totalité d'un cycle de formation) chez le voisin, engendre d'importantes modifications dans la perception des territoires et dans les rapports aux lieux et aux cultures.

L'environnement économique frontalier marqué par la densité des établissements et investissements étrangers (notamment voisins) peut aussi constituer un facteur favorable au développement de l'intégration transfrontalière, en offrant au résident venu de l'autre-frontière un prolongement de son territoire d'origine.

Les rendez-vous électoraux locaux à compter de 2001 : un nouveau critère d'évaluation de l'intégration.

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

Dès 2001, les chercheurs disposeront d'un nouvel outil d'analyse et d'évaluation de l'intégration transfrontalière avec la possibilité laissée aux ressortissants de l'Union Européenne installés dans un pays de la Communauté autre que le leur, de participer en tant qu'électeurs ou éligibles aux différentes élections locales. Les enjeux sont très importants ; les comportements électoraux pourront peut-être dans certains cas soulever de vives tensions entre certains autochtones et les résidents-étrangers européens, quand ceux-ci viennent en nombre acheter les résidences, les terres agricoles et occuper les bancs des écoles dans les communes souvent très proches de la frontière. Toutefois leur implication dans les rendez-vous électoraux permettra d'évaluer leur intention concrète de s'investir dans le développement local, autrement que par une instrumentalisation de la frontière en cherchant à dégager un profit personnel des différences constatées. Si cette étape de la construction européenne se franchit avec succès, alors il sera évident que la notion de citoyenneté européenne aura un sens profond.

Partenaires et financement

Conseil Régional, dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 1994-1998

Publications issues de l'opération

dossier dans la revue "Hommes et Terres du Nord" (1998/1)
cahier du Laboratoire LGH/IFRESI ("Les espaces frontaliers", série Etudes, n° 15, mai 1998, 115 p.)
rapport de recherche IFRESI

2.1.2.O METROPOLISATION ET DYNAMIQUES DE TRANSFORMATION DE LA VILLE (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

LGH : Didier PARIS (PR), Michel BATTIAU (PR), Jean-Pierre BONDUE (PR), Federico CUNAT (MC), P.GINET(MC), C. HELOIR (IE), J.F. GHEKIERE (MC), M. GREGORIS (MC), R. BAVAY (doctorant), J. THEVENOT (doctorant) C. LIEFFOGHE (Doctorante), D. MONS (MC),

CRAPS : M. BREUILLARD (IE), B. DOLEZ (MC), S. GUERARD (MC), Y.R. GUILLOU (MC), A.LAURENT (CR), P. MATHIOT (PR), F. LERIQUE (MC), F. SAWICKI (PR),

MEDEE : S. DORMARD (PR)

Objet, méthode, résultats

Le développement métropolitain représente aujourd'hui une dimension incontournable dans l'analyse urbaine. L'émergence de la métropole comme modèle territorial de développement s'est imposé au rythme de la mutation de l'économie-monde. La mondialisation a donné naissance au concept de ville globale (S.Sassen), qui concerne ces grandes métropoles internationales, points nodaux du contrôle économique, politique, culturel de cette économie monde. Mais le concept de métropole n'est pas seulement associé à ces méga-centre que sont New-York, Tokyo ou Londres. A son échelle, en raison de la place de ses activités bancaires dans le dispositif financier européen, une ville aussi petite que Luxembourg relève aussi du mode de fonctionnement métropolitain. En fait la métropolisation renvoie à la concentration des ressources (humaines, financières, intellectuelles...), des pouvoirs et de l'information. La métropole représente un nouveau type de système territorial de production qui diffère fortement du modèle industriel fordiste. A l'opposé de la spécialisation fonctionnelle de l'espace, la métropole est le lieu communicant qui intègre les différentes fonctions de la production, y compris et surtout dans ses dimensions immatérielles.

Ce processus de métropolisation, s'il peut être identifié à partir des caractéristiques de la nouvelle économie métropolitaine (la flexibilité, les dimensions informationnelle, financière...) interpelle quant aux logiques sociales qu'elle implique. La société métropolitaine qui se met en place

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

illustre les transformations économiques et sociales de la métropole : moins d'ouvriers, plus d'emplois de services, la concentration des fonctions d'encadrement et des emplois qui leur correspondent, le rôle de la formation, l'émergence du marché des loisirs et de la culture. Mais également, aux marges du système, se retrouvent les exclus de la métropolisation, notamment ceux que la qualification - ou l'absence de qualification – handicape, ceux que le marché du travail laisse pour compte. La société métropolitaine apparaît ainsi segmentée, fragmentée.

Cette dualisation sociale s'accompagne d'une ségrégation spatiale, avec la concentration des difficultés dans ce qu'il est convenu d'appeler les quartiers d'exclusion : certains secteurs de banlieue de grands ensembles issus de la standardisation de l'industrie du bâtiment à partir de la fin des années cinquante, ou d'anciens quartiers industriels en déclin, à l'instar de ce que l'on peut trouver à Roubaix ou dans nombre de ville britanniques. La politique de la ville, dans ses diverses modalités développées en France depuis le début des 80 (voire la fin des années 70 avec H.V.S., Habitat et Vie Sociale) est rapidement confrontée à ses limites, notamment en terme de moyens, et son bilan apparaît mitigé.

Le processus de métropolisation correspond au développement de la ville post-moderne. Pour d'anciennes villes industrielles, dont le développement avait été important au XIXème siècle ou dans la première moitié du XXème, la rupture est importante. C'est tout un système économique et social qui bascule. Ce sont des quartiers qui se déqualifient et posent d'importants problèmes d'aménagement en terme de reconquête, de régénération urbaine, de "ville renouvelée" (urban renewal) pour reprendre la terminologie actuelle qui veut poser le problème de façon plus transversale, à la fois sur le plan urbanistique, mais aussi sur le plan économique, social, culturel et environnemental, dans la logique du développement durable de la ville. En même temps, la croissance périphérique se poursuit, en terme de consommation d'espace : la diffusion périurbaine de l'habitat, l'implantation de zones d'activités, de centre commerciaux sur les échangeurs, l'émergence de centralités nouvelles en périphérie posent la question de la maîtrise de cette croissance et de sa réorientation vers les périmètres internes de la ville, ou à tout le moins d'un équilibre entre les deux mouvements. Cette redistribution des rôles entre périphérie et cœur de métropole implique d'importants enjeux en terme de déplacements de gestion des flux dans une perspective de développement durable.

A ce passage à la ville post-moderne correspond aussi pour la métropole le renforcement d'une dimension multi-culturelle, dont la richesse est fondée sur la variété des communautés qui composent la métropole. Une nouvelle culture urbaine, avec ses valeurs, se met ainsi en place. Enfin dans la métropole se mettent en place une nouvelle logique de relations entre les individus, selon une logique d'archipel qui substitue à la logique de voisinage une fragmentation de l'espace social des individus, comme le rappelle F.Asher (*Métapolis*).

Un autre aspect du processus de métropolisation concerne l'émergence de nouvelles formes d'organisation du gouvernement de la ville. Les reclassements dans l'échelle géographique de l'organisation du pouvoir politique constitue une première approche de la question. En France cela passe par la question de l'intercommunalité d'agglomération, entre autres aujourd'hui avec les communautés urbaines (Lille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg...), et demain avec les communautés d'agglomération. Une autre approche concerne la mobilisation des acteurs du développement de la métropole dans le cadre des processus de gouvernance métropolitaine. L'adaptation du cadre politique et institutionnel au processus de métropolisation ne va pas de soi. Les intérêts et les enjeux électoraux, les activités partisanes continuent de se dérouler essentiellement à l'intérieur des frontières municipales. La formation d'un espace public à l'échelle de la métropole, le développement de politiques publiques au-delà des compétences relativement limitées définies par la loi, la connaissance des conseillers communautaires restent en conséquence limités et sont extrêmement variables d'un site à l'autre.

On débouche dès lors sur la question de l'identification et de la mobilisation des acteurs du développement métropolitain. Le cas lillois, depuis le milieu des années 80, apparaît assez significatif du phénomène (mobilisation des acteurs pour l'arrivée du TGV au cœur de Lille, projet olympique, Capitale culturelle de l'Europe en 2004, Comité Grand Lille...) et mériterait d'être comparé à d'autres en France (Roubaix, Bordeaux, Rennes, Caen...) mais aussi dans ce que l'on appelle désormais l'euro-région (Belgique, Grande-Bretagne) pour en apprécier l'exemplarité. Cette gouvernance métropolitaine peut se traduire en projets urbains, dont le succès dépend notamment du degré de mobilisation des acteurs du développement. Les schémas directeurs constituent-ils des documents de projets, ou leur rôle réglementaire limite-t-il cette dimension ? Selon quelle dynamique d'acteurs

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

peuvent émerger des projets métropolitains comme celui des J.O., celui de Capitale Culturelle en 2004 ? Même question pour des projets urbains comme celui de restructuration du centre de Roubaix qui concerne aussi les grands équilibres intra-métropolitains.

Une autre dimension du processus de métropolisation concerne l'articulation de la métropole à son espace régional : cette approche concerne l'analyse du processus de diffusion régionale de la dynamique métropolitaine au sein de l'aire de métropolisation. Cette dimension renvoie aux interrogations relatives au développement et à l'aménagement régional.

Bref, la problématique du développement métropolitain apparaît à la fois complexe, diverse, mais aussi cohérente par le moment historique auquel elle correspond, celui du passage à la post-modernité.

Nombre de chercheurs de l'IFRESI-CNRS, géographes, politistes, économistes, sociologues, historiens ont déjà eu l'occasion de travailler sur ces thèmes. Dans un premier temps, il est proposé d'identifier plus précisément deux thématiques :

- renouveler la ville : les nouveaux enjeux de la régénération urbaine dans les métropoles.
- le gouvernement métropolitain : institutions, acteurs politiques et nouvelles formes de gouvernance urbaine.

Ces deux thèmes polariseront particulièrement la réflexion des chercheurs engagés, mais une attention particulière sera portée aux liaisons possibles entre chaque problématique, par exemple autour de la question de la mobilisation des acteurs du développement urbain et de l'émergence des projets urbains dans les secteurs de régénération urbaine.

Que ce soit en matière de gouvernance métropolitaine ou dans le domaine des pratiques de régénération urbaine, la métropole lilloise constitue un territoire de référence indiscutable, ce qui justifie que ce terrain d'étude soit privilégié. Mais par ailleurs, des comparaisons dans le cadre européen (Îles Britanniques, Belgique, Allemagne notamment) permettront une confrontation élargie.

Le travail sur le premier thème s'appuiera sur la confrontation des exemples français, notamment du cas lillois, aux problématiques de régénération urbaine telles qu'elles peuvent se poser en Europe, afin de dégager la spécificité française pour les villes des régions industrielles, à commencer par le Nord-Pas-de-Calais qui offre le terrain d'étude le plus large sur cette question. La Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne, mais aussi la Pologne pourront fournir des exemples en fonction des contacts universitaires déjà établis sur ce thème. Cette démarche de comparaisons internationales permettra une mise en perspective du fonctionnement des outils français de la régénération par rapport aux autres pays européens. D'un point de vue économique, une attention particulière sera portée au commerce, dont les enjeux propres sont liés à la question du devenir des villes, particulièrement de leurs centres (certaines villes, par exemple Roubaix ou Dunkerque définissent leur projet urbain autour du commerce qui apparaît comme une activité stratégique pour la revitalisation de la ville) ; on s'intéressera également aux activités de service ayant la souplesse de localisation du secteur manufacturier (centres de gestion des commandes des entreprises de vente à distance, « centres d'appels téléphoniques », etc.) et des perspectives d'expansion qui semblent prometteuses.

Pour ce qui est du deuxième thème, on étudiera plus particulièrement le personnel gouvernant des communautés urbaines (élus et hauts fonctionnaires) et les groupes (experts en aménagement, syndicats patronaux, universitaires, syndicalistes...) qui soutiennent le développement de projets communautaires, mais également le contenu de ces projets, les modalités de leur élaboration (gouvernance) et le discours qui les accompagne. On comparera pour cela quatre sites en France : Lille, Bordeaux, Rennes et Caen, qui mêlent volontairement deux types de structures institutionnelles (communautés urbaines pour les deux premières, districts pour les secondes) afin de ne pas préjuger des effets a priori du cadre légal sur les compétences effectivement mises en œuvre, deux sites en Belgique (Anvers en Flandres et Liège en Wallonie) et un site en Grande-Bretagne (Rochester dans le Kent) afin d'apprécier l'effet de la variable nationale sur la dynamique politique métropolitaine. On se demandera à chaque fois quels ont été les effets sur le système local de la création des structures communautaires ? Leur apparition a-t-elle modifié les modalités de coordination entre les acteurs politiques du territoire ? Comment les élus ont-ils pris en compte les nouvelles ressources de l'institution communautaire dans leurs stratégies politiques ? Comment se règle la question du

2. Ville, territoires, institutions

2.1. Les processus de territorialisation

leadership communautaire ? Sur quels compromis politiques repose le pouvoir communautaire, notamment sur le plan fiscal ? Quels sont les clivages qui structurent le débat communautaire ? Comment la structure intercommunale parvient-elle à fonder son pouvoir face aux communes ? Sur quelles ressources s'appuie-t-elle pour le faire ? En quoi modifie-t-elle les relations entre les communes elles-mêmes ? Comment les concurrences intercommunales rejoaillissent-elles en son sein ?

Partenaires et financement

Conseil Régional, dans le cadre du contrat de plan Etat-Région

2.2. POLITIQUES PUBLIQUES, CHANGEMENTS POLITIQUES

LES OPERATIONS DE RECHERCHE CONCERNEES PAR LE THEME 2.2

2.2.1 politiques publiques : contenu, efficacité

- 2.2.1.A – Aides personnelles au logement : finalités, impacts et perspectives
- 2.2.1.B – Mobilités résidentielles, politiques publiques, requalification des quartiers anciens
- 2.2.1.C – Le développement de l'évaluation de l'action publique et les transformations du management public
- 2.2.1.D – Analyse des politiques sociales
- 2.2.1.E – Pouvoirs locaux et politiques publiques locales
- 2.2.1.F – Opération « valicores »
- 2.2.1.G – Opération « efimpac »

2.2.2. changements politiques

- 2.2.2.A – Représentations, attitudes et comportements politiques : permanences, ruptures, réalignements
- 2.2.2.B – Mobilisations identitaires et pouvoirs publics locaux .
- 2.2.2.C – Diversité des logiques d'implantation du Front National dans le département du Nord : étude comparée de quelques communes
- 2.2.2.D – Conversion et reconversion des élites gouvernementales socialistes : une étude fondée sur les membres des cabinets ministériels de la période 1981-1993

PRESENTATION DES OPERATIONS PARTICIPANT AU THEME 2.2 (POLITIQUES PUBLIQUES, CHANGEMENTS POLITIQUES)

S'agissant des politiques publiques, dont l'analyse constitue une partie importante du programme de l'Ifrési, différentes opérations s'intéressent aux conditions de leur production et à leurs effets. Le travail s'appuie sur l'analyse de politiques qui, en fonction de leur objet, présentent des spécificités à cet égard. Ont ainsi été étudiées les politiques de santé publique, en particulier dans le champ de la santé mentale, les politiques sociales, notamment dans le domaine de la lutte contre l'exclusion et dans celui des politiques locales d'insertion. Le cas des politiques relatives au logement a également retenu l'attention sous plusieurs angles. Tout d'abord celui des aides personnelles au logement dont on a apprécié l'impact sur les comportements et choix des demandeurs et des offreurs et sur le fonctionnement des marchés immobiliers. Considérant le poids accru des aides personnelles au logement et leur généralisation, la recherche correspondante ré-interroge les finalités et la légitimité de cette intervention publique. Ensuite, celui des politiques de revalorisation de l'habitat ancien. Dans la région Nord Pas de Calais, ces politiques, mises en place il y a une vingtaine d'années à la suite des opérations de rénovation urbaine, sont utilisées par les collectivités locales pour lutter contre la dévalorisation des quartiers centraux ou péri-centraux. On constate que sur les marchés immobiliers peu tendus, la revalorisation ne modifie pas de façon notable le peuplement des quartiers. En revanche, sur les marchés immobiliers relativement tendus, les stratégies d'acteurs publics et privés, en agissant sur l'offre de logements, contribuent à modifier la composition sociale des quartiers. De façon générale, afin d'examiner si ces politiques contribuent à transformer l'offre de logements (prix, qualité) et ainsi à modifier l'occupation sociale de ces secteurs, les stratégies patrimoniales des propriétaires et les trajectoires résidentielles des habitants ont été étudiées. En prenant appui sur une étude menée dans l'académie de Lille dont l'objet était d'analyser une opération d'audit d'établissements scolaires, le travail a encore porté sur les politiques scolaires sous l'angle de la transformation des cadres normatifs qui les régissent, avec notamment le développement de l'obligation de résultats, et sous celui de l'évaluation comme technologie sociale productrice de connaissance et de normes. Enfin, une opération en cours s'intéresse aux effets de la loi contre l'exclusion qui prévoit un volet d'accompagnement renforcé à l'emploi des jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau de formation inférieur ou égal au niveau V.

Dans le domaine des politiques sociales, au-delà de leur diversité, l'ensemble des opérations de recherche montre les évolutions importantes qui les caractérisent dans la décennie 90. A cet égard, plusieurs points traduisent une mutation d'ensemble des politiques publiques qui, pendant la période, se déplacent d'une référence à la lutte contre les inégalités et à leur compensation, à une référence à la lutte contre l'exclusion qui prétend rompre avec les logiques assistantes de l'Etat social. C'est ainsi que l'on peut interpréter : la réévaluation de la notion de droit et des modalités de l'accès aux droits sociaux, avec une individualisation de plus en plus forte dans l'application du droit et une référence plus marquée à la notion de besoin et de droit subjectif, les tensions qui apparaissent au sein des organisations de travail entre logiques d'urgence et logiques d'accompagnement, la montée en puissance des logiques de contrepartie dans les modalités d'accès aux prestations sociales. On observe également l'importance grandissante des échelons locaux dans la mise en œuvre des politiques sociales et, corrélativement, le rôle de plus en plus important de la notion de territoire à la fois comme échelon et comme modalité de production de la cohésion sociale. Les questions soulevées en matière de relation entre pouvoirs locaux et politiques publiques portent sur les modes de légitimation de ces dernières, prises dans la tension entre globalisation économique et localisation du politique.

En dehors des questions de politiques sociales, le thème général de l'évaluation des politiques publiques s'enrichira, pour la période à venir, de deux projets européens. L'un, d'ores et déjà accepté, concerne l'évaluation des liens entre la recherche publique et les activités de conseil privées. Il s'agit d'apprécier les résultats de projets de recherche TSER sur le rôle des services dans le domaine de la connaissance, les systèmes publics de recherche et le rôle des universités dans les transferts liés à l'innovation. Le second projet, en cours de négociation avec les instances européennes, s'intéressera

aux politiques agricoles et prévoit d'en apprécier les effets en mobilisant la méthodologie des frontières d'efficience.

Dans le domaine des comportements politiques, M. Simon, en collaboration avec G. Michelat, analyse l'évolution en logue période des attitudes politico-idéologiques et des comportements correspondants. Pour ce faire, il s'appuie d'une part sur un corpus de données qualitatives (entretiens non directifs), d'autre part sur une série d'enquêtes par sondage conduites de 1996 à 1998. Les séries construites sur cette base permettent de conduire des explorations plus fines (analyses par cohorte notamment), de dater les points d'inflexion des processus étudiés et, par là, d'ouvrir la voie à l'explication. S'agissant des attitudes politiques ouvrières, dont la longue étude touche à son terme, on assiste dès le début des années quatre-vingt à une véritable implosion du modèle culturel « classiste » identifié en 1966 et 1988. Les mutations sont à référer à la crise du mouvement ouvrier et aux ruptures sociales, culturelles et identitaires intervenues dans les deux dernières décennies. En ce qui concerne les relations entre intégration religieuse et orientations politiques et idéologiques, en revanche, les permanences l'emportent : plus on est catholique croyant et pratiquant, plus aujourd'hui encore on opine et on vote à droite. Mieux caractériser les configurations idéologiques inédites qui émergent (nouvelles croyances, rapports nouveaux au politique), proposer une interprétation conceptuelle et historique d'ensemble de ces résultats constituent désormais l'objectif de ces deux chercheurs.

En traitant des relations entre pouvoirs publics locaux et mobilisations identitaires, S. Engrand et M. Leclerc-Olive se proposent d'observer et d'analyser comment les initiatives prises par les pouvoirs publics, soit pour accroître la participation des citoyens, soit pour résoudre des problèmes techniques ou des problèmes de gestion, rencontrent les initiatives et les mobilisations ou les résistances des populations qui, par là, veulent exprimer leurs appartenances culturelles et identitaires. Cet objet de recherche requiert de rapprocher des champs de la recherche sociologique qui ne se rencontrent pas fréquemment : d'une part les approches de sociologie politique dont l'appareil conceptuel est organisé autour des notions d'espaces publics et de société civile, d'autre part les approches interculturelles qui centrent leurs analyses sur la production des identités.

Dans le cadre de son travail doctoral, S. Bauduin cherche pour sa part à expliquer la diversité des logiques d'implantation du Front National dans le département du Nord en la reliant à l'existence, ou non, de réseaux sociaux et/ou politiques propres à développer des formes de socialisation et des représentations de nature à prévenir le recours au vote Front National.

Enfin, F. Sawicki et P. Mathiot s'intéressent à la conversion et la reconversion des élites gouvernementales socialistes à travers une étude sur les membres des cabinets ministériels de la période 1981-1993. Ce travail doit se comprendre comme un jalon pour une compréhension plus complète des causes et des effets du « tournant néo-libéral » français des années quatre-vingt, dans la mesure où l'étude des carrières, de leur déroulement, est un fil conducteur pour éclairer les relations qui existent entre les transformations du référentiel dominant des politiques économiques et sociales durant ces années, et l'évolution des valeurs et des systèmes de croyances des acteurs chargés d'orchestrer les politiques.

2.2.1 - politiques publiques : contenus, efficacité (fiches des opérations)

2.2.1.A. AIDES PERSONNELLES AU LOGEMENT : FINALITES, IMPACTS ET PERSPECTIVES (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

MEDEE : Didier CORNUEL (PR)

LABORES : Francis CALCOEN (DR)

Objet, méthode, résultats

Les aides personnelles au logement ont pris une place de plus en plus importante dans les politiques du logement en France, et cette tendance se retrouve dans de nombreux pays avec cependant des accents variables

Depuis la création des allocations logements à caractère familial (ALF) en 1948, les principales évolutions peuvent être résumées ainsi : une extension progressive à toutes les catégories de ménages, et une généralisation à tous le secteurs du parc ; un poids accru dans l'ensemble des aides publiques au logement avec la diminution parallèle des aides directes à la construction ou à l'amélioration du parc (aides à la pierre). Ces orientations se sont inscrites dans une transformation profonde des politiques du logement qui laissent de plus en plus de place au choix des agents et au fonctionnement du marché, ce qui entraîne une réduction de la composante tutélaire de ces politiques ; vient se greffer, sur cette tendance lourde, une politique plus ciblée sur les populations en grande difficulté.

Dans le système complexe des prestations que constitue l'intervention sociale en France, les aides personnelles au logement combinent une double spécificité : leur affectation à une catégorie de dépenses et une étroite relation avec les capacités des ménages.

La recherche engagée en 1998 vise un triple objectif :

- opérer une relecture de l'évolution du système des aides personnelles en France pour en dégager les principales caractéristiques et les grandes phases ;
- analyser, avec le cadre théorique de la micro-économie, les conséquences possibles des aides personnelles sur le comportements des agents économiques et sur le fonctionnement des marchés immobiliers, en identifiant les conditions de réalisation de ces impacts ;
- confronter ces conséquences aux finalités des politiques mises en œuvre, et interroger le système français et son évolution au filtre de cette analyse : quelle légitimation ? quelle conception de la justice ?

S'appuyant sur une première lecture historique des aides personnelles au logement, le travail de recherche a d'abord été orienté vers une réflexion sur les finalités et la légitimité de ces aides en considérant notamment les questions suivantes : atténuation et disparition du ciblage sur des groupes spécifiques ; liberté de choix du consommateur citoyen et responsabilité de celui-ci ; efforts de redistribution et conception de l'égalité et de l'efficacité sociale. Cette réflexion se prolonge actuellement dans le cadre d'un séminaire de recherche « système social français et justice sociale du Labores auquel participent des chercheurs d'autres laboratoires.

La lecture historique des aides a été reprise dans le cadre d'une recherche conduite avec la CNAF. C'est dans le cadre de cette recherche qu'est considéré l'impact des aides sur les comportements et les marchés. A été approfondie l'analyse du choix du consommateur : modification de la contrainte de budget, discontinuité de la fonction de demande du consommateur, volume de consommation-logement et des autres consommations. Sont identifiés des effets-prix et des effets-revenus, et les conséquences sur les niveaux de consommation et les taux d'effort. Sont actuellement en cours d'analyse les effets sur les offreurs et les prix du logement en tenant compte du degré de

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

monopole des offreurs et de leur capacité à discriminer les demandes, puis l'on considère l'impact du changement de barème des aides.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

CALCOEN F. (1998), La sélectivité des aides personnelles au logement, in « Les Politiques Sociales Catégorielles – Fondements, portée et limites », tome 2, p 427-447, L'Harmattan

Article de revue

CALCOEN F. et CORNUEL D., Les aides personnelles au logement dans l'histoire des politiques du logement, article à paraître en 2001 dans recherches et Prévisions, Revue de la CNAF

Rapports

CALCOEN F. et CORNUEL D. (1999), Les aides personnelles au logement : finalités et effets, Document de Travail, Journées du Labores, juin

CALCOEN F. et CORNUEL D. (2000), Les aides personnelles au logement : finalités, impacts et perspectives (pour la CNAF). Note d'avancement : les aides personnelles au logement dans l'histoire des politiques du logement, et problématique de recherche ; Rapport intermédiaire : aides personnelles au logement et choix du consommateur

CALCOEN F. et CORNUEL D., Les aides personnelles au logement : finalités, impacts et perspectives. Rapport de recherche pour la CNAF à paraître en février 2001

2.2.1.B MOBILITES RESIDENTIELLES, POLITIQUES PUBLIQUES, REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Bénédicte LEFEBVRE (IE)

Chercheur d'une autre équipe : Monique VERVAEKE (CR)

Objet, méthode, résultats

La première recherche, intitulée « Itinéraires résidentiels et réorganisation sociale de l'espace », examine comment les changements affectant le marché immobilier influencent la localisation des groupes sociaux dans la Communauté urbaine de Lille. En offrant des logements neufs ou réhabilités, les acteurs publics ou privés agissent sur l'évolution des modèles ségrégatifs, comme le montre l'exploitation des données de l'INSEE sur les migrations des ménages entre 1982 et 1992.

Les politiques du logement mises en œuvre depuis une trentaine d'années ont contribué à organiser les flux migratoires des ménages du centre vers la périphérie, du parc ancien privé vers le parc social, puis vers les communes de la seconde couronne où sont construits des logements en accession à la propriété.

La seconde recherche analyse la « politique publique de l'amélioration de l'habitat » dans la région Nord-Pas de Calais. Les politiques de réhabilitation de l'habitat ancien des villes, mises en place il y a une vingtaine d'années à la suite des opérations de Rénovation Urbaine, sont utilisées par les collectivités locales pour lutter contre la dévalorisation des quartiers centraux ou péri-centraux.

Afin d'examiner si ces politiques contribuent à transformer l'offre de logements (prix, qualité...) et ainsi à modifier l'occupation sociale de ces secteurs, les stratégies patrimoniales des propriétaires et les trajectoires résidentielles des habitants ont été étudiées. Sur les marchés immobiliers peu tendus, la revalorisation ne modifie pas de façon notable le peuplement des quartiers. Les ménages ouvriers continuent à habiter les logements dans ces quartiers et ne sont pas remplacés par des couches sociales plus aisées.

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

Dans une troisième recherche en cours, les logiques résidentielles et l'intégration sociale des ménages arrivés récemment sont étudiées dans un quartier anciennement urbanisé de la banlieue lilloise (Lefebvre B., Thevenot J., en cours).

Tandis que des politiques d'amélioration de l'habitat sont menées par les collectivités locales pour lutter contre la dévalorisation d'une partie du quartier ou contre la ségrégation sociale (contrat d'agglomération, politique « Ville renouvelée »), des stratégies d'acteurs publics et privés, dans un marché immobilier relativement tendu, agissent sur l'offre de logements (construction neuve, réhabilitation, etc.), et contribuent ainsi à modifier la composition sociale du quartier.

La recherche examine, à l'aide d'une enquête par questionnaires et par entretiens, les populations qui ont opéré une migration vers ce quartier à la fois populaire et résidentiel. Selon leurs caractéristiques socioéconomiques, les stratégies résidentielles et les processus d'intégration de ces nouveaux habitants sont analysés afin de dégager les différentes manières de se représenter le quartier et d'y habiter. D'où viennent les nouveaux habitants (origine géographique, parc et type de logement) ? ont-ils choisi Canteleu pour y vivre, s'y insérer, échanger ou participer, ou au contraire ne viennent-ils l'habiter que pour son cadre de vie ou la qualité du logement ?

Partenaires et financement

Financements : La 1ère recherche a été réalisée par le Lasmas-Iresco et le Clerse-Ifresi à partir des données de l'INSEE, avec le concours de la Communauté Urbaine de Lille, la seconde par l'Observatoire Régional de l'Habitat. La troisième, cofinancée par la Ville de Lambertsart, la Caisse des Dépôts et Consignation et la Communauté urbaine de Lille, a été réalisée en partenariat avec l'Agence d'urbanisme de Lille-Métropole.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1997) *La mobilité résidentielle et la réorganisation sociale de l'agglomération lilloise*, in Martens A. et M. Vervaeke (éd.), *La polarisation sociale des villes européennes*, Anthropos-Economica, Paris.

Articles de revue

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1996) "Local housing market and the social reorganization of space", *International Journal of Urban Regional Research*, pp. 155-169.

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1999) Public Policy and Renewal of Old Housing : The case of the Nord-Pas-de-Calais, *Housing Studies*, Vol. 14, N° 6, 839-859.

Rapport

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1996) "*Le patrimoine ancien et la politique publique. Bilan social et économique de la procédure d'Opah dans la Région Nord-Pas de Calais*", Observatoire régional de l'habitat, Lille, 117 p.

Communication

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1997) Obsolescence et requalification de l'habitat ancien, *Journées de l'IFRESI*, Lille, 20-21 mars.

2.2.1C LE DEVELOPPEMENT DE L'EVALUATION DE L'ACTION PUBLIQUE ET LES TRANSFORMATIONS DU MANAGEMENT PUBLIC (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheurs

CLERSE : Lise Demainly (PR), Juliette Verdière (doctorante), Nicole Gadrey (MC)

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

Chercheurs d'autres équipes : chercheurs belges, suisses, québecquois

Objet, méthode, résultats

Le travail porte d'une part sur le rôle de l'encadrement dans la cohérence de l'action publique et la professionnalisation des fonctions d'encadrement, d'autre part sur la transformation des cadres normatifs régissant les politiques scolaires, notamment le développement de l'obligation de résultats. .

Il s'appuie sur une étude menée dans l'académie de Lille, analysant une opération d' "audit" d'établissements scolaires. Il s'agissait dans cette étude d'explorer les effets de l'audit sur les "auditeurs" (les cadres de l'académie) , et de répondre par là à deux interrogations majeures exprimées par les commanditaires, à savoir l'existence ou non d'un développement d'une "culture de l'évaluation" et l'émergence ou non d'une "culture homogène et nouvelle de l'encadrement".

L'étude met en évidence les ambiguïtés des objectifs de l'audit, et donc la difficulté, dans une situation d'innovation locale, à construire des pratiques politiquement cohérentes, mais aussi la progressive prise de conscience collective des ambiguïtés et éventuelles dérives.

Deuxièmement, il apparaît qu'un dispositif d'évaluation qualitatif et participatif est un puissant outil de formation et de professionnalisation des cadres. D'une part il contribue à l'enrichissement, l'explicitation, voire la formalisation des savoirs professionnels, d'autre part il développe chez les différentes catégories de cadres une meilleure interconnaissance et l'envie de d'avantage coopérer.

Cette étude de cas permet ainsi d'ouvrir trois champ de réflexions : l'évaluation, comme technologie sociale, productrice de connaissances et de normes, qui sont des objets de négociations et des enjeux stratégiques entre acteurs concernés ; les transformations actuelles des métiers de l'encadrement du travail enseignant, notamment les contenus, les moyens et les orientations de leur professionnalisation (bureaucratisation ? évolution entrepreneuriale ou managériale ? expertise ?) ; enfin, la question de la régulation du système scolaire et de la cohérence de celle-ci.

Partenaires et financement

Contrat: DEP, Contrat Rectorat de Lille

Publications issues de l'opération

Ouvrages

DEMAILLY L., GADREY (N), DEUBEL (PH), VERDIERE (J) 1998, *Évaluer les établissements scolaires : enjeux, expériences, débats*, Paris, l'Harmattan, Logiques sociales, 303 p.

DEMAILLY L. Ed. *L'Évaluation des politiques éducatives* , De Boeck, Bruxelles, 2000

Contributions à des ouvrages collectifs

DEMAILLY L., 1997 " Évaluation, éthiques professionnelles et cadre normatif " in *L'évaluation en développement, Conseil Scientifique de l'évaluation* (JC Thoenig, B Perret Dir.)

Articles de revue

DEMAILLY L., 1995 "Observer les pratiques d'évaluation", CLES, Lille,

DEMAILLY L., 1999, "L'évaluation et l'auto-évaluation des établissements : un enjeu collectif. Le cas des audits d'établissements scolaires de l'académie de Lille". *Politique et management public*, avril

DEMAILLY L., DEMBINSKI O. 2000 "La réorganisation managériale à l'École et à l'Hôpital" *Education et sociétés*, Paris, octobre)

DEMAILLY L, 2000, « L'évaluation au cœur des luttes socio-politiques » *Revue Tocqueville* , Paris, janvier

Rapport

DEMAILLY L., GADREY (N), DEUBEL (PH), VERDIERE (J) *Effets de l'audit de l'académie de Lille sur les cultures professionnelles des évaluateurs*, DEP (Ministère de l'Education nationale)/ IFRESI-CNRS, décembre 1996

2.2.1.D ANALYSE DES POLITIQUES SOCIALES

Chercheur

CLERSE : Michel AUTÈS (CR), Bernadette DELAVAL (AS), Stéphane GORNIKOWSKI (AS),
Vanessa STETTINGER (ATER), Sergine VAUBOURGEIX (Doctorante)

Chercheurs d'autres équipes : Maryse BRESSON (MC, Lille III), Philippe DUMOULIN (IRTS).

Objet, méthode, résultats

Un ensemble de recherches ont été conduites sur les transformations contemporaines des politiques sociales, notamment dans le domaine de la lutte contre l'exclusion et dans celui des politiques locales d'insertion. Dans la période la plus récente on a également abordé les interactions entre politiques sociales et politiques sanitaires dans le champ de la santé mentale.

On décrira rapidement les huit opérations distinctes qui ont été menées de Juin 1997 à Juin 2001, pour présenter ensuite quelques éléments de synthèse.

1. La transformation du champ professionnel du social (achevée).

Dans le cadre du programme de la MIRE "Observer les emplois et les qualifications des professions de l'intervention sociale", on a achevé en 1998 une recherche sur le département du Nord qui a analysé les mutations à l'intérieur des professions du social en lien avec l'émergence des nouvelles politiques publiques : insertion, politiques de la ville, montée en puissance de l'échelon local dans la construction des politiques sociales. L'un des principaux résultat consiste à montrer qu'au-delà des modifications importantes des logiques de postes et de qualification, il existe une grande permanence des compétences des intervenants au-delà de leurs appartenances professionnelles ou institutionnelles.

2. La mise en œuvre des Fonds d'urgence sociale (achevée).

Suite au mouvement des chômeurs de fin 1997 le gouvernement met en place une procédure exceptionnelle dite des "Fonds d'urgence sociale". Celle-ci a fait l'objet d'une évaluation dans le département du Nord. L'analyse d'un dispositif d'aide sociale d'urgence est un révélateur des nouvelles tensions qui surgissent entre l'État et les échelons locaux dans la mise en œuvre des politiques d'aide sociale. Plus profondément on voit que des questions fondamentales relatives aux conceptions de la justice sociale et du droit, entre droits objectifs et droits subjectifs, sont au centre des réaménagements des politiques publiques avec une forte montée en puissance des logiques de besoin et d'urgence.

3. L'évaluation des politiques d'insertion dans le département du Pas de Calais (achevée).

Le Conseil Général du Pas de Calais et la D.D.A.S.S. ont confié à l'IFRESI une démarche d'évaluation de leur dispositif d'insertion dans le département. Cette mission d'évaluation a fait apparaître les difficultés à coordonner les actions entre les différents partenaires des politiques locales, d'autant qu'elles s'appuient sur des conceptions parfois différentes de l'insertion. La prégnance d'une logique de l'offre d'insertion sur la capacité des intervenants à construire des réponses territorialisées à partir d'une analyse de la demande locale et des besoins des bénéficiaires conduit à des propositions d'amélioration des dispositifs existants.

4. L'évaluation de la mise en place des Commissions d'action sociale d'urgence (achevée).

La Loi contre les exclusions de Juillet 1998 prévoit la mise en place dans chaque département d'un dispositif de coordination des aides sociales d'urgence. Le Ministère de l'Emploi et de la solidarité a confié à l'IFRESI une démarche d'évaluation sur la mise en œuvre de ce dispositif dans les départements du Nord et du Pas de Calais. L'analyse prolonge ici le constats et les interrogations déjà

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

soulevés dans le travail sur les Fonds d'urgence, aussi bien pour ce qui concerne le jeu des acteurs et les repositionnements des différents échelons de la puissance publique dans la construction des politiques sociales, que pour les évolutions fondamentales qui caractérisent aujourd'hui ces politiques.

5. L'évaluation du dispositif XXL de la ville de Dunkerque (achevée).

En 1997, la ville de Dunkerque a mis en place un vaste programme d'insertion en direction des jeunes "sans solution" de la ville. À la demande de la ville, nous avons effectué une évaluation de ce programme. Celle-ci comporte deux volets : une analyse organisationnelle du système d'acteurs intervenants dans les procédures d'insertion ; une enquête par questionnaire auprès des jeunes (n=963) ayant fréquenté le dispositif entre 1997 et 1999. Cette évaluation montre la complexité des réseaux d'acteurs qui fonctionnent à partir de logiques et de représentations différentes de l'insertion. Les résultats du questionnaire montrent que si le dispositif parvient à des solutions positives, en termes de formation ou d'emploi, pour environ la moitié des jeunes, ces résultats demeurent longs à se produire et nécessitent des mesures d'accompagnement personnalisé difficiles à mettre en place.

6. La relation au guichet des CAF (achevée).

La C.N.A.F. a mis en place un programme de recherche afin de mieux connaître les interactions entre le public accueilli aux guichets et les techniciens conseil chargés de l'accueil. Nous avons réalisé cette recherche dans deux Caisses d'allocations familiales: Calais et Roubaix. La méthodologie de la recherche repose sur l'observation directe des relations au guichet et des entretiens individuels ou en groupes. La recherche fait apparaître quatre types de résultats. D'abord sur l'importance du cadre matériel dans lequel se déroule la relation : rôle de l'informatique, gestion de la file d'attente, accueil au guichet ou dans un bureau etc. En second lieu l'accueil des allocataires apparaît comme un lieu de tension extrême entre deux logiques : une logique dite de production où la vitesse de traitement des dossiers est l'indice de performance de l'institution, et une logique dite "sociale" ou, plus largement, de service public où l'accueil du public, et particulièrement du public en difficulté, apparaît comme une mission essentielle de la Caisse. En troisième lieu la responsabilisation des agents d'accueil fait surgir un certain nombre d'incertitudes, en particulier sur le plan normatif, quant à la manière de traiter les demandes, et une contradiction se développe entre, d'une part, la volonté de développer l'autonomie des agents dans le cadre d'une relation de service, et, d'autre part, l'encadrement de ceux-ci à la fois par des réglementations rigoureuses et complexes et un mode de management qui demeure très hiérarchisé. Enfin, les compétences nécessaires pour gérer la relation au guichet, qui comportent des dimensions à la fois cognitives et normatives, et qui touchent également aux dispositions et aux attitudes personnelles des agents, demeurent un point extrêmement sensible et relativement méconnu qui joue sur la qualité de la relation au guichet.

7. Les politiques locales de lutte contre l'exclusion : une comparaison internationale (en cours).

La Communauté européenne (DG V) a mis en place un programme visant à élaborer des préconisations en matière de prévention et de lutte contre l'exclusion. Les villes de Charleroi (Belgique), Gerone (Espagne) et de Tourcoing (France), ont développé un dispositif de recherche qui vise à reconstituer l'histoire des politiques d'insertion dans chacun des contextes, à faire un bilan de ces politiques et à en retirer des préconisations pour des opérations futures. La recherche comparative comporte une dimension importante sur l'analyse des processus d'exclusion et sur les modalités de travail en lien avec les populations désignées comme exclues. Un prolongement de ce travail aura lieu à partir de 2001 étendant les comparaisons à des sites des Pays Bas et d'Irlande.

8. Les professionnels de l'insertion (en cours).

La recherche qui vient de commencer a pour but d'analyser les compétences mises en œuvre par les professionnels de l'insertion dans l'accomplissement de leurs tâches. Elle comporte une dimension qui porte sur les représentations (de l'insertion et des publics), et une mise en perspective

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

des pratiques professionnelles au regard des organisations de travail incarnées dans les dispositifs d'insertion. Le terrain de la recherche est le département de la Somme.

L'ensemble de ces opérations de recherche montre les évolutions importantes des politiques sociales dans la décennie 1990. On peut relever cinq aspects déterminants pour analyser cette évolution.

D'abord on assiste à une réévaluation importante de la notion de droit et des modalités de l'accès aux droits sociaux sous l'influence d'un double mouvement, d'une part une référence de plus en plus grande à la notion de besoin et de droit subjectif, d'autre part une individualisation de plus en plus forte dans l'application du droit que résume la catégorie d'insertion et de parcours d'insertion.

En second lieu des tensions importantes apparaissent au sein des organisations de travail entre logiques d'urgence et logiques d'accompagnement. Il faut insister ici sur le fait que ces transformations portent sur les organisations de travail et non sur les compétences des différents intervenants, même si les modalités de professionnalisation dans le champ du social connaissent des bouleversements importants.

Il faut souligner, en troisième lieu, la montée en puissance des logiques de contrepartie dans les modalités d'accès aux prestations sociales, que ce soit sous leur forme monétaire ou sous la forme de prestations de service. L'intervention sociale apparaît elle-même de plus en plus comme une relation de service banalisée ce qui pose une question fondamentale sur la nature des services qui se trouvent ainsi délivrés.

Ces trois évolutions sont à rattacher à une mutation d'ensemble des politiques publiques qui, pendant toute la période, se déplacent d'une référence à la lutte contre les inégalités et à leur compensation, à une référence à la lutte contre l'exclusion qui prétend rompre avec les logiques assistantielles de l'État social. La dimension proprement politique de ce déplacement, notamment quant à la forme de cohésion sociale qu'il vise à produire, demeure le point essentiel à analyser.

Enfin, l'importance de plus en plus grande des échelons locaux dans la mise en œuvre des politiques sociales et leur articulation avec les échelons supra locaux, montrent des évolutions encore instables et soumises à des variations locales très significatives. On est donc devant un modèle de régulation sociale où les équilibres et les compromis sont en train de s'installer et où la notion de territoire, à la fois comme échelon et comme modalité de production de la cohésion sociale, joue un rôle de plus en plus important.

Partenaires et financement

Ministère de l'emploi et de la solidarité, MIRE, CNAF, Communauté européenne (DG V), Ville de Dunkerque, Conseil Général et D.D.A.S.S. du Pas de Calais.

Publications issues de l'opération

Ouvrages

AUTÈS (Michel) *De l'assistance au développement social. Les modes de légitimation de l'action publique*, Paris, E.H.E.S.S., Thèse de doctorat en sociologie, 484 p. + annexes, 1997.

AUTÈS (Michel) *Les paradoxes du travail social*, Paris, Dunod, 313 p. 1999

Contributions à des ouvrages collectifs

AUTÈS (Michel) "Du risque à l'exclusion : les politiques territoriales" in *Urgence, souffrance, misère. Lutte humanitaire ou politique sociale?*, Marc-Henry Soulet Éd., Éditions Res Socialis, Université de Fribourg (CH), 1998, p.211-225.

AUTÈS (Michel) GUILBERT (Jean-Pierre) MONROSE (Murielle) "Les professions sociales et leur diversité" Données sociales, INSEE, 1999a.

AUTÈS (Michel) "Trois figures de la déliaison", in KARZ (Saül) (dir.) *L'exclusion, définir pour en finir*, Paris, Dunod, p. 1-33, 2000a.

AUTÈS (Michel) "Les métamorphoses du travail social" in CHOPART (Jean-Noël) (dir.) *Les mutations du travail social*, Paris, Dunod, p. 249-265, 2000b.

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

Articles

AUTÈS (Michel) "L'insertion, une bifurcation du social" *Esprit, À quoi sert le travail social ?*, n° 241, Mars-Avril 1998 a, p. 60-76.

AUTÈS (Michel) "La relation de service identitaire, ou la relation de service sans services" *Lien social et politiques*, n° 40 Automne 1998 b, p. 47-54.

AUTÈS (Michel) "Les territoires politiques de l'action sociale", *Informations sociales*, n° 76, 1999 a, p. 94-103.

BRESSON (Maryse) AUTÈS (Michel) "L'insertion par l'économique, une zone intermédiaire entre salariat et non travail", *Revue française des affaires sociales*, n° 3-4, Juillet-Décembre 2000c

VAUBOURGEIX (Sergine) AUTÈS (Michel) "Les CASU, un dispositif entre l'urgence et le droit", *Revue française des affaires sociales* (à paraître)

AUTÈS (Michel) ""Vers de nouvelles régulations politiques de la question sociale" *Déviance et société* (à paraître)

AUTÈS (Michel) "Suivre ou accompagner : les enjeux de la relation de service dans le social" (à paraître)

Rapports de recherche

AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) *Du travail social à l'intervention sociale*, Rapport de synthèse, 92 p. + annexes 220p., MIRE-IFRESI, Juin, 1998.

AUTÈS (Michel) BRESSON (Maryse) DELAVAL (Bernadette) VALDENAIRE (Philippe) VAUBOURGEIX (Sergine) *Les fonds d'urgence sociale dans le département du Nord*, IFRESI-Ministère de l'Emploi et de la solidarité, Direction de l'Action sociale, 93 p. + annexes., Janvier 1999a.

AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) *Évaluation du dispositif d'insertion du département du Pas de Calais*, Conseil Général et DDASS, IFRESI, 85 p. + annexes, Mai 1999b.

AUTÈS (Michel) BRESSON (Maryse) *Précarité, santé mentale et système local de santé*, Rapport intermédiaire de recherche, IFRESI-INSERM, 75 p. + annexes, Janvier 2000a.

AUTÈS (Michel) VAUBOURGEIX (Sergine) DELAVAL (Bernadette) *La mise en place des Commissions de l'action sociale d'urgence études sur sites : départements du Nord et du Pas de Calais*, Ministère de l'emploi et de la solidarité, IFRESI, 63p., Mai 2000b.

AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) STETTINGER (Vanessa) VAUBOURGEIX (Sergine) *Étude des pratiques professionnelles des agents en contact avec le public. CAF de Roubaix-Tourcoing*. CNAF, CAF de Roubaix-Tourcoing, CLERSE, 59 p., Juillet 2000c.

AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) VAUBOURGEIX (Sergine) *Étude des pratiques professionnelles des agents en contact avec le public : CAF de Calais*, CNAF, CAF de Roubaix Tourcoing, 55p., Septembre 2000d;

AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) GORNIKOWSKI (Stéphane) VAUBOURGEIX (Sergine) *Évaluation du dispositif XXL. Parcours d'initiative publique*, IFRESI, Ville de Dunkerque, 111p. + annexes, Octobre 2000e.

2.2.1.E POUVOIRS LOCAUX ET POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES (OPERATION EN COURS)

Chercheur

PPTR-CLERSE : Michel AUTÈS (CR)

Objet, méthode, résultats

À la fois les processus de décentralisation et de déconcentration et la construction européenne modifient considérablement les conditions de production et de mise en œuvre des politiques publiques locales.

Ces modifications ont été pour l'essentiel analysées dans le champ des politiques sociales (cf. opération "Analyse des politiques sociales").

Mais d'autres travaux ont été réalisés pour élargir le champ d'analyse des politiques publiques locales.

On s'est en particulier intéressé aux politiques de santé publique (cf. opération "Analyse des systèmes locaux de santé") en particulier dans le champ de la santé mentale, notamment à travers l'organisation d'un séminaire entre psychiatres et sociologues en Collaboration avec le Centre collaborateur de recherche et de formation en santé mentale de l'OMS.

Une autre recherche a porté sur l'organisation des pouvoirs locaux et le gouvernement des villes au regard de la mise en place des Lois d'aménagement du territoire et de coopération intercommunale.

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

Enfin une recherche est engagée sur le référentiel contemporain de la proximité dans l'élaboration et la légitimation des politiques publiques.

Les questions soulevées portent essentiellement sur les modes de légitimation des politiques publiques, prises dans la tension entre globalisation économique et localisation du politique. À la fois de nouvelles formes d'organisation des pouvoirs locaux et de leur articulation avec l'État, mais aussi de nouveaux référents, caractérisent les évolutions en cours.

Dans ces recherches on essaie de mettre en évidence les modèles de justification et de légitimation qui sont à l'œuvre dans la production des politiques publiques. C'est dans ce sens, par exemple, qu'une publication est en préparation qui vise à analyser les conceptions et les modèles de justice sociale sous-jacents à certains dispositifs des politiques d'aide sociale, notamment le RMI (en lien avec un séminaire organisé par le CRESGE).

Cet ensemble de recherches sera développé dans la période 2001-2004 et étendu à d'autres champs de l'action publique et à des comparaisons européennes.

Partenaires et financement

Ministère de l'Intérieur, Cellule recherche et prévisions;

Publications issues de l'opération

Ouvrages

AUTÈS (Michel) *De l'assistance au développement social. Les modes de légitimation de l'action publique*, Paris, E.H.E.S.S., Thèse de doctorat en sociologie, 484 p. + annexes, 1997.

Contributions à des ouvrages collectifs

AUTÈS Michel "Public action, local democracy and the challenge of economic globalization ", chapter 12 p. 229-243, in MOULAERT Frank, SCOTT Allen (ED.) *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21Th Century*, London and Washington, Pinter, 1997.

AUTÈS (Michel) "Du risque à l'exclusion : les politiques territoriales" in *Urgence, souffrance, misère. Lutte humanitaire ou politique sociale?*, Marc-Henry Soulet Éd., Éditions Res Socialis, Université de Fribourg (CH), 1998, p.211-225..

Collectif, Ministère de l'Intérieur, Centre d'Études et de prévision *Organisation et administration des territoires urbains*, Les travaux du Centre d'études et de prévisions, 135 p., 1999c.

Articles de revue

AUTÈS (Michel) "L'insertion, une bifurcation du social" *Esprit, À quoi sert le travail social ?*, n° 241, Mars-Avril 1998 a, p. 60-76.

AUTÈS (Michel) "Favoriser l'émergence d'une troisième économie", *Partage*, n° 138, Janvier 2000b, p. 37-38.

BRESSON (Maryse) AUTÈS (Michel) "L'insertion par l'économique, une zone intermédiaire entre salariat et non travail", *Revue française des affaires sociales*, n° 3-4, Juillet-Décembre 2000c

AUTÈS (Michel) ""Vers de nouvelles régulations politiques de la question sociale" *Déviance et société* (à paraître)

2.2.1.F VALICORES (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : Abdel HAMDOUCH, Frank MOULAERT

Objet, méthode, résultats

Le projet vise à évaluer et valoriser les résultats des projets de recherche TSER sur le rôle des services intenses en connaissance et des systèmes de recherche publics.

Pour ce faire, il sera fait une analyse détaillée des résultats et méthodes de recherche, de même qu'une confrontation en vue de proposer des recommandations aux coordinateurs et à l'Union Européenne pour l'essaimage des perspectives de recherches jointes sur les systèmes de recherches et les organisations de conseil.

Partenaires et financement

Financement: 5è PCRDT, EU DGXII

2.2.1.G EFIMPAC : EFFICIENCY CHANGES IN EU AGRICULTURE – IMPACTS OF AGRICULTURAL AND ENVIRONMENTAL POLICIES (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

GREMARS : Jean-Philippe BOUSSEMART (PR)

LABORES : Pierre MASSON (IE)

Chercheurs d'autres équipes : projet européen en collaboration avec des chercheurs de l'INRA, de l'Université Carlos III de Madrid, de l'Université de Kiel et Bundesforschungsamt für Landwirtschaft, de l'Université Catholique de Louvain

Objet, méthode, résultats

L'objectif est de mesurer le niveau et la distribution des rendements en matière agricole et de déterminer ses principaux facteurs. Il s'agit également d'établir des pronostics d'améliorations potentielles qui peuvent être atteints sur la base de nouvelles politiques économiques et de différentes pressions, résultant soit d'une libéralisation croissante, soit de mesures restrictives de l'utilisation des ressources.

L'efficacité sera mesurée sur la base des méthodes frontières paramétriques et non paramétriques. Des données sur les exploitations agricoles de l'Union Européenne seront principalement utilisées pour permettre des comparaisons entre pays et dans le temps. Les impacts des politiques sur le rendement seront étudiés ex post pour la réforme de la PAC et pour les mesures agro-environnementales. De plus, des simulations seront réalisées sur les impacts d'Agenda 2000, sur les modifications mises à la WTO, et sur l'internalisation des externalités négatives sur l'agriculture. Des recommandations concernant les impacts et les modifications possibles des politiques seront formulées

Partenaires et financement

Projet en négociation dans le cadre du 5è PCRDT européen

2.2.2 – changements politiques (fiches des opérations)

2.2.2.A REPRESENTATIONS, ATTITUDES ET COMPORTEMENTS POLITIQUES : PERMANENCES, RUPTURES, REALIGNEMENTS. (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Michel SIMON (PR émérite)

Chercheur d'autres équipes : Guy MICHELAT (DR. Centre d'étude de la vie politique française, CNRS/Fondation nationale des sciences politiques)

Objet, méthode, résultats

Dans une conjoncture marquée par la rapidité et la radicalité des changements sociaux et culturels, la brutalité des ruptures identitaires, l'émergence tâtonnante de configurations idéologiques

inédites, on s'attache depuis 1992 à analyser l'évolution en longue période des attitudes politico- idéologiques et des comportements correspondants. On s'appuie, d'une part, sur un corpus de données qualitatives (entretiens non directifs), d'autre part sur une série d'enquêtes par sondage conduites depuis le milieu des années soixante (1966, 1973, 1978, 1981, 1982, 1985, 1993, 1994, et, tout récemment, 1998), auxquelles s'ajoutent les sondages post-électoraux CEVIPOF / SOFRES de 1978, 1988 , 1995 et 1997. Les séries construites sur cette base permettent de conduire des explorations plus fines (analyses par cohortes notamment), de dater les points d'inflexion des processus étudiés et, par là, d'ouvrir la voie à l'explication.

Axe n° 1 : appartenance ouvrière et attitudes politiques

A partir de données qualitatives et quantitatives collectées en 1966 (Michelat, Simon, 2000a), nous avions construit le modèle d'une culture politico-idéologique originale, historiquement constituée, à laquelle on avait d'autant plus de chances de participer qu'on appartenait davantage à la classe ouvrière et partageait les sentiments, représentations et valeurs correspondants. Cette culture se caractérisait par la référence à l'appartenance et aux oppositions de classe, un niveau d'implication politique comparativement élevé, une préférence marquée pour la gauche, notamment communiste. Les données collectées en 1978 confirmaient pour l'essentiel ces résultats.

Jusqu'en 1982, ce système idéologique se maintient pour l'essentiel. A partir de cette date, il donne des signes d'implosion. En témoigne le recul brutal, dès le milieu des années quatre-vingt, du sentiment d'appartenir à la classe ouvrière, aussi bien chez les ouvriers que dans les catégories adjacentes dont naguère une fraction significative s'identifiait à elle. L'hostilité ouvrière au libéralisme économique demeure. En revanche, plus on est ouvrier, plus on se montre réceptif à la thématique autoritaire-xénophobe, plus on exprime d'anxiété et de pessimisme par rapport à l'avenir, plus on manifeste un retrait, gros de colère, d'incompréhension et de sentiment d'abandon, par rapport à la politique institutionnelle et à la démocratie représentative.

Ces évolutions sont à mettre en relation avec celles des orientations politiques. En 1966 et plus nettement encore en 1978, les plus ouvriers étaient de loin les plus enclins à se situer à gauche. Le fait majeur intervenu dans les vingt dernières années est le recul de ce « sinistrisme ouvrier ». Ce recul ne s'accompagne nullement d'une translation vers « droite », mais vers « centre », réponse significative d'une réticence et/ou difficulté subjectives à se situer sur l'axe droite-gauche et d'un faible niveau d'implication politique. Les évolutions électORALES s'inscrivent dans la même logique. Entre 1978 et 1988 on assiste à un effondrement du vote communiste. Ce recul ne s'explique nullement par le poids croissant des couches salariées non ouvrières. Il est au contraire d'autant plus marqué qu'on est plus ouvrier. Il s'opère alors pour l'essentiel au profit du vote socialiste. A partir de 1993, c'est au tour du vote socialiste (et du vote de gauche en général) de flétrir en milieu ouvrier, au profit, non du vote pour la droite parlementaire, mais de l'abstention et à un moindre degré du vote Front National. Plus on est lié au groupe ouvrier, plus on continue certes à voter pour la gauche (même si cette relation s'est atténuée), mais plus on vote aussi pour la droite extrême représentée par le F.N. Les données les plus récentes ne modifient ce tableau qu'à la marge. En deux fois dix ans, un rapport entre polarisations sociales et polarisations politico-idéologiques, construit dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle et structuré dans la première moitié du vingtième, a été profondément bouleversé. Pour désigner des changements aussi foudroyants, le terme de mutation est faible.

Une analyse par cohortes montre que c'est surtout dans les générations ouvrières nées après 1946, notamment dans celles parvenues à l'âge adulte à la fin des années soixante dix (et au sinistrisme alors particulièrement accusé) que ces phénomènes de désaffiliation, indices de profondes ruptures identitaires et idéologiques, se manifestent de façon particulièrement brutale. Des variables telles que les handicaps liés à la précarité et au chômage, l'âge, plus encore le niveau d'études revêtent dans l'explication une importance sans commune mesure avec ce qu'on observait dans les années soixante. Leurs effets rendent attentif aux recompositions en cours, marquées, notamment dans les catégories non ouvrières des générations récentes, par une résistance significative à l'idéologie libérale, une opposition très vive aux thèmes autoritaires et xénophobes, la recherche de rapports inédits au

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

politique. La mise en relation de ces évolutions idéologiques et politiques, affectivement très connotées, avec les bouleversements du paysage économique, social et culturel, au travail et hors travail (dimension géopolitique incluse), constitue le débouché naturel de cette recherche.

Initialement prévu pour publication en articles, ce volet de notre programme débouche sur un livre auquel nous mettons actuellement la dernière main (remise à l'éditeur : fin février 2001)

Axe n° 2 : intégration religieuse et attitudes politiques

En 1997 (Michelat, Simon, 2000b), une forte corrélation demeure entre le degré d'appartenance au catholicisme et le vote. Les catholiques continuent de voter plus à droite et moins à gauche que les sans religion, et cela d'autant plus qu'ils sont plus intégrés au catholicisme. Par rapport aux périodes antérieures, un premier changement est lié à l'émergence du vote Front National. Contrairement au vote de droite traditionnel, il est minimum chez les catholiques pratiquants dominicaux et mensuels, maximum chez les catholiques non pratiquants et les sans religion. En second lieu, à l'inverse de ce qu'on relevait en 1966, le taux d'abstention est devenu minimum chez les pratiquants dominicaux, maximum chez les sans religion, comme si ces derniers, historiquement les plus fermes soutiens de la gauche, étaient aujourd'hui les plus affectés par une crise du rapport au politique qui conduit au doute ou à la « désaffiliation ».

Quels que soient le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, le statut d'indépendant ou de salarié, les niveaux de diplôme, de revenu ou de patrimoine, ces relations entre degré d'appartenance au catholicisme et vote se vérifient. Il en va de même quand on utilise comme mesure du degré de religiosité d'autres indices que la pratique cultuelle catholique (sentiment d'être croyant, croyance en Dieu et en un au-delà après la mort, prière, etc.). Ces propensions électORALES contrastées ont une dimension idéologique forte. En 1997, plus on est catholique, plus on privilégie la discipline et l'effort, le rigorisme en matière sexuelle, les orientations libérales en matière économique et sociale, moins on oppose de résistance aux thèses xénophobes et racistes. Toutefois, si la majorité des catholiques très intégrés vote à droite, une minorité plus substantielle que naguère vote à gauche et professe les opinions correspondantes. A ces options politiques opposées correspondent des différences proprement religieuses (pratique de la vie chrétienne, signification conférée au message évangélique).

Nous entendons consacrer un second livre à ces phénomènes, en élargissant notre investigation à d'autres dimensions de la religiosité contemporaine (croyances au paranormal, nouveaux syncrétismes, etc.) et en proposant une synthèse conceptuelle et historique d'ensemble de nos résultats.

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

MICHELAT Guy, SIMON Michel (2000b), " Catholiques ", dans PERRINEAU Pascal, REYNIÉ Dominique, *Dictionnaire du vote*, Paris, Presses Universitaires de France, (sous presse)

Articles de revue

MICHELAT Guy, SIMON Michel, (1998), « Les Français, la politique et le Parti communiste », *Regards*, n°38.

Communication

MICHELAT Guy, SIMON Michel, (2000a), « Appartenance ouvrière et attitudes politiques : permanences, ruptures, réalignements », Séminaire « Stratification sociale », CREST / INSEE, Paris, INSEE, 18 mai.

2.2.2.B MOBILISATIONS IDENTITAIRES ET POUVOIRS PUBLICS LOCAUX (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : Sylvie ENGRAND (IE)

Équipe extérieure : Michèle LECLERC-OLIVE (CR, CEMS)

Objet, méthode, résultats

Cette recherche se propose d'observer et d'analyser comment les initiatives prises par les pouvoirs publics – soit pour accroître la participation des citoyens, soit pour résoudre des problèmes techniques ou des problèmes de gestion – rencontrent les initiatives et les mobilisations ou les résistances des populations qui par là veulent exprimer leurs appartenances culturelles et identitaires. Il s'agit évidemment d'un jeu beaucoup plus complexe que la simple rencontre d'un mouvement descendant émanant des pouvoirs publics et d'un mouvement ascendant venant des populations. Des voix se font entendre parmi les populations qui revendiquent une participation citoyenne à l'action politique, et les appels à la mobilisation identitaire venant des pouvoirs publics émaillent également les discours politiques. Il s'agit donc ici de prendre ces formes d'articulation dans toute leur complexité. Cet objet requiert ainsi de rapprocher des champs de la recherche sociologique qui ne se rencontrent pas fréquemment : d'une part, les approches de sociologie politique dont l'appareil conceptuel est organisé autour des notions d'espaces publics et de société civile et, d'autre part, les approches interculturelles qui centrent leurs analyses sur la production des identités.

Comment interpréter la multiplication des regroupements communautaires qui conduit certains chercheurs à mettre le multiculturalisme au centre de leur réflexion ? La question requiert à la fois une enquête empirique approfondie et une nécessaire clarification conceptuelle – notamment en exploitant tout ce qui distingue multiculturalisme et interculturalisme. Les exemples que nous avons analysés dans de précédentes recherches montrent que les oppositions qui gouvernent implicitement de nombreux discours, du type particularisme/universel, ou local/universel sont des obstacles à une description adéquate des pratiques observées. Sans préjuger de ce que révèlera cette enquête, il convient de souligner que ces notions de multiculturalisme et d'interculturalisme sont affiliées à des conceptions du social largement différentes. Le versant “positif” du multiculturalisme requiert l'acceptation et la protection des minorités culturelles. L'harmonie du lien social – lequel est de l'ordre du contact – repose alors sur la notion de tolérance. Mais ce naturalisme sociologique autorise aussi un versant “négatif” pour lequel la transgression d'un quelconque seuil de tolérance serait la source du racisme moderne. Cette conception est essentiellement statique ; elle n'offre guère d'outils pour penser le changement : “les groupes existent d'abord “en soi” avant de prendre conscience d'eux-mêmes”, selon l'expression de J. L. Amselle. L'interculturalisme met davantage l'accent sur le développement des capacités permettant aux individus de transcender les frontières. Au contact, il substitue l'interaction dynamique entre minorité et majorité. Mais, il apparaît alors que le versant “négatif” de l'interculturalisme est, en regard de l'idée de seuil de tolérance, celle du risque d'homogénéisation culturelle “entropique”, fruit des interactions entre les communautés culturelles.

Dans les municipalités de l'agglomération lilloise dont nous avons observé les pratiques, certaines expériences associatives témoignent de la complexité des relations entre acteurs de la société civile et pouvoirs municipaux dans la mesure où des associations assument aujourd'hui des missions de service public, notamment en s'adressant spécifiquement aux populations d'origine étrangère et en difficulté. Par ailleurs, les pratiques de la société civile ne tiennent compte que très partiellement des frontières administratives. Nombre d'associations qui se sont créées sur une base très locale recrutent rapidement dans un périmètre beaucoup plus large, débordant la commune. Il en est de même des actions d'animation soutenues par les municipalités. On observe aussi une tendance croissante à l'ouverture, avec le développement des technologies nouvelles de communication. Les "centres de

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

"ressources" divers financés par les municipalités voient souvent leur audience largement déborder les frontières communales. Les associations, comme les structures qui les épaulent, fonctionnent de plus en plus en réseau, et proposent de plus en plus souvent un site web à la consultation sans frontière. Dans ce contexte, des tensions se développent souvent entre les préoccupations des édiles municipaux, soucieux d'utiliser leurs moyens au bénéfice des populations qu'ils gèrent, et ces "mouvements naturels" dans la société civile, qui transgressent les frontières administratives. Si des pratiques de partenariat entre communes semblent émerger à certaines occasions, le contrôle administratif, mais aussi par les partenaires locaux, de l'utilisation des fonds publics renvoie encore le plus souvent au centrage des efforts sur la commune, son territoire, ses habitants.

De quelle nature sont les enjeux de ces pratiques ? En quels termes se pose ici la question de l'articulation de la société civile et de l'espace public ? Et celle de l'articulation des modes d'exercice de la citoyenneté et des modes de représentation politique ?

Le dispositif de recherche prévoit (si possible) deux séries d'entretiens avec des acteurs locaux, séparés par un laps de temps suffisant pour mettre à jour les infléchissements de leurs positions et discours en fonction des événements et de l'évolution de la situation locale. Une première vague d'une dizaine d'interviews exploratoires a déjà été réalisée dans trois communes de l'agglomération lilloise, après avoir choisi pour chacune une configuration précise d'observation : une action d'animation culturelle, l'activité d'une association fédérant une partie de la vie associative de la commune, des structures municipales d'accompagnement de la vie associative. Deux autres « terrains communaux » sont envisagés, en même temps que la poursuite de l'investigation sur les trois premiers.

2.2.2.C. DIVERSITE DES LOGIQUES D'IMPLANTATION DU FN DANS LE DEPARTEMENT DU NORD (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Stéphane BAUDUIN (doct.)

Objet, méthode, résultats

Ce travail doctoral consiste à étudier, dans le département du Nord, ce qui peut intervenir dans la structuration du vote Front National. Est privilégiée l'étude de facteurs, de variables qui vont au-delà de la simple sociologie électorale. Grâce à une étude qualitative, de type ethnologique, il importe de voir si, là où le FN est faiblement implanté, des réseaux sociaux et/ou politiques fortement intégrés ne « préserveraient » pas les électeurs du vote d'extrême droite et, inversement, si là où le FN a une large audience électorale, celui-ci ne serait pas devenu le relais d'une population délaissée par les structures militantes traditionnelles.

On part de l'hypothèse que l'existence de solides réseaux sociaux et politiques, à travers les affinités qu'ils consolident, les formes de sociabilité qu'ils entretiennent et les représentations qui y circulent, peut prévenir le recours au vote FN. On se situe donc à un niveau intermédiaire ou méso sociologique : tout en tenant compte des facteurs couramment avancés pour expliquer la montée du FN en France (notamment un taux de chômage important, une population immigrée et d'origine immigrée nombreuse et un taux de délinquance élevé), il s'agit de voir l'influence des facteurs proprement locaux sur le vote FN, facteurs qui diffèrent d'un territoire politique à l'autre.

Pour répondre à ces interrogations, on étudiera plusieurs zones contrastées ; une zone où le FN est particulièrement bien implanté (région de Maubeuge) et une zone qui semble beaucoup plus « préservée » du vote FN (région de Douai).

2.2.2.D CONVERSION ET RECONVERSION DES ELITES GOUVERNEMENTALES SOCIALISTES : UNE ETUDE FONDEE SUR LES MEMBRES DES CABINETS MINISTERIELS DE LA PERIODE 1981-1993. (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CRAPS : Frédéric SAWICKI (PR), Pierre MATHIOT (PR)

Objet, méthode, résultats

L'objectif principal de ce travail est de compléter la connaissance de la population des cabinets ministériels en reprenant l'observation là où elle avait été arrêtée, c'est-à-dire à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981.

L'étude des carrières, de leur déroulement, est ici le fil conducteur pour tâcher de mettre en lumière les relations mouvantes qui unissent le parti socialiste à ces élites politico-administratives et pour éclairer la relation qui existe entre la transformation du référentiel dominant des politiques économiques et sociales durant les années 1980 et l'évolution des valeurs et des systèmes de croyances des acteurs chargés d'orchestrer ces politiques. Cette étude essentiellement quantitative porte sur une catégorie particulière, les membres des cabinets ministériels, dont le rôle dans la production des politiques publiques n'est plus à démontrer. Plus qu'un travail sur les caractéristiques "morphologiques" des acteurs de la décision, cette étude entend apporter des informations d'une part sur les stratégies de reconversion des anciens membres des cabinets — ce travail n'a jamais été fait s'agissant des élites de gauche — et d'autre part sur la transformation ou non au fur et à mesure des années du profil de ces acteurs.

La présentation du rapport suit un plan fort classique par souci de lisibilité et pour faciliter l'accès à des données particulièrement fournies (49 tableaux sont ainsi proposés et commentés). Après une présentation du protocole d'enquête (I), nous essayons de mettre en évidence les évolutions ou les non-évolutions qui sont intervenues au cours de la période étudiée, notamment en comparant la première législature 1981-1986 à la législature 1988-1993 (II). Ensuite nous regardons de quelle manière le passage en cabinet a influencé la carrière postérieure de leurs membres et envisageons quelles conclusions en tirer quant à la reconversion idéologique qui s'en est suivie (III). Nous concluons en revenant sur les hypothèses initiales et en tâchant, par comparaison avec le personnel politico-administratif des gouvernements de droite, de dégager les traits structuraux qui dessinent le portrait de l'*«élite rose»*.

Il convient de préciser que cette enquête doit se prolonger par une étude du rôle de certains groupes ou associations particulières (Echanges et Projet, la Fondation Saint-Simon, l'association Service public) dans la diffusion des valeurs favorables au marché et par une campagne d'entretiens auprès de quelques figures typiques de notre génération socialiste. Il sera alors possible d'embrayer pleinement sur notre second niveau d'analyse, lequel concerne les transformations des représentations des acteurs et les modalités de justification de leur éventuelle conversion «idéologique». A près cette seconde étape, on pourra apporter une contribution plus complète à la compréhension des causes et des effets du «tournant néo-libéral» français des années quatre-vingt, dont le présent rapport n'est qu'un jalon.

La recherche nous permet d'apporter deux séries de conclusions d'une part sur les profils des membres de cabinet, d'autre part sur les diverses formes de reconversion.

Si, dans le cas des cabinets de gauche, les «quartiers de noblesse» militants ont pu compenser la relative faiblesse du capital social, il reste que cela n'a concerné qu'un nombre limité de personnes. Pour la grande majorité des membres des cabinets, et sans que l'on constate d'infléchissement significatif au long de la période étudiée, c'est le cumul des ressources qui, selon des dosages inégaux,

2. Ville, territoires, institutions

2.2. Politiques publiques, changements politiques

a constitué le sésame. On entend par là l'appartenance à des réseaux centraux de sociabilité communément technocratiques et militants. Ce qui prime donc, c'est une combinaison de ressources : l'engagement dans le PS, l'expertise, et les relations avec des membres de l'équipe déjà en place.

L'étude des trajectoires professionnelles après le passage en cabinet ne permet pas, loin de là, de désigner un profil de reconversion type. La figure du haut fonctionnaire pragmatique passant par un cabinet avant de partir pantoufle est certes présente mais elle reste très minoritaire dans une population qui, pour une grande partie d'entre elle, va demeurer fidèle à son secteur d'activité antérieur, et en particulier au service de l'Etat. La reconversion des anciens des cabinets ministériels emprunte en réalité des chemins très divers qui dépendent à la fois des ressources initiales — diplôme, corps d'appartenance, liens avec le parti socialiste ... — et de la nature de l'expérience en cabinet — durée, type de responsabilité, nombre de cabinets et de ministres fréquentés. Au total, le passage en cabinet représente au moins une garantie de carrière, au mieux un formidable moyen de l'accélérer. En la matière, l'appartenance à un cabinet de gauche ou de droite modifie peu la donne.

Partenaires et financement

Conseil régional, dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 1994-1998

Publications issues de l'opération

Articles de revue

MATHIOT Pierre, en collaboration avec F. Sawicki, "Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993). Recrutement et reconversion", *Revue Française de Science Politique*, n° 1 et 2, volume 49, février et avril 1999 (2 articles)

Rapport de recherche

rapport de recherche IFRESI, mai 1998, 83 p.

Communications

MATHIOT Pierre, « Les membres des cabinets ministériels socialistes entre 1981 et 1993 », *journée de travail du Groupe Politiques Publiques de l'Association Française de Science Politique*, 29 janvier 1999 (en collaboration avec SAWICKI Frédéric).

MATHIOT Pierre, « The Members of the French Socialists Cabinets since 1981 and 1993: Sociology of an Elite (Les membres des cabinets ministériels socialistes français de 1981 à 1993 : sociologie d'une élite) », *Congrès annuel de l'Association Américaine de Science Politique (APSA)*, Boston, septembre 1998

2.3. MODES DE VIE ET CADRES DE VIE

LES OPERATIONS DE RECHERCHE CONCERNEES PAR LE THEME 2.3

2.3.1 déviances et tensions urbaines

- 2.3.1.A – Drogues et cités – carrières et systèmes de débrouillardise
- 2.3.1.B – Stigmate et métier : une approche sociologique de la prostitution de rue
- 2.3.1.C – Enseigner en REP et en secteur difficile
- 2.3.1.D – Des formes de l'exclusion dans les quartiers aux politiques locales de lutte contre les discriminations
- 2.3.1.E – Temporalités biographiques et incertitudes
- 2.3.1.F – Restructuration urbaine et polarisation sociale en Europe
- 2.3.1.G – Les recrutements dans les métiers de sécurité à l'aune des appartenances
- 2.3.1.H – La culture dans la ville : une approche interactionniste des opérations culturelles à visée sociale
- 2.3.1.I – La construction sociale des troubles psychiques et les interactions entre professionnels des secteurs sanitaire et social

2.3.2 développement durable

- 2.3.2.A – Risque et démocratie
- 2.3.2.B – Usages et représentations de l'eau dans le bassin minier
- 2.3.2.C – Monétarisation de certains effets externes des transports en milieu urbain
- 2.3.2.D - L'évolution comparée des principes d'organisation de la production et des déplacements urbains. Ville durable et socio-économie de la qualité du cadre de vie
- 2.3.2.E – Développement durable et territoires fragiles

PRESENTATION DES OPERATIONS PARTICIPANT AU THEME 2.3 (MODES DE VIE ET CADRES DE VIE)

Une partie importante des recherches participant au programme de l'Ifrési met l'accent sur les conditions et modes de vie dans le cadre urbain, avec une attention particulière pour un ensemble de phénomènes considérés désormais comme des problèmes majeurs de société.

Un premier ensemble d'opérations relevant de cette perspective s'organise autour des questions de déviances urbaines et de leurs formes de régulation ainsi qu'en référence à différentes manifestations des phénomènes d'exclusion.

Les activités liées à l'usage des drogues illicites ont fait l'objet de plusieurs recherches soutenues par une pluralité de questions : la drogue est-elle un marché comme les autres ? qui consomme quoi ? dans quel contexte ? avec quels effets ? quelles en sont les retombées économiques et sociales, en particulier dans les quartiers pauvres ? Les enquêtes sur les usages et le trafic de drogues dans les milieux populaires menées par D. Duprez et M. Kokoreff, qui cherchent à analyser les activités correspondantes à l'intersection de leurs dimensions territoriales, socio-démographiques et institutionnelles, mettent en évidence d'une part la diversité des carrières dans les drogues, d'autre part le fait que les frontières sont poreuses entre diverses activités licites et illicites dont l'argent est souvent mais nécessairement le moteur. Le rapport au territoire apparaît comme une dimension importante dans la constitution des réseaux intégrés dans les rapports sociaux de trafic, mais la recherche souligne la part importante du processus pénal dans la spécialisation des marchés, au moins dans les contextes urbains étudiés (l'agglomération lilloise, Asnières et Nanterre).

S. Pryn a conduit une recherche sur les formes contemporaines de la prostitution de rue en insistant sur la diversité des situations et en soulignant les profonds changements qui traversent cet univers. Ce travail, qui se situe au croisement de la sociologie de la déviance et de la sociologie des professions, met notamment en évidence le caractère construit et les ambiguïtés de la norme sociale.

L'enseignement en secteur difficile est également devenu un sujet sensible. Après avoir réalisé une mise en perspective des travaux relatifs à cette question, B. Monfroy cherche maintenant à comprendre comment les enseignants en REP désignent et gèrent les élèves en difficulté scolaire. Dans les interactions des enseignants avec les différents intervenants en matière de prévention et de gestion des difficultés scolaires, se jouent, se donnent à voir et se négocient les processus de désignation des élèves en difficulté et la mise en place d'une nouvelle division du travail enseignant face à la prise en charge de ces élèves.

Les phénomènes d'exclusion et différentes formes de discrimination qui se manifestent dans les contextes urbains retiennent l'attention à plusieurs titres. Tout d'abord celui des conditions de vie dans les quartiers dits sensibles, à propos desquels différentes enquêtes conduites par D. Duprez et M. Pinet mettent en évidence des inégalités d'accès à l'emploi selon les origines et le sexe. Ces enquêtes s'appuient sur un travail réalisé avec l'INSEE sur les conditions de vie dans dix quartiers des politiques de la ville, faisant ressortir les divers phénomènes de discrimination tels que les expériences de l'exclusion scolaire, du marché du travail, de la fréquentation des équipements culturels, qui affectent certaines catégories de population. Si ces expériences sont ancrées dans un processus général de désaffiliation déjà décrit par Castel, ce dernier tend à sous-estimer les spécificités territoriales des la « nouvelle question sociale ». Une première enquête porte sur les femmes issues de l'immigration qui on pu connaître, à des moments de leur vie, des expériences d'exclusion et de rejet. Elle aboutit au constat d'une tension, et non à une opposition, entre communautaire/universel et local/universel. Une seconde enquête s'appuie sur l'analyse comparative de deux politiques locales en matière d'offre d'emploi aux populations concernées par des pratiques discriminatoires. Il en ressort que les politiques d'emplois publics précaires en direction des minorités ne font que renforcer la constitution de niches ethniques.

Dans une recherche qualitative et longitudinale, M. Leclerc-Olive et S. Engrand explorent le rapport au temps et à l'incertitude de personnes en situation précaire et analysent les moyens et les ressources, autant symboliques que pratiques, qu'elles mobilisent pour gérer leur devenir. A partir d'entretiens biographiques répétés à une année de distance, la recherche a conduit à définir les

principaux lieux d'incertitude où s'inscrit la pratique sociale des personnes confrontées à l'incertitude récurrente du lendemain et à mettre à jour les configurations du monde qu'elles construisent en regard de chaque difficulté rencontrée, leurs stratégies de survie sociale et leurs tactiques de résolution de problèmes. Deux conclusions essentielles en ressortent : le rapport au temps, pour les personnes en situation de précarité mais sans doute aussi pour toute autre, ne correspond pas à un lieu d'incertitude autonome mais se définit comme une orientation, une dimension structurant toutes les formes de réponse aux enjeux de l'avenir. La « promesse non tenue », le non respect des engagements pris qui constituent la substance même du lien social, représente l'une des figures récurrentes de la précarité.

Une autre opération, financée par l'Union européenne dans le cadre du 4^e PCRTD, a cherché à savoir si les projets de développement urbain contribuent à l'exclusion sociale et à la polarisation ou si, au contraire, ils favorisent l'intégration sociale des citoyens dans les sociétés urbaines. L'étude de 13 projets de développement urbain mis en œuvre dans une dizaine de villes européennes montre, notamment, que ces programmes tendent à renforcer la polarisation au niveau du marché immobilier dans la mesure où les ménages à bas revenus sont repoussés sur les marchés immobiliers situés dans la périphérie des villes concernées.

D. Duprez et M. Pinet s'intéressent également aux recrutements dans les métiers de sécurité en France, et analysent les processus qui conduisent à leur ethnicisation. Ils montrent, parallèlement au recrutement massif de personnes issues de l'immigration dans les services privés de sécurité et dans la médiation, une quasi absence de ces mêmes individus au sein de la police nationale. Cette recherche, qui intègre une comparaison internationale concernant l'intégration des minorités dans la police, prend pour objet les processus de recrutement aux différentes étapes pour analyser ce qui relève de pratiques discriminatoires de phénomènes endogènes aux populations concernées.

Enfin, deux opérations nouvelles ont encore à voir avec ce thème général de l'exclusion et des discriminations. S. Pryen et J. Rodriguez ont pour objectif de mieux saisir et comprendre les contradictions, les résistances ou les possibilités de confrontation culturelle et de rencontres de l'autérité à travers l'étude des opérations culturelles à visée sociale. Pour leur part, constatant que la santé est aussi une des dimensions de l'exclusion, précarisée en même temps que le travail, L. Demainly, M. Autès, M. Bresson et JL. Roelandt veulent progresser dans la compréhension de la construction sociale des « troubles psychiques » en analysant les configurations de professionnels (médecins psychiatres, médecins généralistes, travailleurs sociaux) qui prennent en charge les sujets « troublés » ainsi que les pratiques de ces professionnels et leurs interactions concrètes au sein de systèmes locaux de santé.

Le second ensemble d'opérations s'inscrivant dans le thème général des modes et cadres de vie concerne les questions de l'environnement, dans leur composante d'environnement naturel comme dans celle de la qualité du cadre de vie urbain. La notion de développement durable est, bien entendu, au cœur de bon nombre des opérations de recherche correspondantes.

En s'appuyant tout particulièrement sur un réseau pluridisciplinaire européen de chercheurs et de laboratoires, S. Callens reformule, à partir de l'économie de l'incertain, les questions relatives à cette notion et qui ont connu un développement rapide dans les années quatre-vingt-dix. Il dresse un bilan de l'économie de la précaution en la replaçant en comparaison des deux leçons fondamentales de l'économie de l'environnement, celles de Pigou et de Coase, développe une histoire des théories du risque et de l'incertain, et prolonge sa réflexion sur l'analyse économique de la démocratie. Une recherche réalisée dans le cadre du groupe de prospective PREDIT lui permet par ailleurs de proposer trois scénarios relatifs à la régulation de l'air en Europe.

V. Deldrève a travaillé sur les usages et les représentations de l'eau dans le bassin minier. Elle montre que si les nouveaux usages de l'eau obligent à la concertation entre communes du bassin minier, ils génèrent également des conflits d'intérêts dans la mesure où la conquête ou reconquête de l'eau s'opère sur un patrimoine commun.

Pour sa part, F. Héran développe depuis plusieurs années un programme de recherche portant sur les externalités environnementales des transports urbains. Une partie des efforts a porté sur une meilleure connaissance des modes de déplacement non motorisés. Piétons et cyclistes sont particulièrement soumis aux contingences du développement incontrôlé des modes motorisés de déplacement, ce qui révèle de nombreux dysfonctionnements dans les systèmes des déplacements urbains. Les résultats des travaux ont permis d'aborder de façon profondément renouvelée l'étude et la

monétarisation de trois effets externes des transports en milieu urbain jusque là négligés : les effets de coupure, les effets sur la consommation d'espace et les effets sur les paysages.

Ce travail, ainsi que celui mené sur l'évolution comparée des principes d'organisation de la production et des déplacements urbains, s'intègre dans un projet fédérateur conduit par B. Zuindeau sur la thématique « développement durable et territoires fragiles ». Ce projet envisage, dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire, de rapprocher la problématique du développement durable (développement économique et social et préservation de l'environnement) de la problématique du territoire. Après avoir mis l'accent, ces dernières années, sur deux types de territoires « sous contraintes » (territoires de conversion et territoires vulnérables aux inondations), il est prévu de compléter ces recherches en cours par des orientations nouvelles : externalités urbaines, nouveaux concepts et nouveaux instruments de régulation dans le domaine de l'environnement (« agendas 21 locaux », normalisation environnementale, écologie industrielle). Ce programme est structuré sur la base du croisement de trois thématiques particulières (analyse des risques, évaluation et indicateurs du développement durable, analyse des stratégies d'acteurs) et de différents types de terrains (terrains présentant des contraintes hydrologiques importantes, territoires de reconversion, territoires urbains), en privilégiant leur inscription européenne.

2.3.1 – déviances tensions urbaines (fiches des opérations)

2.3.1.A DROGUES ET CITE - CARRIERES ET SYSTEMES DE DEBROUILLARDISE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheurs

CLERSE : Dominique DUPREZ (CR) et Michel KOKOREFF (CR)

Objet, méthodes, résultats

L'objet des enquêtes sur les usages et les trafics de drogues menées depuis 1994 par l'équipe dépasse l'investigation d'une "question sociale" : du point de vue sociologique, le rapport aux drogues de la société française peut être considéré comme un analyseur des rapports de la société à ses marges. C'est le monde populaire des drogues qui est évoqué dans ces enquêtes à travers les usages de cannabis et d'héroïne en particulier, en lien avec le développement d'une *économie de la débrouillardise*.

L'analyse repose sur le croisement de différentes approches méthodologiques : d'abord l'analyse d'une cinquantaine d'affaires judiciaires pour l'étude du processus pénal, complétées par une observation des pratiques policières sur le terrain, ensuite une étude des carrières de consommation et de trafic sur la base d'une cinquantaine de *récits de carrières* et, enfin, une contextualisation systématique des matériaux aux contextes étudiés (Nord et Hauts-de-Seine) par une approche statistique et socio-historique.

Ces enquêtes soulignent que l'économie de la drogue n'est pas seulement un système de débrouillardise face à la pauvreté mais qu'elle comporte des dimensions sociales et symboliques qui prennent toute leur signification dans les contextes urbains étudiés. Elles mettent en relief le fait que pour les réseaux sociaux, les frontières sont poreuses entre diverses activités licites et illicites, dont l'argent est souvent mais pas nécessairement le moteur.

Les développements les plus récents ont porté sur le trafic en "bandes organisées" et des filières internationales. Ils conduisent à mettre en évidence la spécificité des formes sociales d'organisation des réseaux d'importation et de distribution, ainsi que les différents types de supports sociaux des trafics locaux. Au plan institutionnel, ils montrent l'extrême hétérogénéité des pratiques judiciaires et la marge de manœuvre des acteurs du pénal. Trois cas de figures en effet se dégagent : les juridictions fortement engagées dans la répression du trafic en bande organisée, celles qui ont traité quelques affaires de ce type, tout en séparant dans les dossiers une partie "criminalisée" d'une partie "correctionnalisée", celles enfin procédant à une gestion des affaires parfois criminalisables selon les procédures classiques. Cette enquête confirme, s'il en était besoin, qu'il n'y a de politiques pénales que locales en matière de stupéfiants.

À travers ces enquêtes, ce sont les catégories habituellement utilisées pour décrire l'espace des drogues qui sont interrogées pour construire sociologiquement un objet dominé par les représentations médicalisantes.

Partenaires et financement

Office français des drogues et de la toxicomanie (OFDT), Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et Délégation générale de lutte contre les drogues et la toxicomanie.

Publications issues de l'opération

Ouvrages

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, 2000a, *Les mondes de la drogue. Usages et trafics dans les quartiers*. Paris, Odile Jacob, 2000, 397 p.

2. Ville, territoires, institutions

2.3. Modes de vie et cadres de vie

Contributions à des ouvrages collectifs

DUPREZ Dominique, "Poor urban neighborhoods in French society : from the crisis of integration modes to the development of "communitarian" practices", in M. Castells, E. Klinenberg (eds.), *The new urban marginality in the dual metropolis : trajectories and strategies of poor urban youths in France and the United States*, Center for Western European Studies, Presses Universitaires de Berkeley, 1997.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, 1999, "La drogue comme travail. Des carrières dans les territoires de la désaffiliation", in C. Faugeron (Ed.), *Les drogues en France : usages, marchés, politiques*, Genève, Georg Editeur.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, 1997, "Drug trafficking and deprived Neighbourhoods", in D. KORF D., and RIPER H., (Eds.), *Illicit drugs in Europe*, Siswo, Nederland.

Articles de revue

DUPREZ Dominique, Regards sur la drogue. De la beat generation aux cités, *Sciences Humaines*, n° 99, 1999, pp. 26-30.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, 2000b, Usages et trafics de drogues en milieux populaires, *Déviance et société*, vol 24, n°2, pp.143-166.

KOKOREFF Michel, 2000, Faire du business dans les quartiers. Eléments sur les transformations socio-historiques de l'économie des stupéfiants. Le cas du département des Hauts-de-Seine, *Déviance et société*, vol 24, n° 4.

KOKOREFF Michel, 1998, L'économie de la drogue : des modes d'organisation aux espaces de trafics ", in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 78, pp. 114-124.

Rapports

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, WEINBERGER Monique, 2000, *Carrières, territoires et filières pénales. Pour une sociologie comparée des trafics de drogues (Hauts-de-Seine, Seine St. Denis, Nord)*, Lille, Clercé/Grass-Ofdt, 308 p.

KOKOREFF Michel, avec la collaboration de OBLET T., C. LEFEBVRE C., SCHARTZKOPF A., 1997, *De la défoncée à l'économie informelle - Processus pénal, carrières déviantes et actions de prévention liés à l'usage de stupéfiants dans les quartiers réputés "sensibles"*, Clercé-Ifrési, Lille, 394 p.

Communications

KOKOREFF Michel, 1999, La construction sociale des identités collectives dans les quartiers pauvres, *Normes, déviances contrôle social. Nouveaux enjeux, nouvelles approches*, Colloque international à l'occasion du XXXème anniversaire du CESDIP, 14-15-16 octobre 1999.

2.3.1.B STIGMATE ET METIER. UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE DE LA PROSTITUTION DE RUE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

TEV-CLERSE : Stéphanie PRYEN (MC Lille III)

Objet, méthode, résultats

Cette recherche a eu pour objet la prostitution de rue qui s'exerce sur les trottoirs urbains. Nous avons proposé de penser ensemble les concepts de déviance et de profession, dans la perspective de l'interactionnisme symbolique. La prostitution de rue est analysée comme un métier de service personnalisé, marqué par son caractère stigmatisant.

Les analyses produites sont fondées essentiellement sur des observations *in situ*, des entretiens et des questionnaires, pour ce qui concerne les personnes prostituées mais également pour ce qui concerne les acteurs sociaux travaillant auprès de cette population (travailleurs sociaux, bénévoles, policiers, institutionnels).

Nous avons d'abord analysé le contexte sociétal dans lequel l'échange d'argent contre un accès au corps est pensé dans les termes de la transgression, et mis en évidence le caractère construit et les ambiguïtés de la norme sociale. L'attention s'est ensuite portée sur la manière dont cette place sociale est occupée par les acteurs eux-mêmes, à un niveau micro-sociologique. Nous avons décrit et analysé l'activité, son apprentissage, la définition de ce qui constitue le "métier" et le sens que les personnes qui l'exercent lui attribuent, entre-soi ou face au monde "profane". Le discours sur la profession et le professionnalisme, moyen d'"ordonner le désordre", apparaît ainsi constituer une réponse à la crise attribuée principalement à la toxicomanie.

Publications issues de l'opération :

Ouvrage

PRYEN Stéphanie (1999), *Stigmate et Métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Contributions à des ouvrages collectifs

PRYEN Stéphanie (2002), « Du quartier au trottoir. La prostitution de rue des usagères de drogues », à paraître dans l'ouvrage collectif produit dans le cadre du Laboratoire Européen Associé, « Délinquances et politiques de sécurité et de prévention ; recherches comparatives franco-allemandes » pour le volet « usage, trafic et économie des stupéfiants en régime de prohibition ».

Articles de revue

PRYEN Stéphanie (2002), « Prostitution de rue et intimité. Le privé paradoxal des femmes publiques », *Ethnologie française*, janvier, n°spécial « Intimités sous surveillance », à paraître.

PRYEN Stéphanie (1999), "La prostitution. Analyse critique de différentes perspectives de recherche", *Déviance et Société*, trim./décembre, vol.23, n°4, p.447-473.

PRYEN Stéphanie (1999), "Usage de drogues et prostitution de rue. L'instrumentalisation d'un stigmate pour la légitimation d'une pratique indigne", *Sociétés contemporaines*, n°36, p.33-51.

BAJOS Nathalie, PRYEN Stéphanie, WARSZAWSKI Josiane, SERRE Anne, et le groupe ACSF (1997), "Sexualité vénale et gestion du risque de transmission sexuelle du sida. Une analyse des données de l'enquête ACSF", *Sciences sociales et santé*, vol.15, n°3, septembre.

PRYEN Stéphanie (1999), "La prévention de la prostitution auprès des jeunes", *Agora Débats/Jeunesses*, "Du corps à l'identité sexuée", n°18, 4^e trimestre, p.81-92.

Communications

PRYEN Stéphanie (2000), « Prostitution de rue. Stigmate et Métier », Recherche nominée par le jury du prix Gabriel Tarde, *Conférence organisée par l'Association Française de Criminologie à l'occasion de la remise du prix Gabriel Tarde*, Paris, 11 mai.

PRYEN Stéphanie (1999), "Les territoires de la prostitution de rue. La gestion conflictuelle d'un espace public", communication au colloque international *Normes, déviances, contrôle social. Nouveaux enjeux, nouvelles approches*, organisé à l'occasion du XXX^e anniversaire du CESDIP, Paris, 14-16 octobre.

PRYEN Stéphanie (1999), "Usage de drogues et prostitution de rue. L'instrumentalisation d'un stigmate pour la légitimation d'une pratique indigne", colloque *Les drogues en France. Politiques, marchés, usages*, organisé par le Groupement de Recherche du CNRS "Psychotropes, Politique et Société", à l'IRESKO, Paris, 25-27 mars.

PRYEN Stéphanie (1997), "Prostitution de rue et sida. Permanence et changements", Programme Alfa Educom, *Formation d'experts en communication et prévention du Sida*, Deuxième réunion Europe-Amérique latine, Maison de la Recherche-Université Lille III, 6-10 octobre.

Thèse

PRYEN Stéphanie (1997), *Stigmate et Métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue à Lille*, thèse de sociologie sous la direction de Monsieur le professeur Gabriel Gosselin, Université de Lille I, soutenue le 16 décembre.

2.3.1.C ENSEIGNER EN REP ET EN SECTEUR DIFFICILE (OPERATION NOUVELLE)

Chercheur

TEV-CLERSE : Brigitte MONFROY (MC)

Objet, méthode, résultats

Cette opération de recherche s'inscrit dans le cadre de la constitution et de l'animation au sein de l'IUFM Nord-Pas-de-Calais d'une équipe thématique intitulée « Enseigner en REP et en secteur difficile ». Il s'agit d'une part, de capitaliser et de mettre en perspective des travaux de recherche sur le champ de l'enseignement en secteur difficile et d'autre part, de réfléchir aux différents types de

recherche et de formation (initiale et continue) à initier. Ce travail a donné lieu à la publication d'un ouvrage synthétique en direction des acteurs institutionnels et des enseignants. Il se poursuit au travers d'une recherche commencée en septembre 1999 dont l'objet est de comprendre comment les enseignants en REP désignent et gèrent les élèves en difficulté scolaire. En effet, la mise en place des ZEP, puis des REP s'accompagne de la construction d'un champ d'intervention plus large relatif à la prise en charge des élèves dits en difficulté. Dans ce nouveau champ, on peut aujourd'hui repérer aux côtés des enseignants et à l'intérieur des écoles, les interventions relatives aux personnels spécialisés d'une part (psychologues scolaires, maîtres E et G des RASED), et d'autre part aux enseignants en poste de soutien et/ou d'animateur REP. Parallèlement, se sont multipliées et diversifiées les modalités de la prise en charge des élèves en difficulté (groupes de soutien, aides individualisée et/ou spécialisée, classes et regroupements d'adaptation...). Dans un cadre périscolaire, se sont également développées des interventions d'organismes et d'associations qui font du soutien scolaire (centres sociaux, maisons de l'enfance, de quartier, clubs de prévention, associations diverses...) et regroupées sous le label de « l'accompagnement scolaire ». Dans les interactions des enseignants avec les différents intervenants dans le champ de la prévention et de la gestion des difficultés scolaires, se jouent, se donnent à voir et se négocient les processus de désignation des élèves en difficulté et la mise en place d'une nouvelle division du travail enseignant face à la prise en charge de ces élèves.

Partenaires et Financement

IUFM

Publications issues de l'opération

Rapport

BARRERE A., BOROWIEC M., DUFLOS G., FREY D., MONFROY B., SERUZELLE J. (2000), *Enseigner en REP et en secteur difficile*. IUFM-CRDP Nord-Pas-de-Calais, 1^{er} trimestre, 75p.

2.3.1.D DE FORMES DE L'EXCLUSION DANS LES QUARTIERS AUX POLITIQUES LOCALES DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheurs

CLERSE : Dominique DUPREZ (CR), Michel PINET (CR)
(avec la collaboration de M. LECLERC-OLIVE, B. LAFFORT et N. ELAÏSSAOUI)

Objet, méthode, résultats

Une enquête réalisée avec l'Insee sur les conditions de vie dans dix quartiers des politiques de la ville en 1995 a été l'objet d'approfondissements et de traitements statistiques sur la question des discriminations selon le sexe et l'origine ethnique.

Pour assurer une plus grande rigueur dans les aller-retours entre les hypothèses et le test de leur validité statistique, l'équipe a fait de bout en bout le choix, pas si provocateur qu'il n'y paraît, d'une autonomie complète des traitements quantitatifs vis-à-vis de son partenaire l'Insee - corollaire fécond d'une coordination constante des démarches. Cette autonomie a concerné non seulement les traitements, mais aussi la constitution des bases de données elles-mêmes, certaines variables de synthèse "inventées" par les chercheurs sur la base de leur hypothèses théoriques ayant été ensuite intégrées par l'Insee dans les bases de donnée tirées de l'enquête.

Avec un matériau à la fois exceptionnellement riche s'agissant des quartiers sensibles (échantillons de 1100 ménages par quartier) et malgré tout vite limité par les effectifs dès qu'il s'agissait de croiser plusieurs propriétés ou de s'intéresser à des minorités, la stratégie d'analyse quantitative a cherché à jouer avec souplesse sur plusieurs registres :

- analyse exploratoire avec les méthodes factorielles et classificatoires, qui ont permis notamment d'opposer à une image uniforme et réductrice de ces quartiers la réalité d'une diversité sociale

2. Ville, territoires, institutions

2.3. Modes de vie et cadres de vie

finalement assez importante de leur population. Une classification hiérarchique multidimensionnelle sur les attributs sociographiques de ces populations a même permis de donner corps à une typologie chiffrée, fût-ce approximativement, des "profils d'habitants" des quartiers analysés par l'équipe.

- plus ponctuellement, recours aux méthodes de modélisation (log-linéaires) pour tester les effets comparés de quelques variables décisives, notamment s'agissant de s'interroger sur l'existence de mécanismes discriminatoires. Ces méthodes, qui permettent de conclure sur la significativité d'effets portant sur de petits effectifs, nous ont notamment permis de faire quelques avancées sur la question des liens entre origine, diplôme et discrimination à l'embauche.

Sur fond d'inégalités d'accès à l'emploi selon les origines à diplôme constant, ces analyses statistiques ont servi de cadre à des approfondissements qualitatifs.

Le premier a été réalisé par D. Duprez et M. Leclerc-Olive sur les femmes issues de l'immigration, en particulier auprès de jeunes filles qui ont pu connaître à des moments de leur vie des expériences d'exclusion et de rejet – entre autres des jeunes filles exclues du lycée pour port du voile -, et, par ailleurs, auprès de jeunes femmes engagées dans des associations dont un des objectifs est de prendre en charge les difficultés que rencontrent certaines d'elles à cause de leurs origines. À partir de l'étude des formes de mobilisation à Lille, cette recherche conduit à renoncer aux simplifications conceptuelles abusives, et en particulier aux oppositions terme à terme du type communautaire/universel, ou local/universel qui gouvernent implicitement de nombreux discours. Les parcours biographiques des personnes interrogées et les associations étudiées apportent une réponse pragmatique à la question, redoutable lorsqu'elle est abordée de manière spéculative, de l'articulation entre les termes de ces oppositions.

Le second s'appuie sur l'analyse comparative de deux politiques locales en matière d'offre aux populations concernées par des pratiques de discriminations. L'accueil dans les bibliothèques, les recrutements des emplois-jeunes, les politiques d'intégration ont été l'objet d'enquêtes et d'analyses approfondies. Il ressort de l'analyse de ces politiques que, si elles constituent un progrès dans la prise en compte des discriminations qui étaient jusqu'à peu un phénomène invisible dans la société française, elles contribuent paradoxalement assez largement à la constitution de *niches ethniques* dans l'emploi public précaire et ne font que redoubler les logiques de l'économie de marché, au moins pour le secteur des services.

Partenaires et financement

CNRS (programme SHS *Modes de participation et processus d'exclusion* et PIR-Villes/Cnaf), PUCA et MSH-Paris (programme *Ville et hospitalité*)

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

DUPREZ Dominique, 1999, *Victimations et violences urbaines dans les cités*, in J. M. Bessette (ed.), *Crimes et cultures*, L'Harmattan, col. Logiques sociales, pp. 109-125.

DUPREZ Dominique, LECLERC-OLIVE Michèle, 2000 (à paraître), "Femmes issues de l'immigration : entre communauté et citoyenneté", in D. Schnapper (ed.), *Au cœur de l'exclusion*, Anthropos.

DUPREZ Dominique, LECLERC-OLIVE Michèle, 1997, "Sociabilités et usages du quartier", in col., *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*, Ed. de l'aube, pp. 289-321

Articles de revue

DUPREZ Dominique, 1997, Entre discrimination et désaffiliation : l'expérience des jeunes issus de l'immigration maghrébine, *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 76, pp. 79-89.

DUPREZ Dominique, 1997, Les enfants d'immigrés dans les cités des villes françaises : un avenir incertain in P. Hunout (ed.), *Immigration et identité en France et en Allemagne*, The International Scope Review (site web : < www.internationalscope.com >)

DUPREZ Dominique, LAFFORT Bruno, 2000, À propos d'expériences de la discrimination : les politiques publiques et les jeunes issus de l'immigration, *Revue Espaces Marx*, n° 13, pp. 13-25.

LECLERC-OLIVE Michèle, 1997, Jeunes d'origine maghrébine : frustration et reconnaissance, *Revue européenne des migrations*.

Rapport

DUPREZ Dominique, ELAÏSSAOUI Nour el houda, LAFFORT Bruno, 2000, de l'expérience de l'altérité à celle d'usager des politiques de la cité. L'hospitalité dans deux villes du nord de la France, Ifrési-Clersé/PUCA.

Communications

PINET Michel, 1999, "Variables sociologiques 'à fort bruit de fond' et régression logistique", *Actes des 6^{èmes} journées de l'IFRESI*, Lille, pp135-143.

PINET Michel, 1998, "Le quartier de Lille-Sud et ses habitants : d'une classification à une typologie sociale", intervention au Séminaire de recherche de l'Insee, Paris.

2.3.1.E TEMPORALITÉS BIOGRAPHIQUES ET INCERTITUDES (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs

CLERSÉ : Michèle LECLERC-OLIVE (CR), Sylvie ENGRAND (IE), en collaboration avec Mamadou SALL (CE) et Christophe BOCQUET (CE)

Objet, méthode, résultats

L'objectif de cette recherche était double : contribuer à la réflexion épistémologique sur les outils conceptuels susceptibles de nous aider à décrire (et comprendre) les situations de précarité que vivent un nombre toujours plus grand de familles en France et, *concurrentement*, mener une enquête de terrain pour comprendre comment les personnes en situation précaire gèrent les problèmes majeurs qu'elles ont à affronter, comment elles s'orientent dans l'existence et quelles sont les ressources, symboliques et pratiques, qu'elles mobilisent.

Ces deux objets convergent vers la notion d'*incertitude*. D'une part, il nous a semblé fécond de faire travailler la tension qui lie et oppose les deux notions de précarité et d'incertitude et de thématiser la notion d'incertitude elle-même, et d'autre part, nous avons voulu saisir l'expérience de la précarité à partir des lieux d'incertitudes vécues par les familles, quelle qu'en soit la nature (santé, emploi, solitude...). Il apparaît que pour résoudre les problèmes auxquels elles sont confrontées, les personnes en situation précaire développent souvent une ingéniosité, à la fois prudente et créative, requérant des compétences multiples. Mais il semble que souvent ces compétences ont été acquises antérieurement et en dehors de ces situations de précarité elles-mêmes.

La tension incertitude/précarité fait apparaître les connotations attachées à chacune de ces notions, en particulier leur dimension temporelle propre que manquent le plus souvent les approches statistiques. Alors que l'incertitude annonce une certaine imprévisibilité, à la précarité est attachée *a contrario* une certaine prévisibilité : celle par exemple de ne pas retrouver de travail...

La structure des revenus et leur niveau, la nature des emplois offerts sont au cœur des préoccupations des ménages, mais ce ne sont pas les seuls motifs d'inquiétude ; la santé, les relations avec les pouvoirs publics, le retour au pays, l'avenir des enfants, sont autant de lieux d'incertitude qu'il faut gérer quotidiennement. Pour comprendre les conduites des individus, il faut non seulement accepter comme lieux d'incertitudes majeures celles que les personnes considèrent comme telles, mais aussi la manière dont elles configurent la réalité sociale. La multiplicité des références culturelles parfois considérée elle-même comme un lieu d'incertitude, peut aussi dès lors constituer une ressource, une réserve de perspectives disponibles pour appréhender les situations et penser un avenir possible.

Pour rendre compte de la pluralité des expériences et des ressources disponibles pour s'orienter et dire le monde nous avons rencontré des familles dont les parcours et les ressources sont *a priori* largement différents. Pour ce faire nous avons rencontré des familles françaises, des familles d'origine maghrébine et des familles d'origine ouest-africaine – une vingtaine de personnes ont ainsi participé à l'enquête – afin de recueillir des expériences diverses, d'affiner le questionnement et surtout de nous garantir contre toute tentation simplificatrice qui se contenterait de constater des différences de représentations et de pratiques un peu trop rapidement rabattues sur de simples appartances

communautaires. Par exemple, si les familles d'origine maghrébine entretiennent avec le pays des relations étroites, celles-ci ne semblent pas cependant de même nature que celles qui lient les associations de ressortissants sénégalais ou maliens à leurs villages d'origine, et les projets de retour ne sont en général pas formulés dans les mêmes termes.

Méthodologiquement, après une première série d'entretiens au cours de laquelle on rencontre les personnes plusieurs fois, on réalise à nouveau un entretien plus d'un an après la première série. Rencontrer plusieurs fois les personnes interrogées, si cela rend l'analyse plus complexe, donne en revanche accès à un matériau plus substantiel : la possibilité de revenir sur certains événements, sur certaines situations, offre des données croisées, formulées dans des contextes d'énonciation différents, permettant ainsi de tenter de reconstituer une expérience singulière, condition de possibilité de ces différents énoncés. D'autre part, l'année qui sépare les deux séries d'entretiens offre la possibilité de saisir une tranche de vie « en temps réel ». Certes, nous n'avons accès par là qu'à une période très limitée d'une biographie, mais cela nous permet néanmoins de saisir des fragments de processus. Certaines thématiques, comme les projets de retour au pays par exemple, sont abordées à la fois de manière rétrospective et en temps réel.

À l'issue de la première série d'entretiens, il apparaissait que les lieux d'incertitude les plus fréquentés concernent : l'avenir, le sien et/ou celui des enfants, le travail, la vie affective, la santé (la sienne et celle de ses proches), la maternité, les revenus, les « papiers », les droits, la solitude, la résidence (lieu et conditions), la question du retour pour les personnes immigrées (voire le lieu de la sépulture), les statuts (nationalité, situation administrative), les transgressions et les représentations de la réalité sociale elle-même. Chacune de ces incertitudes est non seulement le lieu de problèmes à résoudre, de souffrance et d'angoisse, de peur, c'est aussi le lieu de déficit de reconnaissance, de remise en question de son identité, d'humiliation, voire de honte. Nous sommes loin de l'incertitude stimulante consubstantielle de l'action délibérée. Le plus souvent la famille, la santé, les ressources offrent des points d'appuis, des lieux de sécurité autorisant à prendre des risques mesurés dans d'autres domaines. Ce n'est absolument pas le cas des personnes en situation précaire que nous avons rencontrées. D'une part les incertitudes qu'il leur faut affronter sont rarement des lieux de réalisation de soi, et d'autre part, et c'est sans doute l'essentiel, une défaillance dans un domaine, au lieu de pouvoir être comblée en prenant appui sur les autres ressources, à l'inverse, crée des défaillances en chaîne, comme le montrent notamment les intrications fréquentes entre les problèmes d'emploi et les problèmes de santé. Cette interdépendance et ces engrenages irrépressibles qui peuvent compromettre brutalement une stabilité précaire, nous semblent en tout cas être perçus comme une menace permanente pour les personnes que nous avons rencontrées, même si, en cas de difficultés, elles peuvent compter parfois sur des solidarités de proximité. Le moindre incident peut gripper le dispositif de survie familiale, peut menacer l'équilibre fragile qui a été instauré.

À l'issue de la seconde série d'entretiens, le dispositif d'enquête lui-même nous a conduit à privilégier les thématiques pour lesquelles le suivi en temps réel a permis de reconstituer des pans d'évolution significatifs. Par ailleurs, il est apparu qu'autonomiser une rubrique relative à l'avenir n'était pas pertinent. En effet, gérer l'incertitude peut consister à reproduire au jour le jour les mêmes conduites de survie, mais « s'en sortir », c'est d'emblée être orienté vers l'avenir, chercher à échapper à la situation présente. Ainsi, nous avons renoncé à traiter l'avenir comme un lieu d'incertitude autonome, pour le considérer comme une orientation, ou une dimension structurant toutes les formes de réponse aux problèmes que l'on a à résoudre. Pour conclure nous voudrions insister sur ce qui nous est apparu comme l'une des figures récurrentes de la précarité, à savoir les « promesses non tenues ».

Partenaires et financement

Programme de la MIRE, intitulé *Précarités, trajectoires et projets de vie*.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

LECLERC-OLIVE Michèle (1997) *Le dire de l'événement (biographique)* Septentrion.

Contributions à des ouvrages collectifs

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie (2000) « Sortir de la précarité : entre routine et projet », dans I. Billiard, D. Debordeaux, M. Lurol (coord.), *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, Paris, Éditions de l'Aube.

Articles de revue

LECLERC-OLIVE Michèle (1998a) « Les comptes rendus du devenir », *CLÉS*, n° 32, 2ème semestre, pp. 113-136.

LECLERC-OLIVE Michèle (1998b) « Les figures du temps biographique », *Les cahiers internationaux de Sociologie*, n°104, pp. 97-120

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SALL Mamadou (1998) « La commode à papiers. Gestion des documents administratifs et immigration », *Sociétés Africaines et Diaspora*, n° 10 pp. 71-93.

LECLERC-OLIVE Michèle (1999) « L'armature narrative des biographies », *Spirale*, IUFM de Lille, n° 24, octobre. 25pp.

LECLERC-OLIVE Michèle (2000) « Lignes de vie », *La Faute à Rousseau*, n° 23, février. 5 pp.

Rapports

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SALL Mamadou (1998a) *Expérience de l'incertitude et diversité culturelle : Gestion des papiers et gestion du temps*, rapport de recherche, Contrat de Plan État-Région, IFRESI-CNRS, 92 pp.

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SALL Mamadou (1998b) *Aux marges du travail salarié : Expériences de l'incertitude, diversité culturelle et visions d'avenir*, rapport de recherche, MIRE, CNAF, IFRESI, 260 pp.

Communications

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie (1998) « L'horloge et l'agenda », communication à la 6ème Journée d'étude du CLERSÉ, Lille, 5 juin, 18 pp.

LECLERC-OLIVE Michèle (1998) « Les comptes rendus du devenir », communication au colloque *Les temps sociaux* organisé par l'université de Poitiers, 20 et 21 novembre 22 pp..

LECLERC-OLIVE Michèle (à paraître) « Événements et repères dans les biographies », communication à la Journée GEDISST INJEP sur *Événements et repères dans les biographies*, IRESCO, 29 mars 1999.

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie (1999) « Migrations et retours », communication aux 6èmes Journées IFRÉSI, Lille, 21-22 avril, 14 pp.

2.3.1.F RESTRUCTURATION URBAINE ET POLARISATION SOCIALE EN EUROPE (1997-2000) (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheurs

CLERSE : Frank MOULAERT (PR) .

Chercheurs d'autres équipes :

Arantxa RODRIGUEZ (Departement d'économie appliquée, Université du Pays Basque , Bilbao , Espagne), Erik SWYNGEDOUW (Ecole de Géographie , Université d'Oxford, St Peter's college, Oxford), Brendan BARTLEY (Département de Géographie , Saint Patrick's College, Maynooth , Irlande), Harmut HÄUSSERMANN (Stadt-und Regionalsoziologie , Université Humboldt , Berlin , Allemagne), Andreas NOVY et Vanessa REDAK (Institut d'études Urbaines et Régionales, Université d'Economie et de Gestion, Vienne , Autriche), Louis ALBRECHTS et Guy BAETEN (Institut de Planning Urbain et Régional, Université de Louvain , Belgique), Joao FERRAO (Departamento de Ambiente e Ordenamento , Université d'Aveiro , Portugal), John ANDERSEN (Department of Social Sciences , Université Roskild , Lucia CAVOLA, (ITER, Naples ; Serena Vicari HADDOCK , Dipartimento di Studi Politici e Sociali , Università degli Study di Pavia , Pavia , Italie),

Gerard OUDE-ENGBERINK et Frank WIEDEMA, (Centre d'étude des politiques sociales , Département des affaires sociales et de l'emploi , Rotterdam , Pays-Bas), Pavlos DELLADETSIMA (Faculté de Géographie Humaine , Université de l'Egée , Grèce), Alan MIDDLETON et Patrick LOFTMAN (Built Environment Developement Center , University of Central England in Birmingham, UK)

Objet, méthode, résultats

Ce programme de recherche vise à savoir si les Projets de développement Urbains (PDU) contribuent à l'exclusion sociale et à la polarisation ou si, au contraire, ils favorisent l'intégration sociale des citoyens dans la société urbaine. Il est urgent d'analyser les liens entre la restructuration urbaine et l'exclusion/intégration sociale. Les politiques visant à renforcer la compétitivité des villes dans un contexte de concurrence internationale intensifiée ont provoqué de profondes transformations socio-économiques du cadre social urbain. Ces processus de restructuration ont généré, outre un accroissement de l'activité économique et de l'emploi, un renforcement des mécanismes d'exclusion sociale et de polarisation.

Les Projets de Développement Urbains sélectionnés intègrent des processus globalisés. Ils sont en même temps résolument locaux, captant les tendances globales et les incorporant dans une configuration locale particulière. 13 PDU ont été étudiés :

France: EURALILLE, Lille; Espagne: ABANDOIBARRA, Bilbao; Autriche: DONAU-CITY et NORDBAHNHOF; Irlande: THE INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES CENTRE, Dublin; Belgique: ESPACE-LEOPOLD, Bruxelles; Royaume-Uni: THE SOUTH BANK PROJECT, Londres; Royaume-Uni: CBD et ICC, Birmingham; Grèce: THE OLYMPIC VILLAGE (OV), Athènes; Italie: CENTRO DIREZIONALE, Naples; Portugal: EXPO-98, Lisbonne; Allemagne: BERLIN - ADLERSHOF; Danemark: ORESTADEN, Copenhague; Pays-Bas: KOP VAN ZUID, Rotterdam.

Parmi les conclusions, voici les plus importantes

- les PDU et leurs impacts sur les communautés urbaines reflètent effectivement les interactions entre le local et le global. Dans la plupart des cas, leurs impacts en termes de créations d'emplois ne justifient pas le montant des investissements publics (ou garantis par le secteur public).
- le développement des PDU s'est effectué dans la plupart des cas par la création d'agences de planification spécifiques dont les prérogatives échappent ont au moins partiellement aux mécanismes normaux de contrôle démocratique.
- les autorités locales considèrent trop facilement les PDU comme l'instrument le plus efficace de développement urbain. Parfois, les engagements financiers pour les PDU sont si importants qu'il reste peu de moyens aux services publics pour alimenter les politiques de développement des quartiers et les politiques sociales urbaines.
- plusieurs études de cas montrent que les politiques liées aux Projets de Développement Urbain ont renforcé la polarisation au niveau du marché immobilier. Les ménages à bas revenu doivent de plus en plus faire face au développement (ou parfois à la spéculation) immobilier (ère), repoussant ces ménages vers les marchés immobiliers situés dans la périphérie.
- les autorités locales choisissent trop facilement des politiques basées sur les PDU, parce qu'elles sont trop sensibles à l'analyse financière et à l'analyse économique orthodoxes, parce qu'elles recrutent leurs conseillers parmi les économistes et planificateurs urbains du courant dominant, et parce que leurs propres services sont sous-équipés dans ce domaine et mal informés sur les possibilités alternatives de régénération urbaine.

Partenaires et financement

Financeurs : Commission Européenne, DG XII (4è PCRTD)

Publications issues de l'opération

Ouvrage

MOULAERT Frank, Swyngedouw Erik, RODRIGUEZ Arantxa eds. (2002) *Urban Restructuring and Social Polarisation in the City*. Oxford University Press, forthcoming.

Site Web IFRESI: plus de 1000 pages avec les résultats détaillés de cette recherche-étude (www.ifresi.univ-lille1.fr)
selectionnez Programmes de Recherche, URSPIC

Articles de revue

MOULAERT Frank, Swyngedouw Erik, RODRIGUEZ Arantxa eds. (2001) Social polarisation in urban cities. Special issue of *European Urban and Regional Studies*, en production.

MOULAERT Frank, Swyngedouw Erik, RODRIGUEZ Arantxa eds. (2001) Economic restructuring and political governance in European cities. Special issue of *Geographische Zeitschrift*, en production.

MOULAERT Frank, Swyngedouw Erik, RODRIGUEZ Arantxa eds. (2001) Urban restructuring in European cities. Special issue of *Estudios Territoriales*, en production.

VICARI S. ed. (2001) Urban restructuring and social polarisation in European Cities. Special issue of *Rassegna Italiana di Sociologia*, en production.

2.3.1.G LES RECRUTEMENTS DANS LES METIERS DE SECURITE A L'AUNE DES APPARTENANCES (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Dominique DUPREZ (CR), Michel PINET (CR)

Objet, méthode, résultat

Comprendre les processus qui produisent une police qui dans sa structure sociologique n'est pas à l'image de la société française, telle peut être résumée la question qui préside au dispositif de recherche. Cette interrogation nécessite des investigations dans au moins deux directions. D'une part, analyser les caractéristiques des populations qui se présentent aux concours en essayant de comprendre les systèmes de motivation et d'évitement. En effet, une des objections émises à une analyse en termes de discriminations est la rareté des candidatures à l'entrée dans la police émanant des minorités ethniques ou des quartiers dits « sensibles ». D'autre part, l'objet de recherche est d'essayer de cerner les mécanismes dans le processus de recrutement qui pourraient conduire à réduire les chances d'être recrutées pour certaines catégories, toutes choses étant égales par ailleurs.

Notre recherche ne se limite pas à l'examen du recrutement dans la police nationale mais vise au contraire à traiter cette question en lien avec le recrutement des agents locaux de médiation sociale (ALMS) par les associations et les collectivités locales. C'est notamment la question de l'ethnicisation des services de sécurité autour d'une dichotomisation privé/public qui est questionnée par cette enquête. Du côté de la police nationale, nous avons procédé à une comparaison des deux plus grands bassins de recrutement en France : Lille et Marseille. L'enquête porte sur les emplois-jeunes dans la police (les adjoints de sécurité, ADS) et sur le principal corps, celui des gardiens de la paix.

S'agissant de la méthodologie quantitative, l'accent a été mis autant sur la nature des traitements envisagés que sur la constitution initiale de bases de données fiables et assurant un minimum de comparabilité à partir de situations institutionnelles très différentes (le recrutement d'ALMS, d'ADS ou celui de Gardiens de la Paix sont tout sauf des processus homogènes et comparables...). L'objectif étant de situer les uns par rapport aux autres les publics et les méthodes de leur recrutement (ou élimination...), il importait particulièrement d'avoir en tête les questions théoriques à poser aux données dès l'étape de leur -difficile- recueil. Dans la mesure où la constitution de bases de 300 à 400 individus sur chaque procédure observée était un idéal pas toujours accessible (il n'y avait même pas forcément de base de départ informatisée récupérable...), il est évident que l'accent dans les traitements quantitatifs, qui ne sont pas achevés, a porté et portera plutôt sur un ensemble de modélisations "partielles" permettant de trancher au mieux, malgré les faibles effectifs croisés, des questions simples mais décisives : effets "toutes choses égales d'ailleurs" de l'origine ou du sexe, en

particulier, et recherche d'"effets de territoire" s'agissant de procédures de recrutement en théorie normalisées. Cet accent mis sur les approches modélisantes n'exclue cependant pas les procédures plus exploratoires (analyse factorielle), notamment pour tenter de situer comparativement dans un *même* espace social les populations candidates les unes par rapport aux autres -une manière de réduire, ne serait-ce qu'un peu, la très délicate question du hors-champ, dans cette recherche sur des populations "candidates" qui ne peut se désintéresser complètement des "non candidats", s'agissant notamment des questions d'origine...

La partie qualitative de cette recherche porte sur des entretiens auprès des recruteurs, sur des observations de jurys de recrutement d'ADS et de gardiens de la paix et, concernant les ALMS, sur l'observation des pratiques de terrain à Lille et à Roubaix croisée avec une vingtaine d'entretiens auprès de médiateurs.

Par rapport à la question des discriminations, la problématique du projet de recherche prenait appui assez largement sur des travaux américains réalisés sur le « testing » qui montraient l'inégalité entre Blancs et Minorités. En choisissant le concours de gardien de la paix de septembre 1999, avec un sujet de dissertation qui demandait de raconter ses loisirs, on pouvait craindre des pratiques de corrections discriminatoires. Au vu de nos observations, il apparaît que le phénomène marquant est plus l'hétérogénéité des critères de correction et des échelles de notation que l'existence de corrections discriminatoires en fonction du sexe ou de l'origine ethnique. Mais ce sont les traitements statistiques qui permettront de trancher entre les différentes hypothèses où les dimensions territoriales sont loin d'être anecdotiques.

Le programme intègre une dimension comparative internationale : les problèmes rencontrés et les politiques menées en direction des minorités ethniques en matière de recrutement dans la police en Angleterre et en Allemagne, avec la collaboration de deux doctorants, D. Cassan et A. Maguer (Max-Planck Institute).

Partenaires et financement

Institut des hautes études sur la sécurité intérieure (IHESI), Plan urbanisme et construction (PUCA) et CNRS (LEA)

Publications issues de l'opération

Article de revue

DUPREZ Dominique, 2000, Modes d'apprentissage et formes de savoirs. Une comparaison Police-Douanes en France, *Déviance et société*, vol. 24, n° 1, pp. 3-25.

Rapport

DUPREZ Dominique, DILLIES Virginie, PINET Michel, 2000, *Police et services de sécurité: sur le recrutement et les appartenances culturelles, ethniques et territoriales*, rapport intermédiaire pour l'IHESI, Lille, Ifrési-Clersé.

Communication

DUPREZ Dominique, 2000, *Les ALMS et les risques d'ethnicisation*, Colloque La Commune et ses étrangers, colloque du PUCA, Nanterre.

2.3.1.H LA CULTURE DANS LA VILLE. UNE APPROCHE INTERACTIONNISTE DES OPERATIONS CULTURELLES A VISÉE SOCIALE (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : Stéphanie PRYEN (MC), Jacques RODRIGUEZ (MC)

Objet, méthode, résultats

Ce projet de recherche sociologique se propose d'analyser les interactions entre acteurs sociaux dans des opérations d'action culturelle à visée sociale, sur le terrain de la ville de Roubaix. Il s'agit d'une part de rendre compte du sens attribué à ces projets par ceux qui y sont impliqués, et d'autre part d'analyser les processus de transaction identitaire et de négociation des catégories, en les résitant dans leur contexte macro-sociologique.

Avec le pari que les analyses effectuées sur Roubaix, « ville-laboratoire », permettront d'éclairer ce qui est à l'œuvre dans d'autres espaces urbains, l'objectif est de contribuer à mieux saisir et comprendre les contradictions, les résistances ou les possibilités de confrontation culturelle et de rencontres de l'altérité, quand la culture est mêlée au social.

Les analyses se fonderont sur trois types de méthodologie : une analyse comparative et historique des politiques locales, des entretiens de type compréhensifs, et une observation *in situ*. La production des résultats se fera sous deux formes intimement liées : un rapport de recherche et un film « documentaire sociologique », dans l'objectif de diversifier les manières de rendre publiques les analyses sociologiques et de les mettre au service du débat.

Ce projet s'inscrit dans le programme « Pratiques urbaines : espaces publics, migrations et normativités » de l'équipe Travail, Education, Ville du CLERSE.

Partenaires et financement

Projet retenu et financé par le Programme interministériel de recherches « Cultures, villes et dynamiques sociales » (Ministère de la culture et de la communication / mission de la recherche et de la technologie ; Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement / plan urbanisme construction architecture (PUCA) ; Ministère de la Jeunesse et des Sports / direction de la jeunesse et de l'éducation populaire ; Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) ; Délégation interministérielle à la ville (DIV) ; Caisse des dépôts et consignations / service du mécénat et de l'action culturelle).

2.3.1.I LA CONSTRUCTION SOCIALE DES TROUBLES PSYCHIQUES ET LES INTERACTIONS ENTRE PROFESSIONNELS DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL (OPERATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : Lise DEMAILLY(PR), Michel AUTES (CR), Maryse BRESSON (MC)

Autre chercheur : Jean Luc ROELANDT (Psychiatre, Médecin chef du secteur Lille Métropole directeur du Centre collaborateur de l'OMS pour la recherche et la formation en santé mentale),

Objet, méthode, résultats

Aujourd'hui, les exclusions se développent et les acteurs politiques et professionnels, à tous les échelons du territoire, sont mobilisés dans la lutte contre ces exclusions. L'accès aux dispositifs de santé en général, de santé mentale en particulier est devenu un axe de traitement de l'exclusion sociale. La santé est aussi une des dimensions de l'exclusion, précarisée en même temps que le travail. Les professionnels de la psychiatrie, de la médecine généraliste et les travailleurs sociaux se disent interpellés par les personnes en difficulté d'insertion sur leur "souffrance". Dans ce contexte, la question des frontières du social et du psychique se pose de manière renouvelée. La question des coopérations et réseaux entre professionnels du secteur sanitaire et professionnels du secteur social se pose également avec acuité.

Progresser dans la compréhension de la construction sociale des "troubles psychiques" en analysant les configurations de professionnels (médecins psychiatres, médecins généralistes, travailleurs sociaux

2. Ville, territoires, institutions

2.3. Modes de vie et cadres de vie

etc.) qui prennent en charge les sujets "troublés" et leurs interactions concrètes au sein des systèmes locaux de santé.

Nous appellerons "troubles psychiques" l'ensemble des conduites étiquetées en ce sens, soit par les sujets eux-mêmes, soit par leur environnement proche, soit par des professionnels, parce qu'elles s'écartent des comportements attendus comme "normaux" ou souhaitables.

Que les "troubles" soient d'origine proprement psychique (psychopathologique), biologique ou directement sociale ("désespérance" due à l'"exclusion par exemple), nous pouvons dans tous les cas considérer par principe qu'ils sont construits socialement :

1) parce que les processus de subjectivation se construisent au sein d'une société, d'une civilisation données qui déterminent en partie les mœurs, les normes, les imaginaires, les conduites,

2) parce que cette société, sur la base d'un certain nombre de théories savantes ou profanes, identifie les conduites sociales susceptibles d'être étiquetées du côté du "trouble",

3) parce que les "troubles" psychiques sont aussi construits par les nosographies, les représentations, les pratiques des milieux professionnels divers voués à "s'occuper" de ces troubles ou à les rencontrer.

Ce dernier point nous intéresse particulièrement. Nous souhaitons étudier comment les relations entre les professionnels, relations de cloisonnement, de concurrence, de coopérations ou de conflits définissent un "champ" de prise en charge des troubles psychiques.

Notre hypothèse principale est que l'examen de ce champ montrerait des configurations relativement étanches (médecine générale par exemple), avec cependant des passeurs et des innovations à identifier (mise en place à certains endroits de véritables réseaux psychiatres/généralistes, psychiatres-/travailleurs sociaux, ouverture du secteur psychiatrique sur la ville...).

Une caractéristique de la région est aussi que le champ est ouvert aux coopérations transfrontalières avec la Belgique.

Nous choisirons deux "secteurs" psychiatriques de la région Nord-Pas-de-Calais, sur lesquels nous disposons déjà de données épidémiologiques et anthropologiques (CCOMS) en santé mentale concernant la population générale.

Sur ces territoires ainsi définis par les secteurs, nous travaillerons à observer des cheminements d'usagers liés aux institutions psychiatriques, des cheminements de patients de généralistes et des cheminements d'usagers d'associations relevant de l'intervention sociale ou du médico-social (observations de réunions, entretiens).

Cela nous permettra de repérer des cheminements typiques d'usagers en santé mentale et des configurations typiques de professionnels. (Qui entre en contact avec qui ? - A propos de qui ? - Pour faire quoi ? Qu'est ce qui se passe dans le contact ? - Quelles sont les conséquences objectives du contact pour l'usager ? - Quel est le vécu de ce contact ?)

Cela nous permettra ensuite de mener une enquête auprès d'un certain nombre de professionnels ainsi repérés, de plusieurs catégories : secteur psychiatrique; médecins généralistes de ville (mal connus et dont l'enquête de l'OMS déjà citée montre le rôle premier dans le traitement du trouble) ; psychiatres du privé (mal connus); travailleurs du social dans des secteurs tels que RMI, CHRS, AEMO (car c'est là que nous pourrons le mieux observer la frontière poreuse entre les systèmes sanitaire et social); professionnels de la clinique psychosociale (écoute, remobilisation, réinsertion) travaillant dans l'associatif.

Nous explorerons notamment (par entretiens semi-directifs et questionnaire CCOMS) leurs représentations du "trouble", de la "souffrance" ou de la "maladie mentale", ainsi que leurs conceptions du travailler ensemble, de l'interdisciplinarité, l'interprofessionnalité, l'inter-sectorialité. Soixante entretiens environ seront ainsi réalisés en ce qui concerne les professionnels.

Partenaires et financement

En recherche de financement

2.3.2 – environnement et développement durable (fiches des opérations)

2.3.2.A RISQUE ET DEMOCRATIE (OPERATION ACHEVEE)

Chercheur

CLERSE : Stéphane CALLENS (PR)

Objet, méthode, résultats

Cette opération a permis de constituer un réseau européen de chercheurs de plusieurs disciplines (sociologie, géographie, économie) sur le thème de l'Europe du risque.

Les travaux ont permis une reformulation à partir de l'économie de l'incertain de questions qui ont connu un développement rapide dans les années 90. La notion de développement durable est apparue en 1987, celle du principe de précaution avec le sommet de Rio et la Traité de l'Union Européenne en 1992.

Un bilan des travaux peut être présenté en quatre points

1 – une économie de la précaution

Une première approche économique du principe de précaution est celle de David W. Pearce. L'approche de précaution comporte une dimension d'anticipation et une dimension de prévention. D'où l'idée de Pearce : la décision de précaution est celle d'une prévention anticipée. La décision de « prévention anticipatrice » peut s'appuyer sur le calcul des dommages évités, par comparaison avec l'option zéro, celle qui consiste à ne rien faire. Ce calcul des dommages évités et des avantages obtenus nous semble incomplet pour rendre compte de l'originalité du principe de précaution. Le calcul économique détermine des impasses dans lesquelles il faudra éviter de s'engager. Une limite de la démarche de Pearce est qu'il raisonne uniquement en décision d'investissement et qu'il ne tient donc pas compte d'un calcul économique indiquant qu'une voie de développement est sans issue. Le calcul économique peut aussi servir à établir des dispositions prudentielles. Il est un temps pour décider ; après, les décisions ne font plus que courir derrière une situation qui se dégrade. Cet aspect n'est pas pris en compte si on limite le calcul économique à la préparation d'une décision d'investissement. La décision placée sous un principe de précaution pose des problèmes d'harmonisation de cinétiques (celle physique du phénomène, celle économique du renouvellement des produits par exemple) et de coordination de diverses logiques (industrielles, civiques, marchandes), problèmes qui sont associés à la mise en pratique d'un développement durable. La prise de décision se fait plus dans un contexte d'estimation fonctionnelle que d'estimation ponctuelle : il faut être sur une bonne trajectoire, bien s'inscrire dans une démarche efficace s'inscrivant dans le rythme du phénomène. Dans un domaine pratique comme celui de la qualité de l'air, aujourd'hui, on ne construit pas de grands équipements mais on réalise plutôt des innovations de service, en coproduction avec les usagers et les collectivités locales. Cet aspect « innovation de services » est absent dans une littérature focalisée par l'évaluation de l'impact économique des nuisances. La notion de responsabilité ne doit pas être réduite à la recherche de la faute ou d'un garant. Il s'agit de concevoir des appuis au déploiement de soins dans les rapports sociaux, pour ce qui concerne les usages des transports individuels dans le cas de la pollution de l'air. L'économie de la précaution peut être replacée en comparaison des deux leçons fondamentales de l'économie de l'environnement, celles de Pigou et Coase. La taxation pigovienne permet de retrouver la Pareto-optimalité, tandis que pour Coase, peu importe le système de responsabilité, la négociation est meilleure que la taxation pour retrouver la Pareto-optimalité. Le développement durable apporte un nouveau système de responsabilité avec le principe de précaution. Taxes temporaires et responsabilité juridique sont des moyens qu'il faut conjuguer selon leur efficacité d'incitation de long terme.

2 – une histoire des théories du risque et de l'incertain :

L'histoire de la pensée économique ne s'arrête pas à Walras. Les développements de l'économie formalisée doivent trouver une place plus large dans l'enseignement de la pensée économique. En prenant comme fil conducteur les théories du risque et de l'incertitude, le 19^e siècle a pu être interrogé d'une nouvelle manière dans l'ouvrage « Les maîtres de l'erreur ». Ce même fil conducteur amène à concevoir une synthèse rétrospective sur la pensée économique du 20^e siècle.

3 – une mise à jour de l'analyse économique de la démocratie

L'analyse économique de la démocratie était restée partagée entre une version « optimiste » liée au contrôle parlementaire des budgets publics et une version « pessimiste » liée à une crainte de dérive populiste de la gestion macroéconomique. Cette analyse doit être étendue à une réelle prise en compte de l'ampleur des risques politiques, et aux apports analytiques de l'économie de l'information et de l'incertain. La démocratie est un risque spéculatif qui peut apporter gain ou perte selon le résultat d'une balance entre l'ensemble des effets négatifs et l'ensemble des effets positifs.

4 – l'économie, prototype d'une science en démocratie

Les sciences en démocratie sont des sciences à portée limitée et en interaction sociale, dont l'économie offre peut-être le plus vieil exemple. L'économie est une science qui n'est pas prise pour argent comptant. L'histoire y est domaine de validation pour des modélisations couramment révisées et réajustées. La permanence ces critiques et réajustements conceptuels forme une longue tradition d'études de la pensée économique. L'économie est depuis longtemps présente dans les débats publics, alors que les sciences et les techniques la rejoignent aujourd'hui sur la place publique. L'interaction sociale, les débats sur les théories économiques ont forgé le rôle de l'histoire de la pensée économique dans les formations et ont délimité la place de l'économie dans la société.

Enfin, une recherche financée par le Ministère de l'Équipement prend place dans le cadre du groupe de prospective du PREDIT. Elle a débuté en décembre 1998 et porte sur la prospective 2015 de la régulation de l'air en Europe. Elle s'est achevée en juillet 2000, en tenant compte des travaux de la conférence intergouvernementale jusqu'à cette date. Les difficultés des politiques d'abattement de la pollution de l'air, en particulier celles liées à la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, illustrent les difficultés contemporaines de la construction européenne à concilier démocratie et technique. Elles soulèvent également les questions des relations entre l'Union Européenne et les restes des autres parties du globe. Les différents contenus possibles à la démocratie, le développement durable, la précaution, la subsidiarité, l'intégration sectorielle et l'égalité permettent de proposer trois futurs, trois concrétisations différentes d'un Regulatory State européen. Le premier scénario (intitulé Talos, du nom du robot de bronze qui gardait les frontières dans la mythologie grecque) est basé sur une régionalisation prononcée du globe, une faible inventivité institutionnelle dans les pays de l'Union et un rôle accru d'une administration fédérale européenne. L'accent est mis sur la cohérence de l'action européenne ainsi que sur la cohésion interne de l'Union. Le deuxième scénario (intitulé Médée) est basé sur la parlementarisation des institutions européennes. Le contrôle de l'exécutif européen est renforcé selon un schéma constitutionnel standard de partage des rôles entre le législatif et l'exécutif. L'intégration sectorielle de la politique environnementale dans les transports n'est pas acquise, mitigeant les résultats escomptés. Le troisième scénario (intitulé Argo) se fonde sur une mise en place d'institutions originales assurant le contrôle et la bonne gouvernance dans la poursuite des objectifs communs fixés. La dimension de succession des générations introduite par le développement durable trouverait alors son expression institutionnelle originale.

Partenaires et financement

Ministère de l'équipement, dans le cadre du groupe de prospective du PREDIT

Publications issues de l'opération

Ouvrages

CALLENS S. (1997), *Histoire du risque*, Institut Max Planck d'Histoire des Sciences et Ifrési, Berlin et Lille, 184 p.

Contributions à des ouvrages collectifs

CALLENS S. (1999), « Economie et Histoire des Sciences », dans *L'histoire des sciences et des techniques dans l'éducation et la formation en Europe*, Luxembourg : Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, pp. 155-157

CALLENS S (1999), article « Précaution » du *Dictionnaire d'Histoire et Philosophie des Sciences*, Paris, PUF

CALLENS S., article « Erreur » du *Dictionnaire d'Histoire et Philosophie des Sciences*, Paris, PUF

Articles de revue

CALLENS S (1998), La mesurabilité de la matière : histoire de la mesure de l'ozone, *Pollution Atmosphérique*, n° 157, pp. 71-80

CALLENS S., ROUSSEL I., SCARWELL H (1998), Risque et précaution : une nouvelle gestion de notre environnement, *Air Pur*, n° 54

CALLENS S., ROUSSEL I., SCARWELL H (1998), La perception du risque lié à la pollution atmosphérique par les élus locaux, *Air Pur*, n° 53

CALLENS S., NOVEMBER V., RUDOLF F. (1999) From an aspiration of progress to the notion of sustainable development, *Geographica Helvetica*

CALLENS S., ROUSSEL I., SCARWELL H. (1998), « Le principe de précaution : une autre pratique de la gestion des risques », *Pollution Atmosphérique*, n° 159, pp. 30-40

Rapports

CALLENS S (2000), *Europe 2015 : prospective sur la régulation de la pollution de l'air à l'horizon 2015*, Paris, 161 p.

Communications

CALLENS S (1999), « Quelle économie de la précaution ? Un premier bilan », 6è Journées Ifrési, volume 3, Lille

2.3.2.B USAGES ET REPRESENTATIONS DE L'EAU DANS LE BASSIN MINIER (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Valérie DELDREVE (doct.)

Objet, méthode, résultats

L'étude des usages et représentations de l'eau dans le Bassin Minier a été effectuée en deux étapes. Dans la première d'entre elles, il s'agissait de faire état des points de vue scientifique et politique sur les problèmes de l'eau souterraine ou de surface, des principaux usages de celle-ci (industriels, domestiques, agricoles ou de loisirs) et des outils mis en œuvre par les acteurs de la gestion de l'eau. Dans la seconde étape, sur le point d'être achevée, je me suis intéressée aux pratiques et représentations des principaux usagers de l'eau dans l'arrondissement de Lens (Lens-Liévin est, au sein du bassin minier, le secteur le plus affecté par la mauvaise qualité de la ressource en eau et le risque sanitaire qu'elle représente), soit ses résidents.

Deux techniques ont été mises en œuvre afin de réaliser la première phase de cette étude, à savoir l'exploitation des multiples documents produits par les scientifiques et les gestionnaires de l'eau sur des entités hydrographique ou administrative englobant ou recouvrant partiellement le Bassin Minier, ainsi que des entretiens menés avec les principaux responsables en matière de gestion de l'eau, soit des maires de communes minières et des représentants de Districts. J'ai également participé à la « Conférence Permanente du Bassin Minier » sur l'eau et l'environnement, animée par Francis Meilliez.

Puis dans la seconde partie de mon étude portant sur les principaux usagers de l'eau, j'ai mené quelques entretiens avec des représentants de différentes associations écologiques des environs de Lens et d'autres, plus nombreux, avec les usagers du Parc des Glissoires (Lens-Avion). Par ailleurs, j'ai relevé un certain nombre d'articles de la presse locale relatant des faits de pollution ou d'inondation.

Que ce soit pour l'alimentation en eau potable ou pour l'assainissement des rivières, les communes du Bassin Minier sont dépendantes les unes des autres, car non seulement elles n'ont pas les capacités financières d'agir seules, mais qui plus est, toute action isolée est sans efficacité étant donné l'étendue des bassins versants. Mais si les nouveaux usages de l'eau obligent à la concertation, ils génèrent également des conflits d'intérêt, dans la mesure où la conquête ou reconquête de l'eau s'opère sur un patrimoine commun.

Cette reconquête imposerait, par ailleurs, aux yeux des gestionnaires, la sensibilisation des usagers dans le but de modifier leurs pratiques, une sensibilisation qui s'opère via une augmentation des prix de l'eau, largement incomprise, et des campagnes d'information encore largement méconnues.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

DELDREVE Valérie, 1998, *Marins de pêche artisanale en Manche orientale. Etude des organisations professionnelles et des pratiques des pêcheurs du Boulonnais et de l'Est Cotentin*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq

Rapports

DELDREVE Valérie, 1999, L'eau dans le Bassin Minier. L'état des lieux. Points de vue scientifique et politique, *Anthropologie du Bassin Minier*, Collection « Etudes » n°9.

DELDREVE Valérie, GOULLIART Emmanuel, 1999, *Marins-pêcheurs du Nord-Pas-de-Calais*, Documents d'Ethnographie Régionale du Nord-Pas-de-Calais, n°11, Béthune, Musée d'Ethnologie régionale.

Communications

DELDREVE Valérie, 1999, « Pour une approche sociologique de la question de l'eau dans le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais. De l'évaluation scientifique à la perception des usagers. », *Actes du colloque international du 10 et 11 février 2000 « L'eau, l'aménagement du territoire et le développement durable »*, Académie de l'eau, Paris.

DELDREVE Valérie, 1999, « Le temps de travail à la pêche artisanale. Code du travail et normes communautaires », publication de la 6^e Journée d'étude du CLERSE « *Les frontières du Temps de travail* », juin 1998.

DELDREVE Valérie, 1998, *Actes du Colloque du 18-21 mai 1995 « La pêche en Manche et en Mer du Nord 18^e-20^e siècles »*, ss la dir. de VILLIERS Patrick et PFISTER-LANGANAY Christian, *Cahiers du Littoral* Hors-série, collection Histoire, Université du Littoral, Boulogne-sur-mer.

DELDREVE Valérie, 2000, « L'évolution du système technique de la pêche artisanale d'Etaples/Boulogne depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour une analyse des facteurs de changements », *Actes du colloque du 24, 25, 26 novembre 1999 « Mutations techniques des pêches maritimes : agir ou subir ? Evolution des systèmes techniques et sociaux »*, CCSTI, Lorient.

2.3.2.C MONETARISATION DE CERTAINS EFFETS EXTERNES DES TRANSPORTS EN MILIEU URBAIN (OPERATION ACHEVÉE)

Chercheur

CLERSE : Frédéric HERAN (MC)

Objet, méthode, résultats

Depuis 1995, le programme de recherche de Frédéric HERAN s'est orienté progressivement vers l'étude des déplacements urbains, thème très proche de ses recherches précédentes portant sur la gestion industrielle dans la production manufacturière, comme il l'a montré dans un article paru à cette date et comparant terme à terme les deux domaines.

Une partie des efforts a d'abord porté sur une meilleure connaissance des modes non motorisés, très peu étudiés en France jusqu'ici. Car les piétons et les cyclistes sont particulièrement soumis aux conséquences du développement incontrôlé des modes motorisés et révèlent ainsi de nombreux dysfonctionnements dans le système des déplacements urbains.

Ces travaux ont été réalisés dans le cadre des "Recherches stratégiques" du PREDIT (programme national de recherche sur les transports terrestres), axe "Déplacements non motorisés", soit une recherche préliminaire en 1997, une autre sur "l'évaluation de l'effet des coupures urbaines" terminée en 1999 et deux autres en cours portant sur des "indicateurs pour des aménagements favorables aux piétons et aux cyclistes" et sur "le vol de bicyclettes : analyse du phénomène et méthodes de prévention".

Les premiers résultats ont permis d'emblée d'aborder de façon profondément renouvelée l'étude et la monétarisation de trois effets externes des transports en milieu urbain jusqu'ici négligés : les effets de coupure, les effets sur la consommation d'espace et les effets sur les paysages. Il a pu être démontré notamment que les effets de coupure sont environ 10 fois plus élevés que les évaluations admises jusqu'ici en France et sont du même ordre que ceux liés au bruit.

Partenaires et financement

Le travail réalisé sur ce sujet a bénéficié là encore d'un contrat de recherche dans le cadre du PREDIT et a été jugé publiable à La Documentation Française. Le "groupe Boiteux" du Commissariat général du Plan qui travaille actuellement à la réactualisation du rapport de 1995 sur "Transports : pour un meilleur choix des investissements" en a déjà tenu compte.

Publications issues de l'opération

Ouvrage

HERAN Frédéric (2000), *Transports en milieu urbain : les effets externes négligés. Monétarisation des effets de coupure, des effets sur l'affectation des espaces publics et des effets sur les paysages*, La Documentation Française, 118 p.

Articles de revue

HERAN Frédéric (1997), "Le recul du déterminisme, fondement du changement organisationnel", *Cahiers Lillois d'Économie et de Sociologie*, n° 29, 1er sem., pp. 123-139.

HERAN Frédéric (1997), "Déplacements urbains : la solution vélo", *Revue M*, n° 92, nov.-déc., pp. 35-40.

HERAN Frédéric (1998), "Les conditions d'un report modal favorable à la marche et au vélo", *Revue TEC*, n° 92, nov.-déc., pp. 35-40.

HERAN Frédéric (2000), "Déplacements urbains : pourquoi les maires se trompent sur l'opinion de leurs administrés", *Transports Urbains*, n° 102, pp. 13-20.

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric (1998), "L'insertion locale des firmes multinationales globales dans le cas des régions de tradition industrielle. Globalisation des firmes et logiques d'insertion locale : l'exemple du Nord-Pas de Calais", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 23 p.

HERAN Frédéric (2000), "Le palmarès 2000 des villes cyclables", résultats d'une enquête nationale sur les actions en faveur de la bicyclette dans 50 communes françaises, *Vélocité*, n° 58, 7 p.

HERAN Frédéric (2000), "La contribution de la marche et du vélo aux économies d'énergies", *Vélocité*, n° 59, 3 p.

Rapports de recherche

HERAN Frédéric (dir.), METZGER Edith, MIGNOT Corinne, TOSTAIN Philippe (1997), *Le vélo urbain en Seine-Saint Denis. Rapport final*, étude pour le Conseil Général de Seine-Saint Denis, Bobigny, 270 p.

HERAN Frédéric (dir.), JULIEN Arantxa, MIGNOT Corinne, CHAPAT Karine, DUGUET Anca, JACOB Christian (1997), *Les conditions d'un report modal favorable à la marche et au vélo. Rapport final*, recherche réalisée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, DRAST, décision d'aide à la recherche n° 96 MT 29, 220 p.

HERAN Frédéric (dir.), JULIEN Arantxa, PAQUES Antoine (1999), *Evaluation de l'effet des coupures urbaines sur les déplacements des piétons et des cyclistes*, rapport final, recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques, décision d'aide à la recherche n° 98 MT 04, septembre, 234 p.

HERAN Frédéric (dir.), PERRIOLLAT Sylvain (1999), *Recherche documentaire sur la monétarisation de certains effets externes des transports en milieu urbain : effets de coupure, effets sur l'affectation des espaces publics, effets sur les paysages*,

2. Ville, territoires, institutions

2.3. Modes de vie et cadres de vie

rapport final, recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques, décision d'aide à la recherche n° 98 MT 45, juin, 98 p.

HERAN Frédéric (dir.), LE MARTRET Yann (2000), *Indicateurs pour des aménagements favorables aux piétons et aux cyclistes*, rapport intermédiaire pour l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, 145 p.

Communications

HERAN Frédéric (1998), "Coupures urbaines et déplacements de proximité. Aspects méthodologiques", contribution au séminaire *Economie de l'environnement et du développement durable*, organisé par le MEDEE, Université de Lille 1, Villeneuve d'Ascq, 12 mars, 18 p.

HERAN Frédéric (1999), "Methods of evaluation of severance effects of large infrastructures on cycle trips", communication au congrès international *Velo-City 99*, Graz-Maribor, 13-17 mars, pp. 515-519.

HERAN Frédéric (1999), "Monetary assessment of severance effects of infrastructures in urban area. State of the art ", séminaire franco-suédois, Paris, 22 nov., 6 p.

HERAN Frédéric (2000), "Pour la création de parcs vélos gardés aux gares centrales", communication au colloque *Transports en commun et vélo : pour un vrai système de déplacements*, organisé par l'association Rue de l'Avenir, Paris 20 mai, 8 p.

HERAN Frédéric, MIGNOT Corinne (1997), "The Severance Effects on Cycling and Pedestrian Journey", communication au 10e congrès international *Velo-City*, Barcelone, 15-19 sept., p. 534.

HERAN Frédéric, MIGNOT Corinne (1997), "Coupures urbaines et déplacements de proximité", communication aux 5e Journées de l'IFRESI, Lille, 20-21 mars, 8 p.

2.3.2.D L'EVOLUTION COMPAREE DES PRINCIPES D'ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DES DEPLACEMENTS URBAINS. VILLE DURABLE ET SOCIO-ECONOMIE DE LA QUALITE DU CADRE DE VIE (OPERATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Frédéric HERAN (MC), Emmanuel TORRES (MC)

MEDEE: Guy CHAUTARD (docteur)

Objet, méthode, résultats

Dans cette opération, il faut distinguer deux axes de travail articulés : F. Héran traite le domaine des externalités environnementales des transports urbains et E. Torrès développe une économie de l'environnement appliquée à la ville.

Le programme de recherche mené par E. TORRES a trouvé sa dynamique dans le transfert d'outils conceptuels et de cadres analytiques utilisés par l'équipe SIIE dans le traitement des services vers le domaine de l'environnement urbain. Il a consisté à construire un appareil théorique original destiné à l'analyse et à l'évaluation économiques de la qualité du cadre de vie urbain, travail qui a abouti à la soutenance d'une thèse de doctorat. La problématique théorique a été testée sur une zone géographique précise (le district d'Hénin-Carvin) dans le cadre d'un programme de recherche pluridisciplinaire : le Programme de Recherche Concerté (PRC), un travail plus ponctuel a été également engagé sur la valorisation de la recherche en environnement dans l'économie régionale dans une optique de développement durable (avec l'aide de Guy CHAUTARD).

Le travail de construction théorique a permis de définir pratiquement la notion diffuse et à géométrie variable de "qualité du cadre de vie sur un territoire" et de proposer une méthodologie d'évaluation socio-économique de cette qualité. La recherche s'est également concentrée sur l'analyse des systèmes de production locaux de la qualité environnementale sur les territoires, débouchant sur une économie de l'aménagement. L'analyse de données statistiques (renseignant sur le niveau de qualité du cadre de vie, l'effort financier des collectivités locales), des entretiens menés avec les acteurs de l'aménagement sur la zone du district d'Hénin-Carvin, ont permis de valider certains éléments de la construction théorique.

Plus récemment, dans le cadre de l'analyse de la production de la qualité et de la durabilité environnementales par les réseaux d'acteurs locaux, une étude-action a été engagée à la demande du Conseil Régional sur le transfert d'innovation des laboratoires universitaires régionaux travaillant sur l'environnement vers le milieu des éco-entreprises. L'objectif est de réfléchir à des processus d'innovation locaux (repérage des potentiels, cadres institutionnels, facteurs de blocage) qui favoriseraient la réorientation de l'économie régionale vers un modèle de développement durable et la création d'activités nouvelles. L'étude doit contribuer à la mise en place d'actions concrètes. Elle bénéficie de l'expérience des chercheurs de l'équipe travaillant sur "l'innovation dans et par les services".

Partenaires et financement

- Le PRC et l'étude-action sur le potentiel de création d'activités des laboratoires universitaires travaillant sur l'environnement sont financés par le Conseil Régional (DRT et DEED).
- L'étude-action se réalise en partenariat avec ACCEDE (Association du Centre de Création et de Développement des Eco-entreprises")

Publications issues de l'opération

Contributions à des ouvrages collectifs

TORRES Emmanuel (1998), *Développement local et environnement : la régulation par les contrats et conventions de développement patrimonial*, In la socio-économie des territoires : expériences et théories, Hassan Zaoual (Ed.), Paris, L'Harmattan.

TORRES Emmanuel (2000), Adapter localement la problématique du développement durable, In *développement durable et territoire*, Bertrand Zuindeau (Ed.), Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion (Coll. Sciences sociales : économie).

Articles de revue

TORRES Emmanuel (1998), Deux problématiques pour l'environnement urbain, deux voies pour son analyse économique, *Nature-Sciences-Sociétés*, vol.6, n°4, pp.41-50.

Rapports de recherche

TORRES Emmanuel (*Une démarche-qualité du cadre de vie dans le District d'Hénin-Carvin : cadre d'analyse, repérage des enjeux et système d'acteurs*, Rapport pour le Conseil régional Nord –Pas de Calais, Programme de Recherche Concerté, 31 pages.

Communications

TORRES Emmanuel (1997), *Une économie de la qualité du cadre de vie, premiers fondements théoriques*, communication aux 5^{ème} Journées de l'IFRESI, 20 et 21 mars 1997.

TORRES Emmanuel (1997), *Le cadre de vie urbain : évaluer pour une démarche-qualité*, Communication au XXXIII Colloque de l'ASRDLF des 1-3 septembre 1997, "Renouveau régional, renouveau urbain", Lille.

TORRES Emmanuel (2000), *La ville durable : quelques enjeux théoriques et pratiques*, Communication au Séminaire FréVILLE (Pôle européen) du 28 avril 2000, Lille.

TORRES Emmanuel (2000) *La qualité de l'environnement urbain comme objet émergent des politiques publiques locales*, Communication à la journée d'étude du CLERSE du 26 mai 2000, Villeneuve d'Ascq.

Thèse

TORRES Emmanuel (1998) *Le cadre de vie urbain : essai d'une économie de la qualité*, présentée et soutenue publiquement à l'Université des Sciences et Technologies de Lille en janvier 98. Directeur de thèse : J Gadrey, 386p.

2.3.2.E DEVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITOIRES FRAGILES (OPERATION EN COURS)

Chercheurs

MEDEE : Bertrand ZUINDEAU (MC), Iratxe CALVO (AL), Guy CHAUTARD (ATER), Sandrine DE VETTER – ROUSSEAU (AL), Virginie FROMON (doctorante), Gwénaël LETOMBE (AL)

CLERSE : Valérie DELDRÈVE (MC), Frédéric HÉRAN (MC), Emmanuel TORRES (MC)

CRAPS : Bruno VILLALBA (MC)

LGH : Jean VAUDOIS (MC)

Chercheurs d'autres équipes : C. BEYAERT-DERUE (GREL – Université du Littoral), S. BLOCQUEEL (EREIA – Université d'Artois), S. CALLENS (Université de Bretagne occidentale), S. FRÈRE (INRETS), J.C. GOSSET (Réseau 21 – Université de Valenciennes), C. KERGOMARD (Géographie des milieux anthropisés – Lille 1), S. KNOCKAERT (MUERS-FORUM – Paris X), R. LAGANIER (Géographie des milieux anthropisés – Lille 1), J. LONGUÉPÉE (GREL – Université du Littoral), P. LOQUET (Réseau 21 – Université de Valenciennes), M. MAILLEFERT (FORUM et Lille 3), C. MARGÉTIC-LE MENÉ (Université d'Artois), C. NAPOLEON (GREL – Université du Littoral), E. OLSZAK (UCL), I. ROUSSEL (Géographie des milieux anthropisés – Lille 1).

Objet, méthode, résultats

Au sein du programme scientifique de l'IFRESI, l'axe « Développement durable et territoires fragiles » (DDTF) constitue lui-même l'articulation de plusieurs opérations de recherche, certaines en cours, d'autres en projet, et portant sur l'intersection entre la problématique du développement durable et la thématique des territoires en situation de « fragilité ». Le développement durable est une approche, ancienne d'une quinzaine d'années, associant à la problématique de développement économique et social des considérations relatives à l'environnement. La notion de « territoire fragile » doit être appréciée dans un sens large et renvoie autant à des éléments de vulnérabilité écologique (par exemple sites pollués) que de difficultés économiques et sociales.

L'axe de recherche est structuré sur la base du croisement de trois problématiques particulières (analyse des risques, évaluation et indicateurs du développement durable, analyse des stratégies d'acteurs) et de trois types de terrains (territoires présentant des contraintes hydrologiques importantes, territoires de reconversion, territoires urbains – en privilégiant une inscription européenne de ces terrains).

Deux opérations s'insérant dans l'axe DDTF sont actuellement en cours.

La première, coordonnée par R. LAGANIER, a pour objet l'élaboration de méthodes pour une gestion intégrée du risque d'inondation à partir de l'analyse du bassin versant de la Canche. La démarche générale consiste à réaliser un bilan qui analyse les processus et facteurs d'inondation, à l'échelle de la vallée, de l'estuaire et au niveau des versants. Ce bilan porte également sur l'étude de l'intégration du risque dans les stratégies passées d'aménagements, notamment à travers l'analyse du jeu des différents acteurs du territoire et de l'application ou non-application des mécanismes juridiques de régulation. La définition de différentes stratégies d'aménagement, avec les services techniques concernés et sur la base du bilan préalablement établi, conduit aussi à réaliser une évaluation économique des dommages avérés, évités ou potentiels.

La deuxième opération en cours, coordonnée par Bertrand ZUINDEAU, est constituée par le volet socio-économique d'un autre programme intégré, le « Programme de recherches concertées Environnement / activités humaines », initié depuis 1994 par le Conseil Régional Nord – Pas de Calais. La partie socio-économique de la recherche a conduit à considérer la pertinence d'une problématique de développement durable vis-à-vis d'un territoire en reconversion du bassin minier Nord – Pas de Calais (le territoire du district d'Hénin-Carvin). Une investigation, couvrant trois

thèmes, a été réalisée : l'analyse des acteurs et des activités économiques au regard de l'environnement, l'analyse de la qualité du cadre de vie, notamment urbain, l'étude d'un secteur particulier, l'agriculture. Les principaux résultats obtenus permettent de montrer que la situation dégradée de l'environnement sur cette zone de conversion a elle-même constitué un obstacle, s'ajoutant à d'autres, à un redéveloppement économique effectif du territoire en question. Le prolongement du programme, dans le cadre du contrat de plan 2001-2006, devrait donner lieu à des approfondissements quant à la dimension d'évaluation quantitative des interactions « activités / environnement » et quant au secteur particulier de l'agriculture.

Une troisième opération a démarré qui consiste en la participation à un programme européen, financé dans le cadre du 5^e PCRD, et qui porte sur les aspects institutionnels de la gestion de l'eau. Ce programme, intitulé « European Water Regimes and the Notion of a Sustainable Status » (EUWARNES), doit donner lieu à une démarche comparative sur cinq pays européens : Belgique, France, Espagne, Italie et Suisse. La partie française est pilotée par le CESA de l'Université François Rabelais de Tours (direction du travail par Corinne LARRUE). La contribution de notre réseau tient en l'investissement d'une allocataire de recherche : Iratxe CALVO.

Parallèlement à ces opérations en cours, ou ayant démarré, figurent un certain nombre de projets ici brièvement mentionnés : A – Évaluation de certaines externalités des transports en milieu urbain (F. HÉRAN coord.), B – Les enjeux économiques de la normalisation environnementale (B. ZUINDEAU coord.), C – Les nouvelles formes de solidarité dans le Hainaut-Cambrésis (J. C. GOSSET et P. LOQUET coord.), D – La qualité de l'air en milieu urbain et industriel : impact sur la population (I. ROUSSEL coord.) – cette recherche se rattachant aussi à l'axe « air » du programme de recherche « environnement » –, E – La qualité de cadre de vie comme facteur de bien-être et de développement économique local : le cas de l'agglomération boulonnaise (E. TORRES coord.), F – Développement durable, territoire, gouvernance : promesses et limites des Agendas 21 locaux (B. ZUINDEAU coord.), G – L'écologie industrielle dans le Nord – Pas-de-Calais : l'exemple de Grande Synthe (B. VILLALBA coord.). En l'état actuel des choses, l'accent sera mis sur les opérations F et G. Parallèlement une étude bibliographique de préfiguration sera lancée sur le thème de la dépendance automobile susceptible de servir les trois opérations A, D et E.

Le programme DDTF insiste sur trois caractéristiques, jugées essentielles au regard de la dynamique de recherche :

- l'interdisciplinarité, le programme permettant de faire travailler ensemble des économistes, des géographes, des juristes, des publicistes et des sociologues ;
- l'ouverture sur l'extérieur, le programme permettant la représentation de près d'une dizaine d'équipes hors IFRESI (et sachant que quatre laboratoires de l'IFRESI sont parties prenantes dans le programme et que l'ensemble des Universités régionales sont également représentées) ;
- le travail d'animation scientifique, puisque parallèlement à la conduite des opérations de recherche, un séminaire de travail permet d'échanger régulièrement éléments de problématiques et résultats, et que des journées d'études ont pour objet de traiter plus complètement une question particulière. Enfin, un projet de revue est en cours et devrait donner lieu à réalisation dans les premiers mois de 2001.

Partenaires et financement

Compte tenu du caractère de « programme-cadre » de l'opération DDTF, les commanditaires sont à préciser pour chacune des recherches envisagées. En l'occurrence, la recherche intitulée « *Méthodes pour une gestion intégrée du risque d'inondation à partir de l'analyse du bassin versant de la Canche* » est financée par le Ministère de l'environnement, tandis que le volet socio-économique du PRC « environnement / activités humaines » bénéficie de financements du contrat de plan État / Région abondés d'un soutien du FEDER.

Publications issues de l'opération (depuis 07/1997)

Ouvrages

HERAN Frédéric (2000), *Transports en milieu urbain : les effets externes négligés. Monétarisation des effets de coupure, des effets sur l'affectation des espaces publics et des effets sur les paysages*, La Documentation Française, 118 p.
ZUINDEAU Bertrand éd. (2000), *Développement durable et territoire*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Contributions à des ouvrages collectifs

ZUINDEAU Bertrand (1997), « De la récréation à la re-création : l'apport de la problématique du développement durable », in Claude SOBRY et Jean Michel DEWAILLY éd., *Récréation, recrastination : tourisme et sport dans le Nord – Pas de Calais*, Paris, éditions L'Harmattan, collection « Tourisme et Sociétés ».

ZUINDEAU Bertrand (1997), « La reconversion industrielle du Nord – Pas de Calais : éléments d'approche à partir de la problématique du développement durable », in « *Nord – Pas de Calais : changement régional et dynamique des territoires* », actes des Journées d'étude du 15 février 1996 sous l'égide du FRE-Ville – Pôle universitaire européen Lille Nord – Pas de Calais.

TORRES Emmanuel (1998), « Développement local et environnement : la régulation par les contrats et conventions de développement patrimonial », in Hassan ZAOUAL éd., *La socio-économie des territoires : expériences et théories*, Paris, L'Harmattan.

CHAUTARD Guy et ZUINDEAU Bertrand (2000), « La dimension spatiale du développement durable : une application aux territoires de conversion », in Jacques THEYS éd., *L'environnement au XXIe siècle*, volume II « Visions du futur », Paris, Cahiers du GERMES n°16.

CHAUTARD Guy, OLSZAK Éric (2000), « Développement durable et territoires en reconversion : l'exemple des zones minières du Nord - Pas de Calais », in Bertrand ZUINDEAU éd., *Développement durable et territoire*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

TORRES Emmanuel (2000), « Adapter localement la problématique du développement durable », in Bertrand ZUINDEAU éd., *Développement durable et territoire*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

VILLALBA Bruno (2000), « Les temps de l'écologie politique », in PIREV-GEODE, *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, p. 79-92.

ROUSSEL I., LAGANIER R. DUCHESNE C. (2000), « Impacts et vulnérabilité d'un hydrosystème fortement anthropisé : l'exemple du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais » in J.P. BRAVARD éd., *L'eau en France, d'un extrême à l'autre*, SEDES, à paraître en novembre 2000.

Articles de revue

HERAN Frédéric (1997), « Déplacements urbains : la solution vélo », *Revue M*, n° 92, novembre – décembre, p. 35-40.

HERAN Frédéric (1998), « Les conditions d'un report modal favorable à la marche et au vélo », *Revue TEC*, n° 92, novembre – décembre, p. 35-40. TORRES Emmanuel (1998), Deux problématiques pour l'environnement urbain, deux voies pour son analyse économique, *Nature-Sciences-Sociétés*, vol. 6, n° 4, p. 41-50.

HERAN Frédéric (2000), « Déplacements urbains : pourquoi les maires se trompent sur l'opinion de leurs administrés », *Transports Urbains*, n° 102, p. 13-20.

LAGANIER R., ROUSSEL I. (2000), « La gestion des écosystèmes urbains pour une ville durable », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°2, p. 137-161.

ROUSSEL I., ROUSSEL F.X., LAGANIER R. (2000), « De la ville renouvelée à la ville durable : enjeux et défis des villes du Nord – Pas de Calais pour le 21^e siècle », *Hommes et Terres du Nord*, n° 1, p. 3-12.

LAGANIER R., SCARWELL H.J. (2000), « Inondation et recomposition territoriale : Quand la nature interroge le fonctionnement des territoires », *Hommes et Terres du Nord*, n°2, (sous presse).

LAGANIER R., PICOUET P., SALVADOR P.G., SCARWELL H.J. (2001), « Inondation, territoire et aménagement : de la rupture à la réconciliation entre risque et société. L'exemple de la vallée de la Canche (Pas-de-Calais, France) », *Revue de Géographie de Lyon – Géocarrefour* (sous presse).

ZUINDEAU Bertrand (1997), « Développement économique régional et reconversion industrielle : éléments d'approche à partir de la problématique du développement durable » in « *Développement économique et reconversion industrielle* », études réunies par Hugues SACHTER et Jean-Claude VEREZ, *Cahiers scientifiques de l'Université d'Artois*, 4/1997, Artois Presses Université, p. 99-113.

ZUINDEAU Bertrand (1998), « Précaution, développement durable : le 'contre-exemple' du Bassin minier Nord – Pas de Calais », *Air Pur*, revue publiée par l'APPA, n°54, p. 13-14.

KERGOMARD C., LAGANIER R. (1998), « Étude des zones humides à partir de la télédétection : l'exemple de la région Nord – Pas de Calais », in « *Les tourbières et les milieux humides du Nord de la France* », *Cahiers de Géographie Physique*, Lille, n° 11, p. 106-114.

ZUINDEAU Bertrand (1999), « Indicateurs du développement durable : une application aux territoires de reconversion », in « *Les indicateurs de développement durable – Méthodes et perspectives* », Institut français de l'environnement (IFEN), collection Études et travaux n°24, octobre.

KERGOMARD C., LAGANIER R., ROUSSEL I. (2000), « Eau et développement durable en milieux fortement urbanisés : exemple de la métropole lilloise » in « *Eaux sauvages. Eaux domestiquées – Hommage à Lucette DAVY* », Publications de l'Université de Provence (PUP), p. 205-226.

CHAUTARD Guy (2000), « Logique économique et territoire : une réconciliation par l'environnement – Le cas des régions de tradition industrielle », *Cahiers de l'ATM*, n°15, 21 p.

Rapports de recherche

HERAN Frédéric (dir.), JULIEN Arantxa, MIGNOT Corinne, CHAPAT Karine, DUGUET Anca, JACOB Christian (1997), *Les conditions d'un report modal favorable à la marche et au vélo*, Rapport final, recherche réalisée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, DRAST, 220 p.

2. Ville, territoires, institutions

2.3. Modes de vie et cadres de vie

- TORRES Emmanuel (1998), *Une démarche qualité du cadre de vie dans le District d'Hénin-Carvin : cadre d'analyse, repérage des enjeux et système d'acteurs*, rapport pour le Conseil régional Nord – Pas de Calais, Programme de Recherches Concertées « environnement / activités humaines », 31 p.
- CHAUTARD Guy (1998), *Activité économique et environnement : l'exemple du district d'Hénin-Carvin + Auby*, rapport pour le Conseil Régional Nord – Pas de Calais, Programme de Recherches Concertées « environnement / activités humaines », 111 p.
- ZUINDEAU Bertrand (1998), « *Synthèse générale du volet socio-économique du P.R.C. : économie et environnement dans une zone minière en reconversion (district d'Hénin-Carvin) : vers une approche régulationniste* », rapport pour le Conseil Régional Nord – Pas de Calais, Programme de Recherches Concertées « environnement / activités humaines », janvier, 75 p.
- HERAN Frédéric (dir.), PERRIOLLAT Sylvain (1999), *Recherche documentaire sur la monétarisation de certains effets externes des transports en milieu urbain : effets de coupure, effets sur l'affectation des espaces publics, effets sur les paysages*, rapport final, recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques, juin, 98 p.
- LETOMBE Gwénaël et ZUINDEAU Bertrand (1999), *L'impact des friches industrielles sur les valeurs foncières et immobilières : une application de la méthode des prix hédonistes à l'arrondissement de Lens (Nord – Pas de Calais)*, rapport pour l'Établissement public foncier (EPF) Nord – Pas de Calais, juillet, 106 p.
- HERAN Frédéric (dir.), JULIEN Arantxa, PAQUES Antoine (1999), *Évaluation de l'effet des coupures urbaines sur les déplacements des piétons et des cyclistes*, rapport final, recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques, septembre, 234 p.
- HERAN Frédéric (dir.), LE MARTRET Yann (2000), *Indicateurs pour des aménagements favorables aux piétons et aux cyclistes*, rapport intermédiaire pour l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, 145 p.
- FROMON Virginie et ZUINDEAU Bertrand (2000), *Évaluation de la qualité des cours d'eau – Rapport de synthèse sur la méthode des prix hédonistes et quatre monographies*, rapports effectués pour le Comité inter-Agences de l'Eau, septembre.

Communications

- CHAUTARD Guy (1997), Mise en œuvre d'une problématique de développement durable appliquée aux régions de conversion, 5^e Journées de l'IFRESI, Lille, 20 et 21 mars, 21 p.
- TORRES Emmanuel (1997), Une économie de la qualité du cadre de vie, premiers fondements théoriques, 5^e Journées de l'IFRESI, Lille, 20 et 21 mars.
- HERAN Frédéric, MIGNOT Corinne (1997), *Coupures urbaines et déplacements de proximité*, 5^e Journées de l'IFRESI, Lille, 20-21 mars, 8 p.
- CHAUTARD Guy (1997), *Reconversion économique et développement durable : le cas du bassin minier Nord - Pas de Calais*, Colloque international « Les composantes locales, régionales, mondiales du développement des Nations : antagonismes ou complémentarités ? », Poitiers, 28-30 mai, 14 p.
- CHAUTARD Guy (1997), *Les apports du développement durable dans les politiques de conversion des anciennes zones minières*, 33^e Colloque de l'A.S.R.D.L.F., « Renouveau Régional, Renouveau Urbain », Lille, 1-3 septembre, 13 p.
- MEILLIEZ Francis, NAPOLEON Constantin et ZUINDEAU Bertrand (1997), A-t-on vraiment intérêt à enoyer le Bassin Minier ? – Approche des critères physiques et économiques du phénomène d'enroyage en zone minière, 33^e Colloque de l'A.S.R.D.L.F., « Renouveau régional – renouveau urbain », Lille, 1-3 septembre, 20 p.
- TORRES Emmanuel (1997), Le cadre de vie urbain : évaluer pour une démarche qualité, 33^e Colloque de l'A.S.R.D.L.F. « Renouveau régional, renouveau urbain », Lille, 1-3 septembre.
- HERAN Frédéric, MIGNOT Corinne (1997), *The Severance Effects on Cycling and Pedestrian Journey*, 10^e Congrès international Velo-City, Barcelone, 15-19 septembre, p. 534.
- ZUINDEAU Bertrand (1997), *Le développement durable : les enseignements de l'approche spatiale*, 45^e séminaire de l'O.I.P.R., Paris, le 16 octobre, 16 p. (Contribution en voie de publication dans un ouvrage collectif coordonné par Guy LOINGER).
- ZUINDEAU Bertrand (1998), *Activités économiques et environnement dans le Bassin minier du Nord – Pas de Calais : enseignements du volet socio-économique du P.R.C.*, journées d'étude « Étude anthropologique du Bassin Minier, un ou des bassins miniers ? », Lille, 28 et 29 mai.
- HERAN Frédéric (1999), *Methods of evaluation of severance effects of large infrastructures on cycle trips*, Congrès international Velo-City 99, Graz-Maribor, 13-17 mars, p. 515-519.
- CHAUTARD Guy (1999), *Logique économique et territoire : une réconciliation par l'environnement - Le cas des régions de tradition industrielle*, 6^e Journées de l'IFRESI, Lille, 21-22 avril.
- ZUINDEAU Bertrand (1999), Externalité environnementale, durabilité : essai d'analyse régulationniste, 6^e journées de l'IFRESI, Lille, 21-22 avril, 21p.
- TORRES Emmanuel (2000), La ville durable : quelques enjeux théoriques et pratiques, Séminaire FRE-Ville, « La ville durable », Lille, 28 avril.
- TORRES Emmanuel (2000), *La qualité de l'environnement urbain comme objet émergent des politiques publiques locales*, Journée d'étude du CLERSE, Villeneuve d'Ascq, 26 mai.
- CHAUTARD Guy (1999), *Habitat et pollution : une approche économique*, Journées « anthropologie du bassin minier », Lille, juin, 7 p.
- HERAN Frédéric (1999), *Monetary assessment of severance effects of infrastructures in urban area. State of the art*, séminaire franco-suédois, Paris, 22 novembre, 6 p.
- ZUINDEAU Bertrand (2000), *L'analyse des externalités environnementales : un essai régulationniste*, séminaire RST, CEPREMAP, Paris, 10 octobre, 20 p.

2. Ville, territoires, institutions

2.3. Modes de vie et cadres de vie

LAGANIER R., SCARWELL H.J. (2000), *Le bassin versant de la Canche, un bassin vécu ?*, Colloque de l'Association des Ruralistes Français, « Territoires prescrits, territoires vécus : inter-territorialité au cœur des recompositions des espaces ruraux », Toulouse, 25-27 octobre.

LAGANIER R., PICOUET P., SALVADOR P.G. (2000), *L'approche géohistorique dans l'analyse et la gestion du risque inondation et des milieux humides. Exemples en région Nord-Pas-de-Calais*, 25^e Journées scientifiques du GFHN, Meudon, 28-29 novembre, (en préparation).

Thèses

TORRES Emmanuel (1998), *Le cadre de vie urbain : essai d'une économie de la qualité*, Thèse de sciences économiques, Lille, Université des sciences et technologies, direction de J. GADREY, 386 p.

CHAUTARD Guy (2000), *Environnement, croissance économique et territoire : l'exemple d'une zone de tradition industrielle du Nord – Pas de Calais*, Thèse de sciences économiques, Lille, Université des sciences et technologies, direction de P. GREVET et B. ZUINDEAU, 339 p.

TROISIEME PARTIE PROJET 2002-2005

Cette troisième partie consacrée au projet de l’Ifrési pour 2002-2005 comporte quatre points :

- le programme scientifique fédératif pour les années à venir
- le développement de la coopération entre les unités constitutive de l’Ifrési
- le besoin de renforcement de l’équipe ITA affectée au niveau fédéral
- la question de l’articulation de l’Ifrési et du projet de constitution d’une MSH dans la région Nord-Pas-de-Calais

A - LE PROJET SCIENTIFIQUE POUR LA PERIODE 2002-2005

Les projets de recherche pour la période 2002-2005 continueront à s’inscrire dans la double thématique du programme de l’IFRESI sur les transformations actuelles de nos sociétés :

- celles qui concernent les activités économiques, dont il convient de spécifier la nature et le contenu, d’analyser les processus qui les nourrissent (comme le processus d’innovation et les phénomènes d’entrepreneuriat), de caractériser les formes, l’agencement et le fonctionnement des organisations qui les produisent, d’en examiner les implications sur les compétences des acteurs qui participent à ces organisations et sur les conditions dans lesquelles ils sont amenés à exercer leur activité

- celles qui concernent les phénomènes urbains et le développement des territoires, qu’il s’agisse du développement des logiques de grands projets, du pilotage du devenir des villes d’un point de vue stratégique, de la construction d’identités territoriales, des changements affectant les acteurs et les modes de gouvernance urbaine, de l’accroissement de multiples tensions urbaines, etc.

L’étude de ces différentes transformations, de leur nature, de leur signification potentielle en termes d’émergence d’un nouveau modèle de société, suppose le croisement de multiples regards théoriques et le dépassement de clivages disciplinaires traditionnels, ne serait-ce qu’en raison de la multiplicité et de l’imbrication des objets et des niveaux d’analyse pertinents. L’extrême complexité de la vie sociale requiert de multiples sources d’éclairage et ne peut être approchée que par une articulation de différents cadres théoriques, de ceux qui sont issus de la microéconomie classique aux différentes approches, institutionnelles, sociologiques, stratégiques et politiques, cadres dont il convient d’organiser le dialogue sans négliger ce que peuvent apporter les perspectives historique et géographique. Pour ne prendre qu’un exemple, il est évident que la compréhension des effets de ce que l’on considère comme étant un phénomène de globalisation de l’économie (effets sur la division internationale du travail, la nature des avantages comparatifs des entreprises, des régions et des nations, les phénomènes de territorialisation, etc.) appelle un réexamen des idées sur la nature de l’activité économique et sur les relations entre les principales entités institutionnelles qui la produisent (les marchés, les firmes, les réseaux inter-firmes, les acteurs publics). Une telle approche passe par la mise en commun des compétences détenues par les spécialistes des différentes sciences sociales.

Dans cette perspective, quatre domaines d’investigation justifient le développement d’une pluralité de projets de recherche, dont certains ont déjà été engagés au cours des derniers mois :

- l’organisation des activités économiques
- l’organisation du travail, la gestion de l’emploi, des compétences et de la formation
- les cadres institutionnels et les modalités de l’action publique
- la ville et les territoires

a) Les questions relatives à l'organisation des activités économiques

Quant à cette vaste thématique, le projet de l'Ifrési se caractérise par cinq orientations fondamentales :

1 - le maintien des investigations sur les activités de service

Un regard particulier sur ce type d'activités est justifié par l'importance croissante qu'elles ont prise et qui est l'une des manifestations des mutations en cours de nos sociétés.

De nombreuses opérations de recherche mobilisant économistes, sociologues, gestionnaires et politistes de la région ont déjà été conduites sur ce sujet. Cet effort de recherche doit être maintenu dans les prochaines années, en privilégiant toutefois plusieurs points d'entrée importants pour la compréhension à la fois de la dynamique d'ensemble des activités de service et de la diversité de ces activités. Il s'agit notamment :

- ◆ de poursuivre ce qui a été engagé sur les questions de productivité et d'évaluation des performances dans les services. Il convient d'une part d'examiner particulièrement les performances des services publics et des organismes d'action sociale, avec une tentative de caractérisation en termes réels et de mesure en termes monétaires de la " valeur ajoutée d'intérêt général " produite par ces services. D'autre part, il s'agira de se positionner, à partir de l'entrée par les services, dans le débat international sur la prétendue sous-estimation de la croissance économique et de la progression du niveau de vie ;

- ◆ de développer les recherches sur une thématique jusqu'ici peu explorée qui est celle de l'innovation dans les activités de service, afin de proposer les éléments d'une théorie de l'innovation qui tienne compte de leurs spécificités. Un accent particulier sera mis sur la comparaison internationale des logiques d'innovation de services et de systèmes d'emploi tertiaires avec la volonté de développer des approches de type socio-économique intégrant l'explication économique dans un système interprétatif plus vaste ;

- ◆ d'analyser les logiques sectorielles de structuration des services et des marchés de services dans certains secteurs originaux (tourisme, logiciels, agence pour l'emploi, santé, etc.) ;

- ◆ de compléter les travaux sur les modes d'emploi, la segmentation et la flexibilité du travail dans les services, ainsi que sur le rôle croissant joué dans certains secteurs par la "disponibilité temporelle au travail" ou "emploi juste à temps"

2 – l'accentuation d'une dynamique de recherche sur les questions relatives au développement d'une société de l'information

Le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et la rapidité de leur diffusion constituent des aspects essentiels de la transformation en cours des sociétés industrielles et entrent naturellement, de ce fait, dans le champ de préoccupations de l'Ifrési. Ce développement influe sur l'organisation des activités économiques mais est porteur, plus largement, de changements dans maints aspects de la vie sociale.

Un programme de recherche pluridisciplinaire, rassemblant économistes, sociologues, gestionnaires, géographes, spécialistes de droit public, de sciences politiques et des sciences de l'information, a été lancé sur cette thématique générale au sein de l'Ifrési au cours des derniers mois. Il est prévu, pour la prochaine période, d'en assurer le plein développement pour instruire, de façon générale, le questionnement sur la transition vers une « société de l'information » dont le discours ambiant fait régulièrement état.

Bien entendu, une telle expression pose problème dans la mesure où elle véhicule implicitement l'idée d'une sorte d'idéal-type que l'on ne peut accepter sans analyse critique ni observation et interprétation des faits. D'autre part, le questionnement général, tel que les discours ambients tendent à l'exprimer, renvoie implicitement à la vision d'une dynamique d'évolution marquée par des phénomènes de rupture ou de discontinuité. C'est une représentation devenue

courante, que l'on retrouve à différents niveaux d'analyse des phénomènes sociaux, mais qui peut également faire l'objet de débats.

Le programme de recherche que l'Ifrési consacrera à ce questionnement visera à démontrer le caractère « pluriel » de la société de l'information, dont les différentes manifestations peuvent exprimer tantôt des logiques d'industrialisation de certaines activités, tantôt d'autres logiques (par exemple des logiques dites – souvent un peu rapidement – post-bureaucratiques). La coexistence de ces différentes logiques à laquelle un même acteur ou une même catégorie d'acteurs peut être confrontée, est en soi un objet de recherche méritant attention. Compte tenu de cette diversité des manifestations d'une « société de l'information », le programme les abordera comme des objets d'étude dont il faut comprendre les modalités de construction, plutôt que de chercher *a priori* à les caractériser comme forme sociétale singulière dotée de propriétés ou de modes de gouvernement spécifiques. Dans cette perspective, pour comprendre les manifestations d'une société de l'information en construction, il y aura à prendre en considération à la fois des phénomènes relevant d'une coordination consciente et des mécanismes organiques spontanés.

3 – le maintien du souci de prendre en compte le cadre international, et notamment européen, d'inscription et de déploiement des activités économiques

Dans l'analyse des transformations des activités économiques, l'Ifrési s'est toujours montré soucieux d'introduire des logiques de comparaison internationale. Le contexte global dans lequel s'inscrivent de plus en plus les manœuvres stratégiques des entreprises invite évidemment à donner toute sa place à cette dimension. En même temps, la poursuite de la construction européenne justifie qu'un regard particulier soit porté sur cette zone de déploiement des activités des entreprises et sur les politiques qui les encadrent ou les accompagnent.

Dans l'immédiat, deux projets entrent dans cette logique.

Le premier porte sur le phénomène de concentration horizontale des entreprises et sur le politique de la concurrence en Europe.

Ce phénomène, qui n'a rien de fondamentalement nouveau, semble avoir subi une accélération depuis le milieu des années 90 et correspondre à une rationalité spécifique. Si la vague de concentration des années 60 et 70 exprimait une logique conglomérale, et celle des années 80 la quête de la plus value financière, le mouvement récent semble exprimer davantage une logique industrielle. Les entreprises cherchent à accentuer la mondialisation de leurs activités en jouant sur une taille critique pour consolider leur marché et sur des économies d'échelle, tout en procédant au recentrage de leurs activités, aux fermetures de sites, aux suppressions d'effectifs et à l'externalisation. La zone Europe, qui est devenue le premier marché géographique mondial en matière de fusions-acquisitions, mérite une analyse particulière pour examiner la nécessité d'un renforcement de la politique européenne face aux risques associés au processus de concentration horizontale, notamment en matière de comportements collusifs liés à des répartitions sectorielles ou de marchés géographiques et de constitution d'oligopoles multinationaux de plus en plus difficiles à contrôler par les autorités nationales.

Le second projet concerne les choix stratégiques de localisation des multinationales, à propos desquels différents courants d'analyse réintroduisent les facteurs territoriaux. Ce retour du facteur spatial dans la stratégie des firmes multinationales peut s'interpréter comme l'expression d'une nouvelle forme de compétitivité dans laquelle les facteurs organisationnels des activités sont étroitement liés à l'environnement local. Le territoire apparaît dès lors comme une « fabrique d'externalités positives », selon l'expression de F. Perroux, certains territoires cherchant d'ailleurs à construire leur attractivité sur la base de ces effets d'agglomération. Au-delà de l'explication couramment admise des choix de localisation comme résultat d'un arbitrage entre une logique de regroupement de la production sur un petit nombre d'établissements et une logique de dispersion visant à réduire les coûts de transport, on testera une autre explication mettant l'accent sur le concept d'interactions stratégiques entre concurrents d'un même secteur, par effet de mimétisme ou de « représailles », en se concentrant sur un certain nombre de secteurs (le secteur automobile notamment) et quelques territoires européens.

4- l'analyse concrète des nouvelles formes d'organisation des entreprises

Au cours des dernières années, on a pu assister au développement spectaculaire des pratiques d'alliance, de partenariats verticaux et horizontaux, de coopérations interentreprises. Il est devenu courant d'évoquer le fonctionnement en réseau pour désigner ces formes d'organisation qui se traduisent par différentes configurations nouvelles des logiques stratégiques et des pratiques managériales internes des entreprises, forme de fonctionnement que certains n'hésitent pas à considérer comme l'innovation organisationnelle de cette fin de siècle, voire comme l'un des signes du passage à un modèle post-industriel ou post-bureaucratique.

De façon générale, la question des motifs d'émergence de ces formes d'organisation réticulaire a déjà suscité de nombreuses réflexions, mobilisant les explications en termes économiques, sociaux et technologiques. En revanche, celle des pratiques et systèmes de gestion propres à garantir l'équilibre recherché entre flexibilité et stabilité de ces formes d'organisation et à en assurer ainsi une certaine pérennisation reste largement ouverte, en même temps que celle de savoir si ces nouvelles formes d'organisation constituent des arrangements transitoires ou tendront à devenir des formes types d'organisation et de coordination des activités économiques.

L'observation des nouvelles formes d'organisation d'entreprise sera conduite de façon à permettre à la fois :

- d'apprécier leur degré véritable de nouveauté ou de rupture par rapport à des modes de fonctionnement traditionnels, par exemple d'essence bureaucratique. A cet égard, les débats semblent encore marqués par un certain nombre de généralisations qui méritent d'être relativisées ;

- d'explorer un certain nombre de traits apparemment paradoxaux des logiques managériales actuellement en développement et leurs implications quant à l'efficacité et la pérennisation de ces logiques. C'est le cas, dans certaines grandes entreprises notamment, de la sollicitation forte de l'initiative stratégique locale, de la conduite de programmes de changement basés sur une décentralisation du processus stratégique, alors même que la situation des acteurs sollicités présente des caractéristiques de forte précarisation. C'est le cas, également, de la volonté souvent exprimée de conduire le développement de l'entreprise sur la base d'une logique de construction de compétences spécifiques tout en s'appuyant sur des dispositifs organisationnels qui semblent bien éloignés des formes propices au développement d'un véritable apprentissage organisationnel conditionnant la construction de ces compétences.

On s'intéressera également aux modalités de diffusion et de généralisation des nouvelles formes d'organisation et des nouvelles logiques managériales en tentant d'apprécier, notamment, le rôle des experts et des sociétés de conseil en ce domaine. Un programme spécifique sera conduit à ce sujet, pour lequel un réseau international et pluridisciplinaire de chercheurs travaillant sur les sociétés de conseil est en cours de développement.

Enfin, il s'agira, en s'appuyant sur les observations de terrain, de contribuer aux débats qui se sont instaurés quant aux vertus explicatives de différents courants théoriques et grilles d'interprétation des évolutions stratégiques et organisationnelles des entreprises : les approches transactionnelles d'une part, le développement des approches fondées sur les ressources, les compétences et les connaissances d'autre part.

5 – le développement de la recherche sur la création d'entreprise et, plus largement, sur les logiques entrepreneuriales

Les logiques entrepreneuriales, dont la création d'entreprise ex-nihilo constitue l'une des manifestations les plus évidentes, suscitent un intérêt croissant de la part de nombreux acteurs institutionnels de nos sociétés.

Au-delà de la conception et de l'application des démarches conventionnelles d'évaluation de la faisabilité technique et économique des projets de création, celle-ci appelle une recherche de nature plus fondamentale visant à élucider les processus dont dépendent l'inscription concrète et la pérennisation des projets, voire le développement d'un comportement d'entrepreneuriat persistant.

Cette recherche peut s'appuyer sur les développements récents en stratégie d'entreprise, en particulier ceux qui s'inscrivent dans une perspective socio-cognitive propre à mettre à jour la vision

fondamentale que le créateur a de son projet, des modalités de mise en congruence de cette vision avec des données contextuelles elles-mêmes sujettes à interprétation, et des leviers d'action et de contrôle susceptibles d'assurer la maîtrise des initiatives organisatrices du projet et de son contexte d'insertion.

b) *Les questions d'organisation du travail, de gestion de l'emploi, des compétences et de la formation*

Sur les questions d'emploi, de façon générale, l'Ifrési poursuivra son travail d'observation et d'analyse des effets des transformations des modes de conduite des activités économiques en ce domaine en croisant les différents points d'entrée pertinents correspondant à différentes catégories d'acteurs clés :

- ◆ les entreprises et les autres types d'organisation : quelles sont les transformations des comportements et stratégies de cette catégorie d'acteurs et leurs impacts sur les questions d'emploi ?
- ◆ les individus et les groupes professionnels : comment les individus vivent-ils les problèmes d'emploi, s'adaptent ou peinent à s'adapter ? Ces questions doivent être abordées en considérant l'individu en tant que personne, avec son trajet professionnel qui se construit (ou se déconstruit) au cours du temps, et en tant que membre d'une catégorie, d'une profession, possédant en quelque sorte une identité groupale ; il s'agit alors d'analyser la transformation d'identités et de stratégies collectives
- ◆ les institutions, organismes et dispositifs de formation : comment leurs actions contribuent-elles au processus de construction de l'emploi, des qualifications, des compétences ? Comment répondent-ils aux mutations des systèmes productifs ?
- ◆ l'acteur public, en examinant les effets des politiques publiques en matière d'emploi, qu'il s'agisse de politiques sectorielles ou de politiques européennes.

Cependant, comme en matière d'organisation des activités économiques, on accentuera la prise en compte des dimensions européennes des questions d'emploi.

Ceci se fera tout d'abord en développant l'analyse des déterminants des inégalités de salaires et d'emplois en fonction des qualifications de la main d'œuvre dans l'espace européen.

Depuis le début des années 80, les marchés du travail européens montrent trois événements considérables : (i) une pause dans la réduction des inégalités de salaire entre le travail qualifié et non qualifié dans tous les pays de l'UE, à l'exception du Royaume Uni où cet écart s'accroît CE, (ii) dans quelques pays, une augmentation des inégalités de salaire pour des travailleurs ayant la même qualification (iii) dans tous les pays, une croissance de l'écart des taux de chômage entre travail non qualifié et qualifié. Ces évolutions reflètent une augmentation de la demande du travail qualifiée plus importante que celle de travail non qualifié. Dans la littérature, deux explications principales de ce phénomène ont été avancées : une explication liée à la concurrence internationale en provenance de pays de moindre niveau de développement, en particulier de l'Asie orientale, et une explication fondée sur le changement technologique qui privilégierait les qualifications. Une importante littérature empirique a cherché à mesurer les influences respectives des deux facteurs. La plupart des premières évaluations ont conclu à une influence significative du changement technologique et à un impact plutôt limité de la concurrence internationale entre le nord et le sud, résultats qui ont été depuis le début des années 90 largement contestés. En particulier, l'hypothèse d'une indépendance des deux facteurs (commerce international et technologie) est apparue assez peu réaliste. Un double impact du changement technologique sur le commerce et l'internationalisation d'une part et de la globalisation sur le changement technologique d'autre part, doit être examiné, très peu d'évaluations de ces interactions ayant été faites jusqu'à présent. Il est également nécessaire d'articuler les explications par la technologie et la concurrence internationale, par la prise en compte d'un troisième volet, celui des politiques publiques et sociales qui, en changeant les conditions générales d'offre et demande sur le marché du travail, peuvent avoir un impact crucial sur les salaires et le chômage selon les catégories de qualification. Le but de la recherche sera donc d'analyser, pour plusieurs pays de l'Union européenne, l'influence respective du changement technique, de la mondialisation et des politiques économiques et sociales sur les différences de taux de chômage entre le travail qualifié et non

qualifié, l'évolution différenciée des salaires entre ces catégories d'emploi, la divergence de salaire souvent observée pour un même niveau de qualification. Sur le thème proposé une coopération internationale a été mise en place dans le cadre du réseau SKINEQ (pour skill & inequalities) regroupant des équipes de l'Université de Lille (MEDEE) et de Marne la Vallée pour la France, l'Institut de Kiel pour l'Allemagne, le C.E.P.S. en Belgique, les Universités de Warwick au Royaume Uni, de Cagliari en Italie et de Valladolid en Espagne.

En second lieu, on s'intéressera aux conséquences de moyen et long terme de l'unification progressive de l'espace européen sur la mobilité des personnes. Il n'y a actuellement aucun consensus sur les conséquences en termes de flux migratoires des élargissements successifs de l'Union Européenne. En particulier, l'intégration des Pays d'Europe Centrale et Orientale va-t-elle conduire au départ de ces pays d'une masse importante de travailleurs qualifiés vers les centres traditionnels de l'Union ? Ces flux seront-ils réversibles ? Avec quelles conséquences ? D'autre part, la démographie des pays de l'Union Européenne et, de manière générale, de l'ensemble des pays développés doit absorber à la fois le contre-choc du vieillissement des générations du baby-boom et du passage à un régime démographique où la fécondité est en dessous du seuil de renouvellement de la population. Cette évolution et ses conséquences économiques (raréfaction de la main d'œuvre, gestion des systèmes de retraite) peuvent conduire à une modification des politiques migratoires dont on sait actuellement peu de choses.

L'organisation des flux migratoires et ses conséquences posent actuellement un ensemble de questions, notamment : quelles sont les mobilités relatives du travail et du capital ? Dans quelle mesure la mobilité du travail s'adapte-t-elle à la mobilité du capital, la population se dirigeant là où les emplois sont disponibles ? Dans quelle mesure au contraire la mobilité du capital s'adapte-t-elle aux préférences de localisation du travail, les entreprises investissant dans les localisations où la main d'œuvre est disponible ou dans celles que, du fait de leur agrément, elles sont prêtes à rejoindre ? Quel rôle jouent ici les aménités, les infrastructures et les services publics, la formation de différentiels compensateurs de rémunérations ? Quels sont les effets de moyen et long terme des migrations sur les pays concernés, tant au départ qu'à l'arrivée ? Sur les marchés de l'emploi, dans quelle mesure ces effets contribuent-ils à un resserrement des disparités spatiales de rémunérations et d'emploi ? à la régulation de chocs asymétriques ? Au-delà, quelles sont les conséquences sur la fiscalité, sur l'usage de biens publics, sur les systèmes de protection sociale ? sur la croissance ? Un recours accru aux migrations pour résoudre les problèmes posés par le nouveau régime démographique est-il envisageable ? etc.

Pour répondre à cette question, la recherche proposée combinera plusieurs démarches :

- la construction de modèles permettant une analyse complète des effets des flux migratoires sur les régions et pays concernés, au départ comme à l'arrivée.
- des analyses économétriques sur données individuelles, utilisant en particulier le recensement et les grandes enquêtes comme l'enquête emploi
- des études appliquées sur l'évolution des flux migratoires en relation avec la répartition spatiale des personnes et des activités économiques sur le territoire.

Quant au thème général de l'organisation du travail, l'Ifrési poursuivra ses travaux sur :

♦ les pratiques d'aménagement et de réduction du temps de travail, en cherchant à la fois à éclairer les conditions de possibilité d'un accord d'ARTT au niveau microéconomique, à examiner les effets sur ces conditions d'une politique publique d'internalisation du coût du chômage évité et à apprécier les vertus respectives d'une marche individualisée ou d'une marche concertée vers la réduction du temps de travail ;

♦ l'analyse économique du travail "indescriptible" visant à prolonger des réflexions sur l'adaptabilité dans un contexte d'incertitude très forte sur le contenu du travail. Il s'agit notamment de réexaminer les principes d'affectation optimale du travail, le fonctionnement des marchés internes, la politique de rémunération et la gestion des carrières, lorsque le coût d'adaptation plutôt que la productivité marginale constitue le critère de référence ;

♦ l'examen des nouveaux modes de régulation du temps de travail dans les activités de service : il s'agit de s'intéresser aux nouvelles formes de travail sous l'angle particulier des modes spécifiques

de contractualisation et de régulation des temps de travail dans le secteur des services (grande distribution, services bancaires, commerce de détail, services de santé, etc.) L'analyse de ces modes de régulation sous l'angle de la gestion quantitative et qualitative des temps de travail visera à mettre en évidence les spécificités de la régulation des temps de travail pour ce type d'activités.

D'autre part, on prolongera les recherches engagées sur la gestion des compétences en dépassant l'approche correspondant à la simple certification des savoirs et savoir-faire mis en œuvre en situation de travail, pour mettre l'accent sur la nécessité d'anticiper les besoins en compétences. L'évolution de plus en plus rapide des technologies et des environnements incite en effet à faire de l'évaluation des compétences un dispositif de prédition des capacités nouvelles et des possibilités d'évolution des salariés. De ce point de vue, il s'agit moins d'évaluer les compétences acquises ou requises que de mesurer le potentiel des salariés, leur réactivité et leur adaptabilité à un contexte de travail mouvant dont les contraintes ne cessent de s'intensifier.

c) Les transformations des cadres institutionnels et des modalités de l'action publique

De nombreux changements marquent les conditions dans lesquelles se déploient les actions publiques, changements dont l'analyse doit s'appuyer sur l'éclairage qu'apportent les sciences juridiques et politiques, économiques et sociologiques.

On observe notamment le fait que, parallèlement à la construction européenne, les Etats nations ont redéfini les types et les moyens d'action des acteurs publics par des réformes portant sur les structures territoriales, sur les modes de régulation et sur les modes de gestion. En même temps, des acteurs privés, entreprises ou réseaux d'expertise privés, jouent un rôle plus important dans la formulation des politiques. On assiste également à l'accroissement du rôle joué par les juridictions. La montée des juridictions constitutionnelles, les pouvoirs de la Cour de Justice de la communauté européenne, la juridictionnalisation (civile et pénale) de la responsabilité des élus, la croissance irrésistible du contentieux administratif, sans parler des interventions des panels de l'OMC qui pénètrent désormais dans des matières qui relevaient auparavant de la régulation politique ou de la seule juridiction administrative dessinent un autre tableau de l'Etat et du fonctionnement des institutions publiques. On observe également un recul de la loi et du règlement au profit du contrat dans un certain nombre de domaines, intéressant aussi bien l'administration publique en France, que la coopération entre collectivités publiques, les relations entre collectivités publiques et entreprises privées pour obtenir la prise en compte d'objectifs d'intérêt général dans l'activité d'acteurs privés importants. Enfin, la loi elle-même change de caractère : elle est souvent négociée et soumise à des impératifs d'efficacité qui conduisent à lui appliquer des méthodes d'évaluation.

Toutes ces transformations soulèvent des problèmes nouveaux et ouvrent de larges perspectives de recherche sur de nombreux sujets.

Les uns concernent le cadre général de l'action publique et les expressions de la citoyenneté, avec la nécessité :

- d'analyser les conflits et crises de légitimité qui naissent de la conjonction de l'ouverture des Etats sous l'effet du processus de mondialisation et de la construction européenne et du maintien des Etats nations comme acteurs décisifs. Dans de nombreux domaines, comme celui des mouvements de population, du transport routier de marchandises, des politiques de l'emploi, les politiques publiques prennent une dimension européenne que ce soit ex-ante ou ex-post, ce qui rend les politiques des Etats beaucoup plus aléatoires et peut remettre en cause les modes d'intégration des acteurs sociaux qui s'étaient établis dans le cadre national ;
- de réexaminer les institutions et les procédures classiques de la gestion publique et des finances publiques, ;
- de procéder à une lecture diachronique des résultats électoraux et à la mise à jour des dynamiques territoriales qui ont affecté les formations politiques, les mutations électorales étant également vues comme le résultat des transformations économiques et sociales

- d'examiner la transformation des mobilisations collectives qui sont marquées à la fois par une décroissance des effectifs des organisations syndicales et politiques et le foisonnement de mouvements, souvent spécialisés, organisés sur le mode associatif ou non, sur des questions aussi diverses que le logement, la défense de certaines catégories de population (chômeurs, sans papiers, malades du sida, etc.), la lutte contre le racisme et les discriminations, la défense de l'environnement et du cadre de vie, etc. Cet examen est indissociable de l'analyse des démarches des individus qui s'engagent dans ces mouvements et organisations. La figure du militant, qui est associée aux premières organisations, est actuellement souvent mise en question dans les secondes au profit de celle du bénévole ; cette mise en cause conduit à s'interroger sur les conditions de possibilité de l'engagement et de l'altruisme qui en est le fondement. La question de savoir si l'on assiste à une instrumentation de l'engagement (on ne s'engage que si la cause collective est aussi une cause individuelle) et au déclin du militantisme « intégral » est particulièrement brûlante dans le Nord-Pas-de-Calais, tant la région se caractérise par la densité historique de ses réseaux militants.

D'autres opportunités de recherche portent sur des politiques publiques spécifiques, notamment :

- *Les politiques éducatives*, avec la question des nouvelles formes de management des organisations scolaires. On observe depuis une dizaine d'années, dans l'ensemble des pays développés, un ensemble de phénomènes significatifs de changements du mode de régulation des systèmes scolaires, ou au moins de tâtonnements autour de modes régulation qui se cherchent. Ces transformations, dont le développement de l'évaluation de l'action publique dans les systèmes scolaires européens et nord-américain est l'une des manifestations importantes, concernent les fonctionnements organisationnels et institutionnels, le statut et le rôle de l'usager, les professionnalités requises, la place de la démocratie locale, la question des inégalités devant l'école. La comparaison internationale doit permettre de repérer des préoccupations et des innovations organisationnelles convergentes dans les différents pays, mais aussi d'expliquer les différences constatables dans les modes de gouvernance, par exemple entre le cas de la France et celui de l'Angleterre (modèle de l'obligation de résultats et modèle du marché scolaire),
- *Les politiques fiscales des Etats et des collectivités locales* et leurs liens avec les politiques d'attraction des entreprises. Dans le cadre de l'analyse de jeux d'acteurs urbains, il s'agit de s'intéresser aux conséquences, sur les choix fiscaux et dépensiers des collectivités locales, de la prise en compte de la mobilité du capital, ce dernier étant à la recherche du meilleur compromis possible entre niveau d'imposition et niveau de services publics fournis. L'unification de l'espace européen pose de manière accrue la question des modalités de fourniture des biens et services publics et de leur mode de financement, en particulier fiscal. Le développement d'analyses sur ce point est d'autant plus urgent que la mobilité des capitaux et, à un moindre degré, des personnes, s'accentue. Les uns et les autres sont sensibles à la fiscalité qui les frappe et aux équipements et services publics dont ils disposent localement.
- *Les formes et les conditions de fonctionnement des nouveaux réseaux d'institutions et d'acteurs intervenant localement dans le domaine de la santé et de la santé mentale*. Les politiques publiques peuvent être analysées comme soumises à de fortes tensions qui concernent leurs objectifs, les formes d'intervention, et de coordination des professionnels, la place et les droits des usagers.
- *Les problèmes nouveaux que pose la gestion des espaces* : processus d'urbanisation qui ignorent les frontières qui leur faisaient naguère obstacle et qui appellent, en France, des réformes des institutions communales et intercommunales ainsi que de leur mode de financement, prise en compte des objectifs environnementaux s'imposant aux politiques d'aménagement et de développement local, phénomènes de polarisation sociale se manifestant en milieu urbain et qui appellent de nouvelles politiques et de nouvelles régulations en ce qui concerne le logement, l'habitat et la distribution des services publics.

d) La ville et les territoires : migrations, tensions urbaines, développement

La dynamique des villes et des territoires et, de façon générale, les phénomènes urbains, constituent des domaines essentiels d'investigation dont dépendent la compréhension de nombreux traits des sociétés contemporaines, des défis qui leur sont posés et, corrélativement, la conception de réponses ou de politiques adaptées.

Sur cette thématique, l'Ifrési projette un ensemble d'opérations dont la finalité générale est de comprendre dans quelle mesure et sous quelles formes les différentes activités humaines ont structuré et structurent l'espace dans lequel elles s'insèrent, d'étudier les questions de localisation des activités, de prendre en compte les exigences désormais manifestes d'un développement durable des activités soucieux des questions d'environnement. Il s'agit également de prêter attention aux tensions et inquiétudes diverses qu'engendrent les transformations sociales contemporaines et que de nombreux phénomènes urbains donnent à voir.

Certaines opérations permettront d'introduire la dimension historique et le recul nécessaire à l'analyse de la dynamique des villes et des territoires.

On saisira tout d'abord l'opportunité offerte par la parution des données du dernier recensement pour dresser le bilan de trente ans de mutations de la population et du peuplement de la région Nord-Pas-de-Calais et pour replacer l'évolution de cette région dans le contexte national et européen de façon à faire la part de la spécificité régionale dans le changement observé. Tous les thèmes démographiques et démogéographiques seront traités, avec un regard particulier sur les liens entre les mutations d'un territoire et celle des hommes qui l'habitent, l'animent et s'y identifient.

L'Ifrési engagera par ailleurs une recherche spécifique sur le processus de construction des identités régionales en Europe et les facteurs historiques, institutionnels, économiques et sociologiques qui le sous-tendent. Dans la mesure où le mot « région » résiste à l'assaut du « territoire », des « réseaux » et autres « zones d'aménagement », la question est de savoir comment se construit une identité régionale, comment s'exprime ce rapport privilégié qu'une collectivité entretient avec cet espace où elle vit et auquel elle a le sentiment d'appartenir. Le travail, nécessairement pluridisciplinaire, sera développé dans une perspective comparative conduite en priorité avec des régions européennes proches et semblables, sans cependant exclure l'examen de configurations régionales profondément différentes.

Un deuxième ensemble d'opérations s'attachera aux questions contemporaines en matière de phénomènes urbains. Elles concernent la dynamique des villes et les logiques de développement local ou régional, le problème des tensions urbaines et les phénomènes de précarité, la question du développement durable.

La question du devenir de la ville, en particulier, sera traitée à la fois en termes stratégiques (par exemple avec l'analyse des impacts des grands projets de développement urbains) et en termes processuels, pour ce qui est de la formation des politiques publiques qui s'y rapportent et du rôle que jouent à cet égard des acteurs multiples. Dans son fonctionnement et ses changements de forme, la ville est le produit d'une économie en perpétuelle adaptation. A la globalisation de l'économie, à son internationalisation, correspond la métropolisation, évolution qui a des implications sociales fortes sur le plan des clivages entre inclus et exclus du développement métropolitain. Si l'on peut parler de "crise de la ville", elle est plus d'adaptation aux processus économiques contemporains que de croissance comme cela pouvait être le cas dans les années 50 ou 60. Au-delà de la dimension sociale, cette crise est multiforme : crise de l'environnement urbain, de la gestion des flux, crise des centres-villes confrontés au développement des centres commerciaux périphériques, crises des villes abandonnées par l'activité industrielle, etc. Le Nord-Pas-de-Calais, vieille région industrielle et urbaine en évolution depuis plusieurs décennies, est traversé à des degrés divers par ces différentes tendances, entre autres par le processus de métropolisation, celui d'exclusion sociale ou encore par la nécessité de renouveler la ville produite dans un contexte économique différent de celui qui prévaut désormais. La question qu'il faut dès lors se poser est celle du devenir des villes de la région en termes stratégiques : quelle(s) ville(s) pour demain ? Cette question est notamment induite par le croisement d'opérations de régénération urbaine, dans un souci de revitalisation des anciens quartiers industrialo-urbains, et du

développement de dynamiques périphériques concernant l'habitat, la localisation de zones d'activités et l'émergence de nouvelles centralités fondées sur des équipements divers (dynamique interprétée par certains sous le concept de "ville émergente"). Il s'agira également d'analyser la nouvelle organisation de l'espace urbain régional faite à la fois d'un processus de métropolisation et de l'émergence de réseaux de villes.

Un regard particulier sera porté, en lien avec la question des projets de développement urbain, aux marchés fonciers et immobiliers en milieu urbain, sous l'angle de la formation des prix. Les analyses économiques de la formation des prix fonciers reposent sur l'hypothèse que ces prix incorporent la valeur que les habitants attribuent aux infrastructures, équipements publics et aménités locales qui caractérisent l'environnement du bien qui fait l'objet d'une transaction. Il s'agira de vérifier cette hypothèse et d'examiner son utilisation pour l'analyse de la valeur économique des biens publics.

La question générale des liens entre la compétitivité des entreprises et leur environnement s'inscrit également dans la réflexion générale sur la dynamique des villes. Elle relève de la problématique, aujourd'hui classique en économie urbaine, des externalités d'agglomération et d'urbanisation et de leur impact sur la structure des villes. Plusieurs pistes de travail mériteraient d'être explorées. L'une d'entre elles passe par l'analyse des localisations d'entreprises et, de manière plus générale, par les demandes explicitées ou révélées des entreprises vis-à-vis de leur environnement. Une autre piste passe par l'étude des conditions de rentabilité des entreprises, avec une démarche d'estimation de fonctions de production.

De façon générale, les problèmes de dynamique des territoires, où le jeu des acteurs et leur aptitude à définir des projets sont tout à fait essentiels, seront abordés en donnant la place qui s'impose aux différents aspects de la question de la gouvernance, qu'il s'agisse des approches administratives, de celle des coalitions locales, ou des dynamiques civiles et informelles. Dans cette perspective, l'étude comparée, sur un plan européen, des modèles de développement régional (inventaire des outils de mobilisation socio-économique et de planification régionale et local, échange d'information et de savoir-faire entre régions) sera entreprise.

Les thèmes des pratiques déviantes, des migrations et des normativités seront abordés à travers la référence aux espaces urbains et en mettant l'accent sur les formes et les degrés de mobilité ou les divers types de mobilisation ethnique ou territoriale des populations.

Sur les questions de précarité, une série d'enquêtes seront réalisées sur des sujets comme ceux du "retour des immigrés", de la "sortie du travail au noir" et des "temporalités de la précarité", de façon à contribuer à la réflexion sur trois questions actuelles importantes que sont les relations nord-sud et la gestion des flux migratoires, l'économie informelle dans les sociétés industrielles et les problèmes liés à l'évolution du temps et de la valeur du travail.

La question de l'immigration mérite également d'être revisitée. Face aux discours militants sur l'intégration qui ont largement occulté les phénomènes de discrimination et de relégation d'une part, la tendance à la "communautarisation" de certains quartiers d'autre part, s'impose la nécessité de poursuivre quelques travaux pionniers sur des territoires ciblés. Ils invitent à renoncer aux catégorisations spontanées et précipitées, et à privilégier le dialogue et l'interaction dans la durée au niveau des politiques locales. Elle invite également le chercheur à privilégier les analyses qui donnent à voir les évolutions dans le temps des appartenances et des mobilisations. Ces travaux peuvent être complétés d'opérations de recherche davantage focalisées sur des thématiques ou des objets précis. Dans cet esprit, un projet en développement, s'inscrivant dans les activités du LEA «Délinquance et politiques de sécurité et de prévention», concerne le problème de l'intégration des personnes d'origine étrangère dans les services de police, sur la base d'une comparaison entre la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne.

Les questions liées à l'insécurité urbaine, articulées à une analyse des politiques de sécurité et de prévention appellent des explorations croisées entre chercheurs et acteurs locaux, avec le souci d'améliorer les dimensions comparatives, de susciter l'exploration de nouvelles questions, sans négliger les rapports entre les institutions du processus pénal et les collectivités locales.

Enfin, le thème de l'environnement, notamment dans son articulation avec la dimension territoriale, a déjà donné lieu à un certain nombre de travaux dans la région, qui méritent d'être amplifiés et approfondis. En fait, à la représentation relativement étroite de la problématique

environnementale, il est préféré une réflexion en termes de « développement durable » ou « soutenable », à savoir une approche qui vise à articuler les composantes de croissance économique, de prudence environnementale, mais aussi d'équité sociale et de gouvernance. Pour mener de telles investigations, l'intérêt du Nord – Pas de Calais comme cadre d'étude privilégié, tient justement, et en dépit d'un apparent paradoxe, à la qualification de non-durabilité qui le caractérise. Plus précisément, ce territoire est marqué par une « vulnérabilité », tant socio-économique qu'environnementale, qui constitue le pendant au plan spatial de ce qu'est la durabilité sur un plan temporel. Trois types de « terrains » méritent une attention particulière : des zones caractéristiques de contraintes hydrologiques fortes, des zones d'ancienne industrialisation particulièrement sensibles cumulant passif environnemental et handicaps socio-économiques, enfin – et faisant le lien avec la thématique précédente – des quartiers urbains en difficulté. À ces trois types de terrains, il serait fécond de faire correspondre deux problématiques particulières : l'évaluation (monétaire, multicritère, analyse des risques) et l'analyse des stratégies d'acteurs.

B – LE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LES UNITES DE L'IFRESI

1- Consolider et développer les « gains fédératifs »

Sur la base du développement déjà intervenu des coopérations entre les unités participant à l'Ifrési, le projet de renouvellement propose de consolider et d'accroître sensiblement les avantages collectifs tirés de ces coopérations entre des unités qui ont chacune leur personnalité propre, leur autonomie, leurs responsabilités.

Comme dans la période écoulée, les gains à consolider et développer ont d'abord trait aux contributions qu'une fédération à forte consistance peut offrir en matière d'initiative, d'animation et de mobilisation d'un milieu de recherche. Ils tiennent aux effets proprement de connaissance dus aux interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, aux conditions locales de taille permettant de tirer le meilleur parti des rapports internationaux. Ils concernent la formation à et par la recherche, l'insertion des jeunes chercheurs dans un milieu dense. Ils tiennent aussi à une visibilité favorisant les rapports avec la communauté scientifique nationale ou internationale et avec les partenaires de la recherche (acteurs de la vie des entreprises, des collectivités publiques, de la société urbaine, etc...).

Dans cette volonté de consolider et de donner une dimension nouvelle aux "gains fédératifs" déjà obtenus, deux éléments méritent d'être soulignés.

Le premier est lié à la diversification croissante des métiers universitaires et à la nécessité de l'équilibrer par un renforcement des soutiens aux volontés de recherche des universitaires. Contrecarrer les risques de graves insuffisances en la matière ne concerne pas que l'organisation locale de la recherche, mais celle-ci a un rôle à jouer. Une dimension de grande taille dans une organisation fédérative trouve ici une justification essentielle. En raison même de la taille fédérative, il est possible de gérer une ouverture permanente à l'entrée et à la ré-entrée des personnes dans la recherche active, d'assurer pour un large milieu scientifique régional l'aide à la veille sur les conditions d'accès à la recherche dans nos domaines, de mobiliser en permanence des moyens financiers internes d'aide au démarrage de nouveaux programmes, d'aider à lever certains obstacles liées à des questions d'affiliation ou de rivalités personnelles, etc. Ceci est possible parce que, au sein de la fédération, les objets de recherche se situent très largement dans les mêmes domaines et les partenaires extérieurs sont les mêmes.

En second lieu, renforcer les liens entre les unités et la "niveau fédéral" de l'Ifrési doit permettre d'améliorer, au bénéfice de tous, la coordination entre l'équipe ITA affectée au niveau fédéral de l'IFRÉSI et les personnels ITA ou IATOS des unités sur un ensemble de fonctions collectives. Le constat de telles possibilités de gains ne signifie pas qu'il faille sous-estimer la gravité de nos déficits en postes ITA ou IATOS effectivement consacrés aux fonctions techniques et administratives. Il vise au contraire à souligner l'efficacité qui serait donnée à la satisfaction de nos besoins urgents en nouveaux emplois ITA.

Pour la prochaine période, il est bien entendu souhaitable que s'accentue l'ancrage de la Fédération au sein même de chacun des établissements concernés, ce qui signifie :

- à chaque fois que cela a un sens du point de vue du programme scientifique et revêt un caractère opérationnel, un recouvrement complet entre le champ des unités et celui de la fédération
- dans les autres cas où il faut tenir compte des interférences entre le regroupement Ifrési et d'autres logiques de regroupement tout à fait légitimes au sein même de chaque établissement, d'identifier clairement la partie du programme scientifique de l'unité qui a vocation à participer à la fédération

Ces deux principes vont de pair avec la poursuite du fonctionnement sur programme scientifique de la fédération qui a été rodé au cours des dernières années. Cela implique que les attributions internes des moyens notifiés au niveau fédéral de l'IFRÉSI continuent à s'effectuer, non pas en fonction de clefs fixes de répartition entre les unités, mais en fonction des opérations de recherche et d'échange scientifique menées, avec exigence de produits "tangibles et datés" régulièrement suivis et adaptation souple au fil du temps.

2 – Développement de la coopération entre les unités et répartition fonctionnelle des tâches

Avec l'objectif de consolider et de développer les coopérations au sein de la fédération, le projet de renouvellement comporte un contrat clair entre les unités et la composante fédérale de l'Ifrési, ainsi qu'une répartition fonctionnelle des tâches.

La demande de reconnaissance institutionnelle est celle d'un ensemble à deux niveaux complémentaires, celui des unités et celui de la fédération (FR), avec un contrat définissant les rapports entre les unités et la composante fédérale de l'Ifrési autour de six points :

- A) Le programme scientifique fédératif
- B) Le fait que la vie de la fédération soit portée par chacune des unités et l'appui apporté par la composante fédérale à la vie des unités
- C) Les fonctions de la composante fédérale (Cf. les huit fonctions indiquées ci-dessous)
- D) Une attribution interne des moyens notifiés au niveau fédéral de l'Ifrési, non pas en fonction de clefs fixes de répartition entre les unités, mais en fonction des opérations de recherche et d'échange scientifique menées
- E) La visibilité commune au travers des publications, l'Ifrési apparaissant dans la signature des publications comme un des éléments constitutifs de l'identité professionnelle des membres des unités de la fédération. Cela vaut de façon générale lorsque l'ensemble des activités de leur unité participe à la fédération. Cela vaut pour les autres unités lorsque les publications se rattachent à un des thèmes inscrits dans la partie sécante entre programme de la fédération et programme de l'unité, sans se limiter aux résultats des opérations de recherche pour lesquelles la fédération contribue immédiatement et directement à l'obtention de moyens
- F) Les pratiques contractuelles : tous les contrats réalisés dans les locaux de la fédération sont en cohérence avec son programme scientifique. Ils sont passés soit par le CNRS, soit par un des Établissements Universitaires signataires de la convention instituant l'Ifrési. Dans les différents cas, ils sont passés pour le compte de la fédération et donnent lieu à un prélèvement contribuant à son fonctionnement d'ensemble.

L'ensemble formé par la composante fédérale de l'Ifrési et par les unités constitutives de celui-ci permet d'articuler différents niveaux d'initiative, d'impulsion, d'organisation, et de soutien de la recherche. Dans cet ensemble, la composante fédérale de l'Ifrési assure - sans exclusivité - huit fonctions :

1. Animation et mobilisation du milieu autour du programme fédératif
2. Interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, échanges scientifiques entre les participants à la fédération
3. Développement de l'insertion internationale de ses participants, de leur mobilité internationale pour des séjours au moins de moyenne durée, de l'accueil de chercheurs étrangers, de recherches de terrain comparatives entre pays
4. Contribution à la formation des jeunes chercheurs au sein de leur équipe d'accueil et insertion de ceux-ci dans un milieu dense
5. Visibilité auprès des partenaires de la recherche et développement de relations suivies dans la longue durée avec eux
6. Aide à la préparation des publications (PAO, pré-presse) et à leur diffusion
7. Circulation interne et externe de l'information
8. Gestion financière des opérations de recherche.

Pour la mise en œuvre des objectifs scientifiques proposés et pour obtenir des "rendements d'échelle" appropriés, le besoin d'un renforcement sensible de l'équipe ITA affectée au niveau fédéral de l'Ifrési mérite d'être souligné.

C – LE BESOIN DE RENFORCEMENT DE L'EQUIPE ITA AFFECTEE AU NIVEAU FEDERAL

L'équipe ITA affectée spécifiquement au niveau de la Fédération joue un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'Ifrési et dans l'obtention de « rendements d'échelle ».

Cette équipe est actuellement composée de huit personnes prenant en charge les fonctions suivantes :

- un ingénieur d'études assurant le secrétariat général de l'Ifrési. Ce poste, inoccupé depuis septembre 2000 en raison du départ en retraite de son titulaire, devrait être pourvu à l'issue des concours externes de recrutement du CNRS de l'année 2001. La longue vacance de ce poste, élément vital, s'est avérée extrêmement pénalisante sur le plan du fonctionnement général de l'Ifrési
- un technicien pour le secrétariat de direction, qui contribue également à la gestion comptable
- un technicien affecté en permanence à la gestion comptable
- un ingénieur d'études prenant en charge le développement des relations internationales et les partenariats de recherche. L'arrivée de cet ingénieur en mai 1999 a eu un effet très bénéfique en matière, notamment, de montage des contrats de recherche européens
- un ingénieur d'études et un technicien prenant en charge la gestion d'un parc informatique composé de plus d'une centaine de postes et d'un réseau informatique. Cette fonction est en partie mutualisée dans la mesure où ces agents sont amenés à intervenir au sein des unités constitutives de l'Ifrési localisées sur les campus universitaires. L'éloignement géographique des unités limite cependant les possibilités d'une pleine mutualisation des services
- un technicien chargé du service de reproduction et pré-presse et de la maintenance des locaux
- un technicien pour la fonction d'accueil et de communication.

D'un point de vue administratif, le rôle de l'Ifrési est d'apporter une valeur ajoutée aux équipes constitutives en aidant à la prise en charge de fonctions non ou incomplètement assumées au niveau de chacune d'entre elles, mais également en développant des activités qui prennent sens au niveau de la Fédération plutôt qu'à celui de l'unité. A cet égard, trois séries de fonctions méritent d'être privilégiées :

- celles liées au développement de l'interdisciplinarité : fonctions de veille, d'appui aux opérations de recherche et à l'animation scientifique
- celles liées à l'insertion internationale des activités et des personnels de recherche ; ingénierie administrative et financière, fonction de veille, travail de traduction
- celles liées aux tâches de valorisation des recherches conduites dans le cadre du programme de la Fédération et de développement de la visibilité de ces travaux à différents niveaux (régional, national, international).

Dans sa composition actuelle, l'équipe ITA de l'Ifrési n'est pas en mesure d'assumer pleinement l'ensemble de ces fonctions. Même pour des tâches courantes, l'Ifrési est conduit à faire appel à des vacataires rétribués sur les crédits de fonctionnement, ce qui ne constitue pas une solution acceptable : très mauvais statut d'emploi pour les vacataires, difficultés de formation continue et de capitalisation de l'expérience, limites des ressources financières.

Les besoins de renforcement et, corrélativement, les demandes de postes supplémentaires, portent sur les éléments suivants :

- un technicien pour appui à la maintenance bâtiment et la reproduction : un seul agent titulaire a aujourd'hui à la fois la responsabilité du service reproduction et pré-presse et de la maintenance des locaux. Il est nécessaire qu'un second agent titulaire intervienne pour l'assister dans ces fonctions
- un technicien informatique de façon à permettre à la fois la pleine mutualisation de cette fonction au bénéfice de l'ensemble des unités et de faire face aux besoins de développement de la communication par internet (qu'il s'agisse de besoins de valorisation, d'animation scientifique, de gestion de revues électroniques localisées à l'Ifrési)
- deux ingénieurs d'études pour faire face au développement des relations internationales, aux exigences associées à la construction d'un espace européen de recherche et à l'accompagnement scientifique que requiert la conduite du programme fédératif.

D - L'IFRESI ET LE PROJET DE CREATION DE LA MSH DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS

Pour la période à venir, le développement des activités de l'Ifrési ne peut se concevoir en faisant abstraction du projet de création d'une Maison des Sciences de l'Homme dans la région Nord-Pas-de-Calais, visant notamment à coordonner les équipes reconnues de recherche en SHS de cette région autour de programmes pluridisciplinaires et pluri-établissements. Ce sont précisément les mêmes objectifs et les mêmes orientations générales qui ont présidé à la constitution de l'Ifrési, d'où une nécessaire articulation entre ce dernier et ce projet de MSH.

La question de cette articulation, pour laquelle différents scénarios sont imaginables, a été et est encore au cœur des débats que le projet de MSH a suscité dans les milieux régionaux de la recherche en SHS dès son évocation puis sa confirmation par décision d'un conseil interministériel de la recherche en date du 1/6/1999.

Les participants à l'Ifrési ont évidemment contribué à ces débats, notamment en formulant, au cours du deuxième semestre de l'année 1999, un ensemble de propositions de principe dont l'essentiel tenait dans les points suivants :

- ◆ la construction de la MSH doit prendre en compte les modes d'organisation pluridisciplinaires et inter universitaires déjà mis en œuvre avec succès dans la Région et mettre en place les nouveaux dispositifs nécessaires. Il s'agit à la fois d'entretenir et d'élargir les dispositifs existants, de permettre la structuration inter universitaire des potentiels de recherche restés jusqu'à

présents hors de ces dispositifs, et de veiller à ce que ce double mouvement produise une valeur ajoutée originale sur le plan du contenu des programmes de recherche et de leur pluridisciplinarité.

♦ cette construction doit être abordée comme un processus de structuration progressive qu'il serait inopportun de brider à l'excès en figeant d'emblée la configuration organisationnelle et institutionnelle de la future MSH.

♦ plusieurs préceptes constituent des éléments de cadrage suffisamment ouverts pour travailler dans cette perspective :

- poursuivre le développement de l'IFRESI en prévoyant la possibilité d'y intégrer de nouvelles équipes dont les centres d'intérêt sont en cohérence avec les thématiques et programmes de recherche actuels et nouveaux qui y sont développés

- mettre en place une structure de lancement de programmes de recherche différents et/ou complémentaires de ceux de l'IFRESI, auxquels pourraient participer des équipes qui n'ont pas vocation à rejoindre ce dernier, sans que pour autant les équipes ou chercheurs de l'IFRESI en soient exclus

- doter chacune des deux structures précédentes des ressources spécifiques pour la mise en œuvre de leurs programmes, avec évaluation des résultats

- créer une structure de pilotage de l'ensemble du secteur SHS ayant pour mission de veiller à l'ouverture systématique de l'ensemble des programmes à la participation active de tous les chercheurs intéressés de façon à instaurer un climat de coopération et à travailler sur les complémentarités entre projets de recherche, de gérer des ressources communes (en particulier celles ayant trait à la constitution d'un réseau documentaire pour la recherche régionale en SHS), de faciliter l'insertion internationale des activités et des chercheurs, de travailler à la valorisation des résultats des travaux menés dans la région.

Au-delà des différents épisodes qui ont marqué l'instruction de ce dossier, la réflexion régionale conduite depuis octobre 2000 dans le cadre d'un comité stratégique régional de recherche en SHS constitué de représentants des universités, des laboratoires de recherche, du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, de la DRRT et du CNRS, a contribué à clarifier un ensemble de points et à préciser les grandes lignes de l'articulation entre l'Ifrési et le projet de MSH.

Ce comité a permis d'inventorier les principaux champs ou thèmes de recherche en SHS constituant à la fois des priorités et des domaines régionaux de compétences compte tenu des activités des différents laboratoires reconnus existants. Sept champs généraux ont ainsi été définis :

- cognition, comportements, éducation
- éthique, action publique, santé
- organisation, emploi, compétences
- société de l'information et de la communication
- théories, pratiques, méthodologies
- traditions, identité, échanges
- villes, territoires, environnements

Ces sept champs devraient être couverts conjointement par l'Ifrési et la MSH, sachant qu'aucune des deux entités n'a vocation à tout faire, mais qu'aucune ne peut a priori être écartée de l'une quelconque des thématiques.

La question de l'articulation des deux entités s'analyse dès lors comme un problème de délimitation des domaines d'investigation privilégiés par chacune d'entre elles de façon à préciser la nature de leur identité spécifique, et de coordination étroite pour les projets et opérations de recherche qui pourraient entrer dans la zone de compétences de l'une ou de l'autre.

Cette définition des domaines privilégiés de recherche est faite, de longue date, pour ce qui est de l'Ifrési puisque son programme de recherche sur les dynamiques et les gouvernances des sociétés modernes et contemporaines le conduit à s'intéresser à l'organisation des activités économiques, l'organisation des entreprises, les questions d'emploi, de formation et de développement des compétences, le développement de la société de l'information, la dynamique des villes et des

territoires, les questions d'environnement et de développement durable, l'ensemble des politiques publiques, etc. Cette délimitation reste à préciser pour ce qui est de la future MSH.

En tout état de cause, plutôt que par création d'embrée d'une structure unique, le développement de la recherche en SHS dans la région Nord-Pas-de-Calais devrait s'appuyer sur la coexistence et la complémentarité des deux entités, Ifrési et MSH, entre lesquelles devront s'instaurer des liens de coordination. C'est sur la base de ce scénario que l'Ifrési projette, sur un plan scientifique comme sur un plan institutionnel, son développement pour les quatre ans à venir.

QUATRIEME PARTIE PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS PRINCIPALES

Cette quatrième partie comporte tout d'abord une bibliographie des principaux travaux réalisés par les participants à l'Ifrési (hors actes des Journées Ifrési). Cette bibliographie est présentée en fonction des grands axes de recherche du programme de la fédération.

Est indiquée ensuite la liste des membres de la fédération ayant présenté des communications aux Viè Journées Ifrési, éditées dans un ensemble de volumes disponibles.

A – BIBLIOGRAPHIE DES PRINCIPAUX TRAVAUX

1 – TRANSFORMATIONS DES ACTIVITES

1.1. TRANSFORMATION DES ACTIVITES : TENDANCES, ELEMENTS STRUCTURELS, CADRES D'ANALYSE

1.1.1. Entrées territoriales

Ouvrages

DORMARD Serge, *Le Nord-Pas-de-Calais - Crise et restructuration d'une région d'ancienne industrialisation*, Presses Universitaires du Septentrion, Lille, à paraître en 2001.

GERTH Klaus (2000), *La naissance des Pays-Bas modernes ou le rêve brisé (1780/1830)*, Septentrion ed, 300p, Lille (en préparation)

MILLEQUANT François et EL ASRAOUI Hassan, *Bilan et Perspectives de l'Économie Régionale 1997-1998*, Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Nord-Pas de Calais, mars 1998, 104 p.

MILLEQUANT François et EL ASRAOUI Hassan, *Bilan et Perspectives de l'Économie Régionale 1998-1999*, Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Nord-Pas de Calais, avril 1999, 108 p.

VAILLANT Jérôme (Ed) (1995), L'Allemagne unifiée cinq ans après, Paris-Valenciennes, AGES-PUV, 404 pp.

VAILLANT Jérôme (Ed) (1996), La "déstasification": problématique et dimension idéologique de la confrontation au passé en Allemagne de l'est. Paris, Allemagne d'aujourd'hui N° 136, 237 pp.

VAILLANT Jérôme (Ed) L'unification de l'Allemagne. Les années décisives: 1989/90. Spécial concours 1999. Allemagne d'aujourd'hui, N° 146, oct.-déc, 1998, 352 pp. (avant-propos d'A. Grosser).

VAILLANT Jérôme (Ed). Actes du colloque de Valenciennes. Allemagne 99, perspectives: an 2000. Allemagne d'aujourd'hui. N° 152, avril-juin 2000, 352 pp.

Contributions à des ouvrages collectifs

DORMARD Serge (1997), « Spécialisation et dynamisme de l'industrie de la région Nord-Pas-de-Calais », dans *Développement économique et reconversion industrielle* (sous dir. H. SACHTER et J.C. VERREZ), Cahiers scientifiques de l'Université d'Artois, Artois Presses Université, Arras, pp. 81-98.

DORMARD Serge (1997), « Les disparités spatiales dans le Nord-Pas-de-Calais en matière d'emploi et de chômage », dans *Nord-Pas-de-Calais : changement régional et dynamique des territoires*, FREVille - Pôle Universitaire Européen sur la Ville, Lille, pp. 155-169.

GERTH Klaus (2000), L'histoire à rebours, de 1933 à 1945: à propos de deux années significatives pour le sort des Juifs aux Pays-Bas, pp 13-33, in VAN DE LOUW Gilbert red., *Juifs des Flandres et de Hollande: 1945-1995*, Etudes inter-ethniques, Annales du CESERE, nouvelle série 2000, Université C. De Gaulle ed., Lille

Articles de revue

- DORMARD Serge (1997), « Nord-Pas-de-Calais, spécialisations sectorielles, performances à l'exportation et développement », *Note d'information économique* (Agence Régionale de Développement - Nord-Pas-de-Calais), n° 201, pp. 29-38.
- DORMARD Serge, PARIS Didier, THUMERELLE Pierre-Jean (1998), « Disparités géographiques internes et rééquilibrage du développement : un enjeu d'aménagement pour la Métropole lilloise », *Hommes et Terres du Nord*, n° 4, pp. 195-199.
- DORMARD Serge (1999), « L'évaluation de l'impact des politiques de développement régional : techniques et résultats », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 1, pp. 135-158.
- MILLEQUANT François et EL ASRAOUI Hassan, « Portrait Économique de la Métropole Franco-Belge », *Cahiers de l'Atelier Transfrontalier* - De cahiers van het grensoverschrijdend atelier, GROOTSTAD, n°5, juillet 2000, 92 p.
- GOUAZE Serge, Historique et bilan de l'économie planifiée, dans: L'unification de l'Allemagne: les années décisives: 1989/90, Allemagne d'aujourd'hui, N° 146, p. 79-102, oct.-déc., 1998. Mots-clés: RDA, économie planifiée, unité allemande, économie sociale de marché, transition.
- GOUAZE Serge, Entre l'individualisation et la globalisation: quel avenir pour l'Etat social?, Allemagne d'aujourd'hui, N° 152, p. 65-91, avril-juin 2000.

Communications

- DORMARD Serge (1997), « Spécialisations sectorielles, performances à l'exportation et développement de la région Nord-Pas-de-Calais », *Cinquièmes journées IFRESI*, Lille, 20-21 mars.
- DORMARD Serge (1997), « L'évaluation de l'impact des politiques régionales : problèmes méthodologiques et application au cas des aides aux entreprises », *Congrès de l'A.S.R.D.L.F.*, « Renouveau régional, renouveau urbain », Lille, 1-3 septembre.
- DORMARD Serge (1999), « L'évolution des revenus dans la région Nord-Pas-de-Calais depuis le premier choc pétrolier », *Sixièmes journées IFRESI*, 21-22 avril.
- DORMARD Serge (1999), « Variations de l'emploi, gains de productivité et spécialisations régionales : développements et application de la méthode structurelle-résiduelle », *XXXV^e Colloque de l'A.S.R.D.L.F.*, Hyères, 1-3 septembre.
- MILLEQUANT François, « De la zone industrielle au parc d'entreprises : l'organisation "raisonnée" des territoires de développement économique à travers l'exemple du Nord-Pas de Calais », *Actes de la 3ème Conférence Internationale du Réseau PGV sur l'organisation du développement territorial dans les pays en transition*, Grenoble, IUT de Gestion, Juillet 1998, pp. 135-162

1.1.2. Entrées thématiques

Ouvrages

- BAZIN L. & SELIM M. : *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, L'Harmattan, coll. Anthropologie critique (à paraître en fév. 2001).
- STANKIEWITCZ François (sous la direction de), 1998, *Travail compétences et adaptabilité*, éditions l'Harmattan (collection Sciences humaines et sociales), 233 pages.

Contributions à des ouvrages collectifs

- KRIFA H. et VERMEIRE K. (1998), « Concurrence oligopolistique et interdépendance des choix de localisation : le cas de l'industrie automobile dans les pays d'Europe Centrale ». Actes du Gerpisa n°25 : *Division internationale du travail et relations constructeurs-fournisseurs*. Février. Gerpisa. Evry. p. 155-176.

Articles de revue

- BAZIN L. : « Actualité ethnologique des phénomènes industriels. Une perspective programmatique », *L'Homme et la société*, 138, 3, oct.-déc. 2000 : 105-122.
- BAZIN L., MENDES-LEITE R. & QUIMINAL C. : « Déclinaisons anthropologiques des sexualités », *Journal des anthropologues*, 82-83, 2000 : 9-24.
- BAZIN L. & SELIM M. : « Quelques occurrences économiques en anthropologie », *Socio-anthropologie*, 7, 2000 : 5-31.
- BAZIN L., BOURDARIAS F. & SELIM M. : « Hégémonie du marché et extension capitaliste. Occultation ou problématisation », *Journal des anthropologues*, 77-78, 1999 : 9-17.
- BAZIN L. & SELIM M. : « Mimes et pantomimes du marché », *Histoire et anthropologie*, 21, à paraître en avril 2001.
- BAZIN L. : « De l'entreprise au marché en anthropologie : parcours et questions », *Histoire et anthropologie*, 21, à paraître en avril 2001.
- KRIFA H et HERAN F (1999). « Les logiques d'insertion locale des firmes multinationales globales dans le cas des régions de tradition industrielle » *Revue d'Economie Urbaine et Régionale*. n° 2. p. 241-266.
- KRIFA H et VERMEIRE K. (1998), « L'intégration des pays d'Europe Centrale dans les réseaux de production des

multiplication et ses conséquences ». *Revue Etudes Comparatives Est/Ouest*. Vol. 29, n° 4. pp 55-97.
Revue du Nord, hors série, collection Histoire, n° 15 2000

Rapports

- CART Benoit, TOUTIN Marie-Hélène (sous la direction de), *Les formations et emplois de la maintenance industrielle*, Rapport de fin d'étude remis au 1^{er} semestre 2001, DESCO, AFPA.
- CEREQ, *Les difficultés de recrutement au niveau régional : paradoxe et contradiction*, rapport de fin d'étude remis en Juin 2001, DARES.
- CART Benoit, IGUCHI Yasushi STANKIEWITZ François, TOUTIN Marie-Hélène, *Analyse comparée des marchés du travail en France et au Japon*, Rapport de fin d'étude remis au 1^{er} semestre 2001, Université de Kwansei Gakuin.
- DEMAILLY L. & MARCOU G. (dir), *Les mutations des services publics : approches pluridisciplinaires*, rapport de recherche Ifrési, septembre 1998, 144 p.
- GERTH Klaus, GRAAFF Michaël, HÖRLING Hans, La Régulation de l'emploi dans les entreprises en difficulté, les faillites et les reprises d'activité en France, en Allemagne et en Angleterre. Rapport de recherche réalisé à la demande de la DARES du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. (Convention d'étude du 31/10/1996. Avenant 1997)

Communications

- BAZIN L., « Mondialisation et articulations du politique dans l'entreprise. Réflexions à partir de la Côte-d'Ivoire », Communication au colloque international « Une société monde ? », AISLF, Québec, 3-7 juillet 2000.
- BAZIN L., « Une brève histoire de l'anthropologie de l'entreprise », Communication au colloque « Anthropologie du XXI^e siècle : projets et perspectives », 21^e congrès du GALF (Groupement des anthropologues de langue française), Sinaia, Roumanie, 4-7 nov. 1999.
- BAZIN L., « L'anthropologie sociale face à la globalisation : Considérations générales et exemple la Côte-d'Ivoire ». Communication au colloque « Anthropologie du XXI^e siècle : projets et perspectives », 21^e congrès du GALF (Groupement des anthropologues de langue française), Sinaia, Roumanie, 4-7 nov. 1999.
- KRIFA H. et VERMEIRE K. (1997), « Importance et Effects des investissements directs internationaux sur les pays d'Europe Centrale ». *International Conference in Constanta*. Roumanie. 14-17 juillet.
- KRIFA H. et VERMEIRE K. (1998), « Concurrence oligopolistique et interdépendance des choix de localisation : le cas de l'industrie automobile dans les pays d'Europe Centrale ». XIème rencontres internationales du Gerpisa, *Les nouveaux espaces de l'industrie automobile mondiale : premiers résultats et questions de recherches*. Paris, 4-6 juin.
- KRIFA H. (2000), « Interactions stratégiques et effets d'agglomération : le cas de l'industrie automobile dans les pays d'Europe centrale ». Université d'automne du GRECOS: *Mondialisation, globalisation et stratégies d'entreprises*. Colloque international. Girona Espagne, 30 et 31 octobre 2000. 25 pages.

Thèses

1.1.3. Entrées disciplinaires

Contributions à des ouvrages collectifs

- HEILBRON Johan, (1997), "Traductions et échanges culturels transnationaux: notes sur le système mondial de traduction", in Donald Broadbent, Natalia Chmatko et Monique de Saint Martin (éd.), *Formation des élites et culture transnationale*, Paris : Maison des Sciences de l'homme/Uppsala : SEC, pp. 337-349.
- HEILBRON Johan (2000), "Traductions et communications européennes", in F. Durand-Bogaert et Y. Hersant (éd), *L'homme européen* (sous presse).
- LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SOUDAN Cécile, traduction de Michael Lynch, « Après Wittgenstein : le tournant de l'épistémologie à la sociologie des sciences », dans M. de Fornal, A. Ogien, L. Quéré (dir.), *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, à paraître en janvier 2001.

Articles de revue

- CONVERT Bernard, (2001) "Le renouveau de la sociologie économique", *Journal des Anthropologues*, n°84.
- CONVERT Bernard, (2000), Compte-rendu du livre de P. Bourdieu, "Les Structures Sociales de l'Economie", *Economic Sociology European Electronic Newsletter*, Volume 2, Number 1, pp 14-16.
- HEILBRON Johan et van BOTTENBURG Maarten, (1998), "Wat je ziet ben je zelf", *Amsterdams sociologisch tijdschrift*, 25 (1), pp. 23-24.
- HEILBRON Johan et van BOTTENBURG Maarten (1997), "Kooivechten: over ontsporting en commercialisering van het wedstrijdvechten", *Amsterdams sociologisch tijdschrift*, 24 (3/4), pp. 375-398.

HEILBRON Johan (1999), "Towards a Sociology of Translation: Book Translations as a Cultural World-System", *European Journal of Social Theory*, 2 (4), pp. 429-444.

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SOUDAN Cécile, traduction de Michael Lynch, « Wittgenstein, règles et épistémologie », Revue du Collège International de Philosophie, *Rue Descartes*, à paraître en février 2001.

Communications

- CONVERT Bernard, HEILBRON Johan (1999), *Reinventing Economic Sociology*, Communication à la 4th European Conference of Sociology, Amsterdam, August.
- CONVERT Bernard (2000), *Les grands courants de la sociologie économique actuelle*, Communication à la Journée de L'Association Française des Anthropologues, "Anthropologie et économie", Paris, Juin.
- CONVERT Bernard, HEILBRON Johan (1999), *La "nouvelle sociologie économique" : construction d'un champ de recherche*, Communication aux Journées de l'IFRESI, Lille, Avril.
- CONVERT Bernard, (2000) *Economic Dispositions and Firm Policies*, Communication à la Conference «Economic Sociology at the Edge of 3d Millennium», Moscow, Russia, 14-15 January 2000.
- CONVERT Bernard, (2000) *Dispositions économiques et stratégies d'entreprises : le cas des Mulliez*, Séminaire de Sociologie Economique, EHESS, Paris, 31 Octobre.
- HEILBRON Johan (2000), *Economic Sociology in France*, Communication au colloque de Sociologie Economique de Stockholm, Département de sociologie, Université de Stockholm, 2-3 Juin.
- HEILBRON, Johan (2000), *La nouvelle sociologie économique aux Etats-Unis*, Centre de sociologie européenne, Paris, 15 Mai.
- HEILBRON Johan (1997), "Le réseau mondial de traduction: un aspect de la société transnationale", Collège de France, Paris, le 26 novembre.
- HEILBRON Johan (1997), "The brutalization of fighting contests", l'Académie royale des sciences, Amsterdam, 20 décembre.
- HEILBRON Johan (1998), "La crise de l'autonomie artistique et de l'avant-garde", Colloque sur l'enseignement professionnel des arts, Amsterdam, janvier.
- HEILBRON Johan, (1998) "The Vernacular Millenium", Colloque international, SCASSS, Uppsala, Suède, 13-16 juin.
- HEILBRON Johan (1998), "Translations as a cultural world system", Congrès de l'Association internationale pour l'étude empirique de la littérature, 26-29 août.
- HEILBRON Johan (1998), "Echanges économiques et relations personnelles", Paris, Ecole normale supérieure, 29 janvier.
- HEILBRON Johan (2000), "La commercialisation des combats libres", Ecole normale supérieure, Paris, 27 mars.
- KRIFA H (1997), "Les logiques d'insertion locale des firmes multinationales globales dans le cas des régions de tradition industrielle". XXXIIIème Congrès international de l'Association de Sciences Régionales de Langue Française. Lille, 1-3 septembre.

1.2. D'UNE SOCIETE DE SERVICES A LA SOCIETE DE L'INFORMATION

1.2.1. – *Le développement des activités de service*

Ouvrages

- CUVELIER Pascal, 1998, *Anciennes et nouvelles formes de tourisme, une approche socio-économique*, Paris, L'Harmattan, Collection Tourismes et Sociétés.
- CUVELIER Pascal, 2000, *La ville, renaissance et invention d'un objet touristique*, Freville.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, RIBAULT Thierry, 1999, *France-Japon-Etats-Unis : l'emploi en détail*, Paris, Presses Universitaires de France.
- GADREY Jean (éd.), 2000, *Emploi et travail : regards croisés*, Paris, L'Harmattan.
- GADREY Jean, MARTINELLI Flavia, 2000, *L'economia dei servizi*, Bologna, Il Mulino.
- GADREY Jean, DELAUNAY Jean-Claude, *Les services dans la pensée économique*, traduction et adaptation en japonais par Masao Watanabe, Tokyo, 2000, 230 pages.
- GADREY Jean, 2000, *Nouvelle économie, nouveau mythe ?* Flammarion.
- GALLOUJ Faïz, 2001, *Innovation in the service economy*, Edward Elgar.
- GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah, 2000, *Les services et l'emploi*, L'Harmattan.
- RIBAULT Thierry, DIRKS Daniel, HUCHET Jean-François, 1999, (co-éditeurs et auteurs), *Japanese Management in the Low Growth Era - Between External Shocks and Internal Evolution -*, Springer Verlag, Berlin, 438 p.

Contributions à des ouvrages collectifs

- CUVELIER Pascal, 1998, "L'émergence de nouveaux modèles de développements touristiques, le cas espagnol", *Socio-économie des territoires, expériences et théories*, sous la direction de Kerdjémil Boukhalfa et Hassan Zaoual, Paris, L'Harmattan.

CUVELIER Pascal, 2000, à paraître, " Le tourisme industriel, tentative de clarification conceptuelle " et " La visite d'entreprises : un éclairage Économique " in GIREST, *Le tourisme industriel, un objet en devenir*, Paris, L'Harmattan, Collection Tourismes et Sociétés.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, *L'innovation dans les services, les premiers résultats d'une enquête postale exploratoire*, in ANRT, *L'innovation dans les services : une invitation à l'insurrection intellectuelle*, Editions Economica.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, *Les enquêtes sur l'innovation dans les services : un bilan*, in Commissariat Général du Plan, *Recherche et innovation : la France dans la Compétition mondiale*, La documentation française, p. 319-331.

GADREY Jean, 1998, La galaxie des services, in : J. Kergoat et alii (éds), *Le monde du travail*, La Découverte, Paris, p. 83-92.

GADREY Jean, 1999, Critique du paradigme industrialiste, in : ANRT, *L'innovation dans les services*, Economica.

GADREY Jean, HORN François, 2001, L'innovation, le marché et la "nouvelle économie", in MUSTAR P. et PENAN H. (éds.) : *Encyclopédie de l'innovation*, Economica, à paraître.

GALLOUJ Faïz, GALLOUJ Camal, 2000, *Neo-Schumpeterian perspectives for Innovation in Services*, in BODEN M., MILES I. (eds), *Innovation in the knowledge based economy*, Pinter Publishers.

GALLOUJ Faïz, 2000, *Beyond technological innovation : trajectories and varieties of service innovations*, in BODEN M., MILES I. (eds), *Innovation in the knowledge based economy*, Pinter Publishers.

GALLOUJ Faïz, 2001, *Les services et l'innovation*, in MUSTAR P., PENAN H. (eds), *Encyclopédie de l'innovation*, Economica (à paraître).

GALLOUJ Faïz, 2001, Interactional innovation : a neoschumpeterian model, in SUNDBO J. et FUGLSANG L (eds).

HORN François, 1998, "Processus de standardisation et diversité de l'information fournie à l'aide de moyens informatiques", in A. Allain, G. Essama (éds.), *Libre échange et identité culturelle*, Presses Universitaires du Septentrion, Lille, pp. 135-150.

RIBAULT Thierry, 2000, "Working Time and Flexibility in Japanese Food Retailing" in Leigh SPARKS, Christophe BARET, Steffen LEHDORFF (eds), *Flexible Working in Food Retailing : A comparison between France, Germany, United Kingdom and Japan*, Routledge, London-New York, 270 p.

SUNDBO Jon, GALLOUJ Faïz, 1999, *Innovation in services as a loosely-coupled system*, in METCALFE S. MILES I. (ed), *Services and Systems*, Kluwer Academic Publishers.

Articles de revue

DELFINI Corrado, DEMAZIERE Didier, 2000, Le traitement de l'offre d'emploi à l'ANPE : diversité des logiques d'intermédiation, *Travail et Emploi* n°81, Janvier.

DJELLAL Faridah, 2000, Technologies de l'information et "services non informationnels", *Economie et Sociétés, série EGS*, N°2, juin.

DJELLAL Faridah, 2000, The rise of information technologies in non informational services, *The Quarterly Journal of Economic Research*, Special issue, novembre-décembre.

DJELLAL Faridah, 2001, Innovation Trajectories and employment in the cleaning industry, *New technology work and employment*, 2^{ème} trimestre.

DJELLAL Faridah, 2001, Les trajectoires d'innovation dans les entreprises de transport routier de marchandises ", *Revue Française de Gestion*, à paraître.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, Services and the search for relevant innovation indicators : a review of national and international surveys, *Science and Public Policy*, Vol 26, Août, p. 218-232.

DJELLAL Faïz, GALLOUJ Faïz, 2000, "Le casse-tête" de la mesure de l'innovation dans les services : enquête sur les enquêtes, *Revue d'économie industrielle* (à paraître).

DJELLAL Faïz, GALLOUJ Faïz, 2000, L'organisation du processus d'innovation dans les services : les résultats d'une enquête postale, *Education et Formations* (à paraître)

DJELLAL Faïz, GALLOUJ Faïz, 2000, What is innovation in services ? the results of a postal survey, *European Journal of innovation management* (à paraître)

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 2000, Patterns of innovation organisation in service firms : postal survey results and theoretical models, *Science and Public Policy*, février.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 2001, A propos de la nature de l'innovation dans les services : les enseignements d'une enquête postale, *Economie et statistique* (à paraître).

GADREY Jean, 1997, Service universel, service d'intérêt général, service public : un éclairage à partir du cas des télécommunications et du secteur postal, *Politiques et Management public*, juin, p. 43-72.

GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, 1997, Analyser les prestations de cohésion sociale "hors cadre" des services publics et leur coût, *Politiques et management public*, , vol. 15, n°4, décembre, p. 119-144.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, 1998, The Provider-Customer Interface in Business and Professional Services, *The Service Industries Journal*, Avril, p. 1-15.

GADREY Jean, 1998, Produit et productivité : la remise en cause des indicateurs traditionnels, *Cahiers français*, n° 286, La Documentation Française, p. 29-34.

GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, 1998, Formes et coûts de la production de cohésion sociale dans les relations de service public, *Lien social et politiques*, n° 40, hiver.

GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, 1998, Les relations de guichet à La Poste, *Collection de la Mission de la Recherche de La Poste*, p. 4-18.

GADREY Jean, 1999, Les incertitudes de l'indice des prix à la consommation : question de méthode ou question de paradigme ? *Economie Appliquée*, tome LII, 1999, n° 1, p. 151-175.

- GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, 1999, Formes et coûts de la production de cohésion sociale dans les relations de service public : le cas des guichets à La Poste, *Liens social et politiques-Revue internationale d'action communautaire*, 40, automne, p. 75-87.
- GADREY Jean, 2000, Compter ce qui compte : les exemples de la distribution et de l'hôpital en France et aux Etats-Unis, in : D. Kaisergruber et J. Landrieu (éds), *Tout n'est pas économique*, L'Aube Editions, p. 67-85.
- GADREY Jean, 2000, The characterization of goods and services: an alternative approach, *Review of Income and Wealth*, Series 46, N° 3, September.
- GADREY Jean, 2000, Le tiers secteur comme objet d'étude : quel objet, quelles études ? *Sociologie du travail*, novembre.
- GADREY Jean, 2001, Nouvel esprit du capitalisme et idéologie néo-libérale, *Sociologie du travail*, à paraître.
- GADREY Jean GALLOUJ Faïz, 1998, The provider-customer interface in business and professional services, *The Service Industries Journal*, Vol. 18, n°2, April, p. 1-15.
- GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, 2000, L'interface dans les services de conseil : moment de vérité, espace d'innovation, zone d'efficacité, *Revue Française du Marketing*.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, RIBAULT Thierry, 1998, L'emploi dans le commerce de détail japonais : une comparaison avec la France, *Formation-Emploi*, n° 61, p. 3-33. (article repris dans Maurice Marc et Nohara Hiroatsu, *Les mutations du "modèle" japonais de l'entreprise*, Problèmes politiques et sociaux n°820, pp. 23-25, La Documentation Française, Paris, 23 avril 1999 ; et dans *Problèmes Economiques* n° 2610, pp. 12-18, La Documentation Française, Paris, 1999).
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, 1998, L'emploi commercial aux Etats-Unis et en France et les difficultés des comparaisons internationales, *Revue de l'IRES*, n° 25, p. 23-49.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, 1998, Emploi et marchés du travail d'un secteur : quelles comparaisons internationales ? *Economie et statistique*, n° 318-8, p. 101-122.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, 2000, The retail sector: why so many jobs in America and so few in France ? *Service Industries Journal*, à paraître.
- GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, RIBAULT Thierry, 2001, Levels and systems of employment in the Japanese retail trade: a comparison with France, *Cambridge Journal of Economics*, à paraître.
- GALLOUJ Camal, GALLOUJ Faïz, 1997, L'innovation dans les services et le modèle du "cycle du produit inversé", *Revue Française de Gestion* , n°113, mars-avril-mai, p. 82-97.
- GALLOUJ Faïz, WEINSTEIN Olivier, 1997, Innovation in Services, *Research Policy*, 26, p. 537-556.
- GALLOUJ Faïz, 1997, Towards a neo-Schumpeterian theory of innovation in services ?, *Science and Public Policy*, vol. 24, n°6, décembre, p. 405-420.
- GALLOUJ Faïz, 1998, L'innovation dans les services et ses mythes, *Education permanente*, n°134, p. 67-77.
- GALLOUJ Faïz, 1998, Innovating in reverse : services and the reverse product cycle, *European Journal of Innovation Management*, Vol. 1, n°3, p. 123-138.
- GALLOUJ Faïz, 1999, Les trajectoires de l'innovation dans les services : vers un enrichissement des taxonomies évolutionnistes, *Economies et Sociétés* , n°1, 5, p. 143-169.
- GALLOUJ Faïz, 2000, Innovation in services and the attendant myths, *Journal of socio-economics* (à paraître).
- GALLOUJ Camal, 1997, Asymmetry of information and the service relationship : selection and evaluation of the service provider, *International Journal of Service Industry Management*, vol 8, N°1
- GALLOUJ Faïz, 1999, Qu'est-ce qu'un CRSF (centre régional de services financiers) performant ? *Collection de la Mission de la Recherche de La Poste*, p. 7-18.
- GALLOUJ Faïz, GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, 1999, La construction sociale du produit financier postal, *Annales de l'économie publique sociale et coopérative*, vol. 70, n° 3, septembre.
- HORN François, 1999, "L'importance du logiciel libre dans l'amélioration de l'efficience des logiciels", *Terminal, Technologie de l'Information, Culture et Société*, n° 80-81 (spécial Logiciel Libre), Automne-Hiver, pp. 119-148.
- HORN François, 2000, "La production des logiciels libres : un exemple d'alternative à la production marchande ?", *Alice, Revue de critique du temps* n° 3, pp. 63-78.
- HORN François, 1999, "Diversité des informations traitées par des moyens informatiques, standardisation optimale et acteurs du processus de standardisation", *Communications et stratégies* n°33, pp. 85-117. (article repris dans la revue SOLARIS n°6, décembre 1999-janvier 2000).
- JANY-CATRICE Florence, BARET Christophe, SEGHIN Sébastien, 1999, Grandes surfaces alimentaires : vers le modèle américain en matière des services ?, *Insee Première*, 6 décembre.
- JANY-CATRICE Florence, 2000, Niveau et qualité des emplois dans l'hôtellerie et la restauration américaines. Comparaison avec la France, *Formation Emploi*, n°71.
- JANY-CATRICE Florence, BARET Christophe, 2000, L'emploi et les services du commerce de détail en France et aux Etats-Unis, *Travail et Emploi*.
- RIBAULT Thierry, 1997, Y-a-t-il un retard de l'industrie japonaise de l'information, (en Japonais) *Bulletin de recherche de la Société Franco-Japonaise des Techniques Industrielles*, avril 1997, Tokyo, pp. 3-10.
- RIBAULT Thierry, 1998, L'emploi juste-à-temps dans la distribution au Japon : le cas des convenience stores, revue *Formation- Emploi*, n°61, pp. 19-33.
- RIBAULT Thierry, 1998, Japon : le marché du hasard, *Futuribles*, p 37-59, n°231, mai. (article repris dans *Problèmes Economiques*, n° 2589, novembre 1998, La Documentation Française).
- RIBAULT Thierry, 1999, Care Services for the Japanese Elderly : Between Family Arrangements and Market Mechanisms, Discussion Paper n°116, 51 p., November, School of Economics, University of Nagoya.
- RIBAULT Thierry, 2000, Toyotisme et Daiéisme : deux pôles complémentaires du rapport salarial au Japon, *Economies et Sociétés*, n° 11/1/2000, p.71-100.

RIBAULT Thierry, 2000, Les structures commerciales au Japon : vers quelle modernisation ?, *Revue Française de Gestion*, n°130, sept.-oct., pp.16-30.

RIBAULT Thierry, 1998, Japon : la folie du pachinko, *Le Monde Diplomatique*, août.

RIBAULT Thierry, 1999, Le système d'assurance pour les soins aux personnes âgées : entre famille et marché le Japon balance, *France-Japon Eco*, Revue de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Japon, n°80, septembre, Tokyo.

SUNDBO Jon, GALLOUJ Faïz, 1999, Innovation as a loosely coupled system in services, *International Journal of Services Technology and Management*, Vol. 1, n°1, p.15-36.

Rapports

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, GALLOUJ Camal, 1998, *Innovation trajectories in french service industries*, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, Programme TSER, projet SI4S, juillet, 96 p.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1998, Innovation in service industries in France : the results of a postal survey, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, Programme TSER, projet SI4S, juillet, 67 p.

GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, GALLOUJ Faïz, DEVETTER Xavier, DUPLAAC Delphine, 1997, *Valeur ajoutée et coût des "prestations sociales" de La Poste*, rapport pour la direction de la stratégie (Mission recherche) de La Poste.

GADREY Jean, 2000, La productivité du travail à La Poste, 1970-1998, Rapport pour la Mission de la Recherche de La Poste, 110 p.

GADREY Jean, 2000, La TVA à 14% ou 5,5% dans la restauration ? Quel impact sur l'emploi et sur le mode de développement du secteur ? Université de Lille 1, février, 44 p.

GADREY Jean, DJELLAL Faridah, GALLOUJ Camal, JANY-CATRICE Florence, MERIOT Sylvie-Anne, RIBAULT Thierry, 2000, Hôtellerie-restauration: héberger et restaurer l'emploi, rapport pour le Secrétariat d'Etat au Tourisme, octobre, 400 p.

GALLOUJ Faïz, GADREY Jean, GHILLEBAERT Edwige, 1997, *La construction sociale du produit financier postal*, Communication aux cinquièmes journées de l'IFRESI, 20-21 mars.

GALLOUJ Faïz, 1998, *Qu'est-ce qu'un CRSF performant ?* Séminaire sur la thématique de la performance, "Les mercredis de La Poste ", 29 octobre, Paris.

GALLOUJ Faïz, 1999, *Evaluer et comparer les performances des établissements postaux : la méthode de l'arbre de performance en question*, Clercé, Université de Lille I, Rapport de recherche pour la mission de la recherche de La Poste, novembre.

GALLOUJ Faïz, 1997, *Vers une théorie de l'innovation dans les services*, recherche pour le Commissariat général du Plan, juillet, 149 p.

GALLOUJ Faïz, 1998, *Innovation in services : theoretical issues*, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, Programme TSER, projet SI4S, juillet, 110 p.

GALLOUJ Camal, 1999, Innovation in the information society sectors : implication for women's work, expertise and opportunities in european workplace : french litterature survey report, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, SERVEMPLOI, 104 p.

GALLOUJ Camal, 2000, Innovation in the information society sectors and opportunities for women : case studies in retailing and financial services, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, SERVEMPLOI, 55 p.

GALLOUJ Faïz, 2001, *Les sciences humaines et sociales dans la R-D des entreprises de service* : Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, mars.

GALLOUJ Camal, 1997, Employment development and creation in the European commerce sector : the French case. Eurocommerce et Eurofiet, Bruxelles, 57 p.

GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah, 1999, Emploi et gestion de l'emploi dans les services aux entreprises, Secrétariat d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, DECAS, février, 107 p.

GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah, 2000, Emploi, qualification et compétences dans les services : une approche prospective, Secrétariat d'Etat aux PME, au commerce et à L'artisanat, DECAS, décembre, 200 p.

JANY-CATRICE Florence, BARET Christophe, 1999, Etude monographique sur la grande distribution alimentaire en France et aux Etats-Unis, rapport pour l'INSEE, 65 p.

RIBAULT Thierry, 1998, La poste au Japon, Etude pour la Mission Recherche de La Poste, 101 p., novembre.

RIBAULT Thierry, 1999, Les bureaux de poste au Japon : deux études de cas, Etude pour la Mission Recherche de La Poste, 70p, décembre.

SUNDBO Jon, GALLOUJ Faïz, 1998, *Innovation in services in seven european countries*, Rapport pour la Commission Européenne, DG XII, Programme TSER, projet SI4S, juillet, 40 p.

Communications

CUVELIER Pascal, 1997, *Le tourisme, une pratique ancienne mais une dimension caractéristique de la modernité*, Vème journée IFRESI, 20 et 21 mars.

CUVELIER Pascal, 1999, *Une socio-économie des pratiques touristiques*, Vème journée IFRESI, 21 et 22 avril.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 2000, *Innovation surveys for service industries : a survey*, Conference on innovation and entreprise creation : statistics and indicators, European Commission, Eurostat, Sophia Antipolis, 23-24 novembre.

DJELLAL Faridah, 1998, *L'inefficience du contrat de travail en matière de coopération horizontale*, Colloque de sociologie du travail, Blankenbergue, novembre.

DJELLAL Faridah, 1999, *Innovation et professionnalisation : l'ascension socio-économique des services de nettoyage*, IXème Conférence annuelle du RESER, Alcala de Henares, Madrid, Octobre 1999.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, *L'innovation dans les services : les premiers résultats d'une enquête postale exploratoire*, Colloque L'innovation dans les services, Association Nationale de la recherche scientifique, 27 janvier, Paris.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Faïz, 1999, *L'innovation dans les services par l'enquête postale : problèmes méthodologiques et premiers résultats*, Séminaire OST *Les indicateurs de l'innovation dans les services*, 11 février, Paris.

GALLOUJ Faïz, SUNDBO Jon, 1998, *Innovation in services as a loosely-coupled system*, Communication au CRIC workshop "Systems and services", 17-18 mars, UMIST, Manchester.

GALLOUJ Faïz, 1998, *Les trajectoires de l'innovation dans les services : vers un enrichissement des taxonomies évolutionnistes*, Colloque de l'IRIS, Université de Paris-Dauphine, *Changement institutionnel et dynamique de l'innovation*, 2-3-4 décembre 1998.

GALLOUJ Faïz, 1999, *L'innovation interactionnelle : un modèle néoschumpeterien*, Colloque proximité, Toulouse.

GALLOUJ Faïz, 1999, *Interactional innovation: a neo-Schumpeterian model*, International Seminar : "Managing innovation and the external context", Roskilde University, Denmark, November 26-27.

GALLOUJ Faïz, 1999, *Innovation trajectories in services: towards an extension of evolutionary taxonomies*, PhD Seminar (ESST programme), Roskilde University, Denmark, November 25.

GALLOUJ Faïz, 2000, *Knowledge intensive business services : processing knowledge and producing innovation*, Colloque international "Economics and Socioeconomics of Services : international perspectives", Lille-Roubaix, 22-23 juin.

HORN François, 1997, "Pluralité et dynamique des mondes de production : l'exemple de la production de logiciels", Vèmes journées IFRESI, volume 2, pp. 243-260.

HORN François, 1999, "L'importance des logiciels libres dans l'amélioration de l'efficience des logiciels et de leur processus de production", communication au colloque "Autour du Libre" organisé par l'ENST Bretagne, 25-27 janvier, 23 p.

HORN François, 1999, "L'analyse de l'évolution de l'informatique : la constitution successive de réseaux technico-économiques structurés par des standards", VIèmes journées IFRESI, volume 1, pp. 35-48.

HORN François, 2000, "La diversité de l'économie du logiciel : pluralité et dynamique de quatre mondes de production", Conférence internationale "Economie et socio-économie des services", Lille, Juin, 20 p.

JANY-CATRICE Florence, 2000, L'hôtellerie et la restauration américaines : les écarts en emploi avec la France et leur interprétation, Conférence Internationale Economie et Socio-Economie des services, juin, Roubaix-Lille.

JANY-CATRICE Florence, 2000, Job level and job quality in the American Food and Accommodation Sector: a comparison with France, 22nd International Working Party on Labour Market Segmentation, Manchester, 12th-15th July.

RIBAULT Thierry, 1997, La société de l'information au Japon : analyse de la notion de retard, conférence à l'Université de Keio (Tokyo), Département des politiques publiques de communication et d'information, 20 octobre.

RIBAULT Thierry, 1997, Flexible employment in Japanese retailing : toward a just-in-time employment model, communication présentée au colloque nippo-européen "Between External Shocks and Internal Evolution : Towards a New Phase in Japanese Management Practices, Maison Franco-japonaise, Tokyo, 30 oct./1^{er} nov.

RIBAULT Thierry, 1999, Séminaire à la Faculté de Commerce de l'Université de Waseda (Tokyo) sur "l'emploi dans le commerce en France et au Japon", mai.

RIBAULT Thierry, 1999, Séminaire à la Faculté d'économie de l'Université de Nagoya sur "l'emploi dans le commerce en France et au Japon", mai.

RIBAULT Thierry, 1999, Séminaire à l'école Nouvelle d'Ingénieurs en Communication (Université de Lille I, France Télécom), "La gestion des ressources humaines au Japon", janvier.

RIBAULT Thierry, 2000, Séminaire à la Faculté de Commerce de l'Université de Waseda (Tokyo) : "Toyotisme et daiéisme", mars.

RIBAULT Thierry, 2000, "Toyotism and Daieism" The Economics and Socio-Economics of services : International Perspectives, Lille-Roubaix 22nd and 23rd of June.

Thèses

CUVELIER Pascal, 1997, *L'économie des pratiques touristiques*, Thèse de doctorat, Université de Lille I, 370 p.

HORN François, 2000, *L'économie du logiciel. Tome 1 : De l'économie de l'informatique à l'économie du logiciel. Tome 2 : De l'économie du logiciel à la socio-économie des "mondes de production" des logiciels*, Thèse de doctorat d'Economie Industrielle, Université de Lille I, 570 p.

GALLOUJ Faïz, 1999, *Vers une théorie de l'innovation dans les services*, habilitation à diriger des recherches, Université de Lille 1, juin.

PERNOD-LEMATTRE Martine, 1997, "Les systèmes d'emploi des entreprises en régime d'innovation permanente : le cas des industries informationnelles", Thèse de doctorat en économie industrielle, Université des Sciences et Technologies de Lille, Mai.

1.3. CREATION, AGENCEMENT, FONCTIONNEMENT ET PERFORMANCE DES ORGANISATIONS

1.3.1. Organisation du travail

Ouvrages

DIETRICH Anne (2000) *Guide à l'usage de la réduction du temps de travail des cadres. Les 35 heures en 35 questions* Région Nord-Pas de Calais, à paraître

Contributions à des ouvrages collectifs

CAZAL Didier, DIETRICH Anne (2000) "Droit du travail et gestion des ressources humaines : le cas du travail" in Amann B. (dir.) *Gestion et Droit. IAE, XVèmes Journées nationale*, Paris, Editions Dalloz, pp. 37-54.

DIETRICH Anne "Vers une autonomie contrôlée ?" in BOUFFARTIGUE P. (dir.) *Les cadres. La grande rupture*. Paris, La Découverte. ch. 8. A paraître fin 2000 – début 2001.

GALLOUJ Camal, 2000, Das Aubry gesetz und die folgen : arbeitszeitverkürzung in Frankreich, dans BECKER U. (ed), weniger arbeit- arbeit für alle ? Hans Böckler stiftung, edition sigma.

Articles de revue

DIETRICH Anne (2000) "Typologie des cadres à l'usage de la réduction de leur temps de travail" *Gestion 2000*, n° 4, juillet-août, pp. 119-135

DIETRICH Anne (1999) La réduction du temps de travail des cadres : points de vue et enjeux, Région Nord-Pas de Calais, n° 18 Mai

GADREY Jean, 1997, Mécanismes de création d'emplois : deux logiques à réconcilier, *Echange et projets*, juin, p. 48-51.

GADREY Jean, BARET Christophe, GALLOUJ Camal, 1998, France-Allemagne-Grande-Bretagne : Le temps de travail dans la grande distribution alimentaire en France, Allemagne, Grande-Bretagne, *Travail et Emploi*, n° 74, p. 21-35.

GADREY Jean, BARET Christophe, GALLOUJ Camal, 1998, Flexibilité à court terme et flexibilité durable, *Personnel*, juillet, p. 43-48.

GADREY Jean, 1999, Flexibilité et professionnalisation du travail dans les services : des stratégies et des modèles distincts, *Economies et Sociétés*, Série Economie et Gestion des Services, n°1, 5/1999, p. 117-141.

GADREY Jean, BARET Christophe, GALLOUJ Camal, 1999, France-Germany-Great-Britain : the Organization of Working Time in Large Retail Food Stores, *European Journal of Industrial Relations*, n°1, March, p. 27-48.

Rapports

DIETRICH Anne (2000) "Guide à l'usage de la RTT des cadres : les 35 h en 35 questions", *Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 59 p., février.

DIETRICH Anne (1999) "Guide à l'usage de la RTT des cadres : les 35 h en 35 questions", *Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 51 p., juin.

DIETRICH Anne (1999) "La RTT des cadres : Monographies d'entreprises. Rapport d'enquête", *Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 80 p., mars.

DIETRICH Anne (1999) "La réduction du temps de travail. Synthèse", *Rapport d'études, Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 25 p., janvier.

DIETRICH Anne (1998) "Cadres et temps de travail : quelles problématiques ?" *Rapport d'études, Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Programme ARTT, Direction de l'Action Economique*, 100 p., novembre.

GADREY Jean, BARET Christophe, GALLOUJ Camal, 1997, France-Allemagne-Grande Bretagne : la grande distribution du temps de travail, rapport de recherche pour la DARES, juin.

JANY-CATRICE Florence, PERNOD-LEMATTRE Martine, RIBAULT Thierry, 1999, Aménagement réduction du temps de travail ou temps partiel : le cas de la grande distribution française, rapport pour la Mission, Assises régionales pour l'emploi et le travail", du Conseil Régional du Nord Pas de Calais, Pôle de compétences régional, 80 pages.

JANY-CATRICE Florence, PERNOD-LEMATTRE Martine, RIBAULT Thierry, 1999, Aménagement réduction du temps de travail ou temps partiel : le cas de la grande distribution française, rapport de synthèse pour la Mission, Assises régionales pour l'emploi et le travail", du Conseil Régional du Nord Pas de Calais, Pôle de compétences régional, 16 pages.

Communications

DIETRICH Anne (2000) " ARTT et dynamiques organisationnelles dans les PME du Nord-Pas de Calais " *Vème Congrès International Francophone sur la PME*, Lille, octobre.

- DIETRICH Anne (1999) "La réduction du temps de travail des cadres : vers une autonomie contrôlée", *Journées d'Etudes Scientifiques Pluridisciplinaires sur les Cadres*, LEST-CNRS, Aix-en-Provence, décembre.
- DIETRICH Anne (1999) "Incidences de l'Aménagement-Réduction du Temps de Travail sur les modes de contrôle en GRH : les leçons d'une enquête en PME du Nord-Pas de Calais" *10ème Congrès de l'Association Francophone de Gestion des Ressources Humaines*, Lyon, septembre, pp. 447-460.
- DIETRICH Anne (1999) " La réduction du temps de travail : problématiques et enjeux " *Sixièmes Journées de l'IFRESI CNRS*, volume 2, Lille, avril, pp. 181-200.
- GALLOUJ Camal, 1999, The French politics of reduction in working hours : some developments in the last 20 years, internationale konferenz im rahmen des deutschen EU-presidentschaft, "Frauen in der informationsgesellschaft", Dusseldorf, april 17 th
- PERNOD-LEMATTRE Martine, 2000, Aménagement-réduction du temps de travail ou temps partiel : le cas de la grande distribution alimentaire, Conférence Internationale Economie et Socio-Economie des services, juin, Roubaix-Lille.

1.3.2. Le développement des logiques de compétence

Ouvrages

MAHIEU Christian, du ROY Olivier (1998a), *L'organisation qui n'existe pas, le cas d'Aluminium-Dunkerque*, Paris, Editions d'Organisation.

Contributions à des ouvrages collectifs

LÉNÉ Alexandre (1998), « La production d'adaptabilité : stratégies d'entreprise et compétences transversales », in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan

Articles de revue

- DIETRICH Anne (1999) "Compétence et performance : entre concepts et pratiques de gestion" *Education permanente*, "La logique de la compétence", n°140/1999-3, pp. 19-34.
- DIETRICH Anne (1999) "La dynamique des compétences, point aveugle des techniques managériales" *Formation et Emploi*, numéro spécial "Activités de travail et dynamique des compétences" n° 67 juillet-septembre, pp. 9-23.
- DIETRICH Anne (1997) "La compétence comme instrument de régulation de l'action organisée" *Gérer et Comprendre-Annales des Mines*, n° 49 septembre, pp. 71-82.
- MAHIEU Christian (1997), « L'intelligence stratégique locale au cœur d'un modèle professionnel en émergence dans les entreprises de réseau », *CLES*, n° 29, 1^e semestre, pp.71-89.
- MAHIEU Christian, BIZAC Michel (1998b), "La difficile émergence d'une conduite socio-politique du changement dans une entreprise de réseau", *Gestion 2000*, n°3, mai-juin, pp.77-92.
- MAHIEU Christian (1998c), "Transport routier : NETS réussit le "permis" qualité", mensuel de l'ANACT *Travail et Changement*, n°238, juin-juillet.
- MAHIEU Christian, BIZAC Michel (1999), « Une entreprise de réseau face à la conduite politique du changement : cohérence "logique" et cohésion sociologique des démarches de changement ». *Economies et Sociétés, Sciences de Gestion*, n°26.

Rapports

LOUART P., SAUVAGE F., *Insertion organisationnelle et confirmation de recrutement*, Rapport de recherche Ifrési, 1998

Communications

- MAHIEU Christian (1997a), *Enjeux stratégiques et action collective dans l'entreprise*, colloque de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française « Le dedans et le dehors : formes d'entreprises et formes d'activités », Evry, 4-5 avril.
- MAHIEU Christian (1997b), *L'intelligence stratégique, contribution à une sociologie de l'action stratégique*, communication à la 6^{ème} conférence mondiale de l'Association Internationale pour le Management Stratégique, Montréal, Canada, 26-28 juin.
- MAHIEU Christian (1997c), *Conduire le changement dans l'entreprise : gestion des projets d'organisation et action collective organisée*, communication à la 9^{ème} conférence Internationale de la Society for the Advancement of Socio-economics, Montréal, Canada, 5-7 juillet.
- MAHIEU Christian, BESSON Patrick (1999), *Construire une compétence stratégique locale : enjeux, contraintes et potentialités*, communication à la 8^{ème} conférence de l'Association Internationale pour le Management Stratégique, Paris, 26-27-28 mai.
- MAHIEU Christian (1999), « Mobiliser les ressources humaines sur la relation de service dans une entreprise de réseau en mutations : contraintes et potentialités contradictoires », communication au 10^{ème} Congrès AGRH, Lyon, 9-10 septembre.
- MAHIEU Christian (2000), *La gestion des compétences, un défi pour les organisations : bilan d'une expérimentation de la fin des années 1980*, communication au colloque « La gestion des compétences entre concepts et applications », organisé par

l'Ecole Supérieure des Affaires de Grenoble, le Centre d'Etudes et de Recherches Appliquées à la Gestion (Université de Grenoble II) et par l'AGRH (Association Francophone de Gestion des Ressources Humaines), Grenoble, 8 juin.

1.3.3. Les logiques partenariales

Ouvrages

FAVEREAU Olivier et LAZEGA, Emmanuel, *Conventions and Structures in Economic Organization: Markets, Networks, and Organizations*, Ouvrage collectif préparé avec Olivier Favereau, à paraître 2001, Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishers
LAZEGA, Emmanuel, *The Collegial Phenomenon : Generic Social Processes in Knowledge-Intensive Organizations*, manuscrit 1999, à paraître 2001, Oxford University Press

Contributions à des ouvrages collectifs

GALLOUJ Faïz, GALLOUJ Camal, (2000) "Neo-Schumpeterian perspectives for Innovation in Services", in Boden M., Miles I. (eds), *Innovation in the knowledge based economy*, Pinter Publishers
GALLOUJ Faïz, (2001) "Interactional innovation, a neoschumpeterian model", in Sundbo J. et Fuglsang L (eds),
LAZEGA, Emmanuel et FAVEREAU Olivier (eds), 2001, "Introduction", dans *Conventions and Structures in Economic Organization: Markets, Networks, and Organizations*, Edward Elgar Publishers.
LAZEGA, Emmanuel et MOUNIER, Lise, 2001, "Structural economic sociology for a society of organizations", 2001, à paraître dans Olivier Favereau et Emmanuel Lazega (eds), *Conventions and Structures in Economic Organization: Markets, Networks, and Organizations*, Edward Elgar Publishers, avec Lise Mounier.
LAZEGA, Emmanuel, 2001, "Réseaux et capacité collective d'innovation : l'exemple du *brainstorming* et de sa discipline sociale", chapitre à paraître dans un ouvrage collectif sur l'innovation, dirigé par Norbert Alter
LAZEGA, Emmanuel, 2001, "Social Mechanisms as a Form of Corporate Social Capital : Status Auctions Among Peers", avec Philippa Pattison, Chapitre à paraître dans un ouvrage collectif dirigé par Nan Lin, Karen Cook, Ronald Burt et Robert Putnam, *Social Capital : Theory and Research*, New York, Aldine de Gruyter
LAZEGA, Emmanuel, 1999, "Generalized Exchange and Economic Performance", dans *Corporate Social Capital and Liabilities*, Roger Leenders and Shaul Gabbay (eds), Boston, Kluwer

Articles de revue

GALLOUJ Faïz, (1997) "Towards a neo-Schumpeterian theory of innovation in services ? ", *Science and Public Policy*, vol. 24, n°6, décembre, p. 405-420
LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Structure and Culture in the Constitutional Process: Multi-Status Oligarchs and the Negotiation of Precarious Values", soumis à revue à comité de lecture
LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Networks, distributed knowledge and economic performance : Evidence from corporate legal services", soumis à comité de lecture
LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Who Guards the Guardians? A Lateral Control Mechanism As a Form of Corporate Social Capital". Chapitre à paraître dans Roger Leenders et Shaul Gabbay (eds) dans un numéro spécial de *Research in the Sociology of Organizations* consacré au capital social dans l'organisation, 2001
LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Teaming Up and Out ? Cooperation and Solidarity in a Collegial Organization", *European Sociological Review*, vol. 16, n°3
LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Enforcing rules among peers : A lateral control regime", *Organization Studies*, 21:1-21
LAZEGA, Emmanuel et David KRACKHARDT, 1999, "Spreading and Shifting Costs of Lateral Control in a Law Partnership : A Structural Analysis at the Individual Level", *Quality and Quantity*, 34:153-175
LAZEGA, Emmanuel, 1999, "Le Phénomène collégial : Une théorie structurale de l'action collective entre pairs", *Revue Française de Sociologie*, 40:639-70
LAZEGA, Emmanuel et PATTISON, Philippa E., 1999, "Multiplexity, Generalized Exchange and Cooperation in Organizations", *Social Networks*, 21:67-90
VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (en cours de publication) The design trades and relationships between firms of the textile sector in the Nord-Pas de Calais region, *Regional Studies*.

Rapports

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1998) *L'industrie textile et les professionnels de la création*, rapport de recherche CLERSE-LASMAS-IFRESI.

Communications

- LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Structure and Culture in the Constitutional Process: Multi-Status Oligarchs and the Negotiation of Precarious Values", Paper presented at the Amercian Sociological Association Annual Meeting, Social Networks session, Washington D.C., August
- LAZEGA, Emmanuel, 2000, "Networks, distributed knowledge and economic performance : Evidence from corporate legal services", Conférence *The economics and socio-economics of services: international perspectives*, Lille-Roubaix, 22-23 juin
- LAZEGA, Emmanuel et Lise MOUNIER, 2000 "L'analyse multiniveaux des réseaux de la recherche sur le cancer en France", avec Lise Mounier, Article présenté à la conférence Sunbelt XX - International Sunbelt Social Network, Vancouver, Canada, Avril
- LAZEGA, Emmanuel, 1999, "Réseaux sociaux et théorie de l'action collective", *Journées de l'Ecole Doctorale*, Université de Toulouse le Mirail, Toulouse, 5 mai

Thèses

1.3.4. La création d'entreprise

Communications

- CUÑAT F. en coll. avec GYRI Y (1999), « Eléments d'ancrage territorial chez les créateurs d'entreprise », communication aux 6^e Journées Ifrési, 21 et 22 avril
- CUÑAT F. en coll. avec GYRI Y., (1999) « Pour lire l'ancrage territorial des créateurs d'entreprise », *communication présentée au 1^{er} Congrès de l'Académie de l'Entrepreneuriat*, Lille, 15-16 novembre

1.4 – FORMATION, PROFESSIONNALITES

1.4.1. Transformations des systèmes de formation

Ouvrages

STANKIEWICZ François, 1999, *Économie des ressources humaines*, La Découverte.

Contributions à des ouvrages collectifs

- BOTTE Sophie, 1998, Les rationalités de la non-division du travail in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.
- CART Benoît, LEIGNEL Élodie, TOUTIN Marie-Hélène, 1999, Formation Professionnelle initiale et continue en Europe : le cas de la Belgique in AVNETURE François et MÖBUS Martine (sous la direction de), *Formation Professionnelle initiale et continue et en Europe*, VUIBERT.
- CONVERT Bernard, 1999, "Une quelconque hiérarchie des formations...", *Documents pour l'enseignement économique et social*, n°115, pp 69-91.
- GRIVILLERS Éric, GUGENHEIM Francis (1998), *Parcours de formation et insertion professionnelle des étudiants. Sources et méthodes*, Groupe de travail sur l'enseignement supérieur, Éditeurs Françoise Stoeffler-Kern et Daniel Martinelli, CERÉQ, Série documents n°134, Avril, pages 13 à 43.
- GREVET Patrice, 2000, *Structure des coûts et développement du multimédia dans la formation*, dans FICHEZ Elisabeth et DECEUNINCK Julien (éd.) *Industries éducatives, situation, approches, perspectives*, Édition de l'Université Lille 3.
- LEGRAND Sophie, 1998, Vieillissement des salariés et adaptation des entreprises in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.
- LEIGNEL Elodie, 1998, La production d'adaptabilité : l'importance du système national de formation in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.
- LEIGNEL Elodie, 1999, « Les rigidités institutionnelles : source de chômage ? » (avec V. Henguelle et J. Renard) ; « Une gestion du chômage plus sociale qu'économique » (avec V. Henguelle) et « La formation professionnelle continue : un mode de régulation factice du chômage », in *Le chômage en France – Fatalité ou choix collectif ?*, coord. J.-C. Vérez, Ellipses, Paris.
- LÉNÉ Alexandre, 1998, La production d'adaptabilité : stratégies d'entreprise et compétences transversales, in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.
- LÉNÉ Alexandre, 1999, Dispositif d'insertion professionnelle par alternance et régime d'intégration sélective, Contribution aux XIX^e journées de l'Association d'Économie Sociale, L'Harmattan.
- STANKIEWICZ François, 1998, De la productivité marginale au coût d'adaptation in F. STANKIEWICZ (dir.), *Travail, Compétences et Adaptabilité*, L'Harmattan.

Articles de revue

- CONVERT Bernard, 1998, "La certification : construction et usages" : Présentation", *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n°31, pp 7-9.
- FRICKEY Alain, GUGENHEIM Francis (1998), *L'insertion professionnelle des diplômés de niveau Bac+5 des universités*, Cahier lillois d'économie et de sociologie n°31, L'Harmattan, Paris, Octobre, pages 135 à 150.
- GERTH Klaus (1999), La société française face au bilinguisme: la réglementation de l'Education nationale en tant que reflet des interrogations d'une culture singulière et plurielle, *Allemagne d'aujourd'hui*, n°150, octobre-décembre 1999, Paris, 17p.
- LÉNÉ Alexandre, 2000, Le fragile équilibre de la formation en alternance. Un point de vue économique, *Formation-Emploi*, n° 72, Octobre-Décembre.
- LÉNÉ Alexandre, 2000, Formation en alternance et compétences transversales, *Économie publique, Études et Recherches*, n° 5, mai, Institut d'Économie Publique, IDEP, Marseille.
- LÉNÉ Alexandre, 2000, La formation en alternance : un principe légitime et une mise en œuvre incertaine, *Actualité de la formation permanente*, Septembre-Octobre, n° 168.
- STANKIEWICZ François, 1999, L'efficacité de la formation délivrée aux chômeurs : l'État et la solvabilisation de la formation, *Revue Économique*, n° 2, mars, 273-299.

Rapports

- BOTTE Sophie, 1998, La déspecialisation du travail dans les structures modulaires du CRSF de Lille, Rapport pour la Mission de la recherche, Direction de la Stratégie et de la Planification, La Poste.
- CART Benoit, JACOB Nathalie, TOUTIN Marie-Hélène, VERLEY Elise, 2000, LE suivi des stagiaires des formations de l'animation et du sport : propositions méthodologiques, Rapport d'audit pour la DRDJS du Nord-Pas-de-Calais, 55 pages plus annexes
- CART Benoit, DAUTY François, 2001, Mission d'expertise en Aquitaine, Rapport pour le Conseil Régional remis au 1^{er} semestre 2001
- CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1998), *Les étudiants du Nord/Pas-de-Calais en 1996-97*, Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, Mai, 85 pages.
- CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1999), *Les étudiants du Nord/Pas-de-Calais en 1997-98*, Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, Juin, 14 pages.
- CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1999), *Les étudiants du Nord/Pas-de-Calais en 1998-99*, Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, Novembre, 18 pages.
- CASTELAIN Damien, GRIVILLERS Éric, GUGENHEIM Francis (1998), *Situation en janvier 1998 des inscrits en maîtrise en 1996-97*, OFIP - USTL, Juin, 137 pages.
- CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1999), *Le devenir en mars 1998 des diplômés sortis de l'enseignement supérieur régionale en 1995, huit indicateurs*, synthèse d'enquête pour Pôle Universitaire Européen Lille Nord/Pas-de-Calais, avril, 16 pages
- CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (1999), *Devenir des diplômés 1994 et 1995 de l'IUT de l'USTL. Situation trente mois après la sortie*, OFIP - USTL, Mai, 26 pages.
- CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (2000), *Devenir en octobre 1999 des étudiants ayant obtenu en 1997 un DEA à l'USTL*, OFIP - USTL, Juin, 28 pages.
- CASTELAIN Damien, GUGENHEIM Francis (2000), *Devenir en octobre 1999 des étudiants ayant obtenu en 1997 un DESS à l'USTL*, OFIP - USTL, Juin, 33 pages.
- CONVERT, Bernard, 1998, *Les changements récents de l'enseignement secondaire long*, Rapport de recherche CLERSE-IFRESI.
- DEMAZIERE Didier, GADREY Nicole, NEYRAT Frédéric, PELAGE Agnès, ROQUET Pascal, VERLEY Elise, 2001, Les emplois-jeunes de la médiation : une construction sociale et temporelle, Rapport de fin d'étude remis au 1^{er} semestre 2001, DARES
- GREVET Patrice, 1999, *Quels outils de gestion pour les dépenses élargies de formation ?*, Rapport pour France Télécom, juin, 57 p.
- GRIVILLERS Éric, GUGENHEIM Francis (1999), *Le devenir en mars 1998 des diplômés de deuxième et troisième cycles de Sciences sortis des universités de l'académie de Lille en 1995*, rapport pour Pôle Universitaire Européen Lille
- GRIVILLERS Éric (2000), *Les diplômés Bac+3 à Bac+8 sortis en 1994 et 1995 de l'USTL. Situation trente mois après leur sortie*, OFIP - USTL, Novembre, 131 pages.
- GRIVILLERS Éric (1998), *Les docteurs de l'USTL en 1992, 1993 et 1994*, OFIP-USTL, Avril, 88 pages.
- GRIVILLERS Éric (2000), *Les moniteurs sortis en 1996 et 1997 du CIES Nord/Pas-de-Calais Picardie*, rapport pour le CIES, OFIP-USTL, Mars, 50 pages.
- GRIVILLERS Éric (2000), *Le vécu des CIFRE, Paroles de partenaires*, rapport pour l'ANRT, OFIP-USTL, Juillet, 131 pages.
- GUGENHEIM Francis, VALDENAIRE Philippe (2000), *Insertion en entreprise des diplômés de Lettres et Sciences Humaines*, rapport pour Union Européenne, OFIP-USTL et LEA-UVHC, Juin, 97 pages.Nord/Pas-de-Calais, Septembre, 74 pages
- MAHIEU Christian, « *Acteurs et activités de la formation professionnelle continue dans le Nord-Pas de Calais : éléments de bilan et perspective* », rapport pour les Assises Régionales pour l'Emploi et le Travail du Conseil Régional Nord-Pas de Calais, janvier 1998.

ZAY Danielle (2000), *Culture, éducation et formation en partenariat eurorégional et interrégional dans le Nord-Pas-de-Calais*, rapport pour le groupe de recherche PROFOR (Lille 3) et les instances éducatives régionales (Conseil régional et Rectorat de l'académie), 231p.

STANKIEWICZ François, 1998, Training and Employment. The French Case, World Employment Report, BIT.

Communications

BOTTE Sophie ,1999, Productivité, flexibilité : la polyvalence comme stock de compétences, VI^e journées IFRESI, 21-22 avril.

CONVERT Bernard, 1997, *L'orientation en fin de terminale*, Communication à la Journée d'Etudes de l'Association des Psychologues-Orienteurs, Lille, Octobre

CONVERT Bernard, 2000, *La carrière étudiante*, Communication à l'Université d'Artois, Arras, 6 Mars.

CONVERT Bernard, 2000, *Hiérarchie des disciplines et choix des études*, Communication au Centre de Sociologie Européenne, Paris, Décembre.

GUGENHEIM Francis, ROSSELLE Dominique (1999), *L'Observatoire Régional des Etudes Supérieures du Nord/Pas-de-Calais : un essai d'observation permanente des inscrits et des sortants de l'ensemble des formations post-baccauléat d'une région*, colloque OURIP, Dix ans d'observation de l'enseignement supérieur, acquis et perspectives, Lyon, Octobre, pages 131 à 139.

LEIGNEL Elodie, 1999, « Typologie des systèmes nationaux de formation », VI^e journées IFRESI, Lille, 21-22 avril.

LEIGNEL Elodie, 1999, « Les conditions d'efficacité globale de l'éducation tout au long de la vie : l'intérêt d'une articulation formation initiale-formation continue », Communication au colloque GREQAM : Éléments d'analyse de l'efficacité des systèmes éducatifs et de formation, Marseille, 21 et 22 juin, co-auteur : M.-D. Savina.

LÉNÉ Alexandre, 2000, Politique éducative et formation en alternance : un jeu de dupes ? XX^e journées de l'Association d'Économie Sociale, 7 et 8 septembre, Toulouse.

LÉNÉ Alexandre, 1999, Alternance et production de compétences transversales, Colloque Éléments d'analyse de l'efficacité des systèmes éducatifs et de formation organisé par le CEREQ, le GREQAM et l'Institut d'Économie Publique, 21 et 22 juin, Marseille.

LÉNÉ Alexandre, 1999, La production de compétences dans un marché concurrentiel de firmes hétérogènes, VI^e journées IFRESI, Atelier 2 : Organisation du travail, Gestion de l'emploi, des compétences et de la formation, 21-22 avril, Lille, 19-46.

LÉNÉ Alexandre, 1997, Adaptabilité de la main-d'œuvre et politiques de formation dans l'entreprise, V^e journées IFRESI, 20 et 21 mars, 173-199.

STANKIEWICZ François, 2000, Future prospects of graduates, Colloque international Educational Expansion, Employment and Labour markets, LIHRE, Toulouse, Novembre.

Thèses

BOTTE Sophie, 2000, Les rationalités de la non-division du travail. Analyses théoriques et empiriques, Thèse, Université de Lille 1, Décembre.

LEGRAND Sophie, 1998, Entreprises et vieillissement de main-d'œuvre. L'importance des coûts de rupture, Thèse, Université de Lille 1, Janvier.

LEIGNEL Elodie, 2000, Système national de formation professionnelle continue et régulation étatique : le cas français, Thèse, Université de Lille 1.

LÉNÉ Alexandre, 1999, La formation en alternance. Production de compétences et stratégies d'entreprise, Thèse, Université de Lille 1, Octobre.

ROQUET Pascal, 1999, *Les nouvelles formations d'ingénieurs : une approche sociologique*, Thèse sous la direction de Claude DUBAR, 450 pages.

1.4.2. Développement des professionnalités

Ouvrages

BOURDONCLE (R) DEMAILLY L., 1998, Dir. *Les professions de l'éducation et de la formation*, Lille, Les Presses du Septentrion, 483 p.

DEMAILLY L., CAUTERMAN (MM) et alii *La formation continue des enseignants est-elle utile?* Paris, PUF, 1999

Contributions à des ouvrages collectifs

DEMAILLY L., DESMONS P , ROELANDT J.L. 2000: « Usagers et mesusagers en santé mentale » FX Schweyer , G. Cresson coord ENSP ,Rennes,)

- DEMAILLY L. "Construire des réseaux coopératifs" in VAN ZANTEN A.,coord., *La scolarisation dans les milieux "difficiles"*, INRP, 1998
- DEMAILLY L. "Les professions de l'éducation en transformation : le rôle des réseaux ", in *École et changements sociaux*, Dir. HARDY M, Montréal, 1998
- DEMBINSKI Olivier (2000a), "L'innovation à l'hôpital est-elle possible ? Le cas des démarches participatives de l'encadrement soignant", dans *Professions et institutions de santé face à l'organisation du travail. Aspects sociologiques*. Sous la direction de G.Cresson et F.X.Schweyer, Rennes, éd. ENSP, pp. 47- 57.
- DEMBINSKI Olivier (2000b), "Espaces vécu et territoire investi par les usagers ou comment s'organise la vie des patients à l'hôpital", dans *Les usagers du système de soins*. Sous la direction de G.Cresson et F.X.schweyer, Rennes, éd. ENSP, pp.109-123.

Articles de revue

- DEMAILLY L. 1998, "La restructuration des rapports de travail dans les métiers relationnels" *Travail et emploi*, Paris, La Documentation Française, 3/ n°76, p 3-14
- DEMAILLY L. 1999, "Les métiers relationnels de service public: approche gestionnaire/ approche politique" *Lien social et politiques*, avril, n°40
- DEMAILLY L , 2000, « Le mode d'existence des techniques du social » *Cahiers internationaux de sociologie* , juillet
- DEMAILLY L , 1999, "Conflits autour de l'usage du temps dans les métiers à double régulation temporelle : le cas des enseignants", *Sociologica del Lavoro*, Bologne, Italie ,décembre
- DEMAILLY L., ZAY (D) 1997, " Politiques et organisations dans la recherche-développement : le cas des instituts universitaires des maîtres " *Revue Française de pédagogie*, oct. déc. •
- DEMAILLY L., "Au delà du slogan "gérer les compétences, la question du pilotage politique de l'Éducation nationale", *Recherche et formation*, Paris, juin
- DEMAILLY Lise, DEMBINSKI Olivier (1999), "La réorganisation managériale à l'école et à l'hôpital", à paraître dans *Education et Société*.
- DEMBINSKI Olivier (1997), "Pratiques de soins alternatives d'une équipe soignante : le cas d'une unité de soins palliatifs", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n° 29, 1er semestre 1997, pp. 39-54
- ROQUET Pascal, (1997) « Devenir ingénieur : la sélection comme compromis social », *Education Permanente*, n°132,, pp.109-118.
- ROQUET Pascal, GADEA Charles, (1998), « Cas d'école. Les NFI et la promotion des techniciens », *revue CLES*, n°31, L'Harmattan, pp. 117-134.

Rapports

- CRESSON G., *Enjeux et difficultés de la professionnalisation des métiers de la petite enfance*, Rapport Ifrési, 1998
- DEMAILLY L. VERDIERE (J) *Analyse du partenariat dans dix zones d'éducation prioritaires de l'académie de Lille*, Conseil économique et social du Nord Pas de Calais/IFRESI-CNRS, octobre 1998, 65P
- DEMAILLY L. VERDIERE (J) *Analyse du partenariat dans dix zones d'éducation prioritaires de l'académie de Lille* ,Conseil économique et social du Nord Pas de Calais/IFRESI-CNRS, octobre 1998, 65P
- DEMAILLY L; VERDIERE J 2000 *La politique de l'Académie de Lille en matière de pilotage de l'éducation prioritaire* Rectorat/ IFRESI-CNRS, mai ,multig. 56 P

Communications

- DEMBINSKI Olivier (1997), *Incertitudes dans la production des soins infirmiers ou quand les rémunérations symboliques participent à la reconnaissance professionnelle*, 6èmes Journées de sociologie du travail (division du travail et du social), Blankenberge les 5-7 novembre 1997.
- DEMBINSKI Olivier (1997), *Approche ethnographique des savoirs professionnels infirmiers*, *Journées de la Société Française de Sociologie* (Connaissance sociale et connaissance sociologique), Paris, 20-21 novembre 1997.
- DEMBINSKI Olivier, (1998), *L'innovation à l'hôpital est-elle possible ? Le cas des démarches participatives de l'encadrement soignant*, Journées d'études LAPSS-AISLF (les professions et les institutions de santé face à l'organisation du travail), Rennes, 10-11 décembre 1998.
- DEMBINSKI Olivier (1999), *Espace vécu et territoire investi par les usagers ou comment s'organise la vie des patients à l'hôpital*, Journées d'étude CLERSE-AISLF (les usagers du système de soins), Lille, les 18-19 novembre 1999.
- ROQUET Pascal, (1998), « L'étude d'une nouvelle formation d'ingénieur : le recrutement comme participation à la segmentation du groupe professionnel des ingénieurs en France », *Association internationale de sociologie, XIV^e congrès mondial de sociologie*, Montréal, Canada.

Thèses

- DEMBINSKI Olivier (1999), *L'organisation du travail hospitalier. Le point de vue de ceux qui vivent l'hôpital : le cas des infirmières de CHU*, Thèse de sociologie, Lille, Université des Sciences et Techniques.
- ROQUET Pascal, (1999), *Les nouvelles formations d'ingénieurs : une approche sociologique*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.
- ROQUET Pascal, (2000), *Les nouvelles formations d'ingénieurs : une approche sociologique*, collection Thèse à la carte, Septentrion.

2 – VILLE, TERRITOIRES, INSTITUTIONS

2.1. LES PROCESSUS DE TERRITORIALISATION

2.1.1 – histoire, mémoire, héritages

Ouvrages

- BARRIERE Jean-Paul et FERRIERE LE VAYER Marc ed., *Industrialisation et société en Europe occidentale (1880-1970)*, Paris, Ellipses, 1998, 192 p.
- GUIGNET Philippe, *Vivre en ville sous l'Ancien Régime*, Paris, Perrin, 1999, 471 p.

Articles de revue

- BARRIERE Jean Paul, « Le notaire au XIXe siècle: médiateur ou notable », Journée d'étude de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine, Lille, 1997, *Bulletin de la SHMC*, 1998, 3 à 4, p.51-63.
- BARRIERE Jean-Paul, « Les réseaux notariaux au XIXe siècle dans le département du Nord : une exceptionnelle permanence », *Revue du Nord*, avril-septembre 2000, p.321-340.
- GUIGNET Philippe, « De Philippe le Bon à Rem Kolhaas: de quelques jalons et pierres d'attente dans la longue histoire des élites de la France du Nord », *Revue du Nord*, 1999, p.671-678.
- GUIGNET Philippe, « Dénivellations de la géographie postale et polarisations urbaines. L'exemple du Nord de la France et de la Picardie de Louis XV à Napoléon Ier », *Revue du Nord*, avril-septembre 2000, p.353-366;
- GUIGNET Philippe ed., *Démographie urbaine, urbanisation et urbanisme dans la France du Nord et en Belgique (XVe-XXe siècles)*, numéro spécial de la *Revue du Nord*, avril-septembre 1997, p.279-748.
- GUIGNET Philippe ed., *Les élites dans la France du Nord (XVe-XXe siècles). Composition, pouvoirs et éthique sociale*, numéro spécial de la *Revue du Nord*, octobre-décembre 1999, p.667-892.
- GUIGNET Philippe et BONDUE ed., *Les métamorphoses des réseaux urbains de la France du Nord de Louis XIV à nos jours*, numéro spécial de la *Revue du Nord*, avril-septembre 2000, p.249-566.

Rapports

- CUKROWICZ Hubert (dir.), 1999, Un puits de science, Témoignages de mineurs du 9 de Oignies, "Etudes" n°1, CLERSE-IFRESI, 58 p.
- CUKROWICZ Hubert (dir.), 1999, La visite du jour, Présentation de la fosse 9 de Oignies, "Etudes" n°4, CLERSE-IFRESI, 68 p.
- CUKROWICZ Hubert (dir.), 1999, L'histoire suivante, Comment sont évoqués, à Oignies, les mines et les mineurs, "Etudes" n°10, CLERSE-IFRESI, 61 p.
- CUKROWICZ Hubert (dir.), 2000, Le passé quotidien, Comment est vécu le passé à Oignies, "Etudes" n°17, CLERSE-IFRESI, 120 p.
- GLEVAREC Hervé, SAEZ Guy (2000), *L'Investissement patrimonial, Portraits sociologiques des associations du patrimoine dans trois départements : le Rhône, le Haut-Rhin et le Finistère*, Rapport d'étude, Département des études et de la prospective, ministère de la Culture, avril, 312p.
- GLEVAREC Hervé, "Qu'est-ce que le patrimoine pour les associations ?", *Histoire des politiques du Patrimoine*, Comité d'histoire du ministère de la Culture, Paris, janvier 2000.
- GLEVAREC Hervé, "Dette Mémoire et Association", *Mémoires et mémoire*, Fête de la science, Préfecture, octobre 2000.
- KOURCHID Olivier, OUTTERYCK Pierre, RABIER Jean-Claude, *La transmission des savoirs: contenus et méthodologie*, (mines, chemins de fer, textiles), Université Lille 1, rapport de recherche 198 pages, IFRESI-CNRS, CLERSE, juin-juillet 1997

KOURCHID, Olivier, "Le CERCHAR : des origines à la reconversion d'un centre de recherche industriel", *Document de synthèse sur le Centre d'Etudes et de Recherches des Charbonnages de France*, 8 pages, CNRS-SHS-Paris 1, CNRS-IFRESI et INERIS, octobre 2000

Communications

BARRIERE Jean-Paul, « Solidarités professionnelles et continuités familiales en question: le notariat haut-garonnais (1780-1914) », communication au colloque *Pouvoirs des Familles, familles de pouvoir*, Université de Toulouse, 5-7 octobre 2000, à paraître en 2001.

GUIGNET Philippe, « Cultures municipales et vagues d'urbanisation: le lent façonnement de la civilisation urbaine des Pays-Bas méridionaux de l'Antiquité à nos jours », *Actes à paraître du 125e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques sur l'Europe*, Lille, 3 avril 2000, 33p

GUIGNET Philippe, « Des cours à sac aux courées de Lille, vue cavalière sur un stigmate identitaire de la population ouvrière de Lille de Charles Quint à Gustave Delory », *Colloque sur le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest*, Lille, 23-25 novembre 2000.

GUIGNET Philippe, « Logiques financières, contraintes étatiques externes et fluctuations conjoncturelles: l'inégale originalité du modèle financier dans les grandes villes de la France du Nord au XVIII^e siècle », *Actes du colloque du Ministère des Finances sur les finances en province sous l'Ancien Régime*, à paraître fin 2000.

KOURCHID, Olivier, "Science and Industry : The Research Center of The French National Coal Board, 1947-1997", *5Th International Mining History Congress IMHC*, Tuesday-Friday 12-15 September 2000, Milos Island Greece, Milos Conference Center, 30 pages, à paraître

2.1.2 – dynamiques territoriales et urbaines des activités

Ouvrages

MOULAERT FRANK & SCOTT A. (eds) (1997), *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21st Century*, London, Pinter

MOULAERT Frank et al (2000)., *Globalization and Integrated Area Development in European Cities*. Oxford, Oxford University Press

PARIS Didier, STEVENS Jean-François (2000), *Lille et sa Région urbaine – la bifurcation métropolitaine*, Paris, L'Harmattan.

STEVENS Jean-François (2000), *Petit Guide de Prospective – Nord-Pas de Calais 2020*, Paris, L'Aube-Nord.

Contributions à des ouvrages collectifs

CORNUEL Didier, « Dix considérations sur le dernier cycle », à paraître dans un ouvrage collectif du Réseau Socio-Economie de l'Habitat, 2001.JAYET Hubert, PATY Sonia (2001) « Décentralisation fiscale et attraction de capital » à paraître dans : *La localisation des entreprises industrielles et commerciales*, sous la direction de G. Cliquet et J.-M. Josselin.

CUNAT Federico, « L'économie-territoire, complémentaire de l'internationalisation? , in A. Fischer et J. Malezieux (dir.) "Industrie et territoire", Paris, Éd. de L'Harmattan, 1999

FARCY Hélène, Frank MOULAERT, Services de haut niveau et hiérarchie urbaine (Allen Scott)

H. FARCY, F. MOULAERT et C. GALLOUJ, Territorial innovative dynamics of knowledge intensive services in France, dans : P. Wood ed. " Knowledge Intensive Services and Innovation " London, UCL Press, 2000.

JAYET Hubert, DETANG-DESENDRE C. (2000) « Migrations, équilibre et déséquilibre spatial », dans *La Nouvelle économie géographique : approches théoriques et empiriques* Economica, Bibliothèque de Science Régionale.

JAYET Hubert (2000) « Rural vs urban location : The spatial division of labour », dans *The Economics of Cities*, sous la direction de Jacques Thisse et Jean-Marie Huriot, Cambridge University Press.

MOULAERT F. avec F. Martinelli, « Urban Development : the Role of Producer services », in E. Wever (ed.), *Cities in perspective I. Economy, planning and the environment*. Van Gorcum : Assen, 1999, pp. 49-60

MOULAERT F. et A. SCOTT, « Globalization, economic restructuring and urban society », in Moulaert et Scott (eds), *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21st Century*, London, Pinter, 1997, pp. 3-17

F. MOULAERT , F. MARTINELLI, Urban Development : the Role of Producer services, in : E. Wever ed. *Cities in perspective I. Economy, planning and the environment*. Van Gorcum : Assen, 1999, pp. 49-60

Articles de revue

- CORNUEL Didier (1999) "L'hypothèse de bulle immobilière", Observations et diagnostics économiques, Revue de l'OFCE, juillet.JAYET Hubert (1997) « Migrations et délocalisations », *Régions et Développement*, 6, 83-102.
- PATY Sonia, JAYET Hubert (1999) « Taxation et internalisation des externalités liées au capital », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°5.
- CUÑAT Fédérico en coll. avec THOMAS Bernadette, "Forms of Spatial organization in business services :some empirical findings", *Journal of Economic and Social Geography*, Amsterdam, vol. 85, n°4, 1997, p. 333-342
- JAYET Hubert, PATY Sonia (2000) « Y a-t-il des interactions fiscales entre collectivités locales ? » en cours de révision pour *Economie et Prévision*.
- SEKIA Farid, (1999) "De la théorie de la polarisation aux technopoles. Actualité de François Perroux et critique de la théorie de la localisation", *Economie Appliquée*, n°1, pp. 31-62.
- STEVENS Jean-François (1997), "Dialectique en ville : enjeux urbains et antagonismes économiques de l'exclusion" *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1997, n°5, pp. 723-736.
- STEVENS Jean-François (1998), "La pertinence de l'espace eurorégional comme aire de développement pour le Nord-Pas de Calais", *Hommes et Terres du Nord*, 1998, n° 3, pp.129-134.
- STEVENS Jean-François (2000), "Quand Lille retrouve Rijsel, une métropole pour le XXIème siècle", *Annales des Pays-Bas Français*, 2000, N° spécial 25^e anniversaire, pp.270-299.

Rapports

- CUNAT Federico , *Organisations productives et territorialisation*, rapport de recherche IFRESI, mai 1998,
- DELLADETSIMA P. and F. MOULAERT (1999) Island Economies in the Northern Aegean. Research progress report (en vue de la publication d'un livre; 100 p. disponibles)
- JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) « Attraction du capital et mobilité résidentielle », Document de travail du SIUTE.
- MARCOU Gérard & RENARD Jean-Pierre, *Les espaces transfrontaliers*, Rapport Ifrési 1998
- STEVENS Jean-François (1997), "Les enjeux régionaux à l'échéance 2020" Rapport d'enquête pour le Conseil Economique et Social de la Région Nord-Pas de Calais, IFRESI , Octobre 1997, 150 pages

Communications

- CORNUEL Didier, CALCOEN Francis, (1997), "Le dernier cycle immobilier : bulle ou choc ?", communication au Colloque de l'Association d'Econométrie Appliquée sur l'Economie et l'Econometrie de la Construction, à Neuchâtel, Suisse, 20-21 février 1997,
- CORNUEL Didier, (1998) "Boucle prix-quantité, deux modèles explicatifs ", communication à la séance du 6 mars 1998 du séminaire Marchés du logement organisé par GDR Socio-Economie de l'Habitat
- CORNUEL Didier, (1998) "Il n'y a pas eu de bulle immobilière ", communication à la séance du 6 mars 1998 du séminaire Marchés du logement organisé par GDR Socio-Economie de l'Habitat.
- CUÑAT Fédérico, « Lectures territoriales des coordinations par les conventions dans les PME », *communication présentée au colloque de l'UGI*, Commission de l'Organisation de l'espace industriel, Séville, août 1998
- CUÑAT Fédérico, « Territoire et conventions dans la globalisation », *communication présentée aux jornadas de Geografía industrial. Asociación de Geógrafos Españoles*, Alacant (Espagne), 27-29 octobre 1999
- DELLADETSIMA P. and F. MOULAERT (2000) Island Economies: an Institutionalist Perspective. Paper presented at the EAEPE conference, Berlin 3-5 novembre 2000.
- JAYET Hubert, PATY Sonia (2000) *Des zones industrielles vides sont-elles le signe d'un excès d'offre de zones industrielles ?* Conférence IDEP sur les aspects financiers et fiscaux de l'économie publique locale, Marseille, 14-15 janvier 2000
- JAYET Hubert, PATY Sonia (2000) *Concurrence fiscale et indivisibilité du capital* Faculté Jean Monnet, colloque sur l'Union Européenne et les politiques publiques, Sceaux, 13-14 janvier 2000
- JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) *Are empty enterprise zones evidence of excess supply ?* North American Regional Science Association, colloque annuel, Montreal, 11-13 novembre 1999
- JAYET Hubert, DRAPIER Carine (1999) *The migration of unskilled youth : is there any wage gain ?* North American Regional Science Association, colloque annuel, Montreal, 11-13 novembre 1999
- JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) *Concurrence fiscale et attraction de capital : un test empirique sur la région Nord-Pas de Calais* Colloque annuel SESAME, Saint-Etienne, 8-9 septembre 1999
- JAYET Hubert, DRAPIER Carine (1999) *Les parcours d'insertion à la vie active : le rôle de la mobilité géographique*, Colloque annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Hyères, 1-3 septembre 1999
- JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) Concurrence fiscale et indivisibilité du capital Colloque annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Hyères, 1-3 septembre 1999
- JAYET Hubert, DRAPIER Carine (1999) *The migration of unskilled youth : is there any wage gain ?* European Regional Science Association, colloque annuel, Dublin, 23-26 août 1999

JAYET Hubert, PATY Sonia (1999) *Décentralisation fiscale et attraction de capital*, Colloque CREREG (Université Rennes 1) sur la localisation des entreprises industrielles et commerciales, 3-4 juin 1999

JAYET Hubert, PATY Sonia (1998) *Capital attraction and residential mobility*, North American Regional Science Association, colloque annuel, SantaFe, 12-14 Novembre 1998

JAYET Hubert, PATY Sonia (1998) *Capital attraction and residential mobility*, Colloque annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Puebla, 3-5 septembre 1999

MOULAERT F, SEKIA Farid et J.B. BOYABE, Innovative region, social region ? An evaluation of the territorial innovation literature. Lille, IFRESI, mars 1999.

NUSSBAUMER Jacques, Présentation d'un projet de communication à l'université d'été d'histoire de la pensée économique, Ecully, 4-9 septembre 2000. (" Les différentes conceptions de l'espace de Thünen à Lösch ")

NUSSBAUMER Jacques, Communication au colloque de l'EAEP (2-5 novembre 2000) à Berlin. (" The different conceptions of space from Thünen to Lösch ")

NUSSBAUMER Jacques, Communication en cours de rédaction pour le colloque de ESHET (23-25 février 2001) à Darmstadt " The heritage of historical tradition in early German spatial economics ".

SEKIA Farid, (1999) "Quoi de neuf en économie régionale et urbaine depuis la conception de l'espace-territoire?", Communication aux 6 èmes Journées de l'IFRESI, 21 et 22 Avril

SEKIA Farid, (1999) , "La relation innovation-développement régional à travers François Perroux et Philippe Aydalot", Communication au XXXV ème Colloque de l'ASRDLF, 1-3 Septembre Hyères.

SEKIA Farid, (2000) "Le développement régional à la lumière de la nouvelle théorie de la croissance", Participation au Séminaire Européen des Doctorants en Economie Régionale (SEDER 2000), 26-28 Juin (Université Bordeaux IV).

STEVENS Jean-François (2000), "*Prospective, pilotage stratégique et développement régional*", Communication aux Journées d'études de l'Institut Jules DESTREE, Charleroi, le 31 Mars 2000.

Thèses

KAZMIECZAK-COUSIN Sabine (1999) *L'évaluation des fonctions d'enchères des ménages : les agglomérations lilloise et brestoise*, Thèse de Sciences Economiques, Lille, Université des Sciences et Technologies de Lille.

PATY Sonia (2000) *Essais sur la concurrence fiscale*, Thèse de Sciences Economiques, Lille, Université des Sciences et Technologies de Lille.

2.2. POLITIQUES PUBLIQUES, CHANGEMENTS POLITIQUES

2.2.1 politiques publiques : contenu, efficacité

Ouvrages

AUTÈS (Michel) *Les paradoxes du travail social*, Paris, Dunod, 313 p. 1999

DEMAILLY L., GADREY (N), DEUBEL (PH), VERDIERE (J) 1998, *Évaluer les établissements scolaires : enjeux, expériences, débats*, Paris, l'Harmattan, Logiques sociales, 303 p.

DEMAILLY L. Ed. *L'Évaluation des politiques éducatives* , De Boeck, Bruxelles, 2000

Contributions à des ouvrages collectifs

AUTÈS (Michel) "Du risque à l'exclusion : les politiques territoriales" in *Urgence, souffrance, misère. Lutte humanitaire ou politique sociale?*, Marc-Henry Soulet Éd., Éditions Res Socialis, Université de Fribourg (CH), 1998, p.211-225.

AUTÈS (Michel) GUILBERT (Jean-Pierre) MONROSE (Murielle) "Les professions sociales et leur diversité" Données sociales, INSEE, 1999a.

AUTÈS (Michel) "Trois figures de la déliaison", in KARZ (Saül) (dir.) *L'exclusion, définir pour en finir*, Paris, Dunod, p. 1-33, 2000a.

AUTÈS (Michel) "Les métamorphoses du travail social" in CHOPART (Jean-Noël) (dir.) *Les mutations du travail social* , Paris, Dunod, p. 249-265, 2000b.

AUTÈS Michel "Public action, local democracy and the challenge of economic globalization ", chapter 12 p. 229-243, in MOULAERT Frank, SCOTT Allen (ED.) *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21Th Century*, London and Washington, Pinter, 1997.

AUTÈS (Michel) "Du risque à l'exclusion : les politiques territoriales" in *Urgence, souffrance, misère. Lutte humanitaire ou politique sociale?*, Marc-Henry Soulet Éd., Éditions Res Socialis, Université de Fribourg (CH), 1998, p.211-225..

- CALCOEN F. (1998), La sélectivité des aides personnelles au logement, in « Les Politiques Sociales Catégorielles – Fondements, portée et limites », tome 2, p 427-447, L'Harmattan
- DEMAILLY L., 1997 "Évaluation, éthiques professionnelles et cadre normatif" in *L'évaluation en développement, Conseil Scientifique de l'évaluation* (JC Thoenig, B Perret Dir.)
- VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1997) La mobilité résidentielle et la réorganisation sociale de l'agglomération lilloise, in Martens A. et M. Vervaeke (éd.), *La polarisation sociale des villes européennes*, Anthropos-Economica, Paris.

Articles de revue

- AUTÈS (Michel) "L'insertion, une bifurcation du social" *Esprit, À quoi sert le travail social ?*, n° 241, Mars-Avril 1998 a, p. 60-76.
- AUTÈS (Michel) "La relation de service identitaire, ou la relation de service sans services" *Lien social et politiques*, n° 40 Automne 1998 b, p. 47-54.
- AUTÈS (Michel) "Les territoires politiques de l'action sociale", *Informations sociales*, n° 76, 1999 a, p. 94-103.
- AUTÈS (Michel) "L'insertion, une bifurcation du social" *Esprit, À quoi sert le travail social ?*, n° 241, Mars-Avril 1998 a, p. 60-76.
- AUTÈS (Michel) "Favoriser l'émergence d'une troisième économie", *Partage*, n° 138, Janvier 2000b, p. 37-38.
- AUTÈS (Michel) ""Vers de nouvelles régulations politiques de la question sociale" *Déviance et société* (à paraître)
- BRESSON (Maryse) AUTÈS (Michel) "L'insertion par l'économique, une zone intermédiaire entre salariat et non travail", *Revue française des affaires sociales*, n° 3-4, Juillet-Décembre 2000c
- BRESSON (Maryse) AUTÈS (Michel) "L'insertion par l'économique, une zone intermédiaire entre salariat et non travail", *Revue française des affaires sociales*, n° 3-4, Juillet-Décembre 2000c
- VAUBOURGEIX (Sergine) AUTÈS (Michel) "Les CASU, un dispositif entre l'urgence et le droit", *Revue française des affaires sociales* (à paraître)
- AUTÈS (Michel) ""Vers de nouvelles régulations politiques de la question sociale" *Déviance et société* (à paraître)
- AUTÈS (Michel) "Suivre ou accompagner : les enjeux de la relation de service dans le social" (à paraître)
- CALCOEN F. et CORNUEL D., Les aides personnelles au logement dans l'histoire des politiques du logement, article à paraître en 2001 dans recherches et Prévisions, Revue de la CNAF
- DEMAILLY L., 1995 "Observer les pratiques d'évaluation", CLES, Lille,
- DEMAILLY L., 1999, "L'évaluation et l'auto-évaluation des établissements : un enjeu collectif. Le cas des audits d'établissements scolaires de l'académie de Lille". *Politique et management public*, avril
- DEMAILLY L., DEMBINSKI O. 2000 "La réorganisation managériale à l'École et à l'Hôpital" *Education et sociétés*, Paris, octobre
- DEMAILLY L, 2000, « L'évaluation au cœur des luttes socio-politiques » *Revue Tocqueville*, Paris, janvier
- VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1996) "Local housing market and the social reorganization of space", *International Journal of Urban Regional Research*, pp. 155-169.
- VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1999) Public Policy and Renewal of Old Housing : The case of the Nord-Pas-de-Calais, *Housing Studies*, Vol. 14, N° 6, 839-859.

Rapports

- AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) *Du travail social à l'intervention sociale*, Rapport de synthèse, 92 p. + annexes 220p., MIRE-IFRESI, Juin, 1998.
- AUTÈS (Michel) BRESSON (Maryse) DELAVAL (Bernadette) VALDENAIRE (Philippe) VAUBOURGEIX (Sergine) *Les fonds d'urgence sociale dans le département du Nord*, IFRESI-Ministère de l'Emploi et de la solidarité, Direction de l'Action sociale, 93 p. + annexes., Janvier 1999a.
- AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) *Évaluation du dispositif d'insertion du département du Pas de Calais*, Conseil Général et DDASS, IFRESI, 85 p. + annexes, Mai 1999b.
- AUTÈS (Michel) BRESSON (Maryse) *Précariété, santé mentale et système local de santé*, Rapport intermédiaire de recherche, IFRESI-INSERM, 75 p. + annexes, Janvier 2000a.
- AUTÈS (Michel) VAUBOURGEIX (Sergine) DELAVAL (Bernadette) *La mise en place des Commissions de l'action sociale d'urgence études sur sites : départements du Nord et du Pas de Calais*, Ministère de l'emploi et de la solidarité, IFRESI, 63p., Mai 2000b.
- AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) STETTINGER (Vanessa) VAUBOURGEIX (Sergine) *Étude des pratiques professionnelles des agents en contact avec le public. CAF de Roubaix-Tourcoing*. CNAF, CAF de Roubaix-Tourcoing, CLERSE, 59 p., Juillet 2000c.
- AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) VAUBOURGEIX (Sergine) *Étude des pratiques professionnelles des agents en contact avec le public : CAF de Calais*, CNAF, CAF de Roubaix Tourcoing, 55p., Septembre 2000d;
- AUTÈS (Michel) DELAVAL (Bernadette) GORNIKOWSKI (Stéphane) VAUBOURGEIX (Sergine) *Évaluation du dispositif XXL. Parcours d'initiative publique*, IFRESI, Ville de Dunkerque, 111p. + annexes, Octobre 2000e.
- CALCOEN F. et CORNUEL D. (1999), Les aides personnelles au logement : finalités et effets, Document de Travail, Journées du Labores, juin

CALCOEN F. et CORNUEL D. (2000), Les aides personnelles au logement : finalités, impacts et perspectives (pour la CNAF). Note d'avancement : les aides personnelles au logement dans l'histoire des politiques du logement, et problématique de recherche ; Rapport intermédiaire : aides personnelles au logement et choix du consommateur
CALCOEN F. et CORNUEL D., Les aides personnelles au logement : finalités, impacts et perspectives. Rapport de recherche pour la CNAF à paraître en février 2001
DEMAILLY L., GADREY (N), DEUBEL (PH), VERDIERE (J) *Effets de l'audit de l'académie de Lille sur les cultures professionnelles des évaluateurs*, DEP (Ministère de l'Education nationale)/ IFRESI-CNRS, décembre 1996
VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1996) "Le patrimoine ancien et la politique publique. Bilan social et économique de la procédure d'Opah dans la Région Nord-Pas de Calais", Observatoire régional de l'habitat, Lille, 117 p.

Thèses

AUTÈS (Michel) *De l'assistance au développement social. Les modes de légitimation de l'action publique*, Paris, E.H.E.S.S., Thèse de doctorat en sociologie, 484 p. + annexes, 1997.

2.2.2. changements politiques

Contributions à des ouvrages collectifs

MICHELAT Guy, SIMON Michel (2000b), "Catholiques", dans PERRINEAU Pascal, REYNIÉ Dominique, *Dictionnaire du vote*, Paris, Presses Universitaires de France, (sous presse)

Articles de revue

MATHIOT Pierre, en collaboration avec F. Sawicki, "Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993). Recrutement et reconversion", *Revue Française de Science Politique*, n° 1 et 2, volume 49, février et avril 1999 (2 articles)

MICHELAT Guy, SIMON Michel, (1998), « Les Français, la politique et le Parti communiste », *Regards*, n°38.

Rapports

MATHIOT Pierre, F. SAWICKI, *Conversion et reconversion des élites gouvernementales socialistes*, Rapport de recherche Ifrési, 1998

Communications

MATHIOT Pierre, « Les membres des cabinets ministériels socialistes entre 1981 et 1993 », *journée de travail du Groupe Politiques Publiques de l'Association Française de Science Politique*, 29 janvier 1999 (en collaboration avec SAWICKI Frédéric).

MATHIOT Pierre, « The Members of the French Socialists Cabinets since 1981 and 1993: Sociology of an Elite (Les membres des cabinets ministériels socialistes français de 1981 à 1993 : sociologie d'une élite) », *Congrès annuel de l'Association Américaine de Science Politique (APSA)*, Boston, septembre 1998

MICHELAT Guy, SIMON Michel, (2000a), « Appartenance ouvrière et attitudes politiques : permanences, ruptures, réalignements », Séminaire « Stratification sociale », CREST / INSEE, Paris, INSEE, 18 mai.

2.3. MODES DE VIE ET CADRES DE VIE

2.3.1 déviances et tensions urbaines

Ouvrages

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, 2000a, Les mondes de la drogue. Usages et trafics dans les quartiers. Paris, Odile Jacob, 2000, 397 p.

LECLERC-OLIVE Michèle (1997) *Le dire de l'événement (biographique)* Septentrion.

MOULAERT Frank, Swyngedouw Erik, RODRIGUEZ Arantxa eds. (2002) *Urban Restructuring and Social Polarisation in the City*. Oxford University Press, forthcoming.

PRYEN Stéphanie (1999), *Stigmate et Métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Contributions à des ouvrages collectifs

DUPREZ Dominique, "Poor urban neighborhoods in French society : from the crisis of integration modes to the development of "communitarian" practices", in M. Castells, E. Klinenberg (eds.), *The new urban marginality in the dual metropolis : trajectories and strategies of poor urban youths in France and the United States*, Center for Western European Studies, Presses Universitaires de Berkeley, 1997.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, 1999, "La drogue comme travail. Des carrières dans les territoires de la désaffiliation", in C. Faugeron (Ed.), *Les drogues en France : usages, marchés, politiques*, Genève, Georg Editeur.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, 1997, "Drug trafficking and deprived Neighbourhoods", in D. KORF D., and RIPER H., (Eds.), *Illicit drugs in Europe*, Siswo, Nederland.

DUPREZ Dominique, 1999, *Victimations et violences urbaines dans les cités*, in J. M. Bessete (ed.), *Crimes et cultures*, L'Harmattan, col. Logiques sociales, pp. 109-125.

DUPREZ Dominique, LECLERC-OLIVE Michèle, 2000 (à paraître), "Femmes issues de l'immigration : entre communauté et citoyenneté", in D. Schnapper (ed.), *Au cœur de l'exclusion*, Anthropos.

DUPREZ Dominique, LECLERC-OLIVE Michèle, 1997, "Sociabilités et usages du quartier", in col., *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*, Ed. de l'aube, pp. 289-321

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie (2000) « Sortir de la précarité : entre routine et projet », dans I. Billiard, D. Debordeaux, M. Lurol (coord.), *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, Paris, Éditions de l'Aube.

PRYEN Stéphanie (2002), « Du quartier au trottoir. La prostitution de rue des usagères de drogues », à paraître dans l'ouvrage collectif produit dans le cadre du Laboratoire Européen Associé, « Délinquances et politiques de sécurité et de prévention ; recherches comparatives franco-allemandes » pour le volet « usage, trafic et économie des stupéfiants en régime de prohibition ».

Articles de revue

BAJOS Nathalie, PRYEN Stéphanie, WARSZAWSKI Josiane, SERRE Anne, et le groupe ACSF (1997), "Sexualité vénale et gestion du risque de transmission sexuelle du sida. Une analyse des données de l'enquête ACSF", *Sciences sociales et santé*, vol.15, n°3, septembre.

DUPREZ Dominique, Regards sur la drogue. De la beat generation aux cités, *Sciences Humaines*, n° 99, 1999, pp. 26-30.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, 2000b, Usages et trafics de drogues en milieux populaires, *Déviance et société*, vol 24, n°2, pp.143-166.

DUPREZ Dominique, 1997, Entre discrimination et désaffiliation : l'expérience des jeunes issus de l'immigration maghrébine, *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 76, pp. 79-89.

DUPREZ Dominique, 1997, Les enfants d'immigrés dans les cités des villes françaises : un avenir incertain in P. Hunout (ed.), *Immigration et identité en France et en Allemagne*, *The International Scope Review* (site web : <www.internationalscope.com>)

DUPREZ Dominique, LAFFORT Bruno, 2000, À propos d'expériences de la discrimination : les politiques publiques et les jeunes issus de l'immigration, *Revue Espaces Marx*, n° 13, pp. 13-25.

DUPREZ Dominique, 2000, Modes d'apprentissage et formes de savoirs. Une comparaison Police-Douanes en France, *Déviance et société*, vol. 24, n° 1, pp. 3-25.

KOKOREFF Michel, 2000, Faire du business dans les quartiers. Eléments sur les transformations socio-historiques de l'économie des stupéfiants. Le cas du département des Hauts-de-Seine, *Déviance et société*, vol 24, n° 4.

KOKOREFF Michel, 1998, L'économie de la drogue : des modes d'organisation aux espaces de trafics ", in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 78, pp. 114-124.

LECLERC-OLIVE Michèle, 1997, Jeunes d'origine maghrébine : frustration et reconnaissance, *Revue européenne des migrations*.

LECLERC-OLIVE Michèle (1998a) « Les comptes rendus du devenir », *CLÉS*, n° 32, 2ème semestre, pp. 113-136.

LECLERC-OLIVE Michèle (1998b) « Les figures du temps biographique », *Les cahiers internationaux de Sociologie*, n°104, pp. 97-120

LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SALL Mamadou (1998) « La commode à papiers. Gestion des documents administratifs et immigration », *Sociétés Africaines et Diaspora*, n° 10 pp. 71-93.

LECLERC-OLIVE Michèle (1999) « L'armature narrative des biographies », *Spirale*, IUFM de Lille, n° 24, octobre. 25pp.

LECLERC-OLIVE Michèle (2000) « Lignes de vie », *La Faute à Rousseau*, n° 23, février. 5 pp.

MOULAERT Frank, Swyngedouw Erik, RODRIGUEZ Arantxa eds. (2001) Social polarisation in urban cities. Special issue of *European Urban and Regional Studies*, en production.

MOULAERT Frank, Swyngedouw Erik, RODRIGUEZ Arantxa eds. (2001) Economic restructuring and political governance in European cities. Special issue of *Geographische Zeitschrift*, en production.

- MOULAERT Frank, Swyngedouw Erik, RODRIGUEZ Arantxa eds. (2001) Urban restructuring in European cities. Special issue of *Estudios Territoriales*, en production.
- PRYEN Stéphanie (2002), « Prostitution de rue et intimité. Le privé paradoxal des femmes publiques », *Ethnologie française*, janvier, n°spécial « Intimités sous surveillance », à paraître.
- PRYEN Stéphanie (1999), "La prostitution. Analyse critique de différentes perspectives de recherche", *Déviance et Société*, trim./décembre, vol.23, n°4, p.447-473.
- PRYEN Stéphanie (1999), "Usage de drogues et prostitution de rue. L'instrumentalisation d'un stigmate pour la légitimation d'une pratique indigne", *Sociétés contemporaines*, n°36, p.33-51.
- PRYEN Stéphanie (1999), "La prévention de la prostitution auprès des jeunes", *Agora Débats/Jeunesses*, "Du corps à l'identité sexuée", n°18, 4^e trimestre, p.81-92.
- VICARI S. ed. (2001) Urban restructuring and social polarisation in European Cities. Special issue of *Rassegna Italania di Sociologia*, en production.

Rapports

- BARRERE A., BOROWIEC M., DUFLOS G., FREY D., MONFROY B., SERUZELLE J. (2000), *Enseigner en REP et en secteur difficile*. IUFM-CRDP Nord-Pas-de-Calais, 1^{er} trimestre, 75p.
- DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, WEINBERGER Monique, 2000, *Carrières, territoires et filières pénales. Pour une sociologie comparée des trafics de drogues (Hauts-de-Seine, Seine St. Denis, Nord)*, Lille, Clersé/Grass-Ofdt, 308 p.
- DUPREZ Dominique, ELAÏSSAOUI Nour el houda, LAFFORT Bruno, 2000, de l'expérience de l'altérité à celle d'usager des politiques de lacitè. L'hospitalité dans deux villes du nord de la France, Ifrési-Clersé/PUCA.
- DUPREZ Dominique, DILLIES Virginie, PINET Michel, 2000, *Police et services de sécurité: sur le recrutement et les appartenances culturelles, ethniques et territoriales*, rapport intermédiaire pour l'IHESI, Lille, Ifrési-Clersé.
- KOKOREFF Michel, avec la collaboration de OBLET T., C. LEFEBVRE C., SCHARTZKOPF A., 1997, *De la défonce à l'économie informelle - Processus pénal, carrières déviantes et actions de prévention liés à l'usage de stupéfiants dans les quartiers réputés "sensibles"*, Clersé-Ifrési, Lille, 394 p.
- LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SALL Mamadou (1998a) *Expérience de l'incertitude et diversité culturelle : Gestion des papiers et gestion du temps*, rapport de recherche, Contrat de Plan État-Région, IFRESI-CNRS, 92 pp.
- LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie, SALL Mamadou (1998b) *Aux marges du travail salarié : Expériences de l'incertitude, diversité culturelle et visions d'avenir*, rapport de recherche, MIRE, CNAF, IFRESI, 260 pp.

Communications

- DUPREZ Dominique, 2000, *Les ALMS et les risques d'ethnicisation*, Colloque La Commune et ses étrangers, colloque du PUCA, Nanterre.
- KOKOREFF Michel, 1999, La construction sociale des identités collectives dans les quartiers pauvres, *Normes, déviances contrôle social. Nouveaux enjeux, nouvelles approches*, Colloque international à l'occasion du XXXème anniversaire du CESDIP, 14-15-16 octobre 1999.
- LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie (1998) « L'horloge et l'agenda », communication à la 6^{ème} Journée d'étude du CLERSÉ, Lille, 5 juin, 18 pp.
- LECLERC-OLIVE Michèle (1998) « Les comptes rendus du devenir », communication au colloque *Les temps sociaux* organisé par l'université de Poitiers, 20 et 21 novembre 22 pp..
- LECLERC-OLIVE Michèle (à paraître) « Événements et repères dans les biographies », communication à la Journée GEDISST INJEP sur *Événements et repères dans les biographies*, IRESCO, 29 mars 1999.
- LECLERC-OLIVE Michèle, ENGRAND Sylvie (1999) « Migrations et retours », communication aux 6^{èmes} Journées IFRÉSI, Lille, 21-22 avril, 14 pp.
- PINET Michel, 1998, "Le quartier de Lille-Sud et ses habitants : d'une classification à une typologie sociale", intervention au Séminaire de recherche de l'Insee, Paris.
- PRYEN Stéphanie (2000), « Prostitution de rue. Stigmate et Métier », Recherche nominée par le jury du prix Gabriel Tarde, *Conférence organisée par l'Association Française de Criminologie à l'occasion de la remise du prix Gabriel Tarde*, Paris, 11 mai.
- PRYEN Stéphanie (1999), "Les territoires de la prostitution de rue. La gestion conflictuelle d'un espace public", communication au colloque international *Normes, déviances, contrôle social. Nouveaux enjeux, nouvelles approches*, organisé à l'occasion du XXX^e anniversaire du CESDIP, Paris, 14-16 octobre.
- PRYEN Stéphanie (1999), "Usage de drogues et prostitution de rue. L'instrumentalisation d'un stigmate pour la légitimation d'une pratique indigne", colloque *Les drogues en France. Politiques, marchés, usages*, organisé par le Groupement de Recherche du CNRS "Psychotropes, Politique et Société", à l'IRESCO, Paris, 25-27 mars.
- PRYEN Stéphanie (1997), "Prostitution de rue et sida. Permanence et changements", Programme Alfa Educom, *Formation d'experts en communication et prévention du Sida*, Deuxième réunion Europe-Amérique latine, Maison de la Recherche-Université Lille III, 6-10 octobre.

Thèses

PRYEN Stéphanie (1997), *Stigmate et Métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue à Lille*, thèse de sociologie sous la direction de Monsieur le professeur Gabriel Gosselin, Université de Lille I, soutenue le 16 décembre.

2.3.2 développement durable

Ouvrages

- CALLENS S. (1997), *Histoire du risque*, Institut Max Planck d'Histoire des Sciences et Ifrési, Berlin et Lille, 184 p.
DELDREVE Valérie, 1998, *Marins de pêche artisanale en Manche orientale. Etude des organisations professionnelles et des pratiques des pêcheurs du Boulonnais et de l'Est Cotentin*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq
HERAN Frédéric (2000), *Transports en milieu urbain : les effets externes négligés. Monétarisation des effets de coupure, des effets sur l'affectation des espaces publics et des effets sur les paysages*, La Documentation Française, 118 p.
ZUINDEAU Bertrand éd. (2000), *Développement durable et territoire*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Contributions à des ouvrages collectifs

- CALLENS S. (1999), « Economie et Histoire des Sciences », dans *L'histoire des sciences et des techniques dans l'éducation et la formation en Europe*, Luxembourg : Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg, pp. 155-157
CALLENS S (1999), article « Précaution » du *Dictionnaire d'Histoire et Philosophie des Sciences*, Paris, PUF
CALLENS S., article « Erreur » du *Dictionnaire d'Histoire et Philosophie des Sciences*, Paris, PUF
CHAUTARD Guy et ZUINDEAU Bertrand (2000), « La dimension spatiale du développement durable : une application aux territoires de conversion », in Jacques THEYS éd., *L'environnement au XXIe siècle*, volume II « Visions du futur », Paris, Cahiers du GERMES n°16.
CHAUTARD Guy, OLSZAK Éric (2000), « Développement durable et territoires en reconversion : l'exemple des zones minières du Nord - Pas de Calais », in Bertrand ZUINDEAU éd., *Développement durable et territoire*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
ROUSSEL I., LAGANIER R. DUCHESNE C. (2000), « Impacts et vulnérabilité d'un hydrosystème fortement anthropisé : l'exemple du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais » in J.P. BRAVARD éd., *L'eau en France, d'un extrême à l'autre*, SEDES, à paraître en novembre 2000.
TORRES Emmanuel (1998), *Développement local et environnement : la régulation par les contrats et conventions de développement patrimonial*, In la socio-économie des territoires : expériences et théories, Hassan Zaoual (Éd.), Paris, L'Harmattan.
TORRES Emmanuel (2000), Adapter localement la problématique du développement durable, In *développement durable et territoire*, Bertrand Zuindeau (Ed.), Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion (Coll. Sciences sociales : économie).
VILLALBA Bruno (2000), « Les temps de l'écologie politique », in PIREV-GEODE, *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, p. 79-92.
ZUINDEAU Bertrand (1997), « De la récréation à la re-création : l'apport de la problématique du développement durable », in Claude SOBRY et Jean Michel DEWAILLY éd., *Récréation, recrastination : tourisme et sport dans le Nord - Pas de Calais*, Paris, éditions L'Harmattan, collection « Tourisme et Sociétés ».
ZUINDEAU Bertrand (1997), « La reconversion industrielle du Nord - Pas de Calais : éléments d'approche à partir de la problématique du développement durable », in « *Nord - Pas de Calais : changement régional et dynamique des territoires* », actes des Journées d'étude du 15 février 1996 sous l'égide du FRE-Ville - Pôle universitaire européen Lille Nord - Pas de Calais.

Articles de revue

- CALLENS S (1998), La mesurabilité de la matière : histoire de la mesure de l'ozone, *Pollution Atmosphérique*, n° 157, pp. 71-80
CALLENS S., ROUSSEL I., SCARWELL H (1998). Risque et précaution : une nouvelle gestion de notre environnement, *Air Pur*, n° 54
CALLENS S., ROUSSEL I., SCARWELL H (1998), La perception du risque lié à la pollution atmosphérique par les élus locaux, *Air Pur*, n° 53
CALLENS S., NOVEMBER V., RUDOLF F. (1999) From an aspiration of progress to the notion of sustainable development, *Geographica Helvetica*

- CALLENS S., ROUSSEL I., SCARWELL H. (1998), « Le principe de précaution : une autre pratique de la gestion des risques », *Pollution Atmosphérique*, n° 159, pp. 30-40
- CHAUTARD Guy (2000), « Logique économique et territoire : une réconciliation par l'environnement – Le cas des régions de tradition industrielle », *Cahiers de l'ATM*, n°15, 21 p.
- HERAN Frédéric (1997), "Le recul du déterminisme, fondement du changement organisationnel", *Cahiers Lillois d'Économie et de Sociologie*, n° 29, 1er sem., pp. 123-139.
- HERAN Frédéric (1997), "Déplacements urbains : la solution vélo", *Revue M*, n° 92, nov.-déc., pp. 35-40.
- HERAN Frédéric (1998), "Les conditions d'un report modal favorable à la marche et au vélo", *Revue TEC*, n° 92, nov.-déc., pp. 35-40.
- HERAN Frédéric (2000), "Déplacements urbains : pourquoi les maires se trompent sur l'opinion de leurs administrés", *Transports Urbains*, n° 102, pp. 13-20.
- HERAN Frédéric (2000), "Le palmarès 2000 des villes cyclables", résultats d'une enquête nationale sur les actions en faveur de la bicyclette dans 50 communes françaises, *Vélocité*, n° 58, 7 p.
- HERAN Frédéric (2000), "La contribution de la marche et du vélo aux économies d'énergies", *Vélocité*, n° 59, 3 p.
- KERGOMARD C., LAGANIER R., ROUSSEL I. (2000), « Eau et développement durable en milieux fortement urbanisés : exemple de la métropole lilloise » in « *Eaux sauvages. Eaux domestiquées – Hommage à Lucette DAVY* », Publications de l'Université de Provence (PUP), p. 205-226.
- LAGANIER R., ROUSSEL I. (2000), « La gestion des écosystèmes urbains pour une ville durable », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°2, p. 137-161.
- ROUSSEL I., ROUSSEL F.X., LAGANIER R. (2000), « De la ville renouvelée à la ville durable : enjeux et défis des villes du Nord – Pas de Calais pour le 21^e siècle », *Hommes et Terres du Nord*, n° 1, p. 3-12.
- LAGANIER R., SCARWELL H.J. (2000), « Inondation et recomposition territoriale : Quand la nature interroge le fonctionnement des territoires », *Hommes et Terres du Nord*, n°2, (sous presse).
- LAGANIER R., PICOUET P., SALVADOR P.G., SCARWELL H.J. (2001), « Inondation, territoire et aménagement : de la rupture à la réconciliation entre risque et société. L'exemple de la vallée de la Canche (Pas-de-Calais, France) », *Revue de Géographie de Lyon – Géocarrefour* (sous presse).
- TORRES Emmanuel (1998), Deux problématiques pour l'environnement urbain, deux voies pour son analyse économique, *Nature-Sciences-Sociétés*, vol. 6, n° 4, p. 41-50.
- ZUINDEAU Bertrand (1997), « Développement économique régional et reconversion industrielle : éléments d'approche à partir de la problématique du développement durable » in « *Développement économique et reconversion industrielle* », études réunies par Hugues SACHTER et Jean-Claude VEREZ, *Cahiers scientifiques de l'Université d'Artois*, 4/1997, Artois Presses Université, p. 99-113.
- ZUINDEAU Bertrand (1998), « Précaution, développement durable : le 'contre-exemple' du Bassin minier Nord – Pas de Calais », *Air Pur*, revue publiée par l'APPA, n°54, p. 13-14.
- KERGOMARD C., LAGANIER R. (1998), « Étude des zones humides à partir de la télédétection : l'exemple de la région Nord – Pas de Calais », in « *Les tourbières et les milieux humides du Nord de la France* », *Cahiers de Géographie Physique*, Lille, n° 11, p. 106-114.
- ZUINDEAU Bertrand (1999), « Indicateurs du développement durable : une application aux territoires de reconversion », in « *Les indicateurs de développement durable – Méthodes et perspectives* », Institut français de l'environnement (IFEN), collection Études et travaux n°24, octobre.

Rapports

- CALLENS S (2000), *Europe 2015 : prospective sur la régulation de la pollution de l'air à l'horizon 2015*, Paris, 161 p.
- CHAUTARD Guy (1998), *Activité économique et environnement : l'exemple du district d'Hénin-Carvin + Auby*, rapport pour le Conseil Régional Nord – Pas de Calais, Programme de Recherches Concertées « environnement / activités humaines », 111 p.
- DELDREVE Valérie, 1999, L'eau dans le Bassin Minier. L'état des lieux. Points de vue scientifique et politique, *Anthropologie du Bassin Minier*, Collection « Etudes » n°9.
- DELDREVE Valérie, GOULLIART Emmanuel, 1999, *Marins-pêcheurs du Nord-Pas-de-Calais*, Documents d'Ethnographie Régionale du Nord-Pas-de-Calais, n°11, Béthune, Musée d'Ethnologie régionale.
- FROMON Virginie et ZUINDEAU Bertrand (2000), *Évaluation de la qualité des cours d'eau – Rapport de synthèse sur la méthode des prix hédonistes et quatre monographies*, rapports effectués pour le Comité inter-Agences de l'Eau, septembre.
- HERAN Frédéric (dir.), METZGER Edith, MIGNOT Corinne, TOSTAIN Philippe (1997), *Le vélo urbain en Seine-Saint Denis. Rapport final*, étude pour le Conseil Général de Seine-Saint Denis, Bobigny, 270 p.
- HERAN Frédéric (dir.), JULIEN Arantxa, MIGNOT Corinne, CHAPAT Karine, DUGUET Anca, JACOB Christian (1997), *Les conditions d'un report modal favorable à la marche et au vélo. Rapport final*, recherche réalisée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, DRAST, décision d'aide à la recherche n° 96 MT 29, 220 p.
- HERAN Frédéric (dir.), JULIEN Arantxa, PAQUES Antoine (1999), *Evaluation de l'effet des coupures urbaines sur les déplacements des piétons et des cyclistes*, rapport final, recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques, décision d'aide à la recherche n° 98 MT 04, septembre, 234 p.

HERAN Frédéric (dir.), PERRIOLLAT Sylvain (1999), *Recherche documentaire sur la monétarisation de certains effets externes des transports en milieu urbain : effets de coupure, effets sur l'affectation des espaces publics, effets sur les paysages*, rapport final, recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques, décision d'aide à la recherche n° 98 MT 45, juin, 98 p.

HERAN Frédéric (dir.), LE MARTRET Yann (2000), *Indicateurs pour des aménagements favorables aux piétons et aux cyclistes*, rapport intermédiaire pour l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), recherche effectuée dans le cadre du PREDIT, 145 p.

LETOMBE Gwénaël et ZUINDEAU Bertrand (1999), *L'impact des friches industrielles sur les valeurs foncières et immobilières : une application de la méthode des prix hédonistes à l'arrondissement de Lens (Nord – Pas de Calais)*, rapport pour l'Établissement public foncier (EPF) Nord – Pas de Calais, juillet, 106 p.

TORRES Emmanuel , *Une démarche qualité du cadre de vie dans le District d'Hénin-Carvin : cadre d'analyse, repérage des enjeux et système d'acteurs*, Rapport pour le Conseil régional Nord –Pas de Calais, Programme de Recherche Concerté, 31 pages.

ZUINDEAU Bertrand (1998), « *Synthèse générale du volet socio-économique du P.R.C. : économie et environnement dans une zone minière en reconversion (district d'Hénin-Carvin) : vers une approche régulationniste* », rapport pour le Conseil Régional Nord – Pas de Calais, Programme de Recherches Concertées « environnement / activités humaines », janvier, 75 p.

Communications

CHAUTARD Guy (1997), *Reconversion économique et développement durable : le cas du bassin minier Nord - Pas de Calais*, Colloque international « Les composantes locales, régionales, mondiales du développement des Nations : antagonismes ou complémentarités ? », Poitiers, 28-30 mai, 14 p.

CHAUTARD Guy (1997), *Les apports du développement durable dans les politiques de conversion des anciennes zones minières*, 33^e Colloque de l'A.S.R.D.L.F., « Renouveau Régional, Renouveau Urbain », Lille, 1-3 septembre, 13 p.

CHAUTARD Guy (1999), *Habitat et pollution : une approche économique*, Journées « anthropologie du bassin minier », Lille, juin, 7 p.

DELDRÈVE Valérie, 1999, « Pour une approche sociologique de la question de l'eau dans le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais. De l'évaluation scientifique à la perception des usagers. », *Actes du colloque international du 10 et 11 février 2000 « L'eau, l'aménagement du territoire et le développement durable »*, Académie de l'eau, Paris.

DELDRÈVE Valérie, 1999, « Le temps de travail à la pêche artisanale. Code du travail et normes communautaires », publication de la 6^e Journée d'étude du CLERSE « *Les frontières du Temps de travail* », juin 1998.

DELDRÈVE Valérie, 1998, *Actes du Colloque du 18-21 mai 1995 « La pêche en Manche et en Mer du Nord 18^e-20^e siècles »*, ss la dir. de VILLIERS Patrick et PFISTER-LANGANAY Christian, *Cahiers du Littoral* Hors-série, collection Histoire, Université du Littoral, Boulogne-sur-mer.

DELDRÈVE Valérie, 2000, « L'évolution du système technique de la pêche artisanale d'Etaples/Boulogne depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour une analyse des facteurs de changements », *Actes du colloque du 24, 25, 26 novembre 1999 « Mutations techniques des pêches maritimes : agir ou subir ? Evolution des systèmes techniques et sociaux »*, CCSTI, Lorient.

HERAN Frédéric (1998), "Coupures urbaines et déplacements de proximité. Aspects méthodologiques", contribution au séminaire *Economie de l'environnement et du développement durable*, organisé par le MEDEE, Université de Lille 1, Villeneuve d'Ascq, 12 mars, 18 p.

HERAN Frédéric (1999), "Methods of evaluation of severance effects of large infrastructures on cycle trips", communication au congrès international *Velo-City 99*, Graz-Maribor, 13-17 mars, pp. 515-519.

HERAN Frédéric (1999), "Monetary assessment of severance effects of infrastructures in urban area. State of the art ", séminaire franco-suédois, Paris, 22 nov., 6 p.

HERAN Frédéric (2000), "Pour la création de parcs vélos gardés aux gares centrales", communication au colloque *Transports en commun et vélo : pour un vrai système de déplacements*, organisé par l'association Rue de l'Avenir, Paris 20 mai, 8 p.

HERAN Frédéric, MIGNOT Corinne (1997), "The Severance Effects on Cycling and Pedestrian Journey", communication au 10e congrès international *Velo-City*, Barcelone, 15-19 sept., p. 534.

HERAN Frédéric (1999), *Monetary assessment of severance effects of infrastructures in urban area. State of the art*, séminaire franco-suédois, Paris, 22 novembre, 6 p.

LAGANIER R., SCARWELL H.J. (2000), *Le bassin versant de la Canche, un bassin vécu ?*, Colloque de l'Association des Ruralistes Français, « Territoires prescrits, territoires vécus : inter-territorialité au cœur des recompositions des espaces ruraux », Toulouse, 25-27 octobre.

LAGANIER R., PICOUET P., SALVADOR P.G. (2000), *L'approche géohistorique dans l'analyse et la gestion du risque inondation et des milieux humides. Exemples en région Nord-Pas-de-Calais*, 25^e Journées scientifiques du GFHN, Meudon, 28-29 novembre, (en préparation).

MEILLIEZ Francis, NAPOLEON Constantin et ZUINDEAU Bertrand (1997), A-t-on vraiment intérêt à ennoyer le Bassin Minier ? – Approche des critères physiques et économiques du phénomène d'ennoyage en zone minière, 33^e Colloque de l'A.S.R.D.L.F., « Renouveau régional – renouveau urbain », Lille, 1-3 septembre, 20 p.

TORRES Emmanuel (2000), La ville durable : quelques enjeux théoriques et pratiques, Séminaire FRE-Ville, « La ville durable », Lille, 28 avril.

- TORRES Emmanuel (2000), *La qualité de l'environnement urbain comme objet émergent des politiques publiques locales*, Journée d'étude du CLERSE, Villeneuve d'Ascq, 26 mai.
- TORRES Emmanuel (1997), *Le cadre de vie urbain : évaluer pour une démarche qualité*, Communication au XXXIII Colloque de l'ASRDLF des 1-3 septembre 1997, "Renouveau régional, renouveau urbain", Lille.
- TORRES Emmanuel (2000), *La ville durable : quelques enjeux théoriques et pratiques*, Communication au Séminaire FréVILLE (Pôle européen) du 28 avril 2000, Lille.
- ZUINDEAU Bertrand (1997), *Le développement durable : les enseignements de l'approche spatiale*, 45^e séminaire de l'O.I.P.R., Paris, le 16 octobre, 16 p. (Contribution en voie de publication dans un ouvrage collectif coordonné par Guy LOINGER).
- ZUINDEAU Bertrand (1998), *Activités économiques et environnement dans le Bassin minier du Nord – Pas de Calais : enseignements du volet socio-économique du P.R.C.*, journées d'étude « Étude anthropologique du Bassin Minier, un ou des bassins miniers ? », Lille, 28 et 29 mai.
- ZUINDEAU Bertrand (2000), *L'analyse des externalités environnementales : un essai régulationniste*, séminaire RST, CEPREMAP, Paris, 10 octobre, 20 p.

Thèses

- CHAUTARD Guy (2000), *Environnement, croissance économique et territoire : l'exemple d'une zone de tradition industrielle du Nord – Pas de Calais*, Thèse de sciences économiques, Lille, Université des sciences et technologies, direction de P. GREVET et B. ZUINDEAU, 339 p.
- TORRES Emmanuel (1998) *Le cadre de vie urbain : essai d'une économie de la qualité*, présentée et soutenue publiquement à l'Université des Sciences et Technologies de Lille en janvier 98. Directeur de thèse : J Gadrey, 386p.

B – COMMUNICATIONS DES VIÈ JOURNEES IFRESI (avril 1999)

Les journées de l'Ifrési se déroulent tous les deux ans. Au cours des deux jours que dure cette manifestation, la plupart des participants à l'Ifrési présentent une communication faisant état de leurs recherches. Toutes les communications sont regroupées dans plusieurs volumes thématiques distribués dès l'ouverture de la manifestation

Les communications présentées lors des journées d'avril 1999 étaient centrées sur quatre thèmes :

I - LA CONDUITE DES ACTIVITES ECONOMIQUES : LOGIQUES MANAGERIALES ET LOGIQUES SECTORIELLES

Logiques managériales

- 1 - les mondes de production des CAF (S. Adjerad)
- 2 - une analyse des finalités des systèmes de contrôle (O. de la Villarmois)
- 3 - l'innovation interactionnelle : un modèle néoschumpéterien (F. Gallouj)
- 4 - construire une compétence stratégique locale : enjeux, contraintes et potentialités (P. Besson/C. Mahieu)
- 5 - pratiques de gestion stratégique des ressources humaines et des flux d'activités dans les TPE : le cas des TPE dunkerquoises (G. Dokou/B. Mazouz)
- 6 - le rôle du dirigeant dans le processus de certification (C. Willot/B. Mazouz)
- 7 - émergence et stabilité des normes de coordination : l'analyse de D.K. Lewis (N. Postel)

Logiques sectorielles

- 8 - une socio-économie des pratiques touristiques (P. Cuvelier)
- 9 - mondialisation et management stratégique des ports (G. Dokou/A. Abiassi)
- 10 - analyse de l'évolution de la filière informatique : la constitution successive de réseaux technico-économiques structurés par des standards (F. Horn)
- 11 - rationalisation de l'offre de soins en chirurgie : réduction des surcapacités et réallocation sectorielle (B. Dervaux & al.)
- 12 - les vertus territorialisantes, entre villes et campagnes et socialisantes de l'accueil à la ferme (F. Lescureux)
- 13 - la création textile comme révélateur des nouvelles relations entre fabricants et distributeurs (B. Lefebvre / M. Vervaecke)

II - ORGANISATION DU TRAVAIL, GESTION DE L'EMPLOI, DES COMPETENCES ET DE LA FORMATION

- 1 - le nettoyage : une activité innovante. Quelles conséquences sur les compétences ? (F. Djellal)
- 2 - typologie des systèmes nationaux de formation (E. Leignel)
- 3 - évolution du rôle des cadres : établissement d'une typologie basée sur le contenu de l'activité (N. Glorieux)
- 4 - la production de compétences dans un marché concurrentiel de firmes hétérogènes (A. Lene)
- 5 - à propos de l'économie informationnelle : le cas du multimedia dans la formation "post 18 ans" (P. Grevet)
- 6 - la réduction du temps de travail des cadres : problématique et enjeux (A. Dietrich)
- 7 - polyvalence et flexibilité dans les structures modulaires du CRSF de Lille (S. Botte)
- 8 - flexibilité et professionnalisation du travail dans les services : des stratégies et des modèles distincts (J. Gadrey)
- 9 - niveaux intermédiaires d'organisation dans la production territoriale de compétences (F. Cunat/B. Thomas)
- 10 - l'insertion progressive des jeunes dans l'entreprise : une approche en termes d'évaluation et de construction des qualités (F. Sauvage)

- 11 - l'arrêt de la croissance du nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur et ses conséquences. Le cas des effectifs d'inscrits dans les universités du Nord/pas-de-calais (F. Gugenheim)
 12 - épilepsie, activité professionnelle et formation des salariés (JP. Marissal)

III - DYNAMIQUES TERRITORIALES - LOCALISATION DES ACTIVITES - ENVIRONNEMENT

dynamiques territoriales

- 1 - évolution des mobilités non professionnelles sur la métropole lilloise (S. Letniowska-Swiat)
 2 - la composition/décomposition territoriale du pays minier. Les cas de Liévin et Libercourt (A.S. Forbras)
 3 - les nouvelles frontières de la métropolisation : approche géopolitique (P. Ginet)
 4 - stratégies de développement urbain dans la métropole lilloise : le cas Euralille (E. Salin/F. Moulaert)

localisation des activités

- 5 - les quasi-industries - Un enjeu pour le développement des territoires (P. Battiau)
 6 - nouvelles centralités commerciales et développement des territoires (J.P. Bondué)
 7 - éléments d'ancrage territorial chez les créateurs d'entreprise (F. Cunat/Y. Giry)
 8 - recherche des déterminants locaux de la création d'entreprises. Exemple des zones d'emploi françaises (G. Duchesne)

environnement

- 9 - quelle économie de la précaution ? un premier bilan (S. Callens)
 10 - deux problématiques de l'environnement urbain, deux voies pour son analyse économique (E. Torres)
 11 - externalités environnementales et développement durable : essai d'analyse et méthode d'approche à partir de la théorie de la régulation (B. Zuindeau)
 12 - méthodes d'évaluation de l'effet de coupure des grandes infrastructures en milieu urbain (F. Héran)
 13 - l'évolution des revenus dans la région Nord-Pas de Calais depuis le premier choc pétrolier (S. Dormard)
 14 - regards sur l'économie de la région flamande (F. Milléquant/H. El Asraoui)

IV - TENSIONS SOCIALES - CADRES INSTITUTIONNELS - POLITIQUES PUBLIQUES

- 1 - métropolisation versus ségrégation : quelle unité pour construire la métropole lilloise ? (J. Thévenot)
 2 - aménagement du territoire et politique urbaine : pour quelles échelles spatiales du vieillissement démographique (F. Kermad)
 3 - migrations et retours (M. Leclerc-Olive/ S. Engrand)
 4 - la prise en charge du handicap. Les enjeux d'une politique catégorielle (JP Marissal. D. Greiner)
 5 - la sélectivité des aides personnelles au logement (F. Calcoen)
 6 - l'offre de logement en direction des populations défavorisées : des avancées et des points de blocage (L. Aubree)
 7 - financement du logement en France et union monétaire européenne (D. Cornuel)
 8 - la formation et la légitimation des élites politiques dans une démocratie émergente. Le cas de la Pologne (J. Heurtaux)
 9 - le socialisme français par l'institution municipale. Jalons pour une étude socio-historique (R. Lefebvre)
 10 - contribution à une sociologie des élites gouvernementales socialistes : les membres des cabinets ministériels de la période 1981/1993 et la transformation du référentiel d'action publique (P. Mathiot/ F. Sawicki)

- 11 - enjeux de l'évaluation et régulation des systèmes scolaires (L. Demailly)
- 12 - violence scolaire et effet établissement. Le cas d'un collège de l'agglomération lensoise (G. Ferréol)
- 13 - le renouveau de la sociologie économique (B. Convert/J. Heilbron)

CINQUIEME PARTIE ELEMENTS FINANCIERS

A – RESSOURCES ET DEPENSES AU NIVEAU FEDERAL SUR LA PERIODE 1998-2000

Les tableaux suivants présentent de façon synthétique les ressources et dépenses récurrentes réalisées au niveau fédéral. Ne sont pas reportés les éléments correspondants valant pour les unités participant à la Fédération.

Ressources (en KF. HT) :

<i>Année</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>
Ministère :	648	748	648
Infrastructure	265	265	265
Fonctionnement	100	100	100
Equipement	200	300	200
Vacations	83	83	83
CNRS :	434	435	480
Soutien de base	363	400	460
Equipement	31	20	-
Documentation	-	15	-
Vacations	40	-	20
Conseil Régional	-	49	-
FEDER 1997	950	-	-
Ressources propres	284	209	240
Total	2316	1441	1388

Dépenses (en KF. HT) :

<i>Année</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>
Fonctionnement général	2071	1272	1224
Infrastructure	474	492	462
Fonctionnement courant	649	430	562
Petits équipements	948	350	200
Documentation	38	18	18
Equipement scientifique	29	-	-
Missions	16	19	20
Vacations	130	123	140
Journées IFRESI	-	72	-
Total	2284	1504	1402

B – MOYENS FINANCIERS SOUHAITES POUR LA PERIODE 2002-2005

(En milliers de francs)

NATURE DES FINANCEMENTS 2002			
Crédits (TTC) du Ministère Direction de la Recherche			
- Crédits de fonctionnement (1)	450		
- Crédits d'équipement	200		
- Crédits de vacation	100		
Sous Total Ministère Direction de la recherche (TTC)	750		Preciser les autres organismes (si nécessaire)
Crédits (HT) de l'organisme de tutelle et des autres organismes (2) éventuellement			
- Fonctionnement général (hors infrastructure)	460	CNRS
- Infrastructure (convention d'hébergement, ...) (1)
- Opérations scientifiques	400	CNRS
- Programmes
- Gros équipement
		
		
Sous Total organisme (HT)	860		
Autres ressources [collectivités, contrats, subventions (autres que collectivités), autres contributions (dons)] attendues (HT)	400	CR Nord pas de Calais	
Total des ressources	2010		

Justification des demandes de moyens

1) Demande de crédits d'infrastructure et de fonctionnement Ministère, spécifiques pour le site IFRÉSI

L'Ifrési dispose, depuis 1990, de locaux de recherche propres (bâtiment propriété du Conseil Régional mis à disposition du CNRS pour l'Ifrési, avec occupation par des personnels à la fois universitaires et CNRS). Il a bénéficié, dans le cadre du Contrat antérieur de l'USTL de crédits d'infrastructure du Ministère pour un montant de 265 K.F. H.T. par an depuis 1998, parallèlement à la dotation de fonctionnement général du CNRS pour le site Ifrési, ainsi que de crédits de fonctionnement de 100 KF par an..

Pour le prochain Contrat, l'Ifrési demande à bénéficier de 300 KF de crédits d'infrastructure et de 150 KF de crédits de fonctionnement, pour tenir compte de l'extension des locaux de l'Ifrési, opérationnelle depuis l'automne 1997 (600 m² SHON s'ajoutant aux 1500 m² disponibles depuis 1990).

2) Demande de crédits CNRS "Opérations scientifiques"

Dans la dynamique de l'Ifrési, un rôle de première importance a été joué par les soutiens aux "Opérations scientifiques" de l'Ifrési apportés conjointement par le CNRS et le Conseil Régional Nord - Pas de Calais après inscription dans les Contrats de Plan État-Région 1989-1993 et 1994-1998. Du point de vue interne à la fédération, la préparation des demandes d'application des Contrats de Plan n'a jamais obéi à des clefs de répartition automatiques entre les équipes ou groupes de recherche, mais elle

a été effectuée en fonction de projets d'opérations de recherche entrant dans un programme collectif. À partir de cette base, on a donné progressivement plus de cohérence scientifique fédérative aux recherches de financements contractuels, et on a constitué la base nationale nécessaire à l'obtention de financements européens. Pour la période 1994-1998, les soutiens "Opérations Scientifiques" l'Ifrési ont correspondu à une moyenne annuelle de deux fois 400 K.F. H.T. Pour la période 2002-2005, l'Ifrési souhaite qu'un dispositif analogue soit reconduit.

